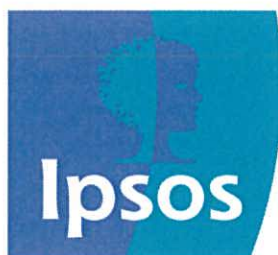


# FUSION PAR VOIE D'ABSORPTION DE

## LT PARTICIPATIONS

PAR



DOCUMENT E ETABLI A L'OCCASION DE LA FUSION PAR ABSORPTION DE  
LT PARTICIPATIONS PAR IPSOS ET EMISSION ET ADMISSION SUR LE MARCHE  
REGLEMENTE EURONEXT PARIS DE 8.876.716 ACTIONS NOUVELLES EMISES PAR LA  
SOCIETE IPSOS DANS LE CADRE DE LA FUSION-ABSORPTION



En application de son Règlement général, notamment de l'article 212-34, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé sur le présent document le numéro d'enregistrement E. 16-079 en date du 25 novembre 2016. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le numéro d'enregistrement a été attribué, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Il atteste que l'information contenue dans ce document correspond aux exigences réglementaires en vue de l'admission ultérieure sur le marché réglementé Euronext Paris des titres qui, sous réserve de l'accord des assemblées générales des actionnaires d'Ipsos et des actionnaires de LT Participations, seront émis en rémunération des apports.

Le présent document E (le « **Document** ») est une annexe au rapport du Conseil d'administration d'Ipsos à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Ipsos devant se réunir le 29 décembre 2016.

L'avis de publicité relatif au projet de fusion entre Ipsos et LT Participations a été publié au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) le [25 novembre] 2016, tandis que l'avis de réunion de l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos appelée à statuer sur la fusion a été publié au BALO le 23 novembre 2016.

Le Document incorpore par référence le document de référence d'Ipsos déposé auprès de l'AMF le 4 avril 2014 sous le numéro D. 14-0291 (le « **Document de Référence 2013** »), le document de référence d'Ipsos déposé auprès de l'AMF le 20 mars 2015 sous le numéro D. 15-0182 (le « **Document de Référence 2014** ») et le document de référence d'Ipsos déposé auprès de l'AMF le 31 mars 2016 sous le numéro D. 16-0251 (le « **Document de Référence 2015** »).

Le Document est mis à la disposition des actionnaires, sans frais, au siège social d'Ipsos et de LT Participations ainsi que sur les sites internet d'Ipsos ([www.ipsos.com](http://www.ipsos.com)) et de LT Participations ([www.LTParticipations-publicationslegales.com](http://www.LTParticipations-publicationslegales.com)), et sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).



## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	3
RESUME DU DOCUMENT .....	7
<i>AVERTISSEMENT AU LECTEUR</i> .....	7
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT ET CONTROLE DES COMPTES.....</b>	<b>17</b>
<b>1.1 RESPONSABLES DU DOCUMENT.....</b>	<b>17</b>
<b>1.1.1 Pour Ipsos.....</b>	<b>17</b>
1.1.1.1 Responsable du Document .....	17
1.1.1.2 Attestation du responsable du Document.....	17
1.1.1.3 Responsable de l'information financière .....	17
<b>1.1.2 Pour LT Participations.....</b>	<b>17</b>
1.1.2.1 Responsable du Document .....	17
1.1.2.2 Attestation du responsable du Document.....	17
1.1.2.3 Responsable de l'information financière .....	17
<b>1.2 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....</b>	<b>18</b>
<b>1.2.1 Pour Ipsos.....</b>	<b>18</b>
1.2.1.1 Commissaires aux comptes titulaires .....	18
1.2.1.2 Commissaires aux comptes suppléants .....	18
<b>1.2.2 Pour LT Participations.....</b>	<b>18</b>
1.2.2.1 Commissaires aux comptes titulaires .....	18
1.2.2.2 Commissaires aux comptes suppléants .....	19
<b>2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES .....</b>	<b>20</b>
<b>2.1 ASPECTS ECONOMIQUES DE LA FUSION.....</b>	<b>20</b>
<b>2.1.1 Liens préexistants entre Ipsos et LT Participations .....</b>	<b>20</b>
2.1.1.1 Liens en capital.....	20
2.1.1.2 Cautions.....	20
2.1.1.3 Dirigeants et administrateurs communs.....	21
2.1.1.4 Filiales détenues en commun .....	21
2.1.1.5 Accords techniques ou commerciaux entre les Sociétés .....	21
<b>2.1.2 Contexte, motifs et buts de l'opération - Intérêts de l'opération pour Ipsos, ses actionnaires, LT Participations et ses actionnaires .....</b>	<b>21</b>
2.1.2.1 Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement »).....	21
2.1.2.2 Motifs et buts de l'opération – Intérêts de l'opération pour Ipsos, ses actionnaires, LT Participations et ses actionnaires.....	22
<b>2.2 ASPECTS JURIDIQUES DE L'OPERATION DE FUSION.....</b>	<b>23</b>
<b>2.2.1 Description de l'opération de Fusion.....</b>	<b>23</b>
2.2.1.1 Date de signature du projet de fusion.....	23
2.2.1.2 Date d'arrêté des comptes utilisés pour la détermination des valeurs d'apport dans le cadre de la Fusion.....	23
2.2.1.3 Conditions suspensives - Date de Réalisation de la Fusion .....	23
2.2.1.4 Date d'effet comptable et fiscal de la Fusion .....	24
2.2.1.5 Date de réunion des organes sociaux ayant approuvé la Fusion.....	24
2.2.1.6 Date de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce .....	24
2.2.1.7 Principales modifications statutaires envisagées .....	24
2.2.1.8 Pacte d'actionnaires.....	24
2.2.1.9 Régime fiscal de la Fusion .....	25
a. Impôt sur les sociétés .....	25
b. Droits d'enregistrement .....	25
c. Taxe sur les Transactions Financières (TTF) .....	25
2.2.1.10 Dissolution de la Société Absorbée.....	25
<b>2.2.2 Contrôle de l'opération de Fusion.....</b>	<b>25</b>
2.2.2.1 Date des assemblées générales extraordinaires appelées à approuver la Fusion .....	25
2.2.2.2 Commissaires à la fusion.....	25

2.2.2.3	Expert Indépendant .....	26
2.2.2.4	Experts désignés par le Tribunal de commerce (le cas échéant) .....	26
2.2.2.5	Mission spéciale confiée par l'Autorité des marchés financiers aux commissaires aux comptes .....	26
<b>2.2.3</b>	<b>Rémunération des apports .....</b>	<b>26</b>
2.2.3.1	Augmentation de capital d'Ipsos au titre de la Fusion .....	26
2.2.3.2	Jouissance des actions nouvelles .....	26
2.2.3.3	Date de négociabilité et d'admission aux négociations sur Euronext Paris .....	26
2.2.3.4	Réduction de capital .....	27
<b>2.2.4</b>	<b>Aspects réglementaires .....</b>	<b>27</b>
<b>2.3</b>	<b>COMPTABILISATION DES ACTIFS TRANSFERES ET DES PASSIFS REPRIS .....</b>	<b>27</b>
<b>2.3.1</b>	<b>Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge .....</b>	<b>27</b>
2.3.1.1	Actif apporté .....	27
2.3.1.2	Passif pris en charge .....	28
2.3.1.3	Actif net estimé au 31 décembre 2015 .....	28
2.3.1.4	Opérations de la période intercalaire .....	28
2.3.1.5	Actif net apporté estimé .....	29
2.3.1.6	Engagements hors bilan estimés à la Date de Réalisation .....	29
<b>2.3.2</b>	<b>Réévaluations et réajustements effectués entre valeur d'apport et valeur comptable .....</b>	<b>29</b>
<b>2.3.3</b>	<b>Expertise des valeurs d'apport .....</b>	<b>29</b>
<b>2.3.4</b>	<b>Prime de fusion .....</b>	<b>30</b>
<b>2.4</b>	<b>REMUNERATION .....</b>	<b>30</b>
<b>2.4.1</b>	<b>Eléments d'appréciation de la parité d'échange .....</b>	<b>30</b>
<b>2.4.2</b>	<b>Valorisation de Ipsos .....</b>	<b>30</b>
<b>2.4.3</b>	<b>Valorisation de LT Participations .....</b>	<b>40</b>
<b>2.4.4</b>	<b>Parité d'échange proposée .....</b>	<b>41</b>
<b>2.4.5</b>	<b>Rapports des commissaires à la fusion .....</b>	<b>42</b>
2.4.5.1	Conclusions du rapport sur la valeur des apports dans le cadre de la Fusion .....	42
2.4.5.2	Conclusions du rapport sur la rémunération des apports dans le cadre de la Fusion .....	42
<b>2.5</b>	<b>CONSEQUENCES DE LA FUSION POUR LES SOCIETES PARTICIPANT A L'OPERATION .....</b>	<b>42</b>
<b>2.5.1</b>	<b>Conséquences pour Ipsos et ses actionnaires .....</b>	<b>42</b>
2.5.1.1	Impact de l'opération sur les capitaux propres d'Ipsos arrêtés au 30 juin 2016 .....	42
2.5.1.2	Organigramme après réalisation de la Fusion et de la Réduction de Capital en capital et en droits de vote .....	43
2.5.1.3	Incidence de la Fusion sur la répartition du capital et des droits de vote d'Ipsos .....	44
2.5.1.4	Changements envisagés dans la composition des organes d'administration et de direction .....	44
2.5.1.5	Evolution de la capitalisation boursière .....	45
2.5.1.6	Impacts de la Fusion sur le résultat net par action .....	45
2.5.1.7	Orientations nouvelles envisagées .....	45
2.5.1.8	Prévisions à court et moyen termes concernant l'activité et d'éventuelles restructurations, les résultats et la politique de distribution de dividendes .....	45
<b>2.5.2</b>	<b>Conséquences pour LT Participations et ses actionnaires .....</b>	<b>45</b>
<b>3.</b>	<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBANTE .....</b>	<b>46</b>
<b>3.1</b>	<b>DOCUMENTS DE REFERENCE .....</b>	<b>46</b>
<b>3.2</b>	<b>FAITS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS L'ENREGISTREMENT DU DOCUMENT DE REFERENCE 2015 .....</b>	<b>46</b>
<b>3.3</b>	<b>FACTEURS DE RISQUES .....</b>	<b>46</b>
<b>3.3.1</b>	<b>Facteurs de risques liés à Ipsos et à son activité .....</b>	<b>46</b>
<b>3.3.2</b>	<b>Facteurs de risques liés à l'opération .....</b>	<b>46</b>
<b>3.4</b>	<b>DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET .....</b>	<b>47</b>
<b>3.5</b>	<b>CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT .....</b>	<b>47</b>
<b>3.6</b>	<b>INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A LA FUSION .....</b>	<b>49</b>
<b>3.7</b>	<b>DEPENSES LIEES A LA FUSION .....</b>	<b>49</b>
<b>3.8</b>	<b>L'AUTRE MOITIE DES DEPENSES COMMUNES ET SES PROPRES FRAIS DE FUSION SERONT PRIS EN CHARGE PAR IPSOS.DILUTION .....</b>	<b>49</b>
<b>3.8.1</b>	<b>Incidence de la Fusion sur la quote-part des capitaux propres consolidés d'Ipsos part du groupe pour le titulaire d'une action Ipsos préalablement à celle-ci .....</b>	<b>49</b>



3.8.2	<i>Incidence de la Fusion sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social d'Ipsos préalablement à celle-ci.....</i>	<b>50</b>
3.9	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ET EVENEMENTS RECENTS .....</b>	<b>50</b>
3.9.1	<i>Chiffre d'affaires consolidé du troisième trimestre 2016 .....</i>	<b>50</b>
3.9.2	<i>Gouvernance .....</i>	<b>50</b>
3.9.3	<i>Rachats d'actions propres .....</i>	<b>50</b>
3.9.4	<i>Emission d'un nouvel emprunt Schuldschein .....</i>	<b>51</b>
3.9.5	<i>Création d'Ipsos Partners.....</i>	<b>51</b>
4.	<b>INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA.....</b>	<b>52</b>
4.1	<b>INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA .....</b>	<b>52</b>
4.2	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR DES INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA ....</b>	<b>52</b>
5.	<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBEE .....</b>	<b>52</b>
5.1	<b>RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE LT PARTICIPATIONS .....</b>	<b>52</b>
5.1.1	<i>Dénomination et siège social .....</i>	<b>52</b>
5.1.2	<i>Date de constitution et durée .....</i>	<b>52</b>
5.1.3	<i>Forme juridique et législation.....</i>	<b>52</b>
5.1.4	<i>Objet social .....</i>	<b>53</b>
5.1.5	<i>Registre du commerce et des sociétés – Code NAF.....</i>	<b>53</b>
5.1.6	<i>Exercice social.....</i>	<b>53</b>
5.1.7	<i>Direction .....</i>	<b>53</b>
5.1.7.1	<i>Noms et prénoms des principaux dirigeants et fonctions dans l'entreprise .....</i>	<b>53</b>
5.1.7.2	<i>Rémunérations et avantages en nature attribués pour le dernier exercice clos aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance par l'ensemble des sociétés du groupe .....</i>	<b>53</b>
5.1.8	<i>Commissaires aux comptes.....</i>	<b>53</b>
5.1.9	<i>Conventions particulières.....</i>	<b>53</b>
5.1.10	<i>Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à LT Participations .....</i>	<b>53</b>
5.2	<b>RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL DE LT PARTICIPATIONS..</b>	<b>54</b>
5.2.1	<i>Montant du capital souscrit, nombre et catégorie d'instruments financiers qui le constituent avec mention de leurs principales caractéristiques.....</i>	<b>54</b>
5.2.2	<i>Evolution du capital de LT Participations sur les cinq dernières années .....</i>	<b>54</b>
5.2.3	<i>Caractéristiques des instruments financiers donnant accès au capital.....</i>	<b>54</b>
5.2.4	<i>Répartition du capital et des droits de vote .....</i>	<b>55</b>
5.3	<b>RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE DE LT PARTICIPATIONS .....</b>	<b>55</b>
5.3.1	<i>Principales activités de LT Participations .....</i>	<b>55</b>
5.3.2	<i>Montant du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices par branches d'activités et marchés géographiques.....</i>	<b>55</b>
5.3.3	<i>Evolution des effectifs de LT Participations et de son groupe au cours des trois derniers exercices .....</i>	<b>56</b>
5.3.4	<i>Données caractéristiques sur l'activité des filiales ou sous-filiales significatives .....</i>	<b>56</b>
5.3.5	<i>Litige ou faits exceptionnels.....</i>	<b>56</b>
5.4	<b>RENSEIGNEMENTS FINANCIERS DE LT PARTICIPATIONS.....</b>	<b>56</b>
5.4.1	<i>Comptes annuels et rapports sur les comptes annuels et spéciaux des commissaires aux comptes de LT Participations des trois derniers exercices.....</i>	<b>56</b>
5.4.2	<i>Extraits significatifs des annexes nécessaires à l'appréciation correcte des données extraites du compte de résultat et du bilan .....</i>	<b>56</b>
5.4.3	<i>Tableau des filiales et participations.....</i>	<b>56</b>
5.4.4	<i>Comptes intermédiaires du semestre écoulé .....</i>	<b>56</b>
5.5	<b>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE DE LT PARTICIPATIONS .....</b>	<b>56</b>
6.	<b>ANNEXES .....</b>	<b>57</b>
6.1	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES A LA FUSION SUR LA VALEUR DES APPORTS .....</b>	<b>57</b>
6.2	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES A LA FUSION SUR LA REMUNERATION .....</b>	<b>58</b>

6.3	ATTESTATION D'EQUITE ETABLIE PAR L'EXPERT INDEPENDANT.....	59
6.4	SITUATION COMPTABLE INTERMEDIAIRE DE LT PARTICIPATIONS AU 31 AOUT 2016.....	60
6.5	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL D'IPSOS AU 30 JUIN 2016.....	61
6.6	COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES DE LT PARTICIPATIONS AU TITRE DES EXERCICES CLOS LE 31 DECEMBRE 2015, 2014 ET 2013.....	62
6.6.1	COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DES EXERCICES 2015, 2014 ET 2013.....	62
6.6.2	COMPTES CONSOLIDES ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DES EXERCICES 2015, 2014 ET 2013.....	63
6.7	RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LT PARTICIPATIONS SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES AU TITRE DES EXERCICES CLOS LE 31 DECEMBRE 2015, 2014 ET 2013.....	64
6.8	COMMUNIQUE DE PRESSE D'IPSOS EN DATE DU 26 OCTOBRE 2016.....	65



## RESUME DU DOCUMENT

Document enregistré par l'AMF sous le n°[ ] en date du [25 novembre] 2016.

### *Avertissement au lecteur*

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Document. Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Document.

Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Document est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Document avant le début de la procédure judiciaire.

Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du Règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Document ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers.

## 1. PRESENTATION DES SOCIETES

**Société absorbante** Ipsos est une société anonyme au capital de 11.109.058,75 euros, dont le siège social est situé 35, rue du Val de Marne – 75013 Paris, immatriculée sous le numéro 304 555 634 RCS Paris (« **Ipsos** » ou la « **Société Absorbante** »).

**Société absorbée** LT Participations est une société anonyme au capital de 118.150 euros, dont le siège social est situé 35, rue du Val de Marne – 75013 Paris, immatriculée sous le numéro 345 101 943 RCS Paris (« **LT Participations** » ou la « **Société Absorbée** »).

**Actionnariat d'Ipsos** Sur la base d'une répartition du capital d'Ipsos au 31 octobre 2016 et après prise en compte de la réalisation des Opérations de Désendettement visées au paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement »)* » ci-après, le capital d'Ipsos est détenu directement à hauteur de 19,98 % par LT Participations, qui détient également 33,77 % des droits de vote d'Ipsos. Le solde du capital est détenu par le public (71,69 %), SG Capital Développement (1,16 %), les salariés dont FCPE (2,31%) et par la société elle-même (4,87%).

**Actionnariat de LT Participations** A la date du présent Document, le capital de LT Participations est détenu majoritairement par Didier Truchot et DT & Partners à hauteur de 50,38 %, le reste du capital social étant détenu par Sofina à hauteur de 37,77 %, par FFP Invest à hauteur de 10,31 % et enfin par certains cadres dirigeants du Groupe à hauteur de 1,53 %.

Conformément à l'article 12 des statuts de LT Participations, le Conseil d'administration du 14 novembre 2016 a décidé la conversion des 11.800 actions de préférence en 9.222 actions ordinaires de deux (2) euros de valeur nominale. La décision de conversion, aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes, a été déposée au greffe du Tribunal de commerce de Paris le 15 novembre 2016 et deviendra effective à l'issue du délai d'opposition des créanciers soit le 6 décembre 2016.

A l'issue de cette date, le capital social sera détenu à hauteur de 52,16 % par la société DT & Partners et Didier Truchot, de 35,82 % par Sofina, de 10,41 % par FFP Invest et de 1,60 % par certains cadres du Groupe.

DT & Partners est une société contrôlée par Didier Truchot, dont le capital est composé de 41.269.751 actions détenues à hauteur de 33.419.751 actions (80,98 % du capital) par ce dernier et à hauteur de 7.850.000 actions (19,02 %) par Ipsos Partners, société regroupant plusieurs cadres dirigeants du Groupe.



## Liens en capital

A la date des présentes, LT Participations détient 8.876.716 actions d'Ipsos représentant 19,98 % du capital social et 33,77 % des droits de vote d'Ipsos.

## Administrateurs et Dirigeants communs

	LT Participations	Ipsos
<b>Didier Truchot</b>	Président - Directeur général Administrateur	Président - Directeur général Administrateur
<b>Pascal Cromback</b>	Administrateur	Représentant permanent de l'administrateur LT Participations
<b>Xavier Coirbay</b>	Administrateur	Administrateur
<b>FFP Invest représenté par Sébastien Coquard</b>	Administrateur	Administrateur
<b>Laurence Stoclet</b>	Représentant permanent de l'administrateur DT & Partners Directeur général délégué	Administrateur Directeur général délégué Directeur Finances et Fonctions Support
<b>Carlos Harding</b>	Administrateur	Directeur général délégué

## Facteurs de risques d'Ipsos

Les risques significatifs auxquels sont exposés Ipsos et son groupe (le « **Groupe** ») sont détaillés dans le Document de Référence 2015 d'Ipsos, et dans le rapport financier semestriel d'Ipsos au 30 juin 2016 dont une copie figure en Annexe 6.5 au présent Document (le « **Rapport Financier Semestriel** »).

Ces risques n'ont pas évolué de manière significative depuis la date du Rapport Financier Semestriel. Néanmoins, il convient de préciser et sans que cela change globalement nos estimations, qu'en ce qui concerne le plan de redressement de la région Amérique Latine (évoqué en page 187 de notre Document de Référence 2015 d'Ipsos en section 5.1.1. Test de dépréciation des goodwill) le Groupe constate du retard dans la partie du plan qui concerne le Brésil, la situation économique de ce pays restant particulièrement difficile. En contrepartie, le plan de développement du Online dans l'ensemble de cette région qui permet globalement d'en améliorer les marges, est quant à lui en avance.

Par ailleurs, outre l'incertitude liée au contexte économique général, ces risques ou d'autres risques non encore identifiés pourraient avoir un effet négatif sur Ipsos et le Groupe.

## 2. PRESENTATION DE L'OPERATION

**Objectifs de l'opération** La fusion absorption de LT Participations par Ipsos (la « **Fusion** ») s'inscrit dans le cadre de la simplification de la structure actionnariale existante du groupe Ipsos et pose les bases d'une nouvelle étape historique dans la construction du groupe.

Du fait de la réalisation de la Fusion, DT & Partners, la holding de Monsieur Didier Truchot, qui contrôle, en direct et via sa holding, LT Participations, actuellement actionnaire de contrôle d'Ipsos, deviendra le nouvel actionnaire principal de référence d'Ipsos, en détenant environ 9,91 % du capital et 10,08 % des droits de vote d'Ipsos et sera exclusivement détenu par un certain nombre de managers du Groupe.

En effet, le 30 septembre 2016, 144 managers du Groupe dans le monde avaient souscrit au capital d'Ipsos Partners, une société de managers qui elle-même a souscrit au capital de DT & Partners le 28 octobre 2016, dont Didier Truchot conserve le contrôle (81%).

La Fusion permettra aussi d'offrir aux actionnaires de LT Participations un accès direct au capital d'Ipsos et d'avoir ainsi accès à une liquidité possible de leurs participations.

La réalisation de la Fusion permettra par conséquent de clarifier la structure actionnariale d'Ipsos en supprimant un échelon non-indispensable et offrant ainsi une meilleure lisibilité boursière, favorable à l'ensemble des actionnaires d'Ipsos.

**Opérations préalables** Avant de réaliser les opérations de Fusion, LT Participations a procédé au remboursement de l'intégralité de son endettement grâce au produit de cession d'une partie des titres Ipsos qu'elle détenait, soit 2.523.760 actions Ipsos.

Les titres Ipsos cédés par LT Participations ont été acquis par Ipsos dans le cadre de son programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa quinzième résolution. Ces actions ont été rachetées le 14 novembre 2016 à un prix unitaire de 25,95 euros soit un prix global de 65.491.572 euros (le « **Rachat d'Actions** »), matérialisant une décote de 5,19 % par rapport au cours clôture du 14 novembre 2016.

Une partie des actions ainsi rachetées par Ipsos ont ensuite été annulées (i.e 900.000 actions), conformément à l'autorisation consentie par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa seizième résolution.

Ce Rachat d'Actions a permis notamment à Ipsos de répondre à son objectif de limiter l'impact dilutif de l'exercice des options de souscription d'actions et l'attribution définitive des actions gratuites en cours d'acquisition. Ipsos a en effet pris l'engagement vis-à-vis de ses actionnaires de limiter la dilution potentielle entraînée par les mécanismes d'association au capital de ses salariés et dirigeants en procédant à des rachats/annulations d'actions via son programme de rachat. Par ailleurs, cette opération est relative pour les actionnaires d'Ipsos du fait de l'annulation d'une partie des actions ainsi acquises.

Dans ce contexte, il est précisé que le Conseil d'administration d'Ipsos avait souhaité obtenir une attestation d'équité préalablement au Rachat d'Actions. A cet effet, le cabinet Ricol & Lasteyrie Corporate Finance, représenté par Madame Sonia Bonnet-Bernard, a été désigné en tant qu'expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 261-3 du Règlement général de l'AMF (l'« **Expert Indépendant** »).

A l'issue de ses travaux, l'Expert Indépendant avait remis au Conseil d'administration d'Ipsos une attestation d'équité concluant qu'une décote de l'ordre de 5 % sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, lui paraîtrait équitable pour Ipsos et ses actionnaires (l'« **Attestation d'Equité** »). L'Attestation d'Equité figure en Annexe 6.3 au présent Document.

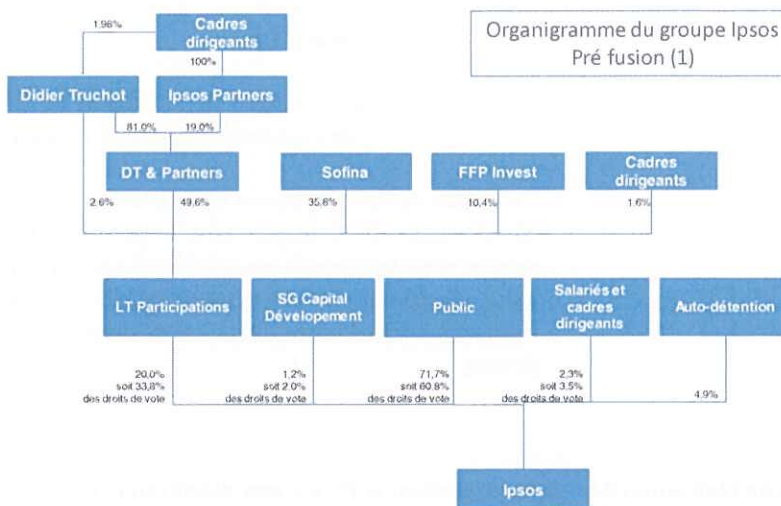
Après avoir pris connaissance de cette Attestation d'Equité, le Conseil d'administration d'Ipsos avait autorisé le 14 novembre 2016, au titre du régime des conventions réglementées, le rachat par Ipsos de 2.523.760 actions Ipsos détenues par LT Participations aux conditions indiquées ci-dessus. Conformément aux dispositions légales applicables, les administrateurs « intéressés » à la présente convention n'avaient pas pris part au vote de la délibération, à savoir : Didier Truchot, LT Participations, Laurence Stoclet, Xavier Coirbay et FFP Invest.

<b>Valeur des apports</b>	<p>Compte tenu de l'article 743-1 du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des normes comptables, s'agissant d'une fusion « à l'envers » au sens de la réglementation comptable, les éléments d'actif et de passif seront apportés à leur valeur nette comptable au 31 décembre 2015.</p> <p>La valeur des apports sera minorée de la distribution de dividendes de 3.231.890 euros décidée par LT Participations au profit de ses actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2016 (la « <b>Distribution</b> »).</p>
<b>Actions nouvelles à émettre au titre de la Fusion</b>	<p>8.876.716 actions nouvelles Ipsos attribuées aux actionnaires de LT Participations.</p> <p>Jouissance courante au 29 décembre 2016</p>
<b>Admission aux négociations sur Euronext Paris des actions ordinaires nouvelles</b>	<p>L'admission des actions ordinaires aux négociations sur le marché réglementé Euronext Paris sera demandée dès la réalisation de la Fusion.</p>
<b>Montant de l'augmentation de capital d'Ipsos au titre de la Fusion</b>	<p>2.219.179 euros.</p>
<b>Prime de fusion (montants estimés)</b>	<p>60.714.306,71 euros.</p>
<b>Parité d'échange et synthèse de la valorisation</b>	<p>La parité d'échange proposée a été déterminée sur la base d'une approche multicritères reposant sur les méthodes de valorisation usuelles et appropriées pour l'opération envisagée tout en tenant compte des caractéristiques d'Ipsos et de LT Participations. Les principaux éléments de cette analyse multicritères sont présentés au paragraphe 2.4 « Rémunération » du présent Document.</p> <p>Sur la base de l'analyse susvisée, la parité d'échange proposée est de 157,118360266917 actions Ipsos pour 1 action LT Participations, étant précisé que les actionnaires de LT Participations ont déclaré faire leur affaire personnelle de tous les rompus.</p>
<b>Capital social d'Ipsos post Fusion (avant Réduction de Capital)</b>	<p>13.328.237,75 euros</p>
<b>Annulation d'actions propres</b>	<p>LT Participations transfèrera à Ipsos dans le cadre de la Fusion objet des présentes 8.876.716 actions Ipsos. Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos appelée à se prononcer sur la Fusion d'annuler ces actions un instant de raison après la Fusion, et de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 2.219.179 euros, correspondant à la valeur nominale desdites actions (la « <b>Réduction de Capital</b> »).</p> <p>Il est également prévu d'imputer sur le solde de la prime de fusion diminuée des frais de fusion, une partie de la différence entre la valeur d'apport des actions annulées (104.220.092 euros) et leur valeur nominale (2.219.179 euros) soit la somme de 102.000.913 euros :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) sur le solde de la prime de fusion dotée à l'occasion de la Fusion, après imputation des frais et droits dus au titre de la Fusion, jusqu'à ce que le montant de la prime de fusion soit nul ; puis</li> <li>(ii) pour le solde du montant restant à imputer, sur le poste « Primes d'émission, de fusion et d'apport ».</li> </ul>

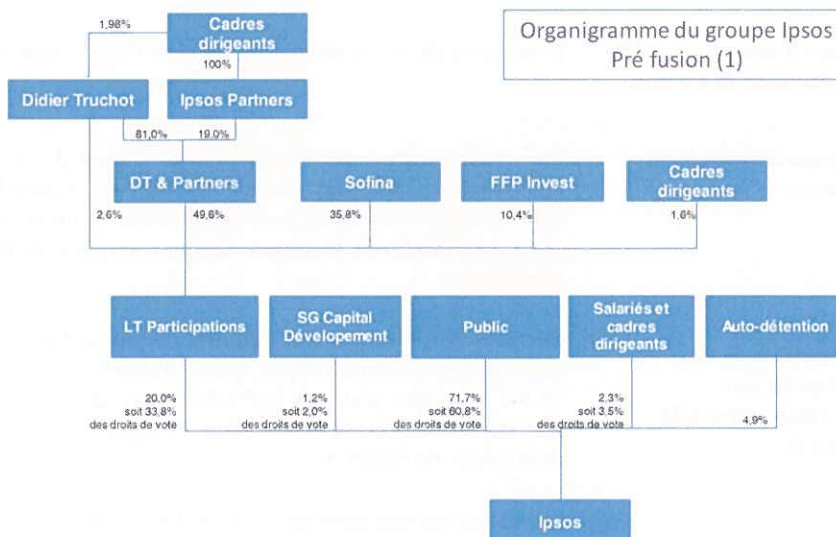
**Capital social d'Ipsos post Fusion et Réduction de Capital**

11.109.058,75 euros (montant identique au capital social d'Ipsos avant réalisation de la Fusion).

**Organigrammes de l'actionnariat d'Ipsos préalablement et postérieurement à la Fusion<sup>1</sup>**



(1) après cession du bloc d'actions Ipsos par LT Participations à Ipsos et annulation de 900.000 titres



(1) après cession du bloc d'actions Ipsos par LT Participations à Ipsos et annulation de 900.000 titres

**Conditions suspensives** La Fusion est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- (i) enregistrement par l'AMF du présent Document ;
- (ii) confirmation par le Collège de l'AMF que la Fusion ne donnera pas

<sup>1</sup> Organigrammes du groupe Ipsos post conversion des actions de préférence de LT Participations en actions ordinaires décidée par le Conseil d'administration de LT Participations le 14 novembre 2016



lieu à offre publique de retrait sur le fondement de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF, purgée de tout recours ;

- (iii) approbation de la Fusion et de la dissolution sans liquidation de LT Participations par l'assemblée générale extraordinaire de LT Participations ; et
- (iv) approbation de la Fusion et de l'augmentation de capital en résultant par l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos.

Le projet de fusion prévoit que si ces conditions suspensives n'étaient pas réalisées au 31 décembre 2016 au plus tard, le projet de fusion serait considéré comme nul et non avenu, sans indemnité de part et d'autre, étant précisé qu'Ipsos et LT Participations sont expressément convenues qu'elles pourront à tout moment renoncer, d'un commun accord entre elles, à la réalisation de la condition suspensive visée au ii) ci-dessus.

**Date de réalisation de la Fusion**

Juridiquement la Fusion sera définitivement réalisée à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé la Fusion entre (i) la date de l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos et (ii) la date de l'assemblée générale extraordinaire de LT Participations, sous réserve de la réalisation des autres conditions suspensives visées ci-dessus (la « Date de Réalisation »). Les assemblées générales extraordinaires des deux sociétés sont appelées à approuver la Fusion le 29 décembre 2016.

**Date d'effet comptable et fiscal de la Fusion**

D'un point de vue comptable et fiscal, la Fusion aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Commissaires à la Fusion**

Par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Paris en date du 16 novembre 2016, MM. Olivier Peronnet et Jacques Potdevin ont été désignés en qualité de commissaires à la Fusion. Les rapports des commissaires à la fusion sur la valeur des apports et les modalités de la fusion figurent respectivement en Annexes 6.1 et 6.2 au présent Document.

**Conclusions des rapports des commissaires à la fusion**

**Sur la rémunération des apports :** « Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur nette comptable des apports retenue s'élevant à 53.443.904 euros n'est pas surévaluée et en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports augmenté de la prime de fusion. »

**Sur la valeur des apports :** « Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que le rapport d'échange de 157,12 actions Ipsos (société absorbante) pour une action LT Participations (société absorbée) arrêté par les parties présente un caractère équitable. »

**Facteurs de risques liés à la Fusion**

Le cours de l'action Ipsos pourrait varier de manière significative, à la baisse ou à la hausse, entre la date à laquelle le projet de Fusion et la parité d'échange ont été arrêtés par les Conseils d'administration d'Ipsos et de LT Participations, et la Date de Réalisation. Toutefois, le nombre d'actions Ipsos émises dans le cadre de la Fusion n'est, par principe, pas susceptible d'ajustement.

La réalisation de la Fusion pourrait avoir un effet favorable ou défavorable sur le cours de l'action Ipsos.

**Calendrier indicatif des opérations**

22 novembre 2016

Réunion des Conseils d'administration d'Ipsos et de LT Participations à



l'effet d'arrêter les termes du projet de fusion et de convoquer l'assemblée générale extraordinaire respective des deux sociétés

- 23 novembre 2016 Signature du projet de fusion
- Publication au BALO de l'avis de réunion de l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos
- 25 novembre 2016 Publication au BALO de l'avis de projet de fusion, et dépôt au greffe du Tribunal de commerce de Paris du projet de fusion
- Ouverture du délai d'opposition des créanciers
- Enregistrement du présent Document par l'AMF
- Mise à disposition au siège social d'Ipsos et de LT Participations des documents requis par le Code de commerce (y compris les rapports des commissaires à la fusion) et mise en ligne desdits documents sur le site internet d'Ipsos et de LT Participations
- Communiqué de presse de mise à disposition du Document E
- 29 novembre 2016 Collège de l'AMF devant statuer sur la demande de dérogation à offre publique de retrait au titre de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF
- 8 décembre 2016 Mise en ligne sur le site internet d'Ipsos des documents complémentaires visés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce
- 9 décembre 2016 Publication de l'avis de convocation de l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos au BALO et dans un journal d'annonces légales
- 26 décembre 2016 Clôture du délai d'opposition des créanciers
- 29 décembre 2016 Assemblée générale extraordinaire de LT Participations se prononçant sur la Fusion et la dissolution sans liquidation de LT Participations
- Assemblée générale extraordinaire d'Ipsos se prononçant sur la Fusion, l'augmentation de capital en résultant et la réduction de capital
- Communiqué de presse d'Ipsos annonçant la réalisation de la Fusion
- Semaine 2 janvier 2017 Publication de l'avis Euronext relatif à l'admission des actions nouvelles Ipsos émises en rémunération de la Fusion
- Semaine 2 janvier 2017 Admission des actions nouvelles Ipsos aux négociations sur Euronext Paris

### 3. DONNEES FINANCIERES SELECTIONNEES

**Informations financières** Non applicable.  
***pro forma* sélectionnées**

Compte de résultat  
consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015	31/12/2014
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 785 275	1 669 469
Coûts directs	(635 538)	(597 275)
<b>Marge brute</b>	<b>1 149 736</b>	<b>1 072 194</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(733 656)	(680 017)
Charges de personnel - rémunération en actions	(10 812)	(11 998)
Charges générales d'exploitation	(227 999)	(207 379)
Autres charges et produits opérationnels	946	326
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>178 215</b>	<b>173 128</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(5 097)	(4 644)
Autres charges et produits non courants	(17 302)	(17 172)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(95)	(92)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>155 721</b>	<b>151 220</b>
Charges de financement	(23 849)	(22 817)
Autres charges et produits financiers	(2 131)	2 788
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>129 741</b>	<b>131 191</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(29 353)	(29 889)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	(4 465)	(4 197)
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>(33 818)</b>	<b>(34 086)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>95 924</b>	<b>97 105</b>
<b>Dont part du Groupe</b>	<b>92 993</b>	<b>89 716</b>
<b>Dont part des minoritaires</b>	<b>2 930</b>	<b>7 388</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	2,05	1,98
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	2,03	1,96

Etat de la situation  
financière consolidée

(en milliers d'euros)

31/12/2015

31/12/2014

	31/12/2015	31/12/2014
<b>ACTIF</b>		
Goodwills	1 264 920	1 198 778
Autres immobilisations incorporelles	80 469	85 234
Immobilisations corporelles	37 209	32 425
Participation dans les entreprises associées	262	357
Autres actifs financiers non courants	17 305	27 407
Impôts différés actifs	14 983	38 626
<b>Actifs non courants</b>	<b>1 415 149</b>	<b>1 382 828</b>
Clients et comptes rattachés	627 282	610 212
Impôts courants	12 237	18 110
Autres actifs courants	72 596	75 637
Instruments financiers dérivés	4 589	4 164
Trésorerie et équivalents de trésorerie	151 576	149 258
<b>Actifs courants</b>	<b>868 280</b>	<b>857 380</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 283 430</b>	<b>2 240 208</b>
<b>PASSIF</b>		
Capital	11 334	11 334
Primes d'émission	540 201	540 201
Actions propres	(1 220)	(763)
Autres réserves	423 190	371 657
Ecart de conversion	(48 110)	(39 217)
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>925 395</b>	<b>883 211</b>
Intérêts minoritaires	19 889	18 079
<b>Capitaux propres</b>	<b>945 284</b>	<b>901 290</b>
Emprunts et autres passifs financiers non courants	635 868	608 020
Provisions non courantes	5 157	14 920
Provisions pour retraites	25 030	23 890
Impôts différés passifs	100 015	114 568
Autres passifs non courants	37 024	44 627
<b>Passifs non courants</b>	<b>803 094</b>	<b>806 026</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	263 492	253 040
Emprunts et autres passifs financiers courants	72 694	90 782
Impôts courants	6 781	11 111
Provisions courantes	5 121	4 860
Autres passifs courants	186 965	173 100
<b>Passifs courants</b>	<b>535 052</b>	<b>532 892</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 283 430</b>	<b>2 240 208</b>

**Incidence de la Fusion sur la quote-part des capitaux propres consolidés d'Ipsos part du groupe pour le titulaire d'une action**

En €	Quote-part des capitaux propres consolidés part du groupe (*)	
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)
Situation avant réalisation de la Fusion	21,55 €	21,18 €
Situation à la Date de Réalisation (après Fusion et Réduction de Capital)	21,55 €	21,18 €

(1) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e. 42.272.758 actions)

(2) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e. 42.272.758 actions) après exercice de la totalité des 1.333.803 options de souscription d'actions en circulation et l'attribution de la totalité des 951.255 actions gratuites en cours d'acquisition

(\*) Les calculs ont été effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du groupe au 30 juin 2016.

**Incidence de la Fusion sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social d'Ipsos préalablement à celle-ci**

	Nombre d'actions (1)	% du capital
Situation avant réalisation de la Fusion	422.728	1,00 %
Situation à la Date de Réalisation (après Fusion et Réduction de Capital)	422.728	1,00 %

(1) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e. 42.272.758 actions).

**Tableau des capitaux propres et de l'endettement d'Ipsos au 30 septembre 2016**

<b>1. Capitaux propres part du groupe et endettement</b>	<b>1.519.373</b>
Total dettes financières courantes	126.535
Total de la dette financière non courante	532.562
Capitaux propres part du groupe hors résultat de l'exercice en cours	860.275
<b>2. Analyse de l'endettement financier net</b>	
a. Liquidités	(130.041)
b. Créances financières court terme	
c. Dette financière court terme	126.535
d. Instruments dérivés à court terme	(5.550)
<b>e. Dette financière nette court terme (a+b+c+d)</b>	<b>(9.056)</b>
f. Endettement financier net à moyen et long termes	532.563
g. Titres disponibles à la vente et autres actifs financiers non courants	
h. Instruments dérivés à moyen et long terme	
<b>i. Endettement financier net (e+f+g+h)</b>	<b>523.507</b>



## 1. PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT ET CONTROLE DES COMPTES

### 1.1 Responsables du Document

#### 1.1.1 Pour Ipsos

##### 1.1.1.1 Responsable du Document

M. Didier Truchot, Président directeur général d'Ipsos.

##### 1.1.1.2 Attestation du responsable du Document

*« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document et concernant Ipsos sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

*J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et sur les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document. Cette lettre ne contient pas d'observation.*

Paris, le 25 novembre 2016.

##### 1.1.1.3 Responsable de l'information financière

M. Didier Truchot, Président directeur général d'Ipsos.

#### 1.1.2 Pour LT Participations

##### 1.1.2.1 Responsable du Document

M. Didier Truchot, Président directeur général de LT Participations.

##### 1.1.2.2 Attestation du responsable du Document

*« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document et concernant LT Participations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.*

*J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et sur les comptes donnés dans le présent document concernant LT Participations ainsi qu'à la lecture d'ensemble des informations relatives à LT Participations contenues dans ce document. Cette lettre ne contient ni observation ni réserve.*

*Les comptes sociaux et les comptes consolidés des exercices clos les 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 ont fait l'objet de rapports des commissaires aux comptes figurant en annexe [6.6] au présent document, qui ne contiennent ni observation ni réserve. »*

Paris, le 25 novembre 2016.

##### 1.1.2.3 Responsable de l'information financière

M. Didier Truchot, Président directeur général de LT Participations.



## 1.2 Responsables du contrôle des comptes

### 1.2.1 Pour Ipsos

#### 1.2.1.1 Commissaires aux comptes titulaires

<p><b>PricewaterhouseCoopers Audit</b> Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles</p> <p>63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>RCS n° 672 006 483 Nanterre</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 31 mai 2006, renouvelé par l'assemblée générale du 8 avril 2010 et du 28 avril 2016 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p> <p>Représentée par Mme Dominique Ménard</p>	<p><b>Grant Thornton</b> Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris</p> <p>100, rue de Courcelles 75017 Paris</p> <p>RCS n° 632 013 843 Paris</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 31 mai 2006, renouvelé par l'assemblée générale du 7 avril 2011 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.</p> <p>Représentée par Gilles Hengoat</p>
--	---

#### 1.2.1.2 Commissaires aux comptes suppléants

<p><b>Jean-Christophe Georghiou</b> Suppléant de PricewaterhouseCoopers Audit</p> <p>63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 28 avril 2016, pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p>	<p><b>Institut de gestion et d'expertise comptable IGEC</b> Suppléant de Grant Thornton</p> <p>3, rue Léon Jost 75017 Paris</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 31 mai 2006, renouvelé par l'assemblée générale du 7 avril 2011 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.</p>
---	---

### 1.2.2 Pour LT Participations

#### 1.2.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

<p><b>Grant Thornton</b> Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris</p> <p>100, rue de Courcelles 75017 Paris</p> <p>RCS n° 632 013 843 Paris</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 28 juin 2006, renouvelé deux fois et dernièrement par l'assemblée du 28 juin 2016 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p> <p>Représentée par Gilles Hengoat</p>	<p><b>Mazars</b> Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles</p> <p>61, rue Henri Regnault – Tour Exaltis 92400 Courbevoie</p> <p>RCS n° 784 824 153 Nanterre</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 28 juin 2016 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p> <p>Représentée par Isabelle Massa</p>
---	--

### 1.2.2.2 Commissaires aux comptes suppléants

<p><b>Institut de Gestion et d'Expertise Comptable - IGEC</b> Suppléant de Grant Thornton 3, rue Léon Jost 75017 Paris</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 28 juin 2006, renouvelé deux fois et dernièrement par l'assemblée du 28 juin 2016 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p>	<p><b>CBA</b> Suppléant de Mazars 61, rue Henri Regnault – Tour Exaltis 92400 Courbevoie</p> <p>Première nomination par l'assemblée générale du 28 juin 2016 pour un mandat venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.</p>
--	---

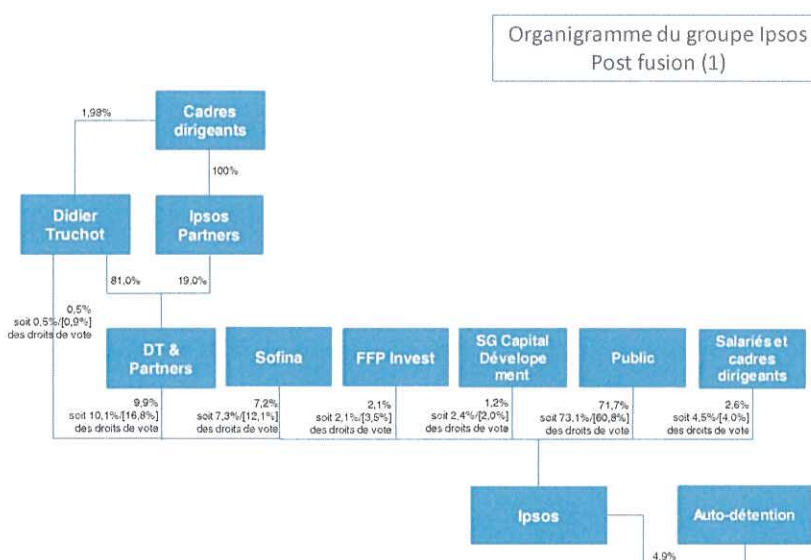
## 2. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION ET SES CONSEQUENCES

### 2.1 Aspects économiques de la Fusion

#### 2.1.1 Liens préexistants entre Ipsos et LT Participations

##### 2.1.1.1 Liens en capital

Sur la base d'une répartition du capital au 31 octobre 2016 et après prise en compte de la réalisation des Opérations de Désendettement visées au paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement)»* ci-dessous, LT Participations détient 8.876.716 actions d'Ipsos représentant 19,98 % du capital et 33,77 % des droits de vote d'Ipsos (sur la base du nombre total de droits de vote au 31 octobre 2016 diminué des 900.000 actions annulées dans le cadre des Opérations de Désendettement).<sup>(2)</sup>



(1) Les anciens actionnaires de LT Participations disposeront de droits de vote double au sein d'Ipsos à compter du 30 juin 2017; une estimation des droits de vote double au 30 juin 2017 après leur prise en compte est indiquée entre crochets

##### 2.1.1.2 Cautions

Aucune des sociétés LT Participations ou Ipsos n'a octroyé de cautionnement ou équivalent au bénéfice de l'une ou de l'autre.

<sup>(2)</sup> Organigramme présentant la répartition du capital social de LT Participations post conversion des actions de préférence

### 2.1.1.3 Dirigeants et administrateurs communs

	LT Participations	Ipsos
<b>Didier Truchot</b>	Président - Directeur général Administrateur	Président - Directeur général Administrateur
<b>Pascal Cromback</b>	Administrateur	Représentant permanent de l'administrateur LT Participations
<b>Xavier Coirbay</b>	Administrateur	Administrateur
<b>FFP Invest représenté par Sébastien Coquard</b>	Administrateur	Administrateur
<b>Laurence Stoclet</b>	Représentant permanent de l'administrateur DT & Partners Directeur général délégué	Administrateur Directeur général délégué
<b>Carlos Harding</b>	Administrateur	Directeur général délégué

### 2.1.1.4 Filiales détenues en commun

Néant.

### 2.1.1.5 Accords techniques ou commerciaux entre les Sociétés

Il n'existe aucune convention entrant dans le champ d'application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce entre LT Participations et Ipsos.

## **2.1.2 Contexte, motifs et buts de l'opération - Intérêts de l'opération pour Ipsos, ses actionnaires, LT Participations et ses actionnaires**

### 2.1.2.1 Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement »)

Avant de réaliser les opérations de Fusion, LT Participations a procédé au remboursement anticipé de l'intégralité de son endettement grâce au produit de cession d'une partie des titres Ipsos qu'elle détenait, soit 2.523.760 actions Ipsos.

Au 31 août 2016, l'endettement de LT Participations était essentiellement composé d'un emprunt bancaire souscrit le 8 février 2013 auprès de Crédit Agricole, LCL – Crédit Lyonnais, BPCE Natixis et de la Société Générale dont l'encours en principal et intérêts s'élevait à 65,7 millions d'euros, à échéance 31 juillet 2018.

Suite à ce remboursement, intervenu le 21 novembre 2016, lesdites banques ont donné à LT Participations mainlevée de l'ensemble des sûretés consenties par LT Participations en garantie de son emprunt bancaire.

Les titres Ipsos cédés par LT Participations ont été acquis par Ipsos dans le cadre de son programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa quinzième résolution. Ces actions ont été rachetées le 14 novembre 2016 à un prix unitaire de 25,95 euros soit un prix global de 65.491.572 euros (le « **Rachat d'Actions** »), matérialisant une décote de 5,19 % par rapport au cours clôture du 14 novembre 2016.

Une partie des actions ainsi rachetées par Ipsos ont ensuite été annulées (i.e 900.000 actions), conformément à l'autorisation consentie par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa seizième résolution.



Ce Rachat d'Actions a permis notamment à Ipsos de répondre à son objectif de limiter l'impact dilutif de l'exercice des options de souscription d'actions et l'attribution définitive des actions gratuites en cours d'acquisition. Ipsos a en effet pris l'engagement vis-à-vis de ses actionnaires de limiter la dilution potentielle entraînée par les mécanismes d'association au capital de ses salariés et dirigeants en procédant à des rachats/annulations d'actions via son programme de rachat. Par ailleurs, cette opération est relative pour les actionnaires d'Ipsos du fait de l'annulation d'une partie des actions ainsi acquises.

Dans ce contexte, il est précisé que le Conseil d'administration d'Ipsos avait souhaité obtenir une attestation d'équité préalablement au Rachat d'Actions. A cet effet, le cabinet Ricol & Lasteyrie Corporate Finance, représenté par Madame Sonia Bonnet-Bernard, a été désigné en tant qu'expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 261-3 du Règlement général de l'AMF (l'« **Expert Indépendant** »).

A l'issue de ses travaux, l'Expert Indépendant avait remis au Conseil d'administration d'Ipsos une attestation d'équité concluant qu'une décote de l'ordre de 5 % sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, lui paraît équitable pour Ipsos et ses actionnaires (l'« **Attestation d'Equité** »). L'Attestation d'Equité figure en Annexe 6.3 au présent Document.

Après avoir pris connaissance de cette Attestation d'Equité, le Conseil d'administration d'Ipsos avait autorisé le 14 novembre 2016, au titre du régime des conventions réglementées, le rachat par Ipsos de 2.523.760 actions Ipsos détenues par LT Participations aux conditions indiquées ci-dessus. Conformément aux dispositions légales applicables, les administrateurs « intéressés » à la présente convention n'avaient pas pris part au vote de la délibération, à savoir : Didier Truchot, LT Participations, Laurence Stoclet, Xavier Coirbay et FFP Invest.

#### 2.1.2.2 Motifs et buts de l'opération – Intérêts de l'opération pour Ipsos, ses actionnaires, LT Participations et ses actionnaires

##### Motifs et buts de l'opération

La fusion absorption de LT Participations par Ipsos (la « **Fusion** ») s'inscrit dans le cadre de la simplification de la structure actionnariale existante du groupe Ipsos et pose les bases d'une nouvelle étape historique dans la construction du groupe.

Du fait de la réalisation de la Fusion, DT & Partners, la holding de Monsieur Didier Truchot, qui contrôle, en direct et via sa holding, LT Participations, actuellement actionnaire de contrôle d'Ipsos, deviendra le nouvel actionnaire principal de référence d'Ipsos, en détenant environ 9,91 % du capital et 10,08 % des droits de vote d'Ipsos et sera exclusivement détenu par un certain nombre de managers du Groupe.

La Fusion contribue par conséquent à la pérennisation de l'actionnariat d'Ipsos autour de certains managers clés pour la poursuite du développement du Groupe, étant rappelé que LT Participations était la holding de contrôle d'Ipsos créée en janvier 1992 par Didier Truchot, fondateur, et son associé disparu fin 2014, Jean-Marc Lech, par apport des titres qu'ils détenaient auparavant en direct sur Ipsos.

Le 30 septembre 2016, près de 144 managers du Groupe dans le monde avaient souscrit au capital d'Ipsos Partners, une société de managers qui elle-même a souscrit au capital de DT & Partners le 28 octobre 2016, dont Didier Truchot conserve le contrôle (81%).

##### Intérêts pour Ipsos et ses actionnaires

La réalisation de la Fusion permettra par conséquent de simplifier et clarifier la structure actionnariale d'Ipsos offrant ainsi une meilleure lisibilité boursière en supprimant un échelon non-indispensable, favorable à l'ensemble des actionnaires d'Ipsos.

Aucun actionnaire ne détiendra seul ou de concert plus de 10,5 % du capital et 11,0 % des droits de vote d'Ipsos dans la nouvelle structure actionnariale.



## Intérêts pour LT Participations et ses actionnaires

La Fusion permettra d'offrir aux actionnaires de LT Participations un accès direct au capital d'Ipsos, et d'avoir ainsi une liquidité possible de leurs participations, sachant que Didier Truchot disposera d'un droit de première offre sur les participations des deux actionnaires financiers de LT Participations, Sofina et FFP Invest.

## **2.2 Aspects juridiques de l'opération de Fusion**

### **2.2.1 Description de l'opération de Fusion**

#### 2.2.1.1 Date de signature du projet de fusion

Le projet de fusion a été signé le 22 novembre 2016.

#### 2.2.1.2 Date d'arrêté des comptes utilisés pour la détermination des valeurs d'apport dans le cadre de la Fusion

Les conditions de la Fusion ont été établies sur la base des comptes de LT Participations et d'Ipsos arrêtés au 31 décembre 2015, date de clôture du dernier exercice social des deux sociétés.

Les comptes annuels d'Ipsos ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Ipsos le 17 février 2016 et certifiés par les commissaires aux comptes le 1er mars 2016. Ils ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Ipsos le 28 avril 2016.

Les comptes annuels de LT Participations ont été arrêtés par le Conseil d'administration de LT Participations le 31 mai 2016 et certifiés par les commissaires aux comptes le 2 juin 2016. Ils ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de LT Participations le 28 juin 2016.

En outre, LT Participations a établi, selon les mêmes méthodes et la même présentation que les comptes annuels, une situation comptable intermédiaire arrêtée au 31 août 2016, soit à une date antérieure de moins de trois mois à la date de signature du traité de fusion, conformément à l'article R. 236-3 4° du Code de commerce. Cette situation comptable intermédiaire sera mise à la disposition des actionnaires de LT Participations dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette situation comptable intermédiaire de LT Participations au 31 août 2016 figure en Annexe 6.4 au présent Document.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2016 d'Ipsos présentées en Annexe 6.4 sont par ailleurs mis à la disposition des actionnaires conformément aux dispositions de l'article R. 263-3-1 du Code de commerce.

#### 2.2.1.3 Conditions suspensives - Date de Réalisation de la Fusion

(a) La Fusion est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- (v) enregistrement par l'AMF du présent Document ;
- (vi) confirmation par le Collège de l'AMF que la Fusion ne donnera pas lieu à offre publique de retrait sur le fondement de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF, purgée de tout recours ;
- (vii) approbation de la Fusion et de la dissolution sans liquidation de LT Participations par l'assemblée générale extraordinaire de LT Participations ; et
- (viii) approbation de la Fusion et de l'augmentation de capital en résultant par l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos.

Le projet de fusion prévoit que si ces conditions suspensives n'étaient pas réalisées au 31 décembre 2016 au plus tard, le projet de fusion serait considéré comme nul et non avvenu, sans indemnité de part et d'autre, étant précisé qu'Ipsos et LT Participations sont expressément convenues qu'elles pourront à tout moment renoncer, d'un commun accord entre elles, à la réalisation de la condition suspensive visée au ii) ci-dessus.

(b) Date de Réalisation

Juridiquement, la Fusion sera définitivement réalisée à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé la Fusion entre (i) la date de l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos et (ii) la date de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LT Participations, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées ci-dessus (la « **Date de Réalisation** »).

2.2.1.4 Date d'effet comptable et fiscal de la Fusion

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, la Fusion aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2016 d'un point de vue comptable et fiscal.

2.2.1.5 Date de réunion des organes sociaux ayant approuvé la Fusion

Le Conseil d'administration d'Ipsos a arrêté lors de sa réunion du 22 novembre 2016 les termes du projet de Fusion et délégué au Président - Directeur général d'Ipsos le pouvoir de le signer à l'unanimité de ses membres.

Le Conseil d'administration de LT Participations a arrêté lors de sa réunion du 22 novembre 2016 les termes du projet de Fusion et délégué au Président - Directeur général de LT Participations le pouvoir de le signer [à l'unanimité de ses membres/à la majorité requise].

2.2.1.6 Date de dépôt du projet de fusion au greffe du Tribunal de commerce

Le projet de fusion a fait l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de commerce de Paris le [25 novembre] 2016 sous le numéro [ ] concernant Ipsos SA et sous le numéro [ ] concernant LT Participations.

2.2.1.7 Principales modifications statutaires envisagées

Néant.

2.2.1.8 Pacte d'actionnaires

Les pactes d'actionnaires existants actuellement entre les principaux actionnaires de LT Participations prendront fin automatiquement du fait de la réalisation de la Fusion.

Des nouveaux pactes d'actionnaires relatifs à Ipsos, qui prendront effet à la Date de Réalisation, ont été conclus le 16 novembre 2016 (les « Pactes d'Actionnaires ») :

- (i) l'un entre Didier Truchot, DT & Partners et Sofina ;
- (ii) l'autre entre Didier Truchot, DT & Partners et FFP Invest.

Ces Pactes d'Actionnaires stipulent pour l'essentiel, selon des termes différents :

- un droit d'information réciproque des parties en cas de projet de transfert par l'une d'entre elles de tout ou partie de ses titres Ipsos à un tiers, sous réserve de cas de transferts libres limitativement énumérés, ainsi qu'en cas de projet de dépôt d'une offre publique visant les titres de la Société ; et
- un droit de première offre au bénéfice de Didier Truchot et DT & Partners sur les titres Ipsos dont la cession serait envisagée par Sofina ou FFP Invest, selon le cas.



En application de l'article L. 233-11 du Code de commerce, les clauses de ces Pactes d'Actionnaires prévoyant des conditions préférentielles d'acquisition d'actions Ipsos ont été transmises à la Société le 22 novembre 2016 et à l'AMF les 21 et 22 novembre 2016 et feront l'objet d'avis de cette dernière conformément à la réglementation applicable.

Les stipulations des Pactes d'Actionnaires ne sont pas constitutives d'un concert entre leurs parties.

#### 2.2.1.9 Régime fiscal de la Fusion

##### a. Impôt sur les sociétés

En matière d'impôt sur les sociétés, la fusion est placée sous le régime de faveur de l'article 210 A du Code général des impôts (CGI). A cet effet, Ipsos a pris, dans le projet de traité de fusion, l'ensemble des engagements prévus audit article.

##### b. Droits d'enregistrement

En matière de droits d'enregistrement, la fusion est soumise au seul droit fixe de 500 euros conformément aux dispositions de l'article 816 du CGI.

##### c. Taxe sur les Transactions Financières (TTF)

Conformément aux dispositions du 5° de l'article 235 Ter ZD du CGI, les acquisitions de titres qui interviennent dans les conditions prévues à l'article 210A du CGI sont exonérées de TTF.

##### d. Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)

Les apports consentis dans le cadre de la fusion sont exonérés de TVA.

#### 2.2.1.10 Dissolution de la Société Absorbée

Sous réserve de l'approbation de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire de LT Participations, LT Participations sera dissoute par anticipation et de plein droit, sans liquidation, par le seul fait de la réalisation de la Fusion et à compter de la Date de Réalisation.

### **2.2.2 *Contrôle de l'opération de Fusion***

#### 2.2.2.1 Date des assemblées générales extraordinaires appelées à approuver la Fusion

La Fusion sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LT Participations et à l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos convoquées chacune le 29 décembre 2016.

#### 2.2.2.2 Commissaires à la fusion

Statuant sur requête conjointe d'Ipsos et LT Participations, le Président du Tribunal de commerce de Paris a, par ordonnance en date du 16 novembre 2016, désigné MM. Olivier Peronnet et Jacques Potdevin, en qualité de commissaires à la fusion. Il est rappelé que la requête aux fins de désignation des commissaires à la fusion demandait notamment au Président du Tribunal de commerce de Paris à ce que ces derniers aient pour mission (i) de vérifier que les valeurs relatives attribuées aux actions d'Ipsos et de LT Participations sont pertinentes et que le rapport d'échange est équitable ainsi que (ii) d'apprécier la valeur des apports en nature devant être effectués à titre de fusion à Ipsos par LT Participations. Ces missions ont été confirmées par ladite ordonnance rendue par le Président du Tribunal de commerce de Paris.

Il est précisé que les commissaires à la fusion, dont la désignation avait été pressentie en amont pour accomplir ces missions, ont débuté leurs travaux au cours du mois d'octobre 2016 et ont, à ce titre, disposé du temps nécessaires pour accomplir leurs travaux.



Les rapports des commissaires à la fusion en date du 24 novembre 2016, qui figurent en Annexes 6.1 et 6.2 au présent Document, seront mis à la disposition des actionnaires d'Ipsos et des actionnaires de LT Participations conformément à la réglementation en vigueur. Le rapport des commissaires à la fusion relatif à la valeur des apports sera en outre déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Paris conformément à la réglementation en vigueur.

#### 2.2.2.3 Expert Indépendant

Il est rappelé que le Conseil d'administration d'Ipsos a autorisé le Rachat d'Actions par Ipsos auprès de LT Participations sur la base d'une Attestation d'Equité préparée par l'Expert Indépendant. Dans ce cadre, l'Expert Indépendant a conclu que, pour la détermination du prix de rachat, l'application d'une décote de l'ordre de 5 % sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, lui paraîtrait équitable pour Ipsos et ses actionnaires.

L'Attestation d'Equité en date du 10 novembre 2016 figure en Annexe 6.3.

#### 2.2.2.4 Experts désignés par le Tribunal de commerce (le cas échéant)

Néant.

#### 2.2.2.5 Mission spéciale confiée par l'Autorité des marchés financiers aux commissaires aux comptes

Néant.

### **2.2.3 Rémunération des apports**

#### 2.2.3.1 Augmentation de capital d'Ipsos au titre de la Fusion

Compte tenu de la parité de Fusion retenue de 1 action LT Participations pour 157,118360266917 actions Ipsos, il sera attribué, en rémunération de l'actif de LT Participations, 8.876.716 actions nouvelles Ipsos, étant précisé que les actionnaires de LT Participations ont déclaré faire leur affaire personnelle de tous les rompus (en arrondissant le nombre total d'actions Ipsos reçues par chaque actionnaire de LT Participations à l'unité la plus proche).

En conséquence, le capital social d'Ipsos sera augmenté d'un montant de 2.219.179 euros, et porté de 11.109.058,75 euros, son montant actuel, à 13.328.237,75 euros, par la création de 8.876.716 actions nouvelles de vingt-cinq centimes d'euro de valeur nominale.

Pour rappel au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le capital social d'Ipsos s'élevait à 11 334 058,75 euros réparti en 45 336 235 actions d'une valeur nominale de 0.25 euros.

#### 2.2.3.2 Jouissance des actions nouvelles

Les actions nouvelles Ipsos seront, dès leur émission, entièrement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les dispositions statutaires, elles supporteront les mêmes charges et donneront notamment droit à toute distribution de dividende, d'acompte sur dividende ou de réserve qui serait décidée postérieurement à leur émission. Elles porteront jouissance à compter du 29 décembre 2016.

#### 2.2.3.3 Date de négociabilité et d'admission aux négociations sur Euronext Paris

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-10 du Code de commerce, les actions nouvelles Ipsos seront négociables à compter de la Date de Réalisation.

L'admission des actions nouvelles Ipsos aux négociations sur le compartiment B d'Euronext Paris interviendra dans les meilleurs délais suivant la Date de Réalisation dans les conditions précisées par l'avis d'Euronext Paris qui sera diffusé à cette occasion, la semaine du 2 janvier 2017. Elles seront admises sous le même numéro d'identification que les actions ordinaires préalablement émises et composant le capital social d'Ipsos (code ISIN FR 0000073298 – Mnémonique IPS).

#### 2.2.3.4 Réduction de capital

LT Participations transférera à Ipsos dans le cadre de la Fusion 8.876.716 actions Ipsos. Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos appelée à se prononcer sur la Fusion d'annuler ces actions et de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant de 2.219.179 euros (la « **Réduction de Capital** »).

La différence entre la valeur d'apport des actions annulées qui s'élève à 104.220.092 euros et le montant de la Réduction de Capital de 2.219.179 euros, représentant un montant de 102.000.913 euros, sera imputée :

- (i) sur le solde de la prime de fusion dotée à l'occasion de la Fusion, après imputation des frais et droits dus au titre de la Fusion, jusqu'à ce que le montant de la prime de fusion soit nul ; puis
- (ii) pour le solde du montant restant à imputer, sur le poste « Primes d'émission, de fusion et d'apport ».

#### 2.2.4 Aspects réglementaires

Néant.

### 2.3 Comptabilisation des actifs transférés et des passifs repris

#### 2.3.1 Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge

Compte tenu des dispositions de l'article 743-1 du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des normes comptables, et s'agissant d'une fusion « à l'envers », les apports sont évalués à leur valeur nette comptable, telle que celle-ci ressort des comptes de LT Participations au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, l'actif et le passif de LT Participations comprennent les éléments énumérés ci-dessous, étant rappelé que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de LT Participations devant être dévolu à Ipsos, sans exception ni réserve, dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation.

##### 2.3.1.1 Actif apporté

En €	Valeur brute	Amort. / Dép.	Montant Net
<b>(1) Actif immobilisé, dont</b>			
Participations	139.269.548		139.269.548
<b>(2) Actif circulant, dont</b>			
Disponibilités	601.939		601.939
<b>(3) Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>	72.727		72.727
<b>TOTAL DE L'ACTIF (1) + (2) + (3)</b>	<b>139.944.214</b>		<b>139.944.214</b>

### 2.3.1.2 Passif pris en charge

En €	Montant Net
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	83.171.233
Emprunts et dettes financières divers	24.557
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72.631
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>83.268.420</b>

Il est précisé que l'essentiel du passif de LT Participations est constitué au 31 décembre 2015 d'une dette bancaire à échéance au 31 juillet 2018, qui a été entièrement remboursée en avance à la date du présent Document.

### 2.3.1.3 Actif net estimé au 31 décembre 2015

En €	Montant Net
Actif apporté	139.944.214
Passif pris en charge	83.268.420
<b>ACTIF NET</b>	<b>56.675.794</b>

### 2.3.1.4 Opérations de la période intercalaire

Préalablement à la réalisation de la Fusion, LT Participations a reçu 9.489.580,80 euros de dividendes distribués par Ipsos suite à la décision de son assemblée générale du 28 avril 2016, mis en paiement le 5 juillet 2016.

Le 28 juin 2016, l'assemblée générale de LT Participations a approuvé une distribution de dividendes d'un montant de 3.231.890 euros (la « **Distribution** »), ramenant ses capitaux propres de 56.675.794 euros à 53.443.904,91 euros.

Le 28 juillet, LT Participations a cédé un bloc de 461.500 titres Ipsos à un prix correspondant au cours de clôture du 27 juillet 2016 pour un montant de 13.503.490,00 euros. Ce bloc a été racheté par Ipsos, hors marché via un PSI afin de limiter la dilution potentielle liée à ses programmes de stock-options et d'actions gratuites de ses cadres dirigeants déjà mis en place (plan dit « IPF 2020 » d'options de souscription d'actions nouvelles de septembre 2012 et plans d'attribution d'actions gratuites d'avril 2015 et d'avril 2016, dilution potentielle correspondant à un nombre estimé de 2.175.970 titres). Conformément à l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 28 avril 2016, Ipsos est autorisée à racheter ses actions par tous moyens à concurrence de 10 % de son capital.

Le 29 juillet 2016, LT Participations a procédé à un remboursement pour 16,5 millions d'euros de sa dette bancaire.

Le 14 novembre 2016, LT Participations a cédé un bloc de 2.523.760 titres Ipsos (représentant 5,6% du capital d'Ipsos) à un prix de 25,95 euros, correspondant au cours de clôture du 14 novembre moins une décote de 5,19%, pour un montant total de 65.491.572 euros. Cette opération a permis à LT Participations de se désendetter totalement en procédant à un remboursement anticipé de sa dette bancaire le 21 novembre 2016, date de règlement-livraison de l'opération de cession de bloc.

Le bloc de titres cédé par LT Participations a été racheté par Ipsos afin, notamment, de couvrir la dilution potentielle existante résultant des plans d'association au capital décrits ci-dessus.



Le conseil d'administration d'Ipsos avait soumis ce projet de rachat à une expertise indépendante réalisée par le cabinet Ricol Lasteyrie qui avait conclu, le 10 novembre 2016, à l'équité de l'opération éventuelle pour autant que le prix de rachat corresponde au derniers cours avant annonce minoré d'une décote de l'ordre de 5 %. Dans ces conditions, le conseil d'administration d'Ipsos avait autorisé le rachat des 2.523.760 titres Ipsos vendus par LT Participations. Il est précisé que les administrateurs intéressés n'avaient pas pris part au vote conformément aux dispositions légales applicables.

Cette opération de rachat d'actions a été financée en totalité par la trésorerie disponible d'Ipsos (130 millions d'euros au 30 septembre 2016 et plus de 200 millions de lignes de crédit disponibles) sans obérer sa solidité financière et n'aura aucune incidence sur la capacité d'Ipsos à poursuivre ses projets de développement. Celles des actions Ipsos ainsi rachetées qui ne serviront pas à couvrir les plans d'association au capital, soit 900.000 titres, ont été annulées le 22 novembre 2016, ramenant le capital d'Ipsos à 44.436.235 actions et permettant une relution de l'ensemble des actionnaires d'Ipsos.

#### 2.3.1.5 Actif net apporté estimé

En €	Montant Net
Actif apporté	139.944.214
Passif pris en charge	83.268.420
Actif net avant Distribution	56.675.794
Montant de la Distribution avant réalisation de la Fusion	3.231.890
<b>ACTIF NET</b>	<b>53.443.904,91</b>

#### 2.3.1.6 Engagements hors bilan estimés à la Date de Réalisation

Néant.

#### **2.3.2 Réévaluations et réajustements effectués entre valeur d'apport et valeur comptable**

Néant.

#### **2.3.3 Expertise des valeurs d'apport**

Néant.

### 2.3.4 Prime de fusion

Pour le calcul du montant de la prime de fusion, il a été tenu compte du dividende distribué par Ipsos à ses actionnaires aux termes des résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 28 avril 2016 d'un montant de 0,80 euro par action, soit pour LT Participations, un dividende d'un montant total de 9.489.580,80 euros qui est, compte tenu de son caractère intragroupe, éliminé de la prime de fusion constatée par Ipsos. L'impact sur la prime de fusion résulte de l'application de l'article 752-5 du règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des normes comptables concernant la comptabilisation, dans les comptes de la société absorbante, des dividendes versés par la société absorbée pendant la période intercalaire. En conséquence, la prime de fusion s'établit comme suit :

En €	Montant Net
Actif net estimé de LT Participations transmis à Ipsos	53.443.904,91
Montant de l'augmentation de capital d'Ipsos	2.219.179
Prime de fusion avant élimination du dividende distribué par Ipsos à LT Participations	51.224.725,91
Elimination du dividende distribué par Ipsos à LT Participations	9.489.580,80
<b>Prime de fusion</b>	<b>60.714.306,71</b>

Le montant de cette prime de fusion, qui sera inscrite au passif du bilan d'Ipsos au compte « Prime de fusion » et sur laquelle porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux, est donné à titre indicatif, le montant définitif devant tenir compte de toutes imputations éventuelles.

Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires d'Ipsos convoquée le 29 décembre 2016, d'autoriser le Conseil d'Administration d'imputer l'ensemble des droits, honoraires et frais occasionnés par la Fusion sur le montant de prime de fusion y afférente et prélever, le cas échéant, sur ladite prime de fusion les sommes nécessaires à toute affectation conforme aux règles en vigueur.

En cas d'approbation de la Fusion, le conseil d'administration d'Ipsos pourra, si l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos le décide, imputer sur la prime de fusion l'ensemble des frais, honoraires et droits occasionnés par la Fusion. En outre, comme indiqué ci-après, il est également prévu d'imputer sur le solde de la prime de fusion diminuée des frais de fusion, une partie de la différence entre la valeur d'apport des actions annulées (104.220.092 euros) et leur valeur nominale (2.219.179 euros) soit la somme de 102.000.913 euros.

## 2.4 Rémunération

### 2.4.1 Eléments d'appréciation de la parité d'échange

La parité d'échange proposée a été déterminée sur la base d'une approche multicritère reposant sur les méthodes de valorisation usuelles et appropriées pour l'opération envisagée tout en tenant compte des caractéristiques de Ipsos et de LT Participations.

Il est également rappelé que la méthode de valorisation de LT Participations sera fondée sur la valeur par transparence de la participation dans Ipsos, sans application d'une décote ou d'une prime.

Les principaux éléments de cette analyse multicritères sont présentés ci-après.

### 2.4.2 Valorisation de Ipsos

#### *Methodologie*

La sélection des méthodes et références retenues a été établie en tenant compte des spécificités de Ipsos, de sa taille, de ses performances économiques et boursières et de son secteur d'activité.

Dans le contexte de cet exercice de valorisation, la valeur des fonds propres de référence du titre Ipsos à la date du présent document est estimée aux alentours de 34 euros, sur la base d'une moyenne des résultats médians de 5 méthodes de valorisation retenues, avec la méthode des cours de bourse donnant la valeur la plus basse à 29,0 euros (cours des 3 derniers mois) et la méthode des « DCF » donnant la valeur la plus haute à 40,5 euros, sachant qu'une réfaction forfaitaire de 20% a été appliquée aux valeurs ressortant des méthodes des comparables boursiers et des multiples de transactions, compte tenu de la fourchette très large des minima et maxima que ces deux méthodes faisaient ressortir.

Les cinq méthodes utilisées sont résumées dans le tableau ci-dessous et font l'objet de descriptions détaillées aux paragraphes suivants.

1. Historique de la performance du titre en bourse : cours moyen pondéré par les volumes des 3 derniers mois ;
2. Consensus des analystes sur les objectifs de cours ;
3. Méthodes des comparables boursiers ;
4. Méthode des multiples de transactions dans le secteur ;
5. Méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs (dite des « DCF »).

Au 28 octobre 2016		Méthodes retenues					
	Cours moyen pondéré des volumes sur 3 mois	Objectifs des cours des analystes	Comparables boursiers *	Multiples de transaction *	DCF	Moyenne des cinq méthodes	
<b>Médiane</b>	29,00	31,5	31,6	39,4	40,5	<b>34</b>	
<b>Minimum</b>	26,85	25,0	19,2	23,4	29,6	<b>25</b>	
<b>Maximum</b>	30,20	35,0	65,5	85,0	54,8	<b>54</b>	

\* les valeurs médianes ont été calculées en appliquant une réfaction forfaitaire de 20%

### ***Méthodes de valorisation retenues***

#### ***Méthode du cours de bourse (analyse réalisée au 28 octobre 2016)***

L'action Ipsos a été introduite en bourse le 1er juillet 1999 et est cotée en continu sur NYSE Euronext (code ISIN : FR0000073298).

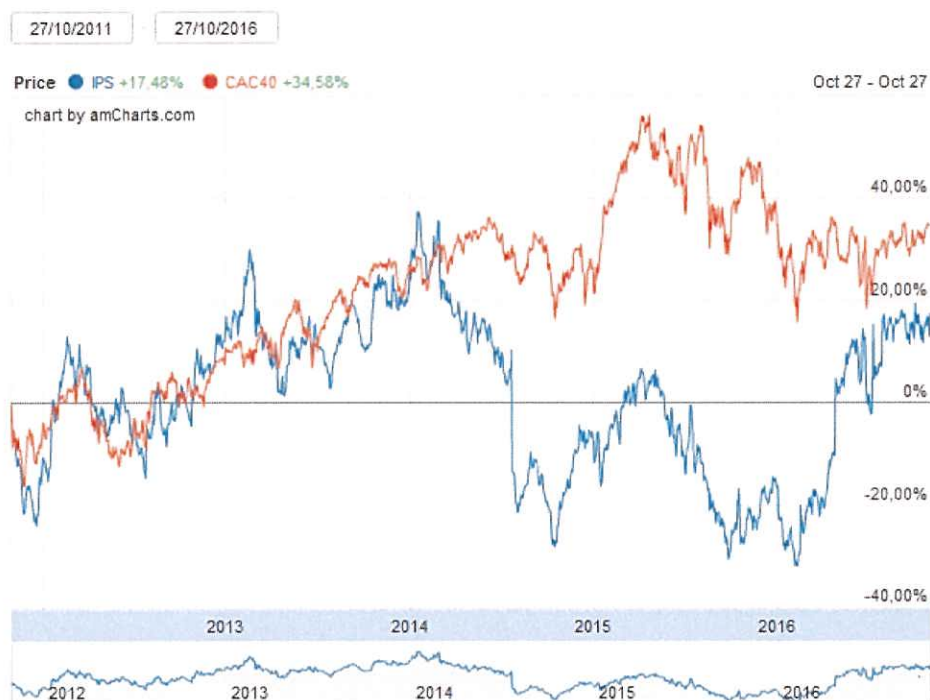
Le flottant est important de l'ordre de 70 % des titres, ce qui justifie donc cette approche.

Un contrat de liquidité est en place.

Il est rappelé que depuis le début de 2014, la société a annoncé des performances qui ont déçu le marché et lui ont valu d'être sous-évaluée en bourse par rapport à ses comparables les plus proches (Nielsen, Wpp et Gfk - voir plus bas) et d'enregistrer une performance moins bonne que les indices.

Le graphique ci-dessous montre la performance relative par rapport au cac40 sur 5 ans et illustre le retard pris à partir de début 2014 et qui s'est partiellement comblé à compter d'avril 2016.





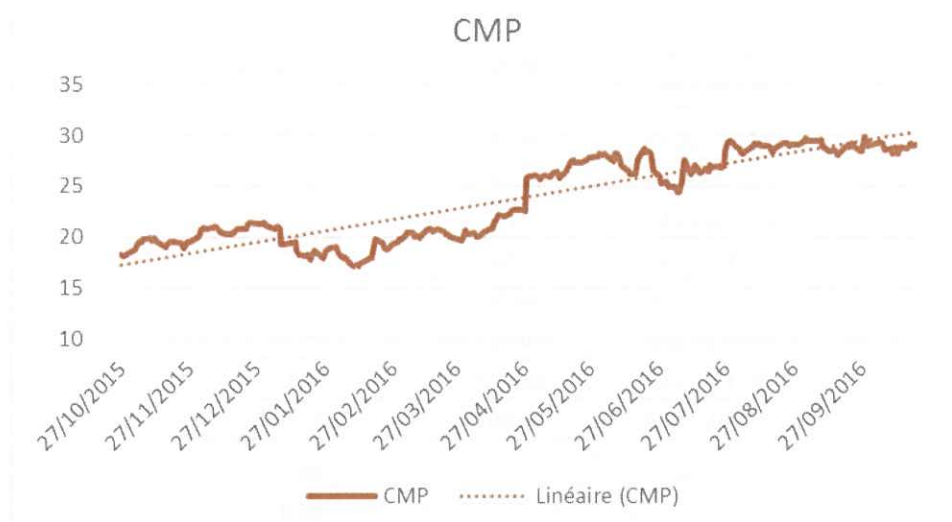
Le cours de bourse a entrepris une remonté depuis la publication de chiffres de croissance organique satisfaisants fin avril 2016 qui ont besoin d'être confirmés sur les trimestres à venir afin que le cours d'Ipsos retrouve des multiples voisins de ceux de ses comparables.

Le cours actuel (cours de clôture du 27/10/2016 à 29,51 euros) et la moyenne pondérée par les volumes des 3 derniers mois (29,00 euros) sont très voisins.

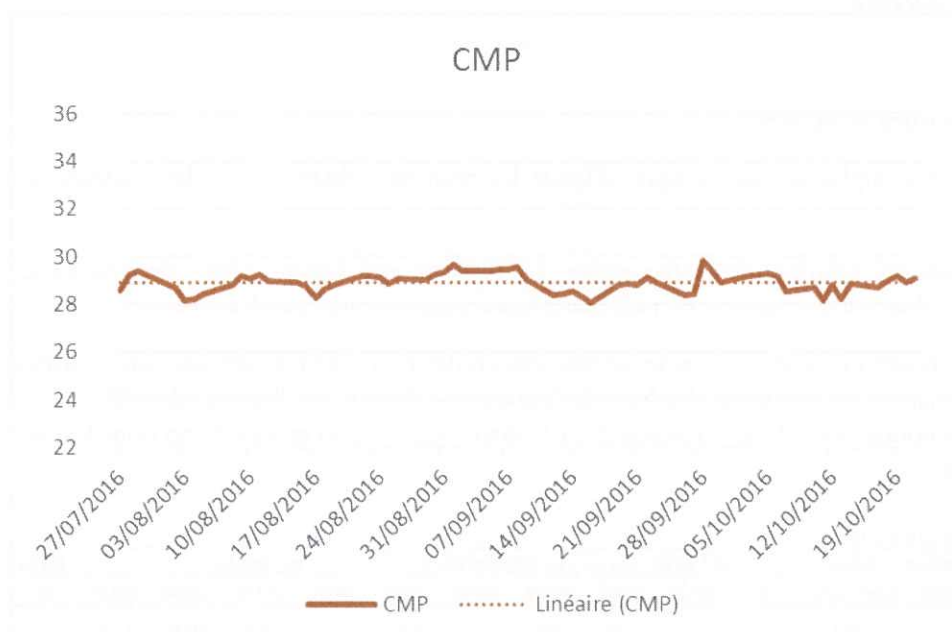
<b>Intitulé</b>	<b>Période</b>	<b>Cours (euros)</b>
Spot	27 octobre 2016	29,51
CMP 1 mois	27 septembre 2015 – 27 octobre 2016	29,02
CMP 2 mois	27 août 2015 – 27 octobre 2016	29,03
<b>CMP 3 mois</b>	<b>27 juillet 2015 – 27 octobre 2016</b>	<b>29,00</b>
CMP 1 an	27 octobre 2015 – 27 octobre 2016	23,58
+ haut depuis 1 an	29 septembre 2016	30,20
+ bas depuis 1 an	9 février 2016	16,71
+ haut depuis 3 mois	29 septembre 2016	30,20
+ bas depuis 3 mois	1 <sup>er</sup> août 2016	26,85

(Source : Euronext)

### Moyenne sur un an pondéré par les volumes (depuis le 27 octobre 2015)



### Moyenne des 3 derniers mois pondérée par les volumes (depuis le 27 juillet 2016)



Le cours a montré une grande stabilité autour de 29 euros dans les derniers mois. Il sera retenu le cours moyen pondéré par les volumes sur 3 mois comme indicateur du cours de bourse.

### ***Méthode des objectifs de cours des analystes financiers***

Le titre Ipsos est régulièrement suivi par 8 analystes. Ces analystes couvrent le titre Ipsos depuis plusieurs années et publient des objectifs de cours qui représentent leurs estimations de la valeur intrinsèque de l'action Ipsos.

Seuls ont été retenus les rapports publiés après l'annonce des résultats semestriels d'Ipsos le 26 juillet 2016. Les cours cibles sont présentés dans le tableau ci-dessous et s'échelonnent de 25 euros à 35 euros par action.

L'approche par les objectifs de cours des analystes de marché fait ressortir une valeur médiane par action de

31,5 € à la date du 27 octobre 2016.

Broker	Date de publication	Reco.	Cours cible (€)
Gilbert Dupont	27/10/2016	Achat	34,0
Société Générale	18/10/2016	Achat	29,0
Portzamparc	26/10/2016	Achat	32,5
HSBC	26/10/2016	Achat	35,0
Oddo Securities	26/10/2016	Neutre	27,0
Kepler Cheuvreux	26/10/2016	Achat	31,0
Natixis	26/10/2016	Neutre	25,0
CM-CIC	26/10/2016	Achat	32,0
<b>Moyenne</b>			<b>30,7</b>
<b>Mediane</b>			<b>31,5</b>
<b>Minimum</b>			<b>25,0</b>
<b>Maximum</b>			<b>35,0</b>

Source : Factset au 28/10/2016

### Méthode des comparables boursiers

Cette méthode consiste à appliquer aux agrégats d'Ipsos les multiples observés sur des sociétés cotées comparables.

Ipsos dispose d'un certain nombre de comparables à l'international faisant objet de cotations, de communications et/ ou d'un suivi régulier et de prévisions financières récentes par des analystes.

Les trois principaux concurrents d'Ipsos dans le secteur des études de marché et des sondages, disposant d'une position mondiale, sont l'américain Nielsen, le britannique Kantar et l'allemand GfK. Les trois sociétés sont cotées en bourse. Les chiffres retenus pour Kantar sont ceux du groupe Wpp dont Kantar est l'une des trois divisions.

En M€, sauf mention contraire (calendarisé au 31/12)

Société	Capitalisation boursière	Valeur d'Entreprise	VE / CA (x)			VE / EBITDA (x)			VE / EBIT (x)			P/E (x)		
			2016E	2017E	2018E	2016E	2017E	2018E	2016E	2017E	2018E	2016E	2017E	2018E
Ipsos	1 373	2 004	1,1x	1,1x	1,1x	9,3x	9,1x	8,7x	11,1x	10,9x	10,3x	11,6x	11,7x	10,8x
WPP	25 650	30 547	2,1x	1,9x	1,9x	11,8x	10,8x	10,3x	13,6x	12,2x	11,6x	16,9x	15,0x	14,0x
GfK	1 134	1 567	1,0x	1,0x	1,0x	7,0x	6,4x	6,1x	8,6x	8,7x	8,0x	12,1x	11,2x	10,1x
Nielsen	15 159	22 251	3,8x	3,7x	3,5x	12,6x	12,0x	11,3x	21,0x	18,8x	17,3x	16,6x	15,9x	15,5x
<b>Moyenne (excl. Ipsos)</b>			<b>2,3x</b>	<b>2,2x</b>	<b>2,1x</b>	<b>10,5x</b>	<b>9,8x</b>	<b>9,2x</b>	<b>14,4x</b>	<b>13,3x</b>	<b>12,3x</b>	<b>15,2x</b>	<b>14,0x</b>	<b>13,2x</b>
<b>Médiane (excl. Ipsos)</b>			<b>2,1x</b>	<b>1,9x</b>	<b>1,9x</b>	<b>11,8x</b>	<b>10,8x</b>	<b>10,3x</b>	<b>13,6x</b>	<b>12,2x</b>	<b>11,6x</b>	<b>16,6x</b>	<b>15,0x</b>	<b>14,0x</b>

Sources : Factset (données de marché au 27/10/2016), Sociétés

Une pondération est faite des 4 multiples médians des 3 concurrents VE/CA, VE/EBITDA, VE/EBIT et P/E, à part égale, en retenant l'année 2017 pour les multiples des concurrents et les données publiées par Ipsos pour l'exercice 2015, à savoir un chiffre d'affaires de 1785,3 M€, un EBITDA de 219,5 M€, un EBIT de 188,1 M€ et un résultat net part du groupe statutaire de 92,3 M€).

Il en ressort une valeur d'entreprise de 2 384 M€. La valeur des capitaux propres d'Ipsos s'élèverait donc selon cette méthode à 1 789 M€, correspondant à la valeur d'entreprise diminuée de la dette financière nette au 31 décembre 2015 de 595,2 M€.

Compte-tenu d'un nombre de titre de 45 336 235, la synthèse de la méthode des comparables boursiers



médians donne une valeur indicative pour Ipsos de 39,5 euros par action, avec une valeur minimale qui se monte à 19,2 euros et une valeur maximale à 65,5 euros, en retenant les multiples les plus bas et les multiples les plus haut.

Après prise en compte d'une réfaction forfaitaire de 20% de la valeur médiane de 39,5 euros dans le contexte de cet exercice de valorisation, la valeur retenue pour cette méthode est de 31,6 euros par action.

### ***Méthode des transactions comparables***

La méthode des multiples de transactions comparables consiste à appliquer aux agrégats d'Ipsos les multiples observés lors de transactions significatives récentes intervenues dans le même secteur d'activité. Elle a été retenue en raison de la disponibilité d'informations publiques sur des transactions récentes intervenues dans le secteur d'activité de Ipsos.

Date	Acquéreur	Cible	Valeur Transact.	% acquis	Val. d'ent.	MULTIPLES		
						VE/CA	VE/EBITDA	VE/EBIT
16/04/2016	Xio Group, London	JD Power, Inc	51,100	100%	1,100	3,28x	13,1x	n.a.
14/12/2015	STW Communications Group Ltd.	WPP plc (Australian and New Zealand businesses)	254	38%	752	2.8x	16.2x	17.6x
17/10/2014	IMS Health Holdings, Inc.	Cegedim Strategic Data, SAS	385	100%	385	0.9x	6.0x	n.a.
25/11/2013	Nielsen Holdings N.V.	Harris Interactive, Inc	87	100%	76	0.7x	14.3x	n.a.
24/10/2013	Chime Communications Limited	Just Marketing, Inc.	51	100%	51	1.7x	9.2x	17.2x
13/08/2013	Millennial Media, Inc.	Jumptap, Inc.	172	100%	172	3.6x	n.a.	n.a.
18/12/2012	Nielsen Holdings N.V.	Arbitron Inc.	950	100%	922	2.7x	n.a.	12.8x
13/12/2011	Outdoor Media Operations	Oohmedia Group Limited	101	80%	143	1.6x	8.8x	11.3x
27/07/2011	Ipsos SA TS	Synovate Limited	596	100%	596	1x	n.a.	15.7x
17/05/2011	Publicis Groupe SA	Rosetta Marketing Group LLC	406	100%	406	2.8x	15.6x	n.a.

19/04/2011	WPP Plc	Commarco GmbH	120	100%	120	0.9x	n.a.	n.a.
14/02/2011	TTWP Acquisitions Limited	Toluna Group Limited	192	86%	209	2.4x	9.5x	18.6x
09/07/2008	WPP Plc TS	TNS	1,457	100%	2,023	1.4x	11.4x	14.6x
<b>Moyenne</b>						<b>1.98x</b>	<b>11.58x</b>	<b>15.4x</b>
<b>Médiane</b>						<b>1.7x</b>	<b>11.4x</b>	<b>15.7x</b>
<b>Minimum</b>						<b>0.7x</b>	<b>6x</b>	<b>12.8x</b>
<b>Maximum</b>						<b>3.6x</b>	<b>15.6x</b>	<b>18.6x</b>

Il a été retenu la moyenne des agrégats de chiffre d'affaires, EBITDA et EBIT.

En appliquant les multiples médians aux données d'Ipsos pour l'exercice 2015 (chiffre d'affaires de 1785,3 M€, EBITDA de 219,5 M€ et EBIT de 188,1 M€), il ressort une valeur d'entreprise de 2 830 M€.

La valeur des capitaux propres d'Ipsos s'élèverait donc selon cette méthode à 2 235 M€, correspondant à la valeur d'entreprise diminuée de la dette financière nette au 31 décembre 2015 de 595,2 M€.

Compte-tenu d'un nombre de titre de 45 336 235, la valeur unitaire médiane de l'action Ipsos selon cette méthode serait de 49,3 euros, avec une valeur minimale qui se monte à 23,4 euros en retenant les multiples les plus bas et une valeur maximale à 85,0 euros, en retenant les multiples les plus haut.

Après prise en compte d'une réfaction forfaitaire de 20% à la médiane de 49,3 euros, la valeur retenue dans le contexte de cet exercice de valorisation est de 39,4 euros par action.

#### ***Méthode d'actualisation des flux de trésorerie (DCF)***

La méthode interne de valorisation retenue pour apprécier la parité de fusion est la méthode d'actualisation des flux de trésorerie (DCF) basée sur la Business Plan préparé chaque année par le groupe Ipsos :

- La méthode des DCF part du principe que la valeur d'une société correspond à la somme des flux qu'elle génère actualisés au coût moyen pondéré du capital.
- De cette valeur d'entreprise sont retirées les dettes financières nettes et la valeur des intérêts minoritaires, afin d'obtenir la valeur des fonds propres part du groupe.

#### *Détermination de la dette nette retenue*

- Sur la base des comptes consolidés au 30 Septembre 2016, elle est composée :

<b>En M€</b>	<b>30 sept 2016</b>
Emprunts et autres dettes financières	660
Trésorerie et équivalent	137
<b>Dette financière nette</b>	<b>523</b>

### *Calcul du coût moyen pondéré du capital*

Le taux d'actualisation retenu pour le calcul de la valeur centrale est de 9 %. Il s'agit là d'une hypothèse volontairement conservatrice et prudente.

Le calcul détaillé du coût moyen pondéré du capital et de la dette repose sur les hypothèses suivantes :

Taux sans risque 2,4 %

Prime de risque de marché 6,6 %

Beta sectoriel 0,94

Soit un coût du capital arrondi de 8.6 %

Coût de la dette après impôts de 2,6 %

Gearing théorique 13 %

Soit un WACC calculé de 7,8%.

Le WACC retenu dans le cadre de cette valorisation volontairement conservatrice et prudente est de 9%.

(A noter que ce WACC à 9% est notamment en ligne avec celui utilisé par HSBC dans ses analyses, ainsi que celui utilisé par l'Expert Indépendant).

### *Méthodologie du DCF*

Cette méthode de valorisation intrinsèque consiste à actualiser et additionner les flux de trésorerie disponibles futurs pour déterminer la valeur d'entreprise. L'actualisation se fait au coût moyen pondéré du capital, qui tient compte de la rémunération attendue par les investisseurs.

La valeur attribuable aux actionnaires est obtenue en déduisant de la valeur de l'actif économique Le montant de l'endettement financier net de Ipsos, ainsi que les engagements vis-à-vis de minoritaires

*(Remarque : Par simplification et compte-tenu du montant marginal, la valeur des déficits reportables n'a pas été incluse dans le modèle).*

### *Flux de trésorerie disponibles*

Les flux de trésorerie disponibles sont issus du plan d'affaires construit par la Société sur la période 2016-2020.

Les principales hypothèses opérationnelles utilisées sont les suivantes :

- Une croissance annuelle moyenne sur la période 2017 - 2020 de 2,9%
- Un taux moyen d'EBIT sur chiffre d'affaires de 10,7% à 12,8% sur la même période (pour mémoire, taux d'EBIT sur chiffre d'affaires 2015 : 10 %), ayant pour origine la croissance de l'activité ainsi que l'amélioration de la productivité et la maîtrise des coûts
- Un besoin en fonds de roulement stabilisé à 10 % du chiffre d'affaires dès 2017.

### *Valeur terminale*

Le calcul de la valeur terminale est fondé sur la méthode d'actualisation d'un flux de trésorerie terminal, normatif, à perpétuité. Ce flux normatif a été calculé sur la base des hypothèses cohérentes avec les perspectives de long terme de Ipsos.



Le taux de croissance à l'infini a été fixé de façon prudente à 1,5 %.

In fine, la valeur terminale représente 74 % de la valeur d'entreprise.

#### Calcul de la valeur centrale

A la valeur d'entreprise (2 402 M€), sont retirés l'endettement financier net et les engagements vis-à-vis des minoritaires d'Ipsos.

Il en ressort une valeur des fonds propres centrale de 1 836 M€, soit une valeur par action arrondie de 40,5 €.

Valeur des flux de trésorerie 2016-2020	617
Valeur terminale	1 785
<b>Valeur d'entreprise</b>	<b>2 402</b>

- Endettement net	523
Engagements vis-à-vis de minoritaires	43
<b>Valeur des fonds propres</b>	<b>1 836</b>
Nombre d'actions	45 336 235
<b>Valeur par action (arrondie)</b>	<b>40,5</b>

(1) Valeur actualisée.

#### Sensibilité financière

Impact sur Valeur d'entreprise +16% Selon plan -12%

Impact sur valeur d'entreprise de modification des hypothèses :			
1. SI MODIFICATION WACC			
	Si 8%	Plan : 9 %	Si 10 %
Impact sur Valeur d'entreprise			

Impact sur Valeur unitaire du titre Ipsos 48,7€ (soit +20%) 40,5€ (selon plan) 34,2€ (soit -15)

2. SI WACC à 9% et Variation du free cash flow annuel de +-10%			
	-10%	Selon Plan	+10%
Impact sur Valeur d'entreprise	-10%	Selon Plan	+10%
Impact sur Valeur unitaire du titre Ipsos	35,2€ (soit +13%)	<b>40,5€ (selon plan)</b>	45,8€ (soit -13%)

Dans le contexte de cet exercice de valorisation nous retenons donc une valeur à 40,5 euros.

En faisant varier la sensibilité, retenant les actions négative ou positives combinées suivantes :

- Une hausse du WACC de 1% (à 10%) et une baisse des Cash Flow de -10%, en ce cas la valeur minimale de l'action s'établirait à 29,6 euros ;
- Une baisse du WACC de -1% (à 8%) et une hausse des Cash Flow de +10%, la valeur maximale de

l'action se monterait alors à 54,8 euros.

### 2.4.3 Valorisation de LT Participations

#### Méthodologie – Actif net réévalué

LT Participations ayant pour seule activité la gestion de sa participation dans Ipsos qui est son seul actif, la méthode retenue pour sa valorisation est celle de l'actif net réévalué qui consiste à réévaluer en valeur de marché la valeur des actifs et passifs inscrits au bilan. Cette méthode est la seule appropriée pour des holdings dont la valeur vient de leurs titres de participation, comme LT Participations.

Il est précisé qu'aucune décote n'a été appliquée pour la détermination de la valorisation de LT Participations en raison du fait que LT au moment de la fusion n'aura ni créances ni dettes et uniquement les titres Ipsos détenus et qu'aucune prime de contrôle n'a été appliquée pareillement.

L'actif net de LT Participations a ainsi été réévalué sur la base de la valorisation de Ipsos telle qu'elle ressort de la conclusion retenue selon les méthodes présentées au paragraphe 2.4.2 ci-dessus.

Au 31 août 2016, dernier arrêté comptable disponible de LT Participations, la société détenait 11 400 476 actions Ipsos qui, valorisées unitairement à 34 €, donnaient une valeur nette réévaluée de 387 616 184 € pour LT Participations.

En €	<b>ANR 31 AOÛT 2016</b>
Capitaux propres au 31 août 2016	68 761 339
VNC actions Ipsos (11 400 476 actions Ipsos)	-133 851 151
Valeur des actions Ipsos selon la conclusion des méthodes décrites ci-dessus (34€)	387 616 184
Actif net réévalué	322 526 372
Nombre total d'actions LT	59 075
<b>Actif net réévalué par action LT</b>	<b>5 459,61</b>

L'actif net réévalué de LT Participations ressortait à **5 459,61 €** par action au 31 août 2016 sur ces bases.

A noter que sur la base des 5 méthodes de valorisation utilisées pour Ipsos, l'actif net réévalué au 31 août 2016 serait de 265,5 millions d'euros selon la méthode du cours moyen pondéré des volumes sur 3 mois, 294 millions d'euros selon la méthode de l'objectif de cours des analystes, 295,2 millions d'euros selon la méthode des comparables boursiers, 384,1 millions d'euros sur la base des multiples de transaction, et de 396,6 millions d'euros selon la méthode des DCF.

Compte tenu des Opérations de Désendettement intervenues depuis le 31 août 2016 à un cours de 25,95 euros et après prise en compte d'une provision en relation avec les frais liés à la fusion conformément de 0,6 millions d'euros, l'actif net comptable de LT Participations projeté à la date de la fusion est de 104.221.355 principalement composé de 8.876.716 actions Ipsos, qui en retenant une valeur de 34 euros par action, est réévalué à 301.809.607 €.

En €	<b>ANR 29 DEC 2016</b>
Capitaux propres projetés au 29 décembre 2016	104 221 355
VNC actions Ipsos (8.876.716 actions Ipsos)	-104 220 092
Valeur des actions Ipsos selon la conclusion des méthodes décrites ci-dessus (34€)	301 808 344
Actif net réévalué	301 809 607
Nombre total d'actions LT	56 497
<b>Actif net réévalué par action LT</b>	<b>5 342,05</b>



L'actif net réévalué de LT Participations ressort à **5 342,05 €** par action sur la base de l'actif net réévalué projeté au 29 décembre 2016.

A noter que sur la base des 5 méthodes de valorisation utilisées pour Ipsos, l'actif net réévalué projeté au 29 décembre 2016 serait de 257,4 millions d'euros selon la méthode du cours moyen pondéré des volumes sur 3 mois, 279,6 millions d'euros selon la méthode de l'objectif de cours des analystes, 280,5 millions d'euros selon la méthode des comparables boursiers, 349,7 millions d'euros sur la base des multiples de transaction, et de 359,5 millions d'euros selon la méthode des DCF.

Il a été précisé que les dépenses communes liées à l'opération de Fusion (voir paragraphe 3.7 « Dépenses liées à la Fusion »), constitués en particulier des honoraires des conseils juridiques et financiers, des commissaires à la fusion, des frais d'admission Euronext et de contribution AMF, seront supportés pour moitié par la Société Absorbée ainsi que tous ses propres coûts directs et indirects en relation avec la Fusion.

A cet égard, une somme d'un montant de 565 milliers d'euros a été provisionnée dans les comptes de LT Participations. L'autre moitié des dépenses communes et ses propres frais de Fusion seront pris en charge par la Société Absorbante.

#### 2.4.4 Parité d'échange proposée

Sur la base de l'analyse à partir de l'actif net réévalué projeté au 29 décembre 2016 (voir paragraphe 2.4.3 « Valorisation de LT Participations »), la parité d'échange proposée est de 157,118360266917 actions Ipsos pour 1 action LT Participations, déterminée par transparence sachant que le capital de LT Participations est composé de 56.497 actions et que LT Participations détient 8.876.716 actions Ipsos à la date du présent document, qui composent 99,99% de son actif net projeté au 29 décembre 2016.

Valeur de LT Participations pour 8 876 716 actions Ipsos

	Cours moyen pondéré des volumes sur 3 mois	Objectifs des cours des analystes	Comparables boursiers	Multiples de transaction	DCF	Moyenne des cinq méthodes
<b>Valeur action Ipsos (€) :</b>						
<b>Médiane</b>	29,00	31,5	31,6	39,4	40,5	<b>34</b>
<b>Minimum</b>	26,85	25,0	19,2	23,4	29,6	<b>25</b>
<b>Maximum</b>	30,20	35,0	65,5	85,0	54,8	<b>54</b>
<b>Valeur LT 8 876 716 actions Ipsos (en Millions d'euro):</b>						
<b>Médiane (M€)</b>	257	280	280	350	360	<b>305</b>
<b>Parité d'échange proposée</b>	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12
<b>Minimum (M€)</b>	238	222	171	208	263	<b>220</b>
<b>Parité d'échange proposée</b>	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12
<b>Maximum (M€)</b>	268	311	581	755	486	<b>480</b>
<b>Parité d'échange proposée</b>	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12	157,12

## **2.4.5 Rapports des commissaires à la fusion**

Les commissaires à la fusion ont rédigé un rapport sur la valeur des apports qui figure en Annexe 6.1 au présent Document, et un rapport sur la rémunération des apports qui figure en Annexe 6.2 au présent Document.

Les conclusions de ces rapports sont reproduites ci-dessous :

### **2.4.5.1 Conclusions du rapport sur la valeur des apports dans le cadre de la Fusion**

« Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d’avis que la valeur nette comptable des apports retenue s’élevant à 53.443.904 euros n’est pas surévaluée et en conséquence, que l’actif net apporté est au moins égal au montant de l’augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports augmenté de la prime de fusion. »

### **2.4.5.2 Conclusions du rapport sur la rémunération des apports dans le cadre de la Fusion**

« Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d’avis que le rapport d’échange de 157,12 actions Ipsos (société absorbante) pour une action LT Participations (société absorbée) arrêté par les parties présente un caractère équitable. »

## **2.5 Conséquences de la Fusion pour les sociétés participant à l’opération**

### **2.5.1 *Conséquences pour Ipsos et ses actionnaires***

#### **2.5.1.1 Impact de l’opération sur les capitaux propres d’Ipsos arrêtés au 30 juin 2016**

Sur la base des capitaux propres d’Ipsos au 30 juin 2016 et en prenant pour hypothèse que les frais liés à la Fusion pris en charge par Ipsos visés au paragraphe 3.7 « *Dépenses liées à la Fusion* » ci-dessous (soit environ 0,5 million d’euros HT) ainsi que la différence entre le montant de la Réduction de Capital correspondant aux actions annulées dans le cadre de la Réduction de Capital et leur valeur d’apport (cf. paragraphes 2.2.3.4 « *Réduction de capital* » et 2.3.4 « *Prime de Fusion* » ci-dessus) seront imputés sur la prime de fusion et sur le poste « Primes d’émission, de fusion et d’apport », l’impact de la Fusion et de la Réduction de Capital sur les capitaux propres serait le suivant :

---

---

---

---

---

---

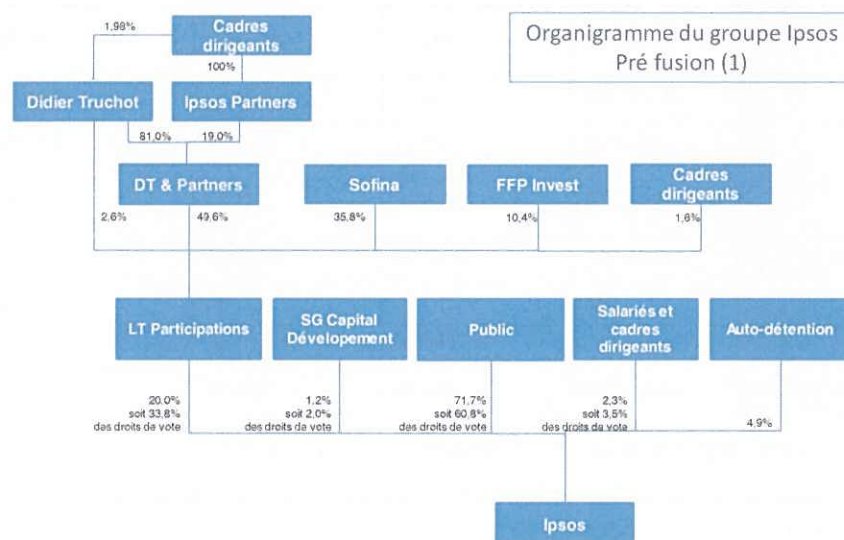
---

---

Capitaux propres sociaux	Nombre d'actions	Capital social (en euros)	Primes, réserves, report à nouveau et résultats [en euros]	Capitaux propres
Situation avant fusion	44 436 235	11 109 059	580 925 688	592 034 747
Augmentation de capital au titre de la fusion	8 876 716	2 219 179	51 224 725	53 443 904
Résultat net estimé 2016 de LT Participations			50 777 450	50 777 450
<b>Situation après la fusion</b>	<b>53 312 951</b>	<b>13 328 238</b>	<b>632 150 413</b>	<b>696 256 101</b>
Réduction de capital	8 876 716	2 219 179	102 000 913	104 220 092
<b>Situation après la fusion et après Réduction de Capital</b>	<b>44 436 235</b>	<b>11 109 059</b>	<b>530 149 500</b>	<b>592 036 009</b>

### 2.5.1.2 Organigramme après réalisation de la Fusion et de la Réduction de Capital en capital et en droits de vote

L'organigramme ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote d'Ipsos après la réalisation de la Fusion et de la Réduction de Capital (le nombre d'actions et de droits de vote retenus pour l'autocontrôle, les salariés et le public étant celui au 31 octobre 2016, diminué des 900.000 actions annulées dans le cadre des Opérations de Désendettement) : <sup>(1)</sup>



(1) après cession du bloc d'actions Ipsos par LT Participations à Ipsos et annulation de 900.000 titres

Il est précisé que l'ancienneté acquise par les actionnaires de LT Participations détenant leurs actions LT Participations au nominatif sera imputée sur la durée de détention exigée chez Ipsos pour les actions Ipsos reçues par les actionnaires de LT Participations dans le cadre de l'opération en échange de leurs actions

(1) Organigramme présentant la répartition du capital de LT Participations post conversion des actions de préférence



LT Participations, dans la mesure où (i) les statuts d'Ipsos (article 10) prévoient qu'un droit de vote double est attribué aux actions Ipsos entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis au moins deux ans au nom du même actionnaire sans interruption, et que (ii) les statuts de LT Participations prévoient également l'attribution d'un droit de vote double.

Comme il l'est précisé au paragraphe 5.2.4 du Document « Répartition du capital et des droits de vote », les actionnaires de LT Participations ne bénéficient pas, à la date des présentes, du droit de vote double statutaire prévu par les statuts de LT Participations dans la mesure où l'assemblée générale extraordinaire des associés de LT Participations du 30 juin 2015, qui a instauré le droit de double statutaire, a également décidé que, pour les personnes titulaires d'actions de LT Participations au 30 juin 2015, la durée de deux ans d'inscription nominative des actions entièrement libérées sera calculée à compter de la date du 30 juin 2015.

Les actions Ipsos reçues dans le cadre de la Fusion par les actionnaires de LT Participations, si elles sont conservées au nominatif, n'obtiendront donc un droit de vote double qu'à compter du 30 juin 2017.

### 2.5.1.3 Incidence de la Fusion sur la répartition du capital et des droits de vote d'Ipsos

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de la Fusion et de la Réduction de Capital sur la répartition du capital et des droits de vote d'Ipsos (le nombre d'actions et de droits de vote retenus pour l'autocontrôle, les salariés et le public étant celui au 31 octobre 2016, diminué des 900.000 actions annulées dans le cadre des Opérations de Désendettement) :

	Nbre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables au 30 juin 2017 <sup>(2)</sup>
<b>DT &amp; Partners</b>	4.403.085	9,91 %	9,60 %	10,08 %	16,75 %
<b>Didier Truchot</b>	227.193	0,51 %	0,50 %	0,52 %	0,86 %
<i>Sous-total DT &amp; Partners et Didier Truchot</i>	<i>4.630.278</i>	<i>10,42 %</i>	<i>10,10 %</i>	<i>10,60 %</i>	<i>17,62 %</i>
<b>Sofina</b>	3.179.919	7,16 %	6,93 %	7,28 %	12,10 %
<b>FFP Invest</b>	924.327	2,08 %	2,02 %	2,12 %	3,52 %
<b>SG Capital Développement</b>	514.272	1,16 %	2,24 %	2,35 %	1,96 %
<b>Flottant</b>	31.856.915	71,69 %	69,67 %	73,12 %	60,78 %
<b>Salariés <sup>(1)</sup></b>	1.167.047	2,63 %	4,32 %	4,53 %	4,04 %
<b>Auto-détention</b>	2.163.477	4,87 %	4,72 %	-	-
<b>Total</b>	<b>44.436.235</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

<sup>(1)</sup> En ce compris les cadres dirigeants qui étaient actionnaires de LT Participations

<sup>(2)</sup> Estimation des droits de vote au 30 juin 2017, après acquisition du droit de vote double par les actions Ipsos émises dans le cadre de la Fusion au profit des actionnaires de LT Participations

A la connaissance d'Ipsos, les actionnaires de LT Participations n'ont pas souscrit d'engagement de conservation des actions Ipsos qu'ils détiennent avant la réalisation de la Fusion ni des actions nouvelles Ipsos qu'ils recevront dans le cadre de la Fusion.

### 2.5.1.4 Changements envisagés dans la composition des organes d'administration et de direction

Néant.

Il est toutefois précisé que du fait de la dissolution de LT Participations, le mandat d'administrateur de LT Participations cessera automatiquement.

Il est en outre précisé qu'il est prévu de proposer à l'assemblée générale ordinaire d'avril 2017, devant se prononcer sur les comptes clos le 31 décembre 2016, la nomination d'administrateurs indépendants supplémentaires, qui aura pour effet de porter à 50 % le ratio d'administrateurs indépendants.

#### 2.5.1.5 Evolution de la capitalisation boursière

Le tableau ci-dessous présente l'évolution théorique de la capitalisation boursière d'Ipsos, avant et après la Fusion et la Réduction de Capital, sur la base du cours de bourse (cours de clôture) de l'action Ipsos du 14 novembre 2016, soit 27,37 euros :

	Nombre d'actions	Capitalisation
Situation avant la Fusion	44.436.235	1.216.220 K€
Situation après la Fusion et Réduction de Capital	44.436.235	1.216.220 K€

#### 2.5.1.6 Impacts de la Fusion sur le résultat net par action

Le tableau ci-dessous présente l'impact de la Fusion et de la Réduction de Capital sur le résultat net par action Ipsos (part du Groupe), sur la base des comptes consolidés d'Ipsos arrêtés au 30 juin 2016 :

	Nombre d'actions (1)	Résultat net
Situation avant la Fusion	42.272.758	0,83 €
Situation après la Fusion	46.655.414	0,75 €
Situation après la Fusion et la Réduction de Capital	42.272.758	0,83 €

(1) Sur la base d'un nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e 42.272.758 actions).

#### 2.5.1.7 Orientations nouvelles envisagées

LT Participations n'ayant pas d'autre actif que des titres Ipsos, aucune orientation nouvelle n'est envisagée.

#### 2.5.1.8 Prévisions à court et moyen termes concernant l'activité et d'éventuelles restructurations, les résultats et la politique de distribution de dividendes

De même, les objectifs d'activité d'Ipsos et autres orientations stratégiques ne devraient pas être modifiés du fait de la Fusion.

### **2.5.2 *Conséquences pour LT Participations et ses actionnaires***

Du fait de la Fusion, LT Participations sera dissoute de plein droit sans liquidation à la Date de Réalisation. Les actionnaires de LT Participations recevront 8.876.716 actions Ipsos en échange de leurs actions LT Participations, selon une parité d'échange de 157,118360266917 actions Ipsos pour 1 action LT Participations.

La répartition du capital et des droits de vote d'Ipsos après Fusion (et Réduction de Capital) est indiquée au paragraphe 2.5.1.2 « *Organigramme après réalisation de la Fusion et de la Réduction de Capital en capital et en droits de vote* » ci-dessus.



### 3. PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBANTE

#### 3.1 Documents de référence

Les informations détaillées concernant les caractéristiques, l'activité, les comptes d'Ipsos (annuels et consolidés), les rapports des contrôleurs légaux y afférents figurent dans les documents suivants qui sont incorporés au présent Document par référence :

- le Document de Référence 2013 ;
- le Document de Référence 2014 ;
- le Document de Référence 2015.

Ces documents sont disponibles sur simple demande et sans frais au siège de la Société (35, rue du Val de Marne – 75013 Paris) ainsi que sur les sites internet d'Ipsos ([www.ipsos.fr](http://www.ipsos.fr)) et de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

#### 3.2 Faits significatifs intervenus depuis l'enregistrement du Document de Référence 2015

Les faits significatifs intervenus depuis le dépôt du Document de Référence 2015 ainsi que les comptes consolidés d'Ipsos arrêtés au 30 juin 2016 figurent dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2016 (le « **Rapport Financier Semestriel** ») qui est reproduit en Annexe 6.5 au présent Document.

Le Rapport Financier Semestriel est disponible, sans frais et sur simple demande, au siège de la Société (35, rue du Val de Marne – 75013 Paris) ainsi que sur le site internet d'Ipsos ([www.ipsos.fr](http://www.ipsos.fr)).

A l'exception du Rachat d'Actions visé au paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement »)* » ci-avant, aucun fait significatif n'est intervenu depuis la date du Rapport Financier Semestriel.

#### 3.3 Facteurs de risques

##### 3.3.1 Facteurs de risques liés à Ipsos et à son activité

Les risques significatifs auxquels sont exposés Ipsos et le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2015 et le Rapport Financier Semestriel. Ces risques n'ont pas évolué de manière significative depuis la date du Rapport Financier Semestriel. Néanmoins, il convient de préciser et sans que cela change globalement nos estimations, qu'en ce qui concerne le plan de redressement de la région Amérique Latine (évoqué en page 187 du Document de Référence 2015 d'Ipsos en section 5.1.1. Test de dépréciation des goodwill) le Groupe constate du retard dans la partie du plan qui concerne le Brésil, la situation économique de ce pays restant particulièrement difficile. En contrepartie, le plan de développement du Online dans l'ensemble de cette région qui permet globalement d'en améliorer les marges, est quant à lui en avance.

Par ailleurs, outre l'incertitude liée au contexte économique général, ces risques ou d'autres risques non encore identifiés pourraient avoir un effet négatif sur Ipsos et le Groupe.

##### 3.3.2 Facteurs de risques liés à l'opération

Les risques liés à la Fusion sont les suivants :

***Le nombre d'actions nouvelles Ipsos émises en rémunération de la Fusion ne variera pas en fonction de l'évolution du cours de bourse de l'action Ipsos.***

Le cours de l'action Ipsos pourrait varier de manière significative, à la baisse ou à la hausse, entre la date à laquelle le projet de Fusion et la parité d'échange ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Ipsos et



la Date de Réalisation. Toutefois, le nombre d'actions Ipsos émises dans le cadre de la Fusion n'est, par principe, pas susceptible d'ajustement.

***La réalisation de la Fusion pourrait affecter le cours de l'action Ipsos.***

La réalisation de la Fusion pourrait avoir un effet favorable ou défavorable sur le cours de l'action Ipsos.

**3.4 Déclaration sur le fonds de roulement net**

Ipsos atteste que de son point de vue le fonds de roulement net consolidé du futur ensemble fusionné, est suffisant, au regard de ses obligations actuelles au cours des douze mois à compter de la date d'enregistrement du présent Document par l'AMF, avant et après prise en compte de l'impact de l'acquisition.

Ipsos atteste que de son point de vue le fonds de roulement net d'Ipsos est suffisant au regard de ses obligations actuelles au cours des douze mois à compter de la date d'enregistrement du présent Document par l'AMF.

**3.5 Capitaux propres et endettement**

Conformément aux recommandations de l'ESMA (European Securities and Markets Authority) (ESMA/2013/319, paragraphe 127), le tableau ci-dessous présente la situation de l'endettement et des capitaux propres consolidés part du groupe d'Ipsos au 30 septembre 2016 (hors résultat de l'exercice en cours) et l'endettement financier net non audités d'Ipsos tels qu'ils découlent des états financiers consolidés non audités du 30 septembre 2016 :

En K€	
<b>1. Capitaux propres part du Groupe et endettement</b>	1.519.373
<b>Total dettes financières courantes</b>	126.535
– Faisant l'objet de garanties	
– Faisant l'objet de sûretés réelles	
– Non garanties / ne faisant pas l'objet de sûretés réelles	126.535
<b>Total de la dette financière non courante</b>	532.562
– Faisant l'objet de garanties	
– Faisant l'objet de sûretés réelles	
– Non garanties / ne faisant pas l'objet de sûretés réelles	532.563
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	860.275
– Capital social	11.361
– Prime d'émission ou d'apport	542.834
– Réserve légale	
– Autres réserves et report à nouveau	306.080
– Résultat de l'exercice	
<b>2. Analyse de l'endettement financier net</b>	
A. Trésorerie	(122.700)
B. Equivalents de trésorerie	
C. Titre de placement	(7.341)
<b>D. Liquidités (A) + (B) + (C)</b>	(130.041)
<b>E. Créances Financières court terme</b>	
F. Dette bancaire court terme	4.743
G. Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	119.959
H. Autres dettes financières courantes	1.833
<b>I. Instruments dérivés courants</b>	(5.550)
<b>J. Dette financière court terme (F) + (G) + (H) + (I)</b>	120.985
<b>K. Dette financière nette court terme (D) + (E) + (J)</b>	(9.056)
L. Emprunts bancaires à plus d'un an	263.838
M. Obligations émises	268.725
N. Autres emprunts à plus d'un an	
O. Titres disponibles à la vente et autres actifs financiers non courants	
P. Instruments dérivés à moyen et long terme	
<b>Q. Endettement financier net à moyen et long termes (L) + (M) + (N) + (O) + (P)</b>	532.563
<b>R. Endettement financier net (K) + (Q)</b>	523.507

A l'exception du Rachat d'Actions réalisé par Ipsos auprès de LT Participations pour un prix de cession d'un montant de 65.491.572 euros dans le cadre des Opérations Préalables, aucune modification significative des informations figurant dans le tableau ci-dessus n'est intervenue entre le 30 septembre 2016 et la date du présent Document.

### 3.6 Intérêt des personnes physiques et morales participant à la Fusion

Il est rappelé que dans le cadre des Opérations de Désendettement intervenues avant les opérations de fusion et décrites au paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement)»* du présent Document, Ipsos a acquis auprès de LT Participations un bloc de 2.523.760 actions Ipsos dans le cadre de son programme de rachat d'actions pour un montant total de 65.491.572 euros, matérialisant une décote de l'ordre de 5 % par rapport au cours clôture du 14 novembre 2016.

Cette opération de rachat d'actions a été autorisée, au titre du régime des conventions réglementées, par le Conseil d'administration d'Ipsos sur la base de l'Attestation d'Equité établie par l'Expert Indépendant figurant en Annexe 6.3. Conformément aux dispositions légales applicables, les administrateurs « intéressés » à la présente convention n'ont pas pris part au vote de la délibération, à savoir : Didier Truchot, LT Participations, Laurence Stoclet, Xavier Coirbay et FFP Invest.

### 3.7 Dépenses liées à la Fusion

Les dépenses communes liées à l'opération de Fusion sont estimées à environ 950 milliers d'euros (hors taxes). Elles sont constituées en particulier par les honoraires des conseils juridiques et financiers, de l'expert indépendant, ainsi que des commissaires à la fusion, frais d'admission Euronext et frais et contribution AMF.

Il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire d'Ipsos appelée à statuer sur la Fusion d'imputer sur la prime de fusion le montant des frais non enregistrés préalablement en résultat par les sociétés participant à l'opération.

Les dépenses communes liées à l'opération de Fusion, constituées en particulier des honoraires des conseils juridiques et financiers, des commissaires à la fusion, des frais d'admission Euronext et de contribution AMF, sont estimées à 950 000 euros HT.

Elles seront supportés pour moitié par LT Participations ainsi que tous ses propres coûts directs et indirects en relation avec la Fusion. A cet égard, une somme d'un montant de 565 000 euros a été provisionnée dans les comptes de LT Participations.

3.8 L'autre moitié des dépenses communes et ses propres frais de Fusion seront pris en charge par Ipsos.**Dilution**

#### 3.8.1 Incidence de la Fusion sur la quote-part des capitaux propres consolidés d'Ipsos part du groupe pour le titulaire d'une action Ipsos préalablement à celle-ci

En €	Quote-part des capitaux propres consolidés part du groupe (*)	
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)
Situation avant réalisation de la Fusion	21,55 €	21,18 €
Situation à la Date de Réalisation (après Fusion et Réduction de Capital)	21,55 €	21,18 €

(1) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 et après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e 42.272.758 actions).



- (2) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 et après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e. 42.272.758 actions) après exercice de la totalité des 1.333.803 options de souscription d'actions en circulation et l'attribution de la totalité des 951.366 actions gratuites en cours d'acquisition.

(\*) Les calculs ont été effectués sur la base des capitaux propres consolidés part du groupe au 30 juin 2016.

### **3.8.2 Incidence de la Fusion sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1 % du capital social d'Ipsos préalablement à celle-ci**

	Nombre d'actions (1)	% du capital
Situation avant la réalisation de la Fusion	422.727	1,00 %
Situation à la Date de Réalisation (après Fusion et Réduction de Capital)	422.727	1,00 %

- (1) Nombre d'actions hors auto-détention, y compris contrat de liquidité, au 31 octobre 2016 après prise en compte des Opérations de Désendettement (i.e. 42.272.758 actions).

## **3.9 Informations complémentaires et événements récents**

### **3.9.1 Chiffre d'affaires consolidé du troisième trimestre 2016**

Le communiqué relatif au chiffre d'affaires consolidé du troisième trimestre 2016 diffusé par Ipsos le 26 octobre 2016 est reproduit en Annexe 6.8.

### **3.9.2 Gouvernance**

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Ipsos a décidé lors de sa séance du 28 avril 2016 le renouvellement des mandats d'administrateurs de M. Didier Truchot et de Mme Mary Dupont-Madinier arrivant à échéance lors de ladite assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ces deux mandats ont été renouvelés pour une nouvelle durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à tenir en 2020.

En outre, l'assemblée générale ordinaire du 28 avril 2016 a également approuvé le renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers Audit, l'un des deux commissaires aux comptes titulaires et la nomination de M. Jean-Christophe Georghiou, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de M. Etienne Boris.

### **3.9.3 Rachats d'actions propres**

Il est rappelé ici qu'Ipsos s'est engagé vis-à-vis de ses actionnaires à limiter l'effet dilutif de ses programmes d'attribution d'actions gratuites et de stock-options à ses managers, en utilisant son programme de rachat d'actions afin soit de livrer les actions des plans d'achat d'actions existantes venant à échéance soit d'annuler des actions pour les plans impliquant l'émission d'actions nouvelles.

Le 28 juillet 2016, Ipsos SA a racheté hors marché à LT Participations un bloc de 461 500 actions (sur la base du cours de clôture du 27 juillet). Et le 5 octobre 2016, Ipsos SA a racheté de gré à gré à Ipsos Partners SAS, société constituée par les dirigeants clés du Groupe Ipsos, un bloc de 163 690 actions (sur la base du cours de clôture du 4 octobre).

Ces rachats de titres ont été effectués dans le cadre du programme de rachat d'actions en cours, et affectés à l'objectif de couverture des plans d'actionnariat salarié d'Ipsos.

Le 26 octobre, le Conseil d'administration d'Ipsos, après avoir constaté une augmentation du capital consécutive à l'exercice d'options de souscription d'actions du 1er juillet au 30 septembre 2016 d'un montant de 26 999,50 euros par voie d'émission de 107 998 actions d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune, a procédé à une réduction de capital du même montant par voie d'annulation de 107 998 titres en faisant usage de l'autorisation donnée par l'AG du 28 avril 2016 et conformément aux objectifs autorisés par son programme de rachat d'actions.

Il est en outre rappelé qu'Ipsos a racheté, dans le cadre des Opérations de Désendettement, 2.523.760 actions Ipsos auprès de LT Participations dans le cadre de son programme de rachat d'actions selon les modalités visées au paragraphe 2.12.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement»*) » du présent Document. Une partie des actions ainsi acquises (900.000 actions) ont ensuite été annulées.

#### **3.9.4 Emission d'un nouvel emprunt Schuldschein**

Le 20 Octobre 2016 Ipsos a initié avec trois banques partenaires le lancement d'une opération d'émission d'un nouvel emprunt sur le marché allemand dénommé Schuldschein. Le but de cette opération est de refinancer une partie de son endettement (dont un Schuldschein déjà existant arrangé en 2013) à des échéances plus longues et avec des conditions de marge améliorées. L'offre porte sur un montant de 125 M€ pouvant être augmenté et plusieurs maturités, à taux fixes et taux variables, en euro et en dollar. La présentation de l'opération à Paris a eu lieu le 27 octobre, suivie d'une présentation à Francfort et d'une conférence téléphonique le 3 novembre 2016. L'opération devrait être clôturée le 30 novembre et les fonds reçus le 7 décembre.

#### **3.9.5 Création d'Ipsos Partners**

Fin septembre 2016, 144 cadres dirigeants et cadres supérieurs d'Ipsos dans le monde entier ont participé à la création d'Ipsos Partners SAS. Cette création marque l'aboutissement d'un processus engagé début 2015 destiné à poursuivre le projet des co-Présidents du groupe, Didier Truchot, fondateur, et Jean-Marc Lech, son associé disparu brutalement en décembre 2014, d'assurer l'indépendance du groupe et de favoriser une transmission professionnelle de leurs parts plutôt qu'une transmission patrimoniale qui aurait pu aboutir à une cession du groupe à un concurrent.

Dans cet esprit, Didier Truchot a décidé dès février 2015 d'associer les professionnels du groupe à son actionnariat de référence de façon plus importante en les associant indirectement au capital de LT Participations et en les faisant participer au rachat des actions des héritiers de Jean-Marc Lech au sein de LT Participations, rachat intervenu effectivement en juin 2015. Cette volonté était exprimée dans l'avis AMF du 4 mars 2015 relatif à la dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique visant les actions de la société Ipsos. La mise en place des structures permettant la réalisation de ce projet a nécessité plusieurs mois d'études et de consultations juridiques, de communication et d'échanges avec les managers, et n'a pu aboutir qu'en juillet 2016. Le conseil d'administration d'Ipsos, qui a été associé à la réalisation de ce projet, l'a accueilli favorablement le 26 juillet 2016 et, en vue d'en faciliter l'exécution, a autorisé le 15 septembre 2016, dans les conditions prévues pour les conventions réglementées, la société Ipsos à acheter à Ipsos Partners SAS les actions que celle-ci pourrait être amenée à vendre afin que l'ensemble des managers soient traités de la même façon, quel que soit le type de contribution qu'ils choisiraient au sein d'Ipsos Partners : numéraire ou apport d'actions Ipsos.

Ipsos Partners SAS a ainsi reçu de la part des cadres intéressés des souscriptions fermes en date du 30 septembre 2016, partie en numéraire et partie en nature (par apport de titres Ipsos valorisés sur la base d'un prix de 29,07 euros correspondant au cours de bourse de clôture du 30 septembre), pour un montant total de 9,5 millions d'euros après réduction des souscriptions. Les contributions ont été réalisées environ pour moitié en numéraire et pour moitié en titres Ipsos. L'opération étant sursouscrite, il a été procédé à une réduction des souscriptions initiales, selon un mécanisme fixé à l'avance.

Il est précisé que Monsieur Didier Truchot est actionnaire et Président d'Ipsos Partners. Il détient du 1,98% capital de la société et dispose d'une action de préférence qui lui confère la majorité des droits de vote en assemblée générale.

Les opérations d'apport en titres ont eu lieu juridiquement le 5 octobre et la période de libération de l'augmentation de capital en numéraire, d'un montant de 4.743.679 euros, s'est déroulée du 5 octobre au 26 octobre 2016. Les actions Ipsos apportées à Ipsos Partners, soit 163.690 actions, en date du 5 octobre 2016, ont été cédées à Ipsos le même jour au prix de 28,94 euros, soit le cours de clôture du 4 octobre et un montant total de 4.737.189 euros, afin d'assurer une égalité parfaite entre les managers ayant réalisé des apports en nature et les managers ayant souscrit en numéraire.

Les sommes investies par les managers chez Ipsos Partners ont permis à cette dernière de souscrire à une augmentation de capital de DT & Partners de 9,350 millions d'euros le 28 octobre 2016 dont la valorisation a été arrêtée en retenant une valeur de l'action LT Participations identique à celle utilisée pour l'acquisition des titres LT Participations auprès des héritiers de M. Jean-Marc Lech en 2015, conformément aux accords avec les managers.

A l'issue de cette augmentation de capital, Ipsos Partners détient 19 % du capital et des droits de vote de DT & Partners.

#### **4. INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA**

##### **4.1 Informations financières pro forma**

Non applicable.

L'insertion de données pro forma est sans objet compte tenu de l'absence d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

##### **4.2 Rapport des commissaires aux comptes sur des informations financières pro forma**

Non applicable.

#### **5. PRESENTATION DE LA SOCIETE ABSORBEE**

##### **5.1 Renseignements généraux de LT Participations**

###### **5.1.1 Dénomination et siège social**

La dénomination de la société absorbée est LT Participations.

Son siège social est situé au 35, rue du Val de Marne - 75013 Paris.

###### **5.1.2 Date de constitution et durée**

LT Participations a été constituée en juin 1988 pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Paris, expirant le 7 juin 2087, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

###### **5.1.3 Forme juridique et législation**

LT Participations est une société anonyme de droit français ; elle est régie par les dispositions du Code de commerce et ses statuts.



#### **5.1.4 *Objet social***

LT Participations a notamment pour objet, la détention d'une participation sous forme de valeurs mobilières existantes ou à émettre par la société Ipsos ou de toute autre société dans lesquelles LT Participations détient une participation au 1<sup>er</sup> novembre 1997, ainsi que la détention de toutes obligations quel que soit leur forme ou créances sur les sociétés susvisées, sous forme notamment de comptes courants ou de prêts.

#### **5.1.5 *Registre du commerce et des sociétés – Code NAF***

LT Participations est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 345 101 943.

Son code NAF est 6430Z.

#### **5.1.6 *Exercice social***

L'exercice social de LT Participations commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **5.1.7 *Direction***

##### **5.1.7.1 Noms et prénoms des principaux dirigeants et fonctions dans l'entreprise**

Le Président – Directeur général de LT Participations est M. Didier Truchot. Mme Laurence Stoclet exerce des fonctions de Directeur général délégué.

Le Conseil d'administration de LT Participations est par ailleurs composé de M. Pascal Cromback, Mme Sophie Lalanne-Labeyrie, M. Carlos Harding, M. Xavier Coirbay, la société FFP Invest, représentée par M. Sébastien Coquard et la société DT & Partners, représentée par Mme Laurence Stoclet.

##### **5.1.7.2 Rémunérations et avantages en nature attribués pour le dernier exercice clos aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance par l'ensemble des sociétés du groupe**

Les mandataires sociaux et membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions.

#### **5.1.8 *Commissaires aux comptes***

Voir paragraphe 1.2.2 « *Responsables du contrôle des comptes – Pour LT Participations* » ci-dessus.

#### **5.1.9 *Conventions particulières***

Néant.

#### **5.1.10 *Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à LT Participations***

L'ensemble des documents et renseignements relatifs à LT Participations peuvent être consultés au siège social, qui se situe au 35, rue du Val de Marne -75013 Paris.

## 5.2 Renseignements de caractère général concernant le capital de LT Participations

### 5.2.1 Montant du capital souscrit, nombre et catégorie d'instruments financiers qui le constituent avec mention de leurs principales caractéristiques

A la date des présentes, le capital social de LT Participations s'élève à 118.150 euros. Il est divisé en 47.275 actions ordinaires et 11.800 actions de préférence, d'une valeur nominale de deux euros chacune, entièrement libérées.

Les 11.800 actions de préférence, émises le 22 septembre 2011, ouvraient droit à leur titulaire à un dividende prioritaire par rapport aux titulaires d'actions ordinaires. Il était prévu aux termes des statuts de LT Participations que les actions de préférence soient converties en actions ordinaire en cas de projet de fusion entre LT Participations et Ipsos.

C'est dans ce cadre que, le 14 novembre 2016, les 11.800 actions de préférence qui avait été émises par LT Participations ont été converties en 9.222 actions ordinaires, selon une parité de conversion déterminée en application d'une formule de calcul figurant à l'article 12.2 des statuts de LT Participations, et égale à 0,781535122 action de préférence pour une action ordinaire nouvelle, selon la répartition suivante :

Actionnaire	Nbre d'actions de préférence	Nbre d'actions ordinaires
DT & Partners	1.348	1.054
Sofina	9.502	7.426
FFP Invest	950	742
<b>Total</b>	<b>11.800</b>	<b>9.222</b>

La décision de conversion, aboutissant à une réduction de capital de 5.156 euros non motivée par des pertes, a été déposée au greffe du Tribunal de commerce de Paris le 15 novembre 2016. La conversion des actions de préférence deviendra effective à l'issue du délai d'opposition des créanciers de 20 jours visé à l'article L. 228-14 du Code de commerce, soit le 6 décembre 2016.

Par conséquent, à la Date de Réalisation, le capital social de LT Participations sera composé de 56.497 actions ordinaires d'une valeur nominale de deux euros chacune, et sera d'un montant global de 112.994 euros.

### 5.2.2 Evolution du capital de LT Participations sur les cinq dernières années

L'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 2011 a décidé d'augmenter le montant du capital social de LT Participations d'un montant total, prime d'émission incluse, de 35.000.570 euros, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 23.600 euros et une prime d'émission d'un montant de 34.976.970 euros, par émission de 11.800 actions de préférence. Cette opération a été réalisée essentiellement grâce à la contribution des partenaires financiers de LT Participations, Sofina et FFP, afin que LT Participations puisse participer à l'augmentation de capital d'Ipsos du 30 septembre 2011, lui permettant de financer l'acquisition de Synovate.

A l'exception des opérations de conversion des actions de préférence visées au paragraphe 5.2.1 « Montant du capital souscrit, nombre et catégorie d'instruments financiers qui le constituent avec mention de leurs principales caractéristiques » du présent Document, aucune autre modification n'est intervenue sur le capital social de LT Participations au cours des cinq dernières années.

### 5.2.3 Caractéristiques des instruments financiers donnant accès au capital

Néant.



## 5.2.4 Répartition du capital et des droits de vote

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de LT Participations à la date d'enregistrement du présent Document, et après conversion des actions de préférence devant devenir effective le 6 décembre 2016.

	Situation actuelle <i>(avant conversion des actions de préférence)</i>		Situation au 6 décembre 2016 <i>(après conversion des actions de préférence)</i>	
	Nbre actions et droits de vote	% de capital et droits de vote	Nbre actions et droits de vote	% de capital et droits de vote
DT & Partners	28.318	47,94 %	28.024	49,60 %
Didier Truchot	1.446	2,45 %	1.446	2,56 %
Sofina	22.315	37,77 %	20.239	35,82 %
FFP Invest	6.091	10,31 %	5.883	10,41 %
Cadres	905	1,53 %	905	1,60 %
<b>Total</b>	<b>59.075</b>	<b>100,00 %</b>	<b>56.497</b>	<b>100,00 %</b>

L'assemblée générale extraordinaire des associés de LT Participations du 30 juin 2015, qui a instauré le droit de double statutaire dans les statuts de LT Participations, a également décidé que, pour les personnes titulaires d'actions de LT Participations au 30 juin 2015, la durée de deux ans d'inscription nominative des actions entièrement libérées sera calculée à compter de la date du 30 juin 2015.

Par voie de conséquence, aucune des actions détenues par les actionnaires de LT Participations ne possède actuellement de droit de vote double et des droits de vote double seront potentiellement attribués au 30 juin 2017.

Les statuts d'Ipsos (article 10) prévoient également un droit de vote double octroyé aux mêmes conditions.

En application de l'article L. 225-124, al. 2 du Code de commerce, la Fusion n'aura pas pour effet de faire perdre le droit acquis et n'interrompt pas l'ancienneté accumulée par les actionnaires de LT Participations permettant de bénéficier du droit de vote double. La Fusion est sans effet sur le droit de vote double qui pourra être exercé, postérieurement à la Date de Réalisation, au sein d'Ipsos. Le droit de vote double des actionnaires de LT Participations sera simplement reporté sur les actions Ipsos que les actionnaires de LT Participations auront obtenu en conséquence de la réalisation de l'opération.

A l'identique, l'ancienneté acquise dans LT Participations par ses actionnaires sera prise en compte pour le calcul de l'ancienneté retenue dans Ipsos pour bénéficier du droit de vote double au sein de cette dernière. Les actions Ipsos reçues dans le cadre de la Fusion par les actionnaires de LT Participations, si elles sont conservées au nominatif, n'obtiendront donc un droit de vote double qu'à compter du 30 juin 2017.

## 5.3 Renseignements relatifs à l'activité de LT Participations

### 5.3.1 Principales activités de LT Participations

LT Participations est une holding dont la seule activité est la gestion de sa participation dans Ipsos qui est son seul actif immobilisé.

### 5.3.2 Montant du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices par branches d'activités et marchés géographiques

LT Participations n'a réalisé aucun chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices.



### **5.3.3 *Evolution des effectifs de LT Participations et de son groupe au cours des trois derniers exercices***

LT Participations n'emploie aucun salarié. Les informations concernant les effectifs d'Ipsos et du Groupe et leur évolution figurent dans le Document de Référence 2015 d'Ipsos qui est incorporé par référence au présent Document.

### **5.3.4 *Données caractéristiques sur l'activité des filiales ou sous-filiales significatives***

Les informations concernant l'activité des filiales et sous-filiales de LT Participations figurent dans le Document de Référence 2015 d'Ipsos qui est incorporé par référence au présent document.

### **5.3.5 *Litige ou faits exceptionnels***

Néant (à l'exception des Opérations de Désendettement visées au paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement) »* »).

## **5.4 Renseignements financiers de LT Participations**

### **5.4.1 *Comptes annuels et rapports sur les comptes annuels et spéciaux des commissaires aux comptes de LT Participations des trois derniers exercices***

Les comptes annuels (sociaux et consolidés) de LT Participations au titre des exercices clos les 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 figurent en Annexe 6.6 au présent Document et les rapports sur lesdits comptes annuels et sur les conventions réglementées des commissaires aux comptes y afférents en Annexe 6.7 au présent Document.

### **5.4.2 *Extraits significatifs des annexes nécessaires à l'appréciation correcte des données extraites du compte de résultat et du bilan***

Voir Annexe 6.6 du présent Document.

### **5.4.3 *Tableau des filiales et participations***

Voir Annexe 6.6 du présent Document.

### **5.4.4 *Comptes intermédiaires du semestre écoulé***

Non applicable.

## **5.5 Renseignements concernant l'évolution récente de LT Participations**

Cf. paragraphe 2.1.2.1 « *Opération préalable à la Fusion (les « Opérations de Désendettement) »* ».

**6. ANNEXES**

**6.1 Rapport des commissaires à la fusion sur la valeur des apports**

Jacques POTDEVIN  
JPA International  
7 rue Galilée  
75116 PARIS

Olivier PERONNET  
FINEXSI Expert & Conseil Financier  
14 rue de Bassano  
75116 PARIS

## **IPSOS**

Société anonyme au capital de 11.109.058,75 €  
35, rue du Val de Marne  
75013 Paris  
RCS de Paris n° 304 555 634

## **LT Participations**

Société anonyme au capital au capital de 118.150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris  
RCS de Paris n° 345 101 943

*Ordonnance de Monsieur le Président  
du Tribunal de Commerce de Paris  
du 16 novembre 2016*



**Rapport des Commissaires à la fusion sur la valeur des  
apports devant être effectués par la société  
LT PARTICIPATIONS au profit de la société IPSOS dans le  
cadre de la fusion absorption**

A l'attention des actionnaires de la société IPSOS SA et des actionnaires de la société  
LT PARTICIPATIONS SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 16 novembre 2016, concernant la fusion absorption de la société LT PARTICIPATIONS par la société IPSOS SA, nous avons établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par l'article L236-10 du Code de Commerce, étant précisé que notre appréciation de la rémunération des apports a fait l'objet d'un rapport distinct.

Les conditions du présent apport ont été arrêtées dans le traité de fusion signé en date du 22 novembre 2016 par les représentants des sociétés concernées.

Il est précisé que dans la mesure où notre désignation avait été pressentie en amont, nous avons débuté nos travaux au cours du mois d'octobre 2016. Nous avons, à ce titre, disposé du temps nécessaire pour accomplir nos travaux.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, nous avons effectué les diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société IPSOS SA augmentée du montant de la prime de fusion.

A aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

Notre mission prend fin avec le dépôt du présent rapport, il ne nous appartient pas de le mettre à jour pour tenir compte des faits et des circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de prendre connaissance de nos constatations et conclusion présentées ci-après, selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences et appréciation de la valeur des apports
3. Synthèse
4. Conclusion

## **1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION**

Il résulte du projet de traité de fusion signé entre les parties le 23 novembre 2016 les informations suivantes :

### **1.1 Contexte de l'opération**

Le présent rapport porte sur la valeur de l'actif net apporté de la société LT PARTICIPATIONS au profit de la société IPSOS SA.

### **1.2 Sociétés concernées par l'opération**

#### **1.2.1 LT PARTICIPATIONS, Société absorbée**

LT PARTICIPATIONS est une société anonyme à conseil d'administration au capital de 118.150€ divisé en 47.275 actions ordinaires et 11.800 actions de préférence de 2€ de valeur nominale chacune. Son siège social est situé 35 rue du Val de Marne, 75013 Paris.

LT PARTICIPATIONS a pour objet :

La détention et la prise de participations dans le capital de la société IPSOS ou de toute autre société dans lesquelles LT PARTICIPATIONS détient une participation au 1<sup>er</sup> novembre 1997, ainsi que la détention de toutes obligations quel que soit leur forme ou créances sur les sociétés susvisées, sous forme notamment de comptes courants ou de prêts.

Conformément à l'article 12 des statuts de LT PARTICIPATIONS, le Conseil d'administration du 14 novembre 2016 a décidé la conversion des 11.800 Actions de Préférence en 9.222 actions ordinaires de deux (2) euros de valeur nominale. La décision de conversion, aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes, a été déposée au greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 15 novembre 2016. La conversion des Actions de Préférence deviendra effective à l'issue du délai d'opposition des créanciers de 20 jours visé à l'article L. 228-14 du Code de Commerce, soit le 6 décembre 2016.

A l'issue de cette date, le capital social de LT PARTICIPATIONS s'élèvera 112.994 euros et sera divisé en 56.497 actions ordinaires de deux (2) euros de valeur nominale.

La société LT PARTICIPATIONS n'a pas émis de valeur mobilière, ni consenti d'options, donnant accès au capital ou à ses droits de vote, et n'a procédé à aucune opération susceptible de donner lieu, à terme, à la création de titres de capital nouveaux, autres que les actions composant son capital social. De même LT PARTICIPATIONS n'a émis aucun titre participatif, obligation, part bénéficiaire ou autre titre de créance.

LT Participations n'emploie aucun salarié.



### 1.2.2 IPSOS SA, société absorbante

IPSOS est une société anonyme à Conseil d'administration au capital de 11.109.058,75€, divisé en 44.436.235 actions de 0,25€ de valeur nominale chacune. Ses actions sont admises aux négociations sur le compartiment du marché réglementé Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0000073298.

Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne, 75013 Paris et elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 304 555 634.

IPSOS a principalement pour objet, la réalisation d'études de marchés effectuées au moyen d'enquêtes, de sondages, de recherches statistiques ou par tous autres procédés tendant à faciliter et à organiser l'implantation commerciale, la promotion, la diffusion de produits et de services de toute nature, ainsi que la réalisation d'études, enquêtes, sondages, analyses et de conseils dans le domaine politique, économique et social.

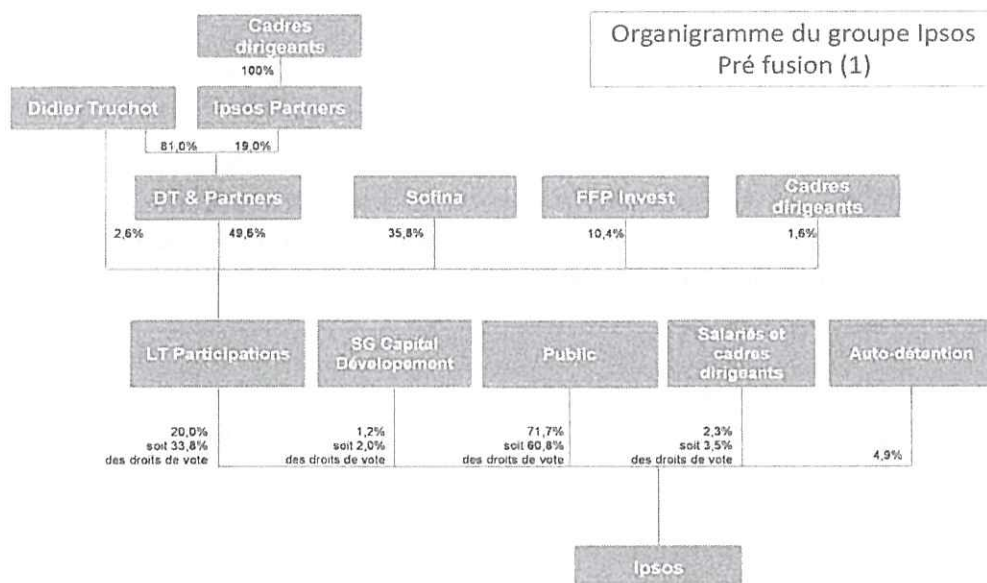
IPSOS a émis les valeurs mobilières suivantes :

- 1.333.803 options de souscription d'actions consenties au profit de mandataires sociaux éligibles et de salariés d'Ipsos et de sociétés qui lui sont liées ;
- 951.255 actions gratuites en cours d'attribution.

### 1.2.3 Liens en capital entre les sociétés

A la date de signature du projet de fusion, et sur la base d'une répartition du capital au 31 octobre 2016 et après prise en compte de la réalisation des opérations de désendettement et de réduction de capital mentionnées ci-après le capital d'IPSOS est détenu à hauteur de 19,98% par LT PARTICIPATIONS, qui détient également 33,77% des droits de vote d'IPSOS. Le solde du capital est détenu par le public (71,69%), SG Capital Développement (1,16%), les salariés dont FCPE (2,31%) et par la société elle-même (4,87%).

L'organigramme simplifié ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote d'IPSOS et de LT PARTICIPATIONS :



(1) après cession du bloc d'actions Ipsos par LT Participations à Ipsos et annulation de 900.000 titres

Le traité de fusion comprend des dispositions visant à maintenir l'antériorité de détention des titres de LT PARTICIPATIONS afin d'ouvrir le droit à un vote double pour les titres IPSOS reçus en échange. Cette antériorité sera déterminée à compter du 30 juin 2015 pour les détenteurs des titres LT PARTICIPATIONS échangés, ouvrant la possibilité de vote double à compter du 30 juin 2017 en cas de conservation des titres durant plus de deux ans.

### 1.2.4 Dirigeants et administrateurs communs

Les sociétés ont les dirigeants et administrateurs communs suivant :

	LT Participations	Ipsos
<b>Didier Truchot</b>	Président - Directeur général Administrateur	Président - Directeur général Administrateur
<b>Pascal Cromback</b>	Administrateur	Représentant permanent de l'administrateur LT Participations
<b>Xavier Coirbay</b>	Administrateur	Administrateur
<b>FFP Invest représenté par Sébastien Coquard</b>	Administrateur	Administrateur
<b>Laurence Stoclet</b>	Représentant permanent de l'administrateur DT & Partners Directeur général délégué	Administrateur Directeur général délégué
<b>Carlos Harding</b>	Administrateur	Directeur général délégué

### 1.3 Motifs et but de l'opération

La fusion absorption de LT PARTICIPATIONS par IPSOS s'inscrit dans le cadre de la simplification de la structure actionnariale existante du Groupe IPSOS et pose les bases d'une nouvelle étape historique dans la construction du groupe.

Du fait de la réalisation de la Fusion, DT & PARTNERS, la holding de Monsieur Didier TRUCHOT, qui contrôle en direct et via sa holding LT PARTICIPATIONS, actuellement actionnaire de contrôle d'IPSOS, deviendra le nouvel actionnaire principal de référence d'IPSOS, en détenant environ 9,91% du capital et 10,08% des droits de vote d'IPSOS et sera exclusivement détenue par un certain nombre de managers du Groupe.

La Fusion contribue par conséquent à la pérennisation de l'actionnariat d'IPSOS autour de certains managers clés pour la poursuite du développement du Groupe, étant rappelé que LT PARTICIPATIONS était la holding de contrôle d'IPSOS créée en janvier 1992 par Monsieur Didier TRUCHOT, fondateur, et son associé disparu fin 2014, Jean-Marc LECH, par apport des titres qu'ils détenaient auparavant en direct sur IPSOS.



Le 30 septembre 2016, 144 managers du Groupe dans le monde ont souscrit au capital d'IPSOS PARTNERS, une société de managers qui elle-même a souscrit au capital de DT & PARTNERS le 28 octobre 2016, dont Monsieur Didier TRUCHOT conserve le contrôle (81%).

Par ailleurs, la Fusion permettra d'offrir aux actionnaires de LT PARTICIPATIONS un accès direct au capital d'IPSOS, et d'avoir ainsi une liquidité possible de leurs participations, sachant que Monsieur Didier TRUCHOT disposera d'un droit de première offre sur les participations des deux actionnaires financiers de LT PARTICIPATIONS, SOFINA et FFP INVEST.

La Fusion devrait par ailleurs améliorer la liquidité du titre. Aucun actionnaire ne détiendra seul ou de concert plus de 10,5% du capital et 11,0% des droits de vote d'IPSOS dans la nouvelle structure actionnariale.

La réalisation de la Fusion permettra par conséquent de simplifier et clarifier la structure actionnariale d'IPSOS offrant ainsi une meilleure lisibilité boursière en supprimant un échelon non-indispensable, favorable à l'ensemble des actionnaires d'IPSOS.

## **1.4 Modalités générales de l'opération**

Les modalités de réalisation de l'opération, qui sont mentionnées de façon détaillée dans le traité de fusion, signé en date du 22 novembre 2016, peuvent se résumer comme suit :

### **1.4.1 Opérations préalables de désendettement**

Au 31 août 2016, l'endettement de LT PARTICIPATIONS était exclusivement composé d'un emprunt bancaire, dont l'encours en principal et intérêts s'élevait à 65,7 millions d'euros après une cession de 461.500 actions IPSOS à IPSOS en date de 27 juillet 2016.

Avant de réaliser les opérations de Fusion, LT PARTICIPATIONS a procédé au remboursement anticipé de l'intégralité de son endettement grâce au produit de cession d'une partie des titres Ipsos qu'elle détenait, soit 2.523.760 actions IPSOS (représentant 5,6% du capital d'IPSOS) en date du 14 novembre 2016.

Suite à ce remboursement, lesdites banques ont donné à LT PARTICIPATIONS mainlevée de l'ensemble des sûretés consenties par LT PARTICIPATIONS en garantie de son emprunt bancaire.

Les titres IPSOS cédés par LT PARTICIPATIONS ont été acquis par IPSOS dans le cadre de son programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale d'IPSOS du 28 avril 2016 dans sa quinzième résolution. Ces actions ont été rachetées le 14 novembre 2016 à un prix unitaire de 25,95 euros soit un prix global de 65.491.572 euros (le « **Rachat d'Actions** »), matérialisant une décote de l'ordre de 5% par rapport au cours de clôture du 14 novembre 2016.

Le Conseil d'administration a décidé d'annuler 900.000 actions issues des actions rachetées, conformément à l'autorisation consentie par l'Assemblée générale d'IPSOS du 28 avril 2016 dans sa seizième résolution.

Le Conseil d'administration d'IPSOS a mandaté le cabinet RICOL & LASTEYRIE CORPORATE FINANCE, représenté par Madame Sonia BONNET-BERNARD en tant qu'expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 261-3 du Règlement général de l'AMF.

A l'issue de ses travaux, l'Expert Indépendant a remis au Conseil d'administration d'IPSOS une attestation d'équité concluant qu'une décote de l'ordre de 5% sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, lui paraîtrait équitable pour IPSOS et ses actionnaires.

Après avoir pris connaissance de cette Attestation d'Equité, le Conseil d'administration d'IPSOS a autorisé le 14 novembre 2016, au titre du régime des conventions réglementées, le rachat par IPSOS de 2.523.760 actions IPSOS détenues par LT PARTICIPATIONS aux conditions indiquées ci-dessus. Conformément aux dispositions légales applicables, les administrateurs « intéressés » à la présente convention n'ont pas pris part au vote de la délibération, à savoir : Didier TRUCHOT, LT PARTICIPATIONS, Laurence STOCLET, Carlos HARDING, Xavier COIRBAY et FFP INVEST.

#### ***Régime juridique***

L'opération est placée sous le régime juridique des fusions dans les conditions prévues aux articles L236-1 et suivants et R 236-1 et suivants du Code de Commerce.

#### ***Régime fiscal***

La société absorbée et la société absorbante sont toutes les deux soumises au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

Au plan fiscal, elle relèvera du régime de faveur prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts et du droit d'enregistrement prévu aux articles 816 et 301 A à 301 F du même Code.

### ***Date d'effet et date de réalisation de l'opération***

La société bénéficiaire sera propriétaire et aura la jouissance des biens et droits apportés par la société apporteuse à compter de la date de réalisation définitive de l'apport et de la fusion absorption, c'est-à-dire lorsque l'ensemble des conditions suspensives décrites ci-après seront réalisées.

Selon le traité de fusion, l'opération prendra effet rétroactivement tant sur le plan comptable que sur le plan fiscal au premier jour de l'exercice social de LT PARTICIPATIONS en cours à la date de réalisation définitive de la fusion, soit le 1 janvier 2016. En conséquence, toutes les opérations effectuées par LT PARTICIPATIONS entre cette date et la date de réalisation définitive de la fusion, seront réputées avoir été accomplies par IPSOS. IPSOS aura la propriété des biens transférés par LT PARTICIPATIONS et en aura la jouissance à compter de la date de réalisation définitive de la fusion.

La date de réalisation définitive de la fusion est fixée, de convention expresse entre les parties, à la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives énumérées ci-dessous, sans toutefois excéder la date du 31 décembre 2016.

### ***Conditions suspensives***

La Fusion, la dissolution de la Société Absorbée, et l'augmentation de capital d'IPSOS qui en résulte seront soumises à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- enregistrement par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») du Document E établi conformément aux dispositions de l'article 212-34 du Règlement général de l'AMF ;
- obtention d'une décision positive à la demande de dérogation à offre publique de retrait sur le fondement de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF ;
- approbation de la Fusion et de la dissolution sans liquidation de LT PARTICIPATIONS par l'assemblée générale extraordinaire de LT PARTICIPATIONS ; et
- approbation de la Fusion et de l'augmentation de capital en résultant par l'Assemblée générale extraordinaire d'IPSOS.

Si l'ensemble des conditions n'était pas réalisé le 31 décembre 2016 au plus tard, le projet de fusion serait considéré de plein droit comme caduc, sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ou d'autre, étant précisé que les entités sont expressément convenues qu'elles pourront à tout moment renoncer, d'un commun accord entre elles, à la réalisation de la deuxième condition suspensive visée.



## 1.5 Description et évaluation de l'apport

### 1.5.1 Description des apports

Les apports sont constitués par l'intégralité des éléments - tant actifs, passifs que hors bilan - constituant le patrimoine de LT PARTICIPATIONS.

Ils sont évalués pour leurs valeurs nettes comptables au 1<sup>er</sup> janvier 2016 conformément au règlement CRC 2004-01. Il est prévu que la fusion rétroagira au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L'actif net apporté, selon le traité de fusion signé en date du 22 novembre 2016 s'élève à 53.443.904€ avant impact des opérations intercalaires et retraitement des dividendes distribués.

L'apport apporté par LT PARTICIPATIONS est composé des catégories d'actifs suivants, cette désignation ne pouvant être considérée comme limitative :

Les principaux éléments apportés sont les 11.681.976 titres de la société IPSOS avant désendettement, ainsi que les disponibilités.

En €	Valeur brute	Amort. / Dép.	Montant Net
(1) Actif immobilisé, dont			
Participations	139.269.548		139.269.548
(2) Actif circulant, dont			
Disponibilités	601.939		601.939
(3) Charges à répartir sur plusieurs exercices	72.727		72.727
<b>TOTAL DE L'ACTIF (1) + (2) + (3)</b>	<b>139.944.214</b>		<b>139.944.214</b>

**La valeur comptable issue des comptes au 31/12/2015 des actifs composant le patrimoine de la Société Absorbée et transmis à la Société Absorbante s'élève donc à 139.944.214€.**

L'apport apporté par LT PARTICIPATIONS est composé des catégories de passifs suivants, cette désignation ne pouvant être considérée comme limitative :

En €	Montant Net
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédits	83.171.233
Emprunts et dettes financières divers	24.557
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72.631
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>83.268.420</b>

**La valeur comptable des dettes composant le patrimoine de la Société Absorbée et transmis à la Société Absorbante s'élève donc à 83.268.420€.**

Le 28 juin 2016, LT PARTICIPATIONS a procédé à une distribution de dividendes d'un montant de 3.231.890 euros, ramenant ses capitaux propres de 56.675.794 euros à 53.443.904 euros.

**En conséquence l'apport net apporté avant impact des opérations intercalaires est le suivant :**

En €	Montant Net
Actif apporté	139.944.214
Passif pris en charge	83.268.420
Actif net avant Distribution	56.675.794
Montant de la Distribution avant réalisation de la Fusion	3.231.890
<b>ACTIF NET</b>	<b>53.443.904</b>

Sur la période intercalaire, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, LT PARTICIPATIONS a procédé à la cession de plusieurs blocs d'actions IPSOS puis à un remboursement de sa dette bancaire le 31 juillet 2016 pour un montant de 16 millions d'euros, puis le 14 novembre pour le solde de sa dette bancaire soit 66 millions d'euros.

### **1.5.2 Rémunération de l'apport**

Aux termes du traité de fusion signé en date du 22 novembre 2016, la rémunération proposée pour l'opération objet du présent rapport a été calculée sur la base des valeurs réelles respectives de la société absorbée et de la société bénéficiaire, issues d'une approche multicritères laquelle a conduit à un rapport d'échange établi par les parties à 157,118360266917 actions IPSOS contre une 1 action LT PARTICIPATIONS.

En rémunération de l'apport, il sera attribué aux actionnaires de la Société LT PARTICIPATIONS 8.876.716 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 0,25€ chacune, entièrement libérées, créées par l'augmentation du capital de la société IPSOS SA d'un montant de 2.219.179€.

#### ***Prime de fusion***

La différence entre la valeur de l'apport, soit 53.443.904€, et la valeur nominale des actions créées à titre d'augmentation de capital par la société bénéficiaire en rémunération de l'apport, soit 2.219.179€, constitue le montant de la prime de fusion, soit 51.224.725€.

Par suite de l'absorption de LT PARTICIPATIONS, IPSOS se trouvera recevoir 8.876.716 nouvelles actions qu'elle ne souhaite pas conserver. En conséquence, IPSOS procédera à l'annulation de ses propres actions reçues de LT Participations d'une valeur nominale de 0,25€, ce qui entraînera une réduction de capital de 2.219.179€, avec imputation sur la prime d'apport et les primes d'émission figurant au bilan, de la différence entre les valeurs des titres annulés et la réduction de capital correspondante.

#### ***Propriété et jouissance des actions nouvelles***

Les actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 lorsque l'ensemble des conditions suspensives décrites ci-dessus seront réalisées.

Elles seront entièrement assimilées aux actions déjà existantes et seront soumises à toutes les dispositions statutaires de la société bénéficiaire.



## 2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

### 2.1 Diligences mises en œuvre par les Commissaires à la fusion

Notre mission s'inscrit parmi les autres interventions définies par la loi et prévues par le cadre conceptuel de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Elle a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société IPSOS SA et les actionnaires de la société LT PARTICIPATIONS sur l'absence de surévaluation des apports de la société absorbée lors de la fusion.

En conséquence, elle ne relève ni d'une mission d'audit, ni d'une mission d'examen limité. Elle n'implique pas non plus validation du régime fiscal applicable à l'opération. Elle ne saurait être assimilée à une mission de « *due diligence* » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut donc pas être utilisé dans ce contexte.

Notre opinion est exprimée à la date du présent rapport qui constitue la fin de notre mission. Il ne nous appartient pas d'assurer un suivi des événements postérieurs survenus éventuellement entre la date du rapport et la date de l'assemblée appelée à se prononcer sur l'opération d'apport d'actif net liée à la fusion absorption.

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission pour :

- Contrôler la réalité et la propriété des actifs apportés et apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- Contrôler l'exhaustivité des passifs transmis à la société absorbante ;

- Vérifier les valeurs individuelles proposées dans le projet de fusion ;
- Vérifier que la valeur réelle des apports pris dans leur ensemble est au moins égale à la valeur nette comptable des apports proposée dans le projet de fusion ;
- Nous assurer, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de faits ou d'évènements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

En particulier :

- Nous avons été pressentis plusieurs semaines préalablement à la nomination par le Tribunal de Commerce, nos travaux ont débuté au mois d'octobre afin de mener à bien cette mission ;
- Nous nous sommes entretenus avec les responsables de l'opération ainsi qu'avec leurs conseils, tant pour appréhender le contexte de l'opération d'apport proposée, que pour en analyser les modalités économiques, comptables, juridiques et fiscales envisagées ;
- Nous avons eu accès au management d'IPSOS et LT PARTICIPATIONS ;
- Nous avons examiné le traité de fusion et ses annexes ;
- Nous avons examiné le projet de Document E déposé auprès de l'AMF ;
- Nous avons pris connaissance des comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2015 et des comptes semestriels consolidés au 30 juin 2016 de la société IPSOS SA ;
- Nous avons pris connaissance des comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2015, de la situation comptable au 31 août 2016 et une projection des comptes au 31 décembre 2016 de la société LT PARTICIPATIONS ;
- Nous avons obtenu le rapport sur l'équité de l'opération de rachat par IPSOS de ses propres actions auprès de la société LT PARTICIPATIONS, préparé par un expert indépendant nommé par le Conseil d'administration de LT PARTICIPATIONS ;
- Nous avons pris connaissance des rapports des commissaires aux comptes afférents aux comptes des sociétés concernées que nous avons examiné, et qui comporte des certifications sans réserve à cette date ;
- Nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part des dirigeants des sociétés concernées par l'opération confirmant notamment l'absence d'évènements ou de faits susceptibles d'affecter de manière significative la valeur des apports ;

- Nous avons analysé l'évolution des cours de bourse de la société IPSOS et examiné les méthodes d'évaluation retenues par les parties, et mis en œuvre des méthodes d'évaluation alternatives et des tests de sensibilité afin de nous assurer de l'absence de surévaluation de la valeur d'apport retenue pour les titres de la société IPSOS ;
- nous avons analysé la valorisation des autres actifs et passifs détenus par LT PARTICIPATIONS ainsi que les engagements éventuels.

## 2.2 Appréciation de la valeur des apports

### 2.2.1 Contexte et choix du mode d'évaluation des apports

L'opération consiste en une fusion absorption de la société LT PARTICIPATIONS par la société IPSOS SA. Après la fusion, les actionnaires de LT PARTICIPATIONS conserveront leur pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'IPSOS dans les mêmes proportions que précédemment, sans impact dilutif.

Conformément au règlement CRC 2004-01 (et ANC 2014-03), les apports doivent, dans ce cas, être évalués à la valeur comptable, cette opération correspondant à une restructuration interne de l'actionnariat de IPSOS.

En conséquence et sur la base de cette analyse, le mode d'évaluation que les parties sont convenues de retenir n'appelle pas d'observation particulière de notre part.

### 2.2.2 Valeurs individuelles des apports

L'actif net apporté par la société LT PARTICIPATIONS résulte :

- des valeurs des différents actifs et passifs inscrits dans les comptes annuels de la société LT PARTICIPATIONS au 31 décembre 2015 qui ont fait l'objet d'une certification sans réserve de la part des commissaires aux comptes, sous diminution du dividende de l'exercice ; notamment
- de la valeur nette comptable des titres IPSOS qui constituent l'actif principal de la LT PARTICIPATIONS.

Les contrôles effectués sur le choix des méthodes de valorisation et leur application pour les différents éléments d'actif apportés ou de passif pris en charge, et sur leur identification au sein de l'ensemble des actifs et passifs de la société LT PARTICIPATIONS, n'appellent pas d'autres commentaires de notre part.



### 2.2.3 Valeur globale des apports

Nous avons apprécié la valeur globale des apports par une approche directe en la comparant aux valeurs relatives observées dans le cadre des analyses et diligences conduites pour apprécier la rémunération des apports. Ces diligences font l'objet d'un rapport distinct.

A l'occasion de notre appréciation de la rémunération des apports, les méthodes d'évaluation suivantes ont été mises en œuvre pour évaluer les valeurs relatives, et notamment pour évaluer l'action LT PARTICIPATIONS :

- l'analyse du cours de bourse de la société IPSOS ;
- l'analyse des consensus des analystes boursiers ;
- l'analyse des comparables boursiers de la société IPSOS ;
- l'analyse des transactions récentes et similaires ;
- l'actif net réévalué calculé par la méthode des *discounted cash flows* basé sur les activités de IPSOS.

Les valeurs ainsi obtenues sont significativement supérieures à la valeur nette comptable retenue pour la valorisation des apports.

Nous nous sommes assurés que la valeur globale des apports telle que retenue dans le projet de traité de fusion, et ressortant à 53.443.904€ après dividende, permettait de libérer le capital social et que la rémunération était cohérente avec la fourchette de valorisation de LT PARTICIPATIONS extériorisée par les méthodes décrites ci-dessus.

La valeur globale des apports n'appelle en conséquence pas d'autres commentaires de notre part.

### 3. SYNTHÈSE

Nos travaux tels que décrits dans le présent rapport conduisent à attirer l'attention sur les points suivants :


- le cours de bourse du titre est très supérieur à la valeur comptable inscrite chez LT PARTICIPATIONS ;
- les hypothèses et prévisions ont un caractère incertain mais elles nous ont semblé cohérentes, nos tests de sensibilité nous ont permis de conforter notre opinion ;
- l'impact des opérations intercalaires telles que les cessions de titres, la distribution de dividendes et le remboursement total de la dette bancaire. Ces différentes opérations ont modifié les composantes individuelles des actifs et passifs, sans toutefois que cela remette en cause la valeur globale des apports.

#### 4. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur nette comptable des apports retenue s'élevant à **53.443.904€** n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports augmenté de la prime de fusion.

Paris, le 24 novembre 2016

Les Commissaires à la Fusion



Jacques POTDEVIN



Olivier PERONNET

Commissaires aux comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris



## **6.2 Rapport des commissaires à la fusion sur la rémunération**

---

Jacques POTDEVIN  
JPA International  
7 rue Galilée  
75116 PARIS

Olivier PERONNET  
FINEXSI Expert & Conseil Financier  
14 rue de Bassano  
75116 PARIS

## **IPSOS**

Société anonyme au capital de 11.109.058,75 €  
35, rue du Val de Marne  
75013 Paris  
RCS de Paris n° 304 555 634

## **LT Participations**

Société anonyme au capital au capital de 118.150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris  
RCS de Paris n° 345 101 943

*Ordonnance de Monsieur le Président  
du Tribunal de Commerce de Paris  
du 16 novembre 2016*

**Rapport des Commissaires à la fusion sur la  
rémunération des apports devant être effectués par la  
société LT PARTICIPATIONS au profit de la société IPSOS  
dans le cadre de la fusion absorption**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Paris en date du 16 novembre 2016 concernant la fusion par voie d'absorption de la société LT PARTICIPATIONS par la société IPSOS, nous avons établi le présent rapport sur la rémunération des apports prévu par l'article L 236-10 du Code de Commerce, étant précisé que notre appréciation sur la valeur des apports fait l'objet d'un rapport distinct.

Il est précisé que dans la mesure où notre désignation avait été pressentie en amont, nous avons débuté nos travaux au cours du mois d'octobre 2016. Nous avons, à ce titre, disposé du temps nécessaire pour accomplir nos travaux.

La rémunération des apports résulte du rapport d'échange qui a été arrêté dans le projet de contrat de fusion signé par les représentants des sociétés concernées en date du 22 novembre 2016. Il nous appartient d'exprimer un avis sur le caractère équitable du rapport d'échange. A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à vérifier que les valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération sont pertinentes et, d'autre part, à analyser le positionnement du rapport d'échange par rapport aux valeurs relatives jugées pertinentes.

Nous aborderons successivement les points suivants :

1. Description de l'opération
2. Vérification de la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération
3. Appréciation du caractère équitable du rapport d'échange proposé
4. Conclusion



## 1. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Le projet de contrat de fusion comprend les principales informations suivantes :

### 1.1 Présentation des sociétés

#### 1.1.1 Société absorbante

IPSOS est une société anonyme à conseil d'administration au capital de 11.109.058,75€, divisé en 44.436.235 actions de 0,25€ de valeur nominale chacune. Ses actions sont admises aux négociations sur le compartiment du marché réglementé Euronext à Paris (« **Euronext Paris** ») sous le code ISIN FR0000073298.

Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne, 75013 Paris et elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 304 555 634.

IPSOS a principalement pour objet, la réalisation d'études de marchés effectuées au moyen d'enquêtes, de sondages, de recherches statistiques ou par tous autres procédés tendant à faciliter et à organiser l'implantation commerciale, la promotion, la diffusion de produits et de services de toute nature, ainsi que la réalisation d'études, enquêtes, sondages, analyses et de conseils dans le domaine politique, économique et social.

IPSOS a émis les valeurs mobilières suivantes :

- 1.333.803 options de souscription d'actions consenties au profit de mandataires sociaux éligibles et de salariés d'IPSOS et de sociétés qui lui sont liées ;
- 951.255 actions gratuites en cours d'attribution.

#### 1.1.2 Société absorbée

LT PARTICIPATIONS est une société anonyme à conseil d'administration au capital de 118.150€ divisé en 47.275 actions ordinaires et 11.800 actions de préférence de 2€ de valeur nominale chacune. Son siège social est situé 35 rue du Val de Marne, 75013 Paris.

Conformément à l'article 12 des statuts de LT PARTICIPATIONS, le Conseil d'administration du 14 novembre 2016 a décidé la conversion des 11.800 Actions de Préférence en 9.222 actions ordinaires de deux (2) euros de valeur nominale. La décision de conversion, aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes, a été déposée au greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 15 novembre 2016. La conversion des Actions de Préférence deviendra effective le 6 décembre 2016, conformément à l'article L. 228-14 du Code de Commerce.

A l'issue de cette date, le capital social de LT PARTICIPATIONS s'élèvera 112.994 euros et sera divisé en 56.497 actions ordinaires de deux (2) euros de valeur nominale.

La société LT PARTICIPATIONS n'a pas émis aucune valeur mobilière, ni consenti d'options, donnant accès au capital ou à ses droits de vote, et n'a procédé à aucune opération susceptible de donner lieu, à terme, à la création de titres de capital nouveaux, autres que les actions composant son capital social. De même LT PARTICIPATIONS n'a émis aucun titre participatif, obligation, part bénéficiaire ou autre titre de créance.

LT PARTICIPATIONS n'emploie aucun salarié.

LT PARTICIPATIONS a pour objet :

La détention et la prise de participations dans le capital de la société Ipsos ou de toute autre société dans lesquelles LT PARTICIPATIONS détient une participation au 1<sup>er</sup> novembre 1997, ainsi que la détention de toutes obligations quel que soit leur forme ou créances sur les sociétés susvisées, sous forme notamment de comptes courants ou de prêts.

### 1.1.3 Lien en capital entre les deux sociétés

A la date de signature du projet de fusion, et sur la base d'une répartition du capital au 31 octobre 2016 et après prise en compte de la réalisation des opérations de désendettement mentionnées ci-après le capital d'IPSOS est détenu à hauteur de 19,98% par LT PARTICIPATIONS, qui détient également 33,77% des droits de vote d'IPSOS.

Le solde du capital est détenu par le public (71,69%), SG Capital Développement (1,16%), les salariés dont FCPE (2,31 %) et par la société elle-même (4,87%).

## 1.2 Motifs et but de l'opération

La fusion absorption de LT PARTICIPATIONS par IPSOS s'inscrit dans le cadre de la simplification de la structure actionnariale existante du Groupe IPSOS et pose les bases d'une nouvelle étape historique dans la construction du groupe.

Du fait de la réalisation de la Fusion, DT & PARTNERS, la holding de Monsieur Didier TRUCHOT, qui contrôle en direct et via sa holding LT PARTICIPATIONS, actuellement actionnaire de contrôle d'IPSOS, deviendra le nouvel actionnaire principal de référence d'IPSOS, en détenant environ 9,91% du capital et 10,08% des droits de vote d'IPSOS et sera exclusivement détenue par un certain nombre de managers du Groupe.

La Fusion contribue par conséquent à la pérennisation de l'actionnariat d'IPSOS autour de certains managers clés pour la poursuite du développement du Groupe, étant rappelé que LT PARTICIPATIONS était la holding de contrôle d'Ipsos créée en janvier 1992 par Monsieur Didier TRUCHOT, fondateur, et son associé disparu fin 2014, Jean-Marc LECH, par apport des titres qu'ils détenaient auparavant en direct sur IPSOS.

Le 30 septembre 2016, 144 managers du Groupe dans le monde ont souscrit au capital d'IPSOS PARTNERS, une société de managers qui elle-même a souscrit au capital de DT & PARTNERS le 28 octobre 2016, dont Monsieur Didier TRUCHOT conserve le contrôle (81%).

Par ailleurs, la Fusion permettra d'offrir aux actionnaires de LT PARTICIPATIONS un accès direct au capital d'IPSOS, et d'avoir ainsi une liquidité possible de leurs participations, sachant que Monsieur Didier TRUCHOT disposera d'un droit de première offre sur les participations des deux actionnaires financiers de LT PARTICIPATIONS, SOFINA et FFP INVEST.

La Fusion devrait par ailleurs améliorer la liquidité du titre. Aucun actionnaire ne détiendra seul ou de concert plus de 10,5% du capital et 11,0% des droits de vote d'IPSOS dans la nouvelle structure actionnariale.

La réalisation de la Fusion permettra par conséquent de simplifier et clarifier la structure actionnariale d'IPSOS offrant ainsi une meilleure lisibilité boursière en supprimant un échelon non-indispensable, favorable à l'ensemble des actionnaires d'IPSOS.

### **1.3 Modalités générales de l'opération**

Les modalités de réalisation de l'opération, qui sont mentionnées de façon détaillée dans le traité de fusion, signé en date du 22 novembre 2016, peuvent se résumer comme suit :

#### **1.3.1 Opérations préalables de désendettement**

Au 31 août 2016, l'endettement de LT PARTICIPATIONS était exclusivement composé d'un emprunt bancaire, dont l'encours en principal et intérêts s'élevait à 65,7 millions d'euros après une cession de 461.500 actions IPSOS à IPSOS en date de 27 juillet 2016.

Avant de réaliser les opérations de Fusion, LT PARTICIPATIONS a procédé au remboursement anticipé de l'intégralité de son endettement grâce au produit de cession d'une partie des titres IPSOS qu'elle détenait, soit 2.523.760 actions IPSOS (représentant 5,6% du capital d'IPSOS) en date du 14 novembre 2016.



Suite à ce remboursement, lesdites banques ont donné à LT PARTICIPATIONS mainlevée de l'ensemble des sûretés consenties par LT PARTICIPATIONS en garantie de son emprunt bancaire.

Les titres IPSOS cédés par LT PARTICIPATIONS ont été acquis par IPSOS dans le cadre de son programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale d'IPSOS du 28 avril 2016 dans sa quinzième résolution. Ces actions ont été rachetées le 14 novembre 2016 à un prix unitaire de 25,95 euros soit un prix global de 65.491.572 euros (le « Rachat d'Actions »), matérialisant une décote de l'ordre de 5% par rapport au cours de clôture du 14 novembre 2016.

Une partie des actions ainsi rachetées par IPSOS a ensuite été annulée (i.e. 900.000 actions), conformément à l'autorisation consentie par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa seizième résolution.

Ce Rachat d'Actions aux fins d'annulation a permis notamment à IPSOS de répondre à son objectif de limiter l'impact dilutif de l'exercice des options de souscription d'actions et l'attribution définitive des actions gratuites en circulation. IPSOS a en effet pris l'engagement vis-à-vis de ses actionnaires de limiter la dilution potentielle entraînée par les mécanismes d'association au capital de ses salariés et dirigeants en procédant à des rachats/annulations d'actions via son programme de rachat. Par ailleurs, cette opération est relative pour les actionnaires d'IPSOS du fait de l'annulation d'une partie des actions ainsi acquises.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration d'IPSOS a souhaité obtenir une attestation d'équité préalablement au Rachat d'Actions. A cet effet, le cabinet RICOL & LASTEYRIE CORPORATE FINANCE, représenté par Madame Sonia BONNET-BERNARD, a été désigné en tant qu'expert indépendant conformément aux dispositions de l'article 261-3 du Règlement général de l'AMF.

A l'issue de ses travaux, l'Expert Indépendant a remis au Conseil d'administration d'IPSOS une attestation d'équité concluant qu'une décote de l'ordre de 5% sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, lui paraîtrait équitable pour Ipsos et ses actionnaires.

Après avoir pris connaissance de cette Attestation d'Equité, le Conseil d'administration d'IPSOS a autorisé le 14 novembre 2016, au titre du régime des conventions réglementées, le rachat par IPSOS de 2.523.760 actions IPSOS détenues par LT PARTICIPATIONS aux conditions indiquées ci-dessus. Conformément aux dispositions légales applicables, les administrateurs « intéressés » à la présente convention n'ont pas pris part au vote de la délibération, à savoir : Didier TRUCHOT, LT PARTICIPATIONS, Laurence STOCLET, Carlos HARDING, Xavier COIRBAY et FFP INVEST.



### 1.3.2 Régime fiscal applicable à l'opération

Le régime fiscal applicable à la présente opération est présenté dans le projet de traité de fusion en son article 12 :

- Les représentants de LT PARTICIPATIONS et d'IPSOS déclarent soumettre la Fusion sous le régime de faveur résultant des dispositions de l'article 210A du Code Général des impôts.
- Conformément aux termes de l'article 816 du Code Général des Impôts, les droits d'enregistrement de l'opération seront d'un droit fixe de 500€.

### 1.3.3 Régime juridique

L'opération est placée sous le régime juridique des fusions dans les conditions prévues aux articles L236-1 et suivants et R 236-1 et suivants du Code de Commerce.

### 1.3.4 Propriété et jouissance des apports

IPSOS aura la propriété des biens et droits apportés par LT PARTICIPATIONS, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion.

La Fusion prévue entre IPSOS et LT PARTICIPATIONS prendra effet rétroactivement à compter du 1er janvier 2016. En conséquence, toutes les opérations actives et passives, dont les biens apportés auront pu faire l'objet entre cette date et la date de réalisation définitive de la fusion, seront réputées avoir été accomplies par LT PARTICIPATIONS pour le compte d'IPSOS.

### 1.3.5 Valeur d'apport

Les apports sont constitués par l'intégralité des éléments - tant actifs, passifs que hors bilan - constituant le patrimoine de LT PARTICIPATIONS.

Ils sont évalués pour leurs valeurs nettes comptables au 1<sup>er</sup> janvier 2016 conformément au règlement CRC 2004-01. La Fusion rétroagira au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L'actif net apporté, selon le traité de fusion signé en date du 22 novembre 2016 s'élève à 53.443.904€ avant impact des opérations intercalaires et après retraitement des dividendes distribués.

### 1.3.6 Rémunération des apports

Pour déterminer le rapport d'échange, les sociétés se sont appuyées sur la base de la valeur réelle de LT PARTICIPATIONS et d'IPSOS.

En rémunération, il sera émis 8.876.716 nouvelles actions d'IPSOS, d'une valeur nominale de 0,25€.

La différence entre l'actif net apporté, soit 53.443.904€, et le montant de l'augmentation de capital, soit 2.219.179€, constituera une prime de fusion d'un montant de 51.224.725€.

Par suite de l'absorption de LT PARTICIPATIONS, IPSOS se trouvera recevoir 8.876.716 nouvelles actions qu'elle ne souhaite pas conserver. En conséquence, IPSOS procédera à l'annulation de ses propres actions reçues de LT PARTICIPATIONS d'une valeur nominale de 0,25€, ce qui entraînera une réduction de capital de 2.219.179€.

A l'issue de la réduction de capital, le montant du capital d'IPSOS sera donc identique au montant du capital avant la réalisation de la Fusion, soit 11.109.058,75€. La différence d'un montant de 102.000.913€ entre, d'une part la valeur nominale des actions de la société absorbante ainsi annulées et d'autre part la valeur desdites actions dans les livres de LT PARTICIPATIONS, soit 104.220.092€, sera imputée en premier lieu sur la prime de fusion qui sera ramenée à 0€ ; le solde du montant restant sera imputé, sur le poste « Primes d'émission, de fusion et d'apport ».

Il est précisé ici que, en application de l'article L.225-124, al. 2 du Code de Commerce, la Fusion n'aura pas pour effet de faire perdre le droit acquis et n'interrompt pas l'ancienneté accumulée par les actionnaires de LT PARTICIPATIONS permettant de bénéficier d'un droit de vote double.

Le droit de vote double des actionnaires de LT PARTICIPATIONS sera simplement reporté sur les actions IPSOS que les actionnaires de LT PARTICIPATIONS auront obtenu en conséquence de la réalisation de l'opération.

Le traité de fusion comprend des dispositions visant à maintenir l'antériorité de détention des titres de LT PARTICIPATIONS afin d'ouvrir le droit à un vote double pour les titres IPSOS reçus en échange. Cette antériorité sera déterminée à compter du 30 juin 2015 pour les détenteurs des titres LT PARTICIPATIONS échangés, ouvrant la possibilité de vote double à compter du 30 juin 2017 en cas de conservation des titres durant plus de deux ans.

### 1.3.7 Conditions suspensives

Les apports faits à titre de fusion ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où les conditions suspensives ci-après auront été réalisées :

- enregistrement par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») du Document E établi conformément aux dispositions de l'article 212-34 du Règlement général de l'AMF ;
- obtention d'une décision positive à la demande de dérogation à offre publique de retrait sur le fondement de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF ;
- approbation de la Fusion et de la dissolution sans liquidation de LT PARTICIPATIONS par l'Assemblée générale extraordinaire de LT PARTICIPATIONS ; et
- approbation de la Fusion et de l'augmentation de capital en résultant par l'Assemblée générale extraordinaire d'IPSOS.

Si l'ensemble des conditions n'était pas réalisé le 31 décembre 2016 au plus tard, le projet de fusion serait considéré de plein droit comme caduc, sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ou d'autre, étant précisé que les Parties sont expressément convenues qu'elles pourront à tout moment renoncer, d'un commun accord entre elles, à la réalisation de la deuxième condition suspensive visée.



## 2. VERIFICATION DE LA PERTINENCE DES VALEURS RELATIVES ATTRIBUEES AUX ACTIONS DES SOCIETES PARTICIPANT A L'OPERATION

### 2.1 Diligences mises en œuvre par les Commissaires à la fusion

Notre mission s'inscrit parmi les autres interventions définies par la loi et prévues par le cadre conceptuel de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Elle a pour objet d'éclairer les actionnaires de la société IPSOS SA et les actionnaires de la société LT PARTICIPATIONS sur les valeurs relatives retenues afin de déterminer le rapport d'échange et d'apprécier le caractère équitable de ce dernier.

Elle ne saurait être assimilée à une mission de « due diligence » menée pour un prêteur ou un acquéreur, et ne comporte pas tous les travaux nécessaires à ce type d'intervention. Notre rapport ne peut pas être utilisé dans ce contexte.

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission.

Nous avons mis en œuvre les principales diligences suivantes :

- Nous avons tenu plusieurs réunions avec les dirigeants des deux sociétés ;
- Nous avons vérifié la propriété et la libre disposition des titres IPSOS détenus par LT PARTICIPATIONS ;
- Nous avons examiné le projet de traité de fusion et ses annexes ;
- Nous avons examiné les méthodes présentées dans le traité de fusion afin de nous assurer de leur caractère adapté à l'opération qui vous est soumise ;
- Nous avons examiné l'attestation d'équité préparée par le cabinet RICOL & LASTEYRIE sur l'appréciation du prix de cession du bloc intervenu préalablement à la fusion ;
- Nous avons examiné les comptes estimés au 31 décembre 2016 ;

- Nous avons validé la mise en œuvre des méthodes retenues pour la détermination des valeurs relatives en appréciant la pertinence de ces méthodes incluant la vérification des hypothèses retenues et des calculs effectués ;
- Nous avons obtenu une lettre d'affirmation des dirigeants des deux sociétés, qui nous ont confirmé les éléments significatifs utilisés dans le cadre de notre mission et plus particulièrement l'absence d'évènements ou de faits susceptibles d'affecter de manière significative la valeur des apports.
- Nous avons accompli enfin des diligences spécifiques au contrôle des apports dont nous rendons compte dans notre rapport sur la valeur des apports ;

## **2.2 Méthode d'évaluation et valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés parties au projet de fusion**

Concernant LT PARTICIPATIONS, le critère de l'ANR (Actif Net Réévalué) a été retenu, l'essentiel de son patrimoine étant composé d'actions IPSOS. Eu égard aux caractéristiques du Groupe IPSOS, plusieurs approches de valorisation ont été examinées.

### **2.2.1 Evaluation par l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie**

Selon cette méthode, la valeur d'une entreprise est égale à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs que son exploitation est susceptible de générer, déduction faite des investissements nécessaires à son activité et de son endettement net à la date de l'évaluation. Les flux sont actualisés à un taux qui reflète l'exigence de rentabilité du marché vis-à-vis de l'entreprise, en tenant compte d'une valeur de sortie à l'horizon des prévisions.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé le plan prévisionnel établi par la Direction financière du Groupe IPSOS. Les prévisions utilisées ont été établies pour l'ensemble du Groupe sur cinq exercices.

Les taux utilisés pour actualiser les flux prévisionnels de trésorerie correspondent au coût moyen pondéré du capital. Ils sont calculés à partir des données de marché les plus récentes en matière de taux d'intérêt, de prime de risque du marché et du secteur, et des particularités de la structure financière du Groupe IPSOS.

Par ailleurs, la valorisation inclut une valeur terminale obtenue en actualisant à l'infini un flux de trésorerie jugé normatif en fin de période de prévisions et tenant compte d'un taux de croissance arrêté en fonction des prévisions d'inflation.

### **2.2.2 Evaluation par comparaison avec un échantillon de sociétés cotées comparables**

L'approche de valorisation par les comparables boursiers a consisté sur la base des dernières données de marché disponibles à valoriser le Groupe IPSOS par référence à des multiples observés sur un échantillon de sociétés cotées comparables, en privilégiant les multiples portant sur la rentabilité. (EBITDA et EBIT).

### **2.2.3 Evaluation à partir de transactions comparables**

L'approche de valorisation par les transactions comparables a consisté, sur la base des dernières données de marché disponibles, à valoriser le Groupe IPSOS par référence à des multiples observés sur un échantillon de transactions intervenues sur des sociétés du secteur, en privilégiant les multiples portant sur la rentabilité (EBITDA et EBIT).

### **2.2.4 La référence au cours de bourse**

Le cours de bourse est une référence habituelle représentant la valeur que le marché attribue à une société. Le titre IPSOS s'échange sur le compartiment B d'Euronext Paris, sous le code ISIN FR0000073298. IPSOS appartient à l'indice SBF 120. Les volumes échangés sur ce marché, ainsi que l'importance des échanges de titre, permettent de considérer le cours du titre comme une référence adéquate de la valeur du titre.

### **2.2.5 Les objectifs de cours cibles des analystes :**

La société est suivie par une vingtaine de bureaux d'analyse. Parmi eux, dix publient un objectif de cours. Le suivi régulier d'IPSOS donne ainsi une appréciation cohérente de la valeur de la société.

### 2.2.6 Critères d'évaluation écartés

Les approches d'évaluation suivantes ont été jugées inadaptées :

- L'actif net comptable n'est généralement pas considéré comme représentatif de la valeur intrinsèque de l'entreprise. Il n'intègre pas, en effet, les perspectives de croissance et de rentabilité, ni les éventuelles plus-values sur éléments d'actifs.
- De la même manière, l'actif net réévalué n'est pas représentatif de la valeur intrinsèque du groupe.
- La valeur de rendement, qui consiste à valoriser la société à partir de la valeur actuelle de ses dividendes futurs n'a pas été retenue, en raison de la forte incertitude pesant sur l'évolution des distributions des dividendes futurs.

### 2.3 Commentaires des Commissaires à la fusion sur les évaluations exposées dans le projet de traité de fusion

Le cours d'IPSOS laisse apparaître une décote sur les résultats des méthodes que nous avons employées. Cette remarque n'a pas d'incidence sur les calculs de la parité, compte tenu du patrimoine de LT PARTICIPATIONS. Les méthodologies présentées dans le traité de fusion et les évaluations qui en ressortent n'appellent pas d'autre commentaire de notre part.

### 2.4 Appréciation des valeurs relatives

Le patrimoine de LT PARTICIPATIONS étant essentiellement constitué de sa participation dans IPSOS, les valeurs relatives retenues pour déterminer la parité de fusion sont liées pour les deux sociétés à la valeur attribuée aux actions d'IPSOS.

Du fait de l'activité de holding animatrice de LT PARTICIPATIONS, dont l'actif est presque exclusivement constitué de sa participation dans IPSOS, nous avons apprécié la valeur relative de LT PARTICIPATIONS par transparence, en nous assurant du caractère homogène de la valeur attribuée aux actions Ipsos pour déterminer le rapport d'échange.



### **3. APPRECIATION DU CARACTERE EQUITABLE DU RAPPORT D'ECHANGE PROPOSE**

#### **3.1 Rapport d'échange propose par les parties**

A la date de réalisation de la fusion, la société LT PARTICIPATIONS aura pour principal actif 8.876.716 actions d'IPSOS.

Dans ce contexte, le rapport d'échange a été fixé en évaluant LT PARTICIPATIONS par transparence, en fonction du nombre d'actions détenues. Les autres actifs et passifs estimés à fin 2016 sont non significatifs. La valeur par action d'IPSOS a été rapportée à la valeur par action de LT PARTICIPATIONS, soit un rapport d'échange de 157,118360266917 actions IPSOS pour 1 action LT PARTICIPATIONS. En définitive, le nombre d'actions émises sera strictement identique au nombre des actions apportées.

#### **3.2 Diligences mises en œuvre par les Commissaires à la fusion**

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission pour apprécier le caractère équitable du rapport d'échange proposé.

En particulier, nous nous sommes appuyés sur les travaux précédemment décrits que nous avons mis en œuvre à l'effet de vérifier la pertinence des valeurs relatives attribuées à chacune des sociétés participant à l'opération.

Nous avons apprécié le caractère équitable du rapport d'échange proposé par référence aux valeurs relatives ainsi déterminées.

#### **3.3 Appréciation et positionnement du caractère équitable du rapport d'échange**

Afin d'apprécier la sensibilité de la parité attribuée à IPSOS et par transparence à LT PARTICIPATIONS, nous avons analysé la sensibilité de cette parité sur une large fourchette de valeurs attribuées à l'action IPSOS. Ces différentes approches conduisent systématiquement à une parité égale ou très proche de celle retenue par les parties quelles que soient les analyses de sensibilité menées ce qui s'explique par l'absence d'actif ou de passif significatif détenu par LT PARTICIPATIONS autre que sa participation dans IY.

Aussi, nous n'avons pas relevé d'élément susceptible de remettre en cause les valeurs retenues dans le projet de traité de fusion qui ont été déterminées selon des critères de valorisation homogènes.

### **3.4 Incidence du rapport d'échange sur la situation des différentes catégories d'actionnaires**

L'émission d'un nombre d'actions identique à celui des actions apportées n'a aucun effet dilutif pour l'actionnaire d'IPSOS. L'opération vise à substituer à LT PARTICIPATIONS DT PARTNERS, société qui a vocation à rester actionnaire d'IPSOS, contrôlée par un de ses fondateurs.

Elle donne un accès potentiel à la liquidité pour les autres actionnaires de LT PARTICIPATIONS. Cet accès à la liquidité doit être mis au regard de l'intérêt pour IPSOS de maintenir un actionnariat stable, en associant les cadres à son développement. Cette réorganisation de l'actionnariat intègre les opérations préalables de rachat du bloc d'actions avec décote, au bénéfice d'IPSOS, et de l'annulation de 900.000 actions, laquelle aura un effet relatif pour l'ensemble des actionnaires d'IPSOS.

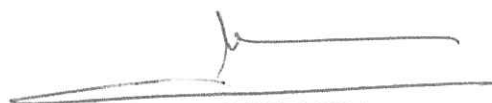
Compte tenu de ces éléments, nous estimons que les modalités et critères retenus pour déterminer le rapport d'échange sont équitables pour les différents groupes d'actionnaires.

#### 4. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que le rapport d'échange de 157,118360266917 actions IPSOS (société absorbante) pour 1 action LT PARTICIPATIONS (société absorbée) arrêté par les parties présente un caractère équitable.

Paris, le 24 novembre 2016

Les Commissaires à la Fusion



Jacques POTDEVIN



Olivier PERONNET

Commissaires aux comptes  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

### 6.3 Attestation d'Equité établie par l'Expert Indépendant



2 avenue Hoche - 75008 Paris

Tél. : +33 (0)1 44 15 15 15

Fax : +33 (0)1 44 15 25 50

## Attestation d'équité dans le cadre du projet de rachat par IPSOS de ses propres actions auprès de LT Participations

### Rapport de l'Expert Indépendant

## Sommaire

<b>1. Présentation de l'Opération</b>	<b>3</b>
1.1 Contexte et termes de l'Opération	3
1.11 Fusion absorption de LT Participations par Ipsos	3
1.12 Opération préalable de rachat par Ipsos de ses propres titres à LT Participations	4
1.2 Présentation du marché et de l'activité de la Société	4
1.21 Analyse du marché	4
1.22 La position d'Ipsos dans le marché	5
1.23 Les performances financières de la Société	7
1.24 Analyse SWOT	8
<b>2. Déclaration d'indépendance</b>	<b>8</b>
<b>3. Diligences effectuées</b>	<b>9</b>
<b>4. Evaluation des actions de la société Ipsos</b>	<b>9</b>
4.1 Méthodes d'évaluation écartées	10
4.11 Actif net comptable (ANC)	10
4.12 Actif net réévalué (ANR)	10
4.13 Méthode du rendement	10
4.2 Méthodes d'évaluation retenues	11
4.21 Méthodes d'évaluation retenues à titre principal	13
4.22 Méthodes d'évaluation présentées à titre secondaire	18
4.3 Conclusion sur l'analyse multicritère de valeur	21
<b>5. Analyse des éléments d'appréciation du prix mentionnés dans le projet de document E</b>	<b>22</b>
5.1 Présentation des méthodes écartées	22
5.2 Présentation des méthodes et références retenues	22
5.3 Données financières	22
5.31 Nombre de titres retenus	22
5.32 Eléments de passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres	22
5.4 Méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie	23
5.5 Méthodes des comparables boursiers	23
5.6 Méthodes des transactions comparables	24
5.7 Analyse du cours de bourse et des objectifs des analystes	24
<b>6. Décotes observées lors des achats de blocs d'actions</b>	<b>24</b>
<b>7. Conclusion</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>27</b>

## Avertissement

Nous avons été mandatés par le Président du Conseil d'administration d'Ipsos SA (ci-après « Ipsos » ou « la Société ») afin de donner un avis sur la valeur des actions Ipsos dans le contexte du rachat par cette dernière d'un bloc de ses propres actions auprès de son actionnaire de référence (ci-après l'« Opération »), LT Participations. Cette opération de rachat d'actions propres interviendrait préalablement à l'absorption de LT Participations par Ipsos SA.

Cette opération de rachat d'actions propres auprès de l'actionnaire de référence constituant une convention réglementée, le Conseil d'administration de la Société a décidé de faire appel à un expert indépendant afin d'apprécier le caractère équitable des conditions financières de l'opération envisagée, conformément à la Recommandation 2012-05 de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Bien que cette intervention ne soit pas requise par le règlement général de l'AMF, nous avons effectué notre mission selon les dispositions de ce règlement relative à l'expertise indépendante, y compris celles prévues par l'Instruction n° 2006-08 de l'AMF et par les Recommandations de l'AMF relatives au régime de l'expertise indépendante.

Notre mission ne relève ni d'une mission d'audit, ni d'une mission d'examen limité. Elle n'a donc pour objectif, ni de nous permettre de formuler une opinion sur les comptes, ni de procéder à des vérifications spécifiques concernant le respect du droit des sociétés. Dans ce contexte, nous n'avons procédé à aucune diligence d'audit visant à vérifier la fiabilité des données historiques utilisées, nous appuyant à cet égard sur le rapport des commissaires aux comptes d'Ipsos qui comporte une certification sans réserve pour les comptes au 31 décembre 2015. Les comptes au 30 juin 2016 ont fait l'objet d'un examen limité qui n'a donné lieu à aucune réserve.

Notre mission ne saurait être assimilée à une mission de « due diligence » effectuée pour un prêteur ou un acquéreur et ne comporte pas les travaux nécessaires à ce type d'intervention.

La Société nous a communiqué les éléments que nous lui avons demandés à l'exception des conditions dans lesquelles Ipsos Partners (société créée par certains managers d'Ipsos) a souscrit au capital de DT & Partners (société qui détient près de 50% du capital de LT Participations) le 28 octobre dernier.

L'un des éléments importants qui nous a été communiqué et que nous avons utilisé dans nos travaux est le plan d'affaires de la Société. Nous l'avons discuté avec le président du conseil d'administration et la directrice générale en charge des finances ; nous n'avons en revanche pas discuté avec les autres administrateurs de la Société.

D'une manière générale, conformément à notre lettre de mission, les documents qui nous ont été communiqués ont été considérés comme exacts et exhaustifs et n'ont pas fait l'objet de vérification particulière.



## 1. Présentation de l'Opération

### 1.1 Contexte et termes de l'Opération

Le groupe Ipsos est un des principaux groupes mondiaux dans le secteur de l'élaboration et de la diffusion d'études par enquêtes. Ipsos SA est cotée sur le marché Euronext Paris Compartiment B. Sa capitalisation boursière est proche de 1,3 milliard d'euros au 09 novembre 2016.

Le capital d'Ipsos SA est détenu par LT Participations à hauteur de 25,15% du capital et 39,28% des droits de vote. Les autres actionnaires identifiés sont SG Capital Développement, qui détient 1,1% du capital, et les salariés qui en détiennent 2,26%. Le flottant représente 70,27% du capital (55,72% des droits de vote).

LT Participations est la holding animatrice du groupe Ipsos, elle est détenue majoritairement et conjointement par Monsieur Didier Truchot et la société DT & Partners à hauteur de 52,01% du capital et des droits de vote. Le solde du capital est détenu par la société belge Sofina (35,99%), la société FFP Invest (10,40%) et certains cadres dirigeants du groupe (1,60%).

Les accords conclus entre les actionnaires de LT Participations lors de la constitution de celle-ci prévoient à un terme de 3 ans un accès à la liquidité. La fusion entre LT Participations et Ipsos SA en est l'un des moyens envisagés. Préalablement à la fusion, il est prévu qu'Ipsos SA acquière une partie de ses propres actions actuellement détenues par LT Participations, avant absorption par Ipsos SA de cette dernière.

Cette opération constituant une convention réglementée et des conflits d'intérêt pouvant exister au sein du Conseil d'administration d'Ipsos SA, celui-ci a décidé de faire appel à un expert indépendant afin d'apprécier le caractère équitable des conditions financières de l'opération de rachat d'actions envisagée, conformément à la Recommandation 2012-05 de l'AMF.

#### 1.11 Fusion absorption de LT Participations par Ipsos

Selon le projet de document E, le but de la fusion est de simplifier l'actionnariat en supprimant une structure intermédiaire de détention. En effet après fusion, DT & Partners, la holding de Monsieur Didier Truchot qui aujourd'hui contrôle LT Participations, deviendra le nouvel actionnaire principal de référence d'Ipsos, en détenant environ 10,31 % du capital et 10,30 % des droits de vote d'Ipsos.

La fusion permettra aux actionnaires de LT Participations d'accéder directement au capital d'Ipsos, et d'avoir ainsi une liquidité possible de leurs participations, sachant que M. Didier Truchot disposera d'un droit de première offre sur les participations des deux actionnaires financiers de LT Participations, Sofina et FFP.

Par ailleurs, du fait de l'ouverture du capital de DT & Partners à un certain nombre de managers du groupe<sup>1</sup>, la fusion contribue également à la pérennisation de l'actionnariat d'Ipsos autour des managers clés pour la poursuite du développement du Groupe.

---

<sup>1</sup> Selon le document E, le 30 septembre 2016, près de 150 managers du Groupe dans le monde ont souscrit au capital d'Ipsos Partners, une société de managers qui elle-même a souscrit au capital de DT & Partners le 28 octobre 2016, dont M. Didier Truchot conserve le contrôle (81%).



### 1.12 Opération préalable de rachat par Ipsos de ses propres titres à LT Participations

Avant de réaliser les opérations de fusion, LT Participations souhaite procéder au remboursement de l'intégralité de son endettement, qui s'élève à 65,7 millions d'euros, grâce au produit de cession d'un bloc d'environ 5% du capital d'Ipsos.

Les titres Ipsos cédés par LT Participations seront acquis par Ipsos dans le cadre de son programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa quinzième résolution.

Une partie des actions ainsi rachetées par Ipsos sera ensuite annulée, conformément à l'autorisation consentie par l'assemblée générale d'Ipsos du 28 avril 2016 dans sa seizième résolution.

## 1.2 Présentation du marché et de l'activité de la Société

### 1.21 Analyse du marché

Selon le Rapport 2016 de l'institut d'études de marché international ESOMAR, le chiffre d'affaires du marché mondial des études de marché et des sondages a crû en 2015 pour atteindre 44 350 millions de dollars US, soit une hausse de 3,5% (contre 2,1% en 2014).

Avec 19,1 milliards de dollars de chiffres d'affaires en 2015, les Etats-Unis représentent 43,1% du chiffre d'affaires du marché mondial des études de marché et des sondages et se positionnent comme le premier marché sur ce secteur. La croissance du marché américain s'est élevée à 3,1% en 2015 (vs 2,1% en 2014 et 4,2% en 2013). A noter qu'Ipsos réalise 26,9% de son chiffre d'affaires 2015 aux Etats-Unis.

Le marché européen représente 37,5% du marché mondial, à 16,7 milliards de dollars. Les principaux contributeurs sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France représentant respectivement 7,3 milliards de dollars (soit 16,6% du marché mondial), 3,1 milliards de dollars (soit 6,9%) et 2,3 milliards de dollars (soit 5,1%). Le marché européen a progressé de 3,3% en 2015 (vs 0,3% en 2014 et 0,4% en 2013).

L'Asie et l'Amérique Latine représentent 7,5 milliards de dollars en 2015 soit 16,9% du chiffre d'affaires mondial. L'activité marketing est en plein boom dans certains marchés émergents tels que la Chine, le Brésil ou le Mexique.

Le secteur des études de marketing et de sondages compte quelques leaders mondiaux tels que Nielsen, Kantar, Ipsos, GfK ou IMS Health. Evoluent également dans le secteur de très nombreuses petites structures spécialisées, qui se livrent à une rude compétition sur les appels d'offres émanant d'entreprises de taille moyenne ou de collectivités locales.

L'émergence du Big Data (explosion du nombre de données produites) représente un potentiel important d'activité pour les instituts d'études, et entraîne en parallèle une transformation des besoins des divisions marketing des entreprises. Celles-ci peuvent mettre en place des outils de recueil d'informations grâce à Internet et tendent à se passer d'intermédiaires pour de simples collectes de données. Le marché des études devrait ainsi évoluer vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

Au total, selon IPSOS, le marché devrait croître annuellement de 2% à 5% dans les années à venir.

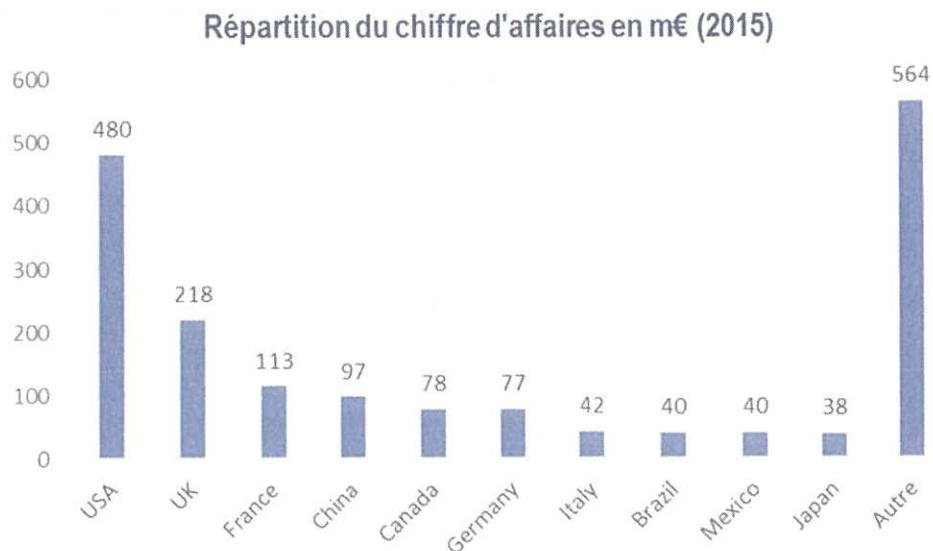
## 1.22 La position d'Ipsos dans le marché

Ipsos fait partie des grands instituts généralistes ou multi-spécialistes. Le Groupe est 3<sup>ème</sup> mondial<sup>2</sup> sur le secteur des études de marché et sondages derrière Nielsen et Kantar et détenait 6% des parts de marché au niveau mondial à fin 2015 (vs. 5% en 2014). Ipsos est le seul parmi ses principaux concurrents à réaliser des études sur l'ensemble des marchés<sup>3</sup>.

Cette position de marché significative a été confortée par l'acquisition en 2011 de Synovate, la branche Etudes du groupe Aegis, qui a permis à Ipsos de se développer dans la zone Asie-Pacifique, en Amérique du Nord et en Europe du Nord notamment, et d'élargir son offre et son portefeuille avec des expertises nouvelles. Ipsos s'est par ailleurs implanté en Israël en 2014 lui permettant d'être présent dans 87 pays.

Enfin, l'acquisition de RDA Group en 2015 a renforcé la position d'Ipsos dans le suivi de la qualité du secteur automobile. RDA Group, établi aux Etats-Unis, est un fournisseur de services de mesure de la qualité et d'études de satisfaction client au service des plus grands constructeurs automobiles du monde.

Le chiffre d'affaires se divise géographiquement comme indiqué ci-dessous pour l'année 2015 :



Source : Ipsos

<sup>2</sup> Hors IMS Health dont la moitié du chiffre d'affaires est consacrée au conseil IT à l'industrie pharmaceutique

<sup>3</sup> Nielsen n'est pas présent dans les domaines du service public, du tourisme, de l'environnement et des banques et assurances. GfK et Kantar ne sont pas présents dans le domaine de l'environnement et IMS Health est seulement présent dans le domaine de la santé et de la politique.

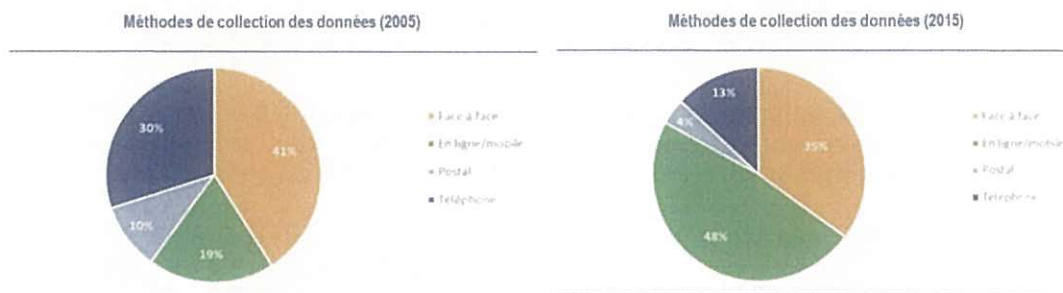


Pour répondre à ses clients (plus de 5 000 clients dans le monde, entreprises ou institutions publiques, nationales ou internationales) locaux ou globaux, Ipsos utilise les méthodes suivantes pour accéder à la donnée, la trier et l'analyser :

- des méthodes que l'on peut qualifier d'actives : des enquêtes qualitatives, quantitatives, online, sur mobile, en face à face ou par téléphone ;
- des méthodes dites passives : ces méthodes font référence à l'analyse de données qui sont déjà accessibles, dans la plupart des cas avec de très fortes volumétries, sur internet (Big Data ou Data Analytics) et les réseaux sociaux. D'autres méthodes comme les neurosciences (Facial coding par exemple) sont également utilisées.

Ipsos est doté d'un panel de 4,7 millions de membres permettant de réaliser des études aussi bien locales que globales.

Comme illustré par les graphiques ci-dessous, la répartition des méthodes de collecte de données a fortement évolué :



Source : Ipsos

Source : Ipsos

En juillet 2014, pour s'adapter à la volatilité des clients, à l'accroissement de la concurrence et à la fragmentation des médias, Ipsos a lancé le programme *New Way* qui renouvelle l'approche du marché, l'organisation, les offres de services avec des investissements dans de nouveaux services et outils.

Ipsos articule aujourd'hui son offre autour de six lignes de métiers :

- ▶ **Ipsos Connect** (22,7% du chiffre d'affaires) : résulte de la fusion des études médias (Ipsos MediaCT) et des études publicitaires (Ipsos ASI). Ipsos Connect aide les clients à mieux appréhender les marques, la publicité et les médias dans le but d'optimiser leur communication et son contenu ;
- ▶ **Ipsos Marketing** (53,2% du chiffre d'affaires) : aide les clients à déterminer leur stratégie marketing, à identifier les opportunités qui se présentent sur le marché, à comprendre le parcours d'achat des consommateurs, à bâtir des marques et à optimiser l'affectation de leurs dépenses marketing ;
- ▶ **Ipsos Public Affairs** (10% du chiffre d'affaires) : effectue des études sur des sujets de politique publique, sur le changement et les comportements des citoyens et des prospects et réalise des études d'opinion ;
- ▶ **Ipsos Loyalty** (14,1% du chiffre d'affaires) : leader mondial dans les études évaluant les expériences, la satisfaction et la fidélité des clients sur tous les sujets liés à la mesure, la modélisation et la gestion des relations avec les clients et les salariés. Ipsos Loyalty aide les clients à utiliser les nouvelles technologies appliquées à la relation client ;

- ▶ **Ipsos Offline Operations** : ligne de métier transverse dédiée au recueil, au traitement et à la fourniture de données d'études quantitatives *offline*. Le recueil des données se fait à travers une plateforme commune qui permet de recueillir et traiter les données via tous les modes de collecte, ceci dans le but d'améliorer la qualité des informations et les temps d'exécution ;
- ▶ **Ipsos Interactive Services** : ligne de métier transverse spécialisée dans le domaine des enquêtes online et mobile. Les solutions de cette division fournissent un accès continu aux personnes en recueillant les réactions en temps réel.

Parmi les 5 000 clients d'Ipsos, le plus important représente 4,4% du chiffre d'affaires 2015 et les 10 plus gros clients ont un poids de 18,2%.

### 1.23 Les performances financières de la Société

Au titre de l'exercice 2015, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1 785,3 millions d'euros. La croissance organique est en baisse de 1,0% par rapport à l'année 2014, elle avait connu une hausse de 0,3% de 2013 à 2014.

La marge brute représente plus de 64% du chiffre d'affaires en 2014 et 2015 et la marge opérationnelle (après déduction de charges essentiellement fixes, notamment personnel) s'établit à environ 10% du chiffre d'affaires.

L'EBIT ressort à 155,7 millions d'euros en 2015, soit 8,7% du chiffre d'affaires (151,2 millions d'euros en 2014, soit 9,1% du chiffre d'affaires).

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016, le chiffre d'affaires s'élève à 834 millions d'euros, la croissance organique atteint 3,3%. En croissance organique, l'ensemble des régions est en hausse et atteint 8,0% en Asie-Pacifique. La marge opérationnelle s'élève à 53,8 millions d'euros au cours des 6 premiers mois, en croissance de 14,9%.

Au niveau bilantiel, les capitaux propres part du groupe s'établissent à 925,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 911,0 millions d'euros au 30 juin 2016, après distribution d'un dividende de 0,80€ par action au titre de l'exercice 2015 (0,70€ par action au titre de l'exercice 2013 et 0,75€ par action au titre de l'exercice 2014).

L'actif immobilisé du Groupe est principalement caractérisé par un poids important des écarts d'acquisition représentant 1 242 millions d'euros au 30 juin 2016. La Société a opéré de nombreuses opérations de croissance externe dont la plus importante est Synovate en 2011 pour 595 millions d'euros.

Au 30 juin 2016, le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFR) s'établit à 264,7 millions d'euros, et l'excédent de fonds de roulement hors exploitation de (82,5) millions d'euros. Le BFR total représente entre 10% et 11% du chiffre d'affaires annuel.

La dette financière nette s'élève à 552 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 503 millions d'euros au 30 juin 2016.



## 1.24 Analyse SWOT

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"><li>- Offre de produits innovants et sur mesure</li><li>- Large exposition géographique qui réduit la sensibilité aux évolutions macroéconomiques</li><li>- Moyens importants alloués à la recherche et au développement de méthodes et solutions innovantes</li><li>- Large portefeuille de clients</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ralentissement de la croissance sur les marchés matures</li><li>- Sur la collecte de données<ul style="list-style-type: none"><li>o Pression sur les prix</li><li>o Internalisation par les entreprises des collectes de données et de certaines études</li></ul></li></ul>
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"><li>- Croissance externe</li><li>- Développement des expertises et de la couverture géographique sur les marchés émergents ou en développement</li><li>- Emergence du big data</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Risque réglementaire :<ul style="list-style-type: none"><li>o lié aux éventuelles nouvelles protections contre le télémarketing et les e-mails non sollicités</li><li>o lié aux évolutions possibles de la législation sociale</li></ul></li><li>- Nouvelle concurrence</li><li>- Mutation technologique rapide</li></ul>

## 2. Déclaration d'indépendance

Ricol Lasteyrie Corporate Finance (« RLCF ») n'entretient aucun lien juridique ou en capital avec les sociétés concernées par l'Opération ou leurs conseils et ne détient aucun intérêt financier dans la réussite de l'Opération, ni aucune créance ou dette sur l'une des sociétés concernées par l'Offre ou toute personne contrôlée par ces sociétés au sens de l'article L.223-3 du code de commerce.

RLCF ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts avec les sociétés concernées par l'Opération et leurs conseils, notamment au sens des articles 1.1 à 1.4 de l'instruction AMF n°2006-08 du 25 juillet 2006 relative à l'expertise indépendante.

RLCF atteste de l'absence de tout lien passé, présent ou futur connu de lui, avec les personnes concernées par l'Opération et leurs conseils, susceptible d'affecter son indépendance et l'objectivité de son jugement dans le cadre de la présente mission.

### 3. Diligences effectuées

Nos diligences ont principalement consisté à :

- prendre connaissance des modalités des opérations de rachat d'actions propres puis de fusion envisagées ;
- analyser les comptes historiques d'Ipsos, notamment ceux au 31 décembre 2014 et 2015 et au 30 juin 2016 ;
- examiner les différentes transactions ayant pu intervenir sur les titres de la Société ou sur sa holding de détention ;
- étudier les évolutions récentes de la situation et des perspectives d'Ipsos ;
- analyser de manière approfondie le plan d'affaires en s'appuyant sur une étude du secteur et des concurrents d'Ipsos ;
- mettre en œuvre une approche multicritère d'évaluation d'Ipsos ;
- étudier les décotes observées lors de placements privés de blocs d'actions pour apprécier les conditions qui pourraient être offertes dans le cadre de l'Opération.

Nous nous sommes entretenus avec les dirigeants d'Ipsos tant pour appréhender le contexte de l'Opération que pour comprendre les perspectives d'activité d'Ipsos et les prévisions financières qui en découlent. Ces échanges ont principalement porté sur :

- le contexte de l'opération de fusion et du rachat préalable des actions Ipsos ;
- l'évolution de l'activité, et les perspectives de développement de la Société à moyen et long terme

Concernant les méthodes d'évaluation analogiques, nous avons étudié les informations publiques disponibles sur les sociétés et transactions comparables à partir de nos bases de données.

Le détail de nos diligences est présenté en annexe 3 ci-après.

### 4. Evaluation des actions de la société Ipsos

Conformément aux dispositions de l'article 262-1 du règlement général de l'AMF, nous avons procédé à notre propre évaluation de la Société. Il convient à ce titre de préciser que les travaux d'évaluation de la Société nous ont été communiqués en cours de mission.

Nous avons procédé à une évaluation de la Société sur la base des projections d'activité et de résultat présentées par son management. Le plan d'affaires de la société comprend des acquisitions récurrentes non identifiées à ce stade. Nous avons analysé ce plan d'affaires avec et sans ces acquisitions pour en apprécier la portée en termes de valorisation en particulier dans le contexte de rachat par la Société d'un bloc de ses propres actions.

#### 4.1 Méthodes d'évaluation écartées

##### 4.11 Actif net comptable (ANC)

Cette méthode ne nous paraît pas pertinente dans la mesure où la valeur des actifs incorporels du groupe n'est reflétée que partiellement au bilan consolidé de la société Ipsos.

Pour mémoire, l'actif net comptable consolidé (part du groupe) s'établit à 911 millions d'euros au 30 juin 2016 pour 45,3 millions d'actions en circulation (hors auto-détention), soit une valeur par action égale à 20,1 euros.

##### 4.12 Actif net réévalué (ANR)

La méthode de l'actif net réévalué consiste à valoriser les fonds propres d'une société à partir de la valeur de marché de ses actifs et de ses passifs.

Cette méthode nous paraît peu adaptée s'agissant d'une société d'études marketing et sondages d'opinion, dont les actifs sont principalement immatériels. Ce type d'actif est plus correctement valorisé par l'approche des flux futurs actualisés mise en œuvre par ailleurs.

##### 4.13 Méthode du rendement

Cette méthode consiste à actualiser les dividendes prévisionnels, ou à capitaliser à l'infini le dernier dividende connu.

La Société a régulièrement distribué des dividendes depuis 2011.

Toutefois, cette méthode est dépendante de la politique de distribution décidée par le management et présente le biais de mieux valoriser les sociétés dont les taux de distribution sont les plus élevés sans tenir compte de l'impact à moyen terme des arbitrages entre distribution, autofinancement et investissement. Elle n'a en conséquence pas été retenue.

A titre d'information, le taux de rendement moyen observé au 9 novembre 2016 sur le SBF 120<sup>4</sup> s'élève à 3,28%. L'application de ce taux de rendement moyen au dernier dividende connu d'Ipsos de 0,8 euro par action conduirait à une valeur théorique de 24,4 euros.

---

<sup>4</sup> Déterminé par référence au dividende au titre de l'exercice 2015 sur le cours de bourse au 9 novembre 2016 des sociétés du SBF 120



#### 4.2 Méthodes d'évaluation retenues

Pour évaluer la Société, nous avons mis en œuvre une approche multicritère intégrant les méthodes d'évaluation et références suivantes :

- A titre principal :
  - o Référence au cours de bourse
  - o Actualisation des flux de trésorerie
- A titre secondaire :
  - o Multiples boursiers des sociétés comparables
  - o Multiples issus de transactions comparables

Nous n'avons pas eu accès aux conditions dans lesquelles la société de managers Ipsos Partners a souscrit au capital de DT & Partners, holding de contrôle de LT Participations, le 28 octobre 2016. Cette transaction aurait pu donner par transparence une valeur aux actions Ipsos détenues par LT Participations.

#### *Date de l'évaluation*

L'évaluation est réalisée à la date du 31 octobre 2016, sur la base des comptes au 30 juin 2016, dernière date de publication par la Société.

#### *Nombre de titres de référence*

Le capital de la Société est composé de 45 302 053 actions en circulation au 30 juin 2016. Le nombre de stock-options est de 1 465 740, chaque stock-option donnant droit à 1 action au prix de souscription de 24,63 €.

La société attribue chaque année à ses managers 1% de son capital au titre des plans d'attribution d'actions gratuites. Nous relevons que la charge relative à ces plans est prise en compte au niveau de la masse salariale et donc dans les flux du plan d'affaires. Dans ce cadre les plans d'attribution ont été pris en compte au niveau de chaque méthode d'évaluation en charge ou en flux de trésorerie et non en dilution.

Il n'existe pas à ce jour d'autre instrument dilutif.

La Société a aussi mis en place un contrat de liquidité. Dans ce cadre, elle détient 34 182 titres en auto détention au 30 juin 2016 (déjà déduit du nombre d'actions en circulation).

Nous retenons dans nos travaux un nombre d'actions totalement dilué hors auto-détention de 46 767 793 actions.



### *Eléments de passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres*

L'ajustement permettant le passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres est calculé à partir de la situation au 30 juin 2016. Il intègre les principaux éléments suivants :

- ▶ la dette financière au 30 juin 2016, s'élevant à (636,0) millions d'euros ;
- ▶ (+) les dettes relatives aux compléments de prix pour un montant de (2,5) millions d'euros ;
- ▶ (+) les dettes relatives aux rachats des intérêts minoritaires pour un montant de (40,3) millions d'euros ;
- ▶ (+) les autres dettes et autres passifs pour un montant de (43,5) millions d'euros incluant (36) millions d'euros de dividendes ;
- ▶ (+) la valeur des provisions à caractère de dette représentant (17,6) millions d'euros.

Et venant en diminution de l'endettement :

- ▶ (-) la trésorerie au 30 juin 2016, soit 126,7 millions d'euros ;
- ▶ (-) les instruments financiers dérivés représentant une valeur de 6,8 millions d'euros ;
- ▶ (-) le montant des impôts différés liés aux déficits reportables reconnus au bilan 31 décembre 2016, soit 16,4 millions d'euros ;
- ▶ (-) le produit d'exercice des options exerçables au 30 juin 2016, soit 36,1 millions d'euros.

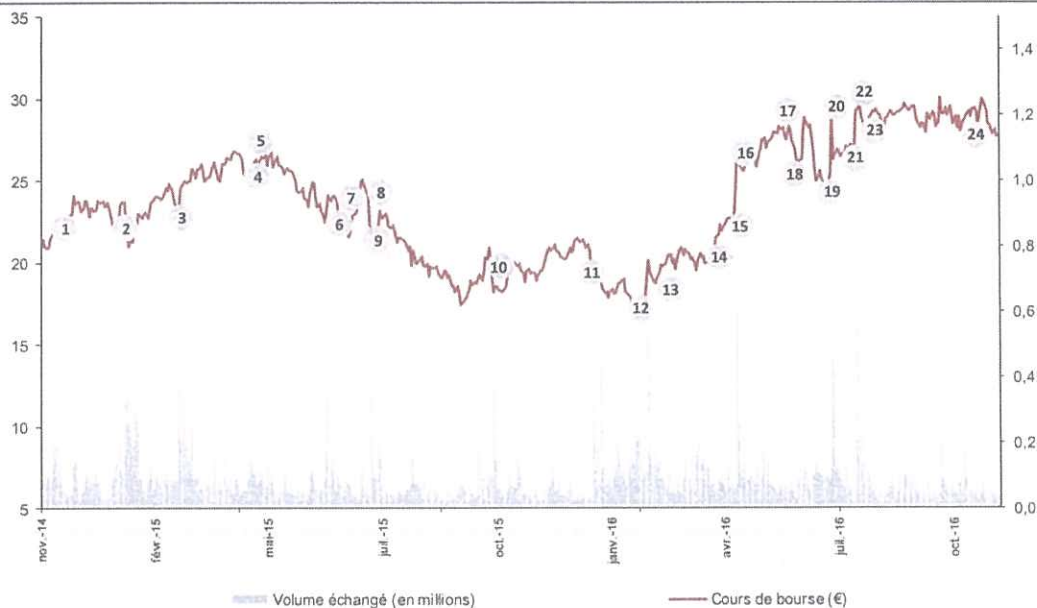
Nous retenons pour le passage de la valeur d'entreprise à la valeur des capitaux propres un montant de (553,9) millions d'euros.

#### 4.21 Méthodes d'évaluation retenues à titre principal

##### Référence au cours de bourse

Le cours de bourse a évolué au cours des 2 dernières années de la façon suivante :

Evolution du cours de bourse du titre Ipsos depuis 2 ans au 9 novembre 2016 (en euros)



Source : Capital IQ

Renvoi	Date	Actualités
1	27/11/2014	Nomination Deepak Singh en tant que Directeur Exécutif en Inde
2	15/01/2015	Journée Analystes / Investisseurs
3	25/02/2015	Présentation des résultats consolidés 2014
4	22/04/2015	Présentation du chiffre d'affaires du 1er trimestre 2015
5	24/04/2015	Assemblée générale annuelle
6	01/07/2015	Versement d'un dividende 0,75€ par action
7	15/07/2015	Acquisition de Research Data Analysis (RDA)
8	22/07/2015	Présentation des résultats consolidé 1er semestre 2015
9	23/07/2015	Présentation des résultats
10	21/10/2015	Présentation du chiffre d'affaires 3ème trimestre 2015
11	07/01/2016	Conférence de la société
12	17/02/2016	Présentation du résultat consolidé 2015 (hausse du CA du 4ème trimestre 2015 de 4,7%)
13	19/02/2016	Présentation des résultats
14	07/04/2016	Annonce du programme rachat de ses propres actions pour 250M€
15	27/04/2016	Présentation du chiffre d'affaires 1er trimestre 2016 (hausse de 1,9%)
16	28/04/2016	représentant 0,68% du capital pour 6,29M€).
17	08/06/2016	Conférence de la société
18	15/06/2016	Journée Analystes / Investisseurs
19	01/07/2016	Versement d'un dividende 0,8€ par action
20	11/07/2016	Après la spéculation intervenue le 8 juillet 2016, LT Participations indique qu'aucune conversation n'est menée par Ipsos avec des fonds d'investissement représentant d'éventuels acquéreurs
21	26/07/2016	Présentation du résultat consolidé 1er semestre 2016
22	27/07/2016	Publication du rapport du 1er semestre 2016
23	29/07/2016	Annonce du programme rachat de ses propres actions pour 250M€
24	26/10/2016	Présentation du chiffre d'affaires 3ème trimestre 2016

Le flottant de la société s'élève au 9 novembre 2016 à 71,9%. La rotation du flottant ressort à 74,0%, et celle du capital à 53,2% sur 1 an.

Les principales caractéristiques du titre Ipsos au 9 novembre 2016 sont résumées dans le tableau ci-dessous :

**Données boursières à la clôture de la séance du 9 novembre 2016**

Cours - en €	09/11/16	Liquidité	en milliers
Spot	27,7	Moyenne volume/jour 1 mois	59,9
Capi. Boursière en M€	1 249,3	Moyenne volume/jour 3 mois	60,8
Moyenne pondérée 1 mois	28,8	Moyenne volume/jour 6 mois	84,0
Moyenne pondérée 3 mois	29,0	Somme volume 1 an	24 010,2
Moyenne pondérée 6 mois	28,0	NOSH	45 102,9
Moyenne pondérée 12 mois	23,9	Flottant	71,9%
Plus haut 12 mois	30,0	Rotation du capital 1 an	53,2%
Plus bas 12 mois	17,1	Rotation du flottant 1 an	74,0%

Source : Capital IQ

La moyenne des volumes journaliers fait apparaître une diminution des volumes échangés de 27,6% entre les moyennes 6 mois et 3 mois. Cette diminution s'explique essentiellement par les montants élevés de volumes échangés les 8, 11 juillet (spéculation quant à l'acquisition d'une partie du capital d'Ipsos par des fonds d'investissement) et 28 juillet 2016 (date de publication des résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2016), atteignant respectivement 456 mille, 415 mille et 602 mille titres échangés.

Le titre offre une certaine liquidité et est suivi de manière régulière par 9 analystes.

Nous retenons donc cette méthode à titre principal.

Sur les deux dernières années, le titre Ipsos a progressé de plus de 29,9%. Le cours de bourse n'a toutefois plus atteint son maximum, sur les 5 dernières années, de 34,22€ survenu le 16 janvier 2014.

Après avoir subi une phase de décroissance à partir d'avril 2015 et atteint un minimum le 8 février 2016 à 17,08€, le titre Ipsos est en croissance depuis mi-février 2016, avec la publication du résultat consolidé 2015 (faisant apparaître une hausse du chiffre d'affaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 de 4,7%).

La publication du résultat du 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+1,9%) a confirmé cette tendance. Le titre avait progressé de 17,1% suite à cette annonce, pour atteindre un prix de 26,34€.

Sur fonds de rumeurs, le titre a amorcé une forte hausse de 13,5% le 8 juillet 2016, avant de se replier le 11 juillet de 9,4%, après que LT Participations ait indiqué qu'aucune discussion n'était menée par Ipsos avec des fonds d'investissements représentant d'éventuels acquéreurs.

La publication des résultats consolidés du groupe au 1<sup>er</sup> semestre 2016 (hausse de 8,2% du résultat net ajusté) a impacté positivement le titre Ipsos (+8,8%) qui a atteint un prix de 29,26€.

En date de nos travaux, au 9 novembre 2016, le cours s'élève à 27,70€ et les moyennes 1, 3 et 6 mois à 28,8 €, 29,0 € et 28,0 €.



### *Objectif de cours des analystes*

Nous avons par ailleurs étudié les notes d'analystes publiées depuis la publication des résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2016. Elles font ressortir un objectif de cours moyen à 30,2€ (cours cibles entre 25€ et 35€).

#### **Objectifs de cours**

Analystes	Date	Reco.	Cours cibles (€)	Cours de clôture (€)	Ecart (%)
Oddo Securities	27/10/2016	Neutre	27,0	28,4	(4,8%)
HSBC	27/10/2016	Achat	35,0	28,4	23,4%
Portzamparc	27/10/2016	Achat	32,5	28,4	14,6%
Gilbert Dupont	24/10/2016	Achat	34,0	29,4	15,8%
Exane	13/10/2016	Neutre	28,0	28,9	(2,9%)
CM-CIC	26/09/2016	Achat	30,0	29,0	3,6%
Kepler Cheuvreux	08/09/2016	Achat	31,0	29,5	5,0%
Natixis	27/07/2016	Neutre	25,0	26,9	(7,1%)
Société Générale	27/07/2016	Achat	29,0	26,9	7,8%
<b>Moyenne</b>			<b>30,2</b>	<b>28,4</b>	<b>6,2%</b>

Source : notes d'analystes

En conclusion, la société Ipsos dispose d'une liquidité moyenne et fait l'objet d'un suivi régulier par les analystes financiers.

Bien qu'ayant connu une forte volatilité avec une période de baisse prononcée d'avril à octobre 2015 et une période de redressement significatif de janvier à août 2016 lui permettant de dépasser ses plus hauts de 2015, le cours de bourse reste une référence incontournable de la valeur d'Ipsos pour un actionnaire minoritaire.

### *Méthode des flux de trésorerie actualisés*

Cette méthode consiste à déterminer la valeur intrinsèque d'une entreprise par l'actualisation des flux financiers issus de son plan d'affaires à un taux qui reflète l'exigence de rentabilité du marché vis-à-vis de l'entreprise, en tenant compte d'une valeur de sortie à l'horizon de ce plan.

### *Analyse du plan d'affaires de la Société*

Le plan d'affaires, couvrant la période 2016 à 2020, a été établi par le management en septembre 2016. Il n'a pas été révisé postérieurement à la publication des comptes du troisième trimestre 2016. Le management nous a confirmé que ceux-ci ne remettaient pas en question les résultats attendus.

Le plan d'affaires a été construit sur une hypothèse de croissance organique annuelle moyenne du chiffre d'affaires de 2,9% sur la période 2016-2020. Il prévoit aussi des acquisitions régulières portant la croissance du chiffre d'affaires annuelle moyenne à 4,4% sur la période du business plan.

La marge opérationnelle est prévue en amélioration de près de 2,1 points sur la période et passe de 9,6% en 2016 à 12,8% en 2020, en raison principalement de l'amélioration du mix produits en lien avec la croissance des nouveaux produits à plus forte marge que les études quantitatives classiques. La marge d'EBIT atteindrait ainsi 12,1% du chiffre d'affaires en 2020.

Les acquisitions n'étant pas à ce jour identifiées, nous avons retenu le business plan d'Ipsos sans croissance externe.



## Travaux d'évaluation

### *Période d'extrapolation et flux normatif*

Nous avons prolongé la période du plan d'affaires d'une année pour faire atterrir la croissance, les marges et les investissements sur des niveaux normatifs.

Les hypothèses retenues en année terminale sont les suivantes :

- Convergence de la croissance du chiffre d'affaires vers un niveau de 1,0% ;
- Marge d'EBIT égale à la moyenne observée sur le plan soit 11% ;
- Convergence des niveaux de dotations aux amortissements et d'investissement vers un niveau normatif d'investissement indiqué par le management de 1,6% ;
- Besoin en Fonds de Roulement (BFR) constant en pourcentage du chiffre d'affaires de 10% (niveau estimé par le Management) ;
- Taux d'impôt effectif de 26,1% cohérent avec le taux d'impôt historique et prévisionnel de la société.

### *Croissance à l'infini*

Nous avons retenu un taux de croissance à l'infini de 1,0%, plus faible que l'inflation prévue à long terme mais tenant compte des risques de « commoditisation » pesant sur certains segments du secteur.

Le taux moyen retenu par les analystes sur la société ressort entre 0,5% et 1,8%

### *Taux d'actualisation*

Le secteur n'ayant pas vocation à être endetté (sauf croissance externe), nous avons déterminé le taux d'actualisation sur la base du coût des fonds propres de la Société.

Nous retenons un taux d'actualisation de 9,0 % déterminé de la façon suivante :

- une prime de risque de 7,5% (source consensus Ricol EY),
- un beta désendetté de 0,82, correspondant au beta moyen de l'échantillon des comparables<sup>5</sup>, désendetté en fonction de leur structure financière<sup>6</sup> et de leur taux d'IS théorique,
- un taux sans risque de 1,0% correspondant au taux de croissance long terme,
- une prime spécifique de 1,7% destinée à tenir compte (i) du risque de réalisation des prévisions du plan d'affaires lié à l'accroissement de la concurrence qui pourrait affecter Ipsos, et (ii) du différentiel de taille entre les sociétés de l'échantillon et Ipsos.

Pour information, les taux retenus par les analystes qui suivent les sociétés du secteur ressortent entre 7,7% et 9,0%.

Les flux financiers ont été actualisés à mi-année, à compter du 31 octobre 2016.

<sup>5</sup> Beta 2 ans source Capital IQ à la date du 09 novembre 2016

<sup>6</sup> Calculée sur la base de la capitalisation boursière 1 mois au 09 novembre 2016 et de la dette financière nette issue des derniers comptes publiés

Le management d'Ipsos nous a également présenté les résultats au 30 septembre 2016 comparés au budget. Ceux-ci ne remettent pas en cause les prévisions annuelles.

### Résultats de nos travaux

Sur ces bases (hors croissance externe), la valeur d'entreprise s'établit à 2 065,4 millions d'euros (dont 72% lié à la valeur terminale). La valeur des fonds propres s'établit à 1 511,6 millions euros après prise en compte des éléments de dette nette (passage EV / EQ), et la valeur par action ressort à 32,3 euros.

#### Valeur d'Ipsos

en M€		Poids dans VE
Somme des flux actualisés	578.7	28%
Valeur terminale non actualisée	2,038.8	
Valeur terminale actualisée	1,486.7	72%
<b>Valeur d'entreprise</b>	<b>2,065.4</b>	
Passage EV / EQ	(553.9)	
<b>Valeur de l'equity</b>	<b>1,511.6</b>	
Valeur par action (€)	32.3	
Nosh (millions)	46.8	

Le multiple de sortie implicite sur la base de l'EBIT normatif ressort à 9,1x.

### Analyses de sensibilité

Nous avons mis en œuvre des analyses de sensibilité de la valeur par action à l'évolution des paramètres suivants :

- Taux d'actualisation
- Taux de croissance à l'infini
- Marge d'EBIT normative

Sensibilité de la valeur par action (en €) au taux d'actualisation et à la marge d'EBIT normative

		WACC				
		8.0%	8.5%	9.0%	9.5%	10.0%
Marge d'EBIT normative	9.0%	31.4	28.8	26.5	24.4	22.6
	10.0%	34.9	31.9	29.4	27.1	25.1
	11.0%	38.3	35.1	32.3	29.8	27.6
	12.0%	41.8	38.3	35.3	32.6	30.2
	13.0%	45.3	41.5	38.2	35.3	32.7

Sensibilité de la valeur par action (en €) au taux d'actualisation et à la croissance perpétuelle

		WACC				
		8.0%	8.5%	9.0%	9.5%	10.0%
Taux de croissance à l'infini	0.0%	33.3	30.8	28.5	26.5	24.7
	0.5%	35.6	32.8	30.3	28.1	26.1
	1.0%	38.3	35.1	32.3	29.8	27.6
	1.5%	41.4	37.8	34.6	31.8	29.4
	2.0%	45.0	40.8	37.2	34.1	31.4

La valeur par action ressort ainsi dans une fourchette de 29,4 euros à 35,3 euros, avec une valeur centrale à 32,3 euros par action.

#### 4.22 Méthodes d'évaluation présentées à titre secondaire

##### Multiples boursiers des sociétés comparables

La méthode des comparables boursiers consiste à déterminer la valeur d'une société par application de multiples observés sur d'autres sociétés cotées du même secteur d'activité aux agrégats jugés pertinents.

Des sociétés cotées peuvent être considérées comme étant comparables dès lors qu'elles présentent de réelles similitudes avec la société analysée en termes de :

- Domaines d'activité (services, clientèle, secteur géographique)
- Taille (chiffre d'affaires ou capitalisation boursière, part de marché)
- Niveau et structure des marges
- Perspectives de croissance de chiffre d'affaires et de marge

Dans le but de constituer cet échantillon, nous avons analysé la présentation par la Société de son univers concurrentiel et examiné les notes de brokers sur Ipsos et sur le secteur.

Nous avons étudié un échantillon de 8 sociétés intervenant dans le secteur des études de marché et sondages. Suite à nos analyses (de taille, liquidité, flottant, couverture par les analystes), nous avons retenu les 3 principales sociétés du secteur : GfK, Nielsen et WPP. Cette méthode n'est mise en œuvre qu'à titre secondaire, compte tenu de la comparabilité limitée des sociétés de l'échantillon, en termes de profitabilité.

Les profils de croissance du chiffre d'affaires et de marge des sociétés de l'échantillon, selon les consensus d'analystes, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

##### Croissance et marge

Sociétés	Croissance du Chiffre d'affaires			Marge d'EBITDA			Marge d'EBIT		
	2016e	2017e	2018e	2016e	2017e	2018e	2016e	2017e	2018e
Ipsos SA	2.5%	2.7%	2.6%	12%	12%	13%	10%	10%	11%
GfK SE	-0.6%	1.6%	1.7%	16%	16%	17%	13%	13%	14%
Nielsen Holdings plc	3.3%	5.2%	5.0%	31%	31%	32%	21%	22%	23%
WPP	13.1%	6.8%	4.0%	17%	17%	18%	15%	15%	15%
<b>Moyenne</b>	<b>5.2%</b>	<b>4.5%</b>	<b>3.6%</b>	<b>21.2%</b>	<b>21.8%</b>	<b>22.1%</b>	<b>16.1%</b>	<b>16.8%</b>	<b>17.3%</b>
<b>Médiane</b>	<b>3.3%</b>	<b>5.2%</b>	<b>4.0%</b>	<b>17.3%</b>	<b>17.5%</b>	<b>17.6%</b>	<b>14.8%</b>	<b>15.1%</b>	<b>15.2%</b>

Source : Capital IQ

La valeur d'entreprise (VE) des sociétés de l'échantillon est fondée sur la capitalisation boursière 1 mois augmentée du dernier endettement net disponible et des intérêts minoritaires (au 9 novembre 2016).

Nous avons analysé le multiple d'EBIT, usuellement retenu dans le secteur. Nous avons déterminé les multiples 2016 à 2018 prévisionnels sur la base de consensus d'analystes. Nous n'avons pas retenu le multiple d'EBITDA pour neutraliser l'effet des politiques d'activation de certains frais qui peuvent différer selon les sociétés de l'échantillon.



Le multiple d'EBIT moyen ressort entre 11,6x et 13,7x.

**Multiples comparables boursiers**

Sociétés	EV / CA			EV / EBITDA			EV / EBIT		
	2016e	2017e	2018e	2016e	2017e	2018e	2016e	2017e	2018e
Ipsos SA	1.0x	1.0x	1.0x	8.9x	8.8x	8.2x	10.3x	10.2x	9.5x
GfK SE	1.0x	1.0x	0.9x	6.2x	5.9x	5.6x	7.7x	7.2x	6.8x
Nielsen Holdings plc	4.0x	3.8x	3.6x	12.9x	12.0x	11.2x	19.2x	17.3x	15.8x
WPP	2.0x	1.9x	1.8x	12.0x	11.1x	10.5x	14.0x	12.9x	12.2x
<b>Moyenne</b>	<b>2.3x</b>	<b>2.2x</b>	<b>2.1x</b>	<b>10.4x</b>	<b>9.7x</b>	<b>9.1x</b>	<b>13.7x</b>	<b>12.5x</b>	<b>11.6x</b>
<b>Médiane</b>	<b>2.0x</b>	<b>1.9x</b>	<b>1.8x</b>	<b>12.0x</b>	<b>11.1x</b>	<b>10.5x</b>	<b>14.0x</b>	<b>12.9x</b>	<b>12.2x</b>

Source : Capital IQ, Sociétés

La méthode conduit à des valeurs comprises entre 34,3 euros et 38,5 euros par action.

Il doit être noté que ces multiples sont tirés à la hausse par Nielsen, société très comparable en termes d'activité, mais dont la rentabilité est bien supérieure aux autres sociétés de l'échantillon. Pour information, en excluant Nielsen, la valeur d'Ipsos ressortirait entre 24,9 euros et 29,4 euros par action.

**Valorisation d'Ipsos incluant Nielsen**

Sociétés	EBIT (*)		
	2016e	2017e	2018e
Agrégats financiers Ipsos	158	182	203
Multiple appliqué (incl. Nielsen)	13.7x	12.5x	11.6x
<b>Valeur d'entreprise</b>	<b>2,159</b>	<b>2,264</b>	<b>2,353</b>
(-) EV/EQ	(554)	(554)	(554)
<b>Valeur des capitaux propres</b>	<b>1,605</b>	<b>1,710</b>	<b>1,799</b>
NOSH	46.8	46.8	46.8
<b>Valeur par action</b>	<b>34.3</b>	<b>36.6</b>	<b>38.5</b>

(\*) Agrégats financiers Ipsos 2016e ajusté des autres charges et produits non courants (effet Aegis)

Source : Capital IQ, Rapports annuels, BP

***Méthode des transactions comparables***

Cette approche consiste à déterminer la valeur d'une société en appliquant à ses agrégats financiers des multiples observés lors de transactions réalisées sur des sociétés comparables.

La méthode nécessite de disposer d'informations fiables relatives aux sociétés objets des transactions. Dans le cas de sociétés non cotées, le degré d'information divulgué est souvent faible.



Au total, nous avons identifié 5 transactions dans le secteur des études de marché et sondages réalisées depuis janvier 2014 :

- *Juin 2016, l'acquisition de Emarketer par Axel Springer* : Emarketer est une société d'études et de recherche américaine qui fournit des analyses sur le marché média et digital à destination des professionnels.
- *Avril 2016, l'acquisition de JD Power par Xio Group London* : JD Power est une société d'études de marché et de sondages basée aux Etats-Unis qui mène des études de satisfaction clients, de qualité des produits et de comportement des consommateurs essentiellement sur le marché automobile.
- *Décembre 2015, l'acquisition de WPP (Australie et Nouvelle-Zélande) par STW Communications Group* : WPP AUNZ est une société d'agences de publicité et de communications en Australie et Nouvelle-Zélande.
- *Octobre 2014, l'acquisition de Cegedim Strategic Data par IMS Health Holdings* : Cegedim est une société française développant et commercialisant des bases de données et des logiciels dans le domaine de la santé. Les activités gestion de la relation client (CRM) et Strategic Data regroupent les activités d'analyse de données permettant de fidéliser les clients et de maximiser les recettes générées.
- *Janvier 2014, l'acquisition par Nielsen Holding de Harris Interactive* : Harris Interactive est une société fondée en 1975 aux Etats-Unis et spécialisée dans les études marketing et de sondages d'opinions dans tous secteurs.

La méthode des transactions comparables a été mise en œuvre à titre secondaire compte tenu de la comparabilité limitée des cibles et du manque d'informations sur les conditions des transactions.

Les multiples peuvent par ailleurs intégrer des primes de contrôle que la cession envisagée dans le cadre de l'Opération ne permettrait pas d'extérioriser.

Date	Société Cible	Acqureur	% Acquis	Devise	EV	xCA	xEBITDA	xEBIT
juin-16	Emarketer	Axel Springer	93%	USD	260	5.7x	19.3x	n/a
avr.-16	JD Power	Xio Group London	100%	USD	1,100	3.3x	13.1x	n/a
déc.-15	WPP plc (Australian and New Zealand businesses)	STW Communications Group Ltd.	39%	AUD	1,130	2.5x	12.1x	13.5x
oct.-14	Cegedim Strategic Data, SAS	IMS Health Holdings, Inc.	100%	EUR	385	0.9x	6.1x	10.1x
janv.-14	Harris Interactive	Nielsen Holdings plc	100%	USD	101	0.7x	9.3x	14.1x
<b>Moyenne</b>						<b>2.6x</b>	<b>12.0x</b>	<b>12.5x</b>
<b>Médiane</b>						<b>2.5x</b>	<b>12.1x</b>	<b>13.5x</b>

Source : Capital IQ, MergerMarket, rapports annuels des sociétés, communiqués de presse

Nous avons intégré les multiples d'EBITDA, même si cet agrégat peut avoir une comparabilité limitée au cas particulier, pour tenir compte des deux transactions les plus récentes pour lesquelles le multiple d'EBIT n'est pas disponible. Nous avons appliqué les multiples moyens d'EBITDA et d'EBIT aux agrégats historiques 2015.

La méthode conduit à des valeurs comprises entre 29,9 et 36,5 euros par action.

### Valorisation par multiples de transactions

Sociétés	EBITDA	EBIT
	2015e	2015e
Agrégats financiers Ipsos (*)	189	156
Multiple appliqué (**)	12.0x	12.5x
<b>Valeur d'entreprise</b>	<b>2,261</b>	<b>1,954</b>
(-) EV/EQ	(554)	(554)
<b>Valeur des capitaux propres</b>	<b>1,707</b>	<b>1,400</b>
NOSH	46.8	46.8
<b>Valeur par action</b>	<b>36.5</b>	<b>29.9</b>

(\*) Calculé à partir de l'EBIT majoré des amortissements

La société détermine pour sa part un EBITDA de 219 m€ réintégrant la part liée au plan d'actions gratuites et d'autres éléments classés en non-courant

(\*\*) Multiple appliqué hors prise en compte d'une décote de prime de contrôle

Source : Rapports annuels des sociétés, communiqués de presse

### 4.3 Conclusion sur l'analyse multicritère de valeur

A l'issue de nos travaux, la valeur Ipsos ressort dans les fourchettes suivantes :

	Valorisation d'Ipsos en € expert indépendant	
<b>Méthodes retenues à titre principal</b>		
DCF	29.4	35.3
Cours de bourse - spot 09/11/2016		27.7
Cours de bourse - moy 1 mois		28.8
Cours de bourse - moy 3 mois	29.0	
Cours de bourse - moy 6 mois	28.0	
<b>Méthode retenue à titre informatif</b>		
Comparables boursiers (*)	34.3	38.5
Transactions comparables (*) incluant Nielsen	29.9	36.5

Cette analyse conforte le caractère représentatif du cours de bourse.

## 5. Analyse des éléments d'appréciation du prix mentionnés dans le projet de document E

### 5.1 Présentation des méthodes écartées

La société n'a pas retenu les méthodes suivantes : Actif Net Comptable, Actif Net Réévalué, méthode du rendement.

Nous n'avons pas de divergence d'appréciation sur ce point.

### 5.2 Présentation des méthodes et références retenues

La société a retenu une valeur de 34 euros proche de la moyenne des cinq méthodes ou références suivantes :

- Cours moyens pondéré par les volumes des trois derniers mois ;
- Objectifs de cours des analystes ;
- Comparables boursiers ;
- Transactions comparables ;
- Actualisation des flux de trésorerie futurs

Il convient de préciser que ces méthodes ont été retenues pour l'analyse de la parité d'échange proposée dans le cadre de la fusion entre LT Participations et Ipsos qui ne conduira qu'à un échange de titres et non dans le cadre du rachat par Ipsos de ses propres actions en numéraire.

Nous n'avons pas de divergence sur les méthodes ou références retenues.

Nous avons cependant présenté l'actualisation des flux futurs de trésorerie, et l'analyse du cours de bourse sur différentes périodes (spot et de 1 à 6 mois) à titre principal et les méthodes analogiques à titre secondaire. Les objectifs des analystes ont été étudiés dans le cadre de l'analyse du cours de bourse.

### 5.3 Données financières

#### 5.31 Nombre de titres retenus

Nous n'avons pas de divergence quant au nombre de titres retenus, si ce n'est que nous retenons le nombre de titres en tenant compte des conséquences de l'exercice des stock-options dans le nombre d'actions et en trésorerie.

#### 5.32 Eléments de passage de la valeur d'entreprise à la valeur des fonds propres

La société retient une situation de dette nette ajustée pour un montant de 595.2 millions d'euros au 31 décembre 2015 pour les méthodes analogiques et 523 millions d'euros au 30 septembre 2016 pour la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Nous retenons la situation au 30 juin 2016 pour notre passage de la valeur d'entreprise à la valeur des capitaux propres pour l'ensemble des méthodes.



Les principales divergences entre nos travaux en dehors des différences de dates de références portent sur :

- les provisions à caractère de dette ;
- l'actif d'impôt lié aux déficits reportables ;
- la trésorerie potentielle issue de l'exercice des stock-options ;
- les rachats d'intérêts minoritaires et les prix et compléments de prix (réintégrés dans les flux du plan d'affaires dans les travaux de la Société).

#### 5.4 Méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie

La société a utilisé le plan d'affaires du management sur la période 2016-2020.

Notre principale divergence est l'utilisation par la société d'un taux moyen d'EBIT/Chiffre d'affaires de 12,1% en année terminale, alors que nous avons retenu la moyenne sur le plan d'affaires soit 11%.

La société retient un taux d'actualisation de 9,5% et un taux de croissance à l'infini de 1,5%.

Nous avons pour notre part retenu un taux de 9,0%, sur la base de paramètres spot au 9 novembre 2016 et un taux de croissance à l'infini de 1,0%.

La société parvient à une valeur de 37,2 euros, nos travaux aboutissent à une fourchette de 29,4 à 35,3 euros par action.

#### 5.5 Méthodes des comparables boursiers

Les sociétés de nos échantillons sont identiques, nous avons cependant présenté à titre d'information la valeur en excluant Nielsen compte tenu de la plus forte rentabilité de cette société.

La société se fonde sur les multiples de valeur d'entreprise rapportée au chiffre d'affaires, à l'EBITDA et à l'EBIT.

Nous ne retenons que les multiples d'EBIT pour tenir compte de la différence de rentabilité, et de la différence des politiques d'activation de certains frais entre les sociétés, ce que ne permet pas le multiple de chiffre d'affaires et le multiple d'EBITDA.

Les valeurs par action ressortant des travaux de la société s'établissent à 31,6 euros après application d'une décote forfaitaire de 20%.

Nous retenons une valeur comprise entre 34,3 euros et 38,5 euros y compris Nielsen (24,9 à 29,4 euros hors Nielsen).

## 5.6 Méthodes des transactions comparables

Nous avons retenu les transactions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2014 alors que la société a utilisé un échantillon incluant les transactions réalisées depuis 2008.

La société retient des multiples de chiffre d'affaires d'EBIDA et d'EBIT. Nous n'avons pas retenu le multiple de chiffre d'affaires qui ne permet pas de tenir compte des différences de rentabilité des sociétés acquises.

La société ne tient pas compte des autres charges et produits non courants et retraite les charges relatives aux plans d'actions gratuites. Nous n'avons pas retraité ces éléments dans la mesure où ces retraitements ne sont pas effectués au niveau des sociétés de l'échantillon de transaction.

L'EBIT que nous retenons comprend la charge relative aux plans d'actions gratuites ceux-ci n'ayant pas été pris en dilution.

Les valeurs par action ressortant de ces travaux s'établissent à 39,4 euros après application d'une décote forfaitaire de 20%. Cette valeur élevée par action résulte notamment du choix des agrégats.

Nous retenons une valeur comprise entre 29,9 euros et 36,5 euros.

## 5.7 Analyse du cours de bourse et des objectifs des analystes

Nous n'avons pas de commentaires sur les analyses de la société.

Nous ne retenons pas le consensus d'analyste comme méthode d'évaluation.

## 6. Décotes observées lors des achats de blocs d'actions

L'Opération envisagée consiste en un rachat par la Société d'un bloc de ses propres actions auprès de son actionnaire de référence.

S'agissant d'une opération entre parties liées, elle ne peut s'effectuer que dans des conditions qui n'apparaissent pas plus favorables que celles qui ressortent des opérations de marché. L'une des méthodes pour apprécier les conditions dans lesquelles des cessions de bloc s'effectuent sur le marché consiste à analyser les placements de titres réalisés sous forme d'Accelerated Book Building (ABB)<sup>7</sup>. Le placement d'un bloc de titres sur le marché est en général effectué avec une décote sur le cours de bourse pour faciliter l'opération, décote variable selon le contexte de marché, la taille du bloc et la liquidité du titre.

Nous avons analysé l'ensemble des 195 opérations de placement privé réalisées sous forme d'ABB depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Nous avons retenu les 178 transactions portant sur des sociétés européennes.

<sup>7</sup> Un ABB correspond à une constitution accélérée par un banquier d'un carnet d'ordres d'achat ou de vente portant sur un grand nombre d'actions d'une société réalisé en un délai très court (1-2 jours).

Nos analyses sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Type de transactions	Nombre de transactions	Décote moyenne observée (%)	Décote médiane (%)
Sociétés européennes	178	(5,6%)	(5,0%)
Sociétés européennes dont le bloc cédé est compris entre 0-10% de la capitalisation boursière	117	(5,3%)	(5,0%)
Sociétés françaises	20	(7,6%)	(6,2%)

Source : Bloomberg

La décote moyenne observée sur l'ensemble des sociétés européennes s'élève à 5,6%, tandis que la médiane s'élève à 5,0%.

Nous avons par ailleurs analysé plus précisément les sociétés françaises dont la capitalisation et le flottant sont proches de ceux d'Ipsos (capitalisation boursière entre 1 et 5 milliards d'euros et flottant supérieur à 25%). Les résultats obtenus sont les suivants :

Type de transactions	Nombre de transactions	Décote moyenne observée (%)	Décote médiane (%)
Sociétés françaises dont la cap. bours. est comprise entre 1 et 5 Md€, et dont le flottant est sup. à 25%	8	(6,0%)	(6,2%)

Source : Bloomberg

La décote moyenne constatée sur cet échantillon s'élève à 6,0% tandis que les décotes minimales et maximales observées s'élèvent respectivement à 4,0% et 8,0%.

Au global, une décote de 4% à 8% sur le cours de bourse doit être considérée, sachant que la moyenne de décotes, toutes opérations d'ABB confondues sur des blocs de moins de 10% du capital de sociétés européennes, ressort à 5,3%, et la médiane à 5%.



## 7. Conclusion

Notre rapport est établi dans la perspective d'une acquisition par la Société de ses propres titres auprès de son actionnaire de référence. Cette opération est soumise à la procédure des conventions réglementées et le conseil d'administration de la Société a souhaité nommer un expert indépendant, conformément à la recommandation AMF 2012-05.

Notre mission n'est pas prévue par le règlement général de l'AMF, nous avons cependant effectué nos diligences selon les dispositions du règlement général.

Nos travaux ont consisté à évaluer la Société pour nous assurer que le prix proposé pour le rachat des actions ne serait pas supérieur à la valeur de celles-ci, telle qu'elle ressort d'une approche multicritère, ainsi qu'à analyser les conditions de marché dans lesquelles les cessions de blocs de titres s'effectuent communément.

L'analyse multicritère de valeur de la Société conforte le cours de l'action, qui se situe en moyenne dans la limite basse de la méthode des flux de trésorerie actualisés, méthode qui prend en compte des hypothèses d'amélioration continue de la performance d'Ipsos qui sont par nature incertaines. Les méthodes retenues à titre secondaire ne remettent pas en cause cette conclusion.

Le cours de bourse de la Société apparaît donc représentatif de la valeur d'Ipsos.

Nous constatons qu'un actionnaire souhaitant une liquidité immédiate d'un bloc d'actions accepte en contrepartie de cette liquidité une décote par rapport au cours de bourse, variable selon le contexte de marché, la taille du bloc cédé et la liquidité du titre. Sur la base de nos observations des opérations de marché, une décote de l'ordre de 4% à 8% doit être considérée.

Au cas particulier de l'Opération, le rachat de ses propres actions par Ipsos conduit à offrir une liquidité immédiate sur environ 5% du capital au seul actionnaire de référence de la Société.

Il doit cependant être observé que cette Opération sera suivie de l'absorption de l'actionnaire de référence par Ipsos, ce qui conduira à un élargissement du flottant.

Dans ce cadre, une décote de l'ordre de 5% sur le dernier cours avant annonce, correspondant à la médiane de marché sur des opérations de placement privé, nous paraîtrait équitable pour la société et ses actionnaires.

Paris, le 10 novembre 2016

  
Gilles Vantelon

  
Sonia Bonnet-Bernard

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE RICOL LASTEYRIE CORPORATE FINANCE

Avec une équipe resserrée de professionnels reconnus dans leurs spécialités, Ricol Lasteyrie Corporate Finance intervient, depuis sa création, dans tous les domaines liés à l'analyse financière et à l'évaluation d'entreprises, que ce soit dans le cadre de :

- missions légales : commissariat aux apports et à la fusion ;
- missions contractuelles : expertise indépendante, évaluation d'entreprises et support aux contentieux.

Ricol Lasteyrie Corporate Finance a acquis au cours des années une expérience reconnue dans les opérations qui requièrent une appréciation particulière de l'équité entre actionnaires et plus généralement en matière d'expertise indépendante et d'attestation d'équité.

Ricol Lasteyrie Corporate Finance adhère depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2008 à l'Association Professionnelle des Experts Indépendants (APEI), association professionnelle reconnue par l'Autorité des marchés financiers en application de l'article 263-1 de son règlement général.

Par ailleurs, Ricol Lasteyrie Corporate Finance est doté d'une charte qualité, prévoyant notamment des procédures destinées à protéger l'indépendance de la société et éviter les situations de conflits d'intérêts ainsi qu'à contrôler, sur chaque mission, la qualité des travaux réalisés et des rapports avant leur émission, téléchargeable sur son site Internet : [www.ricol-lasteyrie.fr](http://www.ricol-lasteyrie.fr)

Ricol Lasteyrie Corporate Finance est membre du réseau EY depuis avril 2015.

### ANNEXE 2 : MONTANT DE LA REMUNERATION PERCUE

Pour l'ensemble de la mission, notre rémunération s'est élevée à 220.000 euros, hors taxes et hors frais.

### ANNEXE 3 : DESCRIPTION DES DILIGENCES EFFECTUEES

Nous avons mis en œuvre le programme de travail suivant :

Prise de connaissance de l'Opération et acceptation de la mission

Identification des risques et orientation de la mission

Collecte des informations et des données nécessaires à la mission :

- prise de connaissance des notes d'analyse sur le secteur et les sociétés comparables

Appréciation du contexte de l'Opération :

- analyse de la documentation juridique encadrant la transaction
- échanges avec la Société et ses conseils

Prise de connaissance de la documentation comptable et financière d'Ipsos

Analyse du cours de bourse :

- analyse du flottant et de la liquidité
- analyse de l'évolution du cours

Mise en œuvre d'une approche d'évaluation par actualisation des flux de trésorerie prévisionnels :

- analyse du plan d'affaires préparé par le management de la Société
- travaux d'évaluation
- analyses de sensibilité

Mise en œuvre des méthodes analogiques :

- comparables boursiers
- transactions comparables

Obtention d'une lettre d'affirmation de la Société

Note de synthèse

Revue indépendante

Rédaction du rapport

### ANNEXE 4 : CALENDRIER DE L'ETUDE

- Réunion de lancement des travaux : 12 octobre 2016
- Signature de la lettre de mission désignant Ricol Lasteyrie Corporate Finance en qualité d'expert indépendant le 17 octobre 2016
- Réception des documents : entre le 14 et le 19 octobre 2016
- Réunions avec le management le 25/10/2016 et le 4 novembre 2016, nombreux échanges tout au long de la mission
- Remise d'un pré-rapport : 9 novembre 2016
- Remise du rapport définitif : 10 novembre 2016

### ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES ET/OU CONTACTEES

#### **Conseils juridiques**

- Pierre Deval, Veil Jourde, conseil d'Ipsos

#### **Ipsos SA**

- Didier Truchot : Président Directeur Général
- Laurence Stoclet : Directrice Générale en charge des Finances
- Antoine Lagoutte : Directeur Financier Adjoint



#### ANNEXE 6 : SOURCE DES INFORMATIONS UTILISEES

- Informations significatives communiquées par Ipsos :
  - Présentation de la Société ;
  - Business plan ;
  - Documents juridiques ;
- Informations de marché :
  - Notes d'analyse financière et transactions comparables : Thomson One Banker, Mergermarket ;
  - Données de marché : Capital IQ, Bloomberg

#### ANNEXE 7 : PERSONNEL ASSOCIE A LA REALISATION DE LA MISSION

La mission a été conduite par :

- Sonia Bonnet-Bernard, Associée Gérante, diplômée d'expertise comptable et titulaire d'une Maîtrise de Sciences et Techniques Comptables et Financières de Paris Dauphine. Dotée de près de 30 ans d'expérience dans les domaines comptables et financiers, associée gérante de Ricol Lasteyrie Corporate Finance depuis 1998, responsable du pôle Attestation-Evaluation, elle est membre de l'Autorité des normes comptables, Vice-Présidente de l'APEI et Présidente de la Société Française des Evaluateurs (SFEV) ;
- Gilles Vantelon, Associé, diplômé d'expertise comptable et titulaire d'une Maîtrise d'Economie de Paris Dauphine, a rejoint Ricol Lasteyrie Corporate Finance en avril 2015, et dispose de plus de 20 années d'expériences professionnelles en finance. Associé depuis 2008, il est membre de l'APEI (Association Professionnelle des Experts Indépendants) et est en charge notamment des missions d'évaluation et modélisation financière ainsi que d'attestation d'équité.
- Marie-Amélie Viallet, Senior Manager, diplômée d'une Maîtrise de Science de Gestion et du DESS 225 Finance d'Entreprise et Ingénierie Financière de l'Université de Paris Dauphine, a rejoint l'équipe *Valuation and Business Modelling* d'EY en 2005 mais a passé un an au sein du service Fusions & Acquisitions de Fromagerie Bel entre 2007 et 2008. Elle bénéficie de plus de 10 ans d'expérience en évaluation d'entreprises et d'actifs incorporels dans des contextes transactionnels, comptables ou encore fiscaux.
- Charlotte Gaisset, Consultante Senior, diplômée du Master en Ingénierie Financière de l'EM Lyon, a rejoint l'équipe *Valuation and Business Modelling* d'EY en janvier 2013.
- Romain Muscat, Consultant Senior, diplômé de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne, a rejoint l'équipe *Valuation and Business Modelling* en avril 2016 après avoir passé 2 ans au sein du département Audit d'EY.
- Edouard Julienne, Consultant Junior, diplômé de l'ISG Paris, a rejoint l'équipe *Transaction Advisory Services* d'EY en février 2016 après avoir passé 1 an à New-York chez BNP Paribas en Financement Structuré et 2 ans chez Deloitte à Londres dans le département Advisory.

La revue indépendante a été effectuée par Alban Eyssette, Associé de RLCF.

#### **6.4 Situation comptable intermédiaire de LT Participations au 31 août 2016**

---

Désignation : L.T. PARTICIPATIONS S.A.  
 Adresse : 35 rue du Val de Marne 75628 Paris cedex 13  
 N°SIRET : 34510194300040

Durée N : 12  
 Durée N-1 : 12

Rubriques		Montant brut	Amort. Prov.	31/08/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé	I AA				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement	AB		AC		
Frais de développement	CX		CQ		
Concessions,brevets,droits similaires	AF		AG		
Fonds commercial (1)	AH		AI		
Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
Avances,acomptes immob. Incorporelles	AL		AM		
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains	AN		AO		
Constructions	AP		AQ		
Installations techniq., matériel, outillage	AR		AS		
Autres immobilisations corporelles	AT		AU		
Immobilisations en cours	AV		AW		
Avances et acomptes	AX		AY		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>					
Participations par mise en équivalence	CS		CT		
Autres participations	CU	133 851 151	CV	133 851 151	139 269 548
Créances rattachées à participations	BB		BC		
Autres titres immobilisés	BD		BE		
Prêts	BF		BG		
Autres immobilisations financières	BH		BI		
<b>TOTAL II</b>	<b>BJ</b>	<b>133 851 151</b>	<b>BK</b>	<b>133 851 151</b>	<b>139 269 548</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>					
Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
En-cours de production de biens	BN		BO		
En-cours de production de services	BP		BQ		
Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
Marchandises	BT		BU		
Avances,acomptes versés/commandes	BV		BW		
<b>CREANCES</b>					
Créances clients & cptes rattachés (3)	BX		BY		
Autres créances (3)	BZ		CA		
Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement (dt actions propres <input type="text"/> )	CD		CE		
Disponibilités	CF	866 575	CG	866 575	601 939
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance (3)	CH		CI		
<b>TOTAL III</b>	<b>CJ</b>	<b>866 575</b>	<b>CK</b>	<b>866 575</b>	<b>601 939</b>
Frais émission d'emprunts à étaler	IV CW				72 727
Primes rembours des obligations	V CM				
Ecart de conversion actif	VI CN				
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>CO</b>	<b>134 717 727</b>	<b>1A</b>	<b>134 717 727</b>	<b>139 944 215</b>
Renvois:(1) droit bail N-1		(2)Part -1an immo.fin. N-1	CP	(3) Part à + 1 an [CR] N-1	
Clause réserv. propr. Immobilisations :		Stocks :		Créances :	



Désignation : L.T. PARTICIPATIONS S.A.

Rubriques		31/08/2016	31/12/2015
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social ou individuel (1) (dont versé : <input type="text"/> )	DA	118 150	118 150
Primes d'émission, de fusion, d'apport	DB	35 768 040	35 768 040
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : <input type="text"/> EK <input type="text"/> )	DC		
Réserve légale (3)	DD	11 814	11 814
Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
Réserves réglementées (3) (dont rés. prov. cours <input type="text"/> B1 <input type="text"/> )	DF		
Autres réserves (dont achat d'œuvres orig. <input type="text"/> EJ <input type="text"/> )	DG		
Report à nouveau	DH	17 545 900	15 942 390
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	DI	15 317 434	4 835 399
Subventions d'investissements	DJ		
Provisions réglementées	DK		
<b>TOTAL I</b>	<b>DL</b>	<b>68 761 339</b>	<b>56 675 795</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Produits des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées	DN		
<b>TOTAL II</b>	<b>DO</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Provisions pour risques	DP		
Provisions pour charges	DQ		
<b>TOTAL III</b>	<b>DR</b>		
<b>DETTES (4)</b>			
Emprunts obligataires convertibles	DS		
Autres emprunts obligataires	DT		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	65 708 081	83 171 233
Emprunts, dettes fin. divers (dont emp. participatifs <input type="text"/> EI <input type="text"/> )	DV	24 556	24 556
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	188 025	72 630
Dettes fiscales et sociales	DY		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Autres dettes	EA	35 722	
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance (4)	EB		
<b>TOTAL IV</b>	<b>EC</b>	<b>65 956 387</b>	<b>83 268 420</b>
Ecart de conversion passif	ED		
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>EE</b>	<b>134 717 727</b>	<b>139 944 215</b>

Renvois			
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
- Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
(2) Dont	1D		
- Ecart de réévaluation libre	1E		
- Réserve de réévaluation (1976)	EF		
(3) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme	EG	65 956 387	21 216 020
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'1 an	EH		
(5) Dont concours bancaires, soldes créditeurs de banque, CCP (balo)			
Dettes à plus d'un an (balo)			
Dettes à moins d'un an (balo)			

Désignation : L.T. PARTICIPATIONS S.A.

Rubriques	France		Exportation		31/08/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises	FA		FB		FC	
Production - biens	FD		FE		FF	
vendue - services	FG		FH		FI	
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>FJ</b>		<b>FK</b>		<b>FL</b>	
Production stockée					FM	
Production immobilisée					FN	
Subventions d'exploitation					FO	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)					FP	
Autres produits (1) (11)					FQ	
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)</b>					<b>FR</b>	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					FS	
Variation de stock (marchandises)					FT	
Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane)					FU	
Variations de stock (matières premières et approvisionnements)					FV	
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)					FW	234 177
Impôts, taxes et versements assimilés					FX	189
Salaires et traitements					FY	
Charges sociales (10)					FZ	
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>						
Sur immobilisations : - dotations aux amortissements					GA	72 727
- dotations aux provisions					GB	
Sur actif circulant : dotations aux provisions					GC	
Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	
Autres charges (12)					GE	
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (4)</b>					<b>GF</b>	<b>307 094</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>					<b>GG</b>	<b>(307 094)</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>						
Bénéfice attribué ou perte transférée					GH	
Perte supportée ou bénéfice transféré					GI	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
Produits financiers de participations (5)					GJ	9 489 580
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	8 896 482
Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	
Différences positives de change					GN	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>					<b>GP</b>	<b>9 489 580</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions					GQ	
Intérêts et charges assimilées (6)					GR	1 950 144
Différences négatives de change					GS	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>					<b>GU</b>	<b>1 950 144</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)</b>					<b>GV</b>	<b>7 539 435</b>
<b>3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)</b>					<b>GW</b>	<b>7 232 341</b>

Désignation : L.T. PARTICIPATIONS S.A.

Rubriques		31/08/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges	HA HB HC	13 503 490	
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (7)</b>	<b>VII</b>	<b>13 503 490</b>	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HE HF HG	5 418 397	
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (7)</b>	<b>VIII</b>	<b>5 418 397</b>	
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>HI</b>	<b>8 085 093</b>	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	IX X		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>HL</b>	<b>22 993 070</b>	<b>8 896 482</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>HM</b>	<b>7 675 635</b>	<b>4 061 082</b>
<b>5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	<b>HN</b>	<b>15 317 434</b>	<b>4 835 399</b>

Renvois		Exercice N	
		Charges	Produits
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont produits de locations immobilières	HY		
produits d'exploitation sur exercices antérieurs (8)	(balo) 1G		
(3) Dont :       - Crédit-bail mobilier	(balo) HP		
- Crédit-bail immobilier	(balo) HQ		
(4) Dont charges d'exploitation sur exercices antérieurs (8)	(balo) 1H		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées	(balo) 1J		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	(balo) 1K		
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du CGI)	HX		
(9) Dont transferts de charges	A1		
(10) Dont cotisations pers. exploitant (13)	A2		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13) Dont primes & cot.compl.perso. facultatives	A6		
obligatoires	A9		
<b>(7) Détail des produits et charges exceptionnels</b>			
<i>Au regard de la norme EDI-TDFC, veuillez saisir ces informations dans l'annexe " 2053 - Produits et charges exceptionnels ", présente dans la rubrique Complément EDI - TDFC.</i>			
<b>(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs</b>			
<i>Au regard de la norme EDI-TDFC, veuillez saisir ces informations dans l'annexe " 2053 - Produits et charges s/exercices ant. ", présente dans la rubrique Complément EDI - TDFC.</i>			



## **6.5 Rapport Financier Semestriel d'Ipsos au 30 juin 2016**



# **IPSOS SA**

Société anonyme au capital de 11 334 058,75 euros  
35, rue du Val de Marne 75013 Paris  
304 555 634 RCS Paris

\*\*\*

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**Semestre clos le 30 juin 2016**

Rapport établi conformément à l'article L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier et aux articles 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF

## I. Rapport semestriel d'activité

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires d'Ipsos s'établit à 833,6 millions d'euros pratiquement stable par comparaison avec la même période de 2015. Les effets de change sont négatifs de 4,5 % sur le semestre, un peu plus que compensés par des effets de périmètre à 1,3 % grâce à l'intégration de RDA à Détroit depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et surtout grâce à une croissance organique de + 3,3 %.

Les résultats du seul deuxième trimestre (3% de croissance organique) confirment en fait l'observation faite à l'issue du trimestre précédent : en 2016 Ipsos retrouve une croissance organique de son chiffre d'affaires qui est significative par son ampleur et sa durée, satisfaisante par son contenu (les « Nouveaux Services » représentent 2/3 de la croissance totale) et saine puisqu'elle s'accompagne aussi d'une amélioration d'indicateurs plus strictement financiers tels que la génération de cash flows libres.

### Évolution de l'activité par région et lignes de métier

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique (en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015	Évolution 2016/2015	Croissance organique
Europe, Moyen Orient et Afrique	360,0	369,7	- 2,6 %	1,5 %
Amériques	330,4	326,2	1,3 %	3 %
Asie-Pacifique	143,1	137,0	4,5 %	8 %
Chiffre d'affaires semestriel	833,6	832,9	0,1 %	3,3 %

En 2016, tous les territoires progressent. C'est vrai des régions qui enregistrent des performances convenables (EMEA), bonnes (Amériques) voire excellentes (Asie-Pacifique). C'est également vrai par type de marché : les plus développés progressent, toujours à taux de change et périmètre constants, de 2,8 % portés par les États-Unis, le Japon et l'Australie entre autres.

C'est aussi le cas des marchés émergents qui, en 2015, pénalisaient les résultats d'Ipsos, notamment la Russie, le Brésil et le Moyen-Orient en raison des conséquences des crises qui les frappaient. Au premier semestre 2016, au contraire, les marchés émergents ont en moyenne crû de 4,4 % donc mieux que les marchés développés, ce qui était attendu, et beaucoup mieux que l'année dernière, ce qui était espéré.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par ligne de métier (en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2016	1 <sup>er</sup> semestre 2015	Évolution 2016/2015	Croissance organique
Études Médias et Expression des marques	182,7	193,3	- 5,5 %	- 1 %
Études Marketing	447,8	446,5	0,3 %	4 %
Études d'Opinion et Recherche sociale	85,8	86,6	- 0,8 %	4 %
Études pour la gestion de la Relation Client / Salarié	117,2	106,5	10,0 %	7 %
Chiffre d'affaires semestriel	833,6	832,9	0,1 %	3,3 %

De même, toutes les lignes de métier améliorent leur performance d'une période à l'autre. Celles qui progressaient en 2015 voient leur croissance s'améliorer en 2016. C'est le cas des études marketing, de + 0,5 % à + 4 %, des études d'opinion, de + 2 % à + 4 %, et des programmes liés à la gestion de la relation client (de + 0,5 % à + 7 % : un record pour l'évolution semestrielle d'une ligne de métier depuis 2011 !). Ipsos Connect, qui gère depuis 2015 au sein d'une même organisation les études liées aux contenus publicitaires et celles liées aux canaux digitaux et traditionnels, avait connu pour sa première année d'existence des débuts difficiles avec une régression de 6,5 % de son activité à périmètre et taux de



change constants. 2016 sera une année de stabilisation. Au premier semestre, l'activité est presque stable avec une évolution organique de - 1 %, point bas de l'évolution attendue.

## Performances financières

### Compte de résultat résumé

<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>	<b>Variation S1 2016 / S1 2015</b>
Chiffre d'affaires	833,6	832,9	0,1 %
<b>Marge brute</b>	<b>545,0</b>	<b>536,4</b>	<b>1,6 %</b>
<i>Marge brute / CA</i>	<i>65,4 %</i>	<i>64,4 %</i>	-
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>53,8</b>	<b>46,8</b>	<b>14,9 %</b>
<i>Marge opérationnelle/ CA</i>	<i>6,5 %</i>	<i>5,6 %</i>	-
Autres charges et produits non courants et non récurrents	8,7	(11,2)	-
Charge de financement	(10,2)	(12,1)	-
Impôts	(12,4)	(4,5)	-
<b>Résultat net ajusté* part du groupe</b>	<b>33,0</b>	<b>30,5</b>	<b>8,2 %</b>

\* Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunérations en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges non courants.

La **marge brute** (qui se calcule en retranchant du chiffre d'affaires des coûts directs variables et externes liés à l'exécution des contrats) croît de 1,6 %. Elle poursuit sa progression et s'établit à 65,4 % contre 64,4 % au premier semestre 2015, sous le double effet de la digitalisation de la collecte de données et de la croissance des Nouveaux Services dont les marges brutes sont souvent plus élevées ; elle est aussi le signe d'une bonne capacité à maintenir les prix dans tous les pays.

En ce qui concerne les coûts d'exploitation, la **masse salariale** est en hausse de 1,0 % et diminue légèrement en pourcentage du chiffre d'affaires et de la marge brute.

Le coût des **rémunérations variables en action** passe de 5,9 à 5,0 millions d'euros. Comme prévu, le programme ayant atteint son plein régime en 2014 ne pèse plus sur l'évolution du taux de marge opérationnelle.

Les **frais généraux** sont maîtrisés et diminuent de 2,4 %.

Les **coûts opérationnels** devraient enregistrer au deuxième semestre quelques charges supplémentaires en relation avec le programme « New Way » pour lequel Ipsos a prévu 10 millions d'euros d'investissement supplémentaires courants en 2016 : 4,4 millions ont été dépensés au premier semestre 2016 dont 45 % en masse salariale et 55 % en frais généraux.

Les **autres charges et produits opérationnels** incluent principalement des effets de change transactionnels sur les postes du compte d'exploitation, qui sont négatifs de 0,2 millions d'euros sur le semestre alors qu'ils étaient positifs pour 1,3 millions d'euros au premier semestre 2015.

Au total, la **marge opérationnelle** du Groupe s'établit à 53,8 millions d'euros, soit un taux de 6,5 % rapporté au chiffre d'affaires, en progression de 80 points de base par rapport à la même période de l'an dernier, grâce à un bon niveau retrouvé de croissance organique du chiffre d'affaires et un bon ratio de marge brute.

En dessous de la marge opérationnelle, les **dotations aux amortissements des incorporels** liés aux acquisitions concernent la partie des écarts d'acquisition affectée aux relations clients au cours des 12 mois suivant la date d'acquisition et faisait l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 2,5 millions d'euros contre 2,6 millions précédemment.

Le solde du poste **autres charges et produits non courants et non récurrents** s'établit à + 8,7 millions d'euros contre une charge nette de 11,2 millions d'euros l'an dernier. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition ainsi que les coûts liés aux plans de restructuration en cours.

Il enregistre en particulier, au premier semestre 2016, un produit net de 15,4 millions d'euros en relation avec le remboursement reçu d'Aegis en février 2016 pour solde de tout compte des litiges qui étaient nés suite à l'acquisition de Synovate réalisée en 2011. Par ailleurs, des dépenses de restructuration et de rationalisation dont certaines liées au programme « New Way » ont été constatées pour un total de 6 millions d'euros.

**Les charges de financement.** La charge d'intérêt nette s'élève à 10,2 millions d'euros contre 12,1 millions d'euros, en baisse de 15,4 % en raison d'une part de la baisse de l'endettement net du groupe et, d'autre part, de la baisse de ses conditions de crédit.

**Impôts.** Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 25,6 % contre 25,2 % l'an dernier. Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 2,2 millions d'euros (contre une charge de 2,4 millions au 1er semestre 2015) qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées, et qui est par conséquent retraitée dans le résultat net ajusté.

**Le Résultat net, part du Groupe,** s'établit à 35,2 millions d'euros en progression de 173,5 % par rapport au 1er semestre 2015.

**Le Résultat net ajusté, part du Groupe,** qui est l'indicateur pertinent et constant utilisé pour la mesure de la performance, s'établit à 33,0 millions d'euros en progression de 8,2 % par rapport au 1er semestre 2015.

#### La structure financière

Flux nets de trésorerie libre. La trésorerie libre générée par l'exploitation et nette des investissements courants est en progression de 3,3 % à 55,5 millions d'euros (contre 53,7 millions d'euros au premier semestre 2015) grâce à une bonne maîtrise de la variation du besoin en fonds de roulement, ce qui constitue un nouveau record depuis l'introduction en bourse d'Ipsos, il y a 17 ans, au 1er juillet 1999.

Dans le détail :

- La capacité d'autofinancement s'établit à 62,4 millions d'euros contre 55,4 millions d'euros, en hausse de 12,6 % et en ligne avec la hausse du résultat d'exploitation.
- Le besoin en fonds de roulement connaît une variation positive de 26,2 millions d'euros.
- Les investissements courants en immobilisations corporelles et incorporelles, principalement constitués d'investissements informatiques, sont de 7,7 millions d'euros contre 12,2 millions d'euros au premier semestre 2015.

En ce qui concerne les investissements non courants nets, Ipsos a investi 36 millions d'euros sur le semestre dans son programme d'acquisition, procédant notamment au rachat de minoritaires dans une société américaine et dans certains pays émergents (Russie et Indonésie notamment).

Par ailleurs, Ipsos a investi 6,2 millions d'euros dans son programme de rachat d'actions afin de limiter les effets de dilution de ses plans d'attribution d'actions gratuites.

Enfin, le remboursement reçu d'Aegis de 20 millions de livres (26,2 millions d'euros) en février 2016 a été classé en diminution des investissements non courants dans le tableau des flux de trésorerie.



Les capitaux propres s'établissent à 932 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 945 millions publiés au 31 décembre 2015, après déduction des 34 millions d'euros de dividendes mis en paiement le 5 juillet 2016.

Les dettes financières nettes s'élèvent à 503 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 552 millions d'euros au 31 décembre 2015, grâce à la bonne génération de flux de trésorerie d'exploitation mentionnée ci-dessus.

Le ratio d'endettement net est de 53,9 % contre 59,8 % au 31 décembre 2015.

Position de liquidité. La trésorerie en fin de semestre s'établit à 126,7 millions d'euros contre 151,6 millions d'euros au 31 décembre 2015, assurant une bonne position de liquidité à Ipsos qui dispose par ailleurs de plus de 300 millions d'euros de lignes de crédit disponibles.

---

## PERSPECTIVES 2016

---

La Chine semble gérer sans trop d'à coup le difficile chemin qui l'a conduit d'un modèle de développement économique à un autre. Ce sera donc en Inde que FoxCOM va créer ses huit prochaines usines et son nouveau million d'emplois peu qualifiés. Et c'est en Chine qu'est développé l'avion de 150 à 200 sièges le véritable concurrent des mono couloirs de Boeing et d'Airbus.

Le Brésil connaît toujours une situation difficile mais les Jeux Olympiques se tiendront comme prévu le mois prochain à Rio, avec le drapeau Russe au milieu de beaucoup d'autres. Il reste à espérer qu'ils seront un succès et seront une preuve qu'un grand pays comme une grande équipe est toujours très résilient.

Le Royaume « Uni » va quitter l'Union Européenne mais sera plus européen que jamais. Le temps des négociations nocturnes à Bruxelles va revenir.

Voilà trois des principaux marchés dans lesquels Ipsos déploie des moyens importants, génère des volumes d'affaires significatifs, développe avec ses clients, grâce aux Nouveaux Services plus immersifs, plus analytiques, plus connectés, des relations nouvelles, plus proches, plus utiles et, in fine, plus faciles à valoriser.

Ces trois marchés sont exemplaires d'une époque paradoxale faite de challenges immenses et d'opportunités extraordinaires. Rien ne permet d'affirmer que tout ira bien, partout, tout le temps. Rien non plus ne devrait nous laisser aller à décrire un monde tout en noir, même s'il a rarement été aussi anxiogène, incertain, dispersé voire divisé par des émotions souvent compréhensibles mais parfois bien dangereuses. Ce paradoxe est celui d'une civilisation où l'information pas toujours juste et pertinente est, néanmoins, immédiate, partagée et omniprésente.

Finalement invention, diffusion, activation et fragmentation sont les maîtres mots de l'époque et justifient le maintien des dépenses marketing à un bon niveau. Celles et ceux qui gèrent ces budgets savent aussi qu'ils ne seront efficaces qu'à condition de bien comprendre les marchés, bien connaître consommateurs et clients, bien apprécier les démarches citoyennes et leur influence grandissante sur les comportements de consommation, mieux appréhender les mouvements des concurrents habituels ou nouveaux et anticiper leurs probables conséquences.

L'Industrie de la recherche, dans toutes ses dimensions, est soutenue par la nécessité de bien mesurer, de mieux comprendre et pourquoi pas de mieux anticiper ce que notre raison, nos expériences, nos émotions, nos réseaux nous font faire ou pas. Cette industrie dont Ipsos est fier de faire partie possède de grands atouts. Elle est essentielle à ses clients, grandes et petites entreprises, institutions, organisations de toutes sortes qui se meuvent et veulent bâtir leurs succès dans ces marchés ouverts, connectés, volatils, compétitifs.

Ipsos grâce à ses connaissances, à ses compétences, à ses moyens, y compris et surtout grâce à ses équipes installées dans 87 pays et 250 villes, met à la disposition de ses clients : son multiculturalisme, son habitude à travailler au plus près d'eux, sa capacité à développer et rendre accessible des services nouveaux créés à partir d'une bonne maîtrise des technologies et des sciences d'aujourd'hui.



Ipsos, en outre, tient ferme sur son statut – et sa réalité – d'entreprise indépendante, nourrie de neutralité. Au moment où tout devient plus fluide, compétitif et exigeant, être une entreprise mondiale, spécialisée et indépendante est sa fierté et son avantage concurrentiel.

Les perspectives d'Ipsos doivent se comprendre en prenant pour hypothèse que l'environnement « macro » complexe dans lequel les entreprises opèrent ne se détériorera pas davantage. Si tel est le cas, 2016 sera une bonne année, la meilleure depuis 2011 pour Ipsos. Elle sera marquée par plusieurs accomplissements dans le gain de marchés, l'essor des Nouveaux Services, le renforcement des équipes et une bonne génération de cash. Enfin, la marge opérationnelle sera stabilisée au niveau de l'exercice précédent, après des investissements de 10 millions d'euros de coûts opérationnels supplémentaires pour le « New Way » et un programme de rémunération variable plus agressif.

## II. Comptes consolidés semestriels condensés

### 1. Compte de résultat consolidé

#### Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Chiffre d'affaires</b>	3	<b>833 599</b>	<b>832 925</b>	<b>1785 275</b>
Coûts directs	4.1	(288 589)	(296 570)	(635 538)
<b>Marge brute</b>		<b>545 010</b>	<b>536 355</b>	<b>1 149 736</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(372 135)	(368 313)	(733 656)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.5.3	(5 039)	(5 888)	(10 812)
Charges générales d'exploitation		(113 873)	(116 626)	(227 999)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	( 180)	1 281	946
<b>Marge opérationnelle</b>	3	<b>53 784</b>	<b>46 809</b>	<b>178 215</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions		(2 451)	(2 572)	(5 097)
Autres charges et produits non courants	4.3	8 742	(11 203)	(17 302)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		( 48)	(89)	( 95)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>60 026</b>	<b>32 945</b>	<b>155 721</b>
Charges de financement	4.4	(10 217)	(12 078)	(23 849)
Autres charges et produits financiers	4.4	(1 188)	(2 987)	(2 131)
<b>Résultat net avant impôts</b>		<b>48 621</b>	<b>17 879</b>	<b>129 741</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	4.5	(10 286)	(2 061)	(29 353)
Impôts différés sur amortissement du goodwill		(2 162)	(2 444)	(4 465)
Impôt sur les résultats	4.5	(12 447)	(4 505)	(33 818)
<b>Résultat net</b>		<b>36 174</b>	<b>13 374</b>	<b>95 924</b>
<b>Dont part du Groupe</b>		<b>35 179</b>	<b>12 864</b>	<b>92 993</b>
<b>Dont part des minoritaires</b>		<b>995</b>	<b>510</b>	<b>2 930</b>
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4.6	0,78	0,28	2,05
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	4.6	0,77	0,28	2,03

## 2. Etat du résultat global consolidé

### Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Résultat net</b>	<b>36 174</b>	<b>13 375</b>	<b>95 924</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	(19 008)	6 466	(17 230)
Variation des écarts de conversion	2 905	35 887	6 152
Autres variations			
Variation des impôts différés	6 600	(1 709)	3 938
<b>Total des autres éléments reclassables en résultat</b>	<b>(9 503)</b>	<b>40 644</b>	<b>(7 140)</b>
Gains et pertes actuariels	-	-	269
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	(98)
<b>Total des autres éléments non reclassables en résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>171</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(9 503)</b>	<b>40 644</b>	<b>(6 969)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>26 671</b>	<b>54 019</b>	<b>88 954</b>
Dont part du Groupe	26 506	51 758	84 270
Dont part des minoritaires	166	2 260	4 684



### 3. Etat de la situation financière consolidée

#### Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
<b>ACTIF</b>			
Goodwills	5.1	1 241 637	1 264 920
Autres immobilisations incorporelles		74 455	80 469
Immobilisations corporelles		34 225	37 209
Participation dans les entreprises associées		206	262
Autres actifs financiers non courants	5.2	16 938	17 305
Impôts différés actifs		13 884	14 983
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 381 345</b>	<b>1 415 149</b>
Clients et comptes rattachés	5.3	552 754	627 282
Impôts courants		21 442	12 237
Autres actifs courants	5.4	88 286	72 596
Instruments financiers dérivés	5.6	6 804	4 589
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.6	126 686	151 576
<b>Actifs courants</b>		<b>795 972</b>	<b>868 280</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 177 318</b>	<b>2 283 430</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital	5.5	11 334	11 334
Primes d'émission		540 201	540 201
Actions propres		( 808)	( 1 220)
Ecarts de conversion		(56 785)	( 48 110)
Autres réserves		417 092	423 190
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société</b>		<b>911 034</b>	<b>925 395</b>
Intérêts minoritaires		20 569	19 889
<b>Capitaux propres</b>		<b>931 603</b>	<b>945 284</b>
Emprunts et autres passifs financiers non courants	5.6	582 792	635 868
Provisions non courantes	5.7	7 465	5 157
Provisions pour retraites	5.7	25 592	25 030
Impôts différés passifs		97 897	100 015
Autres passifs non courants	5.8	40 291	37 024
<b>Passifs non courants</b>		<b>754 037</b>	<b>803 094</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		230 578	263 492
Emprunts et autres passifs financiers courants	5.6	53 230	72 694
Impôts courants		6 059	6 781
Provisions courantes	5.7	10 147	5 121
Autres passifs courants	5.8	191 663	186 965
<b>Passifs courants</b>		<b>491 677</b>	<b>535 052</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 177 318</b>	<b>2 283 430</b>

## 4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

### Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

en milliers d'euros	Notes	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>				
<b>RESULTAT NET</b>		<b>36 174</b>	<b>13 374</b>	<b>95 924</b>
<b>Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement</b>				
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		12 754	13 535	27 525
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		48	89	95
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		203	18	161
Variation nette des provisions		(15 537)	629	(3 385)
Rémunération en actions		4 893	5 294	10 189
Autres produits et charges calculés		14	3 794	4 478
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		1 184	2 112	5 412
Charge de financement		10 217	12 078	23 849
Charge d'impôt		12 447	4 505	33 818
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT</b>		<b>62 398</b>	<b>55 429</b>	<b>198 064</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1	26 191	36 952	18 432
Intérêts financiers nets payés		(9 623)	(10 458)	(22 004)
Impôts payés		(15 838)	(15 947)	(26 510)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION</b>		<b>63 128</b>	<b>65 976</b>	<b>167 982</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.2	(8 136)	(11 705)	(23 579)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		879	389	454
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières		(374)	(932)	1 343
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidés *		22 425	(1 446)	(37 778)
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>14 794</b>	<b>(13 695)</b>	<b>(59 560)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>				
Augmentation / (Réduction) de capital		0	0	0
(Achats) / Ventes nets d'actions propres		(6 163)	(9 492)	(9 499)
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme		(63 561)	(22 158)	(46 604)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires		1 672	(1 065)	(1 262)
Rachats d'intérêts minoritaires		(32 283)	(3 928)	(12 546)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0	(34 071)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(465)	(1 869)	(3 428)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(100 801)</b>	<b>(38 511)</b>	<b>(107 410)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>		<b>(22 879)</b>	<b>13 769</b>	<b>1 012</b>
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		(2 010)	6 905	1 306
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>		<b>151 576</b>	<b>149 258</b>	<b>149 258</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>		<b>126 686</b>	<b>169 932</b>	<b>151 576</b>

\*Dont remboursement reçu d'Aegis pour 20 millions de livres (Cf. note 4.3. Autres charges et produits non courants)

## 5. Tableau des variations des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	Total
<b>Situation au 1er janvier 2015 publiée</b>	11 334	540 201	( 763)	371 654	(39 217)	883 211	18 079	901 290
Variation de capital	-	( 0)	-	-	-	( 0)	-	( 0)
Distribution dividendes	-	-	-	(33 978)	-	(33 978)	(1 745)	(35 723)
Effet des acquisitions et des engagements de rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	(1 533)	-	(1 533)	979	( 554)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2013	-	-	9 031	(9 031)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(9 509)	17	-	(9 492)	-	(9 492)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	5 294	-	5 294	-	5 294
Autres mouvements	-	-	-	( 459)	-	( 459)	20	( 439)
Transactions avec les actionnaires	-	( 0)	( 478)	(39 689)	-	(40 167)	( 746)	(40 914)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	12 864	-	12 864	511	13 375
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	6 466	6 466	-	6 466
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(1 709)	(1 709)	-	(1 709)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	34 138	34 138	1 749	35 887
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	38 895	38 895	1 749	40 644
Résultat global	-	-	-	12 864	38 895	51 759	2 260	54 019
<b>Situation au 30 Juin 2015</b>	11 334	540 201	(1 241)	344 829	( 322)	894 802	19 593	914 395
<b>Situation au 1er janvier 2016</b>	11 334	540 201	(1 220)	423 190	(48 110)	925 395	19 889	945 284
Variation de capital	-	-	-	-	-	0	-	0
Distribution dividendes	-	-	-	(36 228)	-	(36 228)	( 228)	(36 457)
Effet des acquisitions et des engagements de rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	(3 658)	-	(3 658)	715	(2 943)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2014	-	-	6 660	(6 660)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(6 248)	85	-	(6 163)	-	(6 163)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	4 893	-	4 893	-	4 893
Autres mouvements	-	-	-	289	-	289	28	317
Transactions avec les actionnaires	-	0	412	(41 279)	-	(40 866)	515	(40 352)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	35 179	-	35 179	995	36 174
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(19 008)	(19 008)	-	(19 008)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	6 600	6 600	-	6 600
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	3 734	3 734	( 829)	2 905
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	-	(8 674)	(8 674)	( 829)	(9 503)
Résultat global	-	-	-	35 179	(8 674)	26 505	166	26 671
<b>Situation au 30 Juin 2016</b>	11 334	540 201	( 808)	417 091	(56 785)	911 034	20 569	931 603



# Notes aux états financiers consolidés

## Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2016

### 1. Informations relatives à la société et méthodes comptables significatives

#### 1.1. Informations relatives à la société

Ipsos est un groupe mondial qui propose des solutions Etudes aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 3<sup>ème</sup> rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 87 pays.

Ipsos SA est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne-75013 Paris (France).

En date du 26 juillet 2016, le Conseil d'administration d'Ipsos a arrêté et autorisé la publication des états financiers semestriels consolidés condensés d'Ipsos au 30 juin 2016.

#### 1.2. Principales méthodes comptables

##### 1.2.1. Base de préparation des informations financières semestrielles 2016

Les comptes semestriels consolidés condensés du Groupe au 30 juin 2016 sont établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires condensés, et n'incluent pas l'intégralité des informations nécessaires aux états financiers annuels. Les états financiers consolidés au 30 juin 2016 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2015.

Les principes comptables appliqués par le Groupe pour établir les comptes consolidés condensés semestriels au 30 juin 2016 sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2015. Ces principes comptables sont décrits dans la note 1 des comptes consolidés du document de référence 2015 et sont conformes aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

##### *1.2.1.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016*

- Amendement à IAS 1 – définit les modalités d'application de la matérialité et de l'agrégation selon IAS 1
- Amendements à IFRS 8 : Réconciliation des actifs sectoriels – requiert des nouvelles informations sur le regroupement des secteurs et sur le rapprochement des actifs des secteurs
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 clarifient les méthodes d'amortissement acceptables
- Amendements à IFRS 2 : Définition des conditions d'acquisition des droits et conditions accessoires à l'acquisition des droits – facilite la distinction entre les conditions d'acquisition des droits et les autres conditions

##### 1.2.2 Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les jugements, estimations, hypothèses utilisés pour la clôture des comptes semestriels sont les mêmes que pour les comptes annuels à l'exception :

- des provisions pour retraite (qui font l'objet d'une extrapolation de la dernière évaluation actuarielle disponible),
- de la charge d'impôts du Groupe qui est déterminée sur la base d'un taux d'impôt estimé au titre de l'exercice 2016 (cf. note 4.5 – Impôts sur les résultats),
- des goodwills qui font l'objet d'une revue des indicateurs de perte de valeur des actifs sans réalisation de tests de dépréciations (cf. note 5.1.1 – tests de valeur des goodwills),
- des variations de la juste valeur des engagements de rachat des intérêts minoritaires.

## 2. Evolution du périmètre de consolidation

Les principaux mouvements de périmètre du premier semestre 2016 sont résumés dans le tableau suivant :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Research Insight	Cession	-100,00%	-100,00%	1er trimestre 2016	Ukraine
Ipsos MMA Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2,55%	2,55%	2ème trimestre 2016	Etats-Unis
PT Ipsos Market Research	Rachat d'intérêts minoritaires	30,00%	30,00%	2ème trimestre 2016	Indonesie
Ipsos Opinion y Mercado SA	Augmentation de capital	25,80%	25,80%	2ème trimestre 2016	Bolivia

### 3. Information sectorielle

L'information sectorielle présentée ci-après est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS8.

Aux trois secteurs opérationnels s'ajoutent les holdings ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ».

Par ailleurs, le groupe Ipsos est entièrement dédié à une seule activité: les études par enquête.

Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

#### 3.1 Information sectorielle au 30 juin 2016

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	371 237	341 751	156 027	(35 416)	833 599
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>359 979</i>	<i>330 431</i>	<i>143 116</i>	<i>(0)</i>	<i>833 527</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>11 257</i>	<i>11 320</i>	<i>12 911</i>	<i>(35 416)</i>	<i>73</i>
Marge opérationnelle	22 702	29 053	9 644	(7 397)	54 002
Dotations aux amortissements	(7 154)	(3 814)	(1 788)	3	(12 754)
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	861 164	896 960	336 289	(103 056)	1 991 357
Passifs sectoriels	340 625	132 337	88 165	(137 719)	423 409
Investissements corporels et incorporels de la période	6 597	830	709	(0)	8 136

*(1) les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.*

#### 3.2 Information sectorielle au 30 juin 2015

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	382 613	339 224	150 072	(38 983)	832 925
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>369 643</i>	<i>326 248</i>	<i>136 968</i>	<i>(0)</i>	<i>832 858</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>12 970</i>	<i>12 975</i>	<i>13 104</i>	<i>(38 983)</i>	<i>66</i>
Marge opérationnelle	20 541	15 095	2 180	8 993	46 809
Dotations aux amortissements	(8 609)	(4 224)	(2 094)	1 392	(13 535)
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	933 843	915 189	352 576	(153 737)	2 047 870
Passifs sectoriels	320 472	137 906	83 123	(128 011)	413 490
Investissements corporels et incorporels de la période	10 733	1 171	485	(684)	11 705

*(1) les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.*



### 3.3 Information sectorielle au 31 décembre 2015

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	810 501	731 637	327 533	(84 396)	1785 275
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>781 686</i>	<i>703 462</i>	<i>300 012</i>	<i>(0)</i>	<i>1785 160</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>28 815</i>	<i>28 175</i>	<i>27 521</i>	<i>(84 396)</i>	<i>115</i>
Marge opérationnelle	86 097	78 393	21 353	(7 627)	178 215
Dotations aux amortissements	(15 114)	(8 373)	(4 038)	0	(27 525)
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	909 486	931 338	350 070	(108 417)	2 082 477
Passifs sectoriels	350 589	140 657	95 549	(181 943)	404 785
Investissements corporels et incorporels de la période	18 597	3 520	1 462	(0)	23 579

(1) les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

### 3.4 Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Actifs sectoriels	1 991 357	2 047 870	2 082 477
Actifs financiers	17 144	20 218	17 567
Actifs d'impôts	35 326	59 138	27 220
Instruments financiers dérivés	6 804	4 442	4 589
Trésorerie et équivalent de trésorerie	126 686	169 932	151 576
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>2 177 318</b>	<b>2 301 600</b>	<b>2 283 430</b>

## 4 Notes sur le compte de résultat

### 4.1 Coûts directs

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Masse salariale des enquêteurs	(47 741)	(49 825)	(100 171)
Autres coûts directs	(240 848)	(246 745)	(535 367)
<b>Total</b>	<b>(288 589)</b>	<b>(296 570)</b>	<b>(635 538)</b>

### 4.2 Autres charges et produits opérationnels

Ce poste inclut principalement des éléments non récurrents relatifs à des résultats de change liés à des transactions commerciales.

### 4.3 Autres charges et produits non courants

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Impact net du remboursement reçu par Aegis pour solde de tout compte lié à la transaction Synovate post délai d'affectation <sup>(1)</sup>	15 390	(2 112)	(5 412)
Frais d'acquisition <sup>(2)</sup>	(50)		
Provision pour litiges sociaux au Brésil	(1 001)		(1 700)
Coûts de réorganisation et de rationalisation	(6 123)	(9 653)	(15 050)
Variations des engagements de rachats de minoritaires	527	562	4 859
<b>Total</b>	<b>8 742</b>	<b>(11 203)</b>	<b>(17 302)</b>

(1) Ipsos a reçu le 10 février 2016 un dernier remboursement en cash, pour solde de tout compte de 20,0 millions de livres, mettant définitivement fin à l'ensemble des réclamations et des procédures judiciaires. Ce montant obtenu suite à une dernière médiation solde le différend entre Ipsos et Aegis au sujet du prix d'acquisition initial décaissé le 12 octobre 2011. Ce montant correspond :

- au solde des litiges, réclamations et risques Synovate,
- et au remboursement d'une partie du prix d'acquisition des titres Synovate.

Le profit exceptionnel net dans les comptes consolidés s'élève à 15 390 milliers d'euros en net et se décompose comme suit :

	en milliers d'euros
Produit exceptionnel (20 millions de livres) :	26 219
Frais d'avocats	(1 134)
Charges et provisions pour litiges sociaux relatifs à Synovate Brésil	(2 664)
Solde des créances fiscales au Royaume Uni et en Australie	(2 622)
Provisions pour autres risques fiscaux et frais liés	(4 409)
	15 390

(2) Au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2015, les frais d'acquisition incluaient pour 2,1 millions d'euros et 5 millions d'euros respectivement de frais d'avocat liés au litige avec Aegis. Ils ont été reclassés dans la ligne « Impact net du remboursement reçu par Aegis pour solde de tout compte lié à la transaction Synovate post délai d'affectation. »

## 4.4 Charges et produits financiers

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	( 11 084)	(13 401)	(26 589)
Variation de la juste valeur des dérivés	( 291)	(2)	6
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	1 159	1 326	2 734
<b>Charges de financement</b>	<b>( 10 217)</b>	<b>(12 078)</b>	<b>(23 849)</b>
Pertes et gains de change	( 493)	(1 965)	(44)
Autres charges et produits financiers	( 695)	(1 023)	(2 087)
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>( 1 188)</b>	<b>(2 987)</b>	<b>(2 131)</b>
<b>Total charges et produits financiers nets</b>	<b>(10 935)</b>	<b>(15 065)</b>	<b>(25 980)</b>

## 4.5 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt de la période arrêtée au 30 juin 2016 est calculée sur la base du taux effectif d'impôt projeté pour 2016 sur l'ensemble du Groupe Ipsos. Sur la base de ces projections, le taux effectif d'impôt ressort à 25,6% pour cette année comme indiqué ci-après :

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>48 621</b>	<b>17 879</b>	<b>129 741</b>
Déduction de la quote-part dans les résultats des entreprises associées	48	89	95
<b>Résultat net avant impôt des entreprises intégrées</b>	<b>48 669</b>	<b>17 968</b>	<b>129 836</b>
Impôt sur les résultats	(12 447)	(4 505)	<b>(33 818)</b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>25,6%</b>	<b>25,2%</b>	<b>26,1%</b>

## 4.6 Résultat net par action

### 4.6.1 Résultat net par action

Nombre moyen pondéré d'actions	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>45 336 235</b>	<b>45 336 235</b>	<b>45 336 235</b>
Augmentation de capital	-	-	-
Levée d'options	-	-	-
Actions propres	( 148 366)	(68 935)	(63 589)
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action de base</b>	<b>45 187 869</b>	<b>45 267 300</b>	<b>45 272 646</b>
Nombre d'actions supplémentaires à créer au titre des instruments dilutifs	407 656	405 174	520 714
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action dilué</b>	<b>45 595 525</b>	<b>45 672 474</b>	<b>45 793 360</b>
Résultat net - part du groupe (en milliers d'euros)	35 179	12 864	92 993
<b>Résultat net part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>0,78</b>	<b>0,28</b>	<b>2,05</b>
<b>Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>0,77</b>	<b>0,28</b>	<b>2,03</b>



4.6.2 *Résultat net ajusté par action*

	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Résultat net ajusté</b>			
Résultat net - part du groupe	35 179	12 864	92 993
<i>Eléments exclus :</i>			
- Charges de personnel - rémunération en actions	5 039	5 888	10 812
- Amortissement des incorporels liés aux acquisitions	2 451	2 572	5 097
- Autres charges et produits non courants	( 8 742)	11 203	17 302
- Impacts non monétaires sur variations de puts	527		4 330
- Impôts différés sur amortissement du goodwill	2 162	2 444	4 465
- Impôts sur résultat sur éléments exclus	( 3 351)	(4 141)	( 8 137)
- Intérêts minoritaires sur éléments exclus	( 218)	(290)	( 314)
<b>Résultat net ajusté - part du groupe</b>	<b>33 047</b>	<b>30 540</b>	<b>126 548</b>
Nombre moyen d'actions	45 187 684	45 267 300	45 272 646
Nombre moyen d'actions dilué	45 595 340	45 672 474	45 793 360
<b>Résultat net ajusté part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>0,73</b>	<b>0,67</b>	<b>2,80</b>
<b>Résultat net ajusté part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>0,72</b>	<b>0,67</b>	<b>2,76</b>

## 4.7 Résultat net ajusté

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>833 599</b>	<b>832 925</b>	<b>1785 275</b>
Coûts directs	(288 589)	(296 570)	(635 538)
<b>Marge brute</b>	<b>545 010</b>	<b>536 355</b>	<b>1 149 736</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(372 135)	(368 313)	(733 656)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(5 039)	(5 888)	(10 812)
Charges générales d'exploitation	(113 873)	(116 626)	(227 999)
Autres charges et produits opérationnels	( 180)	1 281	946
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>53 784</b>	<b>46 809</b>	<b>178 215</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(2 451)	(2 572)	(5 097)
Autres charges et produits non courants *	8 742	(11 203)	(17 302)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	( 48)	(89)	( 95)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>60 026</b>	<b>32 945</b>	<b>155 721</b>
Charges de financement	(10 217)	(12 078)	(23 849)
Autres charges et produits financiers *	(1 188)	(2 987)	(2 131)
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>48 621</b>	<b>17 879</b>	<b>129 741</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(10 285)	(2 061)	(29 353)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(2 162)	(2 444)	(4 465)
Impôt sur les résultats	(12 447)	(4 505)	(33 818)
<b>Résultat net</b>	<b>36 175</b>	<b>13 374</b>	<b>95 924</b>
Dont part du Groupe	35 179	12 864	92 993
Dont part des minoritaires	995	510	2 930
<b>Résultat net ajusté *</b>	<b>34 260</b>	<b>31 340</b>	<b>129 792</b>
<b>Dont Part du Groupe</b>	<b>33 047</b>	<b>30 540</b>	<b>126 548</b>
<b>Dont Part des minoritaires</b>	<b>1 213</b>	<b>800</b>	<b>3 244</b>
Résultat net ajusté, part du groupe par action	0,73	0,67	2,80
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	0,72	0,67	2,76

\*Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwills dont l'amortissement est déductible dans certains pays, avant l'impact net d'impôts des autres charges et produits non courants et impacts non monétaires sur variations de puts en autres charges et produits financiers.

## 4.8 Dividendes payés et proposés

La Société a pour politique de payer les dividendes au titre d'un exercice en totalité en juillet de l'année suivante.

Les montants par action payés et proposés sont les suivants :

Au titre de l'exercice	Dividende net par action (en euro)
2015 <sup>(1)</sup>	0,80
2014	0,75
2013	0,70
2012	0,64

<sup>(1)</sup> Distribution proposée à l'Assemblée générale annuelle du 28 avril 2016 pour un montant total de 36 millions d'euros (après élimination des dividendes sur actions auto-détenues au 31 décembre 2015). Le dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2016.



## 5 Notes sur l'état de la situation financière

### 5.1 Goodwills

#### 5.1.1 Tests de valeur des goodwills

Au 31 décembre 2015, sur la base des évaluations réalisées en interne et en application des principes comptables figurant en note 1.2.15 des états financiers consolidés de l'exercice 2015, la direction d'Ipsos a conclu que la juste valeur des goodwills ainsi que leur valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie actualisés de chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédaient leur valeur comptable.

Au 30 juin 2016, sur la zone Amérique Latine, des travaux complémentaires de suivi ont été effectués sur la base de multiples de transaction ainsi que de prévisions 2016 actualisées et à plus long terme sur un taux de marge opérationnelle de l'ordre 8%.

Au 30 juin 2016, l'absence d'indicateur de pertes de valeur du Groupe sur la zone Amérique Latine, ainsi que sur le reste du groupe, ne conduisent pas à remettre en cause les conclusions du 31 décembre 2015.

#### 5.1.2 Mouvements au 30 juin 2016

en milliers d'euros	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	30/06/2016
Goodwills	1 264 920	-	-	(1 679)	(21 604)	1 241 637

## 5.2 Autres actifs financiers non courants

en milliers d'euros	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre, reclassements et écart de change	30/06/2016
Prêts	983	4	( 22)	( 34)	930
Autres actifs financiers	16 340	1 762	( 2 251)	160	16 011
<b>Valeurs brutes</b>	<b>17 323</b>	<b>1 766</b>	<b>( 2 273)</b>	<b>126</b>	<b>16 942</b>
Dépréciation des autres actifs financiers	(18)	-	15	( )	( 4)
<b>Dépréciations</b>	<b>(18)</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>( )</b>	<b>( 4)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>17 305</b>	<b>1 766</b>	<b>( 2 258)</b>	<b>126</b>	<b>16 938</b>

## 5.3 Clients et comptes rattachés

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Valeur brute	559 832	570 888	634 144
Dépréciation	(7 078)	(7 121)	(6 862)
<b>Valeur nette</b>	<b>552 754</b>	<b>563 767</b>	<b>627 282</b>

## 5.4 Autres actifs courants

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Avances et acomptes versés	5 536	2 972	2 759
Créances sociales	5 373	6 066	4 295
Créances fiscales	41 873	41 967	33 477
Charges constatées d'avance	20 669	29 791	18 025
Autres créances et autres actifs courants	14 836	14 565	14 040
<b>Total</b>	<b>88 286</b>	<b>95 362</b>	<b>72 596</b>

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

## 5.5 Capitaux propres

### 5.5.1 Capital

Au 30 juin 2016, le capital social d'Ipsos SA s'élève à 11 334 059 euros, se décomposant en 45 336 235 actions d'une valeur nominale de 0,25 euro.

Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016 :

Nombre d'actions (valeur nominale 0,25 euro)	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
<b>Au 31 décembre 2015</b>	<b>45 336 235</b>	<b>( 50 659)</b>	<b>45 285 576</b>
Levée d'options	-	-	-
<u>Actions propres :</u>			
Achat	-	( 310 000)	( 310 000)
Transfert (livraison du plan d'attribution gratuite d'actions d'avril 2014)	-	320 270	320 270
Mouvements dans le cadre du contrat de liquidité	-	6 207	6 207
<b>Au 30 juin 2016</b>	<b>45 336 235</b>	<b>( 34 182)</b>	<b>45 302 053</b>

### 5.5.2 Plans d'attribution d'actions

#### 5.5.2.1 Plans d'options de souscription d'actions

Le Groupe a décidé de mettre en place des plans d'options de souscription d'actions au bénéfice de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe dont les caractéristiques sont décrites ci-dessous.

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2016	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 30/06/2016
04/09/2012	04/09/2015	04/09/2020	24,63	129	1 545 380	1 132 462		( 50 472)			1 081 990
04/09/2012	04/09/2016			27	423 990	383 750					383 750
<b>Total Plan IPF 2012-2020</b>				<b>156</b>	<b>1 969 370</b>	<b>1 516 212</b>		<b>( 50 472)</b>			<b>1 465 740</b>

#### 5.5.2.2 Plan d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et de non-résidents français, mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Ces actions ne sont acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. Au terme de cette période, ces actions restent indisponibles pour les résidents français pendant une nouvelle période de deux ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature du plan	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2016	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 30/06/2016
04/09/2012	IPF Etranger	129	154 538	04/09/2017	109 856		(4 901)			104 955
04/09/2012	IPF France	27	42 399	04/09/2017	36 775					36 775
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>		<b>156</b>	<b>196 937</b>		<b>146 631</b>		<b>(4 901)</b>			<b>141 730</b>
25/04/2014	France	72	61 110	25/04/2016	48 820		(3 283)		(45 537)	
25/04/2014	Etranger	958	349 025	25/04/2016	287 024		(9 804)		(277 220)	
<b>Sous-Total 2014 Plan</b>		<b>1 030</b>	<b>410 135</b>		<b>335 844</b>		<b>(13 087)</b>		<b>(322 757)</b>	
24/04/2015	France	87	68 918	24/04/2017	65 906		(1 077)			64 829
24/04/2015	Etranger	894	344 261	24/04/2017	329 484		(11 200)			318 284
<b>Sous-Total 2015 Plan</b>		<b>981</b>	<b>413 179</b>		<b>395 390</b>		<b>(12 277)</b>			<b>383 113</b>
28/04/2016	France	65	64 903	28/04/2018		64 903				64 903
28/04/2016	Etranger	720	381 404	28/04/2018		381 404	(1 822)			379 582
<b>Sous-Total 2016 Plan</b>		<b>785</b>	<b>446 307</b>			<b>446 307</b>	<b>(1 822)</b>			<b>444 485</b>
<b>Total des plans d'attribution gratuite d'actions</b>					<b>877 865</b>	<b>446 307</b>	<b>(32 087)</b>		<b>(322 757)</b>	<b>969 328</b>

### 5.5.3 Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

La charge comptabilisée au compte de résultat au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Plan Ipsos Partnership Funds 2020 du 04 Septembre 2012	612	1 007	1 865
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2013	0	1 161	1 161
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2014	1 172	2 322	4 141
Plan d'attribution gratuite d'actions du 24 avril 2015	2 331	804	3 022
Plan d'attribution gratuite d'actions du 28 avril 2016	779		
<b>Total (hors contributions)</b>	<b>4 893</b>	<b>5 294</b>	<b>10 189</b>
Contribution patronale France	0	458	458
Contribution sociale Royaume Uni	146	136	165
<b>Total (avec contributions)</b>	<b>5 039</b>	<b>5 888</b>	<b>10 812</b>



## 5.6 Endettement financier net

### *Analyse des emprunts et autres passifs financiers par échéance*

L'endettement financier net, après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie, ressort à :

en milliers d'euros	30/06/2016				31/12/2015			
	Total	Échéance			Total	Échéance		
		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans
Emprunts obligataires	390 411	44 108	321 340	24 963	394 764	44 867	324 648	25 249
Emprunts auprès des établissements de crédit	236 348	205	236 143		306 073	20 533	285 540	-
Instruments financiers dérivés - passif	1 254	1 254			963	963		
Dettes relatives aux contrats financements	495	284	212		547	277	270	
Autres dettes financières	126	7	119		409	269	140	-
Intérêts courus sur dettes financières	4 089	4 089	-		4 181	4 160	21	
Concours bancaires courants	3 284	3 284			1 626	1 626		
<b>Emprunts et autres passifs financiers (a)</b>	<b>636 008</b>	<b>53 230</b>	<b>557 813</b>	<b>24 963</b>	<b>708 563</b>	<b>72 694</b>	<b>610 619</b>	<b>25 249</b>
<b>Instruments financiers dérivés - actif (b)</b>	<b>6 804</b>	<b>6 804</b>	-	-	<b>4 589</b>	<b>4 589</b>		
Valeurs mobilières de placement	7 993	7 993	-	-	9 041	9 041		
Disponibilités	118 385	118 385	-	-	142 535	142 535		
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie (c)</b>	<b>126 379</b>	<b>126 379</b>	-	-	<b>151 576</b>	<b>151 576</b>	-	-
<b>Endettement net ( a - b - c)</b>	<b>502 825</b>	<b>( 79 953)</b>	<b>557 813</b>	<b>24 963</b>	<b>552 397</b>	<b>( 83 472)</b>	<b>610 619</b>	<b>25 249</b>

## 5.7 Provisions courantes et non courantes

en milliers d'euros	Montant au 01/01/2016	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de périmètre et autres reclassements	Variation de change	Montant au 30/06/2016
Provisions pour litiges	3 104	2 793	(899)		538	642	6 179
Provisions pour autres charges et risques	7 174	5 225	(1 230)		1 098	(831)	11 436
<b>Provisions pour retraites</b>	<b>25 030</b>	<b>1 056</b>	<b>(117)</b>		<b>(186)</b>	<b>(191)</b>	<b>25 592</b>
<b>Total</b>	<b>35 308</b>	<b>9 074</b>	<b>(2 246)</b>		<b>1 450</b>	<b>(379)</b>	<b>43 205</b>
Dont provisions courantes	4 860						10 147
Dont provisions non courantes	30 448						33 058

Les provisions pour litiges comprennent principalement des engagements liés à des litiges avec des salariés.

Les provisions pour autres charges et risques comprennent des engagements pour des loyers supérieurs à la valeur de marché ou des locaux inoccupés, ainsi que des risques fiscaux et sociaux.

## 5.8 Autres passifs courants et non courants

en milliers d'euros	30/06/2016			31/12/2015		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Prix et compléments de prix <sup>(1)</sup>	611	1 841	2 452	731	1 838	2 569
Rachat d'intérêts minoritaires <sup>(1)</sup>	5 449	34 859	40 308	36 870	35 021	71 891
Clients avances et acomptes	19 394	-	19 394	17 581	-	17 581
Autres dettes fiscales et sociales	115 169	-	115 169	121 883	-	121 883
Produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	11 165	-	11 165	5 916	-	5 916
Autres dettes et autres passifs	39 875	3 591	43 466	3 984	165	4 149
<b>Total</b>	<b>191 663</b>	<b>40 291</b>	<b>231 954</b>	<b>186 965</b>	<b>37 024</b>	<b>223 989</b>

<sup>(1)</sup> Voir commentaires en note 6.3.1 Engagements liés aux acquisitions.

<sup>(2)</sup> Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

## 6 Notes sur l'état des flux de trésorerie et informations complémentaires

### 6.1 Variation du besoin en fonds de roulement

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Diminution (augmentation) des créances clients	61 133	79 866	6 971
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(23 727)	(22 814)	1 394
Variation des autres créances et autres dettes	(11 215)	(20 100)	10 067
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>26 191</b>	<b>36 952</b>	<b>18 432</b>

### 6.2 Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

en milliers d'euros	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 262)	(4 230)	(7 255)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 052)	(7 384)	(16 416)
<b>Total acquisitions de la période</b>	<b>(8 314)</b>	<b>(11 613)</b>	<b>(23 671)</b>
Décalage de décaissement	178	(92)	92
<b>Investissements incorporels et corporels décaissés</b>	<b>(8 136)</b>	<b>(11 705)</b>	<b>(23 579)</b>

## 6.3 Engagements

### 6.3.1 Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en autres passifs non courants et autres passifs courants au 30 juin 2016, se détaillent de la manière suivante :

en milliers d'euros	≤ 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Prix différés et compléments de prix</b>				
Europe, Moyen Orient et Afrique	118	558		676
Amérique	493	1 283		1 776
Asie Pacifique				
Sous-total	611	1 841	-	2 452
<b>Engagements de rachat de minoritaires</b>				
Europe, Moyen Orient et Afrique	2 126	2 842		4 968
Amérique	3 327	21 930		25 256
Asie Pacifique		10 088		10 088
Sous-total	5 453	34 859	-	40 312
Total	6 064	36 700	-	42 764

### 6.3.2 Autres engagements et litiges

Les procédures avec Aegis ont été définitivement soldées le 11 février 2016. Le Groupe n'est pas actuellement engagé dans des litiges significatifs.

Aucun actif du Groupe n'est nanti.

## 6.4 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement ou des procédures judiciaires. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, dans un certain nombre de pays, et notamment le Brésil. Les risques probables identifiés sont provisionnés (cf. note – 5.7 – Provisions courantes et non courantes).

Les conséquences financières des rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu.

La direction d'Ipsos estime que les redressements ou litiges en cours n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

## 6.5 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées n'ont pas de caractère significatif au 30 juin 2016.

## 6.6 Facteurs de risques

Aucune évolution majeure n'est à relever au niveau des facteurs de risques décrits dans le document de référence 2015 au paragraphe 4. *Facteurs de risques*.

## 6.7 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

## Périmètre de consolidation au 30 juin 2016

### 6.8 Périmètre consolidé

Les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

#### Sociétés consolidées par intégration globale

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
<b>Holding</b>					
Ipsos SA	SA	Consolidante	Consolidante	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Group Gie	GIE	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
<b>Europe</b>					
Ipsos France	SAS	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Observer	SA	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Popcorn Media	SAS	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
GIE IPSOS	GIE	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Antilles	SAS	100	100	France	Les Hauts de Californie, Morne Pavillon, 97232 Le Lamentin-Martinique
Ipsos Ocean Indien	SARL	100	100	France	158, rue Juliette Dodu 97400 Saint Denis - La Réunion
Ipsos Dom	SAS	100	100	France	Les Hauts de Californie, Morne Pavillon, 97232 Le Lamentin-Martinique
Synovate SAS	SAS	100	100	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Espace TV	SA	100	100	France	30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly sur Seine
Ipsos MORI UK Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Price Search	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Interactive Services Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
M&ORI Limited	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
MORI Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos EMEA Limited	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Pan Africa Holdings Limited	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Synovate Healthcare Limited	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Research Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Retail Performance Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	Beech House, Woodlands Business Park, Milton Keynes - MK14 6ES
Ipsos Limited	Ltd	100	100	Irlande	Block 3, Blackrock Business Park, Blackrock, Co Dublin



Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos GmbH	GmbH	100	100	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
IPSOS Operations GmbH	GmbH	100	100	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Loyalty	GmbH	100	100	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Trend.test GmbH	GmbH	100	100	Allemagne	Kolonnenstrasse 26, 2,Hof,1,OG 10829 Berlin
Ipsos Marktforschung GmbH	GmbH	100	100	Allemagne	Hahnstraße 40, 60528 Frankfurt
Ipsos Bahnreisenforschung GmbH	GmbH	100	100	Allemagne	Elektrastraße 6, 81925 München
Ipsos Srl	SRL	100	100	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operations Srl	SRL	100	100	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
IPSOS OPERACIONES SA	SA	100	100	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
IPSOS UNDERSTANDING UNLTD.,SAU	SAU	100	100	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Holding Belgium	SA	100	100	Belgique	Paepsemiaan 11, 1070 Anderlecht
Ipsos NV (Belgium)	SA	100	100	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
IPSOS HUNGARY ZRT	Zrt.	100	100	Hongrie	Budapest, Thaly Kálmán u.39., Budapest 1096
Synovate – Investigação de Mercado, Lda	Lda	100	100	Portugal	Rua Ramalho Ortigão No. 8-2° Dto., 1070-230 Lisboa
Ipsos Polska sp.zo.o.	sp z.o.o.	100	100	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
ICEE Polska	sp z.o.o.	100	100	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos Sp. z o. o.	sp z.o.o.	100	100	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos AB	AB	100	100	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos Observer AB	AB	100	100	Suède	Köpmangatan 1, 871 30 Härnösand
Synovate Sweden AB	AB	100	100	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos AS	AS	100	100	Norway	Karenslyst Allé 20, 0278 Oslo , Postal: Postboks 64 Skøyen, 0212 Oslo
Ipsos A/S	AS	100	100	Danemark	Frederiksborggade 18, 5. 1360 Copenhagen K, Denmark
Ipsos interactive Services SRL	SRL	100	100	Roumanie	319 Splaiul Independentei, Riverview House,4th floor , 060032 Bucharest, 6th district, Romania
Ipsos Research S.R.L.	SRL	100	100	Roumanie	319 Splaiul Independentei, Riverview House,4th floor , 060032 Bucharest, 6th district, Romania

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos Eood	EODD	100	100	Bulgarie	119 Europa Boulevard, 5th Floor, Sofia 1324
Ipsos Central Eastern Europe	Ltd.	100	100	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Ipsos OOO	Ltd.	100	100	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
OOO Synovate (RU)	LLC	100	100	Russie	Bolshaya Semeonovskaya street, 32, bld.2, Moscow 107023
Ipsos Comcon LLC	LLC	100	100	Russie	4 Masterkova Street, Moscow 115280
IPSOS s.r.o.	s.r.o	78,7	78,7	République tchèque	Topolska 1591, Cernosice 252 28
IPSOS s. r. o.	s.r.o	78,7	78,7	Slovaquie	Heydukova 12, 811 08 Bratislava
Ipsos OOO	LLC	100	100	Ukraine	6A Volodimirskaya street, office 1, 01025 Kiev
Ipsos SA	S.A.	100	100	Suisse	11 Chemin du Château-Bloch, 1219 Le Lignon, Geneva
Ipsos	A.S.	100	100	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydınevler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul
Oakleigh Investments	Pty Ltd	100	100	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Markinor (Proprietary) Limited	Pty Ltd	100	100	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Synovate (Holdings) South Afri	Pty Ltd	100	100	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos (PTY) LTD	Pty Ltd	100	100	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Conexus (Pty) Ltd	Pty Ltd	100	100	Afrique du Sud	15 Georgian Crescent, Bryanston, 2021
Ipsos Strategic Puls SAS	SAS	90,8	90,8	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
IPSOS STRATEGIC MARKETING DOO.	d.o.o	90,8	90,8	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Synovate d.oo	d.o.o	100	100	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Ipsos Puls d.o.o.	d.o.o	90,8	90,8	Croatie	Šime Ljubića 37, 21000 Split
IPSOS Strategic Puls dooel	d.o.o.e.l.	90,8	90,8	Macédoine	Kairska 31, Skopje
IPSOS STRATEGIC PULS D.O.O.	d.o.o.	90,8	90,8	Monténégro	BULEVAR SVETOG PETRA CETINJSKOG 149, PODGORICA
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	90,8	90,8	Slovénie	Šmartinska 152, 1000 Ljubljana
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	90,8	90,8	Bosnie	Hamdije Kreševljakovića 7c, Sarajevo, BIH

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
STRATEGIC PULS RESEARCH	Sh.P.K.	90,8	90,8	Albanie	Rr.Frederik Shiroka Kulla 1, Sh. 2 Ap.32 Shk., Tirane
IPSOS DOOEL	Branch	90,8	90,8	Kosovo	Emin Duraku Nr. 2, 10000 Prishtine
Ipsos Nigeria Limited	Ltd	60	60	Nigeria	Block A, Obi Village (Opposite Forte Oil), MM2 Airport Road, Ikeja-Lagos, Nigeria
Ipsos (East Africa) Limited	Ltd	60	60	Kenya	Parklands Plaza, Chiromo Lane PO Box 1324 00606 Nairobi
Ipsos Limited	Ltd	100	100	Kenya	Acorn House, 97 James Gichuru Road, Lavington P.O. Box 68230 - 00200 City Square, Nairobi
Ipsos Limited	Ltd	100	100	Ghana	H/NO. 4, Farrar Avenue, Asylum Down, PMB7, Kanda, Accra
Ipsos SARL	S.A.R.L	100	100	Côte d'Ivoire	Cocody 2 plateaux, Boulevard Latrille Carrefour Macaci, 11 BP 2280, Abidjan 11
Synovate Mozambique Lda.	Ltd	100	100	Mozambique	AV Francisco Orlando Magumbwe No 528, Maputo. Mozambique
IPSOS LTD	Ltd	100	100	Ouganda	Plot 32 Nakasero Road, PO Box 21571, Kampala
IPSOS TANZANIA LIMITED	Ltd	100	100	Tanzanie	Plot 172 Regent Estate, PO Box 106253 Mikocheni, Dar Es Salaam
Ipsos Limited	Ltd	100	100	Zambie	Plot 9632 Central Street, Chudleigh, PO Box 36605, Lusaka
Synovate Holdings BV	BV	100	100	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam
Ipsos B.V.	BV	100	100	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK Amsterdam
Ipsos A.E.	A.E.	100	100	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens
Synovate Ltd	Ltd	100	100	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Portdeal Ltd	Ltd	100	100	Chypre	Themistokli, Dervi 3 Julia House, P.C. 1066, Nicosia, Cyprus
SGBT FINANCING S.A.	SA	100	100	Luxembourg	15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
<b>Amérique du Nord</b>					
Ipsos America	Inc.	100	100	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Insight	L.L.C.	100	100	Etats-Unis	1600 Stewart Avenue Suite 500, Westbury, NY 11590
Ipsos Insight Corporation	Corp.	100	100	Etats-Unis	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services US	Inc.	100	100	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Public Affairs, LLC.	Inc.	100	100	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos MMA, Inc.	Inc.	92,35	92,35	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Research Data Analysis, Inc.	Inc.	100	100	Etats-Unis	450 Enterprise Court Bloomfield Hills, MI 48302
Ipsos NPD Inc.	Inc	100	100	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Corp.	Inc	100	100	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services Limited Partnership	LP	100	100	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Limited Partnership	LP	100	100	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
<b>Amérique latine</b>					
Ipsos Argentina	SA	100	100	Argentine	Olazábal 1371 – C1428DGE , Buenos Aires, Argentina
Ipsos Observer SA	SA	51	51	Argentine	Arribeños 2841 - C1428DGE - Buenos Aires, Argentina
Ipsos Brasil Pesquisas de Mer.	Ltda	100	100	Brésil	Av. 9 de Julho, 4865, 7. Andar – Jardim Paulista - CEP 01407-200 Sao Paulo, Estado de São Paulo.
Ipsos Brazil 2011 Pesquisas de Mercado Ltda	Ltda	100	100	Brésil	Calçada Antares 264, Centro de Apoio 2 - Santana do Parnaíba, Sao Paulo
Ipsos CA	C.A.	100	100	Vénézuéla	Av. Francisco de Miranda entre primera avenida y avenida Andrés Bello, Edf. Mene Grande I Piso 1 oficina 1-3 Urb. Los Palos Grandes – Caracas (Chacao) Zona Postal 1060
Ipsos SA de CV	SA de CV	100	100	Méxique	Paseo de las Palmas 500 piso 1. Col Lomas de Chapultepec. Miguel Hidalgo CP 11000 Mexico DF



Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
Field Research de Mexico SA de CV	SA de CV	100	100	Méxique	Av Ingenieros Militares #85 interior 101 col. Nueva Argentina Delg. Miguel Hidalgo, CP 11230 (DF)
Ipsos CCA Inc	Inc.	100	100	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos SRL	S.R.L.	74,83	74,83	République dominicaine	Frank Félix Miranda 47, Naco, Santo Domingo, Rep. Dom.
Ipsos Guatemala S.A.	S.A.	83,14	83,14	Guatemala	13 Calle 2-60 Zona10, Edificio Topacio Azul, nivel 8o. oficina 803. Ciudad Guatemala
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	Inc.	100	100	Porto Rico	Calle Fernando Calder #463 San Juan, Puerto Rico 00918
Ipsos TMG Panama SA	S.A.	100	100	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos TMG SA	Panama Stock Corporation	83,14	83,14	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Opinión y Mercado S.A.	S.A.	100	100	Pérou	Av. Reducto 1363, Miraflores, Lima 18
Premium Data SAC	S.A.C.	100	100	Pérou	Av. Republica de Panama 6352, Miraflores, Lima 18
Ipsos Opinion y Mercado SA	S.A.	96,8	96,8	Bolivie	Calle Pedro Salazar No.634 - Sopocachi, La Paz
Ipsos Ecuador SA	S.A.	100	100	Equateur	Arauz N36-15 y Alemán, Quito
Ipsos Apoyo Ecuador	S.A.	60,75	60,75	Equateur	Arauz N36-15 y Alemán, Quito
Ipsos Herrarte SA de CV	Trading	50,49	50,49	Salvador	79 Avenida Norte y 7 Calle PTE, No. 4109 Cote Escalon, San Salvador.
Ipsos SA	S.A.	83,14	83,14	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Synovate (Costa Rica) SA	S.A.	100	100	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Ipsos Chile	S.A.	100	100	Chili	Pedro de Valdivia 555, piso 10, Providencia, Santiago
Ipsos Observer Chile	SA	100	100	Chili	Calle Arzobispo Larrain Gandarillas 65, Providencia, Santiago
Ipsos ASI Andina SAS	S.A.S.	100	100	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	S.A.	100	100	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Synovate Colombia SA	S.A.	100	100	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Livra Europe Ltd	Ltd	100	100	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW, UK
Livra.com S.A.	SA	100	100	Argentine	11 de septiembre 2468 (1428) Buenos Aires, Argentina
<b>Asie Pacifique</b>					
Ipsos Limited	Ltd	100	100	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Beijing Ipsos Market Consult.	Ltd.	98	98	Chine	Suite 1201-1204, 12F, Union Plaza, No.20, Chaowai Avenue, Beijing
Ipsos Asia Limited	Ltd.	100	100	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Pte Ltd	Pte. Ltd.	100	100	Singapour	3 Killiney Road, #05-01, Winsland House 1, Singapore 239519

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos China Limited	Ltd.	98	98	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Limited	Ltd.	100	100	Taiwan	25F, No.105, Sec.2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Ipsos Co., Ltd	Co. Ltd.	100	100	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
IPSOS (PHILIPPINES), INC.	Inc	100	100	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Inc.	Inc	100	100	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Ltd	Ltd.	97,57	97,57	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120 Thailand
PT Ipsos Market Research	PT	100	100	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
IPSOS SDN BHD	Sdn Bhd	100	100	Malaisie	18th Floor, Menara IGB, No. 2 The Boulevard, Midvalley City Lingkaran Syed Putra, 59200 Kuala Lumpur.
Synovate Ltd	Ltd	100	100	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Observer Limited	Ltd	100	100	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
IJD Limited	Ltd	49	49	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
PT. Field Force Indonesia	PT	70	70	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Ipsos Radar Market Consulting	Ltd	100	100	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code:518034
Ipsos LLC	LLC	51	51	Vietnam	Level 9A, Nam A Bank Building, 201-203 Cach Mang Thang 8 street, District 3, Ho Chi Minh City
Synovate Ltd Korea Branch	Branch	100	100	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
Ipsos Pty Ltd	Pty Ltd	100	100	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Loyalty Pty Ltd	Pty Ltd	100	100	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
I View	Pty Ltd	100	100	Australie	Level 14, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Public Affairs Pty Ltd	Pty Ltd	100	100	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
IPSOS LTD.	Ltd	100	100	Nouvelle-Zélande	Level 3 , 8 Rockridge Avenue, Penrose 1061. Auckland
Ipsos KK	KK	100	100	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Japan Marketing Operations Co.	KK	100	100	Japon	5-2-2, Rinkaicho, Edogawa-ku, Tokyo 134-0086
Ipsos Japan Holding co Ltd	KK	100	100	Japon	3-5-8 Nakameguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0061
Ipsos Healthcare Japan Ltd	Private company limited by shares	100	100	Japon	Hulic Kamiyacho Building, 4-3-13, Toranomom, Minato-ku, Tokyo, 105-0001
Ipsos Research Pvt.Ltd	Pvt Ltd	100	100	Inde	501, 5th Floor, 701, 7th Floor, Boston house, Suren Road, Andheri - East, Mumbai - 400 093
Ipsos LLP	Limited Liability Partnership	100	100	Kazakhstan	Tole Bi Str. 101, Dalych Business Center, Block "A", Office 5 "A", Almalinskiy Raion, Almaty, 050012 Republic of Kazakhstan

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>					
Ipsos STAT SA	SA	53,35	53,35	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos SAL	S.A.L	53,35	53,35	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
AGB Stat-Ipsos	S.A.L	44,9	44,9	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Mena Offshore s.a.l.	S.A.L	53,35	53,35	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Stat Jordan (Ltd)	L.L.C.	40,01	40,01	Jordanie	Wasfi Al Tal Str, P.O. BOX 830871, Amman-11183
Ipsos Stat Kuwait	L.L.C.	53,35	53,35	Koweït	Beirut Street, PO Box 22417, Safat 13085, Hawally
Ipsos FZ (Emirates) LLC	L.L.C.	42,68	42,68	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai, UAE
Ipsos Saudi Arabia LLC	Ltd.	53,35	53,35	Arabie Saoudite	Tahlia Street, Yamamah Building– Office 31, P.O Box 122200 Jeddah 21332 KSA
Ipsos WLL	W.L.L.	52,82	52,82	Bahreïn	Al Ain Building, Flat 11, Building 92, Road 36,Block 334, Manama/Al Mahooz, Bahrain
Ipsos Egypt For Consultancy Services	S.A.E	53,35	53,35	Egypte	35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo, Egypt
Iraq Directory for Research and Studies Co.Ltd	Co. Ltd.	37,30	37,30	Irak	BAGHDAD - Waziriya Area - Antar Square - Architecture Zebrano Furniture - 2th Floor
Synovate The Egyptian Market Research Company LLC	L.L.C.	52,25	52,25	Egypte	11 Dr. Mohammed Mandour, Rab'aa Mosque, Nasr City, Cairo
Marocstat	S.A.R.L	52,82	52,82	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
MDCS	S.A.R.L	52,82	52,82	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
Synovate Market Research Sarl	S.A.R.L	53,35	53,35	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
EURL Synovate	E.U.R.L.	53,4	53,4	Algérie	Lotissement AADL Villa n°13-Saïd HAMDINE. Bir MouradRais. Alger
Ipsos SARL	S.A.R.L	53,35	53,34	Tunisie	Immeube Luxor, 3ème Etage, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Ipsos Market Research LTD	Ltd.	100	100	Israël	Tuval 13, 525228 Ramat Gan

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
Synovate Saudi Arabi (CRC)		100	100	Arabie Saoudite	P.O.Box 7188, Zip code 11462, Riyadh KSA,
Ipsos Qatar WLL	Limited Liability Company	50,68	50,68	Qatar	IBA Building, 1st floor, C Ring Road, Doha Qatar
Ipsos Pakistan	Pvt. Ltd.	37,3	37,3	Pakistan	256-Street # 30, F-10/1 Islamabad.
<b>Sociétés consolidées par Mise En Equivalence</b>					
APEME	Lda	25	25	Portugal	Avenida Duque de Ávila, n° 26 – 3° andar 1000 – 141 Lisboa
Ipsos-Opinion S.A	A.E.	30	30	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens



### III. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Commissaire aux Comptes  
63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

**Garrigues**  
Commissaire aux Comptes  
100, rue de Valenciennes  
75013 Paris

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016)**

Aux Actionnaires  
**IPSOS SA**  
35 rue du Val de Marne  
75628 Paris cedex 13

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société IPSOS SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "5.1.1 - Tests de valeur des goodwill" de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés et sur la note "5.1.1 - Tests de dépréciation des goodwill" de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2015 (qui doivent être lus conjointement avec les comptes semestriels au 30 juin 2016 – comme indiqué dans la note 1.2.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés) qui présentent les modalités de détermination des valeurs d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont alloués, les marges de sécurité dont dispose l'entreprise à l'issue du test des valeurs des goodwill, et la sensibilité de ces valeurs aux variations des hypothèses clés retenues, notamment pour la zone Amérique Latine, l'hypothèse de redressement de sa marge opérationnelle.



## II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly Sur Seine et à Paris, le 28 juillet 2016

PricewaterhouseCoopers Audit

Grant Thornton  
Membre français de Grant Thornton International

Dominique Ménard  
Associée

Gilles Hengoat  
Associé

#### **IV. Attestation du responsable du document**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé, présentés sous forme consolidée, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Ipsos SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 1 ci-dessus présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 29 juillet 2016

**Le Président Directeur Général**  
**Didier Truchot**

**6.6 Comptes annuels et consolidés de LT Participations au titre des exercices clos le 31 décembre 2015, 2014 et 2013**

**6.6.1 Comptes annuels et rapports des commissaires aux comptes au titre des exercices 2015, 2014 et 2013**



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

Exercice clos au 31 décembre 2015

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

## LT Participations

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## 2 Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La note « 1.1 immobilisations financières » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, les hypothèses et paramètres utilisés par la direction pour déterminer la valeur recouvrable des titres de participation, et à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons apprécié le caractère raisonnable des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 2 juin 2016

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Gilles Hengoat  
Associé

SLG Expertise



Marion Bolze  
Associée

# **LT Participations**

**35 rue du Val de Marne**

**75013 Paris**

**\*\*\***

**Comptes annuels sociaux  
au 31 décembre 2015**



## SOMMAIRE

1.	<i>Compte de Résultat</i> .....	3
2.	<i>Bilan</i> .....	4
3.	<i>Tableau des flux de trésorerie</i> .....	5
	<i>Annexe</i> .....	6
1.	<i>Règles et méthodes comptables</i> .....	6
1.1.	Immobilisations financières.....	6
1.2.	Créances.....	6
1.3.	Engagement de retraite.....	6
1.4.	Valeurs mobilières de placement.....	6
1.5.	Opérations en devises.....	6
2.	<i>Notes sur le compte de résultat</i> .....	8
2.1.	Ventilation du chiffre d'affaires.....	8
2.2.	Impôt sur les bénéfices.....	8
3.	<i>Notes sur le Bilan</i> .....	8
3.1.	Immobilisations financières.....	8
3.2.	Charges à étaler sur plusieurs exercices.....	9
3.3.	Capitaux propres.....	9
(1)	Correspond aux dividendes sur les 11 800 actions de préférence. ....	Erreur ! Signet non défini.
3.4.	Emprunts et dettes financières.....	9
3.5.	Dettes d'exploitation.....	11
4.	<i>Autres informations</i> .....	11
4.1.	Etat des charges à payer.....	11
4.2.	Informations concernant les entreprises liées.....	12
4.3.	Rémunération des dirigeants.....	12

**1. Compte de Résultat**

Exercice clos le 31 décembre 2015

en euros	Notes	31/12/2015	31/12/2014
Production vendue de services			
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<i>2.1</i>	-	-
Autres produits			
<b>Produits d'exploitation</b>		-	-
Autres achats et charges externes		365 055	183 052
Impôts, taxes et versements assimilés		-	186
Salaires et traitements		-	-
Charges sociales		-	-
Dotations aux amortissements et provisions		645 677	1 058 980
Autres charges		-	-
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>1 010 731</b>	<b>1 242 218</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 010 731)</b>	<b>(1 242 218)</b>
Produits financiers de participation		8 896 482	8 303 383
Autres intérêts et produits assimilés		-	109
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
Différences positive de change		-	-
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Produits financiers</b>		<b>8 896 482</b>	<b>8 303 492</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilés		3 050 352	3 902 982
Différences négatives de change		-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Charges financières</b>		<b>3 050 352</b>	<b>3 902 982</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>5 846 130</b>	<b>4 400 510</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>4 835 399</b>	<b>3 158 292</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		-	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Impôt sur les bénéfices	<i>2.2</i>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>4 835 399</b>	<b>3 158 292</b>

## 2. Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2015

en euros	Notes	31/12/2015			42 004
		Brut	Amortissements	Net	
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Concessions brevets, marques et droits similaires				-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations	3.1	139 269 548		139 269 548	139 269 548
Créances rattachées à des participations				-	-
Autres immobilisations financières				-	-
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>	<b>139 269 548</b>
<b>CREANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés				-	-
Autres créances		-		-	-
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement		-		-	-
Disponibilités		601 939		601 939	3 205 283
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance				-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>601 939</b>	<b>-</b>	<b>601 939</b>	<b>3 205 283</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3.2	72 727		72 727	718 404
Ecart de conversion actif				-	-
<b>Total Actif</b>		<b>139 944 214</b>	<b>-</b>	<b>139 944 214</b>	<b>143 193 235</b>

en euros	Notes	31/12/2015	31/12/2014
		Net	Net
Capital social, dont versé: 118 150	3.3.1	118 150	118 150
Primes d'émission, de fusion, d'apport		35 768 040	35 768 040
Réserve légale		11 815	11 815
Réserves statutaires ou contractuelles		-	-
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		15 942 390	13 898 074
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>		<b>4 835 399</b>	<b>3 158 292</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	3.3.2	<b>56 675 794</b>	<b>52 954 371</b>
Provisions pour risques		-	-
Provisions pour charges		-	-
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
3.4			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		83 171 233	86 928 202
Emprunts et dettes financières divers		24 557	
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
3.5			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		72 631	353 911
Dettes fiscales et sociales		-	24 742
<b>DETTES DIVERSES</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	3.6	-	2 932 010
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES</b>		<b>83 268 420</b>	<b>90 238 865</b>
Ecart de conversion passif			
<b>Total Passif</b>		<b>139 944 214</b>	<b>143 193 236</b>

### 3. Tableau des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2015

en euros	31 decembre 2015	31 decembre 2014
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	4 835 399	3 158 290
<b>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</b>		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices (Amortissement emis <sup>o</sup> emprunts P&L)	645 677	1 058 981
Variation des autres provisions		
Pertes / (Gains) de change non réalisés	-	+
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>5 481 076</b>	<b>4 217 271</b>
Diminution (augmentation) des créances clients	-	-
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(281 282)	318 750
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	(256 969)	(47 413)
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	(186)	186
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>(538 437)</b>	<b>271 523</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>	<b>4 942 639</b>	<b>4 488 794</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		
Acquisition de titres de participation		
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des VMP et actions propres		
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières		
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations		
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation / (Réduction) de capital	-	-
Emission d'emprunts à long terme	-	-
Remboursement d'emprunts à long terme	(3 500 000)	(5 000 000)
Frais d'émission d'emprunts	-	-
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme		
Dividendes versés aux actionnaires	(4 045 984)	
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(7 545 984)</b>	<b>(5 000 000)</b>
<b>Disponibilités à l'ouverture</b>	<b>3 205 284</b>	<b>3 716 490</b>
<b>Variation nette des disponibilités</b>	<b>(2 603 345)</b>	<b>(511 206)</b>
<b>DISPONIBILITES A LA CLOTURE</b>	<b>601 939</b>	<b>3 205 284</b>



## Annexe

### Exercice clos le 31 décembre 2015

#### 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, c'est-à-dire :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,
- ✓ conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

##### 1.1. Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur des multiples de chiffres d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels. Par défaut, la juste valeur sera déterminée selon le cours de bourse.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont comptabilisés en charges.

Le nombre et la catégorie des titres de participation détenus par LT Participations est 11 861 976 actions au 31/12/15.

##### 1.2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

LT Participations n'a aucune créance à recouvrer au 31 décembre 2015.

##### 1.3. Engagement de retraite

LT Participations n'ayant pas de personnel salarié, aucun engagement de retraite n'a été calculé.

##### 1.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.

##### 1.5. Opérations en devises

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

LT Participations n'a pas effectué d'opérations en devises dans le courant de l'exercice clos au 31 décembre 2015. En conséquence, aucun écart de change n'est constaté sur l'exercice.

## 2. Notes sur le compte de résultat

### 2.1. Ventilation du chiffre d'affaires

LT Participations, ayant une activité de holding, elle ne réalise pas de chiffre d'affaires, mais perçoit des dividendes des sociétés détenues.

Les dividendes perçus en 2015 proviennent d'Ipsos SA, détenue à 26,16 % au 31 décembre 2015, et s'élèvent à 8 896 482 €.

### 2.2. Impôt sur les bénéfices

Le résultat fiscal de LT Participations est déficitaire au 31 décembre 2015 de 2 853 670 €.

De plus, le déficit fiscal ordinaire restant à reporter au 31 décembre 2014 était de 32 900 939 €. Ce qui porte le déficit fiscal ordinaire de LT Participations, restant à reporter au 31 décembre 2015 à 35 754 610 €.

en euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	4 835 399	-	4 835 399
Résultat exceptionnel	-	-	-
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>4 835 399</b>	<b>-</b>	<b>4 835 399</b>

En conséquence, LT Participations n'a pas d'impôt à payer au titre de l'exercice 2015.

## 3. Notes sur le Bilan

### 3.1. Immobilisations financières

#### 3.1.1. Mouvements de l'exercice 2015

en euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2015
Participations	139 269 548	-	-	-	139 269 548
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
<b>Valeur Brute</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>
Provisions sur titres de participations	-	-	-	-	-
Provisions sur autres immobilis. Financières	-	-	-	-	-
<b>Amortissement et dépréciation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur Nette</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>

Au 31 décembre 2015, le poste immobilisations financières est composé de 11 861 976 actions Ipsos SA (dont 6 464 158 actions nanties au profit des établissements bancaires ayant consentis des prêts). LT Participations ne détient pas d'actions propres.

#### 3.1.2. Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital en euros	Capitaux propres avant affectation du résultat et hors capital en euros	Quote-part %	Valeur d'inventaire des titres en euros	Prêts et avances consentis en euros	Montant cautions et aval	CA HT 2015 en euro	Résultat 2015 en euros	Dividendes encaissés sur 2015 en euros
Ipsos SA	11 334 059	573 591 889	26.16	139 269 548	-	-	30 215 132	46 714 678	8 896 482
<b>TOTAL</b>	<b>11 334 059</b>	<b>573 591 889</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 215 132</b>	<b>46 714 678</b>	<b>8 896 482</b>

### 3.2. Charges à étaler sur plusieurs exercices

Les frais liés à la négociation de l'emprunt de 90.5 M€ contracté par LT Participations le 29 juillet 2013 s'élèvent à 1 942 351.75 €. Ces frais sont étalés linéairement sur trois ans à partir du 29 juillet 2013.

Au 31 décembre 2015, ces frais restant à répartir s'élèvent à 72 727 euros.

Les variations des charges à étaler sur l'exercice 2014 se décomposent de la manière suivante :

en euros	31/12/2014	Augmentations	Amortissements	Diminution	31/12/2015
frais émission emprunts	718 404	-	(645 677)	-	72 727
<b>Total</b>	<b>718 404</b>	<b>-</b>	<b>(645 677)</b>	<b>-</b>	<b>72 727</b>

### 3.3. Capitaux propres

#### 3.3.1. Composition du capital social

Le montant du capital social de LT Participations s'élève à 118 150 € au 31 décembre 2015 et est composé comme suit :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	47 275	-	-	2.00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2.00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

#### 3.3.2. Capitaux propres

Les capitaux propres de LT Participations se décomposent comme suit :

en euros	Capital	Primes	Autres réserves	Réserves réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
<b>Solde au 31/12/14</b>	<b>118 150</b>	<b>35 768 040</b>	<b>11 815</b>	<b>-</b>	<b>13 898 075</b>	<b>3 158 292</b>	<b>52 954 371</b>
Aug de capital par émission d'action	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par émission d'action d'apport	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par levées d'option	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	-	(1 113 976)	-	(1 113 976)
Changement de méthode	-	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	-	3 158 292	(3 158 292)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	4 835 399	4 835 399
<b>Solde au 31/12/15</b>	<b>118 150</b>	<b>35 768 040</b>	<b>11 815</b>	<b>-</b>	<b>15 942 391</b>	<b>4 835 399</b>	<b>56 675 794</b>

### 3.4. Emprunts et dettes financières

L'emprunt à remboursement in fine de 90.5 M€ a été contracté par LT Participation en date du 8 février 2013, sur une durée 3 ans avec option d'extension de l'échéance 1+1. La première option d'extension avait été exercée en septembre 2014.

La variation desdits emprunt sur l'exercice 2015 est décrite ci-après.



**3.4.1. Variation des emprunts et dettes financières**

en euros	31/12/2014	Augmentations	Diminutions	Variation des changes	31/12/2015
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	85 500 000	-	(3 500 000)	-	82 000 000
Intérêts courus	1 428 202	1 171 233	(1 428 202)	-	1 171 233
<b>Total</b>	<b>86 928 202</b>	<b>1 171 233</b>	<b>(4 928 202)</b>	<b>-</b>	<b>83 171 233</b>

**Echéancier des emprunts et dettes financières**

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes à 2 ans maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	83 171 233	12 671 233	70 500 000	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>83 171 233</b>	<b>12 671 233</b>	<b>70 500 000</b>	<b>-</b>

L'emprunt de 90.5 M€, contracté le 8 février 2013, était aux conditions suivantes au 31 décembre 2015 :

- ✓ Remboursement le 8 février 2017, avec option d'extension de l'échéance d'1 an soit 8 février 2018 ; suite à une demande formulée le 8 décembre 2014, l'échéance du prêt a été portée au 31 juillet 2018, par avenant signé le 22 avril 2015 ;
- ✓ Taux d'intérêt : Euribor 1 an + marge évoluant en fonction du Leverage Ratio.

En liaison avec ce contrat d'emprunt, il y a trois couvertures de taux de type swap. Au 31 décembre 2015, les en-cours de swap de taux étaient de 110 250 000 euros (Valeur de marché au 31 décembre 2015 = - 610 015 euros).

LT Participations s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

- Groupe LT Participations

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	< 1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4,0
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

Au 31 décembre 2015, LT Participations remplissait ces engagements.

### 3.5. Dettes d'exploitation

Le détail des dettes d'exploitation est la suivante :

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	72 631	72 631	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-	+
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-	+	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>72 631</b>	<b>72 631</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 4. Autres informations

### 4.1. Etat des charges à payer

Les charges à payer au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

en euros	31/12/2015	31/12/2014
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	1 171 233	1 428 202
Intérêts courus sur emprunts	1 171 233	1 428 202
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	39 335	277 212
Factures non parvenues	39 335	277 212
AUTRES DETTES	-	-
Clients – Avoirs à établir	-	-
DETTES FISCALES ET SOCIALES	-	-
Provision pour congés payés	-	-
Provision primes à payer	-	-
Provision prime de vacances	-	-
Provision taxe d'apprentissage	-	-
Provision formation continue	-	-
Provision pour charges sur congés payés	-	-
Provision pour charges sur prime à payer	-	-
Provision pour charges sur prime de vacances	-	-
Dettes provisionnées	-	-
Etat – Autres charges	-	24 742
Etat – Provision pour charges sur prime	-	-
AUTRES DETTES	-	-
Charges à payer	-	+
<b>Total des charges à payer</b>	<b>1 210 568</b>	<b>1 730 156</b>

## 4.2. Informations concernant les entreprises liées

en euros	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Participations	-	139 269 548	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres créances	-	-	-
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	-
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations	-	-	-
Dotation provision dépréciation titres	-	-	-
Dotation provision autres créances	-	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Intérêts de la période comptes courants	-	-	-

## 4.3. Rémunération des dirigeants

En 2015, aucune rémunération ou avantages en nature n'ont été versés par la société aux dirigeants.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

Exercice clos au 31 décembre 2014

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

## **LT Participations**

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.4 « *Emprunts et dettes financières* » de l'annexe relative au non exercice de la clause d'exigibilité anticipée du prêt.

## 2 Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La note 1.1 de l'annexe décrit les modalités de valorisation des titres de participation. Nous avons vérifié le caractère approprié des règles et principes comptables suivis par votre société et des informations fournies dans les notes annexes. Nous avons également apprécié les modalités d'estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 15 juin 2015

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Gilles Hengoat  
Associé

SLG Expertise



Marion Bolze  
Associée

# **LT Participations**

**35 rue du Val de Marne**

**75013 Paris**

**\*\*\***

**Comptes annuels sociaux  
au 31 décembre 2014**

**SOMMAIRE**

<b>1. Compte de Résultat.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Bilan.....</b>	<b>4</b>
<b>3. Tableau des flux de trésorerie.....</b>	<b>5</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>6</b>
<b>1. Règles et méthodes comptables.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Immobilisations financières.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2. Créances.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. Engagement de retraite.....</b>	<b>6</b>
<b>1.4. Valeurs mobilières de placement.....</b>	<b>6</b>
<b>1.5. Opérations en devises.....</b>	<b>7</b>
<b>2. Notes sur le compte de résultat.....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Ventilation du chiffre d'affaires.....</b>	<b>7</b>
<b>2.2. Impôt sur les bénéfices.....</b>	<b>7</b>
<b>3. Notes sur le Bilan.....</b>	<b>8</b>
<b>3.1. Immobilisations financières.....</b>	<b>8</b>
<b>3.2. Charges à étaler sur plusieurs exercices.....</b>	<b>8</b>
<b>3.3. Capitaux propres.....</b>	<b>9</b>
<b>(1) Correspond aux dividendes sur les 11 800 actions de préférence.....</b>	<b>9</b>
<b>3.4. Emprunts et dettes financières.....</b>	<b>9</b>
<b>3.5. Dettes d'exploitation.....</b>	<b>10</b>
<b>3.6. Dettes diverses.....</b>	<b>11</b>
<b>4. Autres informations.....</b>	<b>11</b>
<b>4.1. Etat des charges à payer.....</b>	<b>11</b>
<b>4.2. Informations concernant les entreprises liées.....</b>	<b>11</b>
<b>4.3. Rémunération des dirigeants.....</b>	<b>12</b>



**1. Compte de Résultat**

Exercice clos le 31 décembre 2014

en euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013
Production vendue de services			
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	2.1	-	-
Autres produits			
<b>Produits d'exploitation</b>		-	-
Autres achats et charges externes		183 052	116 634
Impôts, taxes et versements assimilés		186	381
Salaires et traitements		-	-
Charges sociales		-	-
Dotations aux amortissements et provisions		1 058 980	770 898
Autres charges		-	-
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>1 242 218</b>	<b>887 913</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 242 218)</b>	<b>(887 913)</b>
Produits financiers de participation		8 303 383	7 591 665
Autres intérêts et produits assimilés		109	3 673
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
Différences positive de change		-	-
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Produits financiers</b>		<b>8 303 492</b>	<b>7 595 337</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées		3 902 982	5 401 042
Différences négatives de change		-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Charges financières</b>		<b>3 902 982</b>	<b>5 401 042</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>4 400 510</b>	<b>2 194 296</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>3 158 292</b>	<b>1 306 383</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		-	60
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>-</b>	<b>60</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>-</b>	<b>(60)</b>
Impôt sur les bénéfices	2.2		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>3 158 292</b>	<b>1 306 323</b>

## 2. Bilan

## Exercice clos le 31 décembre 2014

en euros	Notes	31/12/2014		31/12/2013	
		Brut	Amortissements	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Concessions brevets, marques et droits similaires				-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations	3.1	139 269 548		139 269 548	139 269 548
Créances rattachées à des participations				-	-
Autres immobilisations financières				-	-
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>	<b>139 269 548</b>
<b>CREANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés				-	-
Autres créances		-		-	-
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement		-		-	-
Disponibilités		3 205 283		3 205 283	3 716 490
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance				-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>3 205 283</b>	<b>-</b>	<b>3 205 283</b>	<b>3 716 490</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3.2	718 404		718 404	1 777 385
Ecart de conversion actif				-	-
<b>Total Actif</b>		<b>143 193 235</b>	<b>-</b>	<b>143 193 235</b>	<b>144 763 424</b>
<hr/>					
en euros	Notes	31/12/2014		31/12/2013	
				Net	Net
Capital social, dont versé: 118 150	3.3.1			118 150	118 150
Primes d'émission, de fusion, d'apport				35 768 040	35 768 040
Réserve légale				11 815	11 815
Réserves statutaires ou contractuelles				-	-
Réserves réglementées				-	-
Autres réserves				-	-
Report à nouveau				13 898 074	13 632 983
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>				<b>3 158 292</b>	<b>1 306 322</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	3.3.2			<b>52 954 371</b>	<b>50 837 310</b>
Provisions pour risques				-	-
Provisions pour charges				-	-
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>					
3.4					
Autres emprunts obligataires				-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				86 928 202	91 975 615
Emprunts et dettes financières divers				-	-
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>					
3.5					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés				353 911	35 162
Dettes fiscales et sociales				24 742	24 557
<b>DETTES DIVERSES</b>					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				-	-
Autres dettes	3.6			2 932 010	1 890 778
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Produits constatés d'avance				-	-
<b>DETTES</b>				<b>90 238 864</b>	<b>93 926 113</b>
Ecart de conversion passif				-	-
<b>Total Passif</b>				<b>143 193 235</b>	<b>144 763 423</b>

**3. Tableau des flux de trésorerie**

Exercice clos le 31 décembre 2014

en euros	31 décembre 2014	31 décembre 2013
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	3 158 290	1 306 323
<b>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</b>		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices (Amortissement emisé <sup>o</sup> emprunts P&L)	1 058 981	770 898
Variation des autres provisions	-	-
Pertes / (Gains) de change non réalisés	-	-
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>4 217 271</b>	<b>2 077 221</b>
Diminution (augmentation) des créances clients	-	-
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	318 750	(300 625)
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	(47 413)	471 144
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	186	-
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>271 523</b>	<b>170 519</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>	<b>4 488 794</b>	<b>2 247 740</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition de titres de participation	-	-
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	-	-
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des VMP et actions propres	-	-
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières	-	-
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation / (Réduction) de capital	-	-
Emission d'emprunts à long terme	-	90 500 000
Remboursement d'emprunts à long terme	(5 000 000)	(89 800 000)
Frais d'mission d'emprunts	-	(1 942 352)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(5 000 000)</b>	<b>(1 242 352)</b>
<b>Disponibilités à l'ouverture</b>	<b>3 716 490</b>	<b>2 711 102</b>
<b>Variation nette des disponibilités</b>	<b>(511 206)</b>	<b>1 005 388</b>
<b>DISPONIBILITES A LA CLOTURE</b>	<b>3 205 284</b>	<b>3 716 490</b>

## Annexe

### Exercice clos le 31 décembre 2014

#### 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, c'est-à-dire :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,
- ✓ conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

##### 1.1. Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur des multiples de chiffres d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels. Par défaut, la juste valeur sera déterminée selon le cours de bourse.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont comptabilisés en charges.

Le nombre et la catégorie des titres de participation détenus par LT Participations est 11 861 976 actions au 31/12/14.

##### 1.2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

LT Participations n'a aucune créance à recouvrer au 31 décembre 2014.

##### 1.3. Engagement de retraite

LT Participations n'ayant pas de personnel salarié, aucun engagement de retraite n'a été calculé.

##### 1.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.



**1.5. Opérations en devises**

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

LT Participations n'a pas effectué d'opérations en devises dans le courant de l'exercice clos au 31 décembre 2014. En conséquence, aucun écart de change n'est constaté sur l'exercice.

**2. Notes sur le compte de résultat**

**2.1. Ventilation du chiffre d'affaires**

LT Participations, ayant une activité de holding, elle ne réalise pas de chiffre d'affaires, mais perçoit des dividendes des sociétés détenues.

Les dividendes perçus en 2014 proviennent d'Ipsos SA, détenue à 26.16 % au 31 décembre 2014, et s'élèvent à 8 303 383 €.

**2.2. Impôt sur les bénéfices**

Le résultat fiscal de LT Participations est déficitaire au 31 décembre 2014 de 3 804 203 €.

De plus, le déficit fiscal ordinaire restant à reporter au 31 décembre 2013 était de 29 096 736 €. Ce qui porte le déficit fiscal ordinaire de LT Participations, restant à reporter au 31 décembre 2014 à 32 900 939 €.

en euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	3 158 292	-	3 158 292
Résultat exceptionnel	-	-	-
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>3 158 292</b>	<b>-</b>	<b>3 158 292</b>

En conséquence, LT Participations n'a pas d'impôt à payer au titre de l'exercice 2014.

### 3. Notes sur le Bilan

#### 3.1. Immobilisations financières

##### 3.1.1. Mouvements de l'exercice 2014

en euros	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2014
Participations	139 269 548	-	-	-	139 269 548
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	+	-
<b>Valeur Brute</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>
Provisions sur titres de participations	-	-	-	-	-
Provisions sur autres immobilis. Financières	-	-	-	-	-
Amortissement et dépréciation	-	-	-	-	-
<b>Valeur Nette</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>

Au 31 décembre 2014, le poste immobilisations financières est composé de 11 681 976 actions Ipsos SA (dont 5 847 354 actions nanties au profit des établissements bancaires ayant consentis des prêts). LT Participations ne détient pas d'actions propres.

##### 3.1.2. Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital en euros	Capitaux propres avant affectation du résultat et hors capital en euros	Quote-part %	Valeur d'inventaire des titres en euros	Prêts et avances consentis en euros	Montant cautions et aval	CA HT 2014 en euro3	Résultat 2014 en euros	Dividendes encaissés sur 2014 en euros
Ipsos SA	11 334 059	576 002 895	26.16	139 269 548	-	+	490 678	31 535 513	8 303 383
<b>TOTAL</b>	<b>11 334 059</b>	<b>576 002 895</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>490 678</b>	<b>31 535 513</b>	<b>8 303 383</b>

#### 3.2. Charges à étaler sur plusieurs exercices

Les frais liés à la négociation de l'emprunt de 90.5 M€ contracté par LT Participations le 29 juillet 2013 s'élèvent à 1 942 351.75 €. Ces frais sont étalés linéairement sur trois ans à partir du 29 juillet 2013.

Au 31 décembre 2014, ces frais restant à répartir s'élèvent à 718 404.07 euros.

Les variations des charges à étaler sur l'exercice 2014 se décomposent de la manière suivante :

en euros	31/12/2013	Augmentations	Amortissements	Diminution	31/12/2014
frais émission emprunts	1 777 385	-	(1 058 981)	-	718 404
<b>Total</b>	<b>1 777 385</b>	<b>-</b>	<b>(1 058 981)</b>	<b>-</b>	<b>718 404</b>

Une régularisation de 416K€ a eu lieu en 2014 suite au changement de durée d'étalement qui est passée de 5 ans à 3 ans entre 2013 et 2014.

### 3.3. Capitaux propres

#### 3.3.1. Composition du capital social

Le montant du capital social de LT Participations s'élève à 118 150 € au 31 décembre 2014 et est composé comme suit :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	774	-	-	2.00 €
Actions à droit de vote double	46 501	-	-	2.00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2.00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

#### 3.3.2. Capitaux propres

Les capitaux propres de LT Participations se décomposent comme suit :

en euros	Capital	Primes	Autres réserves	Réserves réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total
<b>Solde au 31/12/13</b>	<b>118 150</b>	<b>35 768 040</b>	<b>11 815</b>	-	<b>13 632 984</b>	<b>1 306 323</b>	<b>50 837 311</b>
Aug de capital par émission d'action	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par émission d'action d'apport	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par levées d'option	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	-	(1 041 232)	-	(1 041 232)
Changement de méthode	-	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	-	1 306 323	(1 306 323)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	3 158 292	3 158 292
<b>Solde au 31/12/14</b>	<b>118 150</b>	<b>35 768 040</b>	<b>11 815</b>	-	<b>13 898 075</b>	<b>3 158 292</b>	<b>52 954 371</b>

(1) Correspond aux dividendes sur les 11 800 actions de préférence.

### 3.4. Emprunts et dettes financières

L'emprunt à remboursement in fine de 90.5 M€ contracté par LT Participation en date du 8 février 2013, sur une durée 3 ans avec option d'extension de l'échéance 1+1. La première option d'extension avait été exercée en septembre 2014. Le contrat de prêt prévoit des cas d'exigibilité anticipée en cas de changement des fonctions de MM. Lech ou Truchot et/ou de changement de contrôle de la société.

Le 8 décembre 2014, suite au décès de Jean-Marc Lech, Co-président d'Ipsos et Président de LT Participations, une demande de « waiver » a été demandée aux établissements prêteurs et au 31 décembre la dette a été reclassée à court terme. Les établissements prêteurs ont accepté de ne pas exercer la clause d'exigibilité anticipée du prêt et de rallonger son échéance au 31 juillet 2018. A cet effet, un avenant au contrat de crédit a été signé le 22 avril 2015.

La variation desdits emprunt sur l'exercice 2014 est décrite ci-après.

#### 3.4.1. Variation des emprunts et dettes financières

en euros	31/12/2013	Augmentations	Diminutions	Variation des changes	31/12/2014
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	90 500 000	-	(5 000 000)	-	85 500 000
Interets courus	1 475 615	1 428 202	(1 475 615)	-	1 428 202
<b>Total</b>	<b>91 975 615</b>	<b>1 428 202</b>	<b>(6 475 615)</b>	-	<b>86 928 202</b>

### 3.4.2. Echancier des emprunts et dettes financières

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes à 2 ans maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	86 928 202	86 928 202	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>86 928 202</b>	<b>86 928 202</b>	-	-

L'emprunt de 90.5 M€, contracté le 8 février 2013, était aux conditions suivantes au 31 décembre 2014 :

- ✓ Remboursement le 8 février 2017, avec option d'extension de l'échéance d'1 an soit 8 février 2018 ; suite à une demande formulée le 8 décembre 2014, l'échéance du prêt a été portée au 31 juillet 2018, par avenant signé le 22 avril 2015 ;
- ✓ Taux d'intérêt : Euribor 1 an + marge évoluant en fonction du Leverage Ratio.

En liaison avec ce contrat d'emprunt, il y a trois couvertures de taux de type swap. Au 31 décembre 2014, les en-cours de swap de taux étaient de 45 250 000 euros (Valeur de marché au 31 décembre 2014 = - 315 040 euros).

LT Participations s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

- Groupe LT Participations

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	< 1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4,0
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

Au 31 décembre 2014, LT Participations remplissait ces engagements.

### 3.5. Dettes d'exploitation

Le détail des dettes d'exploitation est la suivante :

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	353 911	353 911	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	24 742	24 742	-	-
<b>Total</b>	<b>378 653</b>	<b>378 653</b>	-	-



### 3.6. Dettes diverses

Les autres dettes se détaillent comme suit :

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes : dividendes votés non versés	2 932 010	2 932 010	-	-
<b>Total</b>	<b>2 932 010</b>	<b>2 932 010</b>	-	-

## 4. Autres informations

### 4.1. Etat des charges à payer

Les charges à payer au 31 décembre 2014 sont les suivantes :

en euros	31/12/2014	31/12/2013
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>1 428 202</b>	<b>1 475 615</b>
Intérêts courus sur emprunts	1 428 202	1 475 615
<b>DETTES FOURNISSEURS &amp; COMPTES RATTACHES</b>	<b>277 212</b>	<b>35 162</b>
Factures non parvenues	277 212	35 162
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Clients – Avoirs à établir	-	-
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>24 742</b>	<b>24 557</b>
Provision pour congés payés	-	-
Provision primes à payer	-	-
Provision prime de vacances	-	-
Provision taxe d'apprentissage	-	-
Provision formation continue	-	-
Provision pour charges sur congés payés	-	-
Provision pour charges sur prime à payer	-	-
Provision pour charges sur prime de vacances	-	-
Dettes provisionnées	-	-
Etat – Autres charges	24 742	24 557
Etat – Provision pour charges sur prime	-	-
<b>AUTRES DETTES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Charges à payer	-	-
<b>Total des charges à payer</b>	<b>1 730 156</b>	<b>1 535 334</b>

### 4.2. Informations concernant les entreprises liées

en euros	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Participations	-	139 269 548	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres créances	-	-	-
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	2 932 010
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations	-	-	-
Dotation provision dépréciation titres	-	-	-
Dotation provision autres créances	-	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Intérêts de la période comptes courants	-	-	-

### **4.3. Rémunération des dirigeants**

En 2014, aucune rémunération ou avantages en nature n'ont été versés par la société aux dirigeants.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

Exercice clos au 31 décembre 2013

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

## **LT Participations**

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.



## 2 Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La note 1.1 de l'annexe décrit les modalités de valorisation des titres de participation. Nous avons vérifié le caractère approprié des règles et principes comptables suivis par votre société et des informations fournies dans les notes annexes. Nous avons également apprécié les modalités d'estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications et informations spécifiques


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.


Fait à Paris, le 26 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton  
Membre français de Grant Thornton International

  
Pascal Leclerc  
Associé

SLG Expertise

  
Marion Bolze  
Associée

# **LT Participations**

**35 rue du Val de Marne**

**75013 Paris**

**\*\*\***

**Comptes annuels  
au 31 décembre 2013**

**SOMMAIRE**

<b>1. Compte de Résultat.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Bilan.....</b>	<b>4</b>
<b>3. Tableau des flux de trésorerie.....</b>	<b>5</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>6</b>
<b>1. Règles et méthodes comptables.....</b>	<b>6</b>
1.1. Immobilisations financières.....	6
1.2. Créances.....	6
1.3. Engagement de retraite.....	6
1.4. Valeurs mobilières de placement.....	6
1.5. Opérations en devises.....	6
<b>2. Notes sur le compte de résultat.....</b>	<b>8</b>
2.1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	8
2.2. Impôt sur les bénéfices.....	8
<b>3. Notes sur le Bilan.....</b>	<b>8</b>
3.1. Immobilisations financières.....	8
3.2. Charges à étaler sur plusieurs exercices.....	9
3.3. Capitaux propres.....	10
3.4. Emprunts et dettes financières.....	10
3.5. Dettes d'exploitation.....	11
3.6. Dettes diverses.....	12
<b>4. Autres informations.....</b>	<b>12</b>
4.1. Etat des charges à payer.....	12
4.2. Informations concernant les entreprises liées.....	12
4.3. Rémunération des dirigeants.....	12

# 1. Compte de Résultat

Exercice clos le 31 décembre 2013

en euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Production vendue de services			
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>2.1</b>	-	-
Autres produits			
<b>Produits d'exploitation</b>		-	-
Autres achats et charges externes		116 634	134 335
Impôts, taxes et versements assimilés		381	378
Salaires et traitements		-	-
Charges sociales		-	-
Dotations aux amortissements et provisions		770 898	382 224
Autres charges		-	-
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>887 913</b>	<b>516 937</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(887 913)</b>	<b>(516 937)</b>
Produits financiers de participation		7 591 665	7 473 045
Autres intérêts et produits assimilés		3 673	36 378
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
Différences positive de change		-	-
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Produits financiers</b>		<b>7 595 337</b>	<b>7 509 423</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		-	-
Intérêts et charges assimilées		5 401 042	4 720 600
Différences négatives de change		-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
<b>Charges financières</b>		<b>5 401 042</b>	<b>4 720 600</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2 194 296</b>	<b>2 788 823</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>1 306 383</b>	<b>2 271 887</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	-
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		60	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		-	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	-
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>60</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(60)</b>	<b>-</b>
Impôt sur les bénéfices	2.2	-	-
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>1 306 323</b>	<b>2 271 887</b>



## 2. Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2013

en euros	Notes	31/12/2013			31/12/2012
		Brut	Amortissements	Net	Net
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Concessions brevets, marques et droits similaires				-	-
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>					
Participations	3.1	139 269 548		139 269 548	139 269 548
Créances rattachées à des participations				-	-
Autres immobilisations financières				-	-
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>	<b>139 269 548</b>
<b>CREANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés				-	-
Autres créances		-		-	-
<b>DIVERS</b>					
Valeurs mobilières de placement		-		-	2 700 000
Disponibilités		3 716 490		3 716 490	11 102
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Charges constatées d'avance				-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>3 716 490</b>	<b>-</b>	<b>3 716 490</b>	<b>2 711 102</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3.2	1 777 385		1 777 385	605 931
Ecart de conversion actif				-	-
<b>Total Actif</b>		<b>144 763 424</b>	<b>-</b>	<b>144 763 424</b>	<b>142 586 582</b>
<hr/>					
en euros	Notes	31/12/2013		31/12/2012	
			Net		Net
Capital social, dont versé: 118 150	3.3.1		118 150		118 150
Primes d'émission, de fusion, d'apport			35 768 040		35 768 040
Réserve légale			11 815		11 815
Réserves statutaires ou contractuelles			-		-
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau			13 632 983		12 313 121
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>			<b>1 306 323</b>		<b>2 271 887</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	3.3.2		<b>50 837 311</b>		<b>50 483 012</b>
Provisions pour risques					
Provisions pour charges				-	-
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			<b>-</b>		<b>-</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>					
Autres emprunts obligataires	3.4				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			91 975 615		90 804 471
Emprunts et dettes financières divers					
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.5		35 162		335 787
Dettes fiscales et sociales			24 557		24 557
<b>DETTES DIVERSES</b>					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes	3.6		1 890 778		938 754
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>					
Produits constatés d'avance					
<b>DETTES</b>			<b>93 926 113</b>		<b>92 103 570</b>
Ecart de conversion passif					
<b>Total Passif</b>			<b>144 763 424</b>		<b>142 586 582</b>

**3. Tableau des flux de trésorerie**

Exercice clos le 31 décembre 2013

en euros	31 décembre 2013	31 décembre 2012
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	1 306 323	2 271 886
<b>Eléments non monétaires sans incidence sur la trésorerie</b>		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Moins-value (plus-value) sur cession d'actifs	-	-
Dotations des charges réparties sur plusieurs exercices (Amortissement emis <sup>o</sup> emprunts P&L)	770 898	382 224
Variation des autres provisions	-	-
Pertes / (Gains) de change non réalisés	-	-
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>2 077 221</b>	<b>2 654 110</b>
Diminution (augmentation) des créances clients	-	-
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(300 625)	(94 735)
Augmentation (diminution) des intérêts courus sur dettes financières	471 144	(285 106)
Diminution (augmentation) des autres créances et autres dettes	-	-
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>170 519</b>	<b>(379 842)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>	<b>2 247 740</b>	<b>2 274 268</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition de titres de participation	-	-
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	-	-
Produits des cessions de titres de participations	-	-
Diminution (augmentation) des VMP et actions propres	-	-
Diminution (augmentation) des autres immobilisations financières	-	-
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation / (Réduction) de capital	-	83 720
Emission d'emprunts à long terme	90 500 000	-
Remboursement d'emprunts à long terme	(89 800 000)	(2 000 000)
Frais d'émission d'emprunts	(1 942 352)	-
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme	-	-
Dividendes versés aux actionnaires	-	-
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(1 242 352)</b>	<b>(1 916 280)</b>
Disponibilités à l'ouverture	2 711 102	2 353 114
Variation nette des disponibilités	1 005 388	357 988
<b>DISPONIBILITES A LA CLOTURE</b>	<b>3 716 490</b>	<b>2 711 102</b>

## Annexe

### Exercice clos le 31 décembre 2013

#### 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Ces règles figurent principalement dans les textes suivants : Code de Commerce, Décret du 23 novembre 1983, Règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base, c'est-à-dire :

- ✓ continuité de l'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,
- ✓ conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

##### 1.1. Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les titres de participation font l'objet d'une évaluation globale à chaque clôture pour s'assurer que la valeur nette comptable n'excède pas leur « valeur recouvrable », autrement dit la valeur la plus élevée entre la juste valeur et la valeur d'utilité.

La juste valeur peut être basée sur des multiples de chiffres d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes tenant compte des niveaux d'activité, de la rentabilité passée ou prévisible et des facteurs économiques, financiers ou sectoriels. Par défaut, la juste valeur sera déterminée selon le cours de bourse.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Les estimations sont faites sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des zones géographiques.

Les frais d'acquisition de titres de participation sont comptabilisés en charges.

Le nombre et la catégorie des titres de participation détenus par LT Participations est 11 861 976 actions au 31/12/13.

##### 1.2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

LT Participations n'a aucune créance à recouvrer au 31 décembre 2013.

##### 1.3. Engagement de retraite

LT Participations n'ayant pas de personnel salarié, aucun engagement de retraite n'a été calculé.

##### 1.4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque le cours moyen du dernier mois est inférieur à la valeur d'achat.

##### 1.5. Opérations en devises

Les opérations en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances, dettes et disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des avances consolidables qui ne sont pas réestimées.

Les gains et pertes latents, qui résultent de la conversion au taux de change de clôture des créances et des dettes, sont inscrits aux postes « écarts de conversion » respectivement au passif et à l'actif du bilan. Ceux constatés sur les disponibilités sont enregistrés au compte de résultat.

Les pertes latentes de change non couvertes font l'objet d'une provision pour risques sauf lorsque, pour des opérations dont les termes sont suffisamment voisins, les gains et pertes latents peuvent être considérés comme concourant à une position globale de change.

LT Participations n'a pas effectué d'opérations en devises dans le courant de l'exercice clos au 31 décembre 2013. En conséquence, aucun écart de change n'est constaté sur l'exercice.



## 2. Notes sur le compte de résultat

### 2.1. Ventilation du chiffre d'affaires

LT Participations, ayant une activité de holding, elle ne réalise pas de chiffre d'affaires, mais perçoit des dividendes des sociétés détenues.

Les dividendes perçus en 2013 proviennent d'Ipsos SA, détenue à 26.16 % au 31 décembre 2013, et s'élèvent à 7 591 664.64 €.

### 2.2. Impôt sur les bénéfices

Le résultat fiscal de LT Participations est déficitaire au 31 décembre 2013 de 4 555 499 €.

De plus, le déficit fiscal ordinaire restant à reporter au 31 décembre 2012 était de 24 541 238 €. Ce qui porte le déficit fiscal ordinaire de LT Participations, restant à reporter au 31 décembre 2013 à 29 096 736 €.

en euros	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après Impôt
Résultat courant	1 306 383	-	1 306 383
Résultat exceptionnel	-	+	-
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>1 306 383</b>	<b>-</b>	<b>1 306 383</b>

En conséquence, LT Participations n'a pas d'impôt à payer au titre de l'exercice 2013.

## 3. Notes sur le Bilan

### 3.1. Immobilisations financières

#### 3.1.1. Mouvements de l'exercice 2013

en euros	31/12/2012	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31/12/2013
Participations	139 269 548	-	-	-	139 269 548
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-
<b>Valeur Brute</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>
Provisions sur titres de participations	-	-	-	-	-
Provisions sur autres immobilis. Financières	-	-	-	-	-
<b>Amortissement et dépréciation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur Nette</b>	<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>139 269 548</b>

Au 31 décembre 2013, le poste immobilisations financières est composé de 11 681 976 actions Ipsos SA (dont 5 889 902 actions nanties au profit des établissements bancaires ayant consentis des prêts). LT Participations ne détient pas d'actions propres.

#### 3.1.2. Liste des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital en euros	Capitaux propres avant affectation du résultat et hors capital en euros	Quote-part %	Valeur d'inventaire des titres en euros	Prêts et avances consentis en euros	Montant cautions et aval	CA HT 2013 en euro	Résultat 2013 en euros	Dividendes encaissés sur 2013 en euros
Ipsos SA	11 334 059	585 674 590	26.16	139 269 548	-	-	460 302	22 026 819	7 591 665
<b>TOTAL</b>	<b>11 334 059</b>	<b>585 674 590</b>		<b>139 269 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>460 302</b>	<b>22 026 819</b>	<b>7 591 665</b>

### 3.2. Charges à étaler sur plusieurs exercices

Les frais liés à la négociation de l'emprunt de 88.5 M€ contracté par LT Participations le 29 juillet 2008 s'élèvent à 1 298 206 €. Ces frais sont étalés linéairement sur cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> août 2008.

Au 31 décembre 2013, ces frais ont été totalement amortis.

Les frais liés à la négociation de l'emprunt de 19 M€ contracté par LT Participations le 30 septembre 2011 s'élèvent à 607 690 €. Ces frais sont étalés linéairement sur cinq ans à partir du 30 septembre 2011.

Au 31 décembre 2013, ces frais ont été totalement amortis.

Les frais liés à la négociation de l'emprunt de 90.5 M€ contracté par LT Participations le 29 juillet 2013 s'élèvent à 1 942 351.75 €. Ces frais sont étalés linéairement sur cinq ans à partir du 29 juillet 2013.

Au 31 décembre 2013, ces frais restant à répartir s'élèvent à 1 777 384.89 euros.

Les variations des charges à étaler sur l'exercice 2013 se décomposent de la manière suivante :

en euros	31/12/2012	Augmentations	Amortissements	Diminution	31/12/2013
frais émission emprunts	605 931	1 942 352	(770 898)	-	1 777 385
<b>Total</b>	<b>605 931</b>	<b>1 942 352</b>	<b>(770 898)</b>	<b>-</b>	<b>1 777 385</b>

### 3.3. Capitaux propres

#### 3.3.1. Composition du capital social

Le montant du capital social de LT Participations s'élève à 118 150 € au 31 décembre 2013 et est composé comme suit :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	774	-	-	2.00 €
Actions à droit de vote double	46 501	-	-	2.00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2.00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

#### 3.3.2. Capitaux propres

Les capitaux propres de LT Participations se décomposent comme suit :

	118 150	35 768 040	11 815	-	12 313 121	2 271 887	50 483 013
Solde au 31/12/12	118 150	35 768 040	11 815	-	12 313 121	2 271 887	50 483 013
Aug de capital par émission d'action	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par émission d'action d'apport	-	-	-	-	-	-	-
Aug de capital par levées d'option	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes distribués (1)	+	-	-	-	(952 024)	-	(952 024)
Changement de méthode	+	+	+	+	+	+	+
Rachat d'actions	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat	-	-	-	-	2 271 887	(2 271 887)	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	1 306 323	1 306 323
Solde au 31/12/13	118 150	35 768 040	11 815	-	13 632 984	1 306 323	50 837 311

(1) Correspond aux dividendes sur les 11 800 actions de préférence.

### 3.4. Emprunts et dettes financières

L'emprunt à remboursement in fine de 88.5 M€ contracté par LT Participation en date du 29 juillet 2008, sur une durée 5 ans, a été remboursé le 29 juillet 2013.

L'emprunt à remboursement in fine de 19 M€ contracté par LT Participation en date du 30 septembre 2011, a été remboursé le 29 juillet 2013.

Un nouvel emprunt de 90.5 M€ a été contracté par LT Participation le 8 février 2013.

La variation desdits emprunt sur l'exercice 2013 est décrite ci-après.

#### 3.4.1. Variation des emprunts et dettes financières

en euros	31/12/2012	Augmentations	Diminutions	Variation des changes	31/12/2013
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	89 800 000	90 500 000	(89 800 000)	-	90 500 000
Intérêts courus	1 004 471	1 475 615	(1 004 471)	-	1 475 615
<b>Total</b>	<b>90 804 471</b>	<b>91 975 615</b>	<b>(90 804 471)</b>	<b>-</b>	<b>91 975 615</b>



### 3.4.2. Echancier des emprunts et dettes financières

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes à 2 ans maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	91 975 615	1 475 615	90 500 000	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>91 975 615</b>	<b>1 475 615</b>	<b>90 500 000</b>	<b>-</b>

Un emprunt de 90.5 M€ a été contracté le 8 février 2013 aux conditions suivantes :

- ✓ Remboursement le 8 février 2016, avec option d'extension de l'échéance 1+1 (soit 8 février 2017, puis 8 février 2018) ;
- ✓ Taux d'intérêt : Euribor 1 an + 3.25 %

En liaison avec ce contrat d'emprunt, il y a trois couvertures de taux de type swap. Au 31 décembre 2013, les en-cours de swap de taux étaient de 45 250 000 euros (Valeur de marché au 31 décembre 2013 = 12 889 euros).

LT Participations s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

- Groupe LT Participations

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	< 1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4,0
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

Au 31 décembre 2013, LT Participations remplissait ces engagements.

### 3.5. Dettes d'exploitation

Le détail des dettes d'exploitation est la suivante :

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	35 162	35 162	-	-
Personnel et comptes rattachés	-	-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-	-	-	-
Etat : impôt sur les bénéfices	-	-	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
Etat : obligations cautionnées	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	24 557	24 557	-	-
<b>Total</b>	<b>59 719</b>	<b>59 719</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



### 3.6. Dettes diverses

Les autres dettes se détaillent comme suit :

en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	1 598	1 598	-	-
Autres dettes : dividendes votés non versés	1 889 180	1 889 180	-	-
<b>Total</b>	<b>1 890 778</b>	<b>1 890 778</b>	-	-

## 4. Autres informations

### 4.1. Etat des charges à payer

Les charges à payer au 31 décembre 2013 sont les suivantes :

en euros	31/12/2013	31/12/2012
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	1 475 615	1 004 471
Intérêts courus sur emprunts	1 475 615	1 004 471
DETTES FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	35 162	335 788
Factures non parvenues	35 162	335 788
AUTRES DETTES	-	-
Clients – Avoirs à établir	-	-
DETTES FISCALES ET SOCIALES	24 557	24 557
Provision pour congés payés	-	-
Provision formation continue	-	-
Dettes provisionnées	-	-
Etat – Autres charges	24 557	24 557
Etat – Provision pour charges sur prime	-	-
AUTRES DETTES	-	-
Charges à payer	-	-
<b>Total des charges à payer</b>	<b>1 535 334</b>	<b>1 364 816</b>

### 4.2. Informations concernant les entreprises liées

en euros	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Participations	-	139 269 548	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Créances clients et comptes rattachés	-	-	-
Autres créances	-	-	-
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-	-
Autres dettes	-	-	1 598
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotation provision dépréciation créances rattachées à des participations	-	-	-
Dotation provision dépréciation titres	-	-	-
Dotation provision autres créances	-	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Intérêts de la période comptes courants	-	-	-

### 4.3. Rémunération des dirigeants

En 2013, aucune rémunération ou avantages en nature n'ont été versés par la société aux dirigeants.

**6.6.2 Comptes consolidés et rapports des commissaires aux comptes au titre des exercices  
2015, 2014 et 2013**

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

Exercice clos au 31 décembre 2015

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

## LT Participations

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1 Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 5.1.1 – Tests de dépréciation des goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés qui présente les modalités de détermination des valeurs d'utilité des unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont alloués, les marges de sécurité dont dispose l'entreprise à l'issue du test des valeurs des goodwill, et la sensibilité de ces valeurs aux variations des hypothèses clés retenues, notamment pour la zone Amérique Latine l'hypothèse de redressement de sa marge opérationnelle.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 1.2.25 et 1.2.26 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge brute. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère approprié de la méthode retenue pour déterminer l'avancement des études et à examiner les modalités retenues pour la reconnaissance du revenu et des coûts directs.
- Les notes 1.2.8, 1.2.15 et 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les principes appliqués en matière de regroupements d'entreprises et de valorisation des goodwill. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéterminée, les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées ainsi que les évaluations qui en résultent. Nous avons également vérifié que ces notes donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3 Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 02 juin 2016

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**

Membre français de Grant Thornton International



Gilles Hengoat  
Associé

**SLG Expertise**



Marion Bolze  
Associée

## Comptes consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

1 – Compte de résultat consolidé	2	4.8 – Résultat net par action	24
2 – État du résultat global consolidé	3	4.9 – Dividendes payés et proposés	24
3 – État de la situation financière consolidée	4	<b>5 – Notes sur l'état de la situation financière</b>	<b>24</b>
4 – État des flux de trésorerie consolidés	5	5.1 – Goodwills	24
5 – État des variations des capitaux propres consolidés	6	5.2 – Autres immobilisations incorporelles	27
<b>Notes aux états financiers consolidés</b>	<b>7</b>	5.3 – Immobilisations corporelles	28
<b>1 – Informations générales et principales méthodes comptables</b>	<b>7</b>	5.4 – Participation dans les entreprises associées	28
1.1 – Informations générales	7	5.5 – Autres actifs financiers non courants	29
1.2 – Principales méthodes comptables	7	5.6 – Clients et comptes rattachés	29
<b>2 – Évolution du périmètre de consolidation</b>	<b>17</b>	5.7 – Autres actifs courants	30
2.1 – Opérations réalisées sur l'exercice 2015	17	5.8 – Capitaux propres	30
2.2 – Opérations réalisées sur l'exercice 2014	19	5.9 – Endettement financier	33
<b>3 – Information sectorielle</b>	<b>20</b>	5.10 – Provisions courantes et non courantes	35
3.1 – Information sectorielle au 31 décembre 2015	20	5.11 – Engagements de retraite et assimilés	35
3.2 – Information sectorielle au 31 décembre 2014	20	5.12 – Autres passifs courants et non courants	38
<b>4 – Notes sur le compte de résultat</b>	<b>21</b>	<b>6 – Informations complémentaires</b>	<b>38</b>
4.1 – Coûts directs	21	6.1 – Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés	38
4.2 – Autres charges et produits opérationnels	21	6.2 – Objectifs et politiques de gestion des risques financiers	39
4.3 – Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	21	6.3 – Instruments financiers	43
4.4 – Autres charges et produits non courants	21	6.4 – Engagements hors bilan	45
4.5 – Charges et produits financiers	21	6.5 – Effectifs à la clôture	47
4.6 – Impôts courants et différés	22	6.6 – Transactions avec les parties liées	47
4.7 – Résultat net ajusté	Erreur ! Signet non défini.	6.7 – Événements postérieurs à la clôture	48
		6.8 – Informations sur les comptes sociaux d'Ipsos SA	Erreur ! Signet non défini.
		<b>7 – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2015</b>	<b>49</b>
		7.1 – Périmètre consolidé	49

## Comptes consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

1 – Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2015

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015	31/12/2014
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>3</b>	<b>1 785 211</b>	<b>1 669 469</b>
Coûts directs	4.1	(635 538)	(597 275)
<b>Marge brute</b>		<b>1 149 673</b>	<b>1 072 194</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(733 656)	(680 017)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.8.3	(10 812)	(11 998)
Charges générales d'exploitation		(228 300)	(207 562)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	946	327
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>3</b>	<b>177 851</b>	<b>172 944</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4.3	(5 097)	(4 644)
Autres charges et produits non courants	4.4	(17 302)	(17 172)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5.4	(95)	(92)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>155 357</b>	<b>151 035</b>
Charges de financement	4.5	(27 840)	(28 106)
Autres charges et produits financiers	4.5	(2 131)	2 788
<b>Résultat financier</b>		<b>(29 971)</b>	<b>(25 318)</b>
<b>Résultat net avant impôts</b>		<b>125 386</b>	<b>125 719</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(29 353)	(29 889)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(4 465)	(4 197)
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>4.6</b>	<b>(33 818)</b>	<b>(34 086)</b>
<b>Résultat net</b>		<b>91 568</b>	<b>91 633</b>
Dont part du Groupe		19 992	18 029
Dont part des minoritaires		71 575	73 603
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	4.8	338.42	305.20
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	4.8	338.42	305.20



## 2 – État du résultat global consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2015

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
<b>Résultat net</b>	<b>91 568</b>	<b>91 633</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	(17 230)	(6 657)
Variation des écarts de conversion	6 152	27 391
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	3 938	3 050
<b>Total des autres éléments reclassables en résultat</b>	<b>(7 140)</b>	<b>23 784</b>
Gains et pertes actuariels	269	(555)
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	(98)	14
<b>Total des autres éléments non reclassables en résultat</b>	<b>171</b>	<b>(541)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(6 969)</b>	<b>23 243</b>
<b>Résultat global</b>	<b>84 599</b>	<b>114 876</b>
Dont part du Groupe	17 709	23 638
Dont part des minoritaires	66 890	91 238

## 3 – État de la situation financière consolidée

Exercice clos le 31 décembre 2015

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015	31/12/2014
<b>ACTIF</b>			
Goodwills	5.1	1 268 279	1 202 137
Autres immobilisations incorporelles	5.2	80 469	85 234
Immobilisations corporelles	5.3	37 209	32 425
Participation dans les entreprises associées	5.4	262	357
Autres actifs financiers non courants	5.5	17 305	27 407
Impôts différés actifs	4.6	14 984	38 626
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 418 508</b>	<b>1 386 187</b>
Clients et comptes rattachés	5.6	627 282	610 212
Impôts courants	4.6	12 238	18 110
Autres actifs courants	5.7	72 596	75 637
Instruments financiers dérivés	5.9	3 979	3 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	152 178	152 463
<b>Actifs courants</b>		<b>868 273</b>	<b>860 270</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 286 780</b>	<b>2 246 457</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital	5.8	118	118
Primes d'émission		35 768	35 768
Actions propres		0	0
Autres réserves		119 275	104 333
Écarts de conversion		(12 602)	(10 268)
Résultat net - part du groupe		19 992	18 029
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>162 551</b>	<b>147 980</b>
Intérêts minoritaires		702 887	670 038
<b>Capitaux propres</b>		<b>865 439</b>	<b>818 018</b>
Emprunts et autres passifs financiers non courants	5.9	706 291	611 662
Provisions non courantes	5.1	5 157	14 920
Provisions pour retraites	5.11	25 030	23 890
Impôts différés passifs	4.6	100 015	114 568
Autres passifs non courants	5.12	37 024	44 627
<b>Passifs non courants</b>		<b>873 517</b>	<b>809 667</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		263 565	253 394
Emprunts et autres passifs financiers courants	5.9	85 366	176 286
Impôts courants	4.6	6 781	11 111
Provisions courantes	5.1	5 121	4 860
Autres passifs courants	5.12	186 994	173 124
<b>Passifs courants</b>		<b>547 825</b>	<b>618 770</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 286 780</b>	<b>2 246 457</b>



## 4 – État des flux de trésorerie consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

En milliers d'euros	Notes	31/12/2015	31/12/2014
<b>OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>91 568</b>	<b>91 633</b>
<b>Éléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement</b>			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		27 525	25 647
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		95	92
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		161	287
Variation nette des provisions		(3 385)	(2 814)
Rémunération en actions		10 189	11 349
Autres produits et charges calculés		4 478	2 221
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		5 412	1 807
Charge de financement		27 840	27 906
Charge d'impôt		33 818	34 086
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPÔT</b>		<b>197 700</b>	<b>192 214</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1	18 151	(18 405)
Intérêts financiers nets payés		(25 311)	(24 977)
Impôts payés		(26 510)	(23 317)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>		<b>164 030</b>	<b>125 515</b>
<b>OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.1.2	(23 579)	(14 274)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		454	101
(Augmentation) / diminution d'immobilisations financières		1 343	(1 423)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées nettes de trésorerie acquise	6.1.3	(37 778)	(2 534)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(59 560)</b>	<b>(18 130)</b>
<b>OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation / (Réduction) de capital		-	-
(Achats) / Ventes nets d'actions propres		(9 499)	
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme		(50 104)	(64 398)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires		(1 262)	(2 229)
Rachats d'intérêts minoritaires	6.1.3	(12 546)	(6 418)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(4 046)	(11 532)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(28 603)	(27 035)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(106 060)</b>	<b>(111 612)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>		<b>(1 590)</b>	<b>(4 227)</b>
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		1 306	4 270
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>		<b>152 463</b>	<b>152 420</b>
<b>TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>		<b>152 178</b>	<b>152 463</b>



## 5 – État des variations des capitaux propres consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	Total
<b>Situation au 1er janvier 2014 retraité</b>	<b>118</b>	<b>35 768</b>	-	<b>95 239</b>	<b>(16 048)</b>	<b>115 076</b>	<b>632 696</b>	<b>747 772</b>
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution dividendes	-	-	-	(1 047)	-	(1 047)	(28 454)	(29 501)
Variation de périmètre	-	-	-	(109)	-	(109)	109	-
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	(3 979)	-	(3 979)	(10 539)	(14 518)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(3 021)	-	(3 021)	(8 511)	(11 532)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 973	-	2 973	8 376	11 349
Autres mouvements (1)	-	-	-	(64)	-	(64)	(365)	(429)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(5 248)	-	(5 248)	(39 383)	(44 631)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>18 030</b>	-	<b>18 030</b>	<b>73 603</b>	<b>91 633</b>
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	5 750	5 750	18 034	23 784
Gains et pertes actuariels	-	-	-	(145)	-	(145)	(410)	(555)
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	-	4	-	4	10	14
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	<b>(142)</b>	<b>5 750</b>	<b>5 608</b>	<b>17 635</b>	<b>23 243</b>
<b>Résultat global</b>	-	-	-	<b>17 888</b>	<b>5 750</b>	<b>23 638</b>	<b>91 238</b>	<b>114 876</b>
<b>Situation au 31 décembre 2014</b>	<b>118</b>	<b>35 768</b>	-	<b>107 879</b>	<b>(10 298)</b>	<b>133 466</b>	<b>684 552</b>	<b>818 018</b>
<b>Situation au 1er janvier 2015</b>	<b>118</b>	<b>35 768</b>	-	<b>107 879</b>	<b>(10 298)</b>	<b>133 466</b>	<b>684 552</b>	<b>818 018</b>
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution dividendes	-	-	-	(1 112)	-	(1 112)	(28 380)	(29 492)
Variation de périmètre	-	-	-	101	-	101	(101)	-
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	(1 879)	-	(1 879)	(4 872)	(6 751)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(2 487)	-	(2 487)	(7 012)	(9 499)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 668	-	2 668	7 521	10 189
Autres mouvements (1)	-	-	-	(427)	-	(427)	(1 197)	(1 624)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(3 137)	-	(3 137)	(34 040)	(37 177)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>19 993</b>	-	<b>19 993</b>	<b>71 575</b>	<b>91 568</b>
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(2 329)	(2 329)	(4 811)	(7 140)
Gains et pertes actuariels	-	-	-	70	-	70	199	269
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	-	(26)	-	(26)	(72)	(98)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	<b>45</b>	<b>(2 329)</b>	<b>(2 284)</b>	<b>(4 685)</b>	<b>(6 969)</b>
<b>Résultat global</b>	-	-	-	<b>20 038</b>	<b>(2 329)</b>	<b>17 709</b>	<b>66 890</b>	<b>84 599</b>
<b>Situation au 31 décembre 2015</b>	<b>118</b>	<b>35 768</b>	-	<b>124 780</b>	<b>(12 627)</b>	<b>148 038</b>	<b>717 402</b>	<b>865 440</b>



*Notes aux états financiers consolidés**Exercice clos le 31 décembre 2015**1 – Informations générales et principales méthodes comptables**1.1 – Informations générales*

LT Participations est un groupe mondial qui propose des solutions études aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 3ème rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 87 pays au 31 décembre 2015.

LT Participations est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne- 75013 Paris (France).

En date du 7 juin 2016, le Conseil d'administration de LT Participations a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de LT Participations pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 seront soumis à l'approbation des actionnaires de LT Participations lors de son Assemblée générale annuelle, qui se tiendra le 28 juin 2016.

Les états financiers sont présentés en Euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000), sauf indication contraire.

*1.2 – Principales méthodes comptables**1.2.1 – Base de préparation des états financiers*

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés de l'exercice 2015 du groupe Ipsos sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2015 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

*1.2.1.1 – Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015*

- IFRIC 21 – « Droits et taxes » publiée par l'IASB le 20 mai 2013 et adoptée par la Commission Européenne. Cette interprétation porte sur le mode de comptabilisation des impôts et taxes ne relevant pas de la norme IAS12 « Impôts

sur le résultat ». Elle a pour objectif de clarifier le fait générateur d'obligation justifiant la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible. Elle ne traite pas la question de la contrepartie de ce passif.

L'application de cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

- Amendements à IFRS 3, IFRS 13 et IAS 40 applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Leur application de ces amendements n'a aucun d'impact sur les comptes consolidés.

*1.2.1.2 – Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015*

- Amendement à IAS 19 – cotisations définies - dont l'objectif est de clarifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du membre du personnel.

- Amendement à IFRS 2 – Paiements à base d'actions, sur la définition des conditions d'acquisition des droits.

- Amendement à IFRS 3 – Regroupements d'entreprises, sur la comptabilisation des paiements additionnels.

- Amendement à IFRS 8 – Secteurs opérationnels, sur le regroupement de secteurs opérationnels et la réconciliation des actifs par segment.

- Amendement des bases de conclusion d'IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur.

- Amendement à IAS 24 – Informations relatives aux parties liées

*1.2.2 – Recours à des estimations*

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales sources d'estimations concernent :

- les Goodwills et regroupement d'entreprises tels que décrit en note 1.2.8

- la valeur des goodwill pour lesquels le Groupe vérifie au moins une fois par an qu'il n'y a pas lieu de constater une dépréciation, en ayant recours à différentes méthodes qui nécessitent des estimations. De plus amples détails sont donnés dans les notes 1.2.8 et 5.1.1,
- les actifs d'impôt différé liés à l'activation des déficits reportables tels que décrit dans la note 1.2.24,
- les actifs financiers non cotés tels que décrit dans la note 1.2.16.
- l'évaluation des dettes de puts sur intérêts minoritaires tels que décrit dans la note 1.2.7
- l'évaluation de la juste valeur des emprunts et des instruments de couverture tels que décrit dans la note 1.2.20
- l'évaluation de l'avancement des études tel que décrit dans la note 1.2.25
- les différents éléments entrant dans le calcul de la marge opérationnelle tels que décrits dans les notes 1.2.25 Reconnaissance du chiffre d'affaires, 1.2.26 Définition de la marge brute et 1.2.27 Définition de la marge opérationnelle

### 1.2.3 – Méthodes de consolidation

Les états financiers comprennent les états financiers de LT Participations et de toutes ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle.

Les sociétés contrôlées par le Groupe (c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités), que ce soit de droit (détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote), ou contractuellement sont consolidées par intégration globale. Les comptes sont pris à 100 %, poste par poste, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires. Le contrôle existe également lorsque LT Participations détenant moins de la moitié des droits de vote a la capacité de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, ou a le pouvoir de nommer ou révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Les sociétés non contrôlées exclusivement par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence si le pourcentage de contrôle résultant de la

détention directe ou indirecte des droits de vote est supérieur à 20%.

### 1.2.4 – Information sectorielle

En application de la norme IFRS8, l'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés doit être basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS8.

Les secteurs retenus, au nombre de trois, résultent des zones géographiques issues du reporting interne utilisé par la Direction Générale. Les trois secteurs sont les suivants :

- l'Europe, Moyen-Orient, Afrique,
- les Amériques,
- l'Asie-Pacifique.

Par ailleurs, le groupe Ipsos est entièrement dédié à une seule activité : les études par enquête.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des segments selon IFRS8 sont identiques à celles mises en place dans les états financiers.

À ces trois secteurs opérationnels s'ajoutent les entités Corporate ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ». Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des secteurs opérationnels ne sont pas alloués à un secteur.

Les opérations commerciales inter secteurs sont réalisées à des termes et conditions de marché similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties. Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients ainsi que des autres actifs courants.

### 1.2.5 – Méthode de conversion des éléments en devises

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros, monnaie de présentation des états financiers d'Ipsos de la façon suivante :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture.
- Le compte de résultat est converti au taux moyen de la période.
- Les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans un poste spécifique des capitaux propres « Variations des écarts de conversion ».



La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères. En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat de la période :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales liées aux études,
- en autres charges et produits non courants pour les engagements de rachats de minoritaires,
- en résultat financier pour les transactions financières et les frais centraux.

Par exception à la règle décrite ci-dessus, les écarts de conversion sur les opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme faisant partie de l'investissement net dans une filiale étrangère et les écarts de conversion sur les emprunts en monnaies étrangères qui constituent totalement ou pour partie une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère (conformément aux dispositions d'IAS 39), sont comptabilisés directement parmi les autres éléments du résultat global en « Variations des écarts de conversion » jusqu'à la sortie de l'investissement net.

#### 1.2.6 – Opérations et comptes réciproques

Les soldes au 31 décembre des comptes de créances et de dettes entre sociétés du Groupe, les charges et les produits réciproques entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations intra-groupe telles que paiements de dividendes, plus ou moins-values de cession, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, ou de prêts à des sociétés du Groupe, marges internes sont éliminés en tenant compte de leur effet sur le résultat et l'impôt différé.

#### 1.2.7 – Engagements de rachat de minoritaires

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (options de vente).

Lors de la comptabilisation initiale et conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32, le Groupe enregistre un passif au titre des options de vente vendues

aux actionnaires minoritaires des entités consolidées par intégration globale. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente puis ré-estimé lors des arrêtés ultérieurs en tenant compte de l'évolution de la valeur de l'engagement.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées avant le 1er janvier 2010, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en goodwill en cours. Lors des exercices ultérieurs, l'effet de dés-actualisation et la variation de la valeur de l'engagement sont comptabilisés par ajustement du montant du goodwill.

À l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont contre-passées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en autres passifs courants ou non courants est soldé par contrepartie du décaissement lié au rachat de la participation minoritaire et le goodwill en cours est reclassé en goodwill.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées à partir du 1er janvier 2010, et en application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée, la contrepartie de ce passif est enregistrée en déduction des capitaux propres hors-groupe à hauteur de la valeur comptable des intérêts minoritaires concernés, et en déduction des capitaux propres part du Groupe pour l'excédent éventuel. La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente.

Jusqu'au 31 décembre 2012, toute variation de valeur était comptabilisée en capitaux propres. A compter de l'exercice 2013, le Groupe LT Participations a décidé de comptabiliser toutes les variations de valeur des engagements de rachat de minoritaires et l'effet de désactualisation dans le poste « autres charges et produits non courants » du compte de résultat ainsi que le permet la norme IAS 39.

Conformément à IAS 27, la quote-part du résultat ou de variations de capitaux propres attribuée à la société mère et aux intérêts minoritaires est déterminée sur la base des pourcentages de participation actuels et ne reflète pas la participation complémentaire potentielle représentée par l'engagement de rachat.

#### 1.2.8 – Goodwills et regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus après le 1er janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris sont



comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition, sous réserve qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée.

Le goodwill qui représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Goodwills ». Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. Il correspond essentiellement à des éléments non identifiables tels que le savoir faire et l'expertise-métier des équipes. Les goodwills négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.

Les goodwills sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentant au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités.

Les goodwills sont enregistrés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

Lors de chaque acquisition, le Groupe peut opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des intérêts minoritaires en date d'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Les goodwills ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de leurs valeurs comptables et de leurs valeurs recouvrables à la date de clôture sur la base des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de quatre ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;

- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;

- La perte d'un client majeur ;

- La croissance significative des taux d'intérêts.

Les modalités des tests de dépréciation sont décrites en Note 1.2.15 consacrée aux dépréciations d'actifs. En cas de perte de valeur, la dépréciation enregistrée au compte de résultat est irréversible.

Pour les acquisitions réalisées à compter du 1er janvier 2010 et en application d'IFRS3 révisée, tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur en date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où l'évaluation était encore présentée comme provisoire (période d'évaluation limitée à 12 mois) ; tout ajustement ultérieur ne répondant pas à ces critères est comptabilisé en résultat du Groupe en contrepartie d'une dette ou d'une créance.

Pour les acquisitions réalisées antérieurement au 1er janvier 2010 et pour lesquelles l'ancienne norme IFRS 3 continue de s'appliquer, toutes les variations de dettes sur acquisitions (variation de prix différés ou d'earn-out) restent comptabilisées en contrepartie du goodwill, sans impact sur le résultat du Groupe.

La norme IAS 27 révisée a modifié la comptabilisation des transactions concernant les intérêts minoritaires, dont les variations, en l'absence de changement de contrôle, sont désormais comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité (y compris le goodwill) reste inchangée.

#### 1.2.9 – Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément du goodwill si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :



- elles sont identifiables, c'est-à-dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels ;
- elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de logiciels, de frais de développement et des panels.

#### 1.2.10 – Marques et relations contractuelles avec les clients

Dans le cadre des regroupements d'entreprises, aucune valeur n'est allouée aux marques rachetées qui sont considérées comme des enseignes sans valeur intrinsèque, sauf si la marque a une notoriété suffisante permettant au groupe de maintenir une position de leader sur un marché et de générer des profits sur une longue période.

Les marques reconnues dans le cadre des regroupements d'entreprises sont considérées comme à durée de vie indéfinie et ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, des relations contractuelles avec les clients sont comptabilisées séparément du goodwill dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, dès lors que l'entreprise acquise a un volume d'affaires régulier avec des clients identifiés. Les relations contractuelles avec les clients sont évaluées selon la méthode de l'« Excess Earnings » qui prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des goodwills.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui a été évaluée généralement entre 13 et 17 ans. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

#### 1.2.11 – Logiciels et frais de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de cette norme, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;
- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe), soit à leur coût de production (développement interne).

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 3 ans ;
- pour les frais de développement, selon la durée économique déterminée pour chaque projet de développement spécifique.

#### 1.2.12 – Panels

Des règles spécifiques sont appliquées par le Groupe dans le cas des panels : ils désignent les échantillons représentatifs d'individus ou de professionnels interrogés régulièrement sur des variables identiques et qui sont appréhendées par le Groupe suivant leur nature :

- Panel on-line : panel principalement interrogé par ordinateur ;
- Panel off-line : panel principalement interrogé par courrier ou par téléphone.

Les coûts occasionnés par la création et l'amélioration des panels off-line sont comptabilisés en tant qu'actifs et amortis sur la durée de vie estimée des panélistes, à savoir 3 ans.

Les coûts générés par la création et l'augmentation de la taille des panels on-line (achat de fichiers, scanning, recrutement des panélistes) font l'objet d'une activation. Dans la mesure où ces panels ne sont pas caractérisés par une durée d'utilité déterminée, en particulier pas d'obsolescence, les panels on-line ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par

an et chaque fois qu'il existe un indice indiquant que ces actifs incorporels ont pu perdre de la valeur.

Les dépenses de maintenance requises ultérieurement sur ces deux types de panels sont inscrites en charges compte tenu de la nature spécifique de ces incorporels et de la difficulté de les dissocier des dépenses engagées pour maintenir ou développer l'activité intrinsèque de la société.

#### 1.2.13 – Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de contrat de location dont LT Participations est preneur. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location.

Selon cette norme, les contrats de location ayant pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont qualifiés de contrats de location financement.

La valeur des immobilisations faisant l'objet d'un contrat qualifié de contrat de location financement est inscrite à l'actif. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode indiquée ci-dessous. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les contrats de location autres que les contrats de location financement sont des contrats de location simple.

Les charges locatives encourues au titre des contrats de location simple sont étalées linéairement sur la durée du contrat de location.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées :

- agencements et installations : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (10 ans),
- matériel de bureau et informatique : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 3 à 5 ans),

- mobilier de bureau : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 9 ou 10 ans),
- matériel de transport : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (5 ans).

#### 1.2.14 – Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus et figurent dans le compte de résultat en « charges de financement ».

#### 1.2.15 – Dépréciation des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée (panels on-line) et des goodwill.

Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La dépréciation, imputée en priorité le cas échéant sur le goodwill, est comptabilisée dans une rubrique spécifique du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement constatées sur les goodwill ne pourront pas être reprises ultérieurement.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau du plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auxquelles les actifs peuvent être raisonnablement affectés. Au 31 décembre 2015, pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie suivants : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique sub-saharienne.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché des études lors de transactions récentes ;
- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Les estimations sont réalisées sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la



prime de risque propre à l'activité du Groupe, du pays ou de la région concernée. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des secteurs géographiques.

Les UGT utilisées pour les besoins des tests de dépréciation ne sont pas plus grandes que les secteurs opérationnels déterminés selon IFRS 8 – Secteurs opérationnels.

#### 1.2.16 – Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers analysés comme « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les pertes ou gains latents par rapport au prix d'acquisition sont enregistrés dans les capitaux propres jusqu'à la date de cession. Cependant, en cas de dépréciation jugée définitive, le montant correspondant à la perte de valeur est transféré des capitaux propres en résultat, la valeur nette comptable de la participation après dépréciation se substituant au prix d'acquisition.

Pour les actifs financiers cotés sur un marché réglementé, la juste valeur correspond au cours de clôture. Pour les actifs financiers non cotés, la juste valeur fait l'objet d'une estimation. Le Groupe évalue en dernier ressort les actifs financiers à leur coût historique déduction faite de toute perte de valeur éventuelle dans le cas où la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable par une technique d'évaluation.

#### 1.2.17 – Actions propres

Les actions de LT Participations détenues par le Groupe au comptant et à terme sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, le produit de la cession est inscrit directement en capitaux propres pour son montant net d'impôt de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice. Les ventes d'actions propres sont comptabilisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

#### 1.2.18 – Distinction éléments courants / éléments non courants

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », une distinction doit être obligatoirement opérée entre les éléments courants et non courants dans le bilan établi conformément aux IFRS. Les actifs et passifs ayant une maturité inférieure à 12 mois à la date de clôture sont en conséquence classés en courant, y compris la part à court terme des dettes financières à long terme, les autres actifs et passifs étant classés en non-courant.

Tous les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan, parmi les éléments non courants.

#### 1.2.19 – Créances et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité connue d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ». Le poste créances et comptes rattachés comprend également les études en cours valorisées à leur valeur recouvrable selon la méthode de l'avancement.

#### 1.2.20 – Instruments financiers

Les principes d'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont édictés par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Les informations à fournir et les principes de présentation sont édictés par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Informations à fournir et présentation". Le Groupe a décidé d'appliquer ces normes dès le 1er janvier 2004.

Les actifs et les passifs font l'objet d'une comptabilisation dans le bilan lorsque, et seulement lorsque, le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

##### - Emprunts

Le jour de leur mise en place, les emprunts sont comptabilisés à la juste-valeur de la contrepartie donnée, qui correspond normalement à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite et en l'absence d'une relation de couverture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les primes de remboursement et frais d'émission sont ainsi pris en résultat de façon étalée (actuarielle) via la méthode du TIE.

##### - Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture. Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, la valeur de marché retenue est le prix coté (par exemple futures et



options sur marchés organisés). La valorisation des dérivés de gré à gré traités sur des marchés actifs est établie par référence à des modèles communément admis et à des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires. Les instruments traités sur des marchés inactifs sont valorisés selon des modèles communément utilisés et par référence à des paramètres directement observables; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'instruments financiers tiers. Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants. Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture, sont comptabilisées par le compte de résultat.

#### - Trésorerie

La ligne « Trésorerie » inclut les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en « produits financiers ».

#### 1.2.21 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions font l'objet d'une comptabilisation lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'événements passés et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt en charges financières.

Les provisions sont incluses en passifs non courants pour la part à long terme et en passifs courants pour la part à court terme.

Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

#### 1.2.22 – Avantages du personnel

Le Groupe offre à ses salariés des régimes de retraite qui sont fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Les avantages procurés par ces régimes relèvent de deux catégories : à cotisations définies et à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs : la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice en « charges de personnel », aucun passif n'est inscrit au bilan, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chacun des pays concernés.

L'application de l'amendement IAS 19 à compter du 1er janvier 2013 supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduit à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels en autres éléments du résultat global en capitaux propres et des coûts des services passés au passif du bilan (cf. note 5.11-Engagements de retraites et assimilés). Les variations d'écarts actuariels sont systématiquement enregistrées en autres éléments du résultat global comptabilisés dans les capitaux propres, et le coût des services passés est intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net.

#### 1.2.23 – Paiements fondés sur des actions

Afin d'associer ses salariés au succès de l'entreprise et à la création de valeur pour l'actionnaire, Ipsos a pour politique de mettre en place des plans d'options ainsi que des plans d'attribution gratuite d'actions.



Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les services reçus qui sont rémunérés par les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions sont comptabilisés en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque période correspond à la juste valeur des biens et des services reçus évaluée selon la formule de « Black & Scholes » à la date d'octroi.

Sont pris en compte tous les plans de souscription accordés après le 7 novembre 2002 et qui ne sont pas acquis à la date d'ouverture de la période.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé est évaluée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividende).

#### 1.2.24 – Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de la clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont, de façon générale, comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles pourront être imputées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de

ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs exigibles, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale. Les actifs et les passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

Les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale des goodwill dans certains pays (Etats-Unis notamment) génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les impôts différés sont débités ou crédités au compte de résultat sauf quand ils sont relatifs à des éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

#### 1.2.25 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement. Le degré d'avancement est déterminé d'une manière générale sur une base linéaire sur la période comprise entre la date d'obtention de l'accord du client et la date de présentation des conclusions de l'étude.

Si la méthode linéaire ne reflète pas le pourcentage d'avancement de l'étude à la date de clôture, d'autres méthodes peuvent être retenues pour estimer l'avancement en fonction des spécificités de l'étude considérée.

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en prenant en compte le montant des remises, rabais et ristournes accordés par l'entreprise.

#### 1.2.26 – Définition de la marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires duquel sont déduits les coûts directs, autrement dit les coûts externes variables encourus pour la collecte des données (biens et services fournis par des prestataires externes, rémunérations des personnels temporaires payés à la tâche ou au temps passé, sous-traitants pour les travaux sur le terrain). Pour les études en cours, la marge brute est

reconnue selon la méthode de l'avancement, sur la base des produits et des coûts estimés de l'étude à terminaison.

#### 1.2.27 – Définition de la marge opérationnelle

La marge opérationnelle reflète la marge liée aux opérations courantes. Elle comprend la marge brute, les charges administratives et commerciales, le coût des pensions et des retraites, le coût des rémunérations en actions.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles sont incluses dans les charges opérationnelles et figurent dans le poste « charges générales d'exploitation » du compte de résultat, à l'exception des dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions (notamment les relations clients).

#### 1.2.28 – Définition des autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants comprennent les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie de la marge opérationnelle du Groupe tels que des coûts de restructuration exceptionnels et des autres produits et charges non courants, correspondant à des événements majeurs, très limités et inhabituels.

#### 1.2.29 – Définition des charges de financement

Le coût du financement inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières, les variations de juste valeur des instruments financiers de taux et les produits financiers liés à la gestion courante de la trésorerie. Les charges d'intérêts sont reconnues selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée de l'emprunt.

#### 1.2.30 – Définition des autres charges et produits financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent les produits et charges financiers à l'exception de la charge de financement.

#### 1.2.31 – Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base, un résultat par action dilué et un résultat net ajusté par action.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions Ipsos auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres consolidés.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action correspond au nombre d'actions retenu pour le résultat par action de base, majoré du nombre d'actions qui résulteraient de la levée durant l'exercice des options de souscription existantes.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, avec prise en compte du cours de l'action à la date de clôture de chaque arrêté. En conséquence du cours retenu, les instruments relatifs sont exclus de ce calcul. Le prix d'émission total des titres potentiels inclut la juste valeur des services à fournir au Groupe dans le futur dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, de souscriptions d'actions ou d'attribution gratuite d'actions. Lorsque le résultat net par action de base est négatif, le résultat net par action dilué est égal au résultat net par action de base.

Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts et des autres produits et charges non courants (i.e. à caractère inhabituel et spécifiquement désignés).



## 2 – Évolution du périmètre de consolidation

## 2.1 – Opérations réalisées sur l'exercice 2015

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2015 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
IPSOS s.r.o.	Rachat d'intérêts minoritaires	10,50%	2.75%	4ème trimestre 2015	République tchèque
IPSOS s.r.o.	Rachat d'intérêts minoritaires	10,50%	2.75%	4ème trimestre 2015	Slovaquie
Synovate Comcon LLC	Rachat d'intérêts minoritaires	49,00%	12.82%	4ème trimestre 2015	Russie
Portdeal Ltd	Rachat d'intérêts minoritaires	49,00%	12.82%	4ème trimestre 2015	Chypre
Ipsos Opinion y Mercado S.A.	Rachat d'intérêts minoritaires	24,9%	6.51%	3ème trimestre 2015	Pérou
Premium Data S.A.C.	Rachat d'intérêts minoritaires	24,9%	6.51%	3ème trimestre 2015	Pérou
Ipsos	Rachat d'intérêts minoritaires	18,3%	4.79%	3ème trimestre 2015	Turquie
Ipsos LLP	Rachat d'intérêts minoritaires	18,3%	4.79%	3ème trimestre 2015	Kazakhstan
Ipsos STAT SA	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	France
Ipsos SAL	Rachat d'intérêts minoritaires	-1,20%	-0.31%	3ème trimestre 2015	Lebanon
AGB Stat-Ipsos	Rachat d'intérêts minoritaires	-0,29%	-0.08%	3ème trimestre 2015	Lebanon
Ipsos Mena Offshore s.a.l	Rachat d'intérêts minoritaires	-1,20%	-0.31%	3ème trimestre 2015	Lebanon
Ipsos Stat Jordan (Ltd)	Cession d'intérêts minoritaires	-1,25%	-0.33%	3ème trimestre 2015	Jordan
Europ.C.for Marketing Research	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Kuwait

Ipsos UAE	Cession d'intérêts minoritaires	15,7%	4.11%	3ème trimestre 2015	Emirates
-----------	---------------------------------	-------	-------	---------------------	----------

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos Saudi Arabia LLC	Cession d'intérêts minoritaires	-2,55%	-0.67%	3ème trimestre 2015	Saudi Arabia
Ipsos-Stat Bahrain	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Bahrain
Ipsos Egypt For Consultancy Services	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Egypt
IPSOS STAT IRAQ	Cession d'intérêts minoritaires	-1,20%	-0.31%	3ème trimestre 2015	Iraq
Maroc Stat / IPSOS	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Morocco
MDCS	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Morocco
Synovate Market Research Sarl	Cession d'intérêts minoritaires	-1,65%	-0.43%	3ème trimestre 2015	Morocco
Ipsos SARL	Cession d'intérêts minoritaires	-46,60%	-12.19%	3ème trimestre 2015	Tunisia
Ipsos Qatar WLL	Cession d'intérêts minoritaires	-1,55%	-0.41%	3ème trimestre 2015	Qatar
Ipsos Pakistan	Cession d'intérêts minoritaires	-1,20%	-0.31%	3ème trimestre 2015	Pakistan
African Response (Pty) Ltd	Cession	-70,00%	-18.31%	3ème trimestre 2015	Afrique du Sud
Research Data Analytics Inc.	Acquisition	100.00%	26.16%	3ème trimestre 2015	Etats-Unis
Ipsos MMA Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2,80%	0.73%	2ème trimestre 2015	Etats-Unis



## 2.2 – Opérations réalisées sur l'exercice 2014

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2014 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos Stat	Rachat d'intérêts minoritaires	4,01%	1.05%	01-janv-14	France
Ipsos Sal	Rachat d'intérêts minoritaires	2,89%	0.76%	01-janv-14	Liban
AGB Stat Ipsos	Rachat d'intérêts minoritaires	0,10%	0.03%	01-janv-14	Liban
Ipsos Mena Offshore	Rachat d'intérêts minoritaires	2,89%	0.76%	01-janv-14	Liban
Ipsos Stat Jordan	Rachat d'intérêts minoritaires	2,95%	0.77%	01-janv-14	Jordanie
Ipsos Stat Kuwait	Rachat d'intérêts minoritaires	4,00%	1.05%	01-janv-14	Koweït
Ipsos Stat Emirates	Rachat d'intérêts minoritaires	1,96%	0.51%	01-janv-14	Emirats Arabes Unis
Ipsos Stat FZ	Rachat d'intérêts minoritaires	4,00%	1.05%	01-janv-14	Emirats Arabes Unis
Ipsos Stat Bahrain	Rachat d'intérêts minoritaires	3,96%	1.04%	01-janv-14	Bahreïn
Ipsos Egypt	Rachat d'intérêts minoritaires	4,01%	1.05%	01-janv-14	Egypte
Ipsos Iraq	Rachat d'intérêts minoritaires	2,81%	0.74%	01-janv-14	Irak
Synovate The Egyptian Market Research Company LLC	Cession d'intérêts minoritaires	-42,75%	-11.18%	01-janv-14	Egypte
Marocstat	Rachat d'intérêts minoritaires	3,45%	0.90%	01-janv-14	Maroc
Maghreb Data Services	Rachat d'intérêts minoritaires	3,45%	0.90%	01-janv-14	Maroc
Synovate Market Research Sarl	Cession d'intérêts minoritaires	-45,00%	-11.77%	01-janv-14	Maroc
EURL Synovate Algeria	Cession d'intérêts minoritaires	-45,00%	11.77%	01-janv-14	Algérie
Ipsos Qatar	Rachat d'intérêts minoritaires	3,80%	0.99%	01-janv-14	Qatar
Ipsos Pakistan	Rachat d'intérêts minoritaires	2,80%	0.73%	41640	Pakistan
Synovate Management Analytics Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2,55%	0.67%	2ème trimestre 2014	Etats-Unis
Ipsos Indonesia	Rachat d'intérêts minoritaires	10,00%	2.62%	2ème trimestre 2014	Indonésie

Ipsos CCA	Augmentation des parts de capital détenues	+49,00%	12.82%	3ème trimestre 2014	Panama
Ipsos Market Watch	Augmentation des parts de capital détenues	+52,00%	13.60%	3ème trimestre 2014	Israël
Synovate Arastirma Ve Danismanlink Anonim Sirketi	Fusion dans Ipsos KMG (33001 - ancien Ipsos Tambor SR sro)	-16,3%	-4.26%	09-dec-14	Turquie
PT Field Force Indonesia	Cession d'actifs	-30.00%	-7.85%	4ème trimestre 2014	Indonésie

## 3 – Information sectorielle

## 3.1 – Information sectorielle au 31 décembre 2015

En milliers d'euros	Europe, Moyen-Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	810 501	731 637	327 533	-84 460	1 785 211
<i>Dont chiffre d'affaires externe</i>	781 686	703 462	300 012	-64	1 785 096
<i>Dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	28 815	28 175	27 521	-84 396	115
Marge opérationnelle	86 097	78 393	21 353	-7 992	177 851
Dotations aux amortissements	-15 114	-8 373	-4 038	0	-27 525
Actifs sectoriels <sup>(1)</sup>	909 486	931 338	350 070	-105 058	2 085 836
Passifs sectoriels	350 589	140 657	95 482	-181 943	404 785
Investissements corporels et incorporels de la période	18 597	3 520	1 462	0	23 579

<sup>(1)</sup> Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

## 3.2 – Information sectorielle au 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	786 698	658 908	297 117	-73 254	1 669 469
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	762 420	632 533	274 452	-31	1 669 373
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	24 278	26 375	22 666	-73 223	96
Marge opérationnelle	90 236	77 018	17 748	-12 056	172 945
Dotations aux amortissements	-13 436	-8 159	-4 052	0	-25 647
Actifs sectoriels (1)	885 736	866 539	333 392	-80 023	2 005 645
Passifs sectoriels	273 757	145 039	101 029	-127 077	392 747
Investissements corporels et incorporels de la période	8 949	3 092	2 234	0	14 275

## 3.3 – Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Actifs sectoriels	2 085 836	2 005 645
Actifs financiers	17 567	27 764
Actifs d'impôts	27 221	56 736
Instruments financiers dérivés	3 979	3 849
Trésorerie et équivalent de trésorerie	152 178	152 463
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>2 286 780</b>	<b>2 246 457</b>



## 4 – Notes sur le compte de résultat

## 4.1 – Coûts directs

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Masse salariale des enquêteurs	(100 171)	(105 734)
Autres coûts directs	(535 367)	(491 541)
<b>Total</b>	<b>(635 538)</b>	<b>(597 275)</b>

## 4.2 – Autres charges et produits opérationnels

Ce poste inclut principalement des résultats de change liés à des transactions commerciales.

## 4.3 – Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

Les dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions pour respectivement 5 millions d'euros et 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 correspondent principalement aux amortissements des relations contractuelles avec les clients

## 4.4 – Autres charges et produits non courants

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Frais d'acquisition <sup>1</sup>	(5 412)	(1 835)
Coûts de réorganisation et de rationalisation	(15 050)	(15 533)
Provision pour litiges sociaux au Brésil	(1 700)	
Pertes sur créances irrécouvrables antérieures à 2012		(2 282)
Variations des engagements de rachats de minoritaires (voir note 1.2.7)	4 859	2 478
<b>Total</b>	<b>(17 302)</b>	<b>(17 172)</b>

<sup>1</sup>Dont honoraires liés à l'acquisition de Synovate pour 5 millions d'euros en 2015 et 1.5 millions d'euros en 2014.

## 4.5 – Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(30 285)	(29 563)
Variation de la juste valeur des dérivés	(289)	(710)
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	2 734	2 167

<b>Charges de financement</b>	(27 840)	(28 106)
Pertes et gains de change	(44)	3 693
Autres charges et produits financiers	(2 087)	(905)
<b>Autres charges et produits financiers</b>	(2 131)	2 788
<b>Total charges et produits financiers nets</b>	<b>(29 971)</b>	<b>(25 318)</b>

#### 4.6 – Impôts courants et différés

En France, Ipsos SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale en vertu d'une adhésion, pour une durée de 5 exercices, en date du 30 octobre 1997 qui a été reconduite depuis. Ce périmètre d'intégration fiscale regroupe les sociétés suivantes : Ipsos SA (tête de l'intégration fiscale), Ipsos France, Ipsos Observer, IMS, Synovate France et Espace TV Communications. Le résultat d'ensemble des sociétés incluses dans ce périmètre fiscal fait l'objet d'une imposition unique concernant l'impôt sur les sociétés.

Par ailleurs, outre la France, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale en Espagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Italie et en Australie.

##### 4.6.1 – Charge d'impôts courants et différés

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Impôts courants	(27 635)	(27 149)
Impôts différés	(6 183)	(6 937)
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>(33 818)</b>	<b>(34 086)</b>

##### 4.6.2 – Évolution des postes du bilan

En milliers d'euros	01 /01/2015	Compte de résultat	Capitaux propres	Règlements	Conversion et variation de périmètre	31/12/2015
<b>Impôts courants</b>						
Actif	18 110	2 043			(7 916)	12 237
Passif	(11 111)	(29 679)		26 510	7 499	(6 781)
<b>Total</b>	<b>6 999</b>	<b>(27 636)</b>	<b>-</b>	<b>26 510</b>	<b>(417)</b>	<b>5 456</b>
<b>Impôts différés</b>						
Actif	38 626	848			(24 491)	14 983
Passif	(114 568)	(7 031)	(98)	-	21 682	(100 015)
<b>Total</b>	<b>(75 942)</b>	<b>(6 183)</b>	<b>(98)</b>	<b>-</b>	<b>(2 809)</b>	<b>(85 032)</b>

##### 4.6.3 – Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%. La loi sur le financement de la sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré une contribution sociale de solidarité égale à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1% et s'élève à 34,43%. La loi de Finances rectificative du 21 décembre 2011 a introduit une contribution exceptionnelle d'impôt société dont le taux s'élèvera à 10,7% en 2015. Cette contribution exceptionnelle est assise sur le taux d'imposition de 33,33% et elle s'applique aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros en France. Le chiffre d'affaires d'Ipsos en France étant inférieur à ce seuil, le Groupe n'est pas soumis à cette contribution exceptionnelle. La taxe additionnelle de 3% sur les dividendes instaurée par la loi de finance 2012 en France est assimilable à de l'impôt sur le résultat et est comptabilisée au



compte de résultat à la date de l'approbation de la décision de distribution par l'Assemblée générale des actionnaires et est intégrée dans le calcul du taux d'impôt projeté.

Le rapprochement entre le taux légal d'imposition en France et le taux effectif constaté est le suivant :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>125 386</b>	<b>125 719</b>
Déduction de la quote-part dans les résultats des entreprises associées	95	95
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>	<b>125 481</b>	<b>125 814</b>
Taux légal d'imposition applicable aux sociétés françaises	34.43%	34.43%
<b>Charge d'impôts théorique</b>	<b>(43 203)</b>	<b>(43 318)</b>
Impact des différences de taux d'imposition et contributions spécifiques	6 034	9 928
Différences permanentes	3 148	2 273
Utilisation de pertes fiscales non préalablement activées	5 906	5 194
Effet des pertes fiscales de l'exercice non activées	(4 898)	(5 588)
Autres	693	(691)
<b>Impôt total comptabilisé</b>	<b>(32 320)</b>	<b>(32 202)</b>
Taux d'impôt effectif	25.8%	25.6%

#### 4.6.4 – Ventilation du solde net des impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Impôts différés sur :		
Méthode de reconnaissance des revenus	(6 270)	(10 520)
Provisions	251	321
Juste valeur des instruments dérivés	(3 434)	(3 290)
Loyers différés	2 192	(89)
Goodwill	(77 250)	(71 560)
Immobilisations (dont relations clients)	(23 549)	(18 304)
Provisions pour retraite	3 715	3 658
Charges à payer au personnel	2 093	2 779
Déficits fiscaux <sup>1</sup>	16 387	17 640
Différences de change	(78)	125
Actifs financiers non courants	0	0
Frais d'acquisition	311	676
Autres éléments	601	2 623
<b>Solde net des impôts différés actifs et passifs</b>	<b>(85 031)</b>	<b>(75 942)</b>
Impôts différés actifs	14 984	38 626
Impôts différés passifs	(100 015)	(114 568)

<b>Solde net des impôts différés</b>	<b>(85 031)</b>	<b>(75 942)</b>
--------------------------------------	-----------------	-----------------

<sup>1</sup> Les déficits fiscaux sur lesquels des impôts différés actifs ont été reconnus seront utilisés dans un horizon de 1 à 5 ans.

Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables non reconnus par le Groupe se ventilent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2015	31 /12/2014
Déficits reportables entre 1 et 5 ans	1 542	3 019
Déficits reportables supérieurs à 5 ans	2 578	1 023
Déficits reportables indéfiniment	20 538	19 511
<b>Actifs d'impôts non reconnus sur déficits reportables</b>	<b>24 658</b>	<b>23 553</b>

#### 4.8 – Résultat net par action

##### 4.8.1 – Résultat net par action

Deux types de résultat par action sont présentés au compte de résultat : le résultat de base et le résultat dilué. Le nombre d'actions retenu découle des calculs suivants :

Nombre moyen pondéré d'actions	31/12/2015	31/12/2014
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>59 075</b>	<b>59 075</b>
Augmentation de capital	-	-
Levée d'options	-	-
Actions propres	-	-
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action de base</b>	<b>59 075</b>	<b>59 075</b>
Résultat net - part du groupe (en milliers d'euros)	19 992	18 029
<b>Résultat net part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>338.42</b>	<b>305.20</b>
<b>Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>338.42</b>	<b>305.20</b>

#### 4.9 – Dividendes payés et proposés

Les montants par action payés et proposés sont les suivants :

Au titre de l'exercice	Dividende net par action de préférence	Dividende net par action ordinaires
2015 <sup>1</sup>	43,19	100,85
2014	94,54	0
2013	88,24	0

<sup>1</sup> Distribution proposée à l'Assemblée générale annuelle du 28 juin 2016 pour un montant total de 3,2 millions d'euros.

#### 5 – Notes sur l'état de la situation financière

##### 5.1 – Goodwills

###### 5.1.1 – Tests de depreciation des goodwills

Les goodwills sont alloués à des groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont les 8 régions ou sous-régions suivantes : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique Sub-saharienne.

Les goodwills sont alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT), elles-mêmes regroupées dans l'un des secteurs opérationnels présentés dans la note 3 Information sectorielle, comme le recommande la norme IFRS 8.



La valeur d'utilité des UGT est déterminée selon plusieurs méthodes parmi lesquelles la méthode des DCF (« discounted cash-flows») qui utilise :

- Les projections à 4 ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir du business plan de ces UGT sur la période explicite 2016-2019 en excluant les opérations de croissance externe et les restructurations. Ces business plans sont basés pour l'année 2016 sur les données budgétaires approuvées par le Conseil d'Administration.
- Au-delà de ces 4 années, la valeur terminale des flux de trésorerie est obtenue en appliquant sur le flux normatif de fin de période explicite un taux de croissance long terme. Ce taux de croissance long terme est estimé pour chaque zone géographique. Ce dernier reste en deçà du taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe.
- L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôt déterminé pour chaque UGT.

Au 31 décembre 2015, sur la base des évaluations internes réalisées en suivant la méthode des DCF, la direction d'Ipsos a conclu que la valeur recouvrable des goodwill allouée à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédait leur valeur comptable.

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeur des goodwill alloués à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie s'établissent comme suit :

Unités génératrices de trésorerie	Valeur brute des goodwill	2015				2014				
		Taux de croissance sur 2016	Taux de croissance sur 2017-2019	Taux de croissance à l'infini au-delà de 2019	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance sur 2015	Taux de croissance sur 2016-2018	Taux de croissance à l'infini au-delà de 2018	Taux d'actualisation après impôt	
Europe Continentale	147 433	1,3%	1,0%	2,0%	7,5%	147 342	0,6%	1,0%	2,0%	8,4%
Royaume-Uni	184 257	4,1%	1,0%	2,0%	7,4%	173 975	1,5%	1,0%	2,0%	8,3%
Europe Centrale et de l'Est	66 771	2,7%	5,0%	2,0%	9,5%	76 971	4,4%	5,0%	2,0%	9,0%
Amérique Latine	60 485	2,5%	4,0%	3,0%	10,3%	69 216	1,9%	4,0%	3,0%	11,6%
Amérique du Nord	564 526	1,0%	2,0%	2,0%	6,7%	503 774	0,2%	2,0%	2,0%	7,4%
Asie – Pacifique	211 028	1,1%	4,5%	3,0%	7,8%	195 033	0,7%	4,5%	3,0%	10,0%
Moyen-Orient	16 761	6,5%	5,0%	2,5%	9,6%	15 428	7,9%	5,0%	2,5%	12,1%
Afrique subsaharienne	16 727	11,0%	7,0%	3,0%	11,0%	19 934	9,9%	7,0%	3,0%	11,5%
<b>sous-total</b>	<b>1 267 988</b>					<b>1 201 673</b>				



*Sensibilité des valeurs d'utilité DCF des goodwill*

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2015 de la valeur d'utilité DCF des goodwill est reflétée dans le tableau ci-dessous. Ce tableau concerne uniquement les goodwill Ipsos :

En milliers	Marge du test <sup>1</sup>	Taux d'actualisation (WACC) des flux de trésorerie +0,5%	Taux de croissance à l'infini -0,5%	Taux de marge opérationnelle courant de la valeur terminale -0,5%
Europe Continentale	200 347	170 205	176 771	178 612
Royaume-Uni	124 129	95 096	100 136	107 176
Europe Centrale et de l'Est	33 612	25 771	27 485	28 155
Amérique Latine	9 086	2 061	3 899	3 043
Amérique du Nord	568 884	450 254	465 458	532 463
Asie Pacifique	252 918	204 790	212 005	229 388
Moyen-Orient	50 807	44 586	45 807	46 275
Afrique sub-saharienne	22 309	19 342	19 975	20 359

<sup>1</sup>Marge du test = valeur d'utilité DCF – valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité DCF qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des goodwill au bilan. En ce qui concerne la zone Amérique Latine, les chiffres présentés prennent en compte un plan de redressement de la marge opérationnelle qui a été de 2% en 2015, en raison de restructurations. Il est prévu qu'elle retrouve progressivement un étiage plus normal de l'ordre de 8%. Tous les éléments nécessaires à l'évaluation sur la base d'autres hypothèses sont contenus dans le tableau ci-dessus.

*5.1.2 – Mouvements de l'exercice 2015*

En milliers d'euros	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	31/12/2015
Goodwills	1 202 137	25 800	-	-5 037	45 379	1 268 279

## 5.2 – Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2015
Marques	2 016	2	0	178	(6)	2 187
Panels on line	23 477	2 312	(667)	770	2	25 893
Panels off line	6 635	0	0	600	0	7 236
Relations clients	72 865	0	0	2 580	0	75 445
Autres immobilisations incorporelles	84 747	4 942	(1 067)	3 021	981	92 607
<b>Valeur brute</b>	<b>189 740</b>	<b>7 255</b>	<b>(1 734)</b>	<b>7 149</b>	<b>977</b>	<b>203 369</b>
Marques	(431)	(146)	1	(44)	6	(615)
Panels on line	(15 079)	(2 429)	300	(663)	0	(17 872)
Panels off line	(5 105)	0	0	(504)	1	(5 608)
Relation clients	(21 882)	(4 951)	0	(530)	(1)	(27 364)
Autres immobilisations incorporelles	(62 007)	(8 651)	1 064	(1 780)	(84)	(71 441)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(104 506)</b>	<b>(16 177)</b>	<b>1 364</b>	<b>(3 521)</b>	<b>(78)</b>	<b>(122 899)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>85 235</b>	<b>(8 921)</b>	<b>(370)</b>	<b>3 628</b>	<b>900</b>	<b>80 469</b>

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2014
Marques	1 937	2	0	77	0	2 016
Panels on line	19 981	2 291	(90)	1 294	2	23 477
Panels off line	5 966	0	0	668	1	6 635
Relations contractuelles avec les clients	68 568	0	0	4 297	0	72 865
Autres immobilisations incorporelles <sup>1</sup>	84 591	5 072	(9 068)	3 914	238	84 747
<b>Valeur brute</b>	<b>181 043</b>	<b>7 365</b>	<b>(9 158)</b>	<b>10 250</b>	<b>241</b>	<b>189 740</b>
Marques	(288)	(128)	0	(8)	(7)	(431)
Panels on line	(12 053)	(1 842)	90	(840)	(434)	(15 079)
Panels off line	(4 584)	0	0	(522)	0	(5 106)
Relations contractuelles avec les clients	(16 094)	(4 516)	0	(1 272)	0	(21 882)
Autres immobilisations incorporelles <sup>1</sup>	(60 689)	(7 705)	9 053	(2 508)	(159)	(62 007)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(93 708)</b>	<b>(14 191)</b>	<b>9 143</b>	<b>(5 150)</b>	<b>(600)</b>	<b>(104 506)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>87 335</b>	<b>(6 826)</b>	<b>(14)</b>	<b>5 100</b>	<b>(360)</b>	<b>85 234</b>

<sup>1</sup> Il s'agit essentiellement des logiciels et de frais de recherche et développement. Les coûts de développement activés en 2014 et 2015 s'élèvent respectivement à 2,9 millions d'euros et 3,7 millions d'euros pour un budget total de frais de recherche et développement de 38,5 millions d'euros en 2014 et 44,4 millions d'euros en 2015.



## 5.3 – Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2015
Constructions et terrains	6 976	8	0	393	0	7 377
Autres immobilisations corporelles	147 592	16 408	(15 955)	3 942	3 323	155 308
<b>Valeur brute</b>	<b>154 568</b>	<b>16 416</b>	<b>(15 955)</b>	<b>4 335</b>	<b>3 323</b>	<b>162 685</b>
Constructions et terrains	(5 151)	(279)	2 542	(346)	0	(3 231)
Autres immobilisations corporelles	(116 991)	(11 069)	11 385	(3 142)	(2 425)	(122 245)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(122 143)</b>	<b>(11 348)</b>	<b>13 927</b>	<b>(3 489)</b>	<b>(2 425)</b>	<b>(125 476)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>32 425</b>	<b>5 068</b>	<b>(2 028)</b>	<b>846</b>	<b>898</b>	<b>37 209</b>

En milliers d'euros	01/01/2014	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2014
Constructions et terrains	6 993	11	0	31	(59)	6 976
Autres immobilisations corporelles <sup>1</sup>	155 873	6 871	(22 774)	8 055	(433)	147 592
<b>Valeur brute</b>	<b>162 866</b>	<b>6 882</b>	<b>(22 774)</b>	<b>8 086</b>	<b>(492)</b>	<b>154 568</b>
Constructions et terrains	(4 579)	(413)	0	(158)	(1)	(5 151)
Autres immobilisations corporelles <sup>1</sup>	(122 133)	(11 043)	22 395	(6 527)	316	(116 991)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(126 712)</b>	<b>(11 456)</b>	<b>22 395</b>	<b>(6 685)</b>	<b>315</b>	<b>(122 143)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>36 154</b>	<b>(4 573)</b>	<b>(379)</b>	<b>1 401</b>	<b>(177)</b>	<b>32 425</b>

<sup>1</sup>Voir note 1.2.13 pour la nature des autres immobilisations corporelles.

La valeur nette des immobilisations liées aux contrats de location financement s'élève à 2,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2014.

## 5.4 – Participation dans les entreprises associées

La variation du poste au cours de l'exercice 2015 est la suivante :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
<b>Valeur brute à l'ouverture</b>	<b>357</b>	<b>772</b>
Quote-part de résultat	(95)	(91)



Dividendes distribués		
Variation de périmètre		(324)
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>262</b>	<b>357</b>
Contribution aux capitaux propres (résultat inclus)	(635)	(282)

Les principaux éléments du bilan et du compte de résultat des sociétés Apeme (Portugal), détenue à 25%, Ipsos Opinion SA (Grèce) détenue à 30%, sont les suivants au 31 décembre :

En milliers d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Ipsos Opinion SA	Apeme
Actifs courants	867	634	764	696
Actifs non courants	2	601	9	599
<b>Total actifs</b>	<b>869</b>	<b>1 235</b>	<b>774</b>	<b>1 295</b>
Passifs courants	844	916	628	652
Passifs non courants	628	350	614	457
<b>Total passifs</b>	<b>1 472</b>	<b>1 267</b>	<b>1 242</b>	<b>1 109</b>
<b>Actifs nets</b>	<b>(603)</b>	<b>(32)</b>	<b>(468)</b>	<b>186</b>

En milliers d'euros	31/12/2015		31/12/2014	
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Ipsos Opinion SA	Apeme
Chiffre d'affaires	1 678	1 872	1 628	1 898
Résultat d'exploitation	(96)	(212)	(275)	51
Résultat net	(134)	(218)	(316)	13
<b>Pourcentage de détention</b>	<b>30%</b>	<b>25%</b>	<b>30%</b>	<b>25%</b>
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	(40)	(55)	(95)	4

#### 5.5 – Autres actifs financiers non courants

En milliers d'euros	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre, reclassements et écart de change	
					31/12/2015
Prêts	650	52	(34)	315	983
Autres actifs financiers	26 774	1 169	(12 019)	416	16 340
<b>Valeurs brutes</b>	<b>27 425</b>	<b>1 220</b>	<b>(12 053)</b>	<b>731</b>	<b>17 323</b>
Dépréciation des autres actifs financiers	(18)	-	-	-	(18)
<b>Dépréciations</b>	<b>(18)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(18)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>27 407</b>	<b>1 220</b>	<b>(12 053)</b>	<b>730</b>	<b>17 305</b>

#### 5.6 – Clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Valeur brute*	634 144	617 336
Dépréciation	(6 862)	(7 125)
<b>Valeur nette</b>	<b>627 282</b>	<b>610 212</b>

\*Le poste comprend 178 millions d'euros d'études en cours au 31 décembre 2015 (186,3 million d'euros au 31 décembre 2014).

En 2015, la dotation aux provisions pour dépréciation des clients s'élève à 0,8 million d'euros et la reprise de provision pour dépréciation des clients à 0,5 million d'euros.

## 5.7 – Autres actifs courants

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Avances et acomptes versés	2 759	1 919
Créances sociales	4 295	5 529
Créances fiscales	33 477	34 891
Charges constatées d'avance	18 025	19 931
Autres créances et autres actifs courants	14 040	13 367
<b>Total</b>	<b>72 596</b>	<b>75 637</b>

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

## 5.8 – Capitaux propres

### 5.8.1 – Capital

Au 31 décembre 2015, le capital social de LT Participations s'élève à 118 150 euros, se décomposant en 59 075 actions d'une valeur nominale de 2 euro. Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours de l'exercice 2015 :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	47 275	-	-	2.00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2.00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-

### 5.8.2 – Plan d'attribution d'actions

#### 5.8.2.1 – Plans d'options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a consenti, depuis 1998, des plans d'options de souscription d'actions à prix unitaire convenu, au bénéfice de certains membres du personnel salarié et de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe. Les caractéristiques des plans qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2015	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 31/12/2015
04/09/2012	04/09/2015	04/09/2020	24,63	129	1 545 380	1 317 880	-	-185 418	-	-	1 132 462
04/09/2012	04/09/2016			27	423990	376 440	-	7 310	-	-	383 750



Sous-Total Plan IPF 2012- 2020	156	1 969 370	1 694 320	-	-178 108	-	-	1 516 212
--------------------------------------	-----	-----------	-----------	---	----------	---	---	-----------

#### 5.8.2.2 – Plans d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et de non-résidents français, mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Ces actions ne sont acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. Au terme de cette période, ces actions restent indisponibles pour les résidents français pendant une nouvelle période de deux ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :



## 5.8.3 – Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans de rémunération en actions octroyés après le 7 novembre 2002 sont pris en compte pour la détermination de la charge de personnel représentative des options attribuées.

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature du plan	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2015	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2015	
04/09/2012	IPF Étranger	129	154 538	42 982	128 544	-	(18 688)	-	-	109 856	
04/09/2012	IPF France	27	42 399	42 982	36 775	-	-	-	-	36 775	
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>		<b>156</b>	<b>196 937</b>		<b>165 319</b>	<b>-</b>	<b>(18 688)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>146 631</b>	
25/04/2013	France	77	76 735	42 119	70 357	-	(132)	-	(70 225)	-	
25/04/2013	Étranger	889	337 420	42 119	295 513	-	(15 914)	-	(279 599)	-	
<b>Sous-Total 2013 Plan</b>		<b>966</b>	<b>414 155</b>		<b>365 870</b>	<b>-</b>	<b>(16 046)</b>	<b>-</b>	<b>(349 824)</b>	<b>-</b>	
25/04/2014	France	72	61 110	42 485	61 110	-	(12 290)	-	-	48 820	
25/04/2014	Étranger	958	349 025	42 485	335 355	-	(48 332)	-	-	287 024	
<b>Sous-Total 2014 Plan</b>		<b>1 030</b>	<b>410 135</b>		<b>396 465</b>	<b>-</b>	<b>(60 622)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>335 844</b>	
24/04/2015	France	87	68 918	42 849	-	68 918	(1 280)	(1 732)	-	65 906	
24/04/2015	Étranger	894	344 261	42 849	-	344 261	(16 509)	1 732	-	329 484	
<b>Sous-Total 2015 Plan</b>		<b>981</b>	<b>413 179</b>		<b>-</b>	<b>413 179</b>	<b>(17 789)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>395 390</b>	
<b>Total des plans d'attribution gratuite d'actions</b>						<b>927 654</b>	<b>413 179</b>	<b>(113 145)</b>	<b>-</b>	<b>(349 824)</b>	<b>877 865</b>

Pour l'évaluation de la charge de personnel représentative des attributions gratuites d'actions, les hypothèses retenues sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires		05/04/2012	25/07/2012	04/09/2012	25/04/2013	25/04/2014	24/04/2015
Prix de l'action à la date d'attribution		25,76	21,5	23,95	26,00	28,40	25,98
Juste valeur de l'action	France	-	19,89	20,36	24,34	26,59	24,19
	Étranger	24,09	-	20,48	24,52	26,80	24,36
Taux d'intérêt sans risque		0,43%	0,40%	0,40%	0,61%	0,63%	0,08%
Dividendes		0,62-0,65	0,62-0,65	0,79-0,82	0,64	0,70	0,75

Afin d'évaluer la charge de personnel représentative des options, le groupe Ipsos utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes, dont les principales hypothèses sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires		04/09/2012
Juste valeur de l'option	France	4,67-4,71
	Étranger	4,57-4,66
Volatilité implicite de marché		25%



Au cours des exercices 2015 et 2014, la charge comptabilisée au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Plan d'attribution gratuite d'actions du 5 avril 2012 et 25 Juillet 2012		1 452
Plan Ipsos Partnership Funds 2020 du 04 Septembre 2012	1 865	2 276
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2013	1 161	4 295
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2014	4 141	3 326
Plan d'attribution gratuite d'actions du 24 avril 2015	3 022	
<b>Total (hors contributions)</b>	<b>10 189</b>	<b>11 349</b>
Contribution patronale 30% France	458	452
Contribution sociale Royaume-Uni	165	162
<b>Total (avec contributions)</b>	<b>10 812</b>	<b>11 963</b>

## 5.9 – Endettement financier

### 5.9.1 – Endettement financier net

L'endettement financier net, après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	Échéance				Échéance			
	Total	Inf. à un an	Entre 1 et 5 ans	Sup. à 5 ans	Total	Inf. à un an	Entre 1 et 5 ans	Sup. à 5 ans
Emprunts obligataires <sup>(1)(2)</sup>	394 764	44 867	324 648	25 249	358 360	-	171 778	186 582
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	388 073	32 033	356 040		417 536	168 059	249 477	-
Instruments financiers dérivés	963	963			969	969	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	547	277	270		416	294	122	-
Autres dettes financières	409	269	140		143	96	31	16
Intérêts courus sur dettes financières	5 352	5 331	21		5 425	5 411	14	
Concours bancaires courants	1 626	1 626			2 881	2 881		
<b>Emprunts et autres passifs financiers (a)</b>	<b>791 734</b>	<b>85 366</b>	<b>692 619</b>	<b>25 249</b>	<b>785 730</b>	<b>177 710</b>	<b>421 422</b>	<b>186 598</b>
<b>Instruments financiers dérivés (b)</b>	<b>3 979</b>	<b>3 979</b>			<b>4 164</b>	<b>4 164</b>		
Valeurs mobilières de placement	9 041	9 041	-	-	337	337		
Disponibilités	143 137	143 137	-	-	152 125	152 125		
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie (c)</b>	<b>152 178</b>	<b>152 178</b>			<b>152 462</b>	<b>152 462</b>		
<b>Endettement net (a - b - c)</b>	<b>635 577</b>	<b>(70 791)</b>	<b>680 939</b>	<b>25 249</b>	<b>629 104</b>	<b>21 084</b>	<b>421 422</b>	<b>186 598</b>

(1) en mai 2003, une émission obligataire à 10 ans d'un montant initial de 90 millions de dollars et un taux fixe de 5,88% a été réalisée et placée sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Des swaps de taux d'intérêt de même échéance ont été mis en place afin de couvrir partiellement les échéances biannuelles de paiement des intérêts. En septembre 2010, un nouvel emprunt obligataire de 300 millions de dollars US a été réalisé et placé sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Ce nouvel emprunt se décompose en 3 tranches : 85 millions remboursable à 7 ans (taux fixe de 4,46%), 185 millions de dollars remboursable à 10 ans (taux fixe de 5,18%), 30 millions de dollars remboursable à 12 ans (taux fixe de 5,48%). Des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 100 millions de dollars et de maturité 10 ans ont été mis en place.

(2) En novembre 2013, un emprunt obligataire « Schuldschein » a été réalisé sur le marché privé allemand se décomposant en 4 tranches de financement en euros d'un montant total de 52,5 millions d'euros avec des maturités de 3, 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable, et deux tranches de financement en dollars US pour un montant total de 76,5 millions de dollar US avec des maturités de 3 et 5 ans à taux variable.

(3) En février 2013, un emprunt de 90,5 millions a été souscrit par la société LT Participations; Il est rémunéré à taux variable et était remboursable in fine en 2016 ou 2017 ou 2018. La première option d'extension a été exercée en septembre 2014. Le contrat de prêt prévoit des cas d'exigibilité anticipée en cas de changement des fonctions de M. Truchot et/ou de changement de contrôle de la société.

### 5.9.2 – Échéancier des dettes financières (hors instruments dérivés)

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2015 se ventilent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2016	2017	2018	2019	2020	> 2020	Total
Emprunts obligataires	44 867	77 965	66 190	-	180 493	25 249	394 764
Emprunts auprès des établissements de crédit	32 033	49 535	171 287	-	135 218	-	388 073
Dettes relatives aux contrats financements	277	237	21	4	4	-	543
Autres dettes financières	269	112	24	4	-	-	409
Intérêts courus sur dettes financières	5 331	14	7	-	-	-	5 352
Concours bancaires courants	1 628	-	-	-	-	-	1 628
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>84 405</b>	<b>127 869</b>	<b>237 529</b>	<b>8</b>	<b>315 715</b>	<b>25 249</b>	<b>790 769</b>

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2014 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2015	2016	2017	2018	2019	> 2019	Total
Emprunt obligataire	-	40 404	70 404	60 970	-	186 582	358 360
Emprunts auprès des établissements de crédit	168 059	84 136	39 762	125 579	-	-	417 536
Dettes relatives aux contrats financements	294	97	20	5	-	-	416
Autres dettes financières	96	8	8	8	7	16	143
Intérêts courus sur dettes financières	5 411	7	7	-	-	-	5 425
Concours bancaires courants	2 881	-	-	-	-	-	2 881
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>176 741</b>	<b>124 652</b>	<b>110 201</b>	<b>186 562</b>	<b>7</b>	<b>186 598</b>	<b>784 762</b>

### 5.9.3 – Endettement financier par devise (hors instruments dérivés)

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Dollar américain	459 621	408 892
Euro	216 562	267 869
Dollar canadien	-	-
Livre anglaise	79 060	76 192
Yen	34 572	31 214
Autres devises	956	595
<b>TOTAL</b>	<b>790 051</b>	<b>784 762</b>



## 5.10 – Provisions courantes et non courantes

En milliers d'euros	Montant au 01/01/2015	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de périmètre et autres reclassements	Variation de change	Montant au 31/12/2015
Provisions pour litiges	1 753	2 119 <sup>(1)</sup>	-471	0	22	-322	3 104
Provisions pour autres charges et risques	18 027	4902	(15 336)	0	(1 471)	1052	7 174
<b>Total</b>	<b>19 780</b>	<b>7 021</b>	<b>(15 807)</b>	<b>0</b>	<b>(1 449)</b>	<b>730</b>	<b>10 278</b>
Dont provisions courantes	4 860						5 121
Dont provisions non courantes	14 920						5 157

Les provisions pour litiges comprennent principalement des engagements liés à des litiges avec des salariés.

Les provisions pour autres charges et risques comprennent des engagements pour des loyers supérieurs à la valeur de marché ou des locaux inoccupés, ainsi que des risques fiscaux et sociaux. Ces engagements ont été constatés à l'occasion de l'acquisition de la société Synovate lors de l'évaluation à la juste valeur de ses actifs et passifs respectifs.

<sup>(1)</sup> En ce qui concerne les litiges sociaux au Brésil, qui existent depuis une dizaine d'année, ils sont relatifs aux statuts des enquêteurs, Ipsos est en conformité avec la loi brésilienne qui autorise le statut de « free lance » pour les enquêteurs. Néanmoins, la société doit faire face à des réclamations d'enquêteurs voulant être requalifiés comme des salariés et est amenée à devoir parfois leur verser des dédommagements lors de procédures prudhommales. La société a comptabilisé une dotation aux provisions pour litiges à hauteur de 1,7 million d'euros.

## 5.11 – Engagements de retraite et assimilés

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages assimilés concernent essentiellement les régimes à prestations définies suivants :

- des indemnités de départ à la retraite (France, Italie, Japon),
- des indemnités de cessation de service (Australie, Turquie, Moyen-Orient),
- des compléments de retraite (Allemagne, Royaume-Uni) qui s'ajoutent aux régimes nationaux,
- la prise en charge de certains frais médicaux des retraités (Afrique du Sud).

Tous ces régimes sont comptabilisés conformément à la méthode décrite dans la note 1.2.22-Avantages au personnel. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ces cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

## 5.11.1 – Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du Groupe.

Pour la période close au 31 décembre 2015, le Groupe a conservé les indices de référence qu'il utilisait les années précédentes pour la détermination des taux d'actualisation. Les taux retenus, pour les pays dont les engagements sont les plus significatifs, ont été les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
<b>Taux d'actualisation</b>		
2015	2,03%	4,00%
2014	1,49%	3,70%
<b>Augmentation futures des salaires</b>		
2015	1%- 4%	3,10%
2014	1%- 4%	3,00%
<b>Taux de rendement attendu</b>		
2015	-	4,00%
2014	-	3,70%

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements. Pour la zone euro, le Groupe a utilisé l'indice IBOXX € Corporate AA. Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

### 5.11.2 – Comparaison de la valeur des engagements avec les provisions constituées

En milliers d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Valeur actualisée de l'obligation	(5 764)	(14 185)	(18 421)	(38 370)	(5 657)	(13 559)	(17 588)	(36 804)
Juste valeur des actifs financiers	-	13 340	-	13 340	-	12 914	-	12 914
<b>Surplus ou (déficit)</b>	<b>(5 764)</b>	<b>(845)</b>	<b>(18 421)</b>	<b>(25 030)</b>	<b>(5 657)</b>	<b>(645)</b>	<b>(17 588)</b>	<b>(23 890)</b>
Ecarts actuariels non comptabilisés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs / (Provisions) nets reconnus au bilan</b>	<b>(5 764)</b>	<b>(845)</b>	<b>(18 421)</b>	<b>(25 030)</b>	<b>(5 657)</b>	<b>(645)</b>	<b>(17 588)</b>	<b>(23 890)</b>

### 5.11.3 – Variation des engagements au cours de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/2015				31/12/2014			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
<b>Dettes actuarielles à l'ouverture</b>	<b>5 657</b>	<b>13 559</b>	<b>17 595</b>	<b>36 811</b>	<b>5 054</b>	<b>11 302</b>	<b>15 460</b>	<b>31 816</b>
Droit supplémentaire acquis	334	-	1 491	1 825	367	-	1 501	1 868
Intérêt sur la dette actuarielle	82	533	53	668	160	529	90	779
Rendement des fonds	-	-507	-	-507	-	-506	-	-506
Modification de régime	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes et Gains actuariels	-390	136	-290	-544	48	100	577	726
Prestations payées	80	-369	-867	-1 156	28	1 288	-1 206	110
Dotations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change	-	833	447	1 280	-	845	1 192	2 037
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-19	-19
<b>Dettes actuarielles à la clôture</b>	<b>5 763</b>	<b>14 185</b>	<b>18 430</b>	<b>38 378</b>	<b>5 657</b>	<b>13 559</b>	<b>17 595</b>	<b>36 811</b>
Couverture financière	-5 764	-14 185	(18 421)	(38 370)	-5 657	-13 559	-17 588	-36 804
Juste valeur des actifs financiers	-	13 340	-	13 340	-	12 914	-	12 914
<b>Provision</b>	<b>-5 764</b>	<b>-845</b>	<b>-18 421</b>	<b>-25 030</b>	<b>5 657</b>	<b>(645)</b>	<b>(17 588)</b>	<b>(23 890)</b>



## 5.11.4 – Variation de la juste valeur des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total
<b>Actifs investis au 1er janvier 2014</b>	<b>10 819</b>	<b>0</b>	<b>10 819</b>
Rendement attendu des fonds	506	-	506
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(836)	-	(836)
Ecarts actuariels	1 618	-	1 618
Ecarts de conversion	807	-	807
<b>Actifs investis au 31 décembre 2014</b>	<b>12 914</b>	<b>0</b>	<b>12 914</b>
Rendement attendu des fonds	507	-	507
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(274)	-	(274)
Ecarts actuariels	(602)	-	(602)
Ecarts de conversion	795	-	795
<b>Actifs investis au 31 décembre 2015</b>	<b>13 340</b>	<b>-</b>	<b>13 340</b>

## 5.11.5 – Allocation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total	%
Obligations d'Etat	12 817	-	12 817	99,2%
Banque	98	-	98	0,8%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2014</b>	<b>12 914</b>	<b>-</b>	<b>12 914</b>	<b>100,0%</b>
Obligations d'Etat	13 235	-	13 235	99,2%
Banque	105	-	105	0,8%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2015</b>	<b>13 340</b>	<b>-</b>	<b>13 340</b>	<b>100,0%</b>

## 5.11.6 – Charges comptabilisées sur l'exercice

Les charges liées aux régimes à prestations définies font partie intégrante des charges de personnel du Groupe. Elles sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

En milliers d'euros	2015				2014			
	France	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Droit supplémentaire acquis	(334)	-	(1 491)	(1 825)	(367)	-	(1 501)	(1 868)
Intérêt sur la dette actuarielle	(82)	(533)	(28)	(643)	(160)	(529)	(90)	(779)
Amortissement coût des services passés	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des pertes et gains actuariels	-	-	-	-	-	-	-	-
Rendement des fonds		507				506		
Prestations versées		-	867	867	28	-	1 217	1 245
<b>Total charge de l'exercice</b>	<b>(416)</b>	<b>(26)</b>	<b>(653)</b>	<b>(1 095)</b>	<b>(499)</b>	<b>(24)</b>	<b>(374)</b>	<b>(896)</b>



Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de personnel et s'élèvent à 15,7 millions d'euros pour 2014 et 17,9 millions d'euros pour 2015. Il n'est pas anticipé d'évolution significative des charges liées aux régimes à cotisations définies pour l'exercice 2016.

Les informations requises par IAS 19 sur 4 ans n'ont pas été reprises pour les exercices 2012 et 2013. Elles figurent dans le document de référence 2013 du groupe Ipsos, incorporé par référence.

#### 5.12 – Autres passifs courants et non courants

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	< 1 an	>1 an	Total	< 1 an	>1 an	Total
Prix et compléments de prix <sup>1</sup>	731	1 838	2 569	515	480	995
Rachat d'intérêts minoritaires <sup>1</sup>	36 870	35 021	71 891	37 448	43 969	81 417
Clients avances et acomptes	17 581	-	17 581	13 234	-	13 234
Autres dettes fiscales et sociales	121 883	-	121 883	111 535	-	111 535
Produits constatés d'avance <sup>2</sup>	5 916	-	5 916	7 273	-	7 273
Autres dettes et autres passifs	4 013	165	4 178	3 120	178	3 298
<b>Total</b>	<b>186 994</b>	<b>37 024</b>	<b>224 018</b>	<b>173 125</b>	<b>44 627</b>	<b>217 752</b>

<sup>1</sup>Voir commentaires dans la note 6.4.3 - Engagements liés aux acquisitions.

<sup>2</sup>Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

### 6 – Informations complémentaires

#### 6.1 – Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés

##### 6.1.1 – Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Diminution (augmentation) des créances clients	6 971	(12 127)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	1 113	9 908
Variation des autres créances et autres dettes	10 067	(16 186)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>18 151</b>	<b>(18 405)</b>

##### 6.1.2 – Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7 255)	(7 365)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(16 416)	(6 869)
<b>Total acquisitions de la période</b>	<b>(23 671)</b>	<b>(14 235)</b>
Décalage de décaissement	92	(39)
<b>Investissements incorporels et corporels décaissés</b>	<b>(23 579)</b>	<b>(14 274)</b>

##### 6.1.3 – Flux de trésorerie liés aux acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nettes de la trésorerie acquise

Les acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nets de la trésorerie acquise qui figurent dans le tableau des flux de trésorerie consolidé se résument de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Prix décaissé pour les nouvelles acquisitions de l'exercice	(33 295)	(962)
Trésorerie acquise/cédée	185	378
Prix décaissé pour les rachats d'intérêts minoritaires	(12 546)	(6 418)
Prix décaissé pour les acquisitions des exercices précédents	(4 668)	(1 950)
<b>Acquisitions de sociétés et d'activité consolidées, nettes de la trésorerie acquise</b>	<b>(50 324)</b>	<b>(8 952)</b>

## 6.2 – Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

### 6.2.1 – Exposition au risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe. La politique du Groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. Le swap de taux d'intérêt, mis en place pour couvrir un tiers de l'emprunt obligataire de 300 millions de dollars US, répond aux critères de la comptabilité de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Le swap est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché en contrepartie du risque couvert.

Les autres instruments financiers dérivés (swaps de taux et tunnels) achetés par Ipsos SA ne remplissent pas les conditions posées par la norme IAS 39 et ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture de risque de taux sur l'endettement financier.

#### Couverture du risque de taux d'intérêt

En milliers d'euros	Actifs Financiers <sup>1</sup>		Passifs Financiers <sup>2</sup>		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture de taux <sup>3</sup>		Exposition nette après couverture	
	(a)		(b)		(c) = (a) + (b)		(d)		(e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
2016	0	(152 178)	47 804	31 268	47 804	(120 910)	20 208	(20 208)	68 012	(141 118)
2017	0	0	78 314	49 535	78 314	49 535	135 969	(135 969)	214 283	(86 434)
2018	0	0	66 234	171 287	66 234	171 287	30 000	(30 000)	96 234	141 287
2019	0	0	8	0	8	0	0	0	8	0
2020	0	0	180 497	135 331	180 497	135 331	(78 075)	78 075	102 422	213 406
> 2020	0	0	25 251	(112)	25 251	(112)	0	0	25 251	(112)
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>(152 178)</b>	<b>398 108</b>	<b>387 309</b>	<b>398 108</b>	<b>295 131</b>	<b>108 102</b>	<b>(108 102)</b>	<b>506 210</b>	<b>127 029</b>

<sup>1</sup> Les actifs financiers se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<sup>2</sup> Les passifs financiers se composent des emprunts et autres passifs financiers (hors intérêts courus et juste valeur des instruments financiers dérivés) décrits dans la note 6.9.1 - Endettement financier net.

<sup>3</sup> Swaps et tunnels couvrant les emprunts obligataires USPP 2003 et 2010 et les crédits syndiqués à taux variable de 150 et 215 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, sur 703 millions d'euros d'endettement brut (hors intérêts courus et juste valeur des instruments dérivés) environ 57 % étaient contractés à taux variable (après prise en compte des swaps et des tunnels). Une hausse de 1 % des taux à court terme aurait un impact négatif d'environ 3,1 million d'euros sur le résultat financier du Groupe, soit une augmentation de 13% des charges de financement de l'exercice 2015. Dans le cadre des émissions obligataires de mai 2003 et de septembre 2010, des crédits syndiqués d'octobre 2005, d'avril 2009, de septembre 2012, d'avril 2014 et décembre 2015 des swaps de taux ont été mis en place. La gestion du risque de taux est centralisée au siège du Groupe sous la responsabilité du trésorier Groupe.



## 6.2.2 – Exposition au risque de change

Le Groupe est implanté, à travers des filiales consolidées dans 87 pays et réalise des travaux dans plus de 100 pays. Ipsos comptabilise les conditions financières et le résultat de ses activités dans la monnaie locale correspondante et les convertit ensuite en euros aux taux de changes applicables de sorte que ces résultats puissent être inclus dans les comptes consolidés du Groupe.

La part des principales devises dans le chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

	31/12/2015	31/12/2014
Euro	16,4%	17,7%
Dollar américain	29,1%	25,9%
Livre anglaise	12,5%	11,7%
Dollar canadien	4,3%	4,5%
Real brésilien	2,2%	2,9%
Yuan	5,4%	5,4%
Autres devises	30,0%	31,9%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Le Groupe est peu exposé au risque de change transactionnel dans la mesure où ses filiales facturent presque toujours dans leur monnaie locale et que leurs coûts opérationnels sont également dans la monnaie locale. Le Groupe ne recourt donc pas habituellement à des accords de couverture.

Le risque de change transactionnel du groupe Ipsos se limite essentiellement aux redevances de marque et prestations de services et d'assistance technique facturées par Ipsos SA ou Ipsos Group GIE aux filiales, en monnaie locale.

Concernant les besoins de financement des filiales, ils sont assurés autant que possible par le Groupe, dans la devise fonctionnelle de la filiale. Environ 81% de la dette du groupe Ipsos est libellée dans d'autres monnaies que l'euro.

*Couverture du risque de change*

Les emprunts en devise étrangère d'Ipsos SA sont généralement couverts par des actifs de la même devise. Les pertes de change sur les investissements nets à l'étranger, comptabilisés en capitaux propres conformément à IAS 21 et IAS 39, s'élèvent à 17,2 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le tableau ci-dessous donne le détail de la position nette active au 31 décembre 2015 (créances clients nettes des dettes fournisseurs en devise et comptes bancaires) des entités supportant les principaux risques de change : Ipsos SA, Ipsos Group GIE et Ipsos Holding Belgium. Il présente le risque de change transactionnel pouvant se traduire par des gains ou pertes de change comptabilisés dans le résultat financier :

En milliers d'euros	USD	CAD	GBP	JPY	BRL	Autres
Actifs financiers	333	-	24	10	2 127	15 499
Passifs financiers	(933)	(73)	(638)	-	-	(124)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(600)</b>	<b>(73)</b>	<b>(614)</b>	<b>10</b>	<b>2 127</b>	<b>15 375</b>
Produits dérivés	-	-	-	-	-	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(600)</b>	<b>(73)</b>	<b>(614)</b>	<b>10</b>	<b>2 127</b>	<b>15 375</b>

Une baisse de 5% de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du dollar canadien, de la livre sterling, du real brésilien et du yen japonais entraînerait un gain de change d'environ 0,04 million d'euros en résultat financier.

*Sensibilité aux variations des principales devises*



La sensibilité de la marge opérationnelle, du résultat et des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2015 résultant d'une variation de chaque devise à risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

En milliers d'euros	2015		
	USD	CAD	GBP
	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro
Impact sur la marge opérationnelle	2 222	499	956
Impact sur le résultat avant impôt	1 271	257	289
Impact en capitaux propres part du Groupe	11 072	1998	(2 896)

### 6.2.3 – Exposition au risque de contrepartie client

Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement renforcée par le programme « Max Cash ».

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est comptabilisée sur une base statistique.

Le tableau ci-dessous détaille l'antériorité des créances clients au 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 :

En milliers d'euros		31-déc-15					Dépréciation
		Créances	échués				
Créances clients nettes	Créances non échués	Total	De moins de 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	De plus de 6 mois	
627 282	469 934	157 348	101 407	34 724	16 124	11 956	(6 862)

En milliers d'euros		31-déc-14					Dépréciation
		Créances	échués				
Créances clients nettes	Créances non échués	Total	De moins de 1 mois	Entre 1 mois et 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	De plus de 6 mois	
610 212	509 934	100 277	51 665	28 837	9 584	17 317	(7 125)

Le Groupe sert un grand nombre de clients dans des secteurs d'activités variés. Les plus importants sont des groupes internationaux. Le client le plus significatif représente environ 4,4% du chiffre d'affaires du Groupe, aucun autre client ne dépassant 2,5 % du chiffre d'affaires du Groupe (plus de 5 000 clients au total). La solvabilité des clients internationaux et la grande dispersion des autres limitent le risque de crédit.

### 6.2.4 – Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une politique de sélection des banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble des filiales. Cette politique rend obligatoire les dépôts de liquidités auprès des banques autorisées. Par ailleurs, les banques autorisées ne sont que des banques de premier plan, limitant le risque de contrepartie.

### 6.2.5 – Exposition au risque de liquidité

Au 31 décembre 2015, le financement du Groupe est assuré par LT Participations de la manière suivante :

- emprunt LT Participations de 90,5 M€ contracté le 8 février 2013.

- emprunt obligataire USPP 2010 à 7, 10 et 12 ans de 300 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 300 millions de dollars US (275,6 millions d'euros),
- emprunt Schuldschein avec une tranche de 52,5 millions d'euros et une tranche de 76,5 millions de dollars, totalement tiré à hauteur de 122.8 millions d'euros au 31 décembre 2015,
- dettes bancaires, au travers de 2 crédits syndiqués initialement à 5 ans, dont le solde brut s'élève à 365 millions d'euros, et tirés à hauteur de 225 millions d'euros au 31 décembre 2015
- dettes bancaires, au travers de prêts bilatéraux à 3 ou 5 ans, dont le solde brut s'élève à 235 millions d'euros, et tirés à hauteur de 82 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'objectif du Groupe est de gérer ses financements de sorte que moins de 20 % des emprunts arrivent à échéance à moins d'un an. Les échéances contractuelles résiduelles relatives aux instruments financiers non dérivés s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéancier					
			Total	2016	2017	2018	2019	2020
Emprunt obligataire USPP 2010 (Ipsos SA)	272 248	275 558	-	78 075	-	-	169 927	27 556
Emprunt Schuldschein	122 517	122 767	44 997	-	65 771	-	12 000	-
Crédit syndiqué 90 m€ (LT Participations)	82 000	82 000	11 500	20 000	50 500	-	-	-
Crédit syndiqué 150 m€ et 215 m€ (Ipsos SA)	223 308	225 058	-	-	121 251	-	103 806	-
Lignes de crédit bancaire (Ipsos SA)	82 000	82 000	20 000	30 000	-	-	32 000	-
Autres emprunts bancaires (filiales)	765	963	963	-	-	-	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	545	545	277	237	21	4	4	2
Autres dettes financières	409	409	269	112	24	4	-	-
Intérêts courus sur dettes financières	5 352	5 352	5 331	14	7	-	-	-
Concours bancaires courants	1 626	1 626	1 626	-	-	-	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>790 770</b>	<b>796 278</b>	<b>84 963</b>	<b>128 438</b>	<b>237 574</b>	<b>8</b>	<b>317 737</b>	<b>27 558</b>

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour les principaux ratios financiers sont les suivants :

Groupe Ipsos :

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75



Groupe LT :

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	< 1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4,0
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

## 6.3 – Instruments financiers

Les seuls instruments financiers présents à la clôture sont des instruments de taux. Ils ne sont pas qualifiés dans une relation de comptabilité de couverture et leur juste valeur correspond à leur valeur au bilan, à l'exception des swaps de taux couvrant un tiers de l'emprunt obligataire USPP.

## 6.3.1 – Bilan par catégorie d'instruments financiers

En milliers d'euros	31/12/2015								
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	17 305	17 305			1 540	15 765			
Clients et comptes rattachés	627 282	627 282				627 282			
Autres créances et actifs courants <sup>1</sup>	13 698	13 698				13 698			
Instruments financiers dérivés	3 979	3 979							3 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 178	152 178	152 178						
<b>Actifs</b>	<b>814 442</b>	<b>814 442</b>	<b>152 178</b>	<b>0</b>	<b>1 540</b>	<b>656 745</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 979</b>
Dettes financières à plus d'un an	706 368	706 368						706 368	
Fournisseurs et comptes rattachés	263 565	263 565				263 565			
Dettes financières à moins d'un an	83 365	83 365						84 402	963
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>2</sup>	75 530	75 530	55 701	18 756		1 073			
<b>Passifs</b>	<b>1 130 828</b>	<b>1 130 828</b>	<b>55 701</b>	<b>18 756</b>	<b>0</b>	<b>264 638</b>	<b>0</b>	<b>790 770</b>	<b>963</b>

<sup>1</sup>À l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>2</sup>À l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.



	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	27 407	27 407			1 409	25 998			
Clients et comptes rattachés	610 212	610 212				610 212			
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	13 367	13 367				13 367			
Instruments financiers dérivés	3 849	3 849							3 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 463	152 463	152 463						
<b>Actifs</b>	<b>807 298</b>	<b>807 298</b>	<b>152 463</b>	<b>0</b>	<b>1 409</b>	<b>649 577</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 849</b>
Dettes financières à plus d'un an	693 520	696 704						693 520	
Fournisseurs et comptes rattachés	253 394	253 394				253 394			
Dettes financières à moins d'un an	92 210	92 210						91 241	969
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	83 177	83 177	58 999	23 414		764			
<b>Passifs</b>	<b>1 122 301</b>	<b>1 125 485</b>	<b>58 999</b>	<b>23 414</b>	<b>0</b>	<b>254 158</b>	<b>0</b>	<b>784 761</b>	<b>969</b>

<sup>1</sup>À l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>2</sup>À l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

Les titres de participations qui figurent dans le poste « autres actifs financiers non courants » sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan. La juste valeur des titres de participations correspond au coût d'acquisition en l'absence de marché actif.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur par le compte de résultat. L'évaluation de leur juste valeur est basée sur des données observables sur le marché (juste valeur de niveau 2).

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont assimilés également à leur valeur au bilan. Les autres dettes et passifs courants et non courants correspondent principalement aux rachats de minoritaires. L'évaluation de leur juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation mais au moins une des données d'entrée importantes repose sur des données de marché non observables (juste valeur de niveau 3).

## 6.3.2 – Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers

En milliers d'euros	31/12/2015					Variation de valeur des dérivés
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel					(1 256)	
Coût de l'endettement financier net	2 733		(35 485)			(289)
Autres charges et produits financiers	(2 087)			(43)	-	

En milliers d'euros	31/12/2014					Variation de valeur des dérivés
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel					(118)	
Coût de l'endettement financier net	2 167		(28 304)			(710)
Autres charges et produits financiers <sup>1</sup>	(905)			3 694		

<sup>1</sup>À l'exclusion du coût financier lié à l'actualisation des provisions pour retraites

## 6.3.3 – Information sur les instruments dérivés de taux et devise

En milliers d'euros	31/12/2015					
	Valeur au bilan		Notionnel	Echéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Risque de taux						
Swap de taux	3 979	(633)	232 103	0	232 103	0
Tunnels	0	(330)	59 704	20 208	39 497	0
<b>Sous-total</b>	<b>3 979</b>	<b>(963)</b>	<b>291 807</b>	<b>20 208</b>	<b>271 600</b>	<b>0</b>

En milliers d'euros	31/12/2014					
	Valeur au bilan		Notionnel	Echéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Risque de taux						
Swap de taux	3 849	(598)	157 616		75 250	82 366
Tunnels		(371)	53 538		41 183	12 355
<b>Sous-total</b>	<b>3 849</b>	<b>(969)</b>	<b>211 154</b>	<b>0</b>	<b>116 433</b>	<b>94 721</b>

## 6.4 – Engagements hors bilan

## 6.4.1 – Engagements sur contrats de location

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Inférieur à un an	32 003	31 893
Entre 1 et 5 ans	86 969	92 435
Supérieur à 5 ans	39 055	57 348
<b>Total</b>	<b>158 027</b>	<b>181 675</b>



Les contrats de location simple concernent principalement les locaux administratifs. Tous ces locaux sont utilisés par le groupe Ipsos (sauf exception mentionnée en note 5.10 - Provisions courantes et non courantes) et peuvent être sous-loués.

#### 6.4.2 – Engagements sur contrats de location financement

La valeur des loyers futurs incluse dans les emprunts sur locations financement, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

En milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2014
Inférieur à un an	839	808
Entre 1 et 5 ans	1 336	935
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Paielements minimaux totaux</b>	<b>2 176</b>	<b>1 742</b>
Moins les frais financiers inclus		
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux futurs</b>	<b>2 176</b>	<b>1 742</b>

Les contrats de location financement concernent essentiellement la location du matériel informatique.

#### 6.4.3 – Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en passifs non courants au 31 décembre 2015, se détaillent de la manière suivante :

En milliers d'euros	≤ 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Prix différés et compléments de prix</b>				
Europe centrale	-	552	-	552
Moyen-Orient	237	-	-	237
Amérique du Nord	444	1286	-	1730
Amérique latine	51	-	-	51
<b>Sous-total</b>	<b>731</b>	<b>1 838</b>	<b>-</b>	<b>2 569</b>
<b>Engagements de rachat de minoritaires</b>				
Europe	25576	2551	-	28127
Amérique du Nord	3720	20695	-	24415
Amérique latine	3315	1286	-	4602
Asie Pacifique	2480	10231	-	12711
Moyen-Orient	-	257	-	257
Afrique Subsaharienne	1 780	-	-	1 780
<b>Sous-total</b>	<b>36 871</b>	<b>35 021</b>	<b>-</b>	<b>71 891</b>
<b>Total</b>	<b>37 602</b>	<b>36 859</b>	<b>-</b>	<b>74 460</b>

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 75% des actions d'Apeme. Le prix d'achat de ces actions est basé sur la moyenne d'un multiple du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation d'Apeme sur les années 2013 et 2014. Il est plafonné à 3 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2015.

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 70% des actions d'Ipsos Opinion SA. Le prix d'achat de ces actions est basé sur un multiple du résultat d'exploitation d'Ipsos Opinion SA sur les années 2014, 2015 et 2016. Il est plafonné à 3,1 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2015.

#### 6.4.4 – Autres engagements et litiges



En dehors des procédures avec Aegis qui ont été soldées le 11 février 2016 (voir section 6.7), le Groupe n'est pas engagé dans d'autres litiges significatifs.

Aucun actif du Groupe n'est nanti.

#### 6.4.5 – Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement ou des procédures judiciaires. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, dans un certain nombre de pays, et notamment le Brésil. Les risques probables identifiés sont provisionnés (cf. note – 5.10 – Provisions courantes et non courantes).

Les conséquences financières des rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu.

La direction du groupe estime que les redressements ou litiges en cours n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

#### 6.4.6 – Compte personnel de formation

La loi du 6 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a mis en place le « Compte personnel de formation ». Ainsi, depuis le 1er janvier 2015, chaque salarié dispose d'un compte crédité chaque année, à hauteur de 150 heures maximum sur 7 ans.

#### 6.5 – Effectifs à la clôture

Sociétés intégrées globalement	Effectifs au 31/12/2015	Effectifs au 31/12/2014
Europe, Moyen Orient, Afrique	8 287	8 169
Amériques	3 265	4 907
Asie-Pacifique	4 898	3 454
<b>TOTAL</b>	<b>16 450</b>	<b>16 530</b>

#### 6.6 – Transactions avec les parties liées

##### 6.6.1 – Relations avec Ipsos

LT Participations est la holding de contrôle animatrice du groupe Ipsos. Elle consolide les comptes du groupe Ipsos par intégration globale. Il existe une convention de fournitures de services entre Ipsos Group Gie et LT Participations, qui prévoit qu'Ipsos Group Gie assiste LT Participations pour la tenue de la comptabilité, la gestion des relations bancaires et la tenue du secrétariat juridique. Au titre de l'exercice 2015, Ipsos Group Gie a facturé ces prestations de services pour un montant de 63 682 euros hors taxes.

##### 6.6.2 – Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20% et 50% sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les transactions avec ces entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec ces parties liées n'ont pas un caractère significatif au 31 décembre 2015.

## 6.6.3 – Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Il n'existe pas d'opération conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital d'Ipsos SA qui ne présente le caractère d'opération courante.

## 6.6.4 – Rémunérations des dirigeants

Les dirigeants de LT Participations comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Comité exécutif et/ou membres du Conseil d'administration d'Ipsos SA.

En milliers d'euros	31/12/2015			31/12/2014		
	Comité exécutif		Adminis- trateurs externes*	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes*
	Admi-nistrateurs	Non admi- nistrateurs		Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs	
Rémunération brute totale <sup>1</sup>	3 077	5 968	147	3 282	6 310	105
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>2</sup>						
Indemnités de fin de contrat de travail <sup>3</sup>		83			141	
Autres avantages à long terme <sup>4</sup>						
Païement en actions <sup>5</sup>	926	1 872	-	1 399	2 040	-

\*Les administrateurs non membres du Comité exécutif ne perçoivent que des jetons de présence.

<sup>1</sup>Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice hors charges sociales patronales.

<sup>2</sup>L'engagement de retraites (impact net sur le compte de résultat) : montant non significatif (inférieur à 0,1 million d'euros).

<sup>3</sup>Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.

<sup>4</sup>Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.

<sup>5</sup>Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription, d'achats d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

## 6.7 – Événements postérieurs à la clôture

## Règlement et fin du litige avec Aegis relatif à l'acquisition de Synovate

En octobre 2011, Ipsos avait réalisé l'acquisition de son concurrent Synovate auprès de sa maison-mère Aegis Group plc, maintenant Dentsu Aegis Media, pour une valeur d'entreprise de 525 millions de livres (environ 600 millions d'euros), lui permettant de devenir le numéro 3 du marché mondial des études.

Depuis, il existait un différend entre Ipsos et Aegis au sujet du prix d'acquisition initial, décaissé le 12 octobre 2011, notamment en relation avec les ajustements prévus contractuellement post clôture du prix d'acquisition initial, pour prendre en compte d'une part, les niveaux réels de trésorerie, de dette et d'éléments assimilés contractuellement à de la dette, et d'autre part, l'écart entre le niveau réel de besoin en fonds de roulement à la date du 30 septembre 2011 et le niveau minimum défini dans le contrat.

L'allocation définitive de l'écart d'acquisition de Synovate avait été finalisée dans les comptes consolidés du groupe Ipsos au 31 décembre 2012, sur la base d'une valeur d'acquisition de Synovate de 416,9 millions de livres sterling (481,1 millions d'euros). L'écart entre cette valeur d'acquisition et le prix d'acquisition initialement décaissé avait fait l'objet d'une demande de remboursement auprès d'Aegis pour 111,9 millions de livres.

Ipsos et Aegis avaient désigné un expert en juillet 2012 pour évaluer ce différend. A l'issue du rapport de l'expert reçu par les parties en juillet 2013, Aegis avait payé à Ipsos, le 19 juillet 2013, un montant de 13,1 millions de livres (15,4 millions d'euros). Ipsos était en désaccord avec ce calcul et certaines positions de l'expertise. Néanmoins, par prudence, Ipsos avait passé une provision sur la créance inscrite dans ses comptes au 31 décembre 2012 pour la ramener au montant payé par Aegis. Après prise en compte de diverses reprises de provisions, l'impact net sur le résultat de l'exercice 2013 avait été une perte exceptionnelle de 73 millions d'euros. Ces ajustements comptables étaient non monétaires et sans incidence sur la situation financière réelle d'Ipsos au 31 décembre 2013.



Par ailleurs, Ipsos avait entrepris un certain nombre de réclamations portant sur l'existence et la valeur réelle des actifs et passifs transférés et lancé à partir de fin 2012 plusieurs procédures judiciaires à l'encontre d'Aegis auprès des tribunaux londoniens. Ipsos avait assigné Aegis, notamment, au titre :

- Des garanties de passif,
- D'obligations déclenchées par le respect ou le non-respect du contrat d'acquisition, dont le transfert de licences de logiciels,
- D'obligations fiscales et sociales.

En 2012, Ipsos avait obtenu des remboursements de 150 milliers de livres au titre de risques fiscaux.

En 2013, Ipsos avait obtenu le transfert de licences de logiciels pour une valeur estimée à 5,3 millions de livres ainsi que des remboursements d'un montant total 115 milliers de livres au titre de risques fiscaux.

En 2014, Ipsos avait obtenu des remboursements de 255 milliers de livres au titre de risques fiscaux.

En 2015, Ipsos avait obtenu un remboursement pour risque fiscal au Brésil dont le montant initial avait été estimé à 6,95 millions de livres et, grâce à un programme d'amnistie, avait été ramené à 15,1 millions BRL (5 million de livres) et plusieurs remboursements d'un montant total de 303 milliers de livres au titre de divers autres risques fiscaux. Puis, en janvier 2016, Ipsos avait obtenu le remboursement de 22milliers de livres au titre de risques fiscaux.

Suite à une dernière médiation intervenue le 5 février 2016, Ipsos a reçu le 10 février 2016 un dernier remboursement en cash, pour solde de tout compte de 20,0 millions de livres, mettant fin à l'ensemble des réclamations et des procédures judiciaires.

Au total, Ipsos aura reçu de la part d'Aegis des remboursements, à la fois en cash et en transfert d'actifs, pour un montant total estimé d'environ 44 millions de livres. Ce montant est important et témoigne de la pertinence des actions entreprises depuis 2012 par Ipsos dans le but de faire valoir ses intérêts.

Cela étant, le conflit entre Ipsos et Aegis qui vient de s'achever grâce à cette médiation n'a jamais remis en cause aux yeux de notre société le bien-fondé de l'acquisition de Synovate, pas plus que le bilan positif de la combinaison Ipsos-Synovate démarrée fin 2011 et achevée deux ans plus tard.

Aucun autre événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

## 7 – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2015

### 7.1 – Périmètre consolidé

Les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

#### *Sociétés consolidées par intégration globale*

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
LT Participations	SA	Consolidante	Consolidante	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos	SA	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Group	GIE	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
<b>Europe</b>					
Ipsos France	SAS	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Observer	SA	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Popcorn Media	SAS	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Gie Ipsos	GIE	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris



Ipsos Antilles	SAS	100.00	26.16	France	Les Hauts de Californie, Morne Pavillon, 97232 Le Lamentin- Martinique
Ipsos Ocean Indien	SARL	100.00	26.16	France	158, rue Juliette Dodu 97400 Saint Denis - La Réunion
Ipsos Dom	SAS	100.00	26.16	France	Les Hauts de Californie, Morne Pavillon, 97232 Le Lamentin- Martinique
Synovate SAS	SAS	100.00	26.16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Espace TV	SA	100.00	26.16	France	30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly sur Seine
Ipsos MORI UK Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Price Search	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Interactive Services Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
M&ORI Limited	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
MORI Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos EMEA Limited	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Pan Africa Holdings Limited	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Synovate Healthcare Limited	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Research Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW
Ipsos Retail Performance Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	Beech House, Woodlands Business Park, Milton Keynes - MK14 6ES
Ipsos MRBI	Ltd	100.00	26.16	Irlande	Block 3, Blackrock Business Park, Blackrock, Co Dublin
Ipsos GmbH	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
IPSOS Operations GmbH	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Loyalty	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Trend.test GmbH	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Kolonnenstrasse 26, 2, Hof,1,OG 10829 Berlin
Ipsos Marktforschung GmbH	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Hahnstraße 40, 60528 Frankfurt
Ipsos Bahnreiseforschung GmbH	GmbH	100.00	26.16	Allemagne	Elektrastraße 6, 81925 München
Ipsos Srl	SRL	100.00	26.16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operations Srl	SRL	100.00	26.16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operaciones SA	SA	100.00	26.16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Understanding Unltd.,SAU	SAU	100.00	26.16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Holding Belgium	SA	100.00	26.16	Belgique	Paepsemlaan 11, 1070 Anderlecht
Ipsos NV (Belgium)	SA	100.00	26.16	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
Ipsos Hungary ZRT	Zrt.	100.00	26.16	Hongrie	Budapest, Thaly Kálmán u.39., Budapest 1096
Synovate – Investigação de Mercado, Lda	Lda	100.00	26.16	Portugal	Rua Ramalho Ortigão No. 8-2° Dto., 1070-230 Lisboa
Ipsos Polska sp.zo.o.	sp z o.o.	100.00	26.16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
ICEE Polska	sp z o.o.	100.00	26.16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos Sp. z o. o.	sp z o.o.	100.00	26.16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos AB	AB	100.00	26.16	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos Observer AB	AB	100.00	26.16	Suède	Köpmangatan 1, 871 30 Härnösand
Synovate Sweden AB	AB	100.00	26.16	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos MMI AS	AS	100.00	26.16	Norway	Karenslyst Allé 20, 0278 Oslo , Postal: Postboks 64 Skøyen, 0212 Oslo



Ipsos A/S	AS	100.00	26.16	Danemark	Frederiksborggade 18, 5. 1360 Copenhagen K, Denmark
Ipsos Interactive Services SRL	SRL	100.00	26.16	Roumanie	319 Splaiul Independentei, Riverview House, 4th floor, 060032 Bucharest, 6th district, Romania
Ipsos Research S.R.L.	SRL	100.00	26.16	Roumanie	319 Splaiul Independentei, Riverview House, 4th floor, 060032 Bucharest, 6th district, Romania
Ipsos Eood	EOOD	100.00	26.16	Bulgarie	119 Europa Boulevard, 5th Floor, Sofia 1324
Ipsos Central Eastern Europe	Ltd.	100.00	26.16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Ipsos OOO	Ltd.	100.00	26.16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
OOO Synovate (RU)	LLC	100.00	26.16	Russie	Bolshaya Semeonovskaya street, 32, bld.2, Moscow 107023
Synovate Comcon LLC	LLC	100.00	26.16	Russie	4 Masterkova Street, Moscow 115280
IPSOS s.r.o.	s.r.o	78,7	20.59	République tchèque	Topolska 1591, Cernosice 252 28
IPSOS s. r. o.	s.r.o	78,7	20.59	Slovaquie	Heydukova 12, 811 08 Bratislava
Ipsos Ukraine	LLC	100.00	26.16	Ukraine	6A Volodimirskaya street, office 1, 01025 Kiev
Research Insight	LLC	100.00	26.16	Ukraine	Fargo Business Center, 8A Ryzka Str., 04112 Kiev
Ipsos Suisse SA	S.A.	100.00	26.16	Suisse	11 Chemin du Château-Bloch, 1219 Le Lignon, Geneva
Ipsos	A.S.	100,0	26.16	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydınevler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul
Oakleigh Investments	Pty Ltd	100.00	26.16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos Markinor	Pty Ltd	100.00	26.16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Synovate (Holdings) South Afri	Pty Ltd	100.00	26.16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos (Pty) Ltd	Pty Ltd	100.00	26.16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Conexus (Pty) Ltd	Pty Ltd	100.00	26.16	Afrique du Sud	15 Georgian Crescent, Bryanston, 2021
Strategic Puls SAS	SAS	90,8	23.75	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Strategic Marketing DOO.	d.o.o	90,8	23.75	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Synovate d.oo	d.o.o	100.00	26.16	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Ipsos Puls d.o.o.	d.o.o	90,8	23.75	Croatie	Šime Ljubića 37, 21000 Split
Ipsos Strategic Puls dooel	d.o.o.e.l.	90,8	23.75	Macédoine	Kairska 31, Skopje
Ipsos Strategic Puls D.O.O.	d.o.o.	90,8	23.75	Monténégro	BULEVAR SVETOG PETRA CETINJSKOG 149, PODGORICA
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	90,8	23.75	Slovénie	Šmartinska 152, 1000 Ljubljana
Ipsos d.o.o.	d.o.o.	90,8	23.75	Bosnie	Hamdije Kreševljakovića 7c, Sarajevo, BIH
Strategic Puls Research	Sh.P.K.	90,8	23.75	Albanie	Rr.Frederik Shiroka Kulla 1, Sh. 2 Ap.32 Shk., Tirane
Ipsos Dooel	Branch	90,8	23.75	Kosovo	Emin Duraku Nr. 2, 10000 Prishtine
Ipsos Nigeria Limited	Ltd	60,0	15.70	Nigeria	Block A, Obi Village (Opposite Forte Oil), MM2 Airport Road, Ikeja-Lagos, Nigeria
Ipsos (East Africa) Limited	Ltd	60,0	15.70	Kenya	Parklands Plaza, Chiromo Lane PO Box 1324 00606 Nairobi
Ipsos Limited	Ltd	100.00	26.16	Kenya	Acorn House, 97 James Gichuru Road, Lavington P.O. Box 68230 - 00200 City Square, Nairobi
Ipsos Limited	Ltd	100.00	26.16	Ghana	H/NO. 4, Farrar Avenue, Asylum Down, PMB7, Kanda, Accra
Ipsos SARL	S.A.R.L	100.00	26.16	Côte d'Ivoire	Cocody 2 plateaux, Boulevard Latrille Carrefour Macaci, 11 BP 2280, Abidjan 11
Synovate Mozambique Lda.	Ltd	100.00	26.16	Mozambique	AV Francisco Orlando Magumbwe No 528, Maputo. Mozambique
Ipsos Ltd	Ltd	100.00	26.16	Ouganda	Plot 32 Nakasero Road, PO Box 21571, Kampala



Ipsos Tanzania Limited	Ltd	100.00	26.16	Tanzanie	Plot 172 Regent Estate, PO Box 106253 Mikocheni, Dar Es Salaam
Ipsos Limited	Ltd	100.00	26.16	Zambie	Plot 9632 Central Street, Chudleigh, PO Box 36605, Lusaka
Synovate Holdings BV	BV	100.00	26.16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam
Ipsos B.V.	BV	100.00	26.16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK Amsterdam
Ipsos A.E.	A E.	100.00	26.16	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens
Synovate Ltd	Ltd	100.00	26.16	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Portdeal Ltd	Ltd	100.00	26.16	Chypre	Themistokli, Dervi 3 Julia House, P.C. 1066, Nicosia, Cyprus
SGBT Financing S.A.	SA	100.00	26.16	Luxembourg	15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg
<b>Amérique du Nord</b>					
Ipsos America	Inc.	100.00	26.16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Insight	L.L.C.	100.00	26.16	Etats-Unis	1600 Stewart Avenue Suite 500, Westbury, NY 11590
Ipsos Insight Corporation	Corp.	100.00	26.16	Etats-Unis	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services US	Inc.	100.00	26.16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Public Affairs, LLC.	Inc.	100.00	26.16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos MMA, Inc.	Inc.	89,8	23.49	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Research Data Analysis, Inc.	Inc.	100,0	26.16	Etats-Unis	450 Enterprise Court Bloomfield Hills, MI 48302
Ipsos NPD Canada	Inc	100.00	26.16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid Corp.	Inc	100.00	26.16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services Canada LP	LP	100.00	26.16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid	LP	100.00	26.16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
<b>Amérique latine</b>					
Ipsos Argentina	SA	100.00	26.16	Argentine	Olazábal 1371 - C1428DGE, Buenos Aires, Argentina
Ipsos Observer SA	SA	51,0	13.34	Argentine	Arribeños 2841 - C1428DGE - Buenos Aires, Argentina
Ipsos Brasil Pesquisas de Mer.	Ltda	100.00	26.16	Brésil	Av. 9 de Julho, 4865, 7. Andar - Jardim Paulista - CEP 01407-200 Sao Paulo, Estado de São Paulo.
Synovate Brazil Ltda	Ltda	100.00	26.16	Brésil	Calçada Antares 264, Centro de Apoio 2 - Santana do Parnaíba, Sao Paulo
Ipsos Venezuela CA	C.A.	100.00	26.16	Vénézuéla	Av. Francisco de Miranda entre primera avenida y avenida Andrés Bello, Edf. Mene Grande I Piso 1 oficina 1-3 Urb. Los Palos Grandes - Caracas (Chacao) Zona Postal 1060
Ipsos, S.A. de C.V.	SA de CV	100.00	26.16	Méxique	Paseo de las Palmas 500 piso 1. Col Lomas de Chapultepec. Miguel Hidalgo CP 11000 Mexico DF
Field Research de Mexico SA de CV	SA de CV	100.00	26.16	Méxique	Av Ingenieros Militares #85 interior 101 col. Nueva Argentina Delg. Miguel Hidalgo, CP 11230 (DF)
Ipsos CCA Inc	Inc.	100.00	26.16	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Dominicana SRL	S R.L.	74,8	19.57	République dominicaine	Frank Félix Miranda 47, Naco, Santo Domingo, Rep. Dom.
Ipsos Guatemala S.A.	S.A.	83,1	21.74	Guatemala	13 Calle 2-60 Zona10, Edificio Topacio Azul, nivel 8o. oficina 803. Ciudad Guatemala
Ipsos, Inc. (Puerto Rico)	Inc.	100.00	26.16	Porto Rico	Calle Fernando Calder #463 San Juan, Puerto Rico 00918
Ipsos TMG Panama SA	S.A.	100.00	26.16	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos TMG SA	Panama Stock Corporation	83,1	21.74	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Opinión y Mercado S.A.	S.A.	100,0	26.16	Pérou	Av. Reducto 1363, Miraflores, Lima 18
Premium Data SAC	S.A.C.	100,0	26.16	Pérou	Av. Republica de Panama 6352, Miraflores, Lima 18



Apoyo Opinion y Mercado	S.A.	75,1	13.94	Bolivie	Calle Pedro Salazar No 634 - Sopocachi, La Paz
Ipsos Ecuador SA	S.A.	100.00	26.16	Equateur	Arauz N36-15 y Alemán, Quito
Ipsos Apoyo Ecuador	S.A.	60,8	15.91	Equateur	Arauz N36-15 y Alemán, Quito
Ipsos Herrarte (El Salvador)	Trading	50,5	13.21	Salvador	79 Avenida Norte y 7 Calle PTE, No. 4109 Cote Escalon, San Salvador.
Ipsos Costa Rica SA	S.A.	83,1	21.74	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Synovate (Costa Rica) SA	S.A.	100.00	26.16	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Ipsos Chile	S.A.	100.00	26.16	Chili	Pedro de Valdivia 555, piso 10, Providencia, Santiago
Ipsos Observer Chile	SA	100.00	26.16	Chili	Calle Arzobispo Larrain Gandarillas 65, Providencia, Santiago
Ipsos ASI Andina SAS	S.A.S.	100.00	26.16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Ipsos Napoleon Franco&Cia SAS	S.A.	100.00	26.16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Synovate Colombia SA	S.A.	100.00	26.16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5. Bogotá, Colombia
Livra Europe Ltd	Ltd	100.00	26.16	Royaume-Uni	3 Thomas More Square, London E1W 1YW, UK
Livra.com S.A.	SA	100.00	26.16	Argentine	11 de septiembre 2468 (1428) Buenos Aires, Argentina
<b>Asie Pacifique</b>					
Ipsos Hong Kong Limited	Ltd	100.00	26.16	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Beijing Ipsos Market Consult.	Ltd.	98,0	25.64	Chine	Suite 1201-1204, 12F, Union Plaza, No.20, Chaowai Avenue, Beijing
Ipsos Asia Limited	Ltd.	100.00	26.16	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Pte Ltd	Pte. Ltd.	100.00	26.16	Singapour	3 Killiney Road, #05-01, Winsland House 1, Singapore 239519
Ipsos China Limited	Ltd.	98,0	25.64	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Limited	Ltd.	100.00	26.16	Taiwan	25F, No.105, Sec.2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Ipsos Co., Ltd	Co. Ltd.	100.00	26.16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
Ipsos (Philippines), INC.	Inc	100.00	26.16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Inc.	Inc	100.00	26.16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Ltd	Ltd.	97,6	25.53	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120 Thailand
				Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
PT. Ipsos Indonesia	PT	70,0	18.31	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
IPSOS Sdn Bhd	Sdn Bhd	100.00	26.16	Malaisie	18th Floor, Menara IGB, No. 2 The Boulevard, Midvalley City Lingkaran Syed Putra, 59200 Kuala Lumpur.
Synovate Ltd	Ltd	100.00	26.16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Observer Limited	Ltd	100.00	26.16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
IJD Limited	Ltd	49,0	12.82	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
PT. Field Force Indonesia	PT	70,0	18.31	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Ipsos Radar Market Consulting	Ltd	100.00	26.16	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code:518034
Ipsos LLC	LLC	51,0	13.34	Vietnam	Level 9A, Nam A Bank Building, 201-203 Cach Mang Thang 8 street, District 3, Ho Chi Minh City
Synovate Ltd Korea Branch	Branch	100.00	26.16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 04505
Ipsos Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	26.16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Loyalty Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	26.16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
I View	Pty Ltd	100.00	26.16	Australie	Level 14, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060



Ipsos Public Affairs Pty Ltd	Pty Ltd	100.00	26.16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Ltd.	Ltd	100.00	26.16	Nouvelle-Zélande	Level 3, 8 Rockridge Avenue, Penrose 1061. Auckland
Ipsos KK	KK	100.00	26.16	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Japan Marketing Operations Co.	KK	100.00	26.16	Japon	5-2-2, Rinkaicho, Edogawa-ku, Tokyo 134-0086
Ipsos Japan Holding co Ltd	KK	100.00	26.16	Japon	3-5-8 Nakameguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0061
Ipsos Healthcare Japan Ltd	Private company limited by shares	100.00	26.16	Japon	Hulic Kamiyacho Building, 4-3-13, Toranomom, Minato-ku, Tokyo, 105-0001
Ipsos Research Pvt.Ltd	Pvt Ltd	100.00	26.16	Inde	501, 5th Floor, 701, 7th Floor, Boston house, Suren Road, Andheri - East, Mumbai - 400 093
Ipsos LLP	Limited Liability Partnership	100.00	26.16	Kazakhstan	Tole Bi Str. 101, Dalych Business Center, Block "A", Office 5 "A", Almalskiy Raion, Almaty, 050012 Republic of Kazakhstan
<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>					
Ipsos Stat SA	SA	53,4	13.97	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos SAL	S.A.L	53,4	13.97	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
AGB Stat-Ipsos	S.A.L	53,4	11.75	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Mena Offshore s.a.l.	S.A.L	53,4	13.97	Liban	Dekwaneh, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Stat Jordan (Ltd)	L.L.C.	40,0	10.46	Jordanie	Wasfi Al Tal Str, P.O. BOX 830871, Amman-11183
Europ.C.for Marketing Research	L.L.C.	53,4	13.97	Koweït	Beirut Street, PO Box 22417, Safat 13085, Hawally
Ipsos UAE	L.L.C.	42,7	11.17	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai, UAE
Ipsos Saudi Arabia LLC	Ltd.	53,4	13.97	Arabie Saoudite	Tahlia Street, Yamamah Building - Office 31, P.O Box 122200 Jeddah 21332 KSA
Ipsos-Stat Bahrain	W.L.L	52,8	13.81	Bahreïn	Al Ain Building, Flat 11, Building 92, Road 36, Block 334, Manama/Al Mahooz, Bahrain
Ipsos Egypt For Consultancy Services	S.A.E	53,4	13.97	Egypte	35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo, Egypt
Ipsos Stat Iraq	Co. Ltd.	37,3	9.76	Irak	BAGHDAD - Waziriya Area - Antar Square - Architecture Zebrano Furniture - 2th Floor
Synovate The Egyptian Market R	L.L.C.	52,3	13.68	Egypte	11 Dr. Mohammed Mandour, Rab'aa Mosque, Nasr City, Cairo
Maroc Stat / IPSOS	S.A.R.L	52,8	13.81	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
MDCS	S.A.R.L	52,8	13.81	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
Synovate Market Research Sarl	S.A.R.L	53,4	13.97	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
EUURL Synovate	E.U.R.L	53,4	13.97	Algérie	Lotissement AADL Villa n°13-Saïd HAMDINE. Bir MouradRais. Alger
Ipsos SARL	S.A.R.L	53,4	13.94	Tunisie	Immeube Luxor, 3ème Etage, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Market Watch Market Research &	Ltd.	100.00	26.16	Israël	Tuval 13, 525228 Ramat Gan
Synovate Saudi Arabi (CRC)		100.00	26.16	Arabie Saoudite	P.O.Box 7188, Zip code 11462, Riyadh KSA,
Ipsos Qatar WLL	Limited Liability Company	50,7	13.26	Qatar	IBA Building, 1st floor, C Ring Road, Doha Qatar
Ipsos Pakistan	Pvt. Ltd.	37,3	9.76	Pakistan	256-Street # 30, F-10/1 Islamabad.

## Sociétés consolidées par Mise En Equivalence

Entreprises consolidées	Forme	% de contrôle	% d'intérêt	Pays	Adresse
-------------------------	-------	---------------	-------------	------	---------

APEME	Lda	25.00	6.54	Portugal	Avenida Duque de Ávila, nº 26 – 3º andar 1000 – 141 Lisboa
Ipsos-Opinion S.A	A.E.	30.00	7.85	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

**Exercice clos au 31 décembre 2014**

**Grant Thornton**

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

100 rue de Courcelles

75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

10 rue Pergolèse

75016 Paris

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

## LT Participations

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- la note 1.3 de l'annexe aux comptes consolidés – « Corrections d'erreurs des exercices antérieurs » – qui décrit les corrections d'erreurs des exercices 2013 et antérieurs et leur incidence sur le chiffre d'affaires, les coûts directs et les autres charges et produits non courants – présentée dans la colonne « 31/12/2013 retraité ».
- Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5.9.1 « *Endettement financier net* » de l'annexe relative au non exercice de la clause d'exigibilité anticipée du prêt.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- la note 1.2.25 de l'annexe aux comptes consolidés décrit la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier le caractère approprié de la méthode retenue pour déterminer l'avancement des études et à examiner les modalités retenues pour la reconnaissance du revenu et des coûts directs.
- Les notes 1.2.8, 1.2.15 et 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les principes appliqués en matière de regroupements d'entreprises et de valorisation des goodwill. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéterminée, les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées ainsi que les évaluations qui en résultent. Nous avons également vérifié que ces notes donnent une information appropriée.
- Comme mentionné ci-avant, la note 1.3 de l'annexe décrit les corrections d'erreurs sur exercices antérieurs. Nos travaux ont notamment consisté à examiner, sur base de sondages et au regard des critères de la norme IAS 8, les analyses effectuées par la société ayant conduit à la constatation de ces erreurs. Nous avons examiné le correct retraitement des comptes comparatifs de l'exercice 2013 conformément à la norme IAS 8 et nous avons vérifié le caractère approprié de l'information donnée à ce titre dans la note 1.3.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.



### 3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 15 juin 2015

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton International**

**SLG Expertise**



Gilles Hengoat  
Associé



Marion Bolze  
Associée

# **Groupe LT Participations**

\*\*\*

**Comptes consolidés**

**pour l'exercice clos le 31 décembre 2014**

## SOMMAIRE

1.	<i>Compte de résultat consolidé</i> .....	5
2.	<i>Etat du résultat global consolidé</i> .....	6
3.	<i>Etat de la situation financière consolidée</i> .....	7
4.	<i>Etat des flux de trésorerie consolidés</i> .....	8
5.	<i>Etat des variations des capitaux propres consolidés</i> .....	9
	<i>Notes aux états financiers consolidés</i> .....	10
1.	<i>Informations générales et principales méthodes comptables</i> .....	10
1.1.	<i>Informations générales</i> .....	10
1.2.	<i>Principales méthodes comptables</i> .....	10
1.3.	<i>Corrections d'erreurs des exercices antérieurs</i> .....	22
2.	<i>Evolution du périmètre de consolidation</i> .....	25
2.1.	<i>Opérations réalisées sur l'exercice 2014</i> .....	25
2.2.	<i>Acquisition de Synovate</i> .....	26
2.2.1.	<i>Allocation du prix d'acquisition au 31 décembre 2012</i> .....	26
2.2.2.	<i>Réestimations post délai d'affectation du goodwill</i> .....	27
2.3.	<i>Opérations réalisées sur l'exercice 2013</i> .....	28
2.4.	<i>Opérations réalisées sur l'exercice 2012</i> .....	28
3.	<i>Information sectorielle</i> .....	29
3.1.	<i>Information sectorielle au 31 décembre 2014</i> .....	29
3.2.	<i>Information sectorielle au 31 décembre 2013 publié</i> .....	29
3.3.	<i>Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe</i> .....	29
4.	<i>Notes sur le compte de résultat</i> .....	30
4.1.	<i>Coûts directs</i> .....	30
4.2.	<i>Autres charges et produits opérationnels</i> .....	30
4.3.	<i>Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions</i> .....	30
4.4.	<i>Autres charges et produits non courants</i> .....	30
4.5.	<i>Charges et produits financiers</i> .....	30
4.6.	<i>Impôts courants et différés</i> .....	31
4.6.1.	<i>Charge d'impôts courants et différés</i> .....	31
4.6.2.	<i>Evolution des postes du bilan</i> .....	31
4.6.3.	<i>Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe</i> ....	31
4.6.4.	<i>Ventilation du solde net des impôts différés</i> .....	32
4.7.	<i>Résultat net par action</i> .....	33



4.8. Dividendes payés .....	33
5. Notes sur l'état de la situation financière .....	33
5.1. Goodwills .....	33
5.1.1. Tests de dépréciation des goodwills.....	33
5.1.2. Mouvements de l'exercice 2014 .....	35
5.2. Autres immobilisations incorporelles.....	35
5.3. Immobilisations corporelles.....	36
5.4. Participation dans les entreprises associées.....	36
5.5. Autres actifs financiers non courants .....	37
5.6. Clients et comptes rattachés.....	37
5.7. Autres actifs courants .....	38
5.8. Capitaux propres.....	38
5.8.1. Capital .....	38
5.8.2. Plans d'attribution d'actions.....	39
5.8.2.1. Plans d'options de souscription d'actions .....	39
5.8.2.2. Plans d'attribution gratuite d'actions.....	39
5.8.3. Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions .....	39
5.9. Endettement financier.....	41
5.9.1. Endettement financier net.....	41
5.9.2. Echancier des dettes financières (hors instruments dérivés) .....	41
5.9.3. Endettement financier par devise (hors instruments dérivés).....	42
5.10. Provisions courantes et non courantes .....	42
5.11. Engagements de retraite et assimilés .....	42
5.11.1. Hypothèses actuarielles.....	43
5.11.2. Comparaison de la valeur des engagements avec les provisions constituées .....	43
5.11.3. Variation des engagements au cours de l'exercice .....	43
5.11.4. Variation de la juste valeur des actifs de couverture .....	44
5.11.5. Allocation des actifs de couverture .....	44
5.11.6. Charges comptabilisées sur l'exercice.....	44
5.12. Autres passifs courants et non courants .....	45
6. Informations complémentaires.....	45
6.1. Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés.....	45
6.1.1. Variation du besoin en fonds de roulement.....	45
6.1.2. Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations.....	45
6.1.3. Flux de trésorerie liés aux acquisitions de sociétés et d'activités consolidées .....	45
6.2. Objectifs et politiques de gestion des risques financiers.....	46

6.2.1.	<i>Exposition au risque de taux</i> .....	46
6.2.2.	<i>Exposition au risque de change</i> .....	46
6.2.3.	<i>Exposition au risque de contrepartie client</i> .....	48
6.2.4.	<i>Exposition au risque de contrepartie bancaire</i> .....	48
6.2.5.	<i>Exposition au risque de liquidité</i> .....	49
6.3.	<i>Instruments financiers</i> .....	50
6.3.1.	<i>Bilan par catégorie d'instruments financiers</i> .....	50
6.3.2.	<i>Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers</i> .....	52
6.3.3.	<i>Information sur les instruments dérivés de taux et devise</i> .....	53
6.4.	<i>Engagements hors bilan</i> .....	53
6.4.1.	<i>Engagements sur contrats de location</i> .....	53
6.4.2.	<i>Engagements sur contrats de location financement</i> .....	53
6.4.3.	<i>Engagements liés aux acquisitions</i> .....	54
6.4.4.	<i>Autres engagements et litiges</i> .....	54
6.4.5.	<i>Passifs éventuels</i> .....	54
6.4.6.	<i>Droit individuel à la formation</i> .....	55
6.5.	<i>Effectifs à la clôture</i> .....	55
6.6.	<i>Transactions avec les parties liées</i> .....	55
6.6.1.	<i>Relations avec Ipsos</i> .....	55
6.6.2.	<i>Entreprises associées</i> .....	55
6.6.3.	<i>Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe</i> .....	55
6.6.4.	<i>Rémunérations des dirigeants</i> .....	56
6.7.	<i>Evénements postérieurs à la clôture</i> .....	56
7.	<i>Périmètre de consolidation au 31 décembre 2014</i> .....	57
7.1.	<i>Périmètre consolidé</i> .....	57



# 1. Compte de résultat consolidé

Exercice clos le 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2013 retraité
Chiffre d'affaires	3	1 669 469	1 712 403	1 695 053
Coûts directs	4.1	(597 275)	(614 620)	(621 315)
<b>Marge brute</b>		<b>1 072 194</b>	<b>1 097 783</b>	<b>1 073 738</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(680 017)	(690 096)	(690 096)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.8.3	(11 998)	(11 321)	(11 321)
Charges générales d'exploitation		(207 562)	(215 509)	(215 509)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	327	1 158	1 158
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>3</b>	<b>172 944</b>	<b>182 015</b>	<b>157 970</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4.3	(4 644)	(4 712)	(4 712)
Autres charges et produits non courants	4.4	(17 172)	(18 205)	(18 985)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5.4	(92)	26	26
<b>Résultat opérationnel (avant impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)</b>		<b>151 037</b>	<b>159 124</b>	<b>134 299</b>
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation		-	(71 273)	(71 273)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>151 037</b>	<b>87 851</b>	<b>63 026</b>
Charges de financement	4.5	(28 106)	(26 932)	(26 932)
Autres charges et produits financiers	4.5	2 788	(5 903)	(5 903)
<b>Résultat financier</b>		<b>(25 318)</b>	<b>(32 835)</b>	<b>(32 835)</b>
<b>Résultat net avant impôts</b>		<b>125 719</b>	<b>55 016</b>	<b>30 191</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(29 889)	(29 715)	(24 437)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(4 197)	(3 782)	(3 782)
Impôt sur les résultats	4.6	(34 086)	(33 498)	(28 219)
<b>Résultat net</b>		<b>91 633</b>	<b>21 518</b>	<b>1 971</b>
<b>Dont Part du Groupe</b>		<b>18 029</b>	<b>891</b>	<b>(18 656)</b>
<b>Dont Part des minoritaires</b>		<b>73 603</b>	<b>20 628</b>	<b>20 628</b>
Résultat net part du groupe par action en euros	4.7	305.19	15.08	-315.81
Résultat net dilué part du groupe par action en euros	4.7	305.19	15.08	-315.81

(1) Retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs (Cf note 1.3)



## 2. Etat du résultat global consolidé

### Exercice clos le 31 décembre 2014

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2013
			retraité
<b>Résultat net</b>	<b>91 633</b>	<b>21 518</b>	<b>1 971</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	(6 657)	(7 779)	(7 779)
Variation des écarts de conversion	27 391	(58 876)	(58 769)
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	3 050	(950)	(950)
<b>Total des autres éléments reclassables en résultat</b>	<b>23 784</b>	<b>(67 605)</b>	<b>(67 498)</b>
Gains et pertes actuariels	(555)	324	324
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	14	(133)	(133)
<b>Total des autres éléments non reclassables en résultat</b>	<b>(541)</b>	<b>191</b>	<b>191</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>23 243</b>	<b>(67 414)</b>	<b>(67 307)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>114 876</b>	<b>(45 896)</b>	<b>(65 336)</b>
Dont part du Groupe	23 638	(16 200)	(35 640)
Dont part des minoritaires	91 238	(29 696)	(29 696)

(1) Retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs (Cf note 1.3)

### 3. Etat de la situation financière consolidée

#### Exercice clos le 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
<b>ACTIF</b>				
Goodwills	5.1	1 202 137	1 136 365	1 136 365
Autres immobilisations incorporelles	5.2	85 234	87 336	87 336
Immobilisations corporelles	5.3	32 425	36 154	36 154
Participation dans les entreprises associées	5.4	357	772	772
Autres actifs financiers non courants	5.5	27 407	23 832	23 832
Impôts différés actifs	4.6	38 626	36 544	36 544
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 386 187</b>	<b>1 321 003</b>	<b>1 321 003</b>
Clients et comptes rattachés	5.6	610 212	583 932	565 477
Impôts courants	4.6	18 110	18 866	18 866
Autres actifs courants	5.7	75 637	56 977	56 977
Instruments financiers dérivés	5.9	3 849	2 236	2 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	152 463	152 419	152 419
<b>Actifs courants</b>		<b>860 270</b>	<b>814 430</b>	<b>795 975</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 246 457</b>	<b>2 135 433</b>	<b>2 116 978</b>
<b>PASSIF</b>				
Capital	5.8	118	118	118
Primes d'émission		35 768	35 768	35 768
Actions propres		-	-	-
Autres réserves		104 333	114 011	113 788
Ecart de conversion		(10 268)	(16 051)	(15 943)
Résultat net - part du groupe		18 029	891	(18 656)
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>147 980</b>	<b>134 737</b>	<b>115 075</b>
Intérêts minoritaires		670 038	632 695	632 695
<b>Capitaux propres</b>		<b>818 018</b>	<b>767 432</b>	<b>747 770</b>
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	5.9	611 662	718 856	718 856
Provisions non courantes	5.10	14 920	16 076	16 076
Provisions pour retraites	5.11	23 890	20 997	20 997
Impôts différés passifs	4.6	114 568	104 152	104 152
Autres passifs non courants	5.12	44 627	65 636	65 636
<b>Passifs non courants</b>		<b>809 667</b>	<b>925 717</b>	<b>925 717</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		253 394	221 635	228 333
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	5.9	176 282	68 985	68 985
Impôts courants	4.6	11 111	10 296	4 805
Provisions courantes	5.10	4 860	3 941	3 941
Autres passifs courants	5.12	173 124	137 428	137 428
<b>Passifs courants</b>		<b>618 770</b>	<b>442 285</b>	<b>443 492</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 246 457</b>	<b>2 135 433</b>	<b>2 116 978</b>

(1) Retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs (CF note 1.3)

## 4. Etat des flux de trésorerie consolidés

### Exercice clos le 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Notes	31/12/2014	31/12/2013 publié
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>RESULTAT NET</b>		91 633	21 518
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement		-	-
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		25 647	26 578
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		92	(26)
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		287	506
Variation nette des provisions		(2 814)	74 624
Rémunération en actions		11 349	10 814
Autres produits et charges calculés		2 221	(1 034)
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		1 807	2 814
Charge de financement		27 906	26 932
Charge d'impôt		34 086	33 498
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT</b>		192 214	196 225
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1	(18 405)	(54 436)
Intérêts financiers nets payés		(24 977)	(29 625)
Impôts payés		(23 317)	(25 132)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>		125 514	87 032
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.1.2	(14 274)	(17 186)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		101	325
Produits des cessions de titres de participations		-	-
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières		(1 423)	(1 103)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées	6.1.3	(2 534)	11 784
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		(18 130)	(6 180)
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation / (Réduction) de capital de LT Participations		-	-
Augmentation / (Réduction) de capital		-	186
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme		(64 398)	(28 033)
Frais d'émission d'emprunt		-	(1 942)
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires		(2 229)	3 287
Rachats d'intérêts minoritaires	6.1.3	(6 418)	(2 395)
(Achats) / Ventes nets d'actions propres		(11 532)	(3 944)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	(0)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(27 035)	(22 289)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		(111 612)	(55 131)
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>		(4 227)	25 721
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		4 270	(8 265)
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>		152 420	134 964
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>		152 463	152 420

\*\* Seules les lignes résultat net et variation du besoin en fonds de roulement sont impactées par la correction d'erreurs présentée en note 1.3



## 5. Etat des variations des capitaux propres consolidés

en milliers d'euros	Capitaux propres							
	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Ecart de conversion	Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	Total
<b>Situation au 1er janvier 2013</b>	118	35 768	-	115 839	1 092	152 817	687 714	840 531
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	191	191
Distribution dividendes	-	-	-	(1 890)	-	(1 890)	(22 569)	(24 459)
Variation de périmètre	-	-	-	83	-	83	(84)	(1)
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	589	-	589	(700)	(111)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(1 033)	-	(1 033)	(2 911)	(3 944)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 832	-	2 832	7 982	10 814
Autres mouvements (1)	-	-	-	(2 461)	-	(2 461)	(7 230)	(9 691)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(1 879)	-	(1 879)	(25 321)	(27 201)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	891	-	891	20 628	21 518
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(17 140)	(17 140)	(50 463)	(67 603)
Gains et pertes actuariels	-	-	-	85	-	85	239	324
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	-	(35)	-	(35)	(78)	(133)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	50	(17 140)	(17 090)	(50 324)	(67 414)
<b>Résultat global</b>	-	-	-	941	(17 140)	(16 200)	(29 696)	(45 896)
<b>Situation au 31 décembre publié</b>	118	35 768	-	114 901	(16 048)	134 738	632 696	767 434
Correction d'erreurs	-	-	-	(19 662)	-	(19 662)	-	(19 662)
<b>Situation au 1er janvier 2014 retraité</b>	118	35 768	-	95 239	(16 048)	115 076	632 696	747 772
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution dividendes	-	-	-	(1 047)	-	(1 047)	(28 454)	(29 501)
Variation de périmètre	-	-	-	(109)	-	(109)	109	-
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	(3 979)	-	(3 979)	(10 539)	(14 518)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(3 021)	-	(3 021)	(8 511)	(11 532)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 973	-	2 973	8 376	11 349
Autres mouvements (1)	-	-	-	(64)	-	(64)	(365)	(429)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(5 248)	-	(5 248)	(37 383)	(44 631)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	18 030	-	18 030	73 603	91 633
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	5 750	5 750	18 034	23 784
Gains et pertes actuariels	-	-	-	(145)	-	(145)	(410)	(555)
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	-	4	-	4	10	14
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	-	-	-	(142)	5 750	5 608	17 635	23 243
<b>Résultat global</b>	-	-	-	17 888	5 750	23 638	91 238	114 876
<b>Situation au 31 décembre 2014</b>	118	35 768	-	107 879	(10 298)	133 466	684 552	818 018

(1) cf note 1.3

## Notes aux états financiers consolidés

### Exercice clos le 31 décembre 2014

## 1. Informations générales et principales méthodes comptables

### 1.1. Informations générales

LT Participations est un groupe mondial qui propose des solutions études aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 3ème rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 87 pays au 31 décembre 2014.

Ipsos SA est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne- 75013 Paris (France).

En date du 24 avril 2015, le Conseil d'administration de LT Participations a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de LT Participations pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014 seront soumis à l'approbation des actionnaires de LT Participations lors de son Assemblée générale annuelle, qui se tiendra le 24 avril 2015.

Les états financiers sont présentés en Euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000), sauf indication contraire.

### 1.2. Principales méthodes comptables

#### 1.2.1. Base de préparation des états financiers

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés de l'exercice 2014 du groupe LT Participations sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2014 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

##### 1.2.1.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014

- **IFRS 10 - Etats financiers consolidés et l'amendement IAS 27 Etats financiers séparés** qui remplaceront l'actuelle norme IAS 27 Etats financiers consolidés et individuels et l'interprétation SIC 12 – Consolidation entités ad hoc. Ces textes introduisent une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements.
- **IFRS 11- Partenariats et l'amendement IAS 28 - Participation dans des entreprises associées et des entreprises conjointes** qui remplaceront les normes IAS-31 Participation dans des coentreprises et IAS-28 Participation dans des entreprises associées, ainsi que l'interprétation SIC 13-Entités contrôlées en commun – apports non monétaires par des co-entrepreneurs. Ces textes prévoient essentiellement deux traitements comptables distincts. Les partenariats qualifiés d'opérations conjointes seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement. Les partenariats qualifiés de coentreprises, parce qu'ils donnent uniquement un contrôle sur l'actif net, seront consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.
- **IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.** Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexes au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées.
- **IAS 28 révisée – Définit la notion d'influence notable et décrit la méthode de la mise en équivalence applicable aux participations dans des entités associées et dans des coentreprises au sens d'IFRS 11.**



- **IAS 32 – « Instruments financiers : Présentation »** amendée pour la partie relative à la compensation des actifs et passifs financiers. Le guide d'application de cette norme a été complété sur les deux critères cumulatifs de compensation d'un actif et d'un passif financier à savoir : le droit légal de compenser et l'intention pour l'entité de régler de façon compensée cet actif et ce passif.
- **Amendement IAS 32 - Compensations d'actifs et de passifs financiers.** Ce texte clarifie les règles de compensation de la norme IAS 32 existante.

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

#### *1.2.1.2 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014*

- **IFRIC 21 – « Droits et taxes »** publiée par l'IASB le 20 mai 2013 mais non encore adoptée par la Commission Européenne. Cette interprétation porte sur le mode de comptabilisation des impôts et taxes ne relevant pas de la norme IAS12 « Impôts sur le résultat ». Elle a pour objectif de clarifier le fait générateur d'obligation justifiant la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible. Elle ne traite pas la question de la contrepartie de ce passif.

Le groupe Ipsos n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation. L'impact de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers est en cours d'analyse par le Groupe.

### **1.2.2. Recours à des estimations**

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales sources d'estimations concernent :

- la valeur des goodwill pour lesquels le Groupe vérifie au moins une fois par an qu'il n'y a pas lieu de constater une dépréciation, en ayant recours à différentes méthodes qui nécessitent des estimations. De plus amples détails sont donnés dans les notes 1.2.8 et 5.1.1,
- les actifs d'impôt différé liés à l'activation des déficits reportables tels que décrit dans la note 1.2.24,
- les actifs financiers non cotés tels que décrit dans la note 1.2.16.
- l'évaluation des dettes de puts sur intérêts minoritaires tels que décrit dans la note 1.2.7
- l'évaluation de la juste valeur des emprunts et des instruments de couverture tels que décrit dans la note 1.2.20
- l'évaluation de l'avancement des études tel que décrit dans la note 1.2.25
- les différents éléments entrant dans le calcul de la marge opérationnelle tels que décrits dans les notes 1.2.25 Reconnaissance du chiffre d'affaires, 1.2.26 Définition de la marge brute et 1.2.27 Définition de la marge opérationnelle

### **1.2.3. Méthodes de consolidation**

Les états financiers comprennent les états financiers de LT Participations et de toutes ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle.

Les sociétés contrôlées par le Groupe (c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités), que ce soit de droit (détenion directe ou indirecte de la majorité des droits de vote), ou contractuellement sont consolidées par intégration globale. Les comptes sont pris à 100 %, poste par poste, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires. Le contrôle existe également lorsque Ipsos détenant moins de la moitié des droits de vote a la capacité de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, ou a le pouvoir de nommer ou révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.



Les sociétés non contrôlées exclusivement par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence si le pourcentage de contrôle résultant de la détention directe ou indirecte des droits de vote est supérieur à 20%.

#### 1.2.4. Information sectorielle

En application de la norme IFRS8, l'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés doit être basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS8.

Les secteurs retenus, au nombre de trois, résultent des zones géographiques issues du reporting interne utilisé par la Direction Générale. Les trois secteurs sont les suivants :

- l'Europe, Moyen-Orient, Afrique,
- les Amériques,
- l'Asie-Pacifique.

Par ailleurs, le groupe LT Participations est entièrement dédié à une seule activité : les études par enquête.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des segments selon IFRS8 sont identiques à celles mises en place dans les états financiers.

A ces trois secteurs opérationnels s'ajoutent les entités Corporate ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ». Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des secteurs opérationnels ne sont pas alloués à un secteur.

Les opérations commerciales inter secteurs sont réalisées à des termes et conditions de marché similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties. Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients ainsi que des autres actifs courants.

#### 1.2.5. Méthode de conversion des éléments en devises

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros, monnaie de présentation des états financiers d'Ipsos de la façon suivante :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture.
- Le compte de résultat est converti au taux moyen de la période.
- Les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans un poste spécifique des capitaux propres « Variations des écarts de conversion ».

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères. En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat de la période :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales liées aux études,
- en autres charges et produits non courants pour les engagements de rachats de minoritaires,
- en résultat financier pour les transactions financières et les frais centraux.

Par exception à la règle décrite ci-dessus, les écarts de conversion sur les opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme faisant partie de l'investissement net dans une filiale étrangère et les écarts de conversion sur les emprunts en monnaies étrangères qui constituent totalement ou pour partie une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère (conformément aux dispositions d'IAS 39), sont comptabilisés directement parmi les autres éléments du résultat global en « Variations des écarts de conversion » jusqu'à la sortie de l'investissement net.

### 1.2.6. Opérations et comptes réciproques

Les soldes au 31 décembre des comptes de créances et de dettes entre sociétés du Groupe, les charges et les produits réciproques entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations intra-groupe telles que paiements de dividendes, plus ou moins-values de cession, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, ou de prêts à des sociétés du Groupe, marges internes sont éliminés en tenant compte de leur effet sur le résultat et l'impôt différé.

### 1.2.7. Engagements de rachat de minoritaires

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (options de vente).

Lors de la comptabilisation initiale et conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32, le Groupe enregistre un passif au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités consolidées par intégration globale. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente puis ré-estimé lors des arrêtés ultérieurs en tenant compte de l'évolution de la valeur de l'engagement.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en goodwill en cours. Lors des exercices ultérieurs, l'effet de dés-actualisation et la variation de la valeur de l'engagement sont comptabilisés par ajustement du montant du goodwill.

A l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont contre-passées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en autres passifs courants ou non courants est soldé par contrepartie du décaissement lié au rachat de la participation minoritaire et le goodwill en cours est reclassé en goodwill.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, et en application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée, la contrepartie de ce passif est enregistrée en déduction des capitaux propres hors-groupe à hauteur de la valeur comptable des intérêts minoritaires concernés, et en déduction des capitaux propres part du Groupe pour l'excédent éventuel. La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente.

Jusqu'au 31 décembre 2012, toute variation de valeur était comptabilisée en capitaux propres. A compter de l'exercice 2013, le Groupe LT Participations a décidé de comptabiliser toutes les variations de valeur des engagements de rachat de minoritaires et l'effet de dés-actualisation dans le poste « autres charges et produits non courants » du compte de résultat ainsi que le permet la norme IAS 39.

Conformément à IAS 27, la quote-part du résultat ou de variations de capitaux propres attribuée à la société mère et aux intérêts minoritaires est déterminée sur la base des pourcentages de participation actuels et ne reflète pas la participation complémentaire potentielle représentée par l'engagement de rachat.

### 1.2.8. Goodwills et regroupement d'entreprise

Les regroupements d'entreprise intervenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition, sous réserve qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée.

Le goodwill qui représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Goodwills ». Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. Il correspond essentiellement à des éléments non identifiables tels que le savoir faire et l'expertise-métier des équipes. Les goodwills négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.



Les goodwill sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentant au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités.

Les goodwill sont enregistrés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

Lors de chaque acquisition, le Groupe peut opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des intérêts minoritaires en date d'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Les goodwill ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de leurs valeurs comptables et de leurs valeurs recouvrables à la date de clôture sur la base des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de quatre ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêts.

Les modalités des tests de dépréciation sont décrites en Note 1.2.15 consacrée aux dépréciations d'actifs. En cas de perte de valeur, la dépréciation enregistrée au compte de résultat est irréversible.

Pour les acquisitions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 et en application d'IFRS3 révisée, tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur en date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où l'évaluation était encore présentée comme provisoire (période d'évaluation limitée à 12 mois) ; tout ajustement ultérieur ne répondant pas à ces critères est comptabilisé en résultat du Groupe en contrepartie d'une dette ou d'une créance.

Pour les acquisitions réalisées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et pour lesquelles l'ancienne norme IFRS 3 continue de s'appliquer, toutes les variations de dettes sur acquisitions (variation de prix différés ou d'earn-out) restent comptabilisées en contrepartie du goodwill, sans impact sur le résultat du Groupe.

La norme IAS 27 révisée a modifié la comptabilisation des transactions concernant les intérêts minoritaires, dont les variations, en l'absence de changement de contrôle, sont désormais comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité (y compris le goodwill) reste inchangée.

### 1.2.9. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément du goodwill si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- elles sont identifiables, c'est-à-dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels ;
- elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de logiciels, de frais de développement et des panels.



### 1.2.10. Marques et relations contractuelles avec les clients

Dans le cadre des regroupements d'entreprise, aucune valeur n'est allouée aux marques rachetées qui sont considérées comme des enseignes sans valeur intrinsèque, sauf si la marque a une notoriété suffisante permettant au groupe de maintenir une position de leader sur un marché et de générer des profits sur une longue période.

Les marques reconnues dans le cadre des regroupements d'entreprise sont considérées comme à durée de vie indéfinie et ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, des relations contractuelles avec les clients sont comptabilisées séparément du goodwill dans le cadre d'un regroupement d'entreprise, dès lors que l'entreprise acquise a un volume d'affaires régulier avec des clients identifiés. Les relations contractuelles avec les clients sont évaluées selon la méthode de l'« Excess Earnings » qui prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des goodwills.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui a été évaluée généralement entre 13 et 17 ans. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

### 1.2.11. Logiciels et frais de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de cette norme, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;
- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe), soit à leur coût de production (développement interne).

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 3 ans ;
- pour les frais de développement, selon la durée économique déterminée pour chaque projet de développement spécifique.

### 1.2.12. Panels

Des règles spécifiques sont appliquées par le Groupe dans le cas des panels : ils désignent les échantillons représentatifs d'individus ou de professionnels interrogés régulièrement sur des variables identiques et qui sont appréhendées par le Groupe suivant leur nature :

- Panel on-line : panel principalement interrogé par ordinateur ;
- Panel off-line : panel principalement interrogé par courrier ou par téléphone.

Les coûts occasionnés par la création et l'amélioration des panels off-line sont comptabilisés en tant qu'actifs et amortis sur la durée de vie estimée des panélistes, à savoir 3 ans.

Les coûts générés par la création et l'augmentation de la taille des panels on-line (achat de fichiers, scanning, recrutement des panélistes) font l'objet d'une activation. Dans la mesure où ces panels ne sont pas caractérisés par une durée d'utilité déterminée, en particulier pas d'obsolescence, les panels on-line ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il existe un indice indiquant que ces actifs incorporels ont pu perdre de la valeur.

Les dépenses de maintenance requises ultérieurement sur ces deux types de panels sont inscrites en charges compte tenu de la nature spécifique de ces incorporels et de la difficulté de les dissocier des dépenses engagées pour maintenir ou développer l'activité intrinsèque de la société.

### 1.2.13. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de contrat de location dont LT Participations est preneur. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location.

Selon cette norme, les contrats de location ayant pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont qualifiés de contrats de location financement.

La valeur des immobilisations faisant l'objet d'un contrat qualifié de contrat de location financement est inscrite à l'actif. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode indiquée ci-dessous. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les contrats de location autres que les contrats de location financement sont des contrats de location simple.

Les charges locatives encourues au titre des contrats de location simple sont étalées linéairement sur la durée du contrat de location.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées :

- agencements et installations : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (10 ans),
- matériel de bureau et informatique : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 3 à 5 ans),
- mobilier de bureau : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 9 ou 10 ans),
- matériel de transport : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (5 ans).

### 1.2.14. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus et figurent dans le compte de résultat en «charges de financement».

### 1.2.15. Dépréciation des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée (panels on-line) et des goodwill.

Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La dépréciation, imputée en priorité le cas échéant sur le goodwill, est comptabilisée dans une rubrique spécifique du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement constatées sur les goodwill ne pourront pas être reprises ultérieurement.



Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau du plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auxquelles les actifs peuvent être raisonnablement affectés. Au 31 décembre 2014, pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie suivants : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique sub-saharienne.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché des études lors de transactions récentes ;

- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Les estimations sont réalisées sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe, du pays ou de la région concernée. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des secteurs géographiques.

Les UGT utilisées pour les besoins des tests de dépréciation ne sont pas plus grandes que les secteurs opérationnels déterminés selon IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*.

#### **1.2.16. Autres actifs financiers non courants**

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers analysés comme « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les pertes ou gains latents par rapport au prix d'acquisition sont enregistrés dans les capitaux propres jusqu'à la date de cession. Cependant, en cas de dépréciation jugée définitive, le montant correspondant à la perte de valeur est transféré des capitaux propres en résultat, la valeur nette comptable de la participation après dépréciation se substituant au prix d'acquisition.

Pour les actifs financiers cotés sur un marché réglementé, la juste valeur correspond au cours de clôture. Pour les actifs financiers non cotés, la juste valeur fait l'objet d'une estimation. Le Groupe évalue en dernier ressort les actifs financiers à leur coût historique déduction faite de toute perte de valeur éventuelle dans le cas où la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable par une technique d'évaluation.

#### **1.2.17. Actions propres**

Les actions de LT Participations détenues par le Groupe au comptant et à terme sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, le produit de la cession est inscrit directement en capitaux propres pour son montant net d'impôt de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice. Les ventes d'actions propres sont comptabilisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

#### **1.2.18. Distinction éléments courants / éléments non courants**

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », une distinction doit être obligatoirement opérée entre les éléments courants et non courants dans le bilan établi conformément aux IFRS. Les actifs et passifs ayant une maturité inférieure à 12 mois à la date de clôture sont en conséquence classés en courant, y compris la part à court terme des dettes financières à long terme, les autres actifs et passifs étant classés en non-courant.

Tous les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan, parmi les éléments non courants.

#### **1.2.19. Créances et comptes rattachés**

Les créances sont valorisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la



probabilité connue d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ».

Le poste créances et comptes rattachés comprend également les études en cours valorisées à leur valeur recouvrable selon la méthode de l'avancement.

### 1.2.20. Instruments financiers

Les principes d'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont édictés par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Les informations à fournir et les principes de présentation sont édictés par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Informations à fournir et présentation". Le Groupe a décidé d'appliquer ces normes dès le 1er janvier 2004.

Les actifs et les passifs font l'objet d'une comptabilisation dans le bilan lorsque, et seulement lorsque, le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### - *Emprunts*

Le jour de leur mise en place, les emprunts sont comptabilisés à la juste-valeur de la contrepartie donnée, qui correspond normalement à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite et en l'absence d'une relation de couverture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les primes de remboursement et frais d'émission sont ainsi pris en résultat de façon étalée (actuarielle) via la méthode du TIE.

#### - *Instruments dérivés*

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture. Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, la valeur de marché retenue est le prix coté (par exemple futures et options sur marchés organisés). La valorisation des dérivés de gré à gré traités sur des marchés actifs est établie par référence à des modèles communément admis et à des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires. Les instruments traités sur des marchés inactifs sont valorisés selon des modèles communément utilisés et par référence à des paramètres directement observables; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'instruments financiers tiers. Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants. Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture, sont comptabilisées par le compte de résultat.

#### - *Trésorerie*

La ligne « Trésorerie » inclut les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en « produits financiers ».

### 1.2.21. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions font l'objet d'une comptabilisation lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'événements passés et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt en charges financières.

Les provisions sont incluses en passifs non courants pour la part à long terme et en passifs courants pour la part à court terme.



Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

### 1.2.22. Avantages du personnel

Le Groupe offre à ses salariés des régimes de retraite qui sont fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Les avantages procurés par ces régimes relèvent de deux catégories : à cotisations définies et à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs : la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice en « charges de personnel », aucun passif n'est inscrit au bilan, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chacun des pays concernés.

L'application de l'amendement IAS 19 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduit à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels en autres éléments du résultat global en capitaux propres et des coûts des services passés au passif du bilan (cf. note 5.11-Engagements de retraites et assimilés). Les variations d'écarts actuariels sont systématiquement enregistrées en autres éléments du résultat global comptabilisés dans les capitaux propres, et le coût des services passés est intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net.

### 1.2.23. Paiements fondés sur des actions

Afin d'associer ses salariés au succès de l'entreprise et à la création de valeur pour l'actionnaire, LT Participations a pour politique de mettre en place des plans d'options ainsi que des plans d'attribution gratuite d'actions.

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les services reçus qui sont rémunérés par les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions sont comptabilisés en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque période correspond à la juste valeur des biens et des services reçus évaluée selon la formule de « Black & Scholes » à la date d'octroi.

Sont pris en compte tous les plans de souscription accordés après le 7 novembre 2002 et qui ne sont pas acquis à la date d'ouverture de la période.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé est évaluée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividende).

### 1.2.24. Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de la clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont, de façon générale, comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles pourront être imputées.



La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs exigibles, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale. Les actifs et les passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

Les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale des goodwill dans certains pays (Etats-Unis notamment) génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les impôts différés sont débités ou crédités au compte de résultat sauf quand ils sont relatifs à des éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

#### **1.2.25. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement. Le degré d'avancement est déterminé d'une manière générale sur une base linéaire sur la période comprise entre la date d'obtention de l'accord du client et la date de présentation des conclusions de l'étude.

Si la méthode linéaire ne reflète pas le pourcentage d'avancement de l'étude à la date de clôture, d'autres méthodes peuvent être retenues pour estimer l'avancement en fonction des spécificités de l'étude considérée.

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en prenant en compte le montant des remises, rabais et ristournes accordés par l'entreprise.

#### **1.2.26. Définition de la marge brute**

La marge brute correspond au chiffre d'affaires duquel sont déduits les coûts directs, autrement dit les coûts externes variables encourus pour la collecte des données (biens et services fournis par des prestataires externes, rémunérations des personnels temporaires payés à la tâche ou au temps passé, sous-traitants pour les travaux sur le terrain). Pour les études en cours, la marge brute est reconnue selon la méthode de l'avancement, sur la base des produits et des coûts estimés de l'étude à terminaison.

#### **1.2.27. Définition de la marge opérationnelle**

La marge opérationnelle reflète la marge liée aux opérations courantes. Elle comprend la marge brute, les charges administratives et commerciales, le coût des pensions et des retraites, le coût des rémunérations en actions.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles sont incluses dans les charges opérationnelles et figurent dans le poste « charges générales d'exploitation » du compte de résultat, à l'exception des dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions (notamment les relations clients).

#### **1.2.28. Définition des autres produits et charges non courants**

Les autres produits et charges non courants comprennent les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie de la marge opérationnelle du Groupe tels que des coûts de restructuration exceptionnels et des autres produits et charges non courants, correspondant à des événements majeurs, très limités et inhabituels.



### **1.2.29. Définition de l'impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation**

Ce poste du compte de résultat inclut les réestimations de justes valeurs des actifs et passifs liés à la transaction Synovate intervenus au-delà de la période d'allocation définitive du goodwill, qui auraient été constatées par contrepartie du goodwill si elles étaient intervenues dans le délai d'affectation de 12 mois prévu par IFRS3 révisée. La présentation sur une base nette a été retenue par la société s'agissant d'ajustements d'actifs et de passifs qui ont tous pour origine l'opération d'acquisition de Synovate.

### **1.2.30. Définition des charges de financement**

Le coût du financement inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières, les variations de juste valeur des instruments financiers de taux et les produits financiers liés à la gestion courante de la trésorerie. Les charges d'intérêts sont reconnues selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée de l'emprunt.

### **1.2.31. Définition des autres charges et produits financiers**

Les autres produits et charges financiers comprennent les produits et charges financiers à l'exception de la charge de financement.

### **1.2.32. Résultat par action**

Le Groupe présente un résultat par action de base, un résultat par action dilué et un résultat net ajusté par action.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions Ipsos auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres consolidés.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action correspond au nombre d'actions retenu pour le résultat par action de base, majoré du nombre d'actions qui résulteraient de la levée durant l'exercice des options de souscription existantes.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, avec prise en compte du cours de l'action à la date de clôture de chaque arrêté. En conséquence du cours retenu, les instruments relatifs sont exclus de ce calcul. Le prix d'émission total des titres potentiels inclut la juste valeur des services à fournir au Groupe dans le futur dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, de souscriptions d'actions ou d'attribution gratuite d'actions. Lorsque le résultat net par action de base est négatif, le résultat net par action dilué est égal au résultat net par action de base.

Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwills dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts et des autres produits et charges non courants (i.e. à caractère inhabituel et spécifiquement désignés).

### 1.3. Corrections d'erreurs des exercices antérieurs

Le Groupe reconnaît son chiffre d'affaires selon la méthode de l'avancement (cf note 1.2.25). A ce titre, le chiffre d'affaire prévisionnel, les coûts prévisionnels et l'avancement des études en portefeuille sont revus et confirmés à chaque clôture.

Au cours de l'exercice 2014 et lors de la clôture des comptes, suite au renforcement du contrôle de la valorisation des études dans l'ensemble des pays où le groupe opère grâce à la fin du déploiement de son ERP mondial (« Symphony »), il a été constaté que des informations disponibles lors des clôtures antérieures n'avaient pas été prises en compte dans l'estimation du chiffre d'affaires, des coûts prévisionnels ou de l'avancement des études dans certains pays (8 pays principalement, sur les 87 pays dans lesquels le Groupe est présent).

Ces anomalies répondent à la définition d'une erreur au sens de la norme IAS 8 ; en effet elles résultent de la non-utilisation d'informations fiables :

- qui étaient disponibles lorsque la publication des états financiers de ces périodes a été autorisée ; et
- dont il pouvait être raisonnablement attendu que ces informations soient obtenues et prises en compte pour la préparation et la présentation des états financiers.

Le Groupe n'est pas en mesure de déterminer avec fiabilité les exercices au cours desquels ces différentes erreurs ont été commises (2013, 2012 ou antérieurs). En particulier, les entités Synovate achetées en Octobre 2011 ne disposaient pas d'un système comptable unifié et la qualité de l'information sur les projets en cours était parfois mauvaise.

Le passage des entités Synovate sur l'ERP d'Ipsos a permis d'identifier peu à peu des anomalies sur certains projets créés dans le passé sans qu'il soit possible de dire quelles années avant 2012 étaient concernées car les listes de projets en cours ne comportaient pas nécessairement les informations requises concernant leur date de création lors de la migration effectuée sur la période 2012 à 2014 selon les pays.

En conséquence et conformément à IAS 8 §47, le montant cumulé de ces erreurs a été affecté et corrigé dans les comptes de l'exercice 2013 uniquement.

Au vu des nouveaux dispositifs de contrôle des études en portefeuille mis en place en 2014, le groupe estime que de telles erreurs ne devraient pas se reproduire dans le futur. En particulier, le Groupe s'est doté d'un système automatique de détection des projets pouvant présenter des anomalies (« Jobs Under Review ») qui est utilisé à chaque clôture et 96% des pays utilisent Symphony à l'heure actuelle.

Les corrections ainsi détectées et corrigées ont les impacts suivants sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013 :

Situation financière consolidée dont Capitaux propres au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	31/12/2013 publié	Corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs	31/12/2013 retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs
<b>ACTIF</b>			
Goodwills	1 136 365	-	1 136 365
Autres immobilisations incorporelles	87 336	-	87 336
Immobilisations corporelles	36 154	-	36 154
Participation dans les entreprises associées	772	-	772
Autres actifs financiers non courants	23 832	-	23 832
Impôts différés actifs	36 544	-	36 544
<b>Actifs non courants</b>	<b>1 321 003</b>	<b>0</b>	<b>1 321 003</b>
Clients et comptes rattachés	583 932	-18 455	565 477
Impôts courants	18 866	-	18 866
Autres actifs courants	56 977	-	56 977
Instruments financiers dérivés	2 236	-	2 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 419	-	152 419
<b>Actifs courants</b>	<b>814 430</b>	<b>-18 455</b>	<b>795 975</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 135 433</b>	<b>-18 455</b>	<b>2 116 978</b>

en milliers d'euros	31/12/2013 publié	Corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs	31/12/2013 retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs
<b>PASSIF</b>			
Capital	118	-	118
Primes d'émission	35 768	-	35 768
Actions propres	0	-	0
Autres réserves	114 011	0	114 011
Ecart de conversion	-16 051	-84	-16 135
Résultat net - part du groupe	891	-19 578	-18 687
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>134 737</b>	<b>-19 662</b>	<b>115 075</b>
Intérêts minoritaires	632 695	-	632 695
<b>Capitaux propres</b>	<b>767 432</b>	<b>-19 662</b>	<b>747 770</b>
Emprunts et autres passifs financiers non courants	718 856	-	718 856
Provisions non courantes	16 076	-	16 076
Provisions pour retraites	20 997	-	20 997
Impôts différés passifs	104 152	-	104 152
Autres passifs non courants	65 636	-	65 636
<b>Passifs non courants</b>	<b>925 717</b>		<b>925 717</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	221 635	6 698	228 333
Emprunts et autres passifs financiers courants	68 985	-	68 985
Impôts courants	10 296	-5 491	4 805
Provisions courantes	3 941	-	3 941
Autres passifs courants	137 428	-	137 428
<b>Passifs courants</b>	<b>442 285</b>	<b>1 207</b>	<b>443 492</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 135 434</b>	<b>-18 455</b>	<b>2 116 978</b>



## Résultat consolidé de l'exercice 2013

en milliers d'euros	31/12/2013 publié	Corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs	31/12/2013 retraité des corrections d'erreurs sur exercices 2013 et antérieurs
Chiffre d'affaires	1 712 403	(17 350)	1 695 053
Coûts directs	(614 620)	(6 695)	(621 315)
<b>Marge brute</b>	<b>1 097 783</b>	<b>(24 045)</b>	<b>1 073 738</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(690 096)	-	(690 096)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(11 321)	-	(11 321)
Charges générales d'exploitation	(215 509)	-	(215 509)
Autres charges et produits opérationnels	1 158	-	1 158
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>182 015</b>	<b>(24 045)</b>	<b>157 970</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(4 712)	-	(4 712)
Autres charges et produits non courants *	(18 205)	( 780)	(18 985)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	26	-	26
<b>Résultat opérationnel (hors impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate)</b>	<b>159 124</b>	<b>(24 825)</b>	<b>134 299</b>
Impact net des éléments non courants liés à la transaction Synovate *	(71 273)	-	(71 273)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>87 851</b>	<b>(24 825)</b>	<b>63 026</b>
Charges de financement	(26 932)	-	(26 932)
Autres charges et produits financiers	(5 903)	-	(5 903)
<b>Résultat net avant impôts</b>	<b>55 016</b>	<b>(24 825)</b>	<b>30 191</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(29 715)	5 278	(24 437)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(3 782)	-	(3 782)
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>(33 497)</b>	<b>5 278</b>	<b>(28 219)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>21 519</b>	<b>(19 547)</b>	<b>1 972</b>
Dont part du Groupe	891	(19 547)	(18 656)
Dont part des minoritaires	20 628	-	20 628
		-	-
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	15 08		-0 32
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	15 08		0 34

## Etat des flux de trésorerie consolidés de l'exercice 2013

Ces corrections d'erreurs ont un impact sur le résultat net et la variation du besoin en fonds de roulement présentés dans l'état des flux de trésorerie consolidés. Aucune autre ligne de flux de trésorerie n'est impactée par ces corrections d'erreurs sur exercices antérieurs.

## 2. Evolution du périmètre de consolidation

### 2.1. Opérations réalisées sur l'exercice 2014

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2014 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos Stat	Rachat d'intérêts minoritaires	4,01%	+1.05%	01-janv-14	France
Ipsos Sal	Rachat d'intérêts minoritaires	2,89%	+0.76%	01-janv-14	Liban
AGB Stat Ipsos	Rachat d'intérêts minoritaires	0,10%	+0.03%	01-janv-14	Liban
Ipsos Mena Offshore	Rachat d'intérêts minoritaires	2,89%	+0.76%	01-janv-14	Liban
Ipsos Stat Jordan	Rachat d'intérêts minoritaires	2,95%	+0.77%	01-janv-14	Jordanie
Ipsos Stat Kuwait	Rachat d'intérêts minoritaires	4,00%	+1.05%	01-janv-14	Koweït
Ipsos Stat Emirates	Rachat d'intérêts minoritaires	1,96%	+0.51%	01-janv-14	Emirats Arabes Unis
Ipsos Stat FZ	Rachat d'intérêts minoritaires	4,00%	+1.05%	01-janv-14	Emirats Arabes Unis
Ipsos Stat Bahrain	Rachat d'intérêts minoritaires	3,96%	+1.04%	01-janv-14	Bahreïn
Ipsos Egypt	Rachat d'intérêts minoritaires	4,01%	+1.05%	01-janv-14	Egypte
Ipsos Iraq	Rachat d'intérêts minoritaires	2,81%	+0.74%	01-janv-14	Irak
Synovate The Egyptian Market Research Company LLC	Cession d'intérêts minoritaires	-42,75%	-11.18%	01-janv-14	Egypte
Marocstat	Rachat d'intérêts minoritaires	3,45%	+0.90%	01-janv-14	Maroc
Maghreb Data Services	Rachat d'intérêts minoritaires	3,45%	+0.90%	01-janv-14	Maroc
Synovate Market Research Sarl	Cession d'intérêts minoritaires	-45,00%	-11.77%	01-janv-14	Maroc
EURL Synovate Algeria	Cession d'intérêts minoritaires	-45,00%	+11.77%	01-janv-14	Algérie
Ipsos Qatar	Rachat d'intérêts minoritaires	3,80%	+0.99%	01-janv-14	Qatar
Ipsos Pakistan	Rachat d'intérêts minoritaires	2,80%	+0.73%	01-janv-14	Pakistan
Synovate Management Analytics Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	2,55%	+0.67%	2ème trimestre 2014	Etats-Unis
Ipsos Indonesia	Rachat d'intérêts minoritaires	10,00%	+2.62%	2ème trimestre 2014	Indonésie
Ipsos CCA	Augmentation des parts de capital détenues	+49,00%	+12.82%	3ème trimestre 2014	Panama
Ipsos Market Watch	Augmentation des parts de capital détenues	+52,00%	+13.60%	3ème trimestre 2014	Israël
Synovate Arastirma Ve Danismanlik Anonim Sirketi	Fusion dans Ipsos KMG (33001 - ancien Ipsos Tambor SR stro)	-16,3%	-4.26%	09-dec-14	Turquie
PT Field Force Indonesia	Cession d'actifs	-30%	-7.85%	4ème trimestre 2014	Indonésie



## 2.2. Acquisition de Synovate

### 2.2.1. Allocation du prix d'acquisition au 31 décembre 2012

Ipsos a signé le 26 juillet 2011 un accord avec Aegis Group plc en vue d'acquérir 100% du capital de Synovate, à l'exception de la société Aztec. Cet accord a abouti à une prise de contrôle de Synovate le 12 octobre 2011 pour une valeur de référence de 525 millions de livres sterling sur la base d'une trésorerie et d'un endettement nuls (« cash free/debt free ») et d'un niveau minimum de besoin en fonds de roulement pour Synovate, sachant que cette valeur de référence était sujette à des ajustements contractuels pour prendre en compte d'une part, les niveaux réels de trésorerie, de dette et d'éléments assimilés contractuellement à de la dette, et d'autre part, l'écart entre le niveau réel de besoin en fonds de roulement à la date du 30 septembre 2011 et le niveau minimum défini dans le contrat. L'acquisition de Synovate a été comptabilisée au 1er octobre 2011 dans les comptes consolidés du groupe Ipsos.

L'allocation définitive de l'écart d'acquisition de Synovate a été finalisée dans les comptes au 31 décembre 2012, sur la base des justes valeurs des actifs acquis et passifs repris à la date d'acquisition, et d'une valeur d'acquisition de Synovate de 416,9 millions de livres sterling (481,1 millions d'euros) se décomposant en 528,8 millions de livres sterling (soit 615,1 millions d'euros après prise en compte des couvertures de change) versés à Aegis Group plc en numéraire lors de la prise de contrôle et d'un ajustement du prix en faveur d'Ipsos de 111,9 millions de livres sterling (soit 134 millions d'euros) déterminé par Ipsos à partir des comptes de clôture (« completion accounts ») de Synovate.

Après finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Synovate, le goodwill s'élève à 468,4 millions d'euros au 31 décembre 2012. L'impact de l'acquisition de Synovate sur la situation financière du Groupe à la date d'acquisition est résumé dans le tableau suivant :

en millions d'euros	1 octobre 2011
<b>Actif</b>	
Immobilisations corporelles et incorporelles	27,1
Relations contractuelles avec les clients	51,1
Actifs non courants	13,4
Impôts courants actif	3,3
Actifs courants	189,8
Trésorerie	24,4
<b>Total actif</b>	<b>309,1</b>
<b>Passif</b>	
Put Options sur intérêts minoritaires	
- ComCon	-27,2
- SMA/MMA	-26,5
Dettes bancaires	-2
Provision pour retraite	-6,2
Provision pour risques fiscaux et sociaux	-11,6
Provision pour loyers onéreux et autres risques	-17,6
Passifs non courants	-30,2
Impôts courants passif	-5,7
Passifs courants	-169,3
<b>Total passif</b>	<b>-296,4</b>
<b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>	<b>12,7</b>
<b>Goodwill</b>	<b>468,4</b>
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>481,1</b>
<i>dont paiement au 12 octobre 2011</i>	<i>615,1</i>
<i>dont ajustement de prix initial post-closing</i>	<i>-134</i>



### 2.2.2. Réestimations post délai d'affectation du goodwill

En application des clauses contractuelles, une créance sur Aegis Group Plc a été comptabilisée en autres actifs financiers non courants dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, correspondant à l'ajustement du prix d'acquisition de Synovate en faveur d'Ipsos, déterminé sur la base des comptes de clôture (« completion accounts ») de Synovate et évalué à 111,9 millions de livres sterling (soit 137,1 millions d'euros au cours de change du 31 décembre 2012).

Aegis Group Plc avait contesté ces ajustements contractuels de la valeur de référence et l'expert indépendant qui avait été nommé a rendu son rapport le 12 juillet 2013. Suite à ses conclusions, Aegis a payé à Ipsos, le 19 juillet 2013, un montant de 15,4 millions d'Euros. Ipsos est en désaccord avec ce calcul et certaines positions de l'expertise mais a considéré à ce stade que le montant reçu correspond à l'ajustement final du prix d'acquisition en relation avec les clauses d'ajustement post-clôture contractuelles. Intervenant un an et neuf mois après la prise de contrôle, la variation de 117,6 millions d'Euros du montant de l'ajustement contractuel post-clôture du prix d'acquisition a fait l'objet d'une charge exceptionnelle dans le compte de résultat. En effet, le délai de 12 mois prévu dans la norme IFRS 3 révisée pour procéder à l'allocation définitive du goodwill et l'évaluation des justes valeurs des actifs et des passifs de la cible était dépassé.

En parallèle, un certain nombre d'autres ré-estimations des éléments d'actif et de passif de Synovate, mieux connus, ont eu lieu dans le courant de l'année 2013, conduisant notamment à des reprises de provisions ou à des baisses de dettes liées à des engagements de rachat de minoritaires, correspondant à des produits exceptionnels d'un montant total de 46,3 millions d'Euros.

Au total, l'impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation se monte à une charge exceptionnelle de 71,3 millions d'Euros. Ces ajustements comptables sont sans incidence sur les flux de trésorerie d'Ipsos.

Le tableau ci-après résume l'impact de ces ajustements sur les différents postes de bilan et sur le compte de résultat :

en millions d'euros	31 Décembre 2013
<b>Réestimation des postes d'actif</b>	
Immobilisations corporelles et incorporelles	3 321
Actifs non courants	8 187
Différence d'évaluation de l'ajustement du prix d'acquisition	(117 550)
<b>Total variation actif</b>	<b>(106 042)</b>
<b>Réestimation des postes de passif</b>	
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires (note 1.2.1.3)	16 149
Variation des provisions pour risques et dettes fournisseurs	18 620
<b>Total variation passif</b>	<b>34 769</b>
<b>Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation</b>	<b>(71 73)</b>

### 2.3. Opérations réalisées sur l'exercice 2013

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2013 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos DOM	Rachat d'intérêts minoritaires	+49,00%	+12 81%	01-janv-13	France
Ipsos Antilles	Rachat d'intérêts minoritaires	+54,10%	+12 81%	01-janv-13	France
Ipsos Océan Indien	Rachat d'intérêts minoritaires	+28,30%	+7,40%	01-janv-13	France
Maghreb Data Collection Services	Rachat d'intérêts minoritaires	30%	+4%	01-janv-13	Maroc
Ipsos Sro	Augmentation des parts de capital détenues	+2,20%	+0 57%	01-janv-13	République Tchèque
Ipsos Tambor Sro	Augmentation des parts de capital détenues Ipsos sro	+2,20%	+0 57%	01-janv-13	Slovaquie
Synovate Management Analytics, Inc.	Rachat d'intérêts minoritaires	+3,50%	+0 91%	01-janv-13	Etats-Unis
Consultor Apoyo Ecuador	Acquisition	+65,40%	+15 89%	01-janv-13	Equateur
Division Motion Picture Group (OTX US)	Cession	-	-	2e trimestre 2013	France
Ipsos - Opinion S A	Création d'un joint-venture	+30,00%	+7 84%	3e trimestre 2013	Grèce
Ipsos - Herrarte	Acquisition	+26,00%	+6 80%	3e trimestre 2013	Salvador
Ipsos Strategic Puls et ses filiales	Rachat d'intérêts minoritaires	+30,80%	+8 05%	31-déc-13	France
Ipsos Egypt	Rachat d'intérêts minoritaires	20%	+2 66%	31-déc-13	Egypte

### 2.4. Opérations réalisées sur l'exercice 2012

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2012 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Maghreb Data Services	Rachat d'intérêts minoritaires	20%	+2 66%	30-juin-12	Maroc
Markinor Pty Ltd	Rachat d'intérêts minoritaires	+ 25,9%	+6 77%	01-nov-12	Afrique du Sud
Consumer Behavior & Insight (CBI) <sup>(1)</sup>	Acquisition d'actifs	100%	+26 16%	01-janv-12	Vietnam
Synovate Management Analytics Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	1%	+0 26%	30-sept-12	USA

*Consumer Behavior & Insight (CBI) : Ipsos a annoncé le 16 décembre 2011 la signature d'un accord en vue de l'acquisition de l'une des principales sociétés d'études vietnamiennes Consumer Behavior & Insight (CBI). Cette acquisition a été finalisée au cours de l'exercice 2012. L'activité de CBI a été intégrée en 2012 à Synovate Vietnam pour devenir Ipsos Vietnam. Fondée en 1998, CBI propose une offre de services complète à ses clients locaux et internationaux. Membre d'ESOMAR, CBI compte aujourd'hui 70 salariés dans ses bureaux de Ho Chi Minh Ville et d'Hanoi.*



### 3. Information sectorielle

#### 3.1. Information sectorielle au 31 décembre 2014

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	786 698	658 908	297 117	(73 254)	1 669 469
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>762 420</i>	<i>632 533</i>	<i>274 452</i>	<i>(31)</i>	<i>1 669 373</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>24 278</i>	<i>26 375</i>	<i>22 666</i>	<i>(73 223)</i>	<i>96</i>
Marge opérationnelle	90 236	77 018	17 748	(12 056)	172 945
Dotations aux amortissements	(13 436)	(8 159)	(4 052)	0	(25 647)
Actifs sectoriels (1)	885 736	866 539	333 392	(80 023)	2 005 645
Passifs sectoriels	273 757	145 039	101 029	(127 077)	392 747
Investissements corporels et incorporels de la période	8 949	3 092	2 234	(0)	14 275

(1) les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

#### 3.2. Information sectorielle au 31 décembre 2013 publié

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	781 010	704 524	308 978	-82 108	1 712 404
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>752 203</i>	<i>675 568</i>	<i>284 630</i>	<i>0</i>	<i>1 712 401</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>28 807</i>	<i>28 956</i>	<i>24 348</i>	<i>-82 108</i>	<i>3</i>
Marge opérationnelle	88 891	81 515	19 880	-8 271	182 015
Dotations aux amortissements	-10 683	-9 256	-4 915	-1 724	-26 578
Actifs sectoriels	852 670	795 855	313 645	-61 406	1 900 764
Passifs sectoriels	250 847	143 820	92 390	-136 295	350 762
Investissements corporels et incorporels de la période	7 279	4 571	1 246	4 106	17 202

#### 3.3. Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Actifs sectoriels	2 005 645	1 900 764	1 882 309
Actifs financiers	27 764	24 604	24 604
Actifs d'impôts	56 736	55 410	55 410
Instruments financiers dérivés	3 849	2 236	2 236
Trésorerie et équivalent de trésorerie	152 463	152 419	152 419
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>2 246 457</b>	<b>2 135 433</b>	<b>2 116 978</b>



## 4. Notes sur le compte de résultat

### 4.1. Coûts directs

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Masse salariale des enquêteurs	(105 734)	(123 816)	(130 507)
Autres coûts directs	(491 541)	(490 803)	(490 803)
<b>Total</b>	<b>(597 275)</b>	<b>(614 620)</b>	<b>(621 311)</b>

### 4.2. Autres charges et produits opérationnels

Ce poste inclut principalement des résultats de change liés à des transactions commerciales.

### 4.3. Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

Les dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions pour respectivement 4,6 millions d'euros et 4,7 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 correspondent principalement aux amortissements des relations contractuelles avec les clients.

### 4.4. Autres charges et produits non courants

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Frais d'acquisition <sup>(1)</sup>	(1 835)	(2 814)	(2 814)
Coûts de réorganisation et de rationalisation	(15 533)	(15 771)	(16 551)
Pertes sur créances irrécouvrables antérieures à 2012	(2 282)		
Variations des engagements de rachats de minoritaires (voir note 1.2.7)	2 478	943	943
Régularisation de taxe professionnelle en France		(563)	(563)
<b>Total</b>	<b>(17 172)</b>	<b>(18 205)</b>	<b>(18 985)</b>

*Dont honoraires liés à l'acquisition de Synovate pour 1.5 millions d'euros en 2014 et 2.7 millions d'euros en 2013.*

### 4.5. Charges et produits financiers

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	-29 563	( 32 998)
Variation de la juste valeur des dérivés	-710	3 818
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	2 167	2 248
<b>Charges de financement</b>	<b>( 28 106)</b>	<b>( 26 932)</b>
Pertes et gains de change	3 693	( 5 100)
Autres charges et produits financiers	-905	( 802)
Impact changement de méthode Espace TV	-	-
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>2 788</b>	<b>( 5 902)</b>
<b>Total charges et produits financiers nets</b>	<b>( 25 318)</b>	<b>( 32 834)</b>

## 4.6. Impôts courants et différés

En France, Ipsos SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale en vertu d'une adhésion, pour une durée de 5 exercices, en date du 30 octobre 1997 qui a été reconduite depuis. Ce périmètre d'intégration fiscale regroupe les sociétés suivantes : Ipsos SA (tête de l'intégration fiscale), Ipsos France, Ipsos Observer, IMS, Synovate France et Espace TV Communications. Le résultat d'ensemble des sociétés incluses dans ce périmètre fiscal fait l'objet d'une imposition unique concernant l'impôt sur les sociétés.

Par ailleurs, outre la France, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale en Espagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en Italie et en Australie.

### 4.6.1. Charge d'impôts courants et différés

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Impôts courants	(27 149)	(25 234)	(19 956)
Impôts différés	(6 937)	(8 264)	(8 264)
Impôts sur les résultats	(34 086)	(33 498)	(28 220)

### 4.6.2. Evolution des postes du bilan

en milliers d'euros	01/01/2014 retraité	Compte de résultat	Capitaux propres	Règlements	Conversion et variation de périmètre	31/12/2014
<b>Impôts courants</b>						
Actif	18 865	1 790			(2 545)	18 110
Passif	(4 805)	(28 939)	(5 491)	23 317	4 806	(11 111)
<b>Total</b>	<b>14 060</b>	<b>(27 149)</b>	<b>(5 491)</b>	<b>23 317</b>	<b>2 261</b>	<b>6 999</b>
<b>Impôts différés</b>						
Actif	36 545	422	14		1 645	38 626
Passif	(104 147)	(7 360)	-	-	(3 076)	(114 568)
<b>Total</b>	<b>(67 602)</b>	<b>(6 938)</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>(1 417)</b>	<b>(75 942)</b>

### 4.6.3. Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%. La loi sur le financement de la sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré une contribution sociale de solidarité égale à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1% et s'élève à 34,43%.

La loi de Finances rectificative du 21 décembre 2011 a introduit une contribution exceptionnelle d'impôt société dont le taux s'élèvera à 10,7% en 2014. Cette contribution exceptionnelle est assise sur le taux d'imposition de 33,33% et elle s'applique aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros en France. Le chiffre d'affaires d'Ipsos en France étant inférieur à ce seuil, le Groupe n'est pas soumis à cette contribution exceptionnelle.

La taxe additionnelle de 3% sur les dividendes instaurée par la loi de finance 2012 en France est assimilable à de l'impôt sur le résultat et est comptabilisée au compte de résultat à la date de l'approbation de la décision de distribution par l'Assemblée générale des actionnaires et est intégrée dans le calcul du taux d'impôt projeté.

Le rapprochement entre le taux légal d'imposition en France et le taux effectif constaté est le suivant :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2013 retraité
Résultat avant impôts	125 719	55 017	30 192
Déduction de la quote-part dans les résultats des entreprises associées	95	(26)	(26)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	125 814	54 991	30 166
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation		71 273	71 273
Résultat avant impôts des entreprises intégrées ( avant impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	125 814	126 264	101 439
Taux légal d'imposition applicable aux sociétés françaises	34.43%	34.43%	34.43%
Charge d'impôts théorique	(43 318)	(43 473)	(34 925)
Impact des différences de taux d'imposition et contributions spécifiques	9 928	8 286	6 636
Différences permanentes	2 273	5 119	5 119
Utilisation de pertes fiscales non préalablement activées	5 194	1 405	1 405
Effet des pertes fiscales de l'exercice non activées	(5 588)	(3 520)	(3 520)
Autres	(691)	(1 317)	(2 935)
Impôt total comptabilisé	(32 202)	(33 500)	(28 220)
Taux d'impôt effectif	25.6%	26.5%	27.8%

#### 4.6.4. Ventilation du solde net des impôts différés

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
<b>Impôts différés sur :</b>			
Méthode de reconnaissance des revenus	-10 520	-10 193	-10 193
Provisions	321	517	517
Juste valeur des instruments dérivés	-3 290	-2 722	-2 722
Loyers différés	-89	1 516	1 516
Goodwill	-71 560	-60 694	-60 694
Immobilisations (dont relations clients)	-18 304	-17 398	-17 398
Provisions pour retraite	3 658	3 080	3 080
Charges à payer au personnel	2 779	1 343	1 343
Déficits fiscaux	17 640	14 451	14 451
Différences de change	125	118	118
Actifs financiers non courants	-	-	-
Frais d'acquisition	676	1 048	1 048
Autres éléments	2 623	1 327	1 327
<b>Solde net des impôts différés actifs et passifs</b>	<b>-75 941</b>	<b>-67 608</b>	<b>-67 608</b>
Impôts différés actifs	38 626	36 544	36 544
Impôts différés passifs	-114 568	-104 152	-104 152
<b>Solde net des impôts différés</b>	<b>-75 942</b>	<b>-67 608</b>	<b>-67 608</b>

<sup>(1)</sup> Les déficits fiscaux sur lesquels des impôts différés actifs ont été reconnus seront utilisés dans un horizon de 1 à 5 ans.



Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables non reconnus par le Groupe se ventilent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Déficits reportables entre 1 et 5 ans	3 019	6 131	6 131
Déficits reportables supérieurs à 5 ans	1 023	3 913	3 913
Déficits reportables indéfiniment	19 511	12 253	12 253
<b>Actifs d'impôts non reconnus sur déficits reportables</b>	<b>23 553</b>	<b>22 297</b>	<b>22 297</b>

#### 4.7. Résultat net par action

Deux types de résultat par action sont présentés au compte de résultat : le résultat de base et le résultat dilué. Le nombre d'actions retenu découle des calculs suivants :

	31/12/2014	31/12/2013 publié
Nombre moyen pondéré d'actions		
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>59 075</b>	<b>59 075</b>
Augmentation de capital	-	-
Levée d'options	-	-
Actions propres		
<b>Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action de base</b>	<b>59 075</b>	<b>59 075</b>
Résultat net – part du groupe ( en millier d'euros)	18 020	891
<b>Résultat net part du groupe par action de base (en euros)</b>	<b>305.20</b>	<b>15.08</b>
<b>Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)</b>	<b>305.20</b>	<b>15.08</b>

#### 4.8. Dividendes payés

Aucun dividende n'a été versé par LT Participations au cours des 3 derniers exercices et aucun dividende ne sera versé sur l'exercice 2014.

### 5. Notes sur l'état de la situation financière

#### 5.1. Goodwills

##### 5.1.1. Tests de dépréciation des goodwills

Les goodwills sont alloués à des groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont les 8 régions ou sous-régions suivantes : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique Sub-saharienne.

Les goodwills sont alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT), elles-mêmes regroupées dans l'un des secteurs opérationnels présentés dans la note 3 Information sectorielle, comme le recommande la norme IFRS 8.

La valeur d'utilité des UGT est déterminée selon la méthode des DCF (« discounted cash-flows») en utilisant : Les projections à 4 ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir du business plan de ces UGT sur la période explicite 2015-2018 en excluant les opérations de croissance externe et les restructurations. Ces business plans sont basés pour l'année 2015 sur les données budgétaires approuvées par le Conseil d'Administration. Au-delà de ces 4 années, la valeur terminale des flux de trésorerie est obtenue en appliquant sur le flux normatif de fin de période explicite un taux de croissance long terme. Ce taux de croissance long terme est estimé pour chaque zone géographique. Ce dernier reste en deçà du taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe.

L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôt déterminé pour chaque UGT.

Au 31 décembre 2014, sur la base des évaluations internes réalisées, la direction d'Ipsos a conclu que la valeur recouvrable des goodwill allouée à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédait leur valeur comptable.

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeur des goodwill alloués à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie s'établissent comme suit :

Unités génératrices de trésorerie	2014					2013				
	Valeur brute des goodwill	Taux de croissance sur 2015	Taux de croissance sur 2016-2018	Taux de croissance à l'infini au delà de 2018	Taux d'actualisation après impôt	Valeur brute des goodwill	Taux de croissance sur 2014	Taux de croissance sur 2015-2017	Taux de croissance à l'infini au delà de 2017	Taux d'actualisation après impôt
Europe Continentale	147 342	0,6%	1,0%	2,0%	8,4%	147 378	2,1%	2,0%	2,0%	8,3%
Royaume-Uni	173 975	1,5%	1,0%	2,0%	8,3%	163 198	3,5%	2,0%	2,0%	8,6%
Europe Centrale et de l'Est	76 971	4,4%	5,0%	2,0%	9,0%	89 726	9,6%	5,0%	2,5%	10,9%
Amérique Latine	69 216	1,9%	4,0%	3,0%	11,6%	69 380	7,8%	5,0%	2,8%	11,6%
Amérique du Nord	503 774	0,2%	2,0%	2,0%	7,4%	455 157	3,3%	3,0%	2,0%	7,8%
Asie - Pacifique	195 033	0,7%	4,5%	3,0%	10,0%	178 391	3,7%	6,0%	2,8%	10,1%
Moyen-Orient	15 428	7,9%	5,0%	2,5%	12,1%	13 880	13,2%	6,0%	2,5%	12,6%
Afrique sub-saharienne	19 934	9,9%	7,0%	3,0%	11,5%	19 255	14,6%	8,0%	3,0%	11,1%
<b>Sous-total</b>	<b>1 201 673</b>					<b>1 136 365</b>				

#### Sensibilité des valeurs d'utilité des goodwill

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2014 de la valeur d'utilité des goodwill est reflétée dans le tableau ci-dessous :

En milliers	Marge du test <sup>(1)</sup>	Taux d'actualisation (WACC) des flux de trésorerie	Taux de croissance à l'infini	Taux de marge opérationnelle courant de la valeur terminale
		+ 0,5%	-0,5%	-0,5%
Europe Continentale	222 039	193 011	197 868	202 072
Royaume-Uni	100 287	76 196	80 164	88 657
Europe Centrale et de l'Est	65 883	54 169	56 277	59 109
Amérique Latine	6 507	363	1 472	411
Amérique du Nord	447 097	355 782	368 843	419 067
Asie - Pacifique	3 509	-14 527	11 224	-11 615
Moyen-Orient	36 462	32 571	33 477	33 503
Afrique sub-saharienne	10 051	7 695	8 186	8 152
	<b>891 835</b>	<b>705 260</b>	<b>734 921</b>	<b>799 356</b>

<sup>(1)</sup> marge du test = valeur d'utilité - valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des goodwill au bilan.

## 5.1.2. Mouvements de l'exercice 2014

en milliers d'euros	01/01/2014	Augmentations	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	31/12/2014
Goodwills	1 136 365	399	-	379	64 994	1 202 137

## 5.2. Autres immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	01/01/14	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2014
Marques	1 937	2	0	77	0	2 016
Panels on line	19 981	2 291	(90)	1 294	2	23 477
Panels off line	5 966	0	0	668	1	6 635
Customer relationships	68 568	0	0	4 297	0	72 865
Autres immobilisations incorporelles	84 591	5 072	(9 068)	3 914	238	84 747
<b>Valeur brute</b>	<b>181 043</b>	<b>7 365</b>	<b>(9 158)</b>	<b>10 250</b>	<b>241</b>	<b>189 740</b>
Marques	(288)	(128)	0	(8)	(7)	(431)
Panels on line	(12 053)	(1 842)	90	(840)	(434)	(15 079)
Panels off line	(4 584)	0	0	(522)	0	(5 106)
Customer relationships	(16 094)	(4 516)	0	(1 272)	0	(21 882)
Autres immobilisations incorporelles	(60 689)	(7 705)	9 053	(2 508)	(159)	(62 007)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(93 708)</b>	<b>(14 191)</b>	<b>9 143</b>	<b>(5 150)</b>	<b>(600)</b>	<b>(104 506)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>87 335</b>	<b>(6 826)</b>	<b>(14)</b>	<b>5 100</b>	<b>(360)</b>	<b>85 234</b>

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2013
Marques	1 784	4	0	(36)	184	1 937
Panels on line	21 567	2 271	(620)	(1 054)	(2 183)	19 982
Panels off line	6 948	0	0	(354)	(628)	5 966
Relations contractuelles avec les clients	72 500	0	0	(3 932)	0	68 568
Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	79 323	8 837	(4 494)	(2 348)	3 274	84 591
<b>Valeur brute</b>	<b>182 123</b>	<b>11 112</b>	<b>(5 114)</b>	<b>(7 723)</b>	<b>647</b>	<b>181 043</b>
Marques	(162)	(127)	0	3		(288)
Panels on line	(14 202)	(1 552)	602	543	2 555	(12 053)
Panels off line	(5 468)	0	0	255	628	(4 584)
Relations contractuelles avec les clients	(12 503)	(4 586)	0	995	0	(16 094)
Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	(59 338)	(6 714)	4 210	1 858	(705)	(60 689)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(91 672)</b>	<b>(12 978)</b>	<b>4 812</b>	<b>3 655</b>	<b>2 475</b>	<b>(93 708)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>90 451</b>	<b>(1 866)</b>	<b>(302)</b>	<b>(4 068)</b>	<b>3 122</b>	<b>87 335</b>

Il s'agit essentiellement des logiciels et de frais de recherche et développement. Les coûts de développement activés en 2013 et 2014 s'élèvent respectivement à 1 millions d'euros et 2,9 millions d'euros pour un budget total de frais de recherche et développement de 37,9 millions d'euros en 2013 et 38,5 millions d'euros en 2014.



### 5.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	01/01/14	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2014
Constructions et terrains	6 993	11	0	31	(59)	6 976
Autres immobilisations corporelles	155 873	6 871	(22 774)	8 055	(433)	147 592
<b>Valeur brute</b>	<b>162 866</b>	<b>6 882</b>	<b>(22 774)</b>	<b>8 086</b>	<b>(492)</b>	<b>154 568</b>
Constructions et terrains	(4 579)	(413)	0	(158)	(1)	(5 151)
Autres immobilisations corporelles	(122 133)	(11 043)	22 395	(6 527)	316	(116 991)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(126 712)</b>	<b>(11 456)</b>	<b>22 395</b>	<b>(6 685)</b>	<b>315</b>	<b>(122 143)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>36 154</b>	<b>(4 573)</b>	<b>(379)</b>	<b>1 401</b>	<b>(177)</b>	<b>32 425</b>

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2013
Constructions et terrains	7 041	29	(23)	(1 027)	974	6 993
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	186 091	6 396	(25 646)	(11 030)	62	155 873
<b>Valeur brute</b>	<b>193 132</b>	<b>6 425</b>	<b>(25 669)</b>	<b>(12 057)</b>	<b>1 036</b>	<b>162 866</b>
Constructions et terrains	(1 241)	(390)	1 315	219	(4 482)	(4 579)
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	(144 447)	(13 209)	23 557	8 429	3 537	(122 133)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(145 687)</b>	<b>(13 599)</b>	<b>24 872</b>	<b>8 648</b>	<b>(945)</b>	<b>(126 712)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>47 444</b>	<b>(7 174)</b>	<b>(797)</b>	<b>(3 409)</b>	<b>91</b>	<b>36 154</b>

<sup>(1)</sup> voir note 1.2.13 pour la nature des autres immobilisations corporelles.

La valeur nette des immobilisations liées aux contrats de location financement s'élève à 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

### 5.4. Participation dans les entreprises associées

La variation du poste au cours de l'exercice 2014 est la suivante :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Valeur brute à l'ouverture	772	478
Quoté-part de résultat	(91)	27
Dividendes distribués		
Variation de périmètre	(324)	267
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>357</b>	<b>772</b>
Contribution aux capitaux propres (résultat inclus)	(282)	695

Les principaux éléments du bilan et du compte de résultat des sociétés Apeme (Portugal), détenue à 25%, Ipsos Opinion SA (Grèce) détenue à 30%, sont les suivants au 31 décembre :

en milliers d'euros	31/12/2014		31/12/2013	
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Ipsos Opinion SA	Apeme
Actifs courants	764	696	478	765
Actifs non courants	9	599	2	627
<b>Total actifs</b>	<b>774</b>	<b>1 295</b>	<b>480</b>	<b>1 392</b>
Passifs courants	628	652	331	706
Passifs non courants	614	457	300	513
<b>Total passifs</b>	<b>1 242</b>	<b>1 109</b>	<b>631</b>	<b>1 219</b>
<b>Actifs nets</b>	<b>(468)</b>	<b>186</b>	<b>(151)</b>	<b>173</b>

en milliers d'euros	31/12/2014		31/12/2013	
	Ipsos Opinion SA	Apeme	Ipsos Opinion SA	Apeme
Chiffre d'affaires	1 628	1 898	406	2 046
Résultat d'exploitation	(275)	51	(171)	118
Résultat net	(316)	13	(175)	65
Pourcentage de détention	30%	25%	30%	25%
Quote part de résultat dans les entreprises associées	(95)	4	(53)	17

### 5.5. Autres actifs financiers non courants

en milliers d'euros	01/01/2014	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre, reclassements et écart de change	31/12/2014
Prêts	358	947	(655)		650
Autres actifs financiers <sup>(1)</sup>	23 492	2 976	(1 595)	1 902	26 774
<b>Valeurs brutes</b>	<b>23 850</b>	<b>3 923</b>	<b>(2 250)</b>	<b>1 902</b>	<b>27 425</b>
Dépréciation des autres actifs financiers	(18)		-		(18)
<b>Dépréciations</b>	<b>(18)</b>		<b>-</b>		<b>(18)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>23 832</b>	<b>3 923</b>	<b>( 2 250)</b>	<b>1 902</b>	<b>27 407</b>

### 5.6. Clients et comptes rattachés

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié	31/12/2013 retraité
Valeur brute *	617 336	591 419	572 963
Dépréciation	(7 125)	(7 486)	(7 486)
<b>Valeur nette</b>	<b>610 212</b>	<b>583 932</b>	<b>565 477</b>

En 2014, la dotation aux provisions pour dépréciation des clients s'élève à 0,9 million d'euros et la reprise de provision pour dépréciation des clients à 1,3 million d'euros.

\*Le poste comprend 186,3 millions d'euros d'études en cours au 31 décembre 2014 (167 million d'euros au 31 décembre 2013 retraité).

## 5.7. Autres actifs courants

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Avances et acomptes versés	1 919	3 512
Créances sociales	5 529	6 056
Créances fiscales	34 891	23 909
Charges constatées d'avance	19 931	18 046
Autres créances et autres actifs courants	13 367	5 453
<b>Total</b>	<b>75 637</b>	<b>56 977</b>

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

## 5.8. Capitaux propres

### 5.8.1. Capital

Au 31 décembre 2014, le capital social de LT Participations s'élève à 118 150 euros, se décomposant en 59 075 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours de l'exercice 2014 :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	774	-	-	2 00 €
Actions à droit de vote double	46 501	-	-	2 00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2 00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-



## 5.8.2. Plans d'attribution d'actions

### 5.8.2.1. Plans d'options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a consenti, depuis 1998, des plans d'options de souscription d'actions à prix unitaire convenu, au bénéfice de certains membres du personnel salarié et de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe. Les caractéristiques des plans qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2014	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 31/12/2014
04/09/2012	04/09/2015	04/09/2020	24,63	129	1545 380	1 497 460	-	(179 580)	-	-	1 317 880
04/09/2012	04/09/2016			27	423 990	398 370	-	(21 930)	-	-	376 440
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>				<b>156</b>	<b>1 969 370</b>	<b>1 895 830</b>	<b>-</b>	<b>201 510</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 694 320</b>

### 5.8.2.2. Plans d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et de non-résidents français, mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Ces actions ne sont acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. Au terme de cette période, ces actions restent indisponibles pour les résidents français pendant une nouvelle période de deux ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature du plan	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2014	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2014
05/04/2012	Etranger	837	336 920	05/04/2014	308 064	-	(7 927)	4 749	(304 886)	-
25/07/2012	France	72	84 190	25/07/2014	81 727	-	(1 164)	-	(80 563)	-
<b>Sous-Total 2012 Plan</b>		<b>909</b>	<b>421 110</b>		<b>389 791</b>	<b>-</b>	<b>(9 091)</b>	<b>4 749</b>	<b>(385 449)</b>	<b>-</b>
04/09/2012	IPF Etranger	129	154 538	04/09/2017	144 278	-	(15 734)	-	-	128 544
04/09/2012	IPF France	27	42 399	04/09/2017	38 237	-	(1 462)	-	-	36 775
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>		<b>156</b>	<b>196 937</b>		<b>182 515</b>	<b>-</b>	<b>(17 196)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>165 319</b>
25/04/2013	France	77	76 735	25/04/2015	75 217	-	(4 860)	-	-	70 357
25/04/2013	Etranger	889	337 420	25/04/2015	331 116	-	(35 603)	-	-	295 513
<b>Sous-Total 2013 Plan</b>		<b>966</b>	<b>414 155</b>		<b>406 333</b>	<b>-</b>	<b>(40 463)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>365 870</b>
25/04/2014	France	72	61 110	25/04/2016	-	61 110	-	-	-	61 110
25/04/2014	Etranger	958	349 025	25/04/2016	-	349 025	(13 670)	-	-	335 355
<b>Sous-Total 2014 Plan</b>		<b>1 030</b>	<b>410 135</b>		<b>-</b>	<b>410 135</b>	<b>(13 670)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>396 465</b>
<b>Total des plans d'attribution gratuite d'actions</b>					<b>978 639</b>	<b>410 135</b>	<b>(80 420)</b>	<b>4 749</b>	<b>(385 449)</b>	<b>927 654</b>

## 5.8.3. Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans de rémunération en actions octroyés après le 7 novembre 2002 sont pris en compte pour la détermination de la charge de personnel représentative des options attribuées.

Pour l'évaluation de la charge de personnel représentative des attributions gratuites d'actions, les hypothèses retenues sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	17/12/2009	08/04/2010	07/04/2011	05/04/2012	25/07/2012	04/09/2012	25/04/2013	25/04/2014	
Prix de l'action à la date d'attribution	20,6	26,06	35,68	25,76	21,5	23,95	26,00	28,40	
Juste valeur de l'action	France	18,95	24,64	33,98	-	19,89	20,36	24,34	26,59
	Etranger	19,1	24,83	34,24	24,09	-	20,48	24,52	26,80
Taux d'intérêt sans risque	2,51%	2,12%	2,99%	0,43%	0,40%	0,40%	0,61%	0,63%	
Dividendes	0,50-0,60	0,50-0,60	0,60-0,62	0,62-0,65	0,62-0,65	0,79-0,82	0,64	0,70%	

Afin d'évaluer la charge de personnel représentative des options, le groupe Ipsos utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes, dont les principales hypothèses sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	04/09/2012	
Juste valeur de l'option	France	4,67-4,71
	Etranger	4,57-4,66
Volatilité implicite de marché	25%	

Au cours des exercices 2014 et 2013, la charge comptabilisée au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Plan d'attribution gratuite d'actions du 7 avril 2011		682
Plan d'attribution gratuite d'actions du 5 avril 2012 et 25 Juillet 2012	1 452	4 432
Plan Ipsos Partnership Funds 2020 du 04 Septembre 2012	2 276	2 590
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2013	4 295	3 110
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2014	3 326	
<b>Total (hors contributions)</b>	<b>11 349</b>	<b>10 814</b>
Contribution patronale 30% France	452	507
Contribution sociale Royaume-Uni	162	
<b>Total (avec contributions)</b>	<b>11 963</b>	<b>11 320</b>



## 5.9. Endettement financier

### 5.9.1. Endettement financier net

L'endettement financier net, après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose de la manière suivante :

en milliers d'euros	31/12/2014				31/12/2013			
	Total	Échéance			Total	Échéance		
		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans
Emprunt obligataire <sup>(1)</sup>	358 360	-	171 778	186 582	318 911	-	155 013	163 898
Emprunts auprès des établissements de crédit	417 536	168 059	249 477	-	456 493	56 997	399 496	-
Instruments financiers dérivés	969	969	-	-	733	733	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	416	294	122	-	648	267	381	-
Autres dettes financières	143	96	31	16	246	179	64	3
Intérêts courus sur dettes financières	5 425	5 411	14	-	5 833	5 833	-	-
Concours bancaires courants	2 881	2 881	-	-	4 979	4 979	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers (a)</b>	<b>785 730</b>	<b>177 710</b>	<b>421 422</b>	<b>186 598</b>	<b>787 843</b>	<b>68 985</b>	<b>554 954</b>	<b>163 901</b>
<b>Instruments financiers dérivés (b)</b>	<b>4 164</b>	<b>4 164</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 236</b>	<b>2 236</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Valeurs mobilières de placement	337	337	-	-	10 054	10 054	-	-
Disponibilités	152 125	152 125	-	-	142 366	142 366	-	-
<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie (c)</b>	<b>152 462</b>	<b>152 462</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>152 420</b>	<b>152 420</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Endettement net (a - b - c)</b>	<b>629 104</b>	<b>21 084</b>	<b>421 422</b>	<b>186 598</b>	<b>633 187</b>	<b>( 85 671)</b>	<b>554 954</b>	<b>163 901</b>

En mai 2003, une émission obligataire à 10 ans d'un montant initial de 90 millions de dollars et un taux fixe de 5,88% a été réalisée et placée sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Des swaps de taux d'intérêt de même échéance ont été mis en place afin de couvrir partiellement les échéances biannuelles de paiement des intérêts. En septembre 2010, un nouvel emprunt obligataire de 300 millions de dollars US a été réalisé et placé sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Ce nouvel emprunt se décompose en 3 tranches : 85 millions remboursable à 7 ans (taux fixe de 4,46%), 185 millions de dollars remboursable à 10 ans (taux fixe de 5,18%), 30 millions de dollars remboursable à 12 ans (taux fixe de 5,48%). Des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 100 millions de dollars et de maturité 10 ans ont été mis en place.

En novembre 2013, un emprunt obligataire « Schuldschein » a été réalisé sur le marché privé allemand se décomposant en 4 tranches de financement en euros d'un montant total de 52,5 millions d'euros avec des maturités de 3, 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable, et deux tranches de financement en dollars US pour un montant total de 76,5 millions de dollar US avec des maturités de 3 et 5 ans à taux variable.

En février 2013, un emprunt de 90,5 millions a été souscrit par la société LT Participations. Il est rémunéré à taux variable et était remboursable in fine en 2016 ou 2017 ou 2018. La première option d'extension a été exercée en septembre 2014. Le contrat de prêt prévoit des cas d'exigibilité anticipée en cas de changement des fonctions de MM. Lech ou Truchot et/ou de changement de contrôle de la société.

Le 8 décembre 2014, suite au décès de Jean-Marc Lech, Co-président d'Ipsos et Président de LT Participations, une demande de « waiver » a été faite auprès des établissements prêteurs et au 31 décembre cet emprunt a été reclassé à court terme. Les établissements prêteurs ont accepté de ne pas exercer la clause d'exigibilité anticipée du prêt et de rallonger son échéance au 31 juillet 2018. A cet effet, un avenant au contrat de crédit a été signé le 22 avril 2015.

### 5.9.2. Échéancier des dettes financières (hors instruments dérivés)

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2014 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	> 2019	Total
Emprunt obligataire	-	40 404	70 404	60 970	-	186 582	358 360
Emprunts auprès des établissements de crédit	168 059	84 136	39 762	125 579	-	-	417 536
Dettes relatives aux contrats financements	294	97	20	5	( )	-	416
Autres dettes financières	96	8	8	8	7	16	143
Intérêts courus sur dettes financières	5 411	7	7	-	-	-	5 425
Concours bancaires courants	2 881	-	-	-	-	-	2 881
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>176 741</b>	<b>124 652</b>	<b>110 201</b>	<b>186 562</b>	<b>7</b>	<b>186 598</b>	<b>784 761</b>



Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2013 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	> 2018	Total
Emprunt obligataire	-	-	35 908	59 965	59 140	163 898	318 911
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 997	76 605	143 541	29 762	149 588	-	456 494
Dettes relatives aux contrats financements	267	340	20	16	5	-	648
Autres dettes financières	179	2	42	18	1	3	245
Intérêts courus sur dettes financières	5 833	-	-	-	-	-	5 833
Concours bancaires courants	4 976	-	-	-	-	-	4 976
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>68 252</b>	<b>76 947</b>	<b>179 511</b>	<b>89 761</b>	<b>208 734</b>	<b>163 901</b>	<b>787 106</b>

### 5.9.3. Endettement financier par devise (hors instruments dérivés)

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Dollar américain	408 892	423 930
Euro	267 869	257 759
Dollar canadien	-	-
Livre anglaise	76 192	71 275
Yen	31 214	31 330
Autres devises	595	2 812
<b>TOTAL</b>	<b>784 762</b>	<b>787 106</b>

### 5.10. Provisions courantes et non courantes

en milliers d'euros	Montant au 01/01/2014	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de périmètre et autres reclassements	Variation de change	Montant au 31/12/2014
Provisions pour litiges	4 036	902	(249)	0	(2 965)	28	1 753
Provisions pour autres charges et risques	15 982	1 118	(2 090)	0	2 004	1 012	18 027
<b>Total</b>	<b>20 018</b>	<b>2 020</b>	<b>(2 339)</b>	<b>0</b>	<b>(961)</b>	<b>1 040</b>	<b>19 780</b>
Dont provisions courantes	3 941						4 860
Dont provisions non courantes	16 077						14 920

Les provisions pour litiges comprennent principalement des engagements liés à des litiges avec des salariés.

Les provisions pour autres charges et risques comprennent des engagements pour des loyers supérieurs à la valeur de marché ou des locaux inoccupés, ainsi que des risques fiscaux et sociaux. Ces engagements ont été constatés à l'occasion de l'acquisition de la société Synovate lors de l'évaluation à la juste valeur de ses actifs et passifs respectifs.

### 5.11. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages assimilés concernent essentiellement les régimes à prestations définies suivants :

- des indemnités de départ à la retraite (France, Italie, Japon),
- des indemnités de cessation de service (Australie, Turquie, Moyen-Orient),
- des compléments de retraite (Allemagne, Royaume-Uni) qui s'ajoutent aux régimes nationaux,
- la prise en charge de certains frais médicaux des retraités (Afrique du Sud).

Tous ces régimes sont comptabilisés conformément à la méthode décrite dans la note 1.2.22-Avantages au personnel.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ces cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

### 5.11.1. Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du Groupe.

Pour la période close au 31 décembre 2014, le Groupe a conservé les indices de référence qu'il utilisait les années précédentes pour la détermination des taux d'actualisation. Les taux retenus, pour les pays dont les engagements sont les plus significatifs, ont été les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
<b>Taux d'actualisation</b>		
2014	1,49%	3,70%
2013	3,17%	4,70%
<b>Augmentation futures des salaires</b>		
2014	1%- 4%	3,00%
2013	1%- 4%	3,00%
<b>Taux de rendement attendu</b>		
2014	-	3,70%
2013	-	4,70%

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements. Pour la zone euro, le Groupe a utilisé l'indice IBOXX € Corporate AA.

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

### 5.11.2. Comparaison de la valeur des engagements avec les provisions constituées

en milliers d'euros	31/12/2014				31/12/2013			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Valeur actualisée de l'obligation	(5 657)	(13 559)	(17 588)	(36 804)	(5 054)	(11 302)	(15 460)	(31 816)
Juste valeur des actifs financiers	-	12 914	-	12 914	-	10 819	-	10 819
Surplus ou (déficit)	(5 657)	(645)	(17 588)	(23 890)	(5 054)	(482)	(15 460)	(20 996)
Ecarts actuariels non comptabilisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs / (Provisions) nets reconnus au bilan	(5 657)	(645)	(17 588)	(23 890)	(5 054)	(482)	(15 460)	(20 996)

### 5.11.3. Variation des engagements au cours de l'exercice

en milliers d'euros	31/12/2014				31/12/2013			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Dette actuarielle à l'ouverture	5 054	11 302	15 460	31 816	4 950	12 176	17 570	34 697
Droit supplémentaire acquis	367	-	1 501	1 868	397	-	2 347	2 744
Intérêt sur la dette actuarielle	160	529	90	779	133	517	65	715
Rendement des fonds	-	(506)	-	(506)	-	(498)	-	(498)
Modification de régime	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes et Gains actuariels	48	100	577	726	(426)	33	66	(327)
Prestations payées	28	1 288	(1 206)	110	-	(658)	(3 484)	(4 142)
Dotations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change	-	845	1 192	2 037	-	(268)	(1 156)	(1 424)
Variation de périmètre	-	-	(19)	(19)	-	-	52	52
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>5 657</b>	<b>13 559</b>	<b>17 595</b>	<b>36 811</b>	<b>5 054</b>	<b>11 302</b>	<b>15 460</b>	<b>31 816</b>
Couverture financière	(5 657)	(13 559)	(17 588)	(36 804)	(5 054)	(11 302)	(15 460)	(31 816)
Juste valeur des actifs financiers	-	12 914	-	12 914	-	10 819	-	10 819
Provision	(5 657)	(645)	(17 588)	(23 890)	(5 054)	(482)	(15 460)	(20 996)



## 5.11.4. Variation de la juste valeur des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Actifs investis au 1er janvier 2013	11 738	(0)	11 738
Rendement attendu des fonds	(764)	-	(764)
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(426)	-	(426)
Ecarts actuariels	697	-	697
Ecarts de conversion	(425)	-	(425)
Actifs investis au 31 décembre 2013	10 819	(0)	10 819
Rendement attendu des fonds	506	-	506
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(836)	-	(836)
Ecarts actuariels	1 618	-	1 618
Ecarts de conversion	807	-	807
Actifs investis au 31 décembre 2014	12 914	-	12 914

## 5.11.5. Allocation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total	%
Obligations d'Etat	10 711	-	10 711	99,0%
Banque	108	-	108	1,0%
Détail des actifs investis au 31 décembre 2013	10 819	-	10 819	100,0%
Obligations d'Etat	12 817	-	12 817	99,2%
Banque	98	-	98	0,8%
Détail des actifs investis au 31 décembre 2014	12 914	-	12 914	100,0%

## 5.11.6. Charges comptabilisées sur l'exercice

Les charges liées aux régimes à prestations définies font partie intégrante des charges de personnel du Groupe. Elles sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

en milliers d'euros	2014				2013			
	France	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume- Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Droit supplémentaire acquis	(367)	-	(1 501)	(1 868)	(397)	-	(2 347)	(2 744)
Intérêt sur la dette actuarielle	(160)	(529)	(90)	(779)	(133)	(517)	(65)	(715)
Amortissement coût des services passés	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement des pertes et gains actuariels	-	-	-	-	-	-	-	-
Rendement des fonds	-	506	-	506	-	498	-	498
Prestations versées	28	-	1 217	1 245	-	-	3 347	3 347
Total charge de l'exercice	(499)	(24)	(374)	(896)	(530)	(19)	935	386

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de personnel et s'élèvent à 12 millions d'euros pour 2013 et 15,7 millions d'euros pour 2014. Il n'est pas anticipé d'évolution significative des charges liées aux régimes à cotisations définies pour l'exercice 2014.

Les informations requises par IAS 19 sur 4 ans n'ont pas été reprises pour les exercices 2011 et 2012. Elles figurent dans le document de référence 2012, incorporé par référence.



## 5.12. Autres passifs courants et non courants

en milliers d'euros	31/12/2014			31/12/2013		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Prix et compléments de prix <sup>(1)</sup>	515	480	995	435	43	478
Rachat d'intérêts minoritaires <sup>(1)</sup>	37 448	43 969	81 417	9 895	65 593	75 488
Clients avances et acomptes	13 234	-	13 234	13 439	-	13 439
Autres dettes fiscales et sociales	111 535	-	111 535	105 069	-	105 069
Produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	7 273	-	7 273	5 644	-	5 644
Autres dettes et autres passifs	3 120	178	3 298	2 946	-	2 946
<b>Total</b>	<b>173 125</b>	<b>44 627</b>	<b>217 752</b>	<b>137 428</b>	<b>65 636</b>	<b>203 064</b>

Voir commentaires dans la note 6.4.3 - Engagements liés aux acquisitions.

<sup>(2)</sup> Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

## 6. Informations complémentaires

### 6.1. Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés

#### 6.1.1. Variation du besoin en fonds de roulement

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013 publié
Diminution (augmentation) des créances clients	(12 127)	(26 276)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	9 908	(20 656)
Variation des autres créances et autres dettes	(16 186)	(7 504)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(18 405)</b>	<b>(54 436)</b>

#### 6.1.2. Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7 365)	(11 112)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 869)	(6 154)
<b>Total acquisitions de la période</b>	<b>(14 235)</b>	<b>(17 266)</b>
Décalage de décaissement	( 39)	81
<b>Investissements incorporels et corporels décaissés</b>	<b>(14 274)</b>	<b>(17 186)</b>

#### 6.1.3. Flux de trésorerie liés aux acquisitions de sociétés et d'activités consolidées

Les acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nets de la trésorerie acquise qui figurent dans le tableau des flux de trésorerie consolidé se résument de la manière suivante :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Prix décaissé pour les nouvelles acquisitions de l'exercice	( 962)	(307)
Trésorerie acquise/cédée	378	141
Prix décaissé pour les rachats d'intérêts minoritaires	(6 418)	(2 395)
Prix décaissé pour les acquisitions des exercices précédents	(1 950)	11 950
<b>Acquisitions de sociétés et d'activité consolidées, nettes de la trésorerie acquise</b>	<b>(8 952)</b>	<b>9 390</b>

## 6.2. Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

### 6.2.1. Exposition au risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe. La politique du Groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. Le swap de taux d'intérêt, mis en place pour couvrir un tiers de l'emprunt obligataire de 300 millions de dollars US, répond aux critères de la comptabilité de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Le swap est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché en contrepartie du risque couvert.

Les autres instruments financiers dérivés (swaps de taux et tunnels) achetés par Ipsos SA ne remplissent pas les conditions posées par la norme IAS 39 et ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture de risque de taux sur l'endettement financier.

#### Couverture du risque de taux d'intérêt

en milliers d'euros	Actifs Financiers <sup>(1)</sup>		Passifs Financiers <sup>(2)</sup>		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture de taux <sup>(3)</sup>		Exposition nette après couverture	
	(a)		(b)		(c) = (a) + (b)		(d)		(e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
2015	-	-152 463	4 228	81 605	4 228	-70 858	-	-	4 228	-70 858
2016	-	-	40 509	169 636	40 509	169 636	45 250	(45 250)	85 759	124 136
2017	-	-	70 432	39 762	70 432	39 762	71 183	-71 183	70 432	39 762
2018	-	-	60 983	125 579	60 983	125 579	-	-	132 166	54 396
2019	-	-	7	-	7	-	-	-	7	-
> 2019	-	-	186 598	-	186 598	-	-70 011	70 011	116 587	70 011
<b>Total</b>	-	<b>-152 463</b>	<b>362 757</b>	<b>-416 582</b>	<b>362 757</b>	<b>264 119</b>	<b>-46 422</b>	<b>-1 172</b>	<b>409 179</b>	<b>217 477</b>

<sup>(1)</sup> Les actifs financiers se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<sup>(2)</sup> Les passifs financiers se composent des emprunts et autres passifs financiers (hors intérêts courus et juste valeur des instruments financiers dérivés) décrits dans la note 6.9.1 - Endettement financier net.

<sup>(3)</sup> Swaps et tunnels couvrant les emprunts obligataires USPP 2003 et 2010 et les crédits syndiqués à taux variable de 150 et 250 millions d'euros.

Au 31 décembre 2014, sur 696 millions d'euros d'endettement brut (hors intérêts courus et juste valeur des instruments dérivés) environ 65 % étaient contractés à taux variable (après prise en compte des swaps et des tunnels). Une hausse de 1 % des taux à court terme aurait un impact négatif d'environ 3,5 million d'euros sur le résultat financier du Groupe, soit une augmentation de 14% des charges de financement de l'exercice 2014. Dans le cadre des émissions obligataires de mai 2003 et de septembre 2010, des crédits syndiqués d'octobre 2005, d'avril 2009, de septembre 2012 et d'avril 2014, des swaps de taux ont été mis en place. La gestion du risque de taux est centralisée au siège du Groupe sous la responsabilité du trésorier Groupe.

### 6.2.2. Exposition au risque de change

Le Groupe est implanté, à travers des filiales consolidées dans 87 pays et réalise des travaux dans plus de 100 pays. Ipsos comptabilise les conditions financières et le résultat de ses activités dans la monnaie locale correspondante et les convertit ensuite en euros aux taux de changes applicables de sorte que ces résultats puissent être inclus dans les comptes consolidés du Groupe.



La part des principales devises dans le chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

	31/12/2014	31/12/2013
Euro	17,7%	17,7%
Dollar américain	25,9%	24,9%
Livre anglaise	11,7%	10,2%
Dollar canadien	4,5%	4,7%
Real brésilien	2,9%	3,7%
Yuan	5,4%	4,7%
Autres devises	31,9%	34,1%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Le Groupe est peu exposé au risque de change transactionnel dans la mesure où ses filiales facturent presque toujours dans leur monnaie locale et que leurs coûts opérationnels sont également dans la monnaie locale. Le Groupe ne recourt donc pas habituellement à des accords de couverture.

Le risque de change transactionnel du groupe Ipsos se limite essentiellement aux redevances de marque et prestations de services et d'assistance technique facturées par Ipsos SA ou Ipsos Group GIE aux filiales, en monnaie locale.

Concernant les besoins de financement des filiales, ils sont assurés autant que possible par le Groupe, dans la devise fonctionnelle de la filiale. Environ 75% de la dette est libellée dans d'autres monnaies que l'euro.

#### Couverture du risque de change

Les emprunts en devise étrangère d'Ipsos SA sont généralement couverts par des actifs de la même devise. Les gains de change sur les investissements nets à l'étranger, comptabilisés en capitaux propres conformément à IAS 21 et IAS 39, s'élèvent à 7 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Le tableau ci-dessous donne le détail de la position nette active au 31 décembre 2014 (créances clients nettes des dettes fournisseurs en devise et comptes bancaires) des entités supportant les principaux risques de change : Ipsos SA, Ipsos Group GIE et Ipsos Holding Belgium. Il présente le risque de change transactionnel pouvant se traduire par des gains ou pertes de change comptabilisés dans le résultat financier :

en milliers d'euros	USD	CAD	GBP	JPY	BRL	Autres
Actifs financiers	6 003	-	5	7	1 800	18 712
Passifs financiers	(170)	4	(700)	-	-	(662)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>5 833</b>	<b>4</b>	<b>(695)</b>	<b>7</b>	<b>1 800</b>	<b>18 050</b>
Produits dérivés	-	-	-	-	-	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>5 833</b>	<b>4</b>	<b>(695)</b>	<b>7</b>	<b>1 800</b>	<b>18 050</b>

Une baisse de 5% de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du dollar canadien, de la livre sterling, du real brésilien et du yen japonais entraînerait un gain de change d'environ 0,3 million d'euros en résultat financier.



**Sensibilité aux variations des principales devises**

La sensibilité de la marge opérationnelle, du résultat et des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2014 résultant d'une variation de chaque devise à risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

en milliers d'euros	2014		
	USD	CAD	GBP
	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro
Impact sur la marge opérationnelle	2 197	483	707
Impact sur le résultat avant impôt	806	227	454
Impact en capitaux propres part du groupe	10 253	2 093	(3 057)

**6.2.3. Exposition au risque de contrepartie client**

Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement renforcée par le programme « Max Cash ».

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est comptabilisée sur une base statistique.

Le tableau ci-dessous détaille l'antériorité des créances clients au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 :

en milliers d'euros		31 décembre 2014					
Créances clients nettes	Créances non échues	Créances échues					Dépréciation
		Total	de moins de 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	de plus de 6 mois	
610 212	509 934	100 277	51 665	28 837	9 584	17 317	(7 125)

en milliers d'euros		31 décembre 2013					
Créances clients nettes	Créances non échues	Créances clients nettes					Dépréciation
		Total	de moins de 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	de plus de 6 mois	
583 932	452 274	131 658	68 871	34 414	11 646	24 214	(7 486)

Le Groupe sert un grand nombre de clients dans des secteurs d'activités variés. Les plus importants sont des groupes internationaux. Le client le plus significatif représente environ 4% du chiffre d'affaires du Groupe, aucun autre client ne dépassant 2,5 % du chiffre d'affaires du Groupe (plus de 5 000 clients au total). La solvabilité des clients internationaux et la grande dispersion des autres limitent le risque de crédit.

**6.2.4. Exposition au risque de contrepartie bancaire**

Le Groupe a défini une politique de sélection des banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble des filiales. Cette politique rend obligatoire les dépôts de liquidités auprès des banques autorisées. Par ailleurs, les banques autorisées ne sont que des banques de premier plan, limitant le risque de contrepartie.

### 6.2.5. Exposition au risque de liquidité

Au 31 décembre 2014, le financement du Groupe est assuré par Ipsos LT Participations de la manière suivante :

- emprunt obligataire USPP 2010 à 7, 10 et 12 ans de 300 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 300 millions de dollars US (247,1 millions d'euros),
- emprunt Schuldschein avec une tranche de 52,5 millions d'euros et une tranche de 76,5 millions de dollars, totalement tiré à hauteur de 115 millions d'euros au 31 décembre 2014,
- dettes bancaires, au travers de 2 crédits syndiqués initialement à 5 ans, dont le solde brut s'élève à 325 millions d'euros, et tirés à hauteur de 208,1 millions d'euros au 31 décembre 2014
- dettes bancaires, au travers de prêts bilatéraux à 3 ou 5 ans, dont le solde brut s'élève à 210 millions d'euros, et tirés à hauteur de 125 millions d'euros au 31 décembre 2014.
- emprunt LT Participations de 90,5 M€ a contracté le 8 février 2013

L'objectif du Groupe est de gérer ses financements de sorte que moins de 25 % des emprunts arrivent à échéance à moins d'un an.

Les échéances contractuelles résiduelles relatives aux instruments financiers non dérivés s'analysent comme suit :

en milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels		Echéancier				
		Total	2015	2016	2017	2018	2019	> 2019
Emprunt obligataire USPP 2010 (Ipsos SA)	243 204	247 097	-	-	70 011	-	-	177 086
Emprunt Schuldschein	115 143	115 510	-	40 917	-	62 592	-	12 000
Credit syndiqué 90.5 m€ (LT Participations)	85 500	85 500	85 500	-	-	-	-	-
Crédit syndiqué 150 m€ et 250 m€ (Ipsos SA)	206 080	208 106	37 500	44 888	-	125 718	-	-
Lignes de crédit bancaire (Ipsos SA)	125 000	125 000	45 000	40 000	40 000	-	-	-
Autres emprunts bancaires (filiales)	969	969	969	-	-	-	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	416	416	294	97	20	5	-	-
Autres dettes financières	143	143	96	8	8	8	7	16
Intérêts courus sur dettes financières	5 425	5 425	5 411	14	-	-	-	-
Concours bancaires courants	2 881	2 881	2 881	-	-	-	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>784 761</b>	<b>791 047</b>	<b>177 651</b>	<b>125 924</b>	<b>110 039</b>	<b>188 323</b>	<b>7</b>	<b>189 102</b>

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour les principaux ratios financiers sont les suivants :

#### Groupe Ipsos

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75

Au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012, Ipsos remplissait ces engagements.

## Groupe LT Participations

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	< 1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

Au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013, Ipsos remplissait ces engagements.

## 6.3. Instruments financiers

Les seuls instruments financiers présents à la clôture sont des instruments de taux. Ils ne sont pas qualifiés dans une relation de comptabilité de couverture et leur juste valeur correspond à leur valeur au bilan, à l'exception des swaps de taux couvrant un tiers de l'emprunt obligataire USPP.

## 6.3.1. Bilan par catégorie d'instruments financiers

en milliers d'euros	31/12/2014								
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	27 407	27 407			1 409	25 998			
Clients et comptes rattachés	610 212	610 212				610 212			
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	13 367	13 367				13 367			
Instruments financiers dérivés	3 849	3 849							3 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 463	152 463	152 463						
<b>Actifs</b>	<b>807 298</b>	<b>807 298</b>	<b>152 463</b>	<b>0</b>	<b>1 409</b>	<b>649 577</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 849</b>
Dettes financières à plus d'un an	693 520	696 704						693 520	
Fournisseurs et comptes rattachés	253 394	253 394				253 394			
Dettes financières à moins d'un an	92 210	92 210						91 241	969
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	83 177	83 177	58 999	23 414		764			
<b>Passifs</b>	<b>1 122 301</b>	<b>1 125 485</b>	<b>58 999</b>	<b>23 414</b>	<b>0</b>	<b>254 158</b>	<b>0</b>	<b>784 761</b>	<b>969</b>

<sup>(1)</sup> A l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> A l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.



	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instrument s dérivés
Autres actifs financiers non courants	23 832	23 832			1 308	22 524			
Clients et comptes rattachés	583 932	583 932				583 932			
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	5 453	5 453				5 453			
Instruments financiers dérivés	2 236	2 236							2 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 419	152 419	152 419						
<b>Actifs</b>	<b>767 872</b>	<b>767 872</b>	<b>152 419</b>	<b>-</b>	<b>1 308</b>	<b>611 909</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 236</b>
Dettes financières à plus d'un an	718 855	728 336						718 855	
Fournisseurs et comptes rattachés	221 635	221 635				221 635			
Dettes financières à moins d'un an	67 397	67 397						66 664	733
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	76 877	76 877	48 710	27 255		912			
<b>Passifs</b>	<b>1 084 764</b>	<b>1 094 245</b>	<b>-</b>	<b>27 255</b>	<b>-</b>	<b>222 547</b>	<b>-</b>	<b>785 519</b>	<b>733</b>

<sup>(1)</sup> A l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> A l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

Les titres de participations qui figurent dans le poste « autres actifs financiers non courants » sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan. La juste valeur des titres de participations correspond au coût d'acquisition en l'absence de marché actif.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur par le compte de résultat. L'évaluation de leur juste valeur est basée sur des données observables sur le marché (juste valeur de niveau 2).

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont assimilés également à leur valeur au bilan. Les autres dettes et passifs courants et non courants correspondent principalement aux rachats de minoritaires. L'évaluation de leur juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation mais au moins une des données d'entrée importantes repose sur des données de marché non observables (juste valeur de niveau 3).

## 6.3.2. Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers

en milliers d'euros	31/12/2014					Variation de valeur des dérivés
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel					(118)	
Coût de l'endettement financier net	2 167		(28 304)			(710)
Autres charges et produits financiers	(905)			3 694		

en milliers d'euros	31/12/2013					Variation de valeur des dérivés
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dettes au coût amorti		Prêts et créances		
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel					(1 247)	
Coût de l'endettement financier net	2 248		(32 998)			3 818
Autres charges et produits financiers <sup>(1)</sup>	(802)	-		(5 101)	-	

<sup>(1)</sup> à l'exclusion du coût financier lié à l'actualisation des provisions pour retraites

### 6.3.3. Information sur les instruments dérivés de taux et devise

en milliers d'euros	31/12/2014					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
<b>Risque de taux</b>						
- Swap de Taux	3 849	-598	157 616	-	75 250	82 366
- Tunnels	-	-371	53 538	-	41 183	12 355
<b>Sous-Total</b>	<b>3 849</b>	<b>-969</b>	<b>211 154</b>	<b>-</b>	<b>116 433</b>	<b>94 721</b>

en milliers d'euros	31/12/2013					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
<b>Risque de taux</b>						
- Swap de Taux	2 077	(450)	158 439	40 678	45 250	72 511
- Tunnels	147	(270)	47 132	-	36 256	10 877
<b>Sous-Total</b>	<b>2 224</b>	<b>(720)</b>	<b>205 571</b>	<b>40 678</b>	<b>81 506</b>	<b>83 388</b>

## 6.4. Engagements hors bilan

### 6.4.1. Engagements sur contrats de location

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Inférieur à un an	31 893	35 344
Entre 1 et 5 ans	92 435	70 355
Supérieur à 5 ans	57 348	27 527
<b>Total</b>	<b>181 675</b>	<b>133 226</b>

Les contrats de location simple concernent principalement les locaux administratifs. Tous ces locaux sont utilisés par le groupe Ipsos (sauf exception mentionnée en note 5.10 - Provisions courantes et non courantes) et peuvent être sous-loués.

### 6.4.2. Engagements sur contrats de location financement

La valeur des loyers futurs incluse dans les emprunts sur locations financement, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

en milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Inférieur à un an	808	548
Entre 1 et 5 ans	935	882
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Paiements minimaux totaux</b>	<b>1 742</b>	<b>1 430</b>
Moins les frais financiers inclus		
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux futurs</b>	<b>1 742</b>	<b>1 430</b>

Les contrats de location financement concernent essentiellement la location du matériel informatique.



### 6.4.3. Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en passifs non courants au 31 décembre 2014, se détaillent de la manière suivante :

en milliers d'euros	≤ 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Prix différés et compléments de prix</b>				
Europe (Village Data)	220	480	-	700
Moyen-Orient (Arabic Saoudite)	212	-	-	212
Amérique latine (PDC, Ipsos Herrarte)	83	-	-	83
<b>Sous-total</b>	<b>515</b>	<b>480</b>	<b>-</b>	<b>995</b>
<b>Engagements de rachat de minoritaires</b>				
Europe (Tambor, KMG Research, Stratégic Puls, Camcon)	28 462	6 247	-	34 709
Amérique du Nord (MMA/SMA) <sup>(1)</sup>	3 281	22 621	-	25 902
Amérique latine (Ipsos CCA et filiales, Apoyo Opinion Y Mercado, PDC, Panama, Consultor Apoyo, Ipsos Herrarte)	3 241	2 403	-	5 644
Asie Pacifique (Ipsos China, Ipsos Thailand, Ipsos Indonesia, CBI)	2 464	9 810	-	12 275
Moyen-Orient (IMI Egypt, Morocco, Pakistan)	-	1 156	-	1 156
Afrique Subsaharienne (Nigeria)	-	1 733	-	1 733
<b>Sous-total</b>	<b>37 448</b>	<b>43 970</b>	<b>-</b>	<b>81 418</b>
<b>Total</b>	<b>37 963</b>	<b>44 450</b>	<b>-</b>	<b>82 413</b>

<sup>(1)</sup> Ce mouvement intègre la variation de juste valeur de la dette de put sur minoritaire MMA/SMA. L'engagement de rachat liant IPSOS aux actionnaires minoritaires de la filiale a été renégocié en avril 2014 et a conduit à l'extinction de l'ancienne dette et à la comptabilisation d'une nouvelle dette valorisée à sa juste valeur à la date de signature du nouveau contrat. S'agissant de transaction avec les actionnaires, l'extinction de l'ancienne dette et la reconnaissance de la nouvelle dette ont été comptabilisées en contrepartie des capitaux propres consolidés. Toute variation ultérieure de la juste valeur de cet engagement sera comptabilisée en résultat selon la méthode comptable retenue par le Groupe.

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 75% des actions d'Apeme. Le prix d'achat de ces actions est basé sur la moyenne d'un multiple du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation d'Apeme sur les années 2013 et 2014. Il est plafonné à 3 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2014.

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 70% des actions d'Ipsos Opinion SA. Le prix d'achat de ces actions est basé sur un multiple du résultat d'exploitation d'Ipsos Opinion SA sur les années 2014, 2015 et 2016. Il est plafonné à 3,1 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2014.

### 6.4.4. Autres engagements et litiges

Depuis octobre 2011, Ipsos a notifié à Aegis un certain nombre de réclamations au titre de demandes d'indemnités ou de garanties consenties par Aegis dans le cadre du contrat d'acquisition de Synovate. Par ailleurs, Ipsos a lancé, en 2013, des procédures judiciaires devant la Cour Anglaise à l'encontre d'Aegis au titre de la violation par Aegis des garanties contractuelles et fiscales octroyées à Ipsos dans le cadre du Contrat d'Acquisition et au titre du non-respect de certaines autres obligations contenues dans le Contrat d'Acquisition. La date du procès est fixée à juin 2016.

En dehors des procédures en cours avec Aegis, le Groupe n'est pas engagé dans d'autres litiges significatifs.

Aucun actif du Groupe n'est nanti.

### 6.4.5. Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement. Le Groupe

est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, dans un certain nombre de pays. Les risques probables identifiés sont provisionnés (cf. note – 5.10 – Provisions courantes et non courantes).

Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu. La direction d'Ipsos estime que les redressements en cours n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

#### 6.4.6. Droit individuel à la formation

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place en France le Droit Individuel à la Formation permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur. Ainsi, depuis 2004, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par an.

Le volume d'heures de formation cumulée correspondant aux droits acquis par les salariés du Groupe et non encore utilisé, au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'établit à 58 974 heures au 31 décembre 2014. Au cours de l'exercice 2014, les heures de formation utilisées se sont élevées à 132 heures, pour un total de Droit Individuel à la Formation acquis de 50 654 heures, soit un taux d'utilisation effectif de l'ordre 0.3 % pour l'année 2014.

### 6.5. Effectifs à la clôture

Sociétés intégrées globalement	Effectifs au 31/12/2014	Effectifs au 31/12/2013
Europe, Moyen Orient, Afrique	8 169	7 725
Amériques	4 907	4 303
Asie-Pacifique	3 454	3 508
<b>TOTAL</b>	<b>16 530</b>	<b>15 536</b>

### 6.6. Transactions avec les parties liées

#### 6.6.1. Relations avec Ipsos

LT Participations est la holding de contrôle animatrice du groupe Ipsos. Elle consolide les comptes du groupe Ipsos par intégration globale. Il existe une convention de fournitures de services entre Ipsos Group Gie et LT Participations, qui prévoit qu'Ipsos Group Gie assiste LT Participations pour la tenue de la comptabilité, la gestion des relations bancaires et la tenue du secrétariat juridique. Au titre de l'exercice 2014, Ipsos Group Gie a facturé ces prestations de services pour un montant de 61 028 euros hors taxes.

#### 6.6.2. Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20% et 50% sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les transactions avec ces entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec ces parties liées n'ont pas un caractère significatif au 31 décembre 2014.

#### 6.6.3. Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Il n'existe pas d'opération conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital d'Ipsos SA et LT Participations qui ne présente le caractère d'opération courante.

#### 6.6.4. Rémunérations des dirigeants

Les dirigeants de LT Participations comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Comité exécutif et/ou membres du Conseil d'administration d'Ipsos SA.

En milliers d'euros	31/12/2014			31/12/2013		
	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes *	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes *
	Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs		Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs	
Rémunération brute totale <sup>(1)</sup>	3 282	6 310	105	3 281	6 721	102
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail <sup>(3)</sup>	-	141	-	-	-	-
Autres avantages à long terme <sup>(4)</sup>	-	-	-	-	-	-
Paiement en actions <sup>(5)</sup>	1 399	2 040	-	1 267	2 163	-

\* Les administrateurs non membres du Comité exécutif ne perçoivent que des jetons de présence.  
Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice hors charges sociales patronales  
L'engagement de retraites (impact net sur le compte de résultat) : montant non significatif (inférieur à 0,1 million d'euros).  
Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.  
Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.  
Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription, d'achats d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

#### 6.7. Evénements postérieurs à la clôture

Signature d'un avenant au contrat de crédit de 85,5 millions d'euros de LT Participations, le 22 avril 2015. Aucun autre événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.



## 7. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2014

### 7.1. Périmètre consolidé

Les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

#### Sociétés consolidées par intégration globale

Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
LT Participations	SA	Consolidante	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos	SA	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Group	GIE	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos France	SAS	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Observer	SA	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Popcorn Media	SAS	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Antilles	SAS	26 16	France	Immeuble les Amandiers ZI la lézarde 97232 Lamentin - Martinique
Ipsos Océan indien	SARL	26 16	France	158, rue Juliette Dodu 97400 Saint Denis - La Réunion
Ipsos Dom	SAS	26 16	France	Immeuble les Amandiers ZI la lézarde 97232 Lamentin - Martinique
Synovate SAS	SAS	26 16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Espaces TV Communication	SA	26 16	France	30, rue d'Orléans, 92300 Neuilly sur Seine
Ipsos Mori UK	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Preresearch	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Interactive Services	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY, London, UK
Market and Opinion Research International	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Mori Ltd	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos EMEA Holdings (formerly Mori Group)	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Pan Africa Holdings (formerly Synovate Holdings)	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Synovate Healthcare Limited	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Research Ltd (UK)	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Retail Performance Ltd	Ltd	26 16	Royaume-Uni	Beech House, Woodlands Business Park, Milton Keynes - MK14 6ES
Ipsos MRBI	Ltd	26 16	Irlande	Block 3, Blackrock Business Park, Blackrock, Co Dublin
Ipsos	GmbH	26 16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Operations	GmbH	26 16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Loyalty	GmbH	26 16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Trend Test	GmbH	26 16	Allemagne	Kolonnenstrasse 26, 2. Hof, 1 OG 10829 Berlin
Ipsos Marktforschung GmbH	GmbH	26 16	Allemagne	Carl-von-Noorden-Platz 5, 60596 Frankfurt
Ipsos Bahnreisenforschung GmbH	GmbH	26 16	Allemagne	Elektrastraße 6, 81925 München
Ipsos	SRL	26 16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operations	SRL	26 16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operaciones	SA	26 16	Espagne	Avenida de Ilano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Investigacion de Mercado	SA	26 16	Espagne	Avenida de Ilano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Synovate Espana S.A U	SAU	26 16	Espagne	Avenida de Ilano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Understanding Unlimited, SAU	SAU	26 16	Espagne	Avenida de Ilano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Belgium	SA	26 16	Belgique	Dreve Richelle 161, Bâtiment J -1410 Waterloo
Ipsos Holding Belgium	SA	26 16	Belgique	Dreve Richelle 161, Bâtiment J -1410 Waterloo
Ipsos NV	SA	26 16	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
Ipsos (Hungary)	Zrt	26 16	Hongrie	Budapest, Thaly Kálmán u 39, Budapest 1096
Synovate Portugal Ltda	Lda	26 16	Portugal	Rua Ramalho Ortigão No 8-2º Dio., 1070- 230 Lisboa
Ipsos Polska	sp z o o	26 16	Pologne	ul Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
ICEE Polska	sp z o o	26 16	Pologne	ul Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos Sp zoo	sp z o o	26 16	Pologne	ul Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw



Ipsos Sweden	AB	26 16	Suède	S t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos Observer Sweden AB	AB	26 16	Suède	Köpmangatan 1, 871 30 Hamösand
Synovate Sweden AB	AB	26 16	Suède	S t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos MMI AS	AS	26 16	Norvège	Karenslyst Allé 20, 0278 Oslo, Postal Postboks 64 Skøyen, 0212 Oslo
Ipsos AS	AS	26 16	Danemark	Fredriksborggade 18, 5 1360 Copenhagen K, Denmark
Ipsos Interactive Services	SRL	26 16	Roumanie	319 Splaiul Independentei, Sema City 1, floor 4, 060032 Bucharest 6, Romania
Ipsos Research SRL (Romania)	SRL	26 16	Roumanie	Agrovet Building, 20 Simului Street, Bucharest 1, Romania
Ipsos Eood (Bulgaria)	EOOD	26 16	Bulgarie	119 Europa Boulevard, 3th Floor, Sofia 1324
Ipsos Central Eastern Europe	Ltd	26 16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Ipsos OOO	Ltd	26 16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Synovate (RU) LLC	LLC	26 16	Russie	Bolshaya Semconovskaya street, 32, bld 2, Moscow 107023
Synovate Comenn LLC	LLC	13 3416	Russie	4 Masterkova Street, Moscow 115280
Ipsos sro	s r o	17 84112	République tchèque	Topolska 1591, Cernosice 252 28
Ipsos sro	s r o	17 84112	Slovaquie	Heydukova 12, 811 08 Bratislava
Ipsos Ukraine	LLC	26 16	Ukraine	6A Volodimurskaya street, office 1, 01023 Kiev
Research Insight	LLC	26 16	Ukraine	Fargo Business Center, 8A Ryzka Str, 04112 Kiev
Ipsos (Suisse)	S A	26 16	Suisse	12 Avenue des Morgines, 1213 Petit Lancy
Oakleigh Investments	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Markinor	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Synovate (Holdings) South Africa (Pty) Ltd	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos (Pty) Ltd	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Conexus (Pty) Ltd	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	15 Georgian Crescent, Bryanston, 2021
South African Satisfaction Index (Pty) Ltd	Pty Ltd	26 16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
African Response (Pty) Ltd	Pty Ltd	18 312	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos Strategic Puls	SAS	23 75328	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Strategic Marketing d o o. Beograd	d o o	23 75328	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Synovate d o o	d o o	26 16	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Ipsos Puls d o o Split	d o o	23 75328	Croatie	Šime Ljubića 37, 21000 Split
Ipsos Strategic Puls d o o e l Skopje	d o o e l	23 75328	Macédoine	Kairska 1, Skopje
Ipsos Strategic Puls d o o Podgorica	d o o	23 75328	Monténégro	Rumski trg 50 PC Krusevac, 81000 Podgorica
Ipsos d o o. Ljubljana	d o o	23 75328	Slovénie	Šmartinska 152, 1000 Ljubljana
Puls d o o Sarajevo	d o o	23 75328	Bosnie	Hamdije Kreševljakovića 7c, Sarajevo, B111
Strategic Puls Research	Sh P K	23 75328	Albanie	Rr Frederik Shurka Kulla 1, Sh 2 Ap 32 Sllk, Tirane
IPSOS DOOEL - Branch Office	Branch	23 73328	Kosovo	Emin Duraku Nr. 2, 10000 Prishtine
Ipsos Nigeria Ltd	Ltd	15 696	Nigeria	monifudeen busan Block A, Obi Village (Opposite Forte Oil), MM2 Airport Road, Ikeja-Lagos, Nigeria
Ipsos East Africa (Kenya)	Ltd	15 696	Kenya	Parklands Plaza, Churomo Lane PO Box 1324 00606 Nairobi
Synovate Kenya Ltd	Ltd	26 16	Kenya	Acorn House, 97 James Gichuru Road, Lavington P.O Box 68230 - 00200 City Square, Nairobi
Ipsos Ltd	Ltd	26 16	Ghana	H/NO. 4, Farrar Avenue, Asylum Down, PMB7, Kannda, Accra
Ipsos SARL (Ivory Coast)	S A R L	26 16	Côte d'Ivoire	Cocody 2 plateaux, Boulevard Latrille Carrefour Macaci, 11 BP 2280, Abidjan 11
Steadman Mozambique Limitada	Ltd	26 16	Mozambique	AV Francisco Orlando Magumbwe, Maputo, Mozambique
Ipsos Limited (Uganda)	Ltd	26 16	Ouganda	Plot 32 Nakasero Road, PO Box 21571, Kampala
Synovate Market Research Services Ltd (Steadman Research Services International (Tanzania) Ltd)	Ltd	26 16	Tanzanie	Plot 172 Regent Estate, PO Box 106253 Mikocheni, Dar Es Salaam
Ipsos Ltd	Ltd	26 16	Zambie	Plot 9632 Central Street, Chudleigh, PO Box 36605, Lusaka
Synovate Holdings BV	BV	26 16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam



Ipsos BV (Netherlands)	BV	26 16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK Amsterdam
Ipsos AE	A E	26 16	Grèce	8 Kolokotroni Street 10561 Athens
Synovate Ltd	Ltd	26 16	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Pondeal Ltd	Ltd	13 3416	Chypre	Themistokli, Dervi 3 Julia House, P C 1066, Nicosia, Cyprus
SGBT Financing	SA	26 16	Luxembourg	15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg
Ipsos America	Inc	26 16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Insight	L L C.	26 16	Etats-Unis	1600 Stewart Avenue Suite 500, Westbury, NY 11590
Ipsos Insight Corp	Corp	26 16	Etats-Unis	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services US	Inc	26 16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Public Affairs, Inc	Inc	26 16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Synovate Management Analytics Inc	Inc	22 7592	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos NPD Canada	Inc	26 16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid Corp	Inc	26 16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services Canada	LP	26 16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid	LP	26 16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Argentina	SA	26 16	Argentine	Olazábal 1371 - C1428DGE, Buenos Aires, Argentina
Ipsos Observer	SA	13 3416	Argentine	Olazábal 1371 - C1428DGE, Buenos Aires, Argentina
Synovate SA	SA	26 16	Argentine	Arbeños 2841 - C1428DGE - Buenos Aires, Argentina
Ipsos Brasil Pesquisas de Mercado	Ltda	26 16	Brésil	Olazábal 1371 - C1428DGE, Buenos Aires, Argentina
Ipsos Brazil 2011 Pesquisas de Mercado Ltda	Ltda	26 16	Brésil	Av 9 de Julho, 4865, 7. Andar - Jardim Paulista - CEP 01407-200 Sao Paulo, Estado de São Paulo.
Ipsos Venezuela	C A	26 16	Vénézuéla	Calçada Antares 264, Centro de Apoio 2 - Santana do Paranaíba, São Paulo
Ipsos BIMSA	SA de CV	26 16	Méxique	Cruce Avenida Rio Caura, con Avenida Rio Paragua, Centro Comercial La Piramide, Piso 5, Ofic 501, Urb Parque Humboldt, Caracas - Venezuela
Field Research de Mexico	SA de CV	26 16	Méxique	Paseo de las Palmas 500 piso 1, Col Lomas de Chapultepec Miguel Hidalgo CP 11000 Mexico DF
Ipsos CCA	Inc	26 16	Panama	Av Ingenieros Militares #85 interior 101 col Nueva Argentina Dely Miguel Hidalgo, CP 11230 (DF)
Ipsos Dominicana	S R L	12 00744	République dominicaine	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Guatemala	S A	13 3416	Guatemala	Frank Félix Miranda 47, Naco, Santo Domingo, Rep. Dom
Ipsos Hispania	Inc	19 62	Porto Rico	13 Calle 2-60 Zona 10, Edificio Topacio Azul, nivel 8o oficina 803 Ciudad Guatemala
Ipsos TMG Panama	S A	13 3416	Panama	Calle Fernando Calder #463 San Juan, Puerto Rico 00918
Ipsos TMG	Panama Stock Corporation	26 16	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Apoyo Opinion y Mercado	S A	19 64616	Pérou	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Premium Data S A C	S A C	19 62	Pérou	Av. Reducto 1363, Miraflores, Lima 18
Apoyo Opinion y Mercado Bolivia	S A	13 94328	Bolivie	Av Republica de Panama 6352, Miraflores, Lima 18
Synovate Peru S A C	S A C	26 16	Pérou	Calle Pedro Salazar No 634 - Sopocachi, La Paz
Ipsos Ecuador SA	S A	26 16	Equateur	Av Republica de Panama 6380, Miraflores, Lima 18
Ipsos Apoyo Ecuador	S A	15 90528	Equateur	Arauz N36-15 y Aleman, Quito
Herrarte	Trading	13 2108	Salvador	Arauz N36-15 y Aleman, Quito 79 Avenida Norte y 7 Calle PTE, No. 4109 Cote Escalon, San Salvador
Ipsos Costa Rica	S A	13 3416	Costa Rica	Barrío Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Synovate Costa Rica SA	S A	26 16	Costa Rica	Barrío Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Ipsos (Chile)	S A	26 16	Chili	Pedro de Valdivia 555, piso 10, Providencia, Santiago



Ipsos Observer (Chile) SA	SA	26 16	Chili	Calle Arzobispo Larrain Gandarillas 65, Providencia, Santiago
Ipsos ASI Andina	S A S	26 16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5, Bogotá, Colombia
Ipsos Napoleon Franco & Cia	S A.	26 16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5 Bogotá, Colombia
Synovate Colombia SA	S A	26 16	Colombie	Calle 74 No 11 – 81 Piso 5 Bogotá, Colombia
Livra Europe	Ltd	26 16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Livra com	SA	26 16	Argentine	11 de septiembre 2468 (1428) Buenos Aires, Argentina
Ipsos Hong Kong Limited	Ltd	26 16	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Beijing Ipsos Market Consulting	Ltd	25 6368	Chine	Suite 1201-1204, 12F, Union Plaza, No 20, Chaowai Avenue, Beijing
Ipsos Asia Limited	Ltd	26 16	Hong Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Singapore Pte Ltd	Pte Ltd	26 16	Singapour	3 Killiney Road, #05-01, Winsland House 1, Singapore 239519
Ipsos China Limited	Ltd	25 6368	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Taiwan Limited	Ltd	26 16	Taiwan	25F, No 105, Sec 2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Ipsos Korea Chusik Hoesa	Co Ltd.	26 16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 100-791
Ipsos (Philippines)	Inc	26 16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines
Ipsos Inc (Philippines)	Inc	26 16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines
Ipsos (Thailand) Limited	Ltd.	25 53216	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
Ipsos Indonesia	PT	18 312	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt 3, Jl H R Rasuna Said Kav B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Global Multi Services	PT	7 848	Indonésie	Jl Cikini Raya No 111, Cikini - Menteng, Jakarta Pusat
Ipsos Sdn Bhd	Sdn Bhd	26 16	Malaisie	18th Floor, Menara IGB, Mid Valley City Lingkaran Syed Putra, 59200 Kuala Lumpur
Synovate Ltd	Ltd	26 16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Synovate (China) Ltd	Ltd	26 16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
IJD Limited	Ltd	12 8184	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
PT Field Force Indonesia	PT	18 312	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt 3, Jl H R Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Shenzhen Ipsos Radar Market Consulting Company Limited	Ltd	26 16	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code 518034
Shenzhen Synovate Healthcare Co Ltd	Ltd	26 16	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code 518034
Ipsos LLC	LLC	13 3416	Vietnam	Level 9A, Nam A Bank Building, 201-203 Cach Mang Thang 8 street, District 3, Ho Chi Minh City
Synovate Ltd (Taiwan Branch)	Branch	26 16	Taiwan	25F, No 105, Sec 2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Synovate Limited (Korea Branch)	Branch	26 16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 100-791
Ipsos Australia	Pty Ltd	26 16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Loyalty	Pty Ltd	26 16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
I-view	Pty Ltd	26 16	Australie	Level 14, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Public Affairs	Pty Ltd	26 16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Limited	Ltd	26 16	Nouvelle-Zélande	Level 4, 581 Great South Road, Pentose 1642, Auckland
Ipsos K K.	KK	26 16	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Japan Marketing Operations Co	KK	26 16	Japon	5-2-2, Rinkocho, Edogawa-ku, Tokyo 134-0086
Ipsos Japan Holdings K K	KK	26 16	Japon	3-5-8 Nakameguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0061
Ipsos Healthcare Japan Ltd	Private company limited by shares	26 16	Japon	Hulic Kamiyacho Building, 4-3-13, Toranomon, Minato-ku, Tokyo, 105-0001

Ipsos Research Private Limited	Pvt Ltd	26 16	Inde	301, 5th Floor, 701, 7th Floor, Boston house, Suren Road, Andheri - East, Mumbai - 400 093
Synovate Araştırma Ve Danışmanlık Anonim Şirketi	A S	21 79128	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydınevler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul
Ipsos LLP	Limited Liability Partnership	21 37272	Kazakhstan	Tole Bi Str 101, Dalych Business Center, Block "A", Office 5 "A", Almalinskiy Raion, Almaty, 050012 Republic of Kazakhstan
Ipsos Stat	SA	14 388	France	35, rue du Val de Mame 75013 Paris
Ipsos Sal	S A L	10 35936	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P O Box 55103 - Sin El Fil
AGB Stat Ipsos	S A L	10 75176	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P O Box 55103 - Sin El Fil
Ipsos Mena Offshore	S A L	10 35936	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P O Box 55103 - Sin El Fil
Ipsos Stat Jordan	L L C	10 80408	Jordanie	Wasfi Al Tal Sir, P O BOX 830871, Amman-11183
Ipsos Stat Kuwait	L L C	14 388	Koweït	Beirut Street, PO Box 22417, Safat 13085, Hawally
Ipsos Stat Emirates	L L C	7 0632	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai, UAE
Ipsos (Saudi Arabia) LLC	Ltd	14 62344	Arabie Saoudite	Tahha Street, Yamamah Building - Office 31, P O Box 122200 Jeddah 21332 KSA
Ipsos Stat Bahrain	W L L	14 2572	Bahreïn	Al Ain Building, Flat 11, Building 92, Road 36, Block 334, Manama/Al Mahooz, Bahrain
Ipsos Egypt	S A E	14 388	Egypte	35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo, Egypt
Ipsos Iraq	Co Ltd	10 0716	Irak	BAGHDAD - Waziriya Area - Antar Square - Architecture Zebrano Furniture - 3th Floor
Synovate The Egyptian Market Research Company LLC	L L C	13 68168	Egypte	11 Dr Mohammed Mandour, Rab'aa Mosque, Nasr City, Cairo
Marocstat	S A R L	14 2572	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif-Casablanca 20380
Maghreb Data Services	S A R L	14 2572	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif-Casablanca 20380
Synovate Market Research Sarl	S A R L	14 388	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif-Casablanca 20380
EURL Synovate Algeria	E U R L	14 388	Algérie	Lotissement AADL Villa n°13-Said HAMDINE, Bir MouradRais Alger
Ipsos SARL (Tunisia)	S A R L	26 16	Tunisie	Immeuble Luxor, 3ème Etage, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Market Watch Market Research & Public Opinion Polling Ltd	Ltd	26 16	Israël	Tuval 13, 529228 Ramat Gan
Synovate Saudi Arabi (CRC)	0	26 16	Arabie Saoudite	P.O Box 7188, Zip code 11462, Riyadh KSA
Ipsos Qatar	Limited Liability Company	13 68168	Qatar	IBA Building, 1st floor, C Ring Road, Doha Qatar
Ipsos Pakistan	Pvt Ltd	10 0716	Pakistan	256-Street # 30, F-10/1 Islamabad
<b>Entreprises consolidées</b>	<b>Forme</b>	<b>% d'intérêt</b>	<b>Pays</b>	<b>Adresse</b>
Apeme	Lda	6 54	Portugal	Avenida Duque de Ávila, n° 26 - 3º andar 1000 - 141 Lisboa
Ipsos - Opinion S A	A E	7 848	Grece	8 Kolokotroni Street 10561 Athens

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Mame  
75013 Paris

**Exercice clos au 31 décembre 2013**

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

## LT Participations

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société LT Participations, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1 Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe aux comptes consolidés :

- 1.2.29 et 2.2.2 détaillant les différents éléments du dénouement du litige lié à l'acquisition de Synovate, compensés au compte de résultat sur la ligne «Impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation»,
- 1.2.1.3 et 1.2.7 relatives à l'incidence des changements de méthodes, en particulier en ce qui concerne la comptabilisation des variations de la juste valeur des engagements d'achat d'intérêts minoritaires.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1.2.25 de l'annexe aux comptes consolidés décrit la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons testé les modalités de reconnaissance du revenu et des coûts directs et nous nous sommes assurés que la méthode appliquée par le groupe n'induisait pas de déviation significative au regard de l'avancement technique des études.
- Les notes 1.2.8, 1.2.15 et 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les principes appliqués en matière de regroupements d'entreprises et de valorisation des goodwill. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill et des actifs à durée de vie indéterminée, les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées ainsi que les évaluations qui en résultent. Nous avons également vérifié que ces notes donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 Vérification spécifique

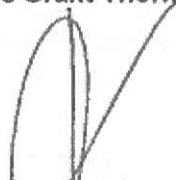
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

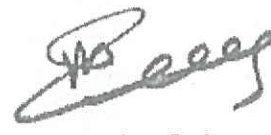
Fait à Paris, le 26 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
Membre français de Grant Thornton International

  
Pascal Leclerc  
Associé

**SLG Expertise**

  
Marion Bolze  
Associée



# Groupe LT Participations

\*\*\*

**Comptes consolidés**

**pour l'exercice clos le 31 décembre 2013**

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Compte de résultat consolidé.....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>Etat du résultat global consolidé.....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>Etat de la situation financière consolidée.....</b>	<b>6</b>
<b>4.</b>	<b>Etat des flux de trésorerie consolidés.....</b>	<b>7</b>
<b>5.</b>	<b>Etat des variations des capitaux propres consolidés.....</b>	<b>8</b>
	<b>Notes aux états financiers consolidés.....</b>	<b>9</b>
<b>1.</b>	<b>Informations générales et principales méthodes comptables.....</b>	<b>9</b>
1.1.	Informations générales.....	9
1.2.	Principales méthodes comptables.....	9
<b>2.</b>	<b>Evolution du périmètre de consolidation.....</b>	<b>21</b>
2.1.	Opérations réalisées sur l'exercice 2013.....	21
2.2.	Acquisition de Synovate.....	21
2.2.1.	Allocation du prix d'acquisition au 31 décembre 2012.....	21
2.2.2.	Réestimations post délai d'affectation du goodwill.....	22
2.3.	Opérations réalisées sur l'exercice 2012.....	24
2.4.	Opérations réalisées sur l'exercice 2011.....	25
<b>3.</b>	<b>Information sectorielle.....</b>	<b>26</b>
3.1.	Information sectorielle au 31 décembre 2013.....	26
3.2.	Information sectorielle au 31 décembre 2012.....	26
3.3.	Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe.....	26
<b>4.</b>	<b>Notes sur le compte de résultat.....</b>	<b>27</b>
4.1.	Coûts directs.....	27
4.2.	Autres charges et produits opérationnels.....	27
4.3.	Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions.....	27
4.4.	Autres charges et produits non courants.....	27
4.5.	Charges et produits financiers.....	27
4.6.	Impôts courants et différés.....	28
4.6.1.	Charge d'impôts courants et différés.....	28
4.6.2.	Evolution des postes du bilan.....	28
4.6.3.	Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe.....	28
4.6.4.	Ventilation du solde net des impôts différés.....	29
4.7.	Résultat net par action.....	31
4.8.	Dividendes payés.....	31
<b>5.</b>	<b>Notes sur l'état de la situation financière.....</b>	<b>31</b>

5.1.	Goodwills.....	31
5.1.1.	Tests de dépréciation des goodwills.....	31
5.1.2.	Mouvements de l'exercice 2013.....	32
5.2.	Autres immobilisations incorporelles.....	33
5.3.	Immobilisations corporelles.....	33
5.4.	Participation dans les entreprises associées.....	34
5.5.	Autres actifs financiers non courants.....	35
5.6.	Clients et comptes rattachés.....	35
5.7.	Autres actifs courants.....	36
5.8.	Capitaux propres.....	36
5.9.	Endettement financier.....	39
5.10.	Provisions courantes et non courantes.....	40
5.11.	Engagements de retraite et assimilés.....	40
5.12.	Autres passifs courants et non courants.....	43
6.	<i>Informations complémentaires.....</i>	<i>44</i>
6.1.	Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés.....	44
	<i>Diminution (augmentation) des créances clients.....</i>	<i>44</i>
6.2.	Objectifs et politiques de gestion des risques financiers.....	44
6.3.	Instruments financiers.....	48
6.4.	Engagements hors bilan.....	51
6.5.	Effectifs à la clôture.....	53
6.6.	Transactions avec les parties liées.....	53
6.7.	Evénements postérieurs à la clôture.....	54
7.	<i>Périmètre de consolidation au 31 décembre 2013.....</i>	<i>55</i>
7.1.	Périmètre consolidé.....	55



## 1. Compte de résultat consolidé

### Exercice clos le 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	3	1 712 403	1 789 521
Coûts directs	4.1	(614 620)	(642 342)
<b>Marge brute</b>		<b>1097 783</b>	<b>1147 179</b>
Charges de personnel - hors rémunération en actions		(690 096)	(730 780)
Charges de personnel - rémunération en actions	5.8.3	(11 321)	(8 396)
Charges générales d'exploitation		(215 509)	(230 009)
Autres charges et produits opérationnels	4.2	1 158	318
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>3</b>	<b>182 015</b>	<b>178 312</b>
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4.3	(4 712)	(4 920)
Autres charges et produits non courants	4.4	(18 205)	(36 638)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5.4	26	(14)
<b>Résultat opérationnel (avant impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)</b>		<b>159 124</b>	<b>136 741</b>
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation		(71 273)	
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>87 851</b>	<b>136 741</b>
Charges de financement	4.5	(26 932)	(27 634)
Autres charges et produits financiers	4.5	(5 903)	(3 798)
<b>Résultat financier</b>		<b>(32 835)</b>	<b>(31 432)</b>
<b>Résultat net avant impôts <sup>(1)</sup></b>		<b>55 016</b>	<b>105 309</b>
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(29 715)	(21 451)
Impôts différés sur amortissement du goodwill	4.6	(3 782)	(5 823)
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>4.6</b>	<b>(33 498)</b>	<b>(27 274)</b>
<b>Résultat net</b>		<b>21 518</b>	<b>78 035</b>
<b>Dont Part du Groupe</b>		<b>891</b>	<b>15 504</b>
<b>Dont Part des minoritaires</b>		<b>20 628</b>	<b>62 532</b>
Résultat net part du groupe par action en euros	4.7	15,08	262,44
Résultat net dilué part du groupe par action en euros	4.7	15,08	262,44

(1) En excluant l'impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation, le résultat net avant impôts au 31 décembre 2013 s'élèverait à 126 289 milliers d'euros, le résultat net s'élèverait à 92 791 milliers d'euros, le résultat net – part du Groupe s'élèverait à 19 558 milliers d'euros, le résultat net part du Groupe par action de base et dilué s'élèverait respectivement à 331 euros et 331 euros.

## 2. Etat du résultat global consolidé

### Exercice clos le 31 décembre 2013

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net	21 518	78 035
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	(7 779)	7 681
Variation des écarts de conversion	(58 876)	(7 955)
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	(950)	(3 553)
<b>Total des autres éléments reclassables en résultat</b>	<b>(67 605)</b>	<b>(3 827)</b>
Gains et pertes actuariels (*)	324	(2 086)
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	(133)	618
<b>Total des autres éléments non reclassables en résultat</b>	<b>191</b>	<b>(1 468)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(67 414)</b>	<b>(5 295)</b>
<b>Total résultat global</b>	<b>(45 896)</b>	<b>72 740</b>
Dont part du Groupe	(16 200)	13 101
Dont part des minoritaires	(29 696)	59 640

(\*) Informations financières antérieurement publiées retraitées suite à l'application d'IAS 19 révisé (cf. note 1.2.1.3)

### 3. Etat de la situation financière consolidée

#### Exercice clos le 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
<b>ACTIF</b>			
Goodwills	5.1	1 136 365	1202 383
Autres immobilisations incorporelles	5.2	87 336	90 450
Immobilisations corporelles	5.3	36 154	47 442
Participation dans les entreprises associées	5.4	772	478
Autres actifs financiers non courants	5.5	23 832	154 077
Impôts différés actifs	4.6	36 544	38 812
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 321 003</b>	<b>1533 642</b>
Clients et comptes rattachés	5.6	583 932	606 643
Impôts courants	4.6	18 866	16 307
Autres actifs courants	5.7	56 977	56 416
Instruments financiers dérivés	5.9	2 236	7 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.9	152 419	134 965
<b>Actifs courants</b>		<b>814 430</b>	<b>822 298</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 135 433</b>	<b>2 355 940</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital	5.8	118	118
Primes d'émission		35 768	35 768
Actions propres		-	-
Autres réserves(*)		114 011	98 802
Ecarts de conversion		(16 051)	1 092
Résultat net - part du groupe		891	15 504
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>134 741</b>	<b>152 818</b>
Intérêts minoritaires		632 695	687 713
<b>Capitaux propres</b>		<b>767 432</b>	<b>840 531</b>
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	5.9	718 856	675 855
Provisions non courantes	5.10	16 076	25 103
Provisions pour retraites(*)	5.11	20 997	22 956
Impôts différés passifs(*)	4.6	104 152	101 307
Autres passifs non courants	5.12	65 636	89 742
<b>Passifs non courants</b>		<b>925 717</b>	<b>913 431</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		221 635	259 685
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	5.9	68 985	180 670
Impôts courants	4.6	10 296	10 042
Provisions courantes	5.10	3 941	6 171
Autres passifs courants	5.12	137 428	145 410
<b>Passifs courants</b>		<b>442 285</b>	<b>601 978</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 135 433</b>	<b>2 355 940</b>

(\*) Informations financières antérieurement publiées suite à l'application d'IAS 19 révisé (cf note 1.2.1.3)



## 4. Etat des flux de trésorerie consolidés

### Exercice clos le 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
<b>OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>			
<b>RESULTAT NET</b>		<b>21 518</b>	<b>78 035</b>
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement		-	-
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		26 578	29 075
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus		(26)	14
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs		506	776
Variation nette des provisions		74 624	(3 799)
Rémunération en actions		10 814	7 246
Autres produits et charges calculés		(1 034)	243
Frais d'acquisition de sociétés consolidées		2 814	3 022
Charge de financement		26 932	27 634
Charge d'impôt		33 498	27 274
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT</b>		<b>196 225</b>	<b>169 520</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	6.1	(54 436)	(66 370)
Intérêts financiers nets payés		(29 625)	(28 783)
Impôts payés		(25 132)	(28 110)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION</b>		<b>87 032</b>	<b>46 257</b>
<b>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.1.2	(17 186)	(26 219)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels		325	251
Produits des cessions de titres de participations		-	-
Acquisitions d'immobilisations financières		(1 103)	(2 430)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidées	6.1.3	11 784	(15 888)
<b>FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(6 180)</b>	<b>(44 286)</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation / (Réduction) de capital de LT Participations		-	84
Augmentation / (Réduction) de capital d'Ipsos SA		186	1 633
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme		(28 033)	7 361
Frais d'émission d'emprunt		(1 942)	-
Augmentation (diminution) des découverts bancaires		3 287	1 112
Rachats d'intérêts minoritaires	6.1.3	(2 395)	(12 484)
(Achats) / Ventes nets d'actions propres Ipsos SA		(3 944)	(6 146)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(0)	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(22 289)	(22 356)
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(55 131)</b>	<b>(30 797)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>		<b>25 721</b>	<b>(28 826)</b>
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie		(8 265)	235
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>		<b>134 964</b>	<b>163 556</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE</b>		<b>152 420</b>	<b>134 965</b>

## 5. Etat des variations des capitaux propres consolidés

### Exercice clos le 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres		Total
						Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	
Situation au 1er janvier 2012	118	35 683	-	102 080	2 028	139 909	660 873	800 782
Impact des changements de méthode								
Situation au 1er janvier 2012 retraitée								
Variation de capital	-	85	-	-	-	85	1 633	1 718
Distribution dividendes	-	-	-	0	-	0	(22 419)	(22 419)
Variation de périmètre	-	-	-	(0)	-	(0)	1 844	1 844
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	-	-	-	(4 966)	(4 966)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(1 683)	-	(1 683)	(4 729)	(6 412)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	1 902	-	1 902	5 345	7 247
Autres mouvements (1)	-	-	-	(1 964)	-	(1 964)	(9 508)	(11 472)
Transactions avec les actionnaires	-	85	-	(1 746)	-	(1 661)	(32 799)	(34 460)
Résultat de l'exercice	-	-	-	15 505	-	15 505	62 532	78 037
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(936)	(936)	(2 892)	(3 828)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(936)	(936)	(2 892)	(3 828)
Résultat global	-	-	-	15 505	(936)	14 569	59 640	74 208
Situation au 31 décembre 2012	118	35 768	-	115 839	1 092	152 817	687 714	840 531
Situation au 1er janvier 2012	118	35 768	-	115 839	1 092	152 817	687 714	840 531
Impact des changements de méthode				(1 533)		(1 533)		(1 533)
Situation au 1er janvier 2013				114 306		151 284		838 998
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	191	191
Distribution dividendes	-	-	-	(1 890)	-	(1 890)	(22 569)	(24 459)
Variation de périmètre	-	-	-	83	-	83	(84)	(1)
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	589	-	589	(700)	(111)
Mouvements sur Actions propres	-	-	-	(1 033)	-	(1 033)	(2 911)	(3 944)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	2 832	-	2 832	7 982	10 814
Autres mouvements	-	-	-	(2 463)	-	(2 461)	(7 230)	(9 691)
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	(1 881)	-	(1 879)	(25 321)	(27 201)
Résultat de l'exercice	-	-	-	891	-	891	20 628	21 518
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur investissements nets à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(17 140)	(17 140)	(50 465)	(67 605)
Gains et pertes actuariels	-	-	-	85	-	85	239	324
Impôts différés sur gains et pertes actuariels	-	-	-	(35)	-	(35)	(98)	(133)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	50	(17 140)	(17 090)	(50 324)	(67 414)
Résultat global	-	-	-	941	(17 140)	(16 200)	(29 696)	(45 896)
Situation au 31 décembre 2013	118	35 768	-	114 899	(16 048)	134 738	632 696	767 432



## Notes aux états financiers consolidés

### Exercice clos le 31 décembre 2013

## 1. Informations générales et principales méthodes comptables

### 1.1. Informations générales

LT Participations est un groupe mondial qui propose des solutions études aux entreprises et aux institutions. Il se situe aujourd'hui au 3ème rang mondial sur son marché, avec des filiales consolidées dans 86 pays au 31 décembre 2013.

Ipsos SA est une société anonyme, cotée sur Euronext Paris. Son siège social est situé 35, rue du Val de Marne- 75013 Paris (France).

En date du 22 mai 2014, le Conseil d'administration de LT Participations a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de LT Participations pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 seront soumis à l'approbation des actionnaires de LT Participations lors de son Assemblée générale annuelle.

Les états financiers sont présentés en Euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000), sauf indication contraire.

### 1.2. Principales méthodes comptables

#### 1.2.1. Base de préparation des états financiers

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen et le conseil européen, les états financiers consolidés de l'exercice 2013 du groupe LT Participations sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2013 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

##### *1.2.1.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013*

- **Amendement IAS 19 - Avantages au personnel.** Cet amendement supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduit à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels dans les capitaux propres et des coûts des services passés au passif du bilan (cf. note 5.11-Engagements de retraites et assimilés). Les variations d'écarts actuariels sont systématiquement enregistrées en autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, et le coût des services passés est intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net.
- **Amendement IAS 1- Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.** Cet amendement est sans impact significatif sur l'information publiée par le Groupe.
- **IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur,** qui précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est déjà imposée ou admise dans une autre norme IFRS. Ce texte n'occasionne pas d'évaluations à la juste valeur supplémentaires.
- **Amendements à IFRS 7 – Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers.** Cet amendement complète les informations à fournir en annexes au titre des transferts d'actifs financiers, tels que des opérations de titrisation ou de cession de créances. Cet amendement n'a pas d'impact sur les informations déjà fournies en annexes par le Groupe.



*1.2.1.2. Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013*

Les textes suivants, adoptés par l'Union européenne seront applicables au Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- **IFRS 10** - Etats financiers consolidés et l'amendement IAS 27 Etats financiers séparés qui remplaceront l'actuelle norme IAS 27 Etats financiers consolidés et individuels et l'interprétation SIC 12 – Consolidation entités ad hoc. Ces textes introduisent une nouvelle définition du contrôle reposant sur le pouvoir, l'exposition (et les droits) à des rendements variables et la capacité d'exercer ce pouvoir afin d'influer sur les rendements.
- **IFRS 11- Partenariats et l'amendement IAS 28** - Participation dans des entreprises associées et des entreprises conjointes qui remplaceront les normes IAS-31 Participation dans des coentreprises et IAS-28 Participation dans des entreprises associées, ainsi que l'interprétation SIC 13-Entités contrôlées en commun – apport non monétaires par des co-entrepreneurs. Ces textes prévoient essentiellement deux traitements comptables distincts. Les partenariats qualifiés d'opérations conjointes seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlées par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers un simple contrat ou à travers une entité juridique contrôlée conjointement. Les partenariats qualifiés de coentreprises, parce qu'ils donnent uniquement un contrôle sur l'actif net, seront consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.
- **IFRS 12** - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. Ce texte rassemble l'ensemble des informations à fournir en annexes au titre des filiales, partenariats, entreprises associées et entreprises structurées non consolidées.
- **Amendement IAS 32** - Compensations d'actifs et de passifs financiers. Ce texte clarifie les règles de compensation de la norme IAS 32 existante.

Le groupe LT Participations n'a appliqué aucune norme ni interprétation par anticipation. L'impact de l'application de ces nouvelles normes sur les états financiers est en cours d'analyse par le Groupe et n'aura a priori aucun impact sur les comptes consolidés.

*1.2.1.3. Changement de méthodes comptables*

- **Amendement IAS 19** - Avantages au personnel.

La première application obligatoire de cet amendement a amené à comptabiliser des écarts actuariels directement dans les autres éléments du résultat global pour respectivement 0,5 million d'euros et 1,5 million d'euros au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012, en contrepartie de la provision pour retraites et des impôts différés passifs.

- **Variation de la juste valeur des engagements de rachat des intérêts minoritaires**

A compter de l'exercice 2013, le Groupe LT Participations a décidé de comptabiliser les variations de valeur des engagements de rachat de minoritaires dans le poste « autres charges et produits non courants » du compte de résultat comme le permet la norme IAS 39. Ceci constitue un changement de méthode comptable par rapport à la méthode comptable décrite dans le document de référence 2012 qui indiquait dans la note 1.2.7 *Engagements de rachat de minoritaires* que toute variation de valeur des engagements de rachats de minoritaires était comptabilisée en capitaux propres.

L'application de cette méthode aux comptes 2012 n'aurait pas eu d'impact significatif sur les périodes présentées en comparatifs. En conséquence, les états financiers historiques n'ont pas été retraités.

La variation de la juste valeur des engagements de rachat des intérêts minoritaires de MMA/SMA et ComCon de 16,1 millions d'euros a été comptabilisée dans le compte de résultat en « impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation » car ils faisaient partie intégrante de l'allocation du prix d'acquisition de Synovate dont l'ajustement du prix a été également comptabilisé en résultat au 31 décembre 2013.



### 1.2.2. Recours à des estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les principales sources d'incertitudes concernent :

- la valeur des goodwill pour lesquels le Groupe vérifie au moins une fois par an qu'il n'y a pas lieu de constater une dépréciation, en ayant recours à différentes méthodes qui nécessitent des estimations. De plus amples détails sont donnés dans les notes 1.2.8 et 5.1.1,
- les actifs d'impôt différé liés à l'activation des déficits reportables tels que décrit dans la note 1.2.24,
- les actifs financiers non cotés tels que décrit dans la note 1.2.16.
- l'évaluation des dettes de puts sur intérêts minoritaires tels que décrit dans la note 1.2.7
- l'évaluation de la juste valeur des emprunts et des instruments de couverture tels que décrit dans la note 1.2.20

### 1.2.3. Méthodes de consolidation

Les états financiers comprennent les états financiers de LT Participations et de toutes ses filiales au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle.

Les sociétés contrôlées par le Groupe (c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités), que ce soit de droit (détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote), ou contractuellement sont consolidées par intégration globale. Les comptes sont pris à 100 %, poste par poste, avec constatation des droits des actionnaires minoritaires. Le contrôle existe également lorsque LT Participations détenant moins de la moitié des droits de vote a la capacité de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, ou a le pouvoir de nommer ou révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Les sociétés non contrôlées exclusivement par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence si le pourcentage de contrôle résultant de la détention directe ou indirecte des droits de vote est supérieur à 20%.

### 1.2.4. Information sectorielle

En application de la norme IFRS8, l'information sectorielle présentée dans les comptes consolidés doit être basée sur le reporting interne régulièrement examiné par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS8.

Les secteurs retenus, au nombre de trois, résultent des zones géographiques issues du reporting interne utilisé par la Direction Générale. Les trois secteurs sont les suivants :

- l'Europe, Moyen-Orient, Afrique,
- les Amériques,
- l'Asie-Pacifique.

Par ailleurs, le groupe LT Participations est entièrement dédié à une seule activité : les études par enquête.

Les méthodes d'évaluation mises en place par le Groupe pour le reporting des segments selon IFRS8 sont identiques à celles mises en place dans les états financiers.



A ces trois secteurs opérationnels s'ajoutent les entités Corporate ainsi que des éliminations entre les trois secteurs opérationnels classés dans la rubrique « Autres ». Les actifs du Corporate qui ne sont pas directement imputables aux activités des secteurs opérationnels ne sont pas alloués à un secteur.

Les opérations commerciales inter secteurs sont réalisées à des termes et conditions de marché similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties. Les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients ainsi que des autres actifs courants.

### 1.2.5. Méthode de conversion des éléments en devises

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie hyper-inflationniste, sont convertis en euros, monnaie de présentation des états financiers de LT Participations de la façon suivante :

- Les actifs et les passifs sont convertis au taux de clôture.
- Le compte de résultat est converti au taux moyen de la période.
- Les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux figurent dans un poste spécifique des capitaux propres « Variations des écarts de conversion ».

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères. En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction.

Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat de la période :

- en marge opérationnelle pour les transactions commerciales liées aux études,
- en résultat financier pour les transactions financières et les frais centraux.

Par exception à la règle décrite ci-dessus, les écarts de conversion sur les opérations de financement intragroupe à long terme pouvant être considérées comme faisant partie de l'investissement net dans une filiale étrangère et les écarts de conversion sur les emprunts en monnaies étrangères qui constituent totalement ou pour partie une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère (conformément aux dispositions d'IAS 39), sont comptabilisés directement parmi les autres éléments du résultat global en « Variations des écarts de conversion » jusqu'à la sortie de l'investissement net.

### 1.2.6. Opérations et comptes réciproques

Les soldes au 31 décembre des comptes de créances et de dettes entre sociétés du Groupe, les charges et les produits réciproques entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations intra-groupe telles que paiements de dividendes, plus ou moins-values de cession, dotations ou reprises de provisions pour dépréciation de titres consolidés, ou de prêts à des sociétés du Groupe, marges internes sont éliminés en tenant compte de leur effet sur le résultat et l'impôt différé.

### 1.2.7. Engagements de rachat de minoritaires

Le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (options de vente).

Lors de la comptabilisation initiale et conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32, le Groupe enregistre un passif au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités consolidées par intégration globale. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente puis réestimé lors des arrêts ultérieurs en tenant compte de l'évolution de la valeur de l'engagement.

Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en goodwill en cours. Lors des exercices ultérieurs, l'effet de désactualisation et la variation de la valeur de l'engagement sont comptabilisés par ajustement du montant du goodwill.

A l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, les écritures antérieurement comptabilisées sont contrepassées ; si le rachat est effectué, le montant constaté en autres passifs courants ou non courants est soldé par contrepartie du décaissement lié au rachat de la participation minoritaire et le goodwill en cours est reclassé en goodwill.



Pour les acquisitions avec prise de contrôle réalisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, et en application des normes IFRS 3 révisée et IAS 27 amendée, la contrepartie de ce passif est enregistrée en déduction des capitaux propres hors-groupe à hauteur de la valeur comptable des intérêts minoritaires concernés, et en déduction des capitaux propres part du Groupe pour l'excédent éventuel. La dette est réévaluée à chaque clôture à la valeur actuelle de remboursement, c'est-à-dire à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option de vente.

Jusqu'au 31 décembre 2012, toute variation de valeur était comptabilisée en capitaux propres. A compter de l'exercice 2013, le Groupe LT Participations a décidé de comptabiliser toutes les variations de valeur des engagements de rachat de minoritaires et l'effet de désactualisation dans le poste « autres charges et produits non courants » du compte de résultat ainsi que le permet la norme IAS 39.

Conformément à IAS 27, la quote-part du résultat ou de variations de capitaux propres attribuée à la société mère et aux intérêts minoritaires est déterminée sur la base des pourcentages de participation actuels et ne reflète pas la participation complémentaire potentielle représentée par l'engagement de rachat.

### 1.2.8. Goodwills et regroupement d'entreprise

Les regroupements d'entreprise intervenus après le 1<sup>er</sup> janvier 2010 sont comptabilisés suivant la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris sont comptabilisés à leur juste valeur en date d'acquisition, sous réserve qu'ils respectent les critères de comptabilisation d'IFRS 3 révisée.

Le goodwill qui représente l'excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est comptabilisé à l'actif du bilan sous la rubrique « Goodwills ». Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans la valeur des titres mis en équivalence. Il correspond essentiellement à des éléments non identifiables tels que le savoir faire et l'expertise-métier des équipes. Les goodwills négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat.

Les goodwills sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour les besoins des tests de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représentant au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Une UGT se définit comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les UGT correspondent aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe exerce ses activités.

Les goodwills sont enregistrés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés immédiatement en charges lorsqu'ils sont encourus.

Lors de chaque acquisition, le Groupe peut opter pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des intérêts minoritaires en date d'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Les goodwills ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an par comparaison de leurs valeurs comptables et de leurs valeurs recouvrables à la date de clôture sur la base des projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de quatre ans. La fréquence du test peut être plus courte si des événements ou circonstances indiquent que la valeur comptable n'est pas recouvrable. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- Une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- La perte d'un client majeur ;
- La croissance significative des taux d'intérêts.

Les modalités des tests de dépréciation sont décrites en Note 1.2.15 consacrée aux dépréciations d'actifs. En cas de perte de valeur, la dépréciation enregistrée au compte de résultat est irréversible.

Pour les acquisitions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 et en application d'IFRS3 révisée, tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur en date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en



contrepartie du goodwill qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où l'évaluation était encore présentée comme provisoire (période d'évaluation limitée à 12 mois) ; tout ajustement ultérieur ne répondant pas à ces critères est comptabilisé en résultat du Groupe en contrepartie d'une dette ou d'une créance.

Pour les acquisitions réalisées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et pour lesquelles l'ancienne norme IFRS 3 continue de s'appliquer, toutes les variations de dettes sur acquisitions (variation de prix différés ou d'earn-out) restent comptabilisées en contrepartie du goodwill, sans impact sur le résultat du Groupe.

La norme IAS 27 révisée a modifié la comptabilisation des transactions concernant les intérêts minoritaires, dont les variations, en l'absence de changement de contrôle, sont désormais comptabilisées en capitaux propres. Notamment, lors d'une acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée par le Groupe, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire des capitaux propres consolidés acquise est enregistré en capitaux propres – part du Groupe. La valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de l'entité (y compris le goodwill) reste inchangée.

### 1.2.9. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément figurent au bilan à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont enregistrées pour leur juste valeur à la date d'acquisition, séparément du goodwill si elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- elles sont identifiables, c'est-à-dire qu'elles résultent de droits légaux ou contractuels ;
- elles sont séparables de l'entité acquise.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de marques, de relations contractuelles avec les clients, de logiciels, de frais de développement et des panels.

### 1.2.10. Marques et relations contractuelles avec les clients

Dans le cadre des regroupements d'entreprise, aucune valeur n'est allouée aux marques rachetées qui sont considérées comme des enseignes sans valeur intrinsèque, sauf si la marque a une notoriété suffisante permettant au groupe de maintenir une position de leader sur un marché et de générer des profits sur une longue période.

Les marques reconnues dans le cadre des regroupements d'entreprise sont considérées comme à durée de vie indéfinie et ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur recouvrable et leur valeur comptable. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, des relations contractuelles avec les clients sont comptabilisées séparément du goodwill dans le cadre d'un regroupement d'entreprise, dès lors que l'entreprise acquise a un volume d'affaires régulier avec des clients identifiés. Les relations contractuelles avec les clients sont évaluées selon la méthode de l'« Excess Earnings » qui prend en compte les flux de trésorerie futurs actualisés générés par les clients. Les paramètres utilisés sont cohérents avec ceux utilisés pour l'évaluation des goodwills.

Les relations contractuelles avec les clients, dont la durée d'utilité est déterminable, sont amorties sur leur durée d'utilisation, qui a été évaluée généralement entre 13 et 17 ans. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

### 1.2.11. Logiciels et frais de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sur un projet individuel sont activées quand la faisabilité du projet et sa rentabilité peuvent raisonnablement être considérées comme assurées.

En application de cette norme, les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre ;
- sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;



- la disponibilité des ressources pour mener le projet à son terme ;
- qu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront au Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les logiciels immobilisés comprennent des logiciels à usage interne ainsi que des logiciels à usage commercial, évalués soit à leur coût d'acquisition (achat externe), soit à leur coût de production (développement interne).

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue, à savoir :

- pour les logiciels : 3 ans ;
- pour les frais de développement, selon la durée économique déterminée pour chaque projet de développement spécifique.

### 1.2.12. Panels

Des règles spécifiques sont appliquées par le Groupe dans le cas des panels : ils désignent les échantillons représentatifs d'individus ou de professionnels interrogés régulièrement sur des variables identiques et qui sont appréhendées par le Groupe suivant leur nature :

- Panel on-line : panel principalement interrogé par ordinateur ;
- Panel off-line : panel principalement interrogé par courrier ou par téléphone.

Les coûts occasionnés par la création et l'amélioration des panels off-line sont comptabilisés en tant qu'actifs et amortis sur la durée de vie estimée des panélistes, à savoir 3 ans.

Les coûts générés par la création et l'augmentation de la taille des panels on-line (achat de fichiers, scanning, recrutement des panélistes) font l'objet d'une activation. Dans la mesure où ces panels ne sont pas caractérisés par une durée d'utilité déterminée, en particulier pas d'obsolescence, les panels on-line ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il existe un indice indiquant que ces actifs incorporels ont pu perdre de la valeur.

Les dépenses de maintenance requises ultérieurement sur ces deux types de panels sont inscrites en charges compte tenu de la nature spécifique de ces incorporels et de la difficulté de les dissocier des dépenses engagées pour maintenir ou développer l'activité intrinsèque de la société.

### 1.2.13. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, diminué des amortissements et de toute perte de valeur identifiée.

Les immobilisations corporelles sont composées d'agencements et d'installations, de matériel de bureau et informatique, de mobilier de bureau et de matériel de transport.

Certains éléments de l'actif font l'objet de contrat de location dont LT Participations est preneur. Ces éléments entrent donc dans le champ d'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location.

Selon cette norme, les contrats de location ayant pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont qualifiés de contrats de location financement.

La valeur des immobilisations faisant l'objet d'un contrat qualifié de contrat de location financement est inscrite à l'actif. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode indiquée ci-dessous. La dette financière correspondante figure au passif du bilan.

Les contrats de location autres que les contrats de location financement sont des contrats de location simple.

Les charges locatives encourues au titre des contrats de location simple sont étalées linéairement sur la durée du contrat de location.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation estimées :



- agencements et installations : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (10 ans),
- matériel de bureau et informatique : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 3 à 5 ans),
- mobilier de bureau : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (de 9 ou 10 ans),
- matériel de transport : période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée d'utilité (5 ans).

#### 1.2.14. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus et figurent dans le compte de résultat en «charges de financement».

#### 1.2.15. Dépréciation des actifs immobilisés

Selon la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», des tests de dépréciation sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an, s'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée (panels on-line) et des goodwill.

Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure à la valeur recouvrable, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La dépréciation, imputée en priorité le cas échéant sur le goodwill, est comptabilisée dans une rubrique spécifique du compte de résultat. Les dépréciations éventuellement constatées sur les goodwill ne pourront pas être reprises ultérieurement.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau du plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie auxquelles les actifs peuvent être raisonnablement affectés. Au 31 décembre 2013, pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou groupes d'unités génératrices de trésorerie suivants : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique sub-saharienne. L'unité génératrice de trésorerie Afrique sub-saharienne a été créée en 2012.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité :

- La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale et est déterminée par référence au prix résultant d'un accord de vente irrévocable, à défaut, au prix constaté sur le marché des études lors de transactions récentes ;

- La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Les estimations sont réalisées sur la base de données prévisionnelles provenant de budgets et plans établis par la direction du Groupe. Le taux d'actualisation retenu intègre le taux de rendement attendu par un investisseur et la prime de risque propre à l'activité du Groupe, du pays ou de la région concernée. Le taux de croissance à l'infini retenu dépend des secteurs géographiques.

Les UGT utilisées pour les besoins des tests de dépréciation ne sont pas plus grandes que les secteurs opérationnels déterminés selon IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*.

#### 1.2.16. Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé et qui inclut les coûts d'acquisition liés. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers analysés comme « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur. Les pertes ou gains latents par rapport au prix d'acquisition sont enregistrés dans les capitaux propres jusqu'à la date de cession. Cependant, en cas de dépréciation jugée définitive, le montant correspondant à la perte de valeur est transféré des capitaux propres en résultat, la valeur nette comptable de la participation après dépréciation se substituant au prix d'acquisition.

Pour les actifs financiers cotés sur un marché réglementé, la juste valeur correspond au cours de clôture. Pour les actifs financiers non cotés, la juste valeur fait l'objet d'une estimation. Le Groupe évalue en dernier ressort les actifs financiers à leur coût historique déduction faite de toute perte de valeur éventuelle dans le cas où la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable par une technique d'évaluation.



### 1.2.17. Actions propres

Les actions de LT Participations détenues par le Groupe au comptant et à terme sont comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés, à leur coût d'acquisition. En cas de cession, le produit de la cession est inscrit directement en capitaux propres pour son montant net d'impôt de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice. Les ventes d'actions propres sont comptabilisées selon la méthode du coût moyen pondéré.

### 1.2.18. Distinction éléments courants / éléments non courants

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », une distinction doit être obligatoirement opérée entre les éléments courants et non courants dans le bilan établi conformément aux IFRS. Les actifs et passifs ayant une maturité inférieure à 12 mois à la date de clôture sont en conséquence classés en courant, y compris la part à court terme des dettes financières à long terme, les autres actifs et passifs étant classés en non-courant.

Tous les actifs et passifs d'impôts différés sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan, parmi les éléments non courants.

### 1.2.19. Créances

Les créances sont valorisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus, après analyse menée dans le cadre du processus de recouvrement des créances. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « autres produits et charges opérationnels ».

### 1.2.20. Instruments financiers

Les principes d'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont édictés par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». Les informations à fournir et les principes de présentation sont édictés par la norme IAS 32 "Instruments financiers : Informations à fournir et présentation". Le Groupe a décidé d'appliquer ces normes dès le 1er janvier 2004.

Les actifs et les passifs font l'objet d'une comptabilisation dans le bilan lorsque, et seulement lorsque, le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### - *Emprunts*

Le jour de leur mise en place, les emprunts sont comptabilisés à la juste-valeur de la contrepartie donnée, qui correspond normalement à la trésorerie reçue, nette des frais d'émission connexes. Par la suite et en l'absence d'une relation de couverture, les emprunts sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Les primes de remboursement et frais d'émission sont ainsi pris en résultat de façon étalée (actuarielle) via la méthode du TIE.

#### - *Instruments dérivés*

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture. Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, la valeur de marché retenue est le prix coté (par exemple futures et options sur marchés organisés). La valorisation des dérivés de gré à gré traités sur des marchés actifs est établie par référence à des modèles communément admis et à des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires. Les instruments traités sur des marchés inactifs sont valorisés selon des modèles communément utilisés et par référence à des paramètres directement observables; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'instruments financiers tiers. Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants. Les variations de juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture, sont comptabilisées par le compte de résultat.

#### - *Trésorerie*

La ligne « Trésorerie » inclut les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de



changement de valeur est négligeable. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur sont enregistrées en « produits financiers ».

### 1.2.21. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions font l'objet d'une comptabilisation lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'événements passés et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt en charges financières.

Les provisions sont incluses en passifs non courants pour la part à long terme et en passifs courants pour la part à court terme.

Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

### 1.2.22. Avantages du personnel

Le Groupe offre à ses salariés des régimes de retraite qui sont fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Les avantages procurés par ces régimes relèvent de deux catégories : à cotisations définies et à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs : la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice en « charges de personnel », aucun passif n'est inscrit au bilan, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les estimations des obligations du Groupe sont calculées, conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié pour un maintien au sein du Groupe jusqu'au départ à la retraite, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chacun des pays concernés.

L'application de l'amendement IAS 19 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 supprime notamment la possibilité, retenue par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci conduit à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels en autres éléments du résultat global en capitaux propres et des coûts des services passés au passif du bilan (cf. note 5.11-Engagements de retraites et assimilés). Les variations d'écarts actuariels sont systématiquement enregistrées en autres éléments du résultat global comptabilisés dans les capitaux propres, et le coût des services passés est intégralement enregistré en résultat de la période. Cet amendement fixe également un taux de rendement des actifs financiers correspondant au taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement net.

### 1.2.23. Paiements fondés sur des actions

Afin d'associer ses salariés au succès de l'entreprise et à la création de valeur pour l'actionnaire, LT Participations a pour politique de mettre en place des plans d'options ainsi que des plans d'attribution gratuite d'actions.

Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, les services reçus qui sont rémunérés par les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions sont comptabilisés en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. La charge comptabilisée au titre de chaque



période correspond à la juste valeur des biens et des services reçus évaluée selon la formule de « Black & Scholes » à la date d'octroi.

Sont pris en compte tous les plans de souscription accordés après le 7 novembre 2002 et qui ne sont pas acquis à la date d'ouverture de la période.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur de l'avantage octroyé est évaluée sur la base du cours de l'action à la date d'attribution ajusté de toutes les conditions spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur la juste valeur (exemple : dividende).

#### **1.2.24. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de la clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont, de façon générale, comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables sauf quand le passif d'impôt différé résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles pourront être imputées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe.

Les actifs et les passifs d'impôt différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs exigibles, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale. Les actifs et les passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

Les économies d'impôt résultant de la déductibilité fiscale des goodwill dans certains pays (Etats-Unis notamment) génèrent des différences temporelles donnant lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture.

Les impôts différés sont débités ou crédités au compte de résultat sauf quand ils sont relatifs à des éléments reconnus directement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

#### **1.2.25. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires est reconnu selon la méthode de l'avancement. Le degré d'avancement est déterminé d'une manière générale sur une base linéaire sur la période comprise entre la date d'obtention de l'accord du client et la date de présentation des conclusions de l'étude.

Si la méthode linéaire ne reflète pas le pourcentage d'avancement de l'étude à la date de clôture, d'autres méthodes peuvent être retenues pour estimer l'avancement en fonction des spécificités de l'étude considérée.

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir en prenant en compte le montant des remises, rabais et ristournes accordés par l'entreprise.



### **1.2.26. Définition de la marge brute**

La marge brute correspond au chiffre d'affaires duquel sont déduits les coûts directs, autrement dit les coûts externes variables encourus pour la collecte des données (biens et services fournis par des prestataires externes, rémunérations des personnels temporaires payés à la tâche ou au temps passé, sous-traitants pour les travaux sur le terrain).

### **1.2.27. Définition de la marge opérationnelle**

La marge opérationnelle reflète la marge liée aux opérations courantes. Elle comprend la marge brute, les charges administratives et commerciales, le coût des pensions et des retraites, le coût des rémunérations en actions.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles sont incluses dans les charges opérationnelles et figurent dans le poste « charges générales d'exploitation » du compte de résultat, à l'exception des dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions (notamment les relations clients).

### **1.2.28. Définition des autres produits et charges non courants**

Les autres produits et charges non courants comprennent les éléments constitutifs du résultat qui en raison de leur nature, de leur montant ou fréquence ne peuvent être considérés comme faisant partie de la marge opérationnelle du Groupe tels que des coûts de restructuration exceptionnels et des autres produits et charges non courants, correspondant à des événements majeurs, très limités et inhabituels.

### **1.2.29. Définition de l'impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation**

Ce poste du compte de résultat inclut les réestimations de justes valeurs des actifs et passifs liés à la transaction Synovate intervenus au-delà de la période d'allocation définitive du goodwill, qui auraient été constatées par contrepartie du goodwill si elles étaient intervenues dans le délai d'affectation de 12 mois prévu par IFRS3 révisée. La présentation sur une base nette a été retenue par la société s'agissant d'ajustements d'actifs et de passifs qui ont tous pour origine l'opération d'acquisition de Synovate.

### **1.2.30. Définition des charges de financement**

Le coût du financement inclut les charges d'intérêts sur les dettes financières, les variations de juste valeur des instruments financiers de taux et les produits financiers liés à la gestion courante de la trésorerie. Les charges d'intérêts sont reconnues selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui consiste en un étalement actuariel des intérêts et des coûts de transaction sur la durée de l'emprunt.

### **1.2.31. Définition des autres charges et produits financiers**

Les autres produits et charges financiers comprennent les produits et charges financiers à l'exception de la charge de financement.

### **1.2.32. Résultat par action**

Le Groupe présente un résultat par action de base, un résultat par action dilué et un résultat net ajusté par action.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction des actions LT Participations auto-détenues inscrites en diminution des capitaux propres consolidés.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action correspond au nombre d'actions retenu pour le résultat par action de base, majoré du nombre d'actions qui résulteraient de la levée durant l'exercice des options de souscription existantes.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, avec prise en compte du cours de l'action à la date de clôture de chaque arrêté. En conséquence du cours retenu, les instruments relatifs sont exclus de ce calcul. Le prix d'émission total des titres potentiels inclut la juste valeur des services à fournir au Groupe dans le futur dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, de souscriptions d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

Lorsque le résultat net par action de base est négatif, le résultat net par action dilué est égal au résultat net par action de base.

Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwill dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts et des autres produits et charges non courants (i.e. à caractère inhabituel et spécifiquement désignés).

## 2. Evolution du périmètre de consolidation

### 2.1. Opérations réalisées sur l'exercice 2013

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2013 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Ipsos DOM	Rachat d'intérêts minoritaires	+49,00%	+12,84%	01-janv-13	France
Ipsos Antilles	Rachat d'intérêts minoritaires	+54,10%	+12,84%	01-janv-13	France
Ipsos Océan Indien	Rachat d'intérêts minoritaires	+28,30%	+7,41%	01-janv-13	France
Maghreb Data Collection Services	Rachat d'intérêts minoritaires	+30%	+4,01%	01-janv-13	Maroc
Ipsos Sro	Augmentation des parts de capital détenues	+2,20%	+0,58%	01-janv-13	République Tchèque
Ipsos Tambor Sro	Augmentation des parts de capital détenues Ipsos sro	+2,20%	+0,58%	01-janv-13	Slovaquie
Synovate Management Analytics, Inc.	Rachat d'intérêts minoritaires	+3,50%	+0,92%	01-janv-13	Etats-Unis
Consultor Apoyo Ecuador	Acquisition	+65,40%	+15,91%	01-janv-13	Equateur
Division Motion Picture Group (OTX US)	Cession	-	-	2e trimestre 2013	France
Ipsos – Opinion S.A	Création d'un joint-venture	+30,00%	+7,86%	3e trimestre 2013	Grèce
Ipsos – Herrarte	Acquisition	+26,00%	+6,81%	3e trimestre 2013	Salvador
Ipsos Strategic Puls et ses filiales	Rachat d'intérêts minoritaires	+30,80%	+8,07%	31-déc-13	France
Ipsos Egypt	Rachat d'intérêts minoritaires	+20%	+2,67%	31-déc-13	Egypte

### 2.2. Acquisition de Synovate

#### 2.2.1. Allocation du prix d'acquisition au 31 décembre 2012

Ipsos a signé le 26 juillet 2011 un accord avec Aegis Group plc en vue d'acquérir 100% du capital de Synovate, à l'exception de la société Aztec. Cet accord a abouti à une prise de contrôle de Synovate le 12 octobre 2011 pour une valeur de référence de 525 millions de livres sterling sur la base d'une trésorerie et d'un endettement nuls (« cash free/debt free ») et d'un niveau minimum de besoin en fonds de roulement pour Synovate, sachant que cette valeur de référence était sujette à des ajustements contractuels pour prendre en compte d'une part, les niveaux réels de trésorerie, de dette et d'éléments assimilés contractuellement à de la dette, et d'autre part, l'écart entre le niveau réel de besoin en fonds de roulement à la date du 30 septembre 2011 et le niveau minimum défini dans le contrat.



L'acquisition de Synovate a été comptabilisée au 1er octobre 2011 dans les comptes consolidés du groupe LT Participations.

L'allocation définitive de l'écart d'acquisition de Synovate a été finalisée dans les comptes au 31 décembre 2012, sur la base des justes valeurs des actifs acquis et passifs repris à la date d'acquisition, et d'une valeur d'acquisition de Synovate de 416,9 millions de livres sterling (481,1 millions d'euros) se décomposant en 528,8 millions de livres sterling (soit 615,1 millions d'euros après prise en compte des couvertures de change) versés à Aegis Group plc en numéraire lors de la prise de contrôle et d'un ajustement du prix en faveur d'Ipsos de 111,9 millions de livres sterling (soit 134 millions d'euros) déterminé par Ipsos à partir des comptes de clôture (« completion accounts ») de Synovate.

Après finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de Synovate, le goodwill s'élève à 468,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

L'impact de l'acquisition de Synovate sur la situation financière du Groupe à la date d'acquisition est résumé dans le tableau suivant :

en millions d'euros	1 octobre 2011
<b>Actif</b>	
Immobilisations corporelles et incorporelles	27,1
Relations contractuelles avec les clients	51,1
Actifs non courants	13,4
Impôts courants actif	3,3
Actifs courants	189,8
Trésorerie	24,4
<b>Total actif</b>	<b>309,1</b>
<b>Passif</b>	
Put Options sur intérêts minoritaires	
- ComCon	-27,2
- SMA/MMA	-26,5
Dettes bancaires	-2
Provision pour retraite	-6,2
Provision pour risques fiscaux et sociaux	-11,6
Provision pour loyers onéreux et autres risques	-17,6
Passifs non courants	-30,2
Impôts courants passif	-5,7
Passifs courants	-169,3
<b>Total passif</b>	<b>-296,4</b>
<b>Juste valeur des actifs nets acquis</b>	<b>12,7</b>
<b>Goodwill</b>	<b>468,4</b>
<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>481,1</b>
<i>dont paiement au 12 octobre 2011</i>	<i>615,1</i>
<i>dont ajustement de prix initial post-closing</i>	<i>-134</i>

### 2.2.2. Réestimations post délai d'affectation du goodwill

En application des clauses contractuelles, une créance sur Aegis Group Plc a été comptabilisée en autres actifs financiers non courants dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012, correspondant à l'ajustement du prix d'acquisition de Synovate en faveur d'Ipsos, déterminé sur la base des comptes de clôture (« completion accounts ») de Synovate et évalué à 111,9 millions de livres sterling (soit 137,1 millions d'euros au cours de change du 31 décembre 2012).

Aegis Group Plc avait contesté ces ajustements contractuels de la valeur de référence et l'expert indépendant qui avait été nommé a rendu son rapport le 12 juillet 2013. Suite à ses conclusions, Aegis a payé à Ipsos, le 19 juillet 2013, un montant de 15,4 millions d'Euros. Ipsos est en désaccord avec ce calcul et certaines positions de l'expertise mais a considéré à ce stade que le montant reçu correspond à l'ajustement final du prix d'acquisition en relation avec les clauses d'ajustement post-clôture contractuelles. Intervenant un an et neuf mois après la prise de contrôle, la variation de 117,6 millions d'Euros du montant de l'ajustement contractuel post-clôture du prix d'acquisition a fait l'objet d'une charge exceptionnelle dans le compte de résultat. En effet, le délai de 12 mois prévu dans la norme IFRS 3 révisée pour procéder à l'allocation définitive du goodwill et l'évaluation des justes valeurs des actifs et des passifs de la cible était dépassé.

En parallèle, un certain nombre d'autres ré-estimations des éléments d'actif et de passif de Synovate, mieux connus, ont eu lieu dans le courant de l'année 2013, conduisant notamment à des reprises de provisions ou à des baisses de dettes liées à des engagements de rachat de minoritaires, correspondant à des produits exceptionnels d'un montant total de 46,3 millions d'Euros.

Au total, l'impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation se monte à une charge exceptionnelle de 71,3 millions d'Euros. Ces ajustements comptables sont sans incidence sur les flux de trésorerie d'Ipsos.

Le tableau ci-après résume l'impact de ces ajustements sur les différents postes de bilan et sur le compte de résultat :

en millions d'euros	31 Décembre 2013
<b>Réestimation des postes d'actif</b>	
Immobilisations corporelles et incorporelles	3 321
Actifs non courants	8 187
Différence d'évaluation de l'ajustement du prix d'acquisition	(117 550)
<b>Total variation actif</b>	<b>(106 042)</b>
<b>Réestimation des postes de passif</b>	
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires (note 1.2.1.3)	16 149
Variation des provisions pour risques et dettes fournisseurs	18 620
<b>Total variation passif</b>	<b>34 769</b>
<b>Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation</b>	<b>(71 273)</b>

### 2.3. Opérations réalisées sur l'exercice 2012

Les principaux mouvements de périmètre de l'exercice 2012 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Maghreb Data Services	Rachat d'intérêts minoritaires	+ 20%	+2,67%	30-juin-12	Maroc
Markinor Pty Ltd	Rachat d'intérêts minoritaires	+ 25,9%	+ 6,78%	01-nov-12	Afrique du Sud
Consumer Behavior & Insight (CBI) <sup>(1)</sup>	Acquisition d'actifs	+100%	+26,19%	01-janv-12	Vietnam
Synovate Management Analytics Inc	Rachat d'intérêts minoritaires	+1%	+0,26%	30-sept-12	USA

<sup>(1)</sup> Consumer Behavior & Insight (CBI) : Ipsos a annoncé le 16 décembre 2011 la signature d'un accord en vue de l'acquisition de l'une des principales sociétés d'études vietnamienne Consumer Behavior & Insight (CBI). Cette acquisition a été finalisée au cours de l'exercice 2012. L'activité de CBI a été intégrée en 2012 à Synovate Vietnam pour devenir Ipsos Vietnam. Fondée en 1998, CBI propose une offre de services complète à ses clients locaux et internationaux. Membre d'ESOMAR, CBI compte aujourd'hui 70 salariés dans ses bureaux de Ho Chi Minh Ville et d'Hanoi.



## 2.4. Opérations réalisées sur l'exercice 2011

Les mouvements de périmètre de l'exercice 2011 sont résumés dans le tableau ci-après :

Nom de l'entité concernée	Nature de l'opération	Variation du % des droits de vote	Variation du % d'intérêts	Date d'entrée / sortie de périmètre	Pays de réalisation
Village DATA <sup>(2)</sup>	Rachat d'intérêts minoritaires	+72%	+18,89%	1 janvier 2011	France
Espaces TV Communication <sup>(2)</sup>	Rachat d'intérêts minoritaires	+72%	+18,89%	1 janvier 2011	France
Popcorn	Rachat d'intérêts minoritaires	+50,1%	+13,15%	1 janvier 2011	France
Ipsos TMG <sup>(1)</sup>	Acquisition de branche d'activité	+80,5%	+13,15%	1 mars 2011	Panama
PT GMS	Acquisition	+30%	+7,87%	1 janvier 2011	Indonésie
Ipsos Apoyo	Rachat d'intérêts minoritaires	+25%	+6,56%	1 janvier 2011	Pérou
Ipsos China	Rachat d'intérêts minoritaires	+30,73%	+8,06%	1 janvier 2011	Chine
Ipsos Thailand	Rachat d'intérêts minoritaires	+37,57%	+9,86%	1 janvier 2011	Thaïlande
Indica Research	Rachat d'intérêts minoritaires	+25%	+6,56%	1 janvier 2011	Inde
Ipsos East Africa	Création	+60%	+15,75%	1 avril 2011	Kenya
Synovate <sup>(3)</sup>	Acquisition	+100%	+26,24%	1 octobre 2011	Voir §2.2
Ipsos Qatar	Création	+95%	+12,71%	1 décembre 2011	Qatar
Ipsos Pakistan	Création	+70%	+9,37%	1 octobre 2011	Pakistan
SGBT Financing	Création	+100%	+26,24%	30 novembre 2011	Luxembourg
Ipsos KSA	Rachat d'intérêts minoritaires	+25,3%	+6,64%	1 janvier 2011	Arabie Saoudite

- (1) Ipsos TMG - Le 5 avril 2011, la Société a annoncé la signature d'un accord pour acquérir les activités de la branche Etudes de TMG - The Marketing Group, qui opère en Amérique Centrale. TMG, créée en 1998, est basée au Panama et au Guatemala. La branche Etudes de TMG emploie 60 salariés à temps plein qui travaillent avec les grands comptes des secteurs Biens de consommation, Biens durables, et Santé. La Société est dotée d'infrastructures de pointe CATI et CAPI pour la conduite des études quantitatives. Elle est également experte dans la conduite d'enquêtes qualitatives pour lesquelles elle met en œuvre les technologies interactives. Cette activité a contribué à hauteur de 1,8 millions d'euros au chiffre d'affaires du groupe Ipsos en 2011.
- (2) Espaces TV Communication et Village Data : La participation du groupe Ipsos dans Espaces TV Communication, et sa filiale Village Data, a été portée de 28% à 100% sur l'exercice. La société Espaces TV Communication qui était consolidée par mise en équivalence est consolidée par intégration globale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Ces sociétés ont contribué à hauteur de 3,2 millions d'euros au chiffre d'affaires du groupe Ipsos en 2011.
- (3) Synovate : L'acquisition a été comptabilisée au 1<sup>er</sup> octobre 2011 dans les comptes consolidés du groupe Ipsos. L'allocation du prix d'acquisition a été déterminée sur la base de justes valeurs provisoires des actifs acquis et passifs repris à la date d'acquisition. Le montant du goodwill provisoire et des actifs incorporels liés aux relations contractuelles avec les clients résultant de l'acquisition s'établissaient respectivement à 379,5 millions d'euros et 35,3 millions d'euros dans les comptes consolidés 2011. L'allocation définitive du prix d'acquisition de Synovate a été finalisée dans les comptes consolidés 2012 (voir §2.2 -Synovate), soit dans les 12 mois de la date d'acquisition. Synovate a contribué à hauteur de 186,6 millions d'euros au chiffre d'affaires et 31,2 millions d'euros à la marge opérationnelle du Groupe Ipsos pour l'exercice 2011.

### 3. Information sectorielle

#### 3.1. Information sectorielle au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	781 010	704 524	308 978	-82 108	1 712 403
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>752 203</i>	<i>675 568</i>	<i>284 630</i>	<i>0</i>	<i>1 712 401</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>28 807</i>	<i>28 956</i>	<i>24 348</i>	<i>-82 108</i>	<i>2</i>
Marge opérationnelle	88 891	81 515	19 880	-8 271	182 015
Dotations aux amortissements	-10 683	-9 256	-4 915	-1 724	-26 578
Actifs sectoriels	852 670	795 855	313 645	-61 406	1 900 764
Passifs sectoriels	250 847	143 820	92 390	(136 295)	350 761
Investissements corporels et incorporels de la période	7 279	4 571	1 246	4 106	17 202

(1) les actifs sectoriels sont constitués des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris goodwill), des créances clients et autres créances diverses.

#### 3.2. Information sectorielle au 31 décembre 2012

en milliers d'euros	Europe, Moyen Orient, Afrique	Amérique	Asie Pacifique	Autres	Total
Chiffre d'affaires	797 762	728 113	336 949	(73 303)	1 789 521
<i>dont chiffre d'affaires externe</i>	<i>768 456</i>	<i>709 123</i>	<i>311 942</i>	<i>(0)</i>	<i>1 789 521</i>
<i>dont chiffre d'affaires inter-secteurs</i>	<i>29 306</i>	<i>18 990</i>	<i>25 007</i>	<i>(73 303)</i>	<i>0</i>
Marge opérationnelle	81 985	74 410	23 251	(1 333)	178 313
Dotations aux amortissements	(11 349)	(11 216)	(4 867)	(1 643)	(29 075)
Actifs sectoriels	792 609	851 649	347 752	11 324	2 003 335
Passifs sectoriels	272 838	144 700	88 075	(74 258)	431 356
Investissements corporels et incorporels de la période	12 775	4 492	5 314	3 638	26 219

#### 3.3. Réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs du Groupe

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Actifs sectoriels	1 900 764	2 003 335
Actifs financiers	24 604	154 555
Actifs d'impôts	55 410	55 119
Instruments financiers dérivés	2 236	7 968
Trésorerie et équivalent de trésorerie	152 419	134 965
<b>Total des actifs du Groupe</b>	<b>2 135 433</b>	<b>2 355 942</b>



## 4. Notes sur le compte de résultat

### 4.1. Coûts directs

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Masse salariale des enquêteurs	(123 816)	(152 516)
Autres coûts directs	(490 803)	(489 825)
<b>Total</b>	<b>(614 620)</b>	<b>(642 342)</b>

### 4.2. Autres charges et produits opérationnels

Ce poste inclut principalement des résultats de change liés à des transactions commerciales.

### 4.3. Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions

Les dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions pour respectivement 4,7 millions d'euros et 4,9 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 correspondent principalement aux amortissements des relations contractuelles avec les clients.

### 4.4. Autres charges et produits non courants

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Frais d'acquisition <sup>(1)</sup>	(2 814)	(3 022)
Coûts liés au plan de combinaison entre Ipsos et Synovate	(15 771)	(33 133)
Variations des engagements de rachats de minoritaires (voir note 1.2.1.3)	943	
Régularisation de taxes locales en Inde	-	(427)
Régularisation de taxe professionnelle en France	(563)	(56)
<b>Total</b>	<b>(18 205)</b>	<b>(36 638)</b>

(1) Dont honoraires liés à l'acquisition de Synovate pour 2,7 millions d'euros en 2013 et 2,7 millions d'euros en 2012.

### 4.5. Charges et produits financiers

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(32 998)	(33 168)
Variation de la juste valeur des dérivés	3 818	2 885
Produits d'intérêts de la trésorerie et des instruments financiers	2 248	2 650
<b>Charges de financement</b>	<b>(26 932)</b>	<b>(27 634)</b>
Pertes et gains de change	(5 100)	(1 605)
Autres charges et produits financiers	(802)	(2 193)
Impact changement de méthode Espace TV	-	-
<b>Autres charges et produits financiers</b>	<b>(5 902)</b>	<b>(3 798)</b>
<b>Total charges et produits financiers nets</b>	<b>(32 834)</b>	<b>(31 432)</b>



#### 4.6. Impôts courants et différés

En France, Ipsos SA a opté pour le régime de l'intégration fiscale en vertu d'une adhésion, pour une durée de 5 exercices, en date du 30 octobre 1997 qui a été reconduite depuis. Ce périmètre d'intégration fiscale regroupe les sociétés suivantes : Ipsos SA (tête de l'intégration fiscale), Ipsos France, Ipsos Observer, IMS, Synovate France et Espace TV Communications. Le résultat d'ensemble des sociétés incluses dans ce périmètre fiscal fait l'objet d'une imposition unique concernant l'impôt sur les sociétés.

Par ailleurs, outre la France, le Groupe applique les régimes nationaux optionnels d'intégration ou de consolidation fiscale en Espagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Italie et en Australie.

##### 4.6.1. Charge d'impôts courants et différés

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Impôts courants	(25 234)	(22 701)
Impôts différés	(8 264)	(4 573)
<b>Impôts sur les résultats</b>	<b>(33 498)</b>	<b>(27 274)</b>

##### 4.6.2. Evolution des postes du bilan

en milliers d'euros	01/01/2013	Compte de résultat	Capitaux propres	Règlements	Conversion et variation de périmètre	31/12/2013
<b>Impôts courants</b>						
Actif	16 307					18 865
Passif	(10 042)					(10 295)
<b>Total</b>	<b>6 265</b>	<b>(25 234)</b>	<b>-</b>	<b>25 132</b>	<b>2 407</b>	<b>8 570</b>
<b>Impôts différés</b>						
Actif	38 812					36 545
Passif	(101 979)					(104 152)
<b>Total</b>	<b>(63 167)</b>	<b>(8 264)</b>	<b>(1 087)</b>	<b>-</b>	<b>4 912</b>	<b>(67 607)</b>

##### 4.6.3. Rapprochement entre le taux d'impôt en France et le taux d'impôt effectif du Groupe

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%. La loi sur le financement de la sécurité sociale n°99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré une contribution sociale de solidarité égal à 3,3% de l'impôt de base dû. Pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1% et s'élève à 34,43%.

La loi de Finances rectificative du 21 décembre 2011 a introduit une contribution exceptionnelle d'impôt société dont le taux s'élèvera à 10,7% en 2013. Cette contribution exceptionnelle est assise sur le taux d'imposition de 33,33% et elle s'applique aux sociétés ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros en France. Le chiffre d'affaires d'Ipsos en France étant inférieur à ce seuil, le Groupe n'est pas soumis à cette contribution exceptionnelle.

La taxe additionnelle de 3% sur les dividendes instaurée par la loi de finance 2012 en France est assimilable à de l'impôt sur le résultat et est comptabilisée au compte de résultat à la date de l'approbation de la décision de distribution par l'Assemblée générale des actionnaires et est intégrée dans le calcul du taux d'impôt projeté.

Le rapprochement entre le taux légal d'imposition en France et le taux effectif constaté est le suivant :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>55 017</b>	<b>105309</b>
Déduction de la quote-part dans les résultats des entreprises associées	(26)	14
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b>	<b>54 991</b>	<b>105 323</b>
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation	71 273	0
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées (avant Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)</b>	<b>126 264</b>	<b>105 323</b>
Taux légal d'imposition applicable aux sociétés françaises	34,43%	34,43%
<b>Charge d'impôts théorique</b>	<b>(43 473)</b>	<b>(36 263)</b>
Impact des différences de taux d'imposition et contributions spécifiques	8 286	7 811
Différences permanentes	5 119	7 627
Utilisation de pertes fiscales non préalablement activées	1 405	592
Effet des pertes fiscales de l'exercice non activées	(3 520)	(4 415)
Autres	(1 317)	(2 627)
<b>Impôt total comptabilisé</b>	<b>(33 499)</b>	<b>(27 274)</b>
Taux d'impôt effectif	26,5%	25,9%

#### 4.6.4. Ventilation du solde net des impôts différés

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
<b>Impôts différés sur :</b>		
Méthode de reconnaissance des revenus	(10 193)	(6 639)
Provisions	517	3 255
Juste valeur des instruments dérivés	(2 722)	(1 851)
Loyers différés	1 516	1 434
Goodwill	(60 694)	(61 510)
Immobilisations (dont relations clients)	(17 398)	(21 050)
Provisions pour retraite	3 080	2 487
Charges à payer au personnel	1 343	1 884
Déficits fiscaux	14 451	15 767
Différences de change	118	(13)
Actifs financiers non courants		
Frais d'acquisition	1 048	1 416
Autres éléments	1 345	1 654
<b>Solde net des impôts différés actifs et passifs</b>	<b>(67 608)</b>	<b>(63 166)</b>
Impôts différés actifs	36 544	38 812
Impôts différés passifs	(104 152)	(101 979)
<b>Solde net des impôts différés</b>	<b>(67 608)</b>	<b>(63 167)</b>

<sup>11)</sup> Les déficits fiscaux sur lesquels des impôts différés actifs ont été reconnus seront utilisés dans un horizon de 1 à 5 ans.

Au 31 décembre, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables non reconnus par le Groupe se ventilent comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Déficits reportables entre 1 et 5 ans	6 131	4 265
Déficits reportables supérieurs à 5 ans	3 913	3 256
Déficits reportables indéfiniment	12 253	9 223
<b>Actifs d'impôts non reconnus sur déficits reportables</b>	<b>22 297</b>	<b>16 744</b>



#### 4.7. Résultat net par action

Deux types de résultat par action sont présentés au compte de résultat : le résultat de base et le résultat dilué. Le nombre d'actions retenu découle des calculs suivants :

Nombre moyen pondéré d'actions	31/12/2013	31/12/2012
Solde à l'ouverture	59 075	59 075
Augmentation de capital	-	-
Réduction de capital	-	-
Levée d'options	-	-
Actions propres <sup>(1)</sup>	-	-
Nombre d'actions supplémentaires à créer au titre des instruments dilutifs	-	-
Nombre d'actions servant au calcul du résultat par action dilué	59 075	59 075
Résultat net - part du groupe (en milliers d'euros)	891	15 504
Résultat net part du groupe par action de base (en euros)	15,08	262,45
Résultat net part du groupe par action dilué (en euros)	15,08	262,45

#### 4.8. Dividendes payés

Aucun dividende n'a été versé par LT Participations au cours des 3 derniers exercices et aucun dividende ne sera versé sur l'exercice 2013.

### 5. Notes sur l'état de la situation financière

#### 5.1. Goodwills

##### 5.1.1. Tests de dépréciation des goodwills

Les goodwills sont alloués à des groupes d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui sont les 8 régions ou sous-régions suivantes : Europe Continentale, Royaume-Uni, Europe Centrale et de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique Sub-saharienne. Cette dernière unité génératrice de trésorerie, Afrique Sub-saharienne, a été créée en 2012.

Les goodwills sont alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT), elles-mêmes regroupées dans l'un des secteurs opérationnels présentés dans la note 3 Information sectorielle, comme le recommande la norme IFRS 8.

La valeur d'utilité des UGT est déterminée selon la méthode des DCF (« discounted cash-flows») en utilisant :

- Les projections à 4 ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir du business plan de ces UGT sur la période explicite 2014-2017 en excluant les opérations de croissance externe et les restructurations. Ces business plans sont basés pour l'année 2014 sur les données budgétaires approuvées par le Conseil d'Administration.
- Au-delà de ces 4 années, la valeur terminale des flux de trésorerie est obtenue en appliquant sur le flux normatif de fin de période explicite un taux de croissance long terme. Ce taux de croissance long terme est estimé pour chaque zone géographique. Ce dernier reste en deçà du taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe.
- L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôt déterminé pour chaque UGT.

Au 31 décembre 2013, sur la base des évaluations internes réalisées, la direction d'Ipsos a conclu que la valeur recouvrable des goodwills allouée à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie excédait leur valeur comptable.

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeur des goodwill alloués à chaque groupe d'unités génératrices de trésorerie s'établissent comme suit :

Unités génératrices de trésorerie	2013					2012				
	Valeur brute des goodwill	Taux de croissance sur 2013	Taux de croissance sur 2014-2016	Taux de croissance à l'infini au delà de 2016	Taux d'actualisation après impôt	Valeur brute des goodwill	Taux de croissance sur 2013	Taux de croissance sur 2014-2016	Taux de croissance à l'infini au delà de 2016	Taux d'actualisation après impôt
Europe Continentale	147 378	2,10%	2,00%	2,00%	8,30%	147 219	0,0%	2,0%	2,0%	8,5%
Royaume-Uni	163 198	3,50%	2,00%	2,00%	8,60%	167 168	-0,9%	2,0%	2,0%	8,8%
Europe Centrale et de l'Est	89 726	9,60%	5,00%	2,50%	10,90%	97 684	9,5%	5,0%	2,5%	10,9%
Amérique Latine	69 380	7,80%	5,00%	2,80%	11,60%	78 490	9,9%	5,0%	2,5%	10,8%
Amérique du Nord	455 157	3,30%	3,00%	2,00%	7,80%	481 960	2,6%	3,0%	2,0%	7,8%
Asie - Pacifique	178 391	3,70%	6,00%	2,80%	10,10%	191 253	2,0%	5,0%	2,8%	10,4%
Moyen-Orient	13 880	13,20%	6,00%	2,50%	12,60%	13 888	6,4%	5,0%	2,5%	12,6%
Afrique Subsaharienne	19 255	14,60%	8,00%	3,00%	11,10%	24 721	9,9%	8,0%	3,0%	11,2%
Sous-total	1 136 365					1 202 383				

### Sensibilité des valeurs d'utilité des goodwill

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2013 de la valeur d'utilité des goodwill est reflétée dans le tableau ci-dessous :

En milliers	Marge du test <sup>(1)</sup>	Taux d'actualisation (WACC) des flux de trésorerie + 0,5%	Taux de croissance à l'infini -0,5%	Taux de marge opérationnelle courant de la valeur terminale -0,5%
Europe Continentale	209 715	180 867	185 614	188 374
Royaume-Uni	24 978	8 002	10 910	14 394
Europe Centrale et de l'Est	50 554	40 851	42 885	44 846
Amérique Latine	15 633	8 490	10 031	9 375
Amérique du Nord	384 236	309 239	320 698	359 948
Asie - Pacifique	21 797	4 469	7 655	8 041
Moyen-Orient	35 227	31 896	32 707	32 931
Afrique sub-saharienne	12 253	9 506	10 059	10 473

<sup>(1)</sup> marge du test = valeur d'utilité - valeur nette comptable

Les baisses des valeurs d'utilité qui seraient consécutives aux simulations ci-dessus prises isolément ne remettraient pas en cause la valorisation des goodwill au bilan.

### 5.1.2. Mouvements de l'exercice 2013

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation des engagements de rachat de titres de minoritaires	Variation de change	31/12/2013
Goodwills	1 202 383		-	-3 327	-62 691	1 136 365



## 5.2. Autres immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2013
Marques	1 784	4	0	(36)	184	1 937
Panels on line	21 567	2 271	(620)	(1 054)	(2 183)	19 982
Panels off line	6 948	0	0	(354)	(628)	5 966
Relations contractuelles avec les clients	72 500	0	0	(3 932)	0	68 568
Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	79 323	8 837	(4 494)	(2 348)	3 274	84 591
<b>Valeur brute</b>	<b>182 123</b>	<b>11 112</b>	<b>(5 114)</b>	<b>(7 723)</b>	<b>647</b>	<b>181 043</b>
Marques	(162)	(127)	0	3		(288)
Panels on line	(14 202)	(1 552)	602	543	2 555	(12 053)
Panels off line	(5 468)	0	0	255	628	(4 584)
Relations contractuelles avec les clients	(12 503)	(4 586)	0	995	0	(16 094)
Autres immobilisations incorporelles	(59 338)	(6 714)	4 210	1 858	(705)	(60 689)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(91 672)</b>	<b>(12 978)</b>	<b>4 812</b>	<b>3 655</b>	<b>2 475</b>	<b>(93 708)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>90 451</b>	<b>(1 866)</b>	<b>(302)</b>	<b>(4 068)</b>	<b>3 122</b>	<b>87 335</b>

en milliers d'euros	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2012
Marques	1 120	-	-	17	647	1 784
Panels on line	18 720	2 715	(123)	168	87	21 567
Panels off line	7 073	22	-	(113)	(33)	6 948
Relations contractuelles avec les clients	58 432	-	-	(854)	14 922	72 500
Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	80 449	8 615	(1 567)	(519)	(7 656)	79 323
<b>Valeur brute</b>	<b>165 795</b>	<b>11 353</b>	<b>(1 691)</b>	<b>(1 301)</b>	<b>7 968</b>	<b>182 123</b>
Panels on line	(12 456)	(1 654)	121	(128)	(85)	(14 202)
Panels off line	(5 513)	(46)	-	92	-	(5 468)
Relations contractuelles avec les clients	(7 751)	(4 790)	-	151	(112)	(12 503)
Autres immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	(58 319)	(7 260)	1 088	456	4 536	(59 499)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(84 040)</b>	<b>(13 751)</b>	<b>1 209</b>	<b>571</b>	<b>4 339</b>	<b>(91 672)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>81 755</b>	<b>(2 399)</b>	<b>(482)</b>	<b>(730)</b>	<b>12 306</b>	<b>90 451</b>

(1) Il s'agit essentiellement des logiciels et de frais de recherche et développement. Les coûts de développement activés en 2012 et 2013 s'élèvent respectivement à 2,4 millions d'euros et 1 million d'euros pour un budget total de frais de recherche et développement de 42,1 millions d'euros en 2012 et 37,9 millions d'euros en 2013.

## 5.3. Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2013
Constructions et terrains	7 041	29	(23)	(1 027)	974	6 993
Autres immobilisations corporelles	186 091	6 396	(25 646)	(11 030)	62	155 873
<b>Valeur brute</b>	<b>193 132</b>	<b>6 425</b>	<b>(25 669)</b>	<b>(12 057)</b>	<b>1 036</b>	<b>162 866</b>
Constructions et terrains	(1 241)	(390)	1 315	219	(4 482)	(4 579)
Autres immobilisations corporelles	(144 447)	(13 209)	23 557	8 429	3 537	(122 133)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(145 687)</b>	<b>(13 599)</b>	<b>24 872</b>	<b>8 648</b>	<b>(945)</b>	<b>(126 712)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>47 444</b>	<b>(7 174)</b>	<b>(797)</b>	<b>(3 409)</b>	<b>91</b>	<b>36 154</b>



en milliers d'euros	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	Variation de change	Variation de périmètre et autres mouvements	31/12/2012
Constructions et terrains	6 853	1 140	(99)	(452)	(402)	7 041
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	181 955	13 743	(6 460)	(1 227)	(1 920)	186 091
<b>Valeur brute</b>	<b>188 808</b>	<b>14 883</b>	<b>(6 559)</b>	<b>(1 679)</b>	<b>(2 321)</b>	<b>193 132</b>
Constructions et terrains	(1 540)	(206)	-	50	455	(1 241)
Autres immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	(136 968)	(14 989)	5 735	886	889	(144 447)
<b>Amortissement et Dépréciation</b>	<b>(138 508)</b>	<b>(15 194)</b>	<b>5 735</b>	<b>936</b>	<b>1 344</b>	<b>(145 687)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>50 300</b>	<b>(311)</b>	<b>(825)</b>	<b>(743)</b>	<b>(977)</b>	<b>47 444</b>

<sup>(1)</sup> voir note 1.2.13 pour la nature des autres immobilisations corporelles.

La valeur nette des immobilisations liées aux contrats de location financement s'élève à 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 7,9 millions d'euros au 31 décembre 2012.

#### 5.4. Participation dans les entreprises associées

La variation du poste au cours de l'exercice 2013 est la suivante :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Valeur brute à l'ouverture	478	493
Quote-part de résultat	27	(14)
Dividendes distribués		
Variation de périmètre	267	(1)
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>772</b>	<b>478</b>
Contribution aux capitaux propres (résultat inclus)	695	108

Les principaux éléments du bilan et du compte de résultat des sociétés Apeme (Portugal), détenue à 25%, Ipsos Opinion SA (Grèce) détenue à 30% et Market Watch (Israël) détenue à 48%, sont les suivants au 31 décembre :

en milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012
	Ipsos Opinion SA	Market Watch	Apeme	Apeme
Actifs courants	478	1 263	765	888
Actifs non courants	2	214	627	587
<b>Total actifs</b>	<b>480</b>	<b>1 477</b>	<b>1 392</b>	<b>1 475</b>
Passifs courants	331	628	706	858
Passifs non courants	300	176	513	509
<b>Total passifs</b>	<b>631</b>	<b>804</b>	<b>1 219</b>	<b>1 367</b>
<b>Actifs nets</b>	<b>(151)</b>	<b>673</b>	<b>173</b>	<b>108</b>

en milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012
	Ipsos Opinion SA	Market Watch	Apeme	Apeme
Chiffre d'affaires	406	3 138	2 046	1 771
Résultat d'exploitation	(171)	169	118	(62)
Résultat net	(175)	131	65	(57)
Pourcentage de détention	30%	48%	25%	25%
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	(53)	63	17	(14)

## 5.5. Autres actifs financiers non courants

en milliers d'euros	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Variation de périmètre, reclassements et écart de change	31/12/2013
Prêts	222	324	(141)	(47)	358
Autres actifs financiers <sup>(1)</sup>	153 875	3 475	(127 920)	(5 937)	23 492
<b>Valeurs brutes</b>	<b>154 097</b>	<b>3 799</b>	<b>(128 061)</b>	<b>(5 985)</b>	<b>23 850</b>
Dépréciation des autres actifs financiers	(19)	-	-	1	(18)
<b>Dépréciations</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>(18)</b>
<b>Valeur nette</b>	<b>154 077</b>	<b>3 799</b>	<b>(128 061)</b>	<b>(5 984)</b>	<b>23 832</b>

<sup>(1)</sup> Au 31 décembre 2012, les autres actifs incluent une créance sur « Aegis Group Plc » correspondant à l'ajustement de prix de Synovate estimée à sa juste valeur pour un montant de 138,5 millions d'euros (principal de 137,1 millions d'euros et intérêts courus de 1,4 million d'euros). Son classement comptable au 31 décembre 2012 en actifs financiers non courants se justifiait par l'absence d'échéance fixée pour son encaissement et répondait aux principes d'IFRS3 révisé tels que décrits au paragraphe 1.2.8. Cette créance a fait l'objet d'un différend avec Aegis (cf. note 2.2. Acquisition de Synovate) et conformément aux dispositions du contrat d'acquisition, un expert indépendant a été nommé le 17 juillet 2012 pour résoudre le litige. Dans ses conclusions rendues le 11 juillet 2013, l'expert indépendant a évalué l'ajustement du prix de Synovate à 13,1 millions de livres sterling, intérêts courus inclus (soit 15,3 millions d'euros). Cet ajustement de prix définitif a été payé par Aegis Group Plc à Ipsos le 19 juillet 2013.

## 5.6. Clients et comptes rattachés

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Valeur brute	591 419	616 950
Dépréciation	(7 486)	(10 308)
<b>Valeur nette</b>	<b>583 932</b>	<b>606 642</b>

En 2013, la dotation aux provisions pour dépréciation des clients s'élève à 0,3 million d'euros et la reprise de provision pour dépréciation des clients à 0,5 million d'euros.

## 5.7. Autres actifs courants

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Avances et acomptes versés	3 512	3 585
Créances sociales	6 056	5 723
Créances fiscales	23 909	21 300
Charges constatées d'avance	18 046	22 271
Autres créances et autres actifs courants	5 453	3 537
<b>Total</b>	<b>56 977</b>	<b>56 416</b>

Tous les autres actifs courants ont une échéance inférieure à 1 an.

## 5.8. Capitaux propres

### 5.8.1. Capital

Au 31 décembre 2013, le capital social de LT Participations s'élève à 118 150 euros, se décomposant en 59 075 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Le nombre d'actions composant le capital social et le portefeuille d'actions propres a évolué comme suit au cours de l'exercice 2013 :

en euros	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	774	-	-	2.00 €
Actions à droit de vote double	46 501	-	-	2.00 €
Actions de préférence	11 800	-	-	2.00 €
Emission d'actions d'apport	-	-	-	-



## 5.8.2. Plans d'attribution d'actions

### 5.8.2.1. Plans d'options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a consenti, depuis 1998, des plans d'options de souscription d'actions à prix unitaire convenu, au bénéfice de certains membres du personnel salarié et de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe. Les caractéristiques des plans qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Date de départ d'exercice des options	Date limite de levée des options	Prix d'exercice	Nombre de personnes concernées	Nombre d'options attribué initialement	Nombre d'options en vigueur au 01/01/2013	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Exercées au cours de l'exercice	Expirées au cours de l'exercice	Nombre d'options en vigueur au 31/12/2013	
22/04/2005	22/04/2009	22/04/2013	19,36 <sup>(1)</sup>	10	64 000	1 072	-	-	(1 072)	-	-	
22/04/2005	22/04/2008			10	32 000	10 720	-	-	(8 576)	(2 144)	-	
<b>Sous-total plan 2005</b>					20	96 000	11 792	-	-	(9 648)	(2 144)	-
04/09/2012	04/09/2015	04/09/2020	24,63 <sup>(1)</sup>	129	1 545 380	1 538 070	-	(40 610)	-	-	1 497 460	
04/09/2012	04/09/2016			27	423 990	423 990	-	(25 620)	-	-	398 370	
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>					156	1 969 370	1 962 060	-	(66 230)	-	-	1 895 830
<b>Total</b>						2 065 370	1 973 852	-	(66 230)	(9 648)	(2 144)	1 895 830

<sup>(1)</sup> Compte tenu de l'augmentation de capital réalisée le 30 septembre 2011 et afin de préserver les titulaires d'options de souscriptions d'actions, la Direction Générale a décidé d'ajuster le prix d'exercice des options ainsi que leur quantité. Pour le plan 2005, le nouveau prix d'exercice des options a été fixé à 19,36 euros et la quantité d'options en vigueur ajustée de 1 224.

### 5.8.2.2. Plans d'attribution gratuite d'actions

Le Conseil d'administration d'Ipsos SA a procédé, chaque année depuis 2006, à la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice de résidents français et de non-résidents français, mandataires sociaux et salariés du groupe Ipsos. Ces actions ne sont acquises par les bénéficiaires qu'après un délai d'acquisition de deux ans, et à condition que le bénéficiaire soit encore salarié ou mandataire social du groupe Ipsos à cette date. Au terme de cette période, ces actions restent indisponibles pour les résidents français pendant une nouvelle période de deux ans.

Les caractéristiques des plans d'attribution gratuite d'actions qui restaient en vigueur à l'ouverture de l'exercice sont les suivantes :

Date d'allocation aux bénéficiaires	Nature du plan	Nombre de personnes concernées	Nombre d'actions attribué initialement	Date d'acquisition	Nombre d'actions en vigueur au 01/01/2013	Accordées au cours de l'exercice	Annulées au cours de l'exercice	Reclassées au cours de l'exercice	Livrées au cours de l'exercice	Nombre d'actions en vigueur au 31/12/2013	
07/04/2011	France	59	49 171	07/04/2013	46 595	-	-	-	(46 595)	-	
07/04/2011	Etranger	507	125 928	07/04/2013	112 440	-	(1 860)	(5 605)	(104 975)	-	
27/07/2011	Etranger	2	10 100	27/07/2013	-	-	-	10 100	(10 100)	-	
<b>Sous-Total 2011 Plan</b>		568	185 199		159 035	-	(1 860)	4 495	(161 670)	-	
05/04/2012	Etranger	837	336 920	05/04/2014	331 668	-	(23 604)	-	-	308 064	
25/07/2012	France	72	84 190	25/07/2014	82 503	-	( 776)	-	-	81 727	
<b>Sous-Total 2012 Plan</b>		909	421 110		414 171	-	(24 380)	-	-	389 791	
04/09/2012	IPF Etranger	129	154 538	04/09/2014	150 232	-	(5 954)	-	-	144 278	
04/09/2012	IPF France	27	42 399	04/09/2014	40 799	-	(2 562)	-	-	38 237	
<b>Sous-Total Plan IPF 2012-2020</b>		156	196 937		191 031	-	(8 516)	-	-	182 515	
25/04/2013	France	77	76 735	25/04/2015	-	76 735	(1 518)	-	-	75 217	
25/04/2013	Etranger	889	337 420	25/04/2015	-	337 420	(6 304)	-	-	331 116	
<b>Sous-Total 2013 Plan</b>		966	414 155		-	414 155	(7 822)	-	-	406 333	
<b>Total des plans d'attribution gratuite d'actions</b>						764 237	414 155	(42 578)	4 495	(161 670)	978 639

### 5.8.3. Analyse de la charge relative aux rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans de rémunération en actions octroyés après le 7 novembre 2002 sont pris en compte pour la détermination de la charge de personnel représentative des options attribuées.

Pour l'évaluation de la charge de personnel représentative des attributions gratuites d'actions, les hypothèses retenues sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	17/12/2009	08/04/2010	07/04/2011	05/04/2012	25/07/2012	04/09/2012	25/04/2013	
Prix de l'action à la date d'attribution	20,6	26,06	35,68	25,76	21,5	23,95	26,00	
Juste valeur de l'action	France	18,95	24,64	33,98	-	19,89	20,36	24,34
	Etranger	19,1	24,83	34,24	24,09	-	20,48	24,52
Taux d'intérêt sans risque	2,51%	2,12%	2,99%	0,43%	0,40%	0,40%	0,61%	
Dividendes	0,50-0,60	0,50-0,60	0,60-0,62	0,62-0,65	0,62-0,65	0,79-0,82	0,64	

Afin d'évaluer la charge de personnel représentative des options, le groupe Ipsos utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes, dont les principales hypothèses sont les suivantes :

Date d'allocation par le conseil d'administration aux bénéficiaires	04/09/2012	
Juste valeur de l'option	France	4,67-4,71
	Etranger	4,57-4,66
Volatilité implicite de marché	25%	

Au cours des exercices 2013 et 2012, la charge comptabilisée au titre des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Plan d'attribution gratuite d'actions du 8 avril 2010	-	770
Plan d'attribution gratuite d'actions du 7 avril 2010	682	2 612
Plan d'attribution gratuite d'actions du 5 avril 2012 et 25 Juillet 2012	4 432	3 059
Plan Ipsos Partnership Funds 2020 du 04 Septembre 2012	2 590	806
Plan d'attribution gratuite d'actions du 25 avril 2013	3 110	-
<b>Total (hors contribution patronale 30%)</b>	<b>10 814</b>	<b>7 247</b>
Contribution patronale 30% France	507	1 149
<b>Total (avec contribution patronale 30%)</b>	<b>11 320</b>	<b>8 396</b>



## 5.9. Endettement financier

### 5.9.1. Endettement financier net

L'endettement financier net, après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie se décompose de la manière suivante :

en milliers d'euros	31/12/2013				31/12/2012			
	Total	Échéance			Total	Échéance		
		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans		inf. à un an	entre 1 et 5 ans	sup. à 5 ans
Emprunt obligataire <sup>(1) (2)</sup>	318 911	-	155 013	163 898	236 098	9 563	63 856	162 679
Emprunts auprès des établissements de crédit <sup>(2)</sup>	456 493	56 997	399 496	-	605 335	156 277	449 058	-
Instruments financiers dérivés	733	733	-	-	5 012	5 012	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	649	267	381	-	675	466	210	-
Autres dettes financières	246	179	64	3	774	722	46	6
Intérêts courus sur dettes financières	5 833	5 833	-	-	6 773	6 773	-	-
Concours bancaires courants	4 975	4 975	-	-	1 857	1 857	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers (a)</b>	<b>787 840</b>	<b>68 985</b>	<b>554 954</b>	<b>163 901</b>	<b>856 524</b>	<b>180 670</b>	<b>513 170</b>	<b>162 685</b>
Instruments financiers dérivés (b)	2 236	2 236	-	-	7 968	7 968	-	-
Valeurs mobilières de placement	10 054	10 054	-	-	665	665	-	-
Disponibilités	142 366	142 366	-	-	134 299	134 299	-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie (c)	152 419	152 419	-	-	134 964	134 964	-	-
<b>Endettement net (a - b - c)</b>	<b>633 185</b>	<b>(85 671)</b>	<b>554 954</b>	<b>163 901</b>	<b>713 592</b>	<b>37 738</b>	<b>513 170</b>	<b>162 685</b>

- (1) En mai 2003, une émission obligataire à 10 ans d'un montant initial de 90 millions de dollars et un taux fixe de 5,88% a été réalisée et placée sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Des swaps de taux d'intérêt de même échéance ont été mis en place afin de couvrir partiellement les échéances biannuelles de paiement des intérêts. En septembre 2010, un nouvel emprunt obligataire de 300 millions de dollars US a été réalisé et placé sur le marché privé auprès des compagnies d'assurance américaines. Ce nouvel emprunt se décompose en 3 tranches : 85 millions remboursable à 7 ans (taux fixe de 4,46%), 185 millions de dollars remboursable à 10 ans (taux fixe de 5,18%), 30 millions de dollars remboursable à 12 ans (taux fixe de 5,48%). Des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 100 millions de dollars et de maturité 10 ans ont été mis en place.
- (2) En novembre 2013, un emprunt obligataire « Schuldschein » a été réalisé sur le marché privé allemand se décomposant en 4 tranches de financement en euros d'un montant total de 52,5 millions d'euros avec des maturités de 3, 5 et 7 ans à taux fixe et taux variable, et deux tranches de financement en dollars US pour un montant total de 76,5 millions de dollar US avec des maturités de 3 et 5 ans à taux variable.
- (3) En février 2013, un emprunt de 90,5 millions a été souscrit. Il est rémunéré à taux variable et remboursable in fine en 2016 ou 2017 ou 2018.

### 5.9.2. Échéancier des dettes financières (hors instruments dérivés)

Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2013 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2014	2015	2016	2017	2018	> 2018	Total
Emprunt obligataire		-	35 908	59 965	59 140	163 898	318 911
Emprunts auprès des établissements de crédit	56 997	76 605	143 541	29 762	149 588	-	456 493
Dettes relatives aux contrats financements	267	340	20	16	5	-	648
Autres dettes financières	179	2	42	18	1	3	245
Intérêts courus sur dettes financières	5 833	-	-	-	-	-	5 833
Concours bancaires courants	4 975	-	-	-	-	-	4 975
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>68 252</b>	<b>76 947</b>	<b>179 511</b>	<b>89 761</b>	<b>208 734</b>	<b>163 901</b>	<b>787 106</b>



Les dettes financières hors instruments financiers dérivés au 31 décembre 2012 se ventilent de la façon suivante :

en milliers d'euros	2013	2014	2015	2016	2017	> 2017	Total
Emprunts obligataires	9 563	-145	-145	-146	64 292	162 679	236 098
Emprunts auprès des établissements de crédit	156 277	190 669	71 749	156 640	30 000	-	605 335
Dettes relatives aux contrats financements	466	158	17	17	17	-	675
Autres dettes financières	722	43	3	-	-	6	774
Intérêts courus sur dettes financières	6 773	-	-	-	-	-	6 773
Concours bancaires courants	1 857	-	-	-	-	-	1 857
Emprunts et autres passifs financiers	175 658	190 725	71 624	156 511	94 309	162 685	851 512

### 5.9.3. Endettement financier par devise (hors instruments dérivés)

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Dollar américain	423 930	459 320
Euro	257 759	226 108
Dollar canadien	-	51 870
Livre anglaise	71 275	72 872
Yen	31 330	39 936
Autres devises	2 812	1 406
<b>TOTAL</b>	<b>787 106</b>	<b>851 512</b>

### 5.10. Provisions courantes et non courantes

en milliers d'euros	Montant au 01/01/2013	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Variation de périmètre et autres reclassements	Variation de change	Montant au 31/12/2013
Provisions pour litiges	4 626	1 839	(3 204)	-	1 065	(290)	4 036
Provisions pour autres charges et risques	26 648	25	(8 626)	(3 212)	1 634	(486)	15 982
<b>Total</b>	<b>31 274</b>	<b>1 863</b>	<b>(11 830)</b>	<b>(3 212)</b>	<b>2 699</b>	<b>(776)</b>	<b>20 018</b>
<b>Dont provisions courantes</b>	<b>6 171</b>						<b>3 941</b>
<b>Dont provisions non courantes</b>	<b>25 103</b>						<b>16 077</b>

Les provisions pour litiges comprennent principalement des engagements liés à des litiges avec des salariés.

Les provisions pour autres charges et risques comprennent des engagements pour des loyers supérieurs à la valeur de marché ou des locaux inoccupés, ainsi que des risques fiscaux et sociaux. Ces engagements ont été constatés à l'occasion de l'acquisition de la société Synovate lors de l'évaluation à la juste valeur de ses actifs et passifs respectifs.

### 5.11. Engagements de retraite et assimilés

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages assimilés concernent essentiellement les régimes à prestations définies suivants :

- des indemnités de départ à la retraite (France, Italie, Japon),
- des indemnités de cessation de service (Australie, Turquie, Moyen-Orient),
- des compléments de retraite (Allemagne, Royaume-Uni) qui s'ajoutent aux régimes nationaux,
- la prise en charge de certains frais médicaux des retraités (Afrique du Sud).

Tous ces régimes sont comptabilisés conformément à la méthode décrite dans la note 1.2.22-Avantages au personnel.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de ces cotisations. La charge correspondant aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

### 5.11.1. Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du Groupe.

Pour la période close au 31 décembre 2013, le Groupe a conservé les indices de référence qu'il utilisait les années précédentes pour la détermination des taux d'actualisation. Les taux retenus, pour les pays dont les engagements sont les plus significatifs, ont été les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
2013	3,17%	4,70%
2012	2,69%	4,50%
Augmentation futures des salaires		
2013	1%- 4%	3,00%
2012	1%- 4%	3,00%
Taux de rendement attendu		
2013	-	4,70%
2012	-	4,50%

À chaque clôture, le Groupe détermine son taux d'actualisation sur la base des taux les plus représentatifs du rendement des obligations d'entreprises de première catégorie avec une durée équivalente à celle de ses engagements. Pour la zone euro, le Groupe a utilisé l'indice IBOXX € Corporate AA.

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou société du Groupe.

### 5.11.2. Comparaison de la valeur des engagements avec les provisions constituées

en milliers d'euros	31/12/2013				31/12/2012 <sup>(1)</sup>			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Valeur actualisée de l'obligation	(5 054)	(11 302)	(15 460)	(31 816)	(4 950)	(12 176)	(17 523)	(34 649)
Juste valeur des actifs financiers	-	10 819	-	10 819	-	11 738	(44)	11 694
Surplus ou (déficit)	(5 054)	(482)	(15 460)	(20 996)	(4 950)	(439)	(17 567)	(22 956)
Écarts actuariels non comptabilisés	-	-	-	-	(0)	(0)	-	(1)
Actifs / (Provisions) nets reconnus au bilan	(5 054)	(482)	(15 460)	(20 996)	(4 950)	(439)	(17 567)	(22 956)

<sup>(1)</sup> Informations financières antérieurement publiées retraitées suite à l'application d'IAS 19 révisé.



## 5.11.3. Variation des engagements au cours de l'exercice

en milliers d'euros	31/12/2013				31/12/2012 <sup>(1)</sup>			
	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Dette actuarielle à l'ouverture	4 950	12 176	17 570	34 697	3 090	11 343	13 323	27 756
Droit supplémentaire acquis	397	-	2 347	2 744	233	-	3 190	3 423
Intérêt sur la dette actuarielle	133	517	65	715	142	544	68	754
Rendement des fonds	-	(498)	-	(498)	-	-	-	-
Modification de régime	-	-	-	-	-	-	275	275
Pertes et Gains actuariels	(426)	33	66	(327)	1 485	570	38	2 093
Prestations payées	-	(658)	(3 484)	(4 142)	-	(544)	(3 552)	(4 096)
Dotations employeurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de change	-	(268)	(1 156)	(1 424)	-	263	(36)	227
Variation de périmètre	-	-	52	52	-	-	4 261	4 261
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>5 054</b>	<b>11 302</b>	<b>15 460</b>	<b>31 816</b>	<b>4 950</b>	<b>12 176</b>	<b>17 567</b>	<b>34 694</b>
Couverture financière	(5 054)	(11 302)	(15 460)	(31 816)	(4 950)	(12 176)	(17 567)	(34 694)
Juste valeur des actifs financiers	-	10 819	-	10 819	-	11 738	-	11 738
<b>Provision</b>	<b>(5 054)</b>	<b>(482)</b>	<b>(15 460)</b>	<b>(20 996)</b>	<b>(4 950)</b>	<b>(439)</b>	<b>(17 567)</b>	<b>(22 956)</b>

<sup>(1)</sup> informations financières antérieurement publiées retraitées suite à l'application d'IAS 19 révisé.

## 5.11.4. Variation de la juste valeur des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
<b>Actifs investis au 1er janvier 2012</b>	<b>10 905</b>	<b>477</b>	<b>11 382</b>
Rendement attendu des fonds	431	-	431
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(250)	(477)	(727)
Ecarts actuariels	398	-	398
Ecarts de conversion	253	-	253
<b>Actifs investis au 31 décembre 2012</b>	<b>11 738</b>	<b>(0)</b>	<b>11 738</b>
Rendement attendu des fonds	(764)	-	(764)
Contributions versées aux fonds externes	-	-	-
Prestations versées	(426)	-	(426)
Ecarts actuariels	697	-	697
Ecarts de conversion	(425)	-	(425)
<b>Actifs investis au 31 décembre 2013</b>	<b>10 819</b>	<b>-</b>	<b>10 819</b>

## 5.11.5. Allocation des actifs de couverture

En milliers d'euros	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total	%
Obligations d'Etat	10 665	-	10 665	93,0%
Banque	803	-	803	7,0%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2012</b>	<b>11 468</b>	<b>-</b>	<b>11 468</b>	<b>100,0%</b>
Obligations d'Etat	10 711	-	10 711	99,0%
Banque	108	-	108	1,0%
<b>Détail des actifs investis au 31 décembre 2013</b>	<b>10 819</b>	<b>-</b>	<b>10 819</b>	<b>100,0%</b>



### 5.11.6. Charges comptabilisées sur l'exercice

Les charges liées aux régimes à prestations définies font partie intégrante des charges de personnel du Groupe. Elles sont ventilées pour chaque exercice comme suit :

en milliers d'euros	2013				2012 <sup>(*)</sup>			
	France	Royaume-Uni (MORI)	Autres sociétés étrangères	Total	France	Royaume-Uni	Autres sociétés étrangères	Total
Droit supplémentaire acquis	(397)	-	(2 347)	(2 744)	(245)	-	(3 190)	(3 435)
Intérêt sur la dette actuarielle	(133)	(517)	(65)	(715)	(142)	(544)	(68)	(754)
Amortissement coût des services passés	-	-	-	-	0	-	-	0
Amortissement des pertes et gains actuariels	-	-	-	-	(0)	431	-	431
Rendement des fonds	-	498	-	-	-	-	-	-
Prestations versées	-	-	3 347	3 347	53	112	3 319	3 484
<b>Total charge de l'exercice</b>	<b>(530)</b>	<b>(19)</b>	<b>935</b>	<b>386</b>	<b>(333)</b>	<b>(0)</b>	<b>61</b>	<b>(273)</b>

<sup>(\*)</sup> informations financières antérieurement publiées retraitées suite à l'application d'IAS 19 révisé.

Les charges liées aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de personnel et s'élèvent à 15 millions d'euros pour 2012 et 12 millions d'euros pour 2013. Il n'est pas anticipé d'évolution significative des charges liées aux régimes à cotisations définies pour l'exercice 2013.

Les informations requises par IAS 19 sur 4 ans n'ont pas été reprises pour les exercices 2010 et 2011. Elles figurent dans le document de référence 2011, incorporé par référence.

### 5.12. Autres passifs courants et non courants

en milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Prix et compléments de prix <sup>(1)</sup>	435	43	478	1 168	51	1 219
Rachat d'intérêts minoritaires <sup>(1)</sup>	9 895	65 593	75 488	7 363	89 463	96 826
Clients avances et acomptes	13 439	-	13 439	10 255	-	10 255
Autres dettes fiscales et sociales	105 069	-	105 069	112 988	-	112 988
Produits constatés d'avance <sup>(2)</sup>	5 644	-	5 644	7 124	-	7 124
Autres dettes et autres passifs	2 946	-	2 946	6 484	228	6 712
<b>Total</b>	<b>137 428</b>	<b>65 636</b>	<b>203 064</b>	<b>145 384</b>	<b>89 742</b>	<b>235 125</b>

<sup>(1)</sup> Voir commentaires dans la note 6.4.3 - Engagements liés aux acquisitions.

<sup>(2)</sup> Il s'agit principalement des études clients dont la facturation excède le chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement.

## 6. Informations complémentaires

### 6.1. Notes sur l'état des flux de trésorerie consolidés

#### 6.1.1. Variation du besoin en fonds de roulement

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Diminution (augmentation) des créances clients	(26 276)	(55 343)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(20 656)	(1 683)
Variation des autres créances et autres dettes	(7 504)	(9 344)
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>(54 436)</b>	<b>(66 370)</b>

#### 6.1.2. Flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(11 112)	(11 353)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 154)	(14 883)
<b>Total acquisitions de la période</b>	<b>(17 266)</b>	<b>(26 236)</b>
Décalage de décaissement	81	16
Investissements incorporels et corporels décaissés	(17 186)	(26 219)

#### 6.1.3. Flux de trésorerie liés aux acquisitions de sociétés et d'activités consolidées

Les acquisitions de sociétés et d'activités consolidées, nets de la trésorerie acquise qui figurent dans le tableau des flux de trésorerie consolidé se résument de la manière suivante :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Prix décaissé pour les nouvelles acquisitions de l'exercice	(307)	(2137)
Trésorerie acquise/cédée	141	-
Prix décaissé pour les rachats d'intérêts minoritaires	(2 395)	(12 484)
Prix décaissé pour les acquisitions des exercices précédents	11 950	(13 751)
<b>Acquisitions de sociétés et d'activité consolidées, nettes de la trésorerie acquise</b>	<b>9 390</b>	<b>(28 372)</b>

## 6.2. Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

### 6.2.1. Exposition au risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt de marché est liée à l'endettement financier à long terme du Groupe. La politique du Groupe consiste à gérer sa charge d'intérêt en utilisant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

La politique du Groupe est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. Le swap de taux d'intérêt, mis en place pour couvrir un tiers de l'emprunt obligataire de 300 millions de dollars US, répond aux critères de la comptabilité de couverture de juste valeur au sens de la norme IAS 39. Le swap est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché en contrepartie du risque couvert.



Les autres instruments financiers dérivés (swaps de taux et tunnels) achetés par LT Participations ne remplissent pas les conditions posées par la norme IAS 39 et ne sont pas comptabilisés comme des instruments de couverture, bien qu'ils correspondent économiquement à une couverture de risque de taux sur l'endettement financier.

#### Couverture du risque de taux d'intérêt

	Actifs Financiers <sup>(1)</sup>		Passifs Financiers <sup>(2)</sup>		Exposition nette avant couverture		Instruments de couverture de taux <sup>(3)</sup>		Exposition nette après couverture	
	(a)		(b)		(c) = (a) + (b)		(d)		(e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
2014	-	(152 419)	6 115	56 303	6 115	-96 117	85 928	(85 928)	92 043	-182 045
2015	-	-	343	76 605	343	76 605	0	0	343	76 605
2016	-	-	35 971	143 541	35 971	143 541	0	0	35 971	143 541
2017	-	-	59 999	29 762	59 999	29 762	36 256	(36 256)	96 255	(6 494)
2018	-	-	59 146	149 588	59 146	149 588	0	0	59 146	149 588
> 2018	-	-	163 901	-	163 901	0	(61 634)	61 634	102 267	61 634
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>(152 419)</b>	<b>325 475</b>	<b>455 799</b>	<b>325 475</b>	<b>303 379</b>	<b>60 550</b>	<b>(60 550)</b>	<b>386 025</b>	<b>242 829</b>

<sup>(1)</sup> Les actifs financiers se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<sup>(2)</sup> Les passifs financiers se composent des emprunts et autres passifs financiers (hors intérêts courus et juste valeur des instruments financiers dérivés) décrits dans la note 5.9.1 - Endettement financier net.

<sup>(3)</sup> Swaps et tunnels couvrant les emprunts obligataires USPP 2003 et 2010 et les crédits syndiqués à taux variable de 150 et 250 millions d'euros.

Au 31 décembre 2013, sur 781,2 millions d'euros d'endettement brut (hors intérêts courus et juste valeur des instruments dérivés) environ 58 % étaient contractés à taux variable (après prise en compte des swaps et des tunnels). Une hausse de 1 % des taux à court terme aurait un impact négatif d'environ 3,9 million d'euros sur le résultat financier du Groupe, soit une augmentation de 15 % des charges de financement de l'exercice 2013. Dans le cadre des émissions obligataires de mai 2003 et de septembre 2010, des crédits syndiqués d'octobre 2005, d'avril 2009 et de septembre 2012, des swaps de taux ont été mis en place. La gestion du risque de taux est centralisée au siège du Groupe sous la responsabilité du trésorier Groupe.

#### 6.2.2. Exposition au risque de change

Le Groupe est implanté, à travers des filiales consolidées dans 86 pays et réalise des travaux dans plus de 100 pays. LT Participations comptabilise les conditions financières et le résultat de ses activités dans la monnaie locale correspondante et les convertit ensuite en euros aux taux de changes applicables de sorte que ces résultats puissent être inclus dans les comptes consolidés du Groupe.

La part des principales devises dans le chiffre d'affaires consolidé se présente comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Euro	17,7%	17,4%
Dollar américain	24,9%	27,4%
Livre anglaise	10,2%	10,6%
Dollar canadien	4,7%	4,9%
Real brésilien	3,7%	3,9%
Yuan	4,7%	5,4%
Autres devises	34,1%	30,3%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>



Le Groupe est peu exposé au risque de change transactionnel dans la mesure où ses filiales facturent presque toujours dans leur monnaie locale et que leurs coûts opérationnels sont également dans la monnaie locale. Le Groupe ne recourt donc pas habituellement à des accords de couverture.

Le risque de change transactionnel du groupe LT Participations se limite essentiellement aux redevances de marque et prestations de services et d'assistance technique facturées par Ipsos SA ou Ipsos Group GIE aux filiales, en monnaie locale.

Concernant les besoins de financement des filiales, ils sont assurés autant que possible par le Groupe, dans la devise fonctionnelle de la filiale. Environ 82% de la dette est libellée dans d'autres monnaies que l'euro.

#### Couverture du risque de change

Les emprunts en devise étrangère d'Ipsos SA sont généralement couverts par des actifs de la même devise. Les gains de change sur les investissements nets à l'étranger, comptabilisés en capitaux propres conformément à IAS 21 et IAS 39, s'élèvent à 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Le tableau ci-dessous donne le détail de la position nette active au 31 décembre 2013 (créances clients nettes des dettes fournisseurs en devise et comptes bancaires) des entités supportant les principaux risques de change : Ipsos SA, Ipsos Group GIE et Ipsos Holding Belgium. Il présente le risque de change transactionnel pouvant se traduire par des gains ou pertes de change comptabilisés dans le résultat financier :

en milliers d'euros	USD	CAD	GBP	JPY	BRL	Autres
Actifs financiers	7 687	-	637	2	1 102	20 182
Passifs financiers	( 526)	1 187	( 58)	289	-	( 945)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>7 161</b>	<b>1 187</b>	<b>578</b>	<b>291</b>	<b>1 102</b>	<b>19 237</b>
Produits dérivés	-	-	-	-	-	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>7 161</b>	<b>1 187</b>	<b>578</b>	<b>291</b>	<b>1 102</b>	<b>19 237</b>

Une baisse de 5% de la valeur de l'euro vis-à-vis du dollar américain, du dollar canadien, de la livre sterling, du real brésilien et du yen japonais entraînerait un gain de change d'environ 0,5 million d'euros en résultat financier.

#### Sensibilité aux variations des principales devises

La sensibilité de la marge opérationnelle, du résultat et des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2013 résultant d'une variation de chaque devise à risque par rapport à l'euro se présente comme suit pour les principales devises auxquelles est exposé le Groupe :

en milliers d'euros	2013		
	USD	CAD	GBP
	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro	Hausse de 5% de la devise par rapport à l'euro
Impact sur la marge opérationnelle	2 367	501	630
Impact sur le résultat avant impôt	1 755	212	71
Impact en capitaux propres part du groupe	9 457	1 848	-3 307

### 6.2.3. Exposition au risque de contrepartie client

Le Groupe analyse ses créances clients en se focalisant notamment sur l'amélioration de ses délais de recouvrement, dans le cadre de la gestion de son besoin en fonds de roulement renforcée par le programme « Max Cash ».

Les dépréciations éventuelles sont évaluées sur une base individuelle et prennent en compte différents critères comme la situation du client et les retards de paiement. Aucune dépréciation n'est comptabilisée sur une base statistique.

Le tableau ci-dessous détaille l'antériorité des créances clients au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 :

en milliers d'euros		31 décembre 2013					
Créances clients nettes	Créances non échues	Créances échues					Dépréciation
		Total	de moins de 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	de plus de 6 mois	
583 932	452 274	131 658	68 871	34 414	11 646	24 214	(7 486)

en milliers d'euros		31 décembre 2012					
Créances clients nettes	Créances non échues	Créances échues					Dépréciation
		Total	de moins de 1 mois	entre 1 mois et 3 mois	entre 3 mois et 6 mois	de plus de 6 mois	
606 642	463 357	143 285	69 903	44 623	15 018	24 048	(10 308)

Le Groupe sert un grand nombre de clients dans des secteurs d'activités variés. Les plus importants sont des groupes internationaux. Le client le plus significatif représente environ 5% du chiffre d'affaires du Groupe, aucun autre client ne dépassant 2,5 % du chiffre d'affaires du Groupe (plus de 5000 clients au total). La solvabilité des clients internationaux et la grande dispersion des autres limitent le risque de crédit.

### 6.2.4. Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une politique de sélection des banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble des filiales. Cette politique rend obligatoire les dépôts de liquidités auprès des banques autorisées. Par ailleurs, les banques autorisées ne sont que des banques de premier plan, limitant le risque de contrepartie.

### 6.2.5. Exposition au risque de liquidité

Au 31 décembre 2013, le financement du Groupe est assuré de la manière suivante :

- emprunt obligataire USPP 2010 à 7, 10 et 12 ans de 300 millions de dollars, dont le solde brut s'élève à 300 millions de dollars US (217,5 millions d'euros),
- emprunt Schuldschein avec une tranche de 52,5 millions d'euros et une tranche de 76,5 millions de dollars, totalement tiré à hauteur de 108 millions d'euros au 31 décembre 2013,
- emprunt long terme souscrit par LT Participations le 8 février 2013 pour 90,5 millions d'euros, remboursable le 8 février 2016, avec option d'extension de l'échéance 1+1 (soit 8 février 2017, puis 8 février 2018),
- dettes bancaires, au travers de 2 crédits syndiqués initialement à 5 ans, dont le solde brut s'élève à 400 millions d'euros, et tirés à hauteur de 258,5 millions d'euros au 31 décembre 2013,
- dettes bancaires, au travers de prêts bilatéraux à 3 ou 5 ans, dont le solde brut s'élève à 190 millions d'euros, et tirés à hauteur de 110 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'objectif du Groupe est de gérer ses financements de sorte que moins de 20 % des emprunts arrivent à échéance à moins d'un an.

Les échéances contractuelles résiduelles relatives aux instruments financiers non dérivés s'analysent comme suit :



en milliers d'euros	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Echéancier					
			Total	2014	2015	2016	2017	2018
Emprunt obligataire USPP 2003 (Ipsos SA)	211 436	217 533	-	-	-	61 634	-	155 899
Emprunt obligataire USPP 2010 (Ipsos SA)	107 476	107 971	-	-	36 680	-	59 291	12 000
Crédits Syndiqués 107,5 m€ (LT participations)	91975	90 500			90500			
Crédit syndiqué 210 m€ et 215 m€ (Ipsos SA)	255 600	258 520	37 500	37 500	33 796	-	149 724	-
Lignes de crédit bancaire (Ipsos SA)	110 000	110 000	20 000	40 000	20 000	30 000	-	-
Autres emprunts bancaires (filiales)	695	695	695	-	-	-	-	-
Dettes relatives aux contrats financements	649	649	267	340	20	16	6	-
Autres dettes financières	246	246	180	2	42	18	1	3
Intérêts courus sur dettes financières	3 943	3 943	3 943	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	4 976	4 976	4 976	-	-	-	-	-
<b>Emprunts et autres passifs financiers</b>	<b>786 996</b>	<b>795 033</b>	<b>67 561</b>	<b>77 842</b>	<b>181 038</b>	<b>91 668</b>	<b>209 022</b>	<b>167 902</b>

Le Groupe s'est engagé à atteindre certains ratios financiers (tels que endettement net consolidé / EBITDA consolidé (soit la marge opérationnelle augmentée des dotations aux amortissements et provisions), EBIT consolidé (soit la marge opérationnelle) / frais financiers nets consolidés, et endettement net consolidé / capitaux propres consolidés). Les niveaux à respecter pour ces différents ratios financiers sont les suivants :

- Groupe Ipsos

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	<3,5
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3,75

Au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012, Ipsos remplissait ces engagements.

- Groupe LT Participations

Ratios financiers	Niveau à respecter
1. Endettement net consolidé / capitaux propres consolidés	<1,2
2. Endettement net consolidé / EBITDA consolidé	< 4
3. Marge opérationnelle / frais financiers nets consolidés	> 3

Au 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012, LT Participations remplissait ces engagements

### 6.3. Instruments financiers

Les seuls instruments financiers présents à la clôture sont des instruments de taux. Ils ne sont pas qualifiés dans une relation de comptabilité de couverture et leur juste valeur correspond à leur valeur au bilan, à l'exception des swaps de taux couvrant un tiers de l'emprunt obligataire USPP.



## 6.3.1. Bilan par catégorie d'instruments financiers

en milliers d'euros			31/12/2013						
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par goodwill	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	23 832	23 832			1 308	22 524			
Clients et comptes rattachés	583 932	583 932				583 932			
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	5 453	5 453				5 453			
Instruments financiers dérivés	2 236	2 236							2 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	152 419	152 419	152 419						
<b>Actifs</b>	<b>767 872</b>	<b>767 872</b>	<b>152 419</b>	<b>-</b>	<b>1 308</b>	<b>611 909</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 236</b>
Dettes financières à plus d'un an	718 855	728 336					718 855		
Fournisseurs et comptes rattachés	221 635	221 635				221 635			
Dettes financières à moins d'un an	67 397	67 397					66 664		733
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	76 877	76 877	48 710	27 255		912			
<b>Passifs</b>	<b>1084 764</b>	<b>1094 245</b>	<b>-</b>	<b>27 255</b>	<b>-</b>	<b>222 547</b>	<b>-</b>	<b>785 519</b>	<b>733</b>

<sup>(1)</sup> A l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> A l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

en milliers d'euros			31/12/2012					
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	154 077	154 077		1 366	152 711			
Clients et comptes rattachés	606 643	606 643			606 643			
Autres créances et actifs courants <sup>(1)</sup>	3 537	3 537			3 537			
Instruments financiers dérivés	7 968	7 968						7 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie	134 965	134 965	134 965					
<b>Actifs</b>	<b>907 190</b>	<b>907 190</b>	<b>134 965</b>	<b>1 366</b>	<b>762 891</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 968</b>
Dettes financières à plus d'un an	675 954	680 984					675 954	
Fournisseurs et comptes rattachés	259 685	259 685			259 685			
Dettes financières à moins d'un an	180 671	180 878					175 659	5 012
Autres dettes et passifs courants et non courants <sup>(2)</sup>	99 266	99 266			1 221		98 045	
<b>Passifs</b>	<b>1 215 576</b>	<b>1 220 813</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>260 906</b>	<b>-</b>	<b>949 658</b>	<b>5 012</b>

<sup>(1)</sup> A l'exception des avances et acomptes versés, autres créances fiscales et sociales et des charges constatées d'avance.

<sup>(2)</sup> A l'exception des clients avances et acomptes, autres dettes fiscales et sociales, produits constatés d'avance et autres passifs sauf les comptes courants vis-à-vis des minoritaires.

Les principales méthodes d'évaluation à la juste valeur retenues sont les suivantes :

Les titres de participations qui figurent dans le poste « autres actifs financiers non courants » sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan. La juste valeur des titres de participations correspond au coût d'acquisition en l'absence de marché actif.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments financiers dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont, conformément à la norme IAS 39, comptabilisés à leur juste valeur par le compte de résultat. L'évaluation de leur juste valeur est basée sur des données observables sur le marché (juste valeur de niveau 2).

La juste valeur des créances et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont assimilés également à leur valeur au bilan.

### 6.3.2. Compte de résultat par catégorie d'instruments financiers

en milliers d'euros		31/12/2013				
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dette au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel					(1 247)	
Coût de l'endettement financier net	2 248		(32 998)			3 818
Autres charges et produits financiers <sup>(1)</sup>	(802)	-		(5 101)	-	

en milliers d'euros		31/12/2012				
	Intérêts sur actifs réévalués à la juste valeur	Dette au coût amorti		Prêts et créances		Variation de valeur des dérivés
		Effets de change	Intérêts	Effets de change	Dépréciations et autres reprises	
Résultat opérationnel	-	-	-	-	(885)	-
Coût de l'endettement financier net	2 650	-	(33 168)	-	-	2 885
Autres charges et produits financiers <sup>(1)</sup>	(1 945)	-	-	(1 605)	(188)	-

<sup>(1)</sup> à l'exclusion du coût financier lié à l'actualisation des provisions pour retraites

### 6.3.3. Information sur les instruments dérivés de taux et devise

en milliers d'euros	31/12/2013					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Risque de taux						
- Swap de Taux	2 077	(450)	158 439	40 678	45 250	72 511
- Tunnels	147	(270)	47 132	-	36 256	10 877
<b>Sous-Total</b>	<b>2 224</b>	<b>(720)</b>	<b>205 571</b>	<b>40 678</b>	<b>81 506</b>	<b>83 388</b>

en milliers d'euros	31/12/2012					
	Valeur au bilan		Notionnel	Échéances		
	Actif	Passif		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Risque de taux						
- Swap de Taux	7 968	(2 851)	157 059	39 835	41 432	75 792
- Tunnels		(2 161)	83 565	34 300	37 896	11 369
<b>Sous-Total</b>	<b>7 968</b>	<b>(5 012)</b>	<b>240 624</b>	<b>74 135</b>	<b>79 328</b>	<b>87 161</b>

## 6.4. Engagements hors bilan

### 6.4.1. Engagements sur contrats de location

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Inférieur à un an	35 344	35 160
Entre 1 et 5 ans	70 355	89 339
Supérieur à 5 ans	27 527	31 713
<b>Total</b>	<b>133 226</b>	<b>156 212</b>

Les contrats de location simple concernent principalement les locaux administratifs. Tous ces locaux sont utilisés par le groupe Ipsos (sauf exception mentionnée en note 5.10 - Provisions non courantes) et peuvent être sous-loués.

### 6.4.2. Engagements sur contrats de location financement

La valeur des loyers futurs incluse dans les emprunts sur locations financement, et concernant des immobilisations en location comptabilisées comme des acquisitions, est la suivante par échéance :

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Inférieur à un an	548	530
Entre 1 et 5 ans	882	427
Supérieur à 5 ans	-	-
<b>Paiements minimaux totaux</b>	<b>1 430</b>	<b>957</b>
<b>Moins les frais financiers inclus</b>		
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux futurs</b>	<b>1 430</b>	<b>957</b>

Les contrats de location financement concernent essentiellement la location du matériel informatique.



### 6.4.3. Engagements liés aux acquisitions

Les engagements de rachat de minoritaires, les prix différés et compléments de prix actualisés qui sont enregistrés en passifs non courants au 31 décembre 2013, se détaillent de la manière suivante :

en milliers d'euros	≤ 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Prix différés et compléments de prix</b>				
Europe (Village Data)	200	-	-	200
Amérique du Nord	-	-	-	-
Moyen-Orient (Arabie Saoudite)	193	-	-	193
Amérique latine (PDC, Ipsos Herrarte)	41	43	-	84
Asie Pacifique (CBI, Vietnam)	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>435</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>478</b>
<b>Engagements de rachat de minoritaires</b>				
Europe (Tambor, KMG Research, Stratégic Puls, Comcon)	1 943	34 253	-	36 196
Amérique du Nord (MMA/SMA)	1 895	13 449	-	15 343
Amérique latine (Ipsos CCA et filiales, Apoyo Opinion Y Mercado, PDC, Panama, Consultor Apoyo, Ipsos Herrarte)	4 345	3 957	-	8 302
Asie Pacifique (Ipsos China, Ipsos Thailand, Ipsos Indonesia, PT GMS, CBI)	945	11 395	-	12 339
Moyen-Orient (IMI Egypt, Morocco, Pakistan)	768	1 017	-	1 785
Afrique Subsaharienne (Nigeria)	-	1 526	-	1 526
<b>Sous-total</b>	<b>9 895</b>	<b>65 596</b>	<b>-</b>	<b>75 491</b>
<b>Total</b>	<b>10 330</b>	<b>65 639</b>	<b>-</b>	<b>75 969</b>

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 75% des actions d'Apeme. Le prix d'achat de ces actions est basé sur la moyenne d'un multiple du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation d'Apeme sur les années 2013 et 2014. Il est plafonné à 3 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2013.

Le groupe Ipsos a une option d'achat de 70% des actions d'Ipsos Opinion SA. Le prix d'achat de ces actions est basé sur un multiple du résultat d'exploitation d'Ipsos Opinion SA sur les années 2014, 2015 et 2016. Il est plafonné à 3,1 millions d'euros. Cette option d'achat d'actions constitue un instrument financier dérivé dont la juste valeur est non significative au 31 décembre 2013.

### 6.4.4. Autres engagements et litiges

Depuis octobre 2011, Ipsos a notifié à Aegis un certain nombre de réclamations au titre de demandes d'indemnités ou de garanties consenties par Aegis dans le cadre du contrat d'acquisition de Synovate. Par ailleurs, Ipsos a assigné Aegis via des procédures juridiques à Londres au titre des garanties de passif, d'obligations fiscales et d'obligations déclenchées par le non-respect du contrat d'acquisition.

En dehors des procédures en cours avec Aegis, le Groupe n'est pas engagé dans d'autres litiges significatifs.

Aucun actif du Groupe n'est nanti.

### 6.4.5. Passifs éventuels

Dans le cadre normal de l'activité, il existe dans certains pays des risques que l'administration remette en cause les pratiques fiscales ou sociales de la Société, ce qui pourrait se traduire par des notifications de redressement. Le Groupe est engagé dans plusieurs contrôles fiscaux et litiges sociaux, dans un certain nombre de pays. Les risques probables identifiés sont provisionnés (cf. note – 5.10 – Provisions courantes et non courantes).

Les conséquences financières de ces rappels d'impôts et taxes sont comptabilisées par voie de provision pour les montants notifiés et acceptés par le management d'Ipsos. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon les estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés par la Société ne soit reconnu. La direction d'Ipsos estime que les redressements en cours n'auront pas d'impact significatif sur la marge opérationnelle, la situation financière ou la liquidité de la Société.

#### 6.4.6. Droit individuel à la formation

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place en France le Droit Individuel à la Formation permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur. Ainsi, depuis 2004, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de 20 heures par an.

Le volume d'heures de formation cumulée correspondant aux droits acquis par les salariés du Groupe et non encore utilisés, au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) s'établit à 56 631 heures au 31 décembre 2013. Au cours de l'exercice 2013, les heures de formation utilisées se sont élevées à 252 heures, pour un total de Droit Individuel à la Formation acquis de 13 520 heures, soit un taux d'utilisation effectif de l'ordre de 1,9 % pour l'année 2013.

### 6.5. Effectifs à la clôture

Sociétés intégrées globalement	Effectifs au 31/12/2013	Effectifs au 31/12/2012
Europe, Moyen Orient, Afrique	7 725	7 615
Amériques	4 303	4 421
Asie-Pacifique	3 508	3 891
<b>TOTAL</b>	<b>15 536</b>	<b>15 927</b>

### 6.6. Transactions avec les parties liées

#### 6.6.1. Relations avec Ipsos

LT Participations est la holding de contrôle animatrice du groupe Ipsos. Elle consolide les comptes du groupe Ipsos par intégration globale. Il existe une convention de fournitures de services entre Ipsos Group Gie et LT Participations, qui prévoit qu'Ipsos Group Gie assiste LT Participations pour la tenue de la comptabilité, la gestion des relations bancaires et la tenue du secrétariat juridique. Au titre de l'exercice 2013, Ipsos Group Gie a facturé ces prestations de services pour un montant de 37 988 euros hors taxes.

#### 6.6.2. Entreprises associées

Il s'agit des entreprises détenues entre 20% et 50% sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les transactions avec ces entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec ces parties liées n'ont pas un caractère significatif au 31 décembre 2013.

#### 6.6.3. Parties liées ayant une influence notable sur le Groupe

Il n'existe pas d'opération conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital d'Ipsos SA et LT Participations qui ne présente le caractère d'opération courante.

### 6.6.4. Rémunérations des dirigeants

Les dirigeants du Groupe LT participation comprennent les personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été, au cours de l'exercice, membres du Comité exécutif et/ou membres du Conseil d'administration d'Ipsos SA.

En milliers d'euros	31/12/2013			31/12/2012		
	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes *	Comité exécutif		Admi- nistrateurs externes *
	Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs		Admi- nistrateurs	Non admi- nistrateurs	
Rémunération brute totale <sup>(1)</sup>	3 281	6 721	102	2 646	3 898	104
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-	-
Autres avantages à long terme <sup>(4)</sup>	-	-	-	-	-	-
Paiement en actions <sup>(5)</sup>	1 267	2 163	-	1 005	1 007	-

\* Les administrateurs non membres du Comité exécutif ne perçoivent que des jetons de présence.

(1) Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice hors charges sociales patronales.

(2) L'engagement de retraites (impact net sur le compte de résultat) : montant non significatif (inférieur à 0,1 million d'euros).

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.

(4) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.

(5) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription, d'achats d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

### 6.7. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.



## 7. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2013

### 7.1. Périmètre consolidé

Les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

#### Sociétés consolidées par intégration globale

Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
<b>Holding</b>				
LT Participations	SA	Consolidante	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos	SA	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Group	GIE	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
<b>Europe</b>				
Ipsos France	SAS	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Observer	SA	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Popcorn Media	SAS	26,15	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Gie Ipsos	GIE	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Antilles	SAS	26,16	France	Immeuble les Amandiers ZI la lézarde 97232 Lamentin - Martinique
Ipsos Océan indien	SARL	26,16	France	158, rue Juliette Dodu 97400 Saint Denis - La Réunion
Ipsos Dom	SAS	26,16	France	Immeuble les Amandiers ZI la lézarde 97232 Lamentin - Martinique
Synovate SAS	SAS	26,16	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Espaces TV Communication	SA	26,16	France	30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly sur Seine
Ipsos Mori UK	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Cati Centre	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Insight	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Access Panels UK	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Pricesearch	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Interactive Services	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Novaction & Vantis	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Health	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Market and Opinion Research International	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Test Research	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Mori Group	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Mori	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
PR Test	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Ipsos Mori North	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Mori Financials Services	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Market Dynamics	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Synovate (Holdings) Ltd	Ltd	26,16	Royaume-Uni	Minerva House, 5 Montague Close, London SE1 9AY
Synovate Healthcare Limited	Ltd	26,16	Royaume-Uni	Minerva House, 5 Montague Close, London SE1 9AY
Ipsos Research Ltd (UK)	Ltd	26,16	Royaume-Uni	Minerva House, 5 Montague Close, London SE1 9AY
Synovate Management Services Limited	Ltd	26,16	Royaume-Uni	Minerva House, 5 Montague Close, London SE1 9AY
Ipsos Retail Performance Ltd	Ltd	26,16	Royaume-Uni	Beech House, Woodlands Business Park, Milton Keynes - MK14 6ES
Ipsos MRBI	Ltd	26,16	Irlande	Block 3, Blackrock Business Park, Blackrock, Co Dublin
Ipsos	GmbH	26,16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Operations	GmbH	26,16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg
Ipsos Loyalty	GmbH	26,16	Allemagne	Sachsenstrasse 6, 20097 Hamburg

Trend Test	GmbH	26,16	Allemagne	Kolonnenstrasse 26, 2.Hof,1.OG 10829 Berlin
Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos Marktforschung GmbH	GmbH	26,16	Allemagne	Carl-von-Noorden-Platz 5, 60596 Frankfurt
Ipsos Bahnreiseforschung GmbH	GmbH	26,16	Allemagne	Elektrastraße 6a, 81925 München
Ipsos	SRL	26,16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operations	SRL	26,16	Italie	Via Tolmezzo 15, 20132 Milano
Ipsos Operaciones	SA	26,16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Investigacion de Mercado	SA	26,16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Estudios Internacionales	SA	26,16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Synovate Espana S.A.U	SAU	26,16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Understanding Unlimited, SAU	SAU	26,16	Espagne	Avenida de llano castellano, 13, 3a planta, 28034 Madrid
Ipsos Belgium	SA	26,16	Belgique	Drève Richelle 161, Bâtiment J -1410 Waterloo
Ipsos Holding Belgium	SA	26,16	Belgique	Drève Richelle 161, Bâtiment J -1410 Waterloo
Synovate (Holdings) Belgium N.V.	SA	26,16	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
Ipsos NV	SA	26,16	Belgique	Grote Steenweg 110-2600, Berchem
Ipsos (Hungary)	Zrt.	26,16	Hongrie	Budapest, Thaly Kálmán u.39., Budapest 1096
IS-Research Kft	Kft.	26,16	Hongrie	1096 Budapest, Thaly Kálmán u. 39
Synovate Portugal Ltda	Lda	26,16	Portugal	Rua Ramalho Ortigão No. 8-2' Dto., 1070-230 Lisboa
Ipsos Polska	sp z o.o.	26,16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
ICEE Polska	sp z o.o.	26,16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos Sp zoo	sp z o.o.	26,16	Pologne	ul. Domaniewska 34A, 02-672, Warsaw
Ipsos Sweden	AB	26,16	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos Observer Sweden AB	AB	26,16	Suède	Köpmangatan 1, 871 30 Härnösand
New Media Research	AB	26,16	Suède	Köpmangatan 1, 871 30 Härnösand
Synovate Sweden AB	AB	26,16	Suède	S:t Göransgatan 63, Box 12236, 102 26 Stockholm
Ipsos MMI AS	AS	26,16	Norvège	Boks 9143, 0133 Oslo
Ipsos AS	AS	26,16	Danemark	Fredriksborggarde 18, 1360 Copenhagen
Ipsos Interactive Services	SRL	26,16	Roumanie	Splaiul Independentei, no 319, Sema City Building #1, 3rd and 4th floors, district 6, Bucharest
Ipsos Interactive Services Cati	SRL	26,16	Roumanie	27 Depozitelor Street, Ground-floor, Room 50, Arges County
Ipsos Research SRL (Romania)	SRL	26,16	Roumanie	Agrovet Building, 20 Sireului Street, Bucharest 1. 14354
Ipsos Eood (Bulgaria)	EOOD	26,16	Bulgarie	119 Europa Boulevard, 5th Floor, Sofia 1324
Ipsos Central Eastern Europe	Ltd.	26,16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Ipsos OOO	Ltd.	26,16	Russie	Gamsonovskiy line, 5, Bld 1, 115191 Moscow
Synovate (RU) LLC	LLC	26,16	Russie	Bolshaya Semeonovskaya street, 32, bld.2, Moscow 107023
Synovate Comcon LLC	LLC	13,34	Russie	4 Masterkova Street, Moscow 115280
Ipsos sro	s.r.o	17,84	République tchèque	Topolska 1591, Cernosice 252 28
Ipsos sro	s.r.o	17,84	Slovaquie	Heydukova 12, 811 08 Bratislava
Ipsos Ukraine	LLC	26,16	Ukraine	6A Volodimirska street, office 1. 01025 Kiev
Research Insight	LLC	26,16	Ukraine	Fargo Business Center, 8A Ryzka Str., 04112 Kiev
Ipsos (Suisse)	S.A.	26,16	Suisse	12 Avenue des Morgines, 1213 Petit Lancy
Ipsos KMG	A.S.	21,37	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydinievler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul
Synovate Arastirma Ve Danismanlik Anonim Sirketi	A.S.	26,06	Turquie	Centrum Is Merkezi Aydinievler No 3-34854 Kucukyali, Istanbul



Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
Oakleigh Investments	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Markinor	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Synovate (Holdings) South Africa (Pty) Ltd	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos (Pty) Ltd	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Conexus (Pty) Ltd	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	15 Georgian Crescent, Bryanston, 2021
South African Satisfaction Index (Pty) Ltd	Pty Ltd	26,16	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
African Response (Pty) Ltd	Pty Ltd	18,31	Afrique du Sud	Ground Floor, Wringley Field, The Campus, 57 Sloane Street, Bryanston
Ipsos Strategic Puls	SAS	23,75	France	35, rue du Val de Mame 75013 Paris
Ipsos Strategic Marketing d.o.o. Beograd	d.o.o	23,75	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Synovate d.o.o	d.o.o	26,16	Serbie	Gavrila Principa 8, 11000 Belgrade
Puls d.o.o. Split	d.o.o	23,75	Croatie	Šime Ljubića 37, Split
Ipsos Strategic Puls d.o.o.e.l. Skopje	d.o.o.e.l.	23,75	Macédoine	Rampo Levkata 13 A, Skopje
Ipsos Strategic Puls d.o.o. Podgorica	d.o.o.	23,75	Monténégro	Oktobarske revolucije blok VII ulaz 5/13, 81000 Podgorica
Puls Raziskovanje d.o.o. Ljubljana	d.o.o.	23,75	Slovénie	Šmartínska 152, 1000 Ljubljana
Puls d.o.o. Sarajevo	d.o.o.	23,75	Bosnie	Hamdije Kreševljakovića 7c, Sarajevo, BIH
Strategic Puls Research	Sh.P.K.	23,75	Albanie	Rr.Frederik Shiroka Kulla 1, Sh. 2 Ap.32 Shk.
Strategic Puls Research Kosovo Branch	Branch	23,75	Kosovo	Nene Tereze - Hyrja 34 - Kati II Nr.8
Ipsos Nigeria Ltd	Ltd	15,70	Nigeria	morufudeen.busari: Skywater Tower, 6, Otunba Yomi Oshikoya Drive, Off Mobolaji Bank Anthony Way, Ikeja-Lagos, Nigeria
Ipsos East Africa (Kenya)	Ltd	15,70	Kenya	Parklands Plaza, Chiromo Lane PO Box 1324 00606 Nairobi
Synovate Kenya Ltd	Ltd	26,16	Kenya	PO Box 68230-00200, Nairobi
Ipsos Ltd	Ltd	26,16	Ghana	H/NO, 4, Farrar Avenue, Asylum Down, PMB7, Kanda, Accra
Ipsos SARL (Ivory Coast)	S.A.R.L.	26,16	Côte d'Ivoire	Cocody 2 plateaux, Boulevard Latrille Carrefour Macaci, 11 BP 2280, Abidjan 11
Steadman Mozambique Limitada	Ltd	26,16	Mozambique	AV Maguigane 1538 1D, First floor, Maputo
Ipsos Limited (Uganda)	Ltd	26,16	Ouganda	Plot 32 Nakasero Road, PO Box 21571, Kampala
Synovate Market Research Services Ltd (Steadman Research Services International (Tanzania) Ltd)	Ltd	26,16	Tanzanie	PO Box 106253, Dar Es Salaam
Ipsos Ltd	Ltd	26,16	Zambie	PO Box 54320, Lusaka
Synovate Holdings BV	BV	26,16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam
Synovate Treasury BV	BV	26,16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam
Ipsos BV (Netherlands)	BV	26,16	Pays-Bas	Koningin Wilhelminaplein 2-4, 1062 HK, Amsterdam
Ipsos AE	A.E.	26,16	Grèce	5 Kolokotroni Str. & Demokratias, 154 51 Neo Psychiko, Athens
Synovate (Cyprus) Ltd	Ltd	26,16	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Synovate Ltd	Ltd	26,16	Chypre	2-4 Arch. Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Synovate (EMEA) Ltd	Ltd	26,16	Chypre	Arch Makarios III Avenue, Capital Center, 9th Floor, 1065 Nicosia
Portdeal Ltd	Ltd	13,34	Chypre	Themistokli, Dervi 3 Julia House, P.C. 1066, Nicosia, Cyprus
SGBT Financing	SA	26,16	Luxembourg	15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg



Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
<b>Amérique du Nord</b>				
Ipsos America	Inc.	26,16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos ASI	L.L.C.	26,16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos USA	Inc.	26,16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Insight	L.L.C.	26,16	Etats-Unis	1600 Stewart Avenue Suite 500, Westbury, NY 11590
Ipsos-Reid Public Affairs	Inc.	26,16	Etats-Unis	1146 19th Street, NW, Suite 200, Washington, DC 20036
Ipsos Insight Corp	Corp.	26,16	Etats-Unis	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Loyalty	Inc.	26,16	Etats-Unis	Morris Corp Center 2, One Upper Pond Rd, Building D, Parsippany, NJ 07054
Ipsos Operations, U.S.	Inc.	26,16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos Interactive Services US	Inc.	26,16	Etats-Unis	1271 Avenue of the Americas, 15th Floor, New York, NY 10020
Ipsos OTX	Inc.	26,16	Etats-Unis	10567 Jefferson Boulevard, Culver City CA 90232
Synovate Market Research Holding Corp.	Corp.	26,16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos MMA Inc	Inc.	26,16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Public Affairs, Inc	Inc.	26,16	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Synovate Management Analytics Inc	Inc.	22,09	Etats-Unis	301 Merritt 7, Norwalk, CT 06851
Ipsos Canada	Inc	26,16	Canada	1440 rue Ste. Catherine Ouest, Bureau 400, Montréal, Québec
Ipsos ASI	Ltd	26,16	Canada	1440 rue Ste. Catherine Ouest, Bureau 400, Montréal, Québec
Ipsos NPD Canada	Inc	26,16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid Corp	Inc	26,16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Descarie	Inc	26,16	Canada	1440 rue Ste. Catherine Ouest, Bureau 400, Montréal, Québec
Ipsos Camelford Graham	Inc	26,16	Canada	2300 Yonge Street, Suite 1001, Box 2370, Toronto, Ontario M4P 1E4
Ipsos Operations Canada	LP	26,16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Interactive Services Canada	LP	26,16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
Ipsos Reid	LP	26,16	Canada	1285 West Pender Street, Suite 200, Vancouver, BC V6E 4B1
<b>Amérique latine</b>				
Ipsos Argentina	SA	26,16	Argentine	Olazábal 1371 - Belgrano, Buenos Aires C 1428 DGE
Process & Line	SA	26,16	Argentine	Olazábal 1371 - Belgrano, Buenos Aires C 1428 DGE
Ipsos Observer	SA	13,34	Argentine	Arribeños 2841 - Belgrano - Buenos Aires
Synovate SA	SA	26,16	Argentine	Marcelo T. de Alvear 1719, 6th Floor, C1060AAG Buenos Aires
Ipsos Brasil Pesquisas de Mercado	Ltda	26,16	Brésil	Av. 9 de Julho, 4865, 7. Andar - Jardim Paulista - CEP 01407-200 Sao Paulo, Estado de São Paulo.
Ipsos Brazil 2011 Pesquisas de Mercado Ltda	Ltda	26,16	Brésil	Calçada Antares 264, Centro de Apoio 2 - Santana do Parnaíba, Sao Paulo
Ipsos Venezuela	C.A.	26,16	Venezuela	Cruce Avenida Rio Cauro, con Avenida Rio Paragua, Centro Comercial La Piramide, Piso 5; Ofic. 501, Urb. Parque Humboldt, Caracas - Venezuela
Ipsos BIMSA	SA de CV	26,16	Méxiqne	Paseo de las Palmas 500 piso 14, Col Lomas de Chapultepec, Miguel Hidalgo CP 11000 Mexico DF
Field Research de Mexico	SA de CV	26,16	Méxiqne	Av Ingenieros Militares #85 Planta Baja "D" col. Nueva Argentina Delg. Miguel Hidalgo, CP 11230 (DF)
Ipsos CCA	Inc.	13,34	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Dominicana	S.R.L.	12,01	République dominicaine	Rafael Bonelly 2-A, Evaristo Morales, Santo Domingo
Ipsos Guatemala	S.A.	13,34	Guatemala	13 Calle 2-60, 8 nivel, oficina 803. Edificio Topacio Azul, Zona 10, Ciudad Guatemala

Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos Hispania	Inc.	19,62	Porto Rico	Calle Fernando Calder #463 San Juan, Puerto Rico 00918
Ipsos TMG Panama	S.A.	13,34	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos TMG	Panama Stock Corporation	26,16	Panama	816 Edificio Century Tower Avenida Ricardo J Alfaro Panama City Panama
Ipsos Apoyo Opinion y Mercado	S.A.	19,65	Pérou	Av. Reducto 1363, Miraflores, Lima 18
Premium Data S.A.C.	S.A.C.	19,62	Pérou	Av. Republica de Panama 6360, Miraflores, Lima 18
Apoyo Opinion y Mercado Bolivia	S.A.	13,95	Bolivie	Calle Fernando Guachalla 384 - Sopocachi, La Paz
Synovate Peru S.A.C.	S.A.C.	26,16	Pérou	Av. Republica de Panama 6360, Miraflores, Lima 18
Ipsos Ecuador SA	S.A.	26,16	Equateur	Av. Amazonas y UNP, Edificio Puerta del Sol, Mezanine Torre Este, Quito
Ipsos Apoyo Ecuador	S.A.	15,91	Equateur	Av. Amazonas y UNP, Edificio Puerta del Sol, Mezanine Torre Este, Quito
Herrarte	Trading		Salvador	79 Avenida Norte y 7 Calle PTE, No. 4109 Cote Escalon, San Salvador.
Ipsos Costa Rica	S.A.	13,34	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Synovate Costa Rica SA	S.A.	26,16	Costa Rica	Barrio Escalante, de la iglesia Santa Teresita 300 metros este, 100 norte y 25 este, San José
Ipsos (Chile)	S.A.	26,16	Chili	Pedro de Valdivia 555, piso 10, Providencia, Santiago
Ipsos Observer (Chile) SA	SA	26,16	Chili	Av. Ricardo Lyon 222, Oficina 601 A, Providencia, Santiago
Ipsos ASI Andina	S.A.S.	26,16	Colombie	Calle 74 No 11 - 81 Piso 5, Bogotá, Colombia
Ipsos Napoleon Franco & Cia	S.A.	26,16	Colombie	Calle 74 No 11 - 81 Piso 5, Bogotá, Colombia
Synovate Colombia SA	S.A.	26,16	Colombie	Carrera 13 No. 93-40, Office 210-211, Bogota
Livra Europe	Ltd	26,16	Royaume-Uni	79-81 Borough Road - SE1 1FY London
Latin Internet Ventures	Inc.	26,16	Etats-Unis	15 East North Street, City of Dover 19901 County of Kent
Livra.com	SA	26,16	Argentine	11 de septiembre 2468.(1428) Cap fed
<b>Asie Pacifique</b>				
Ipsos Hong Kong Limited	Ltd	26,16	Hong-Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Beijing Ipsos Market Consulting	Ltd.	25,64	Chine	Suite 1201-1204, 12F, Union Plaza, No.20, Chaowai Avenue, Beijing
Ipsos Asia Limited	Ltd.	26,16	Hong-Kong	22F Leighton Centre - 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Singapore Pte Ltd	Pte. Ltd.	26,16	Singapour	11 Lorong 3 Toa Payoh, Block B #03-26/27/28, Jackson Square, Singapore 319579
Ipsos China Limited	Ltd.	25,64	Hong-Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Ipsos Taiwan Limited	Ltd.	26,16	Taiwan	25F, No.105, Sec.2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Ipsos Korea Chusik Hoesa	Co. Ltd.	26,16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 100-791
Ipsos (Philippines)	Inc	26,16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos Inc (Philippines)	Inc	26,16	Philippines	Unit 1401B, One Corporate Centre, Julia Vargas Avenue corner Meralco Avenue, Ortigas Center, Pasig City, Philippines.
Ipsos (Thailand) Limited	Ltd.	25,52	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120 Thailand
Ipsos Indonesia	PT	15,70	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Global Multi Services	PT	7,85	Indonésie	Jl. Cikini Raya No. 111, Cikini - Menteng, Jakarta Pusat
Ipsos Sdn Bhd	Sdn Bhd	26,16	Malaisie	18th Floor, Menara IGB, Mid Valley City Lingkaran Syed Putra, 59200 Kuala Lumpur
Synovate Sdn Bhd	Sdn Bhd	26,16	Malaisie	No. 23A, Jalan SS21/60, Damansara Utama, 47400 Petaling Jaya, Selangor, Malaysia
Synovate Ltd	Ltd	26,16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Synovate (China) Ltd	Ltd	26,16	Hong Kong	22/ F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong



Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
IJD Limited	Ltd	12,82	Thaïlande	Asia Centre Building, 21st, 22nd Floor, 173 South Sathorn Road, Thungmahamek, Sathorn, Bangkok 10120
Synovate Ltd	Ltd	25,40	Thaïlande	139, 10/F, 12/F, 17/F Sethiwan Building, Pan Road, Silom, Bangkok, Bangkok
PT Synovate	PT	26,16	Indonésie	Gedung Graha Arda Lt. 3, Jl. H.R. Rasuna Said Kav. B-6, Setiabudi, Jakarta Selatan 12910
Shenzhen Ipsos Radar Market Consulting Company Limited	Ltd	26,16	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code:518034
Shenzhen Synovate Healthcare Co Ltd	Ltd	26,16	Chine	Room 1108, Tea Palace, MingXiang Building, JinTian Road, Futian District, Shenzhen, China Postal code:518034
Ipsos LLC	LLC	13,34	Vietnam	Level 9A, Nam A Bank Building, 201-203 Cach Mang Thang 8 street, District 3, Ho Chi Minh City
Synovate (Asia Pacific - British Virgin Islands) Ltd	Ltd	26,16	Hong Kong	22/F Leighton Centre, 77 Leighton Road, Causeway Bay, Hong Kong
Synovate Ltd (Taiwan Branch)	Branch	26,16	Taiwan	25F, No.105, Sec.2, Tun Hwa S. Rd., Da-an District, Taipei 106
Synovate Limited (Korea Branch)	Branch	26,16	Corée	12F Korea Daily Economic BD 463 Cheongpa-Ro, Chung-Ku, Seoul, Korea 100-791
Ipsos Australia	Pty Ltd	26,16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Loyalty	Pty Ltd	26,16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
I-view	Pty Ltd	26,16	Australie	Level 14, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Public Affairs	Pty Ltd	26,16	Australie	Level 13, 168 Walker Street, North Sydney NSW 2060
Ipsos Limited	Ltd	26,16	Nouvelle-Zélande	Level 4, 581 Great South Road, Penrose 1642, Auckland
Ipsos K.K.	KK	26,16	Japon	1-12-12 Higashitenma, Kita-Ku, Osaka, 530-0044 Japan
Ipsos Japan Holdings K.K.	KK	26,16	Japon	3-5-8 Nakameguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0061
Ipsos Healthcare Japan Ltd	Private company limited by shares	26,16	Japon	Minerva House, 5 Montague Close, London UK SE1 9AY
Ipsos Research Private Limited	Pvt Ltd	26,16	Inde	501, 5th Floor, 701, 7th Floor, Boston house, Suren Road, Andheri - East, Mumbai - 400 093
Ipsos LLP	Limited Liability Partnership	21,37	Kazakhstan	Tole Bi Str. 101, Dalych Business Center, Block "A", Office 5 "A", Almalinskiy Raion, Almaty, 050012 Republic of Kazakhstan
<b>Moyen Orient et Afrique du Nord</b>				
Ipsos Stat	SA	13,34	France	35, rue du Val de Marne 75013 Paris
Ipsos Sal	S.A.L	9,60	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
AGB Stat Ipsos	S.A.L	10,72	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Mena Offshore	S.A.L	9,60	Liban	Dekwanah, Ipsos Building, P.O. Box: 55103 - Sin El Fil
Ipsos Stat Jordan	L.L.C.	10,02	Jordanie	Wasfi Al Tal Str, P.O. BOX 830871, Amman-11183
Ipsos Stat Kuwait	L.L.C.	13,34	Koweït	Beirut Street, PO Box 22417, Safat 13085, Hawally
Ipsos Stat Emirates	L.L.C.	6,54	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai, UAE



Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
Ipsos Stat FZ	L.C.	13,34	Emirats Arabes Unis	Al Thuraya Tower 1, 8th Floor, Dubai Media City, PO BOX 71283, Dubai, UAE
SHR Services Limited	Ltd.	26,16	Emirats Arabes Unis	PO Box 500611, Dubai
Ipsos (Saudi Arabia) LLC	Ltd.	14,62	Arabie Saoudite	Tahlia Street, Yamamah Building- Office 31, P.O Box 122200 Jeddah 21332 KSA
Ipsos Stat Bahrain	W.L.L.	13,21	Bahreïn	City Centre, Government Avenue, bldg 21, block 304, office 404
Ipsos Egypt	S.A.E	13,34	Egypte	35A Saray ElMaadi Tower, 4th floor, Cornish El-Nile, Maadi, Cairo, Egypt
Ipsos Iraq	Co. Ltd.	9,34	Irak	BAGHDAD - Waziriya Area - Antar Square - Architecture Zebrano Furniture - 2th Floor
Synovate The Egyptian Market Research Company LLC	L.L.C.	24,85	Egypte	11 Dr. Mohammed Mandour, Rab'aa Mosque, Nasr City, Cairo
Marocstat	S.A.R.L	13,34	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
Maghreb Data Services	S.A.R.L	13,34	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
Synovate Market Research Sarl	S.A.R.L	26,16	Maroc	16, Rue des Asphodèles - Maârif- Casablanca 20380
EURL Synovate Algeria	E.U.R.L.	26,16	Algérie	Chemin Darine, Saïd Hamdine, Alger
Ipsos SARL (Tunisia)	S.A.R.L	26,16	Tunisie	Immeube Luxor, 3ème Etage, Centre Urbain Nord, 1082 Tunis
Synovate Saudi Arabi (CRC)		26,16	Arabie Saoudite	P.O.Box 7188, Zip code 11462, Riyadh KSA,
Ipsos Qatar	Limited Liability Company	12,67	Qatar	IBA Building, 1st floor, C Ring Road, Doha Qatar
Ipsos Pakistan	Pvt. Ltd.	9,34	Pakistan	256-Street # 30, F-10/I Islamabad.

## Sociétés consolidées par Mise En Equivalence

Entreprises consolidées	Forme	% d'intérêt	Pays	Adresse
Apeme	Lda	6,54	Portugal	Avenida Duque de Ávila, n° 26 – 3º andar 1000 – 141 Lisboa
Market Watch Market Research & Public Opinion Polling Ltd	Ltd.	12,56	Israël	Tuval 13, 52522 Ramat Gan
Ipsos - Opinion S.A.	A.E.	7,85	Grece	8 Kolokotroni Street 10561 Athens

**6.7 Rapports des commissaires aux comptes de LT Participations sur les conventions réglementées au titre des exercices clos le 31 décembre 2015, 2014 et 2013**

---

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

Assemblée Générale d'approbation  
des comptes clos au 31 décembre 2015

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

## LT Participations

Assemblée Générale d'approbation des comptes clos

au 31 décembre 2015

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

**Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de prestations de services avec Ipsos Groupe GIE

La convention qui prévoit l'assistance d'Ipsos Groupe GIE sous forme de prestations de services de nature comptables, financières et de secrétariat juridique a conduit à constater une charge d'un montant de 63 681 € pour l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Fait à Paris, le 2 juin 2016

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**

Membre français de Grant Thornton International



Gilles Hengoat  
Associé

**SLG Expertise**



Marion Bolze  
Associée

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Marne  
75013 Paris

**Assemblée Générale d'approbation  
des comptes clos au 31 décembre 2014**

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

## LT Participations

Assemblée Générale d'approbation des comptes clos au 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### **Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### Convention de prestations de services avec Ipsos Groupe GIE

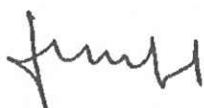
La convention qui prévoit l'assistance d'Ipsos Groupe GIE sous forme de prestations de services de nature comptables, financières et de secrétariat juridique a conduit à constater une charge d'un montant de 63 682 € pour l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Fait à Paris, le 15 juin 2015

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
Membre français de Grant Thornton International

**SLG Expertise**



Gilles Hengoat  
Associé



Marion Bolze  
Associée

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

**LT Participations**  
Société Anonyme  
au capital de 118 150 €  
35 rue du Val de Mame  
75013 Paris

**Assemblée Générale d'approbation  
des comptes clos au 31 décembre 2013**

**Grant Thornton**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
100 rue de Courcelles  
75849 Paris Cedex 17

**SLG Expertise**  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris  
10 rue Pergolèse  
75016 Paris



# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

## LT Participations

Assemblée Générale d'approbation des comptes clos au 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### **Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### Convention de prestations de services avec Ipsos Groupe GIE

La convention qui prévoit l'assistance d'Ipsos Groupe GIE sous forme de prestations de services de nature comptables, financières et de secrétariat juridique a conduit à constater une charge d'un montant de 45 434 € pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Fait à Paris, le 26 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

**Grant Thornton**  
Membre français de Grant Thornton International



Pascal Leclerc  
Associé

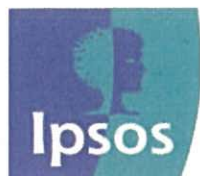
**SLG Expertise**



Marion Bolze  
Associée

**6.8 Communiqué de presse d'Ipsos en date du 26 octobre 2016**





# Communiqué de Presse

## Troisième trimestre 2016 Confirmations positives

Pour le seul troisième trimestre :  
Chiffre d'affaires : 431,7 millions d'euros (+ 0,9 %)  
Croissance organique : + 3,2 %

Paris, 26 octobre 2016 – Au troisième trimestre 2016, le chiffre d'affaires d'Ipsos s'établit à 431,7 millions d'euros, en progression de 0,9 % par comparaison à la même période de l'année précédente.

Les effets de change qui étaient positifs en 2015 sont aujourd'hui négatifs. Ils pèsent pour 2,4 % sur le seul troisième trimestre. Ils sont heureusement compensés par une croissance organique de 3,2 % qui se situe à un niveau satisfaisant, entre la performance du premier trimestre (+ 3,7 %) et celle du deuxième trimestre (+ 3,0 %).

De janvier à septembre 2016, le revenu d'Ipsos est de 1 265,3 millions d'euros. Il est en légère progression de 0,3 % d'une année à l'autre. Là encore, les effets de change freinent la progression, en euros, du revenu. Ils sont négatifs à hauteur de 3,8 %, alors que les effets de périmètre sont eux positifs pour 0,8 %. C'est donc le retour à la croissance organique qui permet à Ipsos d'afficher un chiffre d'affaires croissant. Sur neuf mois, à taux de change et périmètre constants, Ipsos progresse de 3,3 %. Cette performance est la meilleure enregistrée par Ipsos depuis 2011.

Elle s'explique par un retour à une croissance plus équilibrée qu'en 2015, en tous cas, entre les marchés développés (+ 2,9 %) et les marchés émergents (+ 4,1 %) et aussi par l'essor des Nouveaux Services déployés par Ipsos depuis le lancement du programme New Way en 2014. La croissance du chiffre d'affaires des Nouveaux Services se poursuit à un rythme toujours élevé : + 24 % sur neuf mois à l'image de l'évolution mesurée sur le seul premier semestre. Elle représente les trois quarts de la croissance totale d'Ipsos illustrant le rythme rapide de transformation du marché et la capacité de ces services à satisfaire les nouveaux besoins de nombreux clients.

Chiffre d'affaires consolidé (en millions d'euros)	2016	2015	2014	Croissance totale de la période 2016/2015
Premier trimestre	386,9	379,6	343,3	1,9 %
Deuxième trimestre	446,7	453,3	412,7	- 1,5 %
Troisième trimestre	431,7	428,0	412,8	0,9 %
<b>Total du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre</b>	<b>1 265,3</b>	<b>1 260,9</b>	<b>1 168,8</b>	<b>0,3 %</b>
Quatrième trimestre	-	524,4	500,7	-
<b>Total exercice</b>	-	<b>1 785,3</b>	<b>1 669,5</b>	-



## Communiqué de presse – suite – 26 octobre 2016

### Contribution au chiffre d'affaires par zone géographique

Par grande région, les tendances du début de l'année sont confirmées par le seul troisième trimestre. Sur une base comparable, toutes les régions sont en croissance. De juillet à septembre, l'écart entre la zone Europe / Moyen-Orient / Afrique (EMEA) qui est celle qui progresse le moins vite et la zone Asie-Pacifique (APAC), là où Ipsos enregistre ses meilleures performances s'est un peu réduit, tandis que la troisième région – les Amériques – conforte au pourcentage près sa croissance.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2016 (9 mois)</b>	<b>2015 (9 mois)</b>	<b>2014 (9 mois)</b>	<b>Évolution 2016/2015</b>	<b>Croissance organique (9 mois)</b>
Europe, Moyen-Orient, Afrique	543,1	555,9	539,1	- 2,3 %	2,5 %
Amériques	501,6	492,7	438,3	1,8 %	3 %
Asie-Pacifique	220,6	212,3	191,3	3,9 %	6 %
<b>Total du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre</b>	<b>1 265,3</b>	<b>1 260,9</b>	<b>1 168,7</b>	<b>0,3 %</b>	<b>3,3 %</b>

### Contribution au chiffre d'affaires par secteur d'activité

Par ligne de métier, la grande satisfaction d'Ipsos est, bien sûr, le retour à l'équilibre d'Ipsos Connect. Cette équipe gère depuis 2015 les études liées aux contenus publicitaires et celles liées aux médias digitaux et traditionnels. Son premier exercice – en 2015 – avait été délicat, avec une baisse du revenu supérieur à 5 %. Nous avons indiqué – et c'est en effet ce que nous constatons – que 2016 serait une année de stabilisation, avant que 2017 soit marqué par le retour à la croissance. Le respect de ce plan de marche valide la pertinence d'une stratégie alliant, dans des marchés très fragmentés, études des contenants et des contenus.

Les autres lignes de métier poursuivent leur développement même si, sur un seul trimestre, l'une ou l'autre peuvent enregistrer des performances supérieures – ou inférieures – à la tendance de plus long terme. Ipsos Marketing a connu un excellent trimestre. Ipsos Loyalty, la ligne de métier consacrée aux études de qualité des produits et des services et à la satisfaction des clients, a connu un moins bon trimestre. Ces deux « écarts » ne remettent pas en cause notre conviction que la performance de l'année sera satisfaisante pour l'une comme pour l'autre.

<i>En millions d'euros</i>	<b>2016 (9 mois)</b>	<b>2015 (9 mois)</b>	<b>2014 (9 mois)</b>	<b>Évolution 2016/2015</b>	<b>Croissance organique (9 mois)</b>
Études Médias et Expression des marques	277,2	289,9	294,1	- 4,4 %	0 %
Études Marketing	677,7	667,9	601,8	1,5 %	5 %
Études d'Opinion & Recherche sociale	127,8	128,6	114,1	- 0,6 %	4 %
Études pour la gestion de la Relation Client / Salarié	182,5	174,5	158,8	4,6 %	3 %
<b>Total du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre</b>	<b>1 265,3</b>	<b>1 260,9</b>	<b>1 168,7</b>	<b>0,3 %</b>	<b>3,3 %</b>





## Communiqué de presse – suite – 26 octobre 2016

### Autres éléments descriptifs des conditions d'exercice de l'activité au cours des neuf premiers mois

La profitabilité à l'issue des neuf premiers mois de 2016 est en ligne avec les objectifs annoncés pour l'ensemble de l'année, à savoir une stabilisation par rapport au niveau de marge opérationnelle de 2015, notamment en raison d'une croissance de la marge brute d'environ 60 points de base, compensée par l'investissement additionnel annoncé dans le programme New Way et des provisions pour bonus plus importantes.

Le ratio d'endettement au 30 septembre 2016, à 55,6 %, est en baisse par rapport à celui enregistré à la même date de l'an dernier (67,9 %), et ce malgré la hausse du dollar dans lequel environ 60 % de la dette est libellée. Cette baisse est notamment rendue possible grâce à une bonne génération d'excédents de trésorerie libre qui reste à un niveau semblable au niveau élevé atteint l'an dernier sur la même période.

### Perspectives 2016

Peu d'événements majeurs auront marqué le milieu de 2016. Ce qui ne veut pas dire que rien ne se passe. Tout au contraire quelques signaux plutôt assourdissants montrent que l'émergence d'une société harmonieuse ou heureuse ou équilibrée, comme on voudra, n'est pas d'actualité.

Vulgarité, ressentiments, exclusions gagnent de nombreux pays et pas seulement en Occident. En même temps, les données macroéconomiques ne sont pas mauvaises, sans que l'on sache bien si l'on a échappé à la déflation grâce aux politiques ultra accommodantes des banques centrales ou si l'on va vers la constitution et, par la suite l'éclatement, de bulles importantes comme les valorisations enregistrées dans certaines classes d'actif le suggèrent.

Pour l'instant, en tout cas, malgré l'accentuation des concurrences et la persistance des menaces générées par l'environnement sociopolitique et les incertitudes financières, le marché des disciplines marketing croît de façon régulière. En son sein, l'industrie de la recherche retrouve des couleurs grâce à ses atouts. Ipsos et ses concurrents mettent en avant, à juste titre, la compétence de leurs équipes, la sophistication de leurs approches, la fiabilité et la pertinence de leurs mesures et de leurs « insights ». Celles et ceux qui ont en charge l'orientation des politiques publiques, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques marketing, le choix et les conditions de lancement de la prochaine « grande idée », savent bien ce qu'ils doivent aux informations, aux idées, aux éléments de cadrage qui s'acquièrent en « consommant » les services des sociétés d'étude. Ipsos tient à redire sa confiance dans son industrie, dans sa capacité à se transformer, à se multiplier, à se diversifier aussi pour répondre à des besoins d'informations, de données et d'idées toujours plus pressants et quotidiens.

Nous voulons également redire qu'Ipsos assume, avec une grande confiance, les trois caractéristiques qui sont sa fierté et son avantage concurrentiel. Parmi tous ses concurrents, peu nombreux sont ceux qui peuvent prétendre être à la fois mondiaux (pas seulement par le nombre de marchés et de pays où ils opèrent mais aussi par le développement d'une culture et d'équipes pratiquant la diversité et le multiculturalisme), spécialisés (pas seulement sur une approche particulière mais sur un ensemble de protocoles qui, tous réunis, représentent une bonne partie de ce qui est nécessaire pour nourrir les systèmes d'informations dont un décideur doit disposer) et aussi indépendants (pas seulement dans les mots mais surtout dans le maintien de structures capitalistiques qui assurent aux professionnels qui ont choisi de travailler pour Ipsos leur mot à dire dans les choix qui expliquent le présent et dessinent l'avenir de l'entreprise).

L'indépendance d'Ipsos est la garantie de sa neutralité, vertu cardinale, alors que, dans les incertitudes qui président à la gestion des marchés digitalisés, trop d'acteurs sont en situation d'être simultanément les mesureurs et les mesurés.





## Communiqué de presse – suite – 26 octobre 2016

Dans l'hypothèse où l'environnement actuel persisterait, Ipsos fort de ses gains de marché, de sa situation concurrentielle et de l'essor des Nouveaux Services, devrait au dernier trimestre 2016, connaître une croissance voisine de celle qui a été enregistrée depuis le début de l'exercice et préparer ainsi dans de bonnes conditions, le démarrage de l'exercice 2017. Par ailleurs, en conformité avec ce qui a été anticipé et indiqué, le taux de marge opérationnel en 2016 sera équivalent à celui de 2015.

Publication des résultats annuels 2016 : 22 février 2017.

### GAME CHANGERS

« Game Changers » est la signature publicitaire d'Ipsos.

Chez Ipsos, nous sommes passionnément curieux à propos des individus, des marchés, des marques et de la société. Nous aidons nos clients à naviguer plus vite et plus aisément dans un monde en profonde mutation.

Nous leur apportons l'inspiration nécessaire à la prise de décisions stratégiques.

Nous leur délivrons sécurité, rapidité, simplicité et substance.

Nous sommes des Game Changers.

Ipsos est coté sur l'Eurolist de NYSE-Euronext.

La société qui fait partie du SBF 120 et de l'indice Mid-60 est également éligible au SRD.

**Code ISIN FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP**

**[www.ipsos.com](http://www.ipsos.com)**